

III^{me} ANNÉE
N° 1.

JANVIER
1892

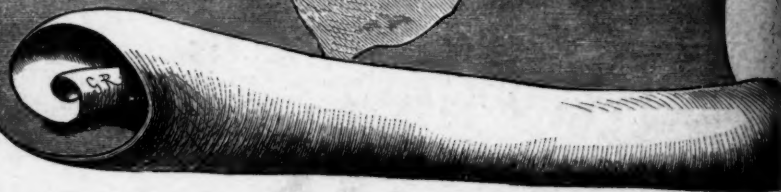


L'AFRIQUE

EXPLORÉE

ET

CIVILISÉE



GENÈVE

H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

MÊME MAISON A BAILE ET A LYON

L'AFRIQUE

EXPLORÉE ET CIVILISÉE

JOURNAL MENSUEL

FONDÉ PAR

M. Gustave MOYNIER

Consul général de l'État indépendant du Congo,

Docteur en droit,

Membre de l'Institut de Droit international, de la Société de géographie de Genève,

Correspondant de l'Institut de France, de l'Académie d'Hippone, de la British and Foreign Antislavery Society,

et des Sociétés de géographie de Marseille, Nancy et Porto.

PUBLIÉ ET RÉDIGÉ PAR

M. Charles FAURE

Officier d'Académie,

Membre correspondant des Sociétés de géographie de Berne, Saint-Gall, Aarau, Lisbonne, Porto,

Lille, Nancy, Tours, Madrid, de la Société de géographie commerciale de Paris

et de la Société de topographie de France.

Secrétaire de la Société protestante des Amis des Esclaves.

AVEC LA COLLABORATION DE

M. le professeur William ROSIER

Membre correspondant de la Société de géographie de Saint-Gall

et de la Société pédagogique italienne de Milan.

L'Afrique paraît le premier lundi de chaque mois, par livraisons in-8° d'au moins 20 pages chacune; le texte est accompagné de cartes, chaque fois que cela paraît nécessaire.

Le prix de l'abonnement annuel, payable d'avance, est de 10 francs, port compris, pour tous les pays de l'Union postale; pour les autres, 11 fr. 50.

Il sera rendu compte de tout ouvrage nouveau relatif à l'Afrique, envoyé à la Direction.

Adresser tout ce qui concerne le journal à **M. C. Faure, 10, chemin Dumas, Champel, près Genève (Suisse).**

S'adresser pour les abonnements à l'éditeur, **M. H. Georg, à Genève ou à Bâle.**

On s'abonne aussi :

Dans tous les bureaux de poste de Suisse, de France et d'Allemagne.

Chez MM. A. BARBIER, librairie africaine et coloniale, 31, rue Bonaparte, Paris.

MUQUARDT, libraire de la Cour, 43, rue de la Régence, à Bruxelles.

DUMOLARD frères, libraires, Corso Vittorio Emanuele, 21, à Milan.

F.-A. BROCKHAUS, libraire, Querstr., 29, à Leipzig.

L. FRIEDERICHSEN et Cie, libraires, Admiralitätsstr., 3/4, à Hambourg.

Wilhelm FRICK, libraire de la Cour, Graben 27, Vienne (Autriche).

TRUBNER et Cie, libraires Ludgate Hill, 57/59, à Londres E. C.

Et chez les principaux libraires de tous les pays.

AVIS. — Nous mettons à la disposition de nos nouveaux abonnés, au prix de 12 fr. chacun, un certain nombre d'exemplaires complets de la II^{me} et de la IV^{me} année et suivantes. La I^{re} et la III^{me} sont épuisées.

L'AFRIQUE

EXPLORÉE ET CIVILISÉE

JOURNAL MENSUEL

TREIZIÈME ANNÉE

1892

• 3
• 3 •

GENÈVE
H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

1892

~~~~~  
Genève. — Imprimerie Romet, boulevard de Plainpalais, 26.  
~~~~~

General Lefebvre
9-20-44

BULLETIN MENSUEL (4 janvier 1892¹).

Dans la séance du 18 décembre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, M. René de La Blanchère a lu un travail très intéressant sur les moyens employés par les Romains pour procurer à l'**Afrique septentrionale** la fertilité remarquable qui lui valait une population très nombreuse comparativement à celle d'aujourd'hui. Dans les conditions actuelles, la mise en valeur obtenue dans l'antiquité est impossible. L'absence d'eau n'est pas l'obstacle capital, car une moitié du pays en reçoit en moyenne plus que le bassin de la Seine, l'autre presque autant que le sud-est de la Russie. Il faut le chercher plutôt dans l'inégale répartition des pluies qui tombent toutes durant quelques mois, tandis que les autres sont complètement secs. Pour remédier aux inconvénients d'un régime torrentueux des rivières et à une sécheresse de cinq mois, les Romains avaient couvert la province d'Afrique d'un réseau d'ouvrages hydrauliques que M. de La Blanchère étudie depuis une dizaine d'années. Le principe qui dominait dans la création et le fonctionnement de ces ouvrages, c'est qu'aucune portion de l'eau n'était abandonnée à elle-même. Depuis le sommet des montagnes jusqu'à la mer, toute celle qui tombait était saisie, conduite et distribuée. Dans les plus petits ravins des montagnes, il y avait des barrages rustiques en pierres sèches pour retenir l'eau. Dans les vallons, d'autres barrages arrêtaient un peu les eaux déjà réunies; à l'entrée de chaque grande vallée, un système d'ouvrages en assurait non seulement l'arrosage, mais le passage de ces mêmes eaux dans des conditions de lenteur et d'absorption voulues. Au débouché de chaque grand *oued* en plaine, un ouvrage important, généralement barrage de retenue et de distribution, empêchait les crues subites et permettait aux eaux de se répandre dans les terrains de culture. M. de La Blanchère a pris pour type l'aménagement hydraulique de l'Enfida, situé sur la limite de la Zeugitane et du Bizacium, et qui peut, par conséquent, servir d'exemple pour les deux régions. Il l'a décrit en détail et a montré que le même système a été établi non seulement dans la Mauritanie, mais dans toute l'Afrique romaine, où l'on en

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

retrouve partout des vestiges. Les Romains ont mis plusieurs siècles pour arriver à un résultat complet; la belle époque est le troisième siècle de notre ère. Les guerres intestines, surtout les luttes religieuses, ont amené la décadence, puis la dégradation de ces travaux. L'invasion arabe, jointe au déboisement, leur a porté le dernier coup.

Jusqu'ici la ville du **Caire**, qui compte cependant 400,000 habitants, n'avait points d'égouts. On avait bien songé, sous le règne d'Ismail-pacha, à exécuter quelques travaux de ce genre; mais la canalisation était si défectueuse que Greene-pacha, directeur anglais des services sanitaires et de l'hygiène publique, la fit combler. Le remède fut pire que le mal, car les eaux n'ayant plus d'écoulement s'accumulèrent dans les rues pendant les mois d'hiver, et, pendant l'été, la fièvre typhoïde sévit au point que, d'après les statistiques officielles, la mortalité, du fait de cette maladie, fut de plus de 45 % des décès pour les indigènes et de 23 % pour les Européens, alors que dans les villes salubres elle ne doit pas dépasser 17 %. Après beaucoup de discussions pour arriver à doter la ville du Caire du meilleur système d'égouts possible, le *Journal officiel* vient de publier un avis, aux termes duquel le gouvernement égyptien recevra, jusqu'au 31 janvier 1892, tous projets relatifs à l'assainissement de la capitale de l'Égypte. Une prime de 5000 fr. sera accordée à l'auteur du travail adopté. Une commission technique, composée de trois membres (Français, Anglais et Allemand) nommés par le gouvernement égyptien, sera chargée d'examiner lesdits projets et de désigner celui d'entre eux qui devra être réalisé.

Un autre projet qui devra être soumis à une commission technique composée d'ingénieurs italiens, anglais, français, allemands et même américains, se rapporte au moyen d'étendre la superficie des terres susceptibles de recevoir la culture du coton, du riz et de la canne à sucre. Elle exige, pendant les mois d'été, un arrosage constant, que peut seul procurer un système complet de canaux et de réservoirs. Le barrage en aval du Caire construit sous Méhémet-Ali l'a assuré à la plus grande partie du Delta; le canal Ibrahimieh entretient la culture de la canne dans la partie de la Haute-Égypte comprise entre Siout et Beni-Souef; l'oasis du Fayoum doit sa prospérité aux ramifications du canal naturel du Bahr-Youssef. Il s'agit de faire profiter des mêmes avantages une quantité considérable de terrain dans la **Haute-Égypte**, et de fournir au **Delta** un supplément d'eau qui lui permette d'introduire sur tous les points les cultures susmentionnées. La Société dite des Études du Nil, à la tête de laquelle était M. de La Motte, avait déjà proposé un barrage en aval d'Assouan. M. Wilcox, ingénieur anglais des irrigations, elabora un projet de barrage à Assouan

même, tandis que le colonel sir Colin Scott Moncrieff, sous-secrétaire d'État au ministère des travaux publics, propose de créer un réservoir qui emmagasinerait un volume d'eau suffisant pour donner, pendant 60 jours, à l'étiage, trente millions de mètres cubes d'eau par jour; de cette façon, on irriguerait toute la province au nord de Siout et l'on gagnerait à la culture 325,000 hectares qui, plantés en coton, augmenteraient de moitié la production totale de l'Égypte, apportant un bénéfice annuel de cent millions. Quant au projet de M. Willecox, il a peu de chance d'être adopté; en effet, la construction du mur proposée par cet ingénieur, à la première cataracte, aurait pour résultat que, lors des crues du Nil, l'eau recouvrirait pendant six mois de l'année les admirables ruines de l'île de Philæ. Il est vrai que pour prévenir la détérioration des peintures qui couvrent encore les chapiteaux des colonnes, M. Willecox propose de débiter, entre les principaux musées de l'Europe, les diverses parties de ce monument qui appartient au gouvernement égyptien !

Nos lecteurs se rappellent que plusieurs des membres de la mission autrichienne du Kordofan avaient été faits prisonniers à El-Obeid, en 1883, par les madhistes qui les avaient amenés à **Omdurman** en 1887. Depuis longtemps on était sans nouvelles des captifs, lorsque le 14 décembre, une dépêche du Caire annonça que trois d'entre eux, le P. Ohrwalder et les sœurs Catarina Chincarini et Elisabeth Ventarini, ayant réussi à s'échapper, étaient arrivés sains et saufs à **Korosko**, et allaient descendre vers le Caire. Avant de quitter Korosko, le P. Ohrwalder a fourni des renseignements sur les Européens qui sont encore prisonniers des mahdistes à Omdurman : ce sont 14 Grecs, 8 Juifs et deux membres de la mission autrichienne; tous sont soumis au plus dégradant esclavage : les uns sont enchaînés, d'autres sont surveillés de très près et ont perdu l'espoir de s'échapper. Quant aux conditions dans lesquelles se trouve l'ancien Soudan égyptien, d'après le P. Ohrwalder, la nourriture y est à bon marché et en abondance, mais tout le monde désire la paix et le rétablissement de la souveraineté égyptienne. Les derviches ont presque entièrement abandonné le Darfour où se trouvent maintenant quantité d'éléphants et de bêtes sauvages. En revanche, les derviches sont très nombreux à Fashoda où ils ont un campement, mais ils n'osent pas s'éloigner des rives du Nil. Ils sont les maîtres du commerce de l'ivoire et de la gomme qu'ils vendent aux marchands avec de forts bénéfices. Ils n'exercent aucune influence dans le Bahr-el-Ghazal. La visite du khédivé à la frontière méridionale égyptienne a produit une vive impression dans tout le Soudan. Slatin-Bey, ancien gouverneur du Darfour, est toujours membre de la garde du corps de

Khalifa-Abdulla, mais il ne peut s'échapper. Les prisonniers qui se sont enfuis d'Omdurman sont arrivés au Caire le 21 décembre au matin. Ils se sont échappés le 29 novembre, pendant les troubles occasionnés par les intrigues de deux chefs damagha contre les partisans baggariens de Khalifa-Abdulla et par le mécontentement des habitants d'Omdurman contre le Madhi actuel qui s'entoure de soldats baggariens. Les malheureux fugitifs, accompagnés par trois Arabes fidèles, ont atteint Korosko le 13 décembre, après avoir parcouru en quinze jours près de 900 kilom. Ils voyageaient nuit et jour, montés sur des chameaux. Ils n'ont fait qu'une halte de deux jours au puits de Nurad. Pendant trois jours, ils sont restés sans nourriture et n'ont pas eu un instant de sommeil. D'après leur récit, Omdurman est une ville considérable, renfermant beaucoup de maisons construites en pierre; Khartoum est désert. Peut-être sont-ce les renseignements apportés par ces fugitifs qui ont suggéré à certains journaux de Londres l'idée d'une expédition militaire à organiser pour reprendre le Soudan égyptien. Mais les défaites subies par les troupes anglo-égyptiennes sous Hicks-pacha, Baker, Gordon et la retraite de Wolseley sont encore trop présentes à toutes les mémoires, pour que nous supposions l'opinion publique anglaise disposée à faire les frais d'une entreprise destinée à reconquérir le Soudan.

Nous avons mentionné, dans notre dernier numéro (XII^{me} année, p. 356), l'expédition entreprise par le Dr Keller, professeur suisse, avec M. Ruspoli dans le **pays des Somalis**. Des lettres de notre compatriote, arrivées à Zurich, sont datées de la fin d'août et des bords du Webbi-Denonek, le grand fleuve de l'Afrique orientale, qui prend sa source dans la chaîne de montagnes du Runa et va se perdre au S.-E. dans les plages du pays des Gallas. L'expédition italienne débarquait au commencement de juillet à Berbera, sur la côte des Somalis; elle se mettait immédiatement en marche, traversant les immenses steppes du pays, puis le chaînon du Djerato et le désert d'Ogaden, pour atteindre le Webbi. Il était nécessaire d'éviter toute rencontre avec les Abyssins qui se fussent certainement opposés au passage de la colonne. Vers la fin de juillet l'expédition traversait le Webbi. La marche était accélérée en vue de prévenir le rassemblement des indigènes dispersés dans un grand nombre de villages. Sur sa route, l'expédition a rencontré bien des hostilités, les indigènes en armes occupaient les sources et les citernes et semblaient manifester l'intention d'en défendre les abords. Les soldats d'escorte, par leur attitude énergique, ont imposé aux indigènes, qui se sont retirés; toutefois, ils se sont montrés très exigeants, et n'ont cédé qu'à des prix excessifs le bétail dont l'expédition avait besoin pour

son approvisionnement. Le pays jusqu'au fleuve a plutôt le caractère d'une vaste steppe ; pendant l'été, la plupart des rivières et cours d'eau sont à sec ; la température des nuits était plutôt fraîche ; en juillet elle accusait 15°. La végétation change d'aspect sur les bords du fleuve : en lieu et place des mimosas et gommiers, c'est le palmier et le figuier qu'on voit partout. Le fleuve est profond, son cours est rapide, mais il n'a guère que 40 mètres de largeur. Des crocodiles, d'énormes silures et des tortues gigantesques peuplent les eaux. Sur les rives on voit d'innombrables hérons, des échassiers et même l'ibis sacré. L'expédition n'aperçut ni un éléphant, ni un rhinocéros. Le type des indigènes change brusquement dès qu'ont atteint le Webbi, c'est celui du nègre. Des esclaves travaillent et cultivent le sol qui est fertile et produit en abondance le maïs et la doura, dont on emplit d'innombrables huttes coniques. La culture du coton est très étendue et les indigènes confectionnent un tissu grossier, mais solide. L'expédition comptait atteindre les vallées du Djuba vers le milieu d'octobre.

Le dernier numéro du *Deutsches Kolonialblatt* publie les nouvelles suivantes du **D^r Peters**. Le 24 septembre, le commissaire impérial allemand s'est rencontré à Taveta avec le capitaine Bateman, représentant britannique, pour préparer la délimitation entre les territoires allemands et anglais dans cette partie de l'Afrique. Le D^r Peters avait avec lui Jean, conducteur de compagnie, et le baron von Pechmann, plus 50 Soudanais et 14 askaris souahéli. Le lieutenant Bronsart von Schellendorf était encore en expédition à Masindi pour escorter des matériaux et des charges. De concert avec le capitaine Bateman, un combat fut livré à Kororo, sultan des Wa-Rombo ; puis, le lieutenant von Schellendorf arriva le lendemain ayant pris la défense de la station, l'expédition du D^r Peters marcha vers Useri Kimangalia. Ce district, comme au reste tout le versant nord du Kilimandjaro, est un haut plateau pauvre en eau. La population se montra pacifique. Le D^r Peters descendit ensuite dans la vaste steppe des Masai, marcha vers le ravissant lac Dehala, sur les rives duquel il arbora le drapeau allemand ; le 3 octobre il atteignit la station du Kilimandjaro.

Le *Mouvement géographique* a reçu de Berlin l'annonce de la découverte, par **Émin-pacha** et le **D^r Stuhlmann**, de la branche la plus méridionale du Nil, le **fleuve Kifou**, entre les lacs Victoria, Albert-Édouard et Tanganyika. D'après une hypothèse émise par M. A.-J. Wauters, ce cours d'eau aurait ses sources dans l'Uhha, district dépendant de l'Ou-Nyamouési, par environ 4° lat. sud ; il coulerait du sud au nord sur un parcours de 350 à 400 kilom. et déboucherait à la rive méridionale du lac Albert-Édouard. Les explorateurs auraient, d'autre part, constaté que la rivière

Kagéra, affluent occidental du lac Victoria, serait loin d'avoir le développement que lui a supposé Stanley et qu'indiqueraient, d'après lui, toutes les cartes d'Afrique, ses sources ne dépassant pas le 2° lat. sud. Si ces deux nouvelles se confirment, la carte de la région comprise entre les trois lacs devra subir de grandes modifications pour donner place au bassin du Kifou qui constituerait la branche supérieure la plus méridionale du Nil.

A l'appui de son hypothèse, M. Wauters a accompagné l'annonce de cette découverte d'un croquis provisoire montrant sommairement les résultats géographiques de l'exploration d'Émin et les changements que devrait subir l'hydrographie de cette partie du continent. Le lac Alexandra, dont l'existence avait été signalée par Stanley, d'après des renseignements d'indigènes, devrait disparaître des cartes, ainsi que la section de rivière qui le relie au Kagera. Toute la région située au S.-S.-E. du lac Albert-Édouard, jusqu'à l'Uhha, par 3° 30' ou 4° lat. sud, appartiendrait à la branche occidentale du Nil, laquelle porterait successivement les noms de Kifou et de Semliki, et alimenterait le lac Albert-Édouard d'abord, le lac Albert ensuite, pour se joindre, à l'issue septentrionale de ce dernier, à la branche orientale du Nil sortie du lac Victoria. Le mont Mfoumbiro dont les sommets s'élèvent à environ 3000 mètres, par 1° 20' lat. S. et 30° 4' long. E., appartiendrait à la chaîne de montagnes formant la ligne de partage des eaux entre les bassins de la Kagera à l'est et du Kifou à l'ouest. Le bassin du Malagarasi, affluent du Tanganyika, serait vraisemblablement diminué également ; les rivières Loukoki et Mérou, traversées par Stanley en 1876, devraient lui être enlevées pour être attribuées au bassin du Kifou. Le cours du Roufidji, qui se jette à l'extrémité nord du Tanganyika, devrait diminuer d'importance ou s'infléchir vers l'ouest. A travers le blanc ainsi élargi des cartes, coulerait, dans une direction générale S.-S.-E.—N.-N.-O., le Kifou, qui prendrait sa source au N.-E. d'Oudjidji, dans les plaines situées entre la rive orientale du Tanganyika et le cours supérieur du Malagarasi. Cette prolongation du Kifou-Semliki jusque vers le 4° lat. S. ferait de cette branche occidentale du Nil la source la plus méridionale du grand fleuve. En effet, les rivières Wami et Isanga qui se versent dans le Victoria-Nyanza à la côte sud, avaient été considérées jusqu'à présent comme cette source la plus éloignée de l'embouchure du Nil. Or, comme leur cours n'atteint pas le 3° lat. S., elles auraient à céder le pas au Kifou.

Le numéro du 1^{er} décembre du *Deutsches Kolonialblatt* a publié des nouvelles d'**Émin-pacha**, rapportées par le lieutenant Sigl, qui occupe la station de Tabora. Il écrivait le 31 août : « Le Wali de Karagoué a, sur ma recommandation, envoyé des messagers de confiance avec des lettres

pour Émin. Ils ont suivi les traces du pacha jusqu'au lac Albert-Édouard, où ils ont trouvé un bateau du sultan Kalaquansa, du district de Mwamba, et ont appris des bateliers que le pacha et le Dr Stuhlmann avaient campé avec tout leur monde et leurs marchandises chez le susdit sultan. Le pays de Mwamba est situé au N.-O. du lac, entre 0° et 1° lat. N., et 29° et 30° long. E. Après une navigation de sept jours, mes envoyés atteignirent le camp du pacha. Le sultan se conduisit très amicalement à leur égard et leur donna des renseignements sur la direction de la marche d'Émin. Celui-ci s'est dirigé, avec le Dr Stuhlmann, au commencement de juillet, vers Kibiro, sur le lac Albert-Nyanza, après s'être frayé, avec l'aide de Kalaquansa, un chemin à travers les grandes forêts, et s'être assuré par des présents l'amitié des indigènes. Il avait pris avec lui toutes les charges restantes et avait dit à Kalaquansa qu'il ne reviendrait pas par le même chemin. » D'après une communication publiée dans le *Reichsanzeiger* du 19 novembre, le lieutenant Langheld, stationné à Boukoba, avait annoncé qu'Émin s'étant avancé jusqu'à Ousongoro, au nord du lac Albert-Édouard, s'était réuni avec ses gens de l'ancienne province de l'Équateur. Enfin, le *Berliner Tagblatt* du 2 décembre, parlant de 1500 fusils se chargeant par la culasse et de 7000 à 8000 se chargeant par la bouche, possédés par les anciennes troupes du pacha, ajoutait que lorsque cette nouvelle parvint dans l'Ou-Ganda, le capitaine Lugard, commandant du corps d'occupation britannique, pour le compte de la British East African Company, se mit en route avec 300 hommes de troupes régulières et 700 auxiliaires, afin d'empêcher Émin de se diriger vers le nord. Il rencontra de grandes difficultés dans la nature du terrain; en outre sa troupe étant moins nombreuse que celle d'Émin, et ses Soudanais ayant déclaré que jamais ils ne tireraient sur leurs compatriotes au service du pacha, il dut renoncer à lui barrer le chemin. Le *Tagblatt* donne en même temps communication d'une lettre d'Émin dont voici quelques lignes :

« Stanley ne peut cependant pas nier que sa venue ait provoqué la rébellion, ni que, de 1882 à 1888, j'aie conservé et gouverné mes provinces sans son secours. Il ne niera pas non plus que, tout en me donnant communication des offres du roi Léopold, il me conseillait instamment de les refuser; qu'au contrat par lequel je cétais mes provinces à l'Imperial British East African Company, il ne manquait plus que ma signature. Il sait enfin également que la solution de cette question est encore dans mes mains ¹. »

¹ Nous saisissons cette occasion pour décliner absolument la responsabilité des erreurs et des naïvetés que nous a gratuitement prêtées M. Arthur de Claparède,

L'œuvre médicale de notre compatriote M. le Dr Liengme à **Antioka**, près de la baie **de Delagon**, se développe. Le *Bulletin* de la mission romande publie de lui les nouvelles suivantes : « Le nombre de mes malades est allé en augmentant. J'ai eu l'occasion d'amputer l'extrémité de deux doigts à un jeune homme dont la main avait été mutilée par l'explosion d'une provision de poudre. Ce jeune noir est le fils d'un des principaux chefs du pays. En reconnaissance des soins donnés à son fils, le père m'a envoyé un shilling. Puis, quelques jours plus tard, il est venu lui-même, accompagné d'une de ses femmes, me demander de soigner deux de ses enfants. Ils voulurent s'établir dans les champs près de la station, afin de recevoir chaque jour mes soins. Ils avaient leurs provisions avec eux. Après cela, le vieux chef, voyant que les plaies de ses enfants guérissaient rapidement, partit et revint avec six autres malades..... Pour que l'œuvre médicale prospère et qu'il soit possible d'exercer sur les malades une forte influence chrétienne et en même temps de les soigner convenablement, il faudrait pouvoir les recevoir sur la station. C'est d'autant plus nécessaire que plusieurs viennent de très loin..... Il est rare qu'un malade vienne seul ; le plus souvent il est accompagné d'un ou de plusieurs de ses parents. Mon plan serait de faire construire plusieurs huttes, petit à petit, par les patients eux-mêmes ; ils devraient se procurer leur nourriture et de plus travailler quand ils le pourraient. En outre, j'exigerais des malades ne séjournant

directeur du *Globe*, organe de la Société de Géographie de Genève, dans un soi-disant extrait de procès-verbal de la séance dans laquelle, à la demande du président, M. G. Rochette, nous avons rendu compte du retour d'Émin-pacha avec Stanley (Voy. *Globe*, t. XXIX, p. 48). L'honorable secrétaire des séances, M. H. Welter, en est également innocent. La paternité en appartient tout entière à M. A. de Claparède qui, pour se faire autoriser par ses amis de l'administration à substituer une page de sa plume au procès-verbal, très court d'ailleurs, d'un très bon français et exempt d'erreurs, adopté par la Société, a surpris leur bonne foi en leur faisant croire que la rédaction de M. Welter renfermait des traits d'hostilité à l'égard de Stanley. A toutes nos demandes de rectification, il n'a été répondu que par le silence. Nos abonnés apprécieront à leur juste valeur ces procédés de falsification. Trompés par M. le directeur du *Globe*, ses amis n'ont pas osé reconnaître auprès des lecteurs du journal de la Société que leur bonne foi avait été surprise, et ils se sont vus impuissants à faire avouer à M. de Claparède la paternité de cette page où l'ignorance le dispute au ridicule ; son obstination à en faire peser la responsabilité sur nous, semblerait indiquer chez lui l'intention de nuire à l'*Afrique* ; nos lecteurs sauront rendre à chacun ce qui lui est dû ; si ceux du *Globe* sont trompés, ils ne le doivent qu'à M. le directeur du journal de la Société de géographie de Genève et à ses amis de l'administration.

pas sur la station qu'ils apportassent des provisions comme paiement; c'est la seule chose qu'on puisse leur demander. Je compte aussi faire des tournées médicales d'évangélisation. J'irais dans un groupe de villages; je soignerais les malades, et je profiterais de l'occasion pour les évangéliser d'une manière ou d'une autre. En ayant quatre ou cinq endroits bien choisis, que je visiterais régulièrement, je réunirais vraisemblablement chaque fois bon nombre de personnes. »

Une dépêche de Capetown, en date du 3 décembre, a annoncé que le roi des **Ma-Tébélé**, Lo-Bengula, a conclu avec le représentant de la **South African Company** un arrangement qui donnerait à la Compagnie le droit de s'établir dans le Ma-Tebeleland et de l'administrer exclusivement. Nos lecteurs se rappellent que, malgré les sommes payées à Lo-Bengula, et les présents de fusils Martini-Henri avec leurs munitions, ce souverain n'avait jusqu'ici accordé à la Compagnie de M. Cecil Rhodes que le droit de fouiller le sous-sol de son pays et d'en extraire, sous certaines conditions, l'or qui y est contenu; mais jamais il n'avait voulu abandonner aucun de ses droits politiques de souverain, ni même céder aux sujets britanniques la propriété d'aucune des portions cultivables de son royaume. Et comme les Ma-Tébélé sont une race belliqueuse et que leur armée est fortement constituée, il n'y avait pas à chercher à user de contrainte envers eux. Les termes du traité n'ont pas encore été publiés; mais, d'après la dépêche susmentionnée, Lo-Bengula aurait accepté un vrai protectorat de la part de l'Angleterre. Ce serait une compensation à la déception qu'à eue M. Cecil Rhodes dans un voyage qu'il a fait au Ma-Tebeleland et au Ma-Shonaland, où il a constaté que les territoires déjà occupés par la South African Company sont infiniment moins riches en ressources minières qu'on ne le croyait, ayant été exploités et épuisés par les occupants antérieurs. Lord Randolph Churchill, qui a consacré à l'étude du pays les loisirs que lui ont laissés ses puérides aventures de chasse aux lions, a fait, dans ses lettres au *Daily Graphic*, un rapport tout aussi peu conforme aux espérances caressées par les fondateurs de la South African Company.

Nous extrayons ce qui suit d'un rapport du Dr Schröder, médecin d'état-major au **Cameroun** : « Le 8 octobre, je vaccinaï, avec de la lymphe que le docteur de l'expédition Gravenreuth avait apportée de l'Institut vaccinal royal de Berlin, et qui n'avait que 5 ou 6 semaines, 51 hommes (21 jeunes Krou et 30 Dahoméens) et 18 femmes; 13 Krou, 24 Dahoméens, soit 74 % eurent des boutons bien développés. Presque toutes les femmes affirmèrent avoir eu la petite vérole; la vaccine ne prit que chez six d'entre elles. » Le résultat obtenu a engagé le Dr Schröder à faire venir de Berlin

une provision de lymphes suffisante pour vacciner les travailleurs Krou du gouvernement qui arriveront dans la colonie allemande, et le plus grand nombre possible d'indigènes du Cameroun.

Un décret publié par le *Journal officiel* français a établi sur des bases définitives le régime d'autonomie administrative et financière inauguré en 1889, dans les établissements français des **Rivières du Sud**, de la **Côte d'Or** et du **Golfe de Bénin**. En voici les principales dispositions :

L'ensemble des possessions françaises de la côte occidentale d'Afrique, situées entre la Guinée portugaise et la colonie anglaise de Lagos, constitue une colonie qui prendra la dénomination de Guinée française et dépendances. L'administration supérieure de cette colonie est confiée à un gouverneur, qui est, en outre, chargé du protectorat de la République sur le Fouta-Djallon.

La colonie de la Guinée française et dépendances comprend trois groupes distincts qui sont administrés, savoir :

1^o La Guinée française proprement dite (actuellement dénommée Rivières du Sud), par un secrétaire général ;

2^o Les établissements de la Côte d'Ivoire (actuellement dénommés établissements de la Côte d'Or), par un résident ;

3^o Les établissements du golfe de Bénin, par un lieutenant-gouverneur.

Chacun des trois groupes constituant la colonie de la Guinée française et dépendances conserve son administration propre et son budget spécial.

Des négociants de Liverpool se sont présentés à lord Knutsford, ministre des colonies, pour protester contre de prétendus empiètements de la France sur les possessions anglaises de l'Afrique occidentale, notamment dans la région de **Sierra-Leone**. Le ministre anglais leur a fait remarquer que les limites de la sphère d'influence française dans cette région ont été fixées par le traité conclu entre les cabinets de Paris et de Londres au mois d'août 1889, et qu'il n'y a pas lieu d'y rien changer. Il a constaté de plus que l'île de Matabele, que la députation de Liverpool semblait revendiquer comme territoire britannique, a été reconnue à la France dès 1884, que par conséquent l'occupation de cette île de la part de la France ne constitue pas un acte d'empiètement, mais l'exercice d'un droit incontestable. En revanche, il a promis de veiller à ce que la France ne dépasse pas les limites de sa sphère d'influence, et de tenir les commerçants de Liverpool au courant des travaux de la commission de délimitation anglo-française qui va commencer ses opérations dans la région de Sierra-Leone. Néanmoins, la Chambre de commerce de Liverpool a adopté la résolution suivante : « La Chambre exprime son étonnement et ses regrets au sujet

de la cession faite à la France d'un territoire dans l'Ouest africain ; elle proteste contre un pareil arrangement. Elle recommande au gouvernement de protéger énergiquement les citoyens anglais qui possèdent des terres et des biens sur ce territoire. Elle engage les citoyens britanniques à faire tous leurs efforts pour obtenir des potentats africains tous les avantages qui sont accordés aux Français. »

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Le gouverneur général de l'Algérie a le dessein de coloniser les bords algériens de la Méditerranée au moyen de villages de pêcheurs français. Des mesures ont été prises à cet effet ; huit familles de pêcheurs bretons, composées de vingt-cinq personnes, venant de Douarnenez, sont arrivées à Philippeville, où des concessions leur ont été accordées. Par ce moyen la côte se peuplera, et ainsi sera préparé un nouveau centre de recrutement pour la marine française.

Un crédit de 300,000 francs a été demandé par le gouvernement français pour les études et les premiers travaux d'une voie ferrée prolongeant de 64 kilomètres, au delà d'Aïn-Sefra, dans la direction de Djenien-bou-Rezk, la ligne du sud-ouest oranais. — L'État est chargé des études à faire ; il conserve la direction des travaux, qui seront exécutés avec le concours des troupes.

Le Club alpin d'Algérie a organisé une excursion pour Ouargla, à 800 kilomètres de la côte. La caravane des touristes partira de Constantine le 9 janvier ; le voyage durera vingt jours.

M. Gaston Boissier a récemment rendu compte à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de fouilles importantes faites dans quelques-unes des villes romaines de la Tunisie par M. le Dr Carton et M. le lieutenant Denis. A Dougga, les explorateurs ont trouvé dans les ruines du temple de Saturne des stèles puniques ; ils ont mis au jour un hippodrome et un théâtre qui paraît bien conservé. A El-Matria, ils ont dégagé un temple consacré à Jupiter, à Junon et à Minerve.

Le gouvernement égyptien et la Compagnie du Canal de Suez se sont mis d'accord sur les conditions de la construction et de l'exploitation, par la Compagnie, d'un tramway à vapeur et d'un canal d'eau douce entre Port-Saïd et Ismailia. La ligne sera employée uniquement au transport des malles-postes et des passagers au service de la Compagnie. La pose des rails est déjà commencée et le travail pourra être achevé à la fin de 1892. La Compagnie devra continuer à exploiter le tramway jusqu'au moment où le gouvernement égyptien aura construit une ligne rattachant Port-Saïd au réseau général des chemins de fer.

M. Palmer, conseiller financier du khédive, et M. Gaustin, sous-secrétaire des travaux publics, ont été chargés de se rendre à Tokar, pour y étudier des questions relatives à des travaux d'irrigation et à l'impôt foncier. D'après leur rapport, il y a à Tokar beaucoup de terres cultivables ; mais la population est peu nombreuse et elle ignore l'agriculture ; 150,000 acres pourraient être mis en culture ; avec un bon

système d'irrigation et à l'aide de l'immigration, il serait facile de relever les finances obérées de Souakim et de Tokar, au moyen des impôts fonciers qui seraient prélevés sur les terres mises en valeur. La nature des terres arables est aussi bonne qu'en Égypte.

Une dépêche de Massaouah du 11 décembre a annoncé que les Ras Mangascia, Aloula et Agos, ainsi que tous les chefs du Tigré, ont passé le Magreb pour recevoir le général italien Gandolfi. Ils ont juré d'observer le traité d'Ucciali, le Magreb formant la frontière italienne. Il y a eu engagement réciproque de cordiale amitié et de protection des propriétés et des sujets italiens et tigréens.

Le Négous d'Abyssinie, Ménélik, envoie au président de la république française une mission chargée d'offrir à M. Carnot deux superbes lions de Nubie apprivoisés à sa cour, en même temps qu'une lettre du souverain et la décoration suprême de son empire : le tout en témoignage de respect des vieux traités d'amitié qui lient l'Abyssinie et la France.

Les capitaines Macdonald et Pringle, du génie anglais, envoyés à Mombas pour le compte de l'Imperial British East African Company, sont chargés d'étudier deux tracés de voie ferrée, l'une de Mombas à Machako directement, l'autre longeant le fleuve Sabaki. Au delà de Machako, trois équipes seront formées ; une passe sera cherchée dans la chaîne de Mau. Le retour s'effectuerait par la plaine de Kampé.

M. Fitzgerald, qui revient de l'Afrique orientale anglaise, estime qu'il serait possible d'y augmenter beaucoup la production du coton et du tabac, et d'y entreprendre celle du giroflier, du poivrier et du muscadier. Il croit également qu'on pourrait tirer grand profit de plantations de cocotiers.

D'après l'*Allgemeine Zeitung* de Munich, le major von Wissmann est atteint d'une pneumonie grave, ce qui ne lui permettra pas de longtemps d'entreprendre une nouvelle expédition dans l'Afrique orientale.

Dès le 1^{er} février prochain, Zanzibar sera déclaré port franc. Exception sera faite pour les munitions de guerre et l'alcool, conformément aux stipulations de l'Acte de la Conférence de Bruxelles.

Des stations météorologiques ont été fondées depuis peu dans l'Afrique orientale allemande : il en existe maintenant à Lindi, Dar-es-Salam, Kiloa, Bagamoyo et Tanga, et dès 1892, ces cinq stations pourront fournir chaque mois des observations régulières. Celles-ci sont faites par les médecins des troupes du protectorat impérial ; les instruments ont été donnés par l'observatoire maritime de Hambourg.

M. Hindorf a fondé, pour la Société allemande de l'Afrique orientale, une station agricole à Darema, par 5° 8' lat. S. et 38° 38' long. E., à 800 m. d'altitude.

Le capitaine Lugard a annoncé, le 13 août, du Mont Rouwenzori, qu'il a chassé du bas Ou-Nyoro le lieutenant esclavagiste de Kabréga et réinstallé le roi Kasagamo. Il a conclu un traité avec le roi de l'Ankori et fondé des stations sur le lac Albert-Édouard et sur la pente du Rouwenzori. Il demandait l'envoi de renforts.

Les Mafiti, tribu indigène à l'ouest du cap Delgado, s'étant soulevés, le gouverneur portugais les a fait rentrer dans l'ordre à l'aide des forces locales réunies immédiatement.

Dans la discussion du budget des colonies au Reichstag, M. Kayser, conseiller de légation, a déclaré que le Sud-ouest africain a été vendu à un consortium pour le prix de trois millions de marcs, dont 210,000 ont déjà été payés, lesquels resteraient acquis au cas où la vente ne réussirait pas. Des essais agronomiques ont été faits dans ces territoires; ils ont parfaitement réussi.

Le P. Cambier, missionnaire belge, et un de ses compagnons sont arrivés à Loulouabourg où ils ont fondé une station.

M. Chetens a créé, pour le compte de la Société du Haut-Congo, deux nouveaux établissements à Bena-Bendi et à Inkonghou, sur le Sankourou.

M. Pierre Nebout, professeur au lycée Corneille, a reçu des nouvelles de son frère, M. Albert Nebout, survivant de la mission Crampel, qui guide actuellement la mission Dybowski. Le 26 août, celle-ci était arrivée au poste de Bangui sur l'Oubangi, et se préparait à explorer plusieurs petites rivières venant du nord pour tâcher de trouver la route la plus sûre dans cette direction.

M. Camille Delcommune, directeur-adjoint de la Société du Haut-Congo, a fondé sur l'Oubangi deux nouveaux établissements, l'un à Banzyville, l'autre à Yakoma.

M. Lamadon et le lieutenant Bransoulié se sont embarqués à Marseille pour Sierra-Leone où ils doivent effectuer, de concert avec les délégués anglais, la délimitation des possessions franco-anglaises dans cette région. Les travaux devaient commencer près de Samoh et se poursuivre le long des Scarries jusqu'à Falaba et de là aux sources du Niger.

Des nouvelles de Sierra-Leone ont annoncé que Samadou, chef musulman, qui jouit d'une grande influence et dispose d'une armée de plusieurs milliers de guerriers auxquels ont été vendus récemment des fusils perfectionnés, a informé la colonie anglaise de cette ville qu'il ne permettra pas aux Français de pénétrer dans son pays et qu'il les repoussera les armes à la main.

Le 28 novembre dernier a été signé à Saint-Louis, entre M. de Lamothe, gouverneur du Sénégal et le roi du Saloum, un traité qui règle la situation du Saloum sous le protectorat français. On sait que le Saloum est situé à peu de distance de la côte, entre Dakar et la Gambie.

La mission Maistre, organisée par le Comité de l'Afrique française pour renforcer l'expédition Dybowski, actuellement sur l'Oubangi, s'embarquera le 10 janvier à Bordeaux.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Dans un article de M. F. Buxton sur l'administration anglaise dans l'Afrique occidentale, nous trouvons les lignes suivantes relatives à la recrudescence de la traite. « Le fléau de la boisson, la mauvaise administration, le supplice du fouet, les meurtres, la torture et autres atrocités ont poussé le noir à demander: D'où viennent ces sauvages blancs, qui sont plus sauvages que nous? L'esclavage et la traite ont repris cours sous le gouvernement

anglais à la **Côte d'Or**. Tout récemment, cinq mille jeunes gens, des deux sexes, ont été amenés de Salaga et d'autres districts de l'intérieur pour être vendus à Accra et dans d'autres territoires britanniques de la côte. Actuellement, ce trafic augmente, grâce à l'apathie du gouvernement de S. M. La preuve en est fournie par le fait que le 20 mars 1890 et au mois de mai de la même année il en est fait mention dans le registre du tribunal d'Accra. Une intelligente jeune fille, esclave libérée, a donné à M. Buxton le récit de la manière dont s'opère la capture des esclaves à vendre en territoire britannique. Une tribu fait une incursion sur le territoire d'une autre tribu, s'empare de tous les jeunes gens des deux sexes au-dessus d'un certain âge, après quoi les vieillards, les femmes et les jeunes enfants sont poussés dans une grange et brûlés. »

Nous extrayons d'une lettre de M. l'amiral Vallon à la *République française* les renseignements qu'a fournis à l'honorable député sa longue expérience des croisières, pour faire comprendre l'urgence de combattre le mal à sa source, dans les territoires où s'opère la capture des esclaves.

Si j'entreprenais, écrit l'amiral, de prouver que la **répression de la traite des noirs sur mer** n'est qu'un trompe l'œil plus propre à la perpétuer qu'à l'empêcher, je soulèverais bien des colères, peut-être même un scandale international.

J'ai fait partie pendant quatre ans, de 1848 à 1853, de la flottille chargée de la répression de la traite à la côte occidentale d'Afrique; j'ai commandé, de 1857 à 1860, la subdivision navale chargée, au Congo, d'assurer l'immigration dans nos colonies des Antilles; j'ai enfin commandé, de 1879 à 1881, la division navale de la mer des Indes opérant sur la côte orientale d'Afrique.

J'ai connu les crimes qui se commettent dans ces régions et les hommes appelés à les réprimer, et j'ai conservé un profond dégoût des moyens employés par eux, tout en rendant une entière justice à la sincérité des gouvernements et des Sociétés qui s'imposent de lourds sacrifices pour mettre un terme à cette barbarie.

Dans l'océan Atlantique, la traite n'a à peu près cessé que lorsque les pays d'Amérique ont résolument fermé leurs territoires à l'introduction des esclaves en proclamant leur liberté.

Dans l'océan Indien, elle ne disparaîtra que le jour où les pays musulmans et leurs gouvernements auront agi de même.

Il ne reste autrement qu'un moyen de faire cesser entièrement ce hideux commerce; il est à peu près indiqué dans les chapitres I et II de l'Acte de Bruxelles : il faut combattre le mal à terre et ne pas attendre

que les expéditions d'esclaves soient faites pour s'en emparer avec profit.

On connaît partout les infâmes qui entretiennent ce trafic à l'abri de quelque commerce qui leur donne l'apparence d'honnêtes négociants; on connaît, à l'aide d'un espionnage supérieurement organisé à terre, souvent par les expéditeurs eux-mêmes qui, payés d'avance, ont intérêt à provoquer la rareté de la marchandise par les captures, on connaît, dis-je :

Les points du littoral où se font les rassemblements d'esclaves dans les baracons ;

Le nombre d'esclaves disponibles pour l'embarquement ;

Le bâtiment qui doit les recevoir et qui, une heure auparavant, en règle et pouvant braver toute visite, se vend à l'équipage négrier tout composé à terre et prêt à sauter à bord ;

Les signaux de convention et jusqu'à l'heure du mouvement ;

Souvent même la destination du chargement de chair humaine.

Et alors, pourquoi ne pas prévenir le crime prémédité et attendre son accomplissement !

« Les croiseurs, » disait devant moi un négrier arabe, « sont plus canailles que nous; au moins payons-nous nos esclaves et eux nous les volent avec nos équipages ! »

Puisque toutes les nations veulent fermement faire cesser une infamie qui déshonore l'humanité, la *comédie de la répression sur mer*, comme elle se pratique, a beaucoup trop duré. C'est, à mes yeux, la seule excuse de la France à ne pas s'être immédiatement associée à l'Acte de Bruxelles, si opportun sous d'autres rapports.

Trêve de conventions et de ménagements pour des coquins avérés.

Qu'une commission internationale souveraine, appuyée des compagnies de débarquement de quelques croiseurs, arrête et condamne sans appel les négociants en chair humaine, et ceux qui leur fournissent publiquement les moyens d'exercer leur petit commerce; et, dans un an ou deux, ce trafic et sa répression maritime, désormais trop dangereux et sans profit, ne seront plus qu'un détestable souvenir.

Un correspondant du *Temps* a fourni à ce journal les renseignements suivants se rapportant à des ventes d'esclaves au **Maroc**. « On sait que de riches Marocains se livrent à l'élevage humain, en enissant des négresses achetées dans l'intérieur de l'Afrique à de superbes noirs. Ils vendent ensuite les enfants dès l'âge de sept ans sur les marchés du Maroc. Frappés des gros bénéfices que plusieurs de ses sujets retirent de ce trafic, le

sultan Mouley-Hassan a voulu s'y livrer, et l'on vient de vendre à Maroc un premier lot d'enfants de sept à dix ans provenant d'unions du genre susdit, opérées aux frais et pour le compte de l'empereur lui-même. Plus de cent enfants ont été vendus en quelques jours, conduits sur les marchés par leurs propres mères. Les sujets les plus beaux et les plus forts ont atteint le prix de 300 francs. Ce trafic se fait depuis bien longtemps au Maroc, mais jusqu'à présent l'empereur y était resté étranger et son intervention aura pour conséquence de développer ce commerce, si les puissances le laissent continuer.

Nos lecteurs se rappellent la discussion à laquelle donna lieu à la Chambre des députés de France l'**Acte général de la Conférence de Bruxelles**, et le vote par lequel la Chambre signala à l'attention du gouvernement les articles 21 à 23 concernant la délimitation des zones suspectes et les articles 42 et 61 relatifs à la répression de la traite maritime. A la suite de ce vote, tous les représentants des puissances signèrent un protocole pour prolonger jusqu'au 2 janvier 1892 le délai de ratification. Se faisant l'interprète des opinions exprimées par la Chambre, M. Ribot demanda que les articles visés fussent complètement réservés au moins à l'égard de la France, et que particulièrement en ce qui concerne la répression de la traite sur mer, le *statu quo* fût maintenu quant au pavillon français. Après des pourparlers, le gouvernement belge fit savoir qu'il acceptait les propositions faites par M. Ribot et qu'il se croyait en mesure d'obtenir l'adhésion des autres puissances. La correspondance échangée à ce sujet entre le gouvernement belge et le gouvernement français a été distribuée à la Chambre française le 21 décembre, et la ratification de l'Acte de Bruxelles votée le lendemain sans discussion. Il ne manque plus que la ratification des Cortès portugaises, qui avait été ajournée au moment où les Chambres françaises auraient donné la leur.

Notre ami, M. le professeur L. Ruffet, vice-président de la Société suisse protestante des Amis des Esclaves, et l'apôtre, chez nous, de la cause de l'abolition de la traite, a reçu de **Chicago** une lettre de M. F. Perry Noble qui lui demande son concours pour faire servir l'**Exposition de 1893** au développement de la sympathie en faveur des victimes de l'esclavage. La pensée du correspondant nous paraît devoir être prise en considération ; avec l'autorisation de M. Ruffet, nous la soumettons à l'examen des lecteurs de l'*Afrique* : « Permettez-moi de vous proposer, » écrit M. Noble, « une mesure propre à agir sur l'opinion publique en Amérique aussi bien qu'en Europe, mais qui réclame l'appui des Sociétés anti-esclavagistes d'Angleterre et du continent.

« J'ai proposé qu'à l'exposition de l'œuvre des missions étrangères en Afrique, en soit adjointe une anti-esclavagiste; j'entends par là une collection de tous les engins et instruments employés pour capturer, garder et gouverner des esclaves. Il est à désirer que l'on y joigne la littérature du mouvement anti-esclavagiste, la statistique des sociétés, etc.

« Cette proposition devrait être soumise aux Sociétés missionnaires romaines et protestantes de France et d'Allemagne. L'Exposition leur fournira l'occasion la meilleure d'éveiller la sympathie pour leur noble entreprise, et d'obtenir l'appui pratique des Américains. Une *Leçon de choses*, comme celle qu'offrent la fourche à esclaves et les autres instruments semblables, parle aux yeux, avec plus de puissance sur les âmes que ne peuvent le faire un million de pétitions. Il y aura probablement bien des millions de visiteurs à l'Exposition de Chicago; or ce nombre dépasse de beaucoup celui que l'on peut atteindre par les livres ou les brochures traitant du commerce des esclaves. »

LES SPIRITUEUX DANS L'AFRIQUE OCCIDENTALE ANGLAISE

D'après M. F. BUXTON.

Dans notre numéro d'août de l'année dernière (p. 250-254), nous avons exposé l'œuvre de civilisation opérée par des esclaves libérés à la côte occidentale d'Afrique, en particulier à Sierra-Leone et au Sénégal, d'après les récits de voyageurs et de missionnaires de différentes nationalités. Il semble que les progrès que nous nous sommes fait un plaisir de signaler soient plus ou moins compromis, à en croire M. F. Buxton, ingénieur civil, qui, dans un article sur l'administration anglaise dans cette région, expose ce qu'il vient d'y constater, dans un voyage à la Gambie, à Sierra-Leone et dans d'autres possessions britanniques voisines. Pour éviter le reproche de créer des illusions dans l'esprit de nos lecteurs, nous extrayons des pages de M. Buxton dans la *Fortnightly Review*, ce qui nous paraît le plus caractéristique sur le mal causé par les spiritueux. Son témoignage ne venant ni d'un trafiquant, ni d'un missionnaire, mais d'un voyageur indépendant et parfaitement droit, peut-être considéré comme authentique.

Les rues irrégulières de Sierra-Leone ne sont qu'à moitié formées, sans arbres ni ombrage, chaudes et éblouissantes, bonnes tout au plus pour le misérable indigène ruiné par la boisson, qui, titubant en sortant d'un débit d'eau-de-vie patenté par le gouvernement pour entrer dans un autre, finit par tomber la tête la première dans un des nombreux trous de la rue pour y rester étendu jusqu'à ce que son ivresse soit passée, sous un soleil brûlant.

Malheureuse créature ! de la main gauche nous lui donnons la Bible, et de la droite la bouteille. On ne peut pas en Afrique obtenir la statistique des crimes, conséquence de la boisson dont le gouvernement tire de si forts revenus ; mais, pour se faire une idée des effets de notre lâcheté, il suffit de voir, comme je l'ai vu, l'horrible spectacle qu'offre le voisinage des tribunaux de police, lorsque les misérables victimes de l'ivrognerie, hommes et femmes, hurlant et vomissant des imprécations, sont traînées à la prison de S. M. pour y expier des crimes dus uniquement au poison que nous leur avons fourni nous-mêmes.

Il n'y a pas à Freetown de sécurité pour la propriété personnelle, la police indigène montant la garde pendant que ses compatriotes font effraction dans les maisons et les magasins. Le propriétaire de l'hôtel où j'étais descendu, un natif, vint une fois au milieu de la nuit me demander si j'avais entendu du bruit en bas. On forçait son magasin de spiritueux, me dit-il. J'allais descendre précipitamment, mais il me persuada de n'en rien faire, à moins que je ne voulusse recevoir un coup de couteau ou avoir la tête cassée par les voleurs ou par la police, qui, sûrement, était avec eux. Le tribunal de police et le poste étaient juste vis-à-vis, et la prison de S. M. tout à proximité. Prêtant l'oreille, nous entendîmes les voleurs évacuer la place, et lorsqu'ils eurent décampé et qu'ils furent assez loin pour être en sécurité, mais seulement alors, nous descendîmes et trouvâmes la porte enfoncée et toutes les dames-jeannes de liqueur parties. Je demandai au propriétaire s'il n'irait pas se plaindre au chef de police européen ? « A quoi bon ? me répondit-il, ma plainte n'y fera rien ; je n'obtiendrai aucune indemnité ; tout ce que j'y gagnerai ce sera le mécontentement de la police. » Voilà un spécimen de l'administration anglaise à Sierra-Leone et dans l'Afrique occidentale en général.

Beaucoup d'Anglais se plaignent que lord Salisbury n'ait pas pris une partie encore plus grande du Continent mystérieux que celles que les conventions reconnaissent à l'Angleterre. Mais que l'on se souvienne bien que si, par l'annexion de territoires africains, les Anglais acquièrent le privilège de détruire les indigènes par la pire espèce de spiritueux, moins nous aurons de ces territoires mieux cela vaudra. Le temps est certainement venu où le Parlement devrait prendre des mesures quant au trafic des spiritueux en Afrique, A quoi sert-il d'envoyer des missionnaires pour convertir les païens, si nos trafiquants en pays païens versent sur les indigènes un poison qui les détruit plus sûrement que la guerre, la peste ou la famine ? Personne n'organisera-t-il une sainte croisade contre ce fléau ? Cette œuvre l'emporte de beaucoup sur le shibboleth des partis politiques et

des divergences confessionnelles. Dans un commun effort contre le pire de tous les démons, devraient s'évanouir toutes les distinctions de races, de nationalités ou de credos, car tous sont responsables du mal énorme causé aux natifs. L'ivrognerie, a dit l'archidiaacre Farrar, est considérée en Afrique comme une mode européenne, et malgré la plainte des autorités indigènes, cet outrage révoltant à un peuple qui périt demeure sans réparation et méconnu de la nation qui passe pour la plus humaine et la plus chrétienne du monde. Des trafiquants blancs tentés par l'avidité et l'avarice introduisent le poison chez les natifs. Des âmes d'hommes sont troquées pour de l'argent, et l'Afrique est lentement, mais à coup sûr, ravagée par la nation missionnaire entre tous les peuples de la terre.

Comme l'a dit l'évêque de Londres, c'est un fait positif qu'en Afrique les chrétiens bâtissent dans une ville une mosquée plutôt qu'une église, parce que les musulmans n'apportent pas de boissons avec eux, tandis que partout l'augmentation du nombre des chrétiens signifie accroissement de l'importation des spiritueux.

Un des chefs africains musulmans, demandant la suppression du trafic des spiritueux créé par les Anglais dans son pays, s'est exprimé ainsi : « Les natifs eux-mêmes n'en ont pas besoin ; il est interdit par leurs lois, mais vous, Anglais, vous les forcez de violer ces lois. Vous dégradez notre peuple et en détruisez des tribus entières. » Après quoi, il supplia ardemment la reine d'Angleterre d'arrêter l'envoi de son rhum et de son gin aux indigènes africains.

L'atmosphère de l'Afrique est imprégnée de l'odeur du rhum et du gin importés par les Anglais ; toutes les huttes en sont empestées. Les bouteilles et les caisses de gin se rencontrent à chaque pas ; en certains endroits, la richesse et l'importance des nombreux villages se mesurent par la grandeur de la pyramide de bouteilles de gin vides qu'ils érigent et adorent. Dans de vastes territoires, les spiritueux sont la seule monnaie qui ait cours, et dans beaucoup de localités, le salaire du nègre employé aux factoreries lui est payé en bouteilles de liqueur.

Le steamer par lequel M. Buxton revint de l'Afrique occidentale avait une cargaison de caoutchouc, d'huile de palme, d'ivoire, d'or et d'autres riches produits, qu'il avait obtenus en échange d'un mélange de rhum et de gin troqué au taux de 9 deniers le gallon de rhum et de 2 shillings 6 deniers la douzaine de bouteilles d'un demi-litre de gin. Les natifs désignent ce mélange par le nom de « missionnaire ». L'introduction de ce « missionnaire » dans de paisibles villages les transforme en un enfer peuplé d'êtres humains bestialisés, dont le châtimement est d'être possédés par

une soif inextinguible toujours plus ardente pour ce « missionnaire. » Couverts à peine d'un méchant chiffon, ils vous poursuivent en demandant à grands cris du gin et toujours plus de gin. Ruinés, les natifs qui ont vendu leur bétail pour boire, se mettent à voler pour satisfaire leur passion; pris en flagrant délit, ils sont parfois fustigés jusqu'à la mort par des fonctionnaires du gouvernement anglais. Pour les détails de ces meurtres, M. Buxton renvoie ses lecteurs aux Blue-Books C— 5740 et — 5897 sur Sierra-Leone.

Comme nos lecteurs ont pu le lire dans la *Chronique de l'esclavage*, le fléau de la traite sévit de nouveau dans le territoire anglais de la Côte d'Or; le fléau de la boisson est encore infiniment plus terrible, car il détruit non seulement la vie, les mœurs, et tout ce qu'enseigne la religion, mais encore le commerce. Pour chaque gallon d'eau-de-vie importé en Afrique, c'est une balle de marchandises légitimes qui est perdue. Un négociant de la côte occidentale a écrit récemment à ses chefs de ne plus envoyer d'étoffes, les spiritueux étant le seul article demandé. Et cependant, en s'opposant avec courage au fléau de la boisson, en montrant que comme chrétiens, les Anglais savent conserver l'esprit de leur religion et en faire une puissance de vie, non seulement ils contribueraient au progrès de l'humanité, mais encore ils gagneraient pour leurs manufactures un marché comme il n'en existe point dans le monde.

CORRESPONDANCE

Lettre de Lorenzo Marquez, de M. le missionnaire P. Berthoud.

Lorenzo Marquez, 16 novembre 1891.

Vous aurez à avertir les géographes qu'ils doivent faire une correction considérable sur les cartes de ce district¹ : il faut faire monter la vaste courbe du Nkomati beaucoup plus au nord, au delà même du 25^{me} parallèle. Ce sont les voyages répétés de nos missionnaires qui ont les premiers prouvé la chose. Je puis le dire aisément, car, moi-même, je n'y suis pour rien. Mon collègue, M. Grandjean, a pris des notes consciencieuses à plusieurs reprises, avec sa montre et sa boussole pour seuls instruments. Il a trouvé une distance de 100 kilomètres, chiffre rond, entre Rikatla et sa nouvelle station, dans le pays du feu roi Magoude, sur la rive gauche du fleuve. Toutes les cartes ont le nom de « Magud ». Or, nos estimations donnent 24 kilomètres entre Rikatla et le port de Lorenzo Marquez. Voilà donc 124 kilomètres. Nous avons estimé que les courbes de la route et la légère différence de méridien exigeaient une déduction d'environ un sixième. Ainsi, d'après ces calculs,

¹ Voy. la Carte, VII^{me} année, p. 316.

la ligne droite de Lorenzo Marquez à la ville de Magoude aurait 105 kilomètres, soit presque un degré de latitude.

Tout récemment, un officier du génie portugais, M. A.-F. d'Andrade, a relevé exactement une portion du cours du fleuve. Il a mis un bateau sur le Nkomati, à l'endroit où celui-ci quitte les montagnes; et, en descendant avec le courant, il a, par des observations astronomiques, fixé la position d'une demi-douzaine de points, jusqu'au contour, bien plus bas que Magoude, où le fleuve se dirige au S.-S.-O. La carte que M. d'Andrade a dressée pour le gouvernement portugais, confirme tout à fait les données de M. Grandjean. Elle place sa station d'Antioka par 32°44' long. E. et 24°59' lat. S. La ci-devant ville de Magoude, où notre évangéliste Yozéfa est établi depuis neuf ans, est un des points que M. d'Andrade a fixés : il le met par 32°40' long. E. et 25°1' lat. S. Voici encore quelques chiffres d'après sa carte. La ville de Lorenzo Marquez, au bureau des Travaux Publics, je pense, se trouve à 32°34'40'' long. E. et 25°57'30'' lat. S. Le confluent de la Sâbi et du Nkomati est à 32°17'45'' long. E. et 25°18' lat. S. Le conde accentué où le Nkomati tourne vers le sud, est près (un peu à l'est) d'un groupe de boutiques de Banyans qui est connu sous le nom de Coçine ou de Magoulé (nom indigène), et que M. d'Andrade a fixé par 33°2'25'' long. E. et 25°2'30'' lat. sud. Enfin, le Nkomati ne fait pas du tout ce grand contour au N.-O. indiqué par les cartes. Au contraire, si vous tirez la ligne droite entre le confluent de la Sâbi et la ville de Magoude, le fleuve ne passera pas du tout à gauche de cette ligne, mais il ne sera pas loin de la suivre, au moins pour la moitié du côté de Magoude; et, vers l'autre moitié de cette ligne, le fleuve décrira un arc au S.-E. jusqu'à 10 kilomètres environ de la corde qu'elle représente.

Telle est, dans ses grandes lignes, la correction que ces diverses observations ont apportée à la géographie de notre région. Vous voyez qu'il faudra faire des changements considérables à nos cartes, ce que j'avais déjà soupçonné, il y a quatre ans, très peu après mon arrivée. Mes travaux m'ayant toujours retenu en ville, je n'ai pas pu voyager, et par conséquent pas pu contrôler les données que je recueillais de la bouche des voyageurs blancs ou noirs. Mais cela est fait maintenant.

Une nouvelle importante que j'ai apprise il y a quelques semaines, c'est que le grand chef Goungounyanè serait mort. J'ai d'abord pensé que c'était peut-être un faux bruit. Mais la nouvelle vient encore de nous arriver par un canal entièrement différent et avec quelques détails significatifs. Je suis donc porté à croire qu'elle est vraie; mais en même temps je trouve qu'il y a là quelque chose de mystérieux, et je me demande si le malheureux roi est mort de mort naturelle. C'est ce que nous apprendrons assez tard.

Que vous dire de la place? Entre cette année-ci et la précédente, la différence est immense : alors tout le monde jubilait, le commerce marchait bien; aujourd'hui c'est juste l'inverse. Les affaires ne vont plus du tout, le trafic est nul, les magasins restent remplis de marchandises qui ne s'écoulent pas, et les négociants sont obligés de renvoyer quelques-uns de leurs commis. D'où cela vient-il? Cela est dû surtout à la crise financière du Portugal : les bureaux du gouvernement encaissent bien le numéraire, mais ils n'en donnent point, ils n'en remettent guère en circulation. Il n'y a donc plus d'argent dans la place, et le commerce doit nécessairement cesser.

On espérait que la construction du chemin de fer transvaalien maintiendrait un peu le mouvement commercial. Mais là aussi une « crise financière » arrête tout. La Compagnie néerlandaise a, dit-on, épuisé ses ressources, non seulement son capital-actions, mais même celui des obligations. Elle n'a plus d'argent pour continuer son travail; et on annonce qu'au 31 décembre prochain elle fermera ses bureaux. Belle perspective!

Si on en vient là, ce sera un vrai désastre, car les 90 kilomètres qui sont presque finis ne rendront aucun service quelconque : il faudrait au moins que la ligne atteignît Barberton, qui n'en est pas loin. Depuis deux mois, cette ligne a été livrée au trafic jusqu'au kil. 34 seulement, ce qui fait, avec la ligne portugaise, 125 kilom. Vous penserez, c'est naturel, que les marchandises pour Barberton et le Transvaal font toutes ce trajet avant d'être chargées sur les chariots à bœufs. Eh bien, il n'en est rien. Ce kil. 34 est situé dans un très mauvais pays, raboteux et infesté de la mouche tsétsé. Il y a fort peu de rouliers qui s'y rendent; la plupart d'entre eux n'y veulent consentir ni pour or ni pour argent. Ils trouvent plus aisé de venir avec leurs chariots jusqu'à la station portugaise de Movéni, soit à notre kil. 68, et ils préfèrent, avec leur chargement, faire un immense contour vers le sud, pour éviter l'affreuse région que traverse ou traversera la ligne néerlandaise.

C'est jeter son argent que de construire cette voie ferrée sans la pousser jusqu'au Drakensberg et à Barberton. La Compagnie répondrait sans doute qu'elle ne peut plus rien faire, étant sans ressources. A qui la faute, demanderai-je?... Le gouvernement du Transvaal est très préoccupé de cette situation si grave. Il cherche à faire un emprunt pour venir au secours de la Compagnie; mais il n'a pas encore réussi dans ses démarches, bien qu'elles durent depuis des mois.

Notre Mission de la Suisse romande a ici un rôle très humble. Néanmoins, on pourrait enregistrer à son crédit nombre de faits intéressants qui touchent à tous les côtés de l'activité humaine. Puisque nous parlons du commerce et de l'argent, je puis mentionner ceci : la Mission aura dépensé cette année à Lorenzo Marquez soixante mille francs, somme qu'elle livre pour ne plus la reprendre. En effet, elle est en train de bâtir une maison d'habitation qui sera une des meilleures de la ville, et qui parle, — non pas de séjour hâtif, comme le font les nombreuses et légères baraques en tôle, — mais bien d'un établissement permanent, d'un travail prolongé, persévérant, pour le bien du pays. La Mission de la Suisse romande a bien mérité du Portugal.

J'en pourrais citer de nombreuses preuves. Ce n'est pourtant pas pour cela que je veux vous dire un mot des *raccinations*. La petite vérole a fait rage. Les chefs sauvages l'inoculaient à leurs sujets, dès que le fléau menaçait leurs frontières. Comme une vague qui passe, comme un cercle sur les eaux, elle est partie de Lorenzo Marquez et s'est répandue à travers tout le pays. Elle a fait beaucoup de victimes : des familles ont disparu en entier, des hameaux ont été anéantis. Maintenant la vague s'est éloignée de nous, et je ne sais pas au juste où elle peut se trouver. Avant l'arrivée des missionnaires suisses, les Européens n'avaient absolument rien fait pour civiliser la population indigène. Voilà pourquoi celle-ci tient

encore si fort à cette pratique si dangereuse de l'inoculation de la petite vérole. Nos néophytes eux-mêmes n'y ont pas complètement renoncé, il y a si peu de temps que nous sommes ici ! Cependant ils préfèrent le vaccin, et ils sont tous venus vers nous pour être vaccinés. J'avais un peu de bonne lymph venue d'Europe, et je dois ici exprimer ma reconnaissance aux membres du Bureau de santé de Maritzburg (Natal), qui ont mis la plus grande complaisance à me la donner, même gratis. Nous avons pu vacciner bien des centaines de nègres, adultes ou enfants, et aussi beaucoup de métis. J'ai pu aussi donner du vaccin aux médecins portugais de la ville.

Il s'est passé des choses très curieuses durant cette épidémie. Les plus intéressantes sont celles qui ont montré la puissance du vaccin. En effet, dans plusieurs hameaux, des gens que nous avions vaccinés ont essayé plus tard de s'inoculer la maladie, et ils n'y ont pas réussi. Vous souhaiterez peut-être que je vous en relate un cas. Eh bien, voici, dans un village de la banlieue, un indigène, *Modjibi*, et sa femme *Chitimbana*, qui ont passé la quarantaine. Avec leurs deux fillettes, *Micabène* et *Ntongouène*, plus une autre, ils avaient tous été vaccinés à la fin de l'an dernier, si ce n'est auparavant. Vers le mois d'avril de cette année, la petite vérole envahit leur village, après avoir enlevé plusieurs personnes des villages voisins. Ces gens font la réflexion suivante : « Nous n'échapperons pas à la contagion, nous aurons peut-être à soigner et à enterrer des varioleux, sommes-nous sûrs que notre vaccination nous garantisse ? essayons encore l'inoculation. » Ainsi dit, ainsi fait. On inocule à tous de la matière prise sur les boutons d'un varioleux. Chitimbana est inoculée un peu au-dessus du poignet gauche. Il s'y forme un bouton, qui suit la marche ordinaire des boutons varioliques ; puis c'est fini, il n'en reste que la cicatrice. Son mari de même, ainsi que la première fillette. La seconde n'a pas même eu un bouton sur la plaie, ni la dernière ; elles n'ont rien eu du tout. Or, non seulement ces gens ont vécu avec les varioleux, mais ils ont inhumé de leurs mains des victimes de l'épidémie, des personnes qui n'étaient pas venues à la vaccination. La preuve a été si bien faite, même aux yeux des indigènes, que ceux qui ont été vaccinés ont dès lors abandonné tout à fait la pratique de l'inoculation.

Toute cette famille se porte bien à l'heure qu'il est. Comme je l'ai dit, il y a eu plusieurs cas du même genre. C'est en vain que les adversaires de la vaccination essaieraient de les gagner à leurs arguments : les faits sont trop éloquentes, lorsqu'on s'y est trouvé personnellement impliqué.

Le gouvernement avait donné l'ordre aux médecins officiels de vacciner la population ; mais eux trouvent qu'ils ne sont pas salariés en raison de cet ouvrage. J'ai voulu en vain les encourager. Je leur ai raconté, — ce qu'ils ne savaient pas, — qu'en Europe on prend du virus variolique et qu'on l'inocule à des veaux pour obtenir du vaccin après une série de greffes successives (ou de *semis*?) sur plusieurs sujets (animaux). Je leur ai conseillé d'en parler au gouverneur et d'organiser des expériences soignées, au moyen desquelles ils feraient d'une pierre deux coups : d'une part ils arrêteraient le fléau, d'autre part ils fourniraient à la science médicale des observations nombreuses et concluantes.

Ces messieurs ont adopté cette idée avec enthousiasme. Ils en ont parlé pendant

quelques jours. Puis, on n'a plus rien entendu, et rien n'a été fait. Voilà, hélas ! ce que nous voyons ici constamment, et dans tous les domaines.

Paul BERTHOUD, missionnaire suisse.

BIBLIOGRAPHIE ¹

Carlos de Mello. OS INGLEZES NA ÁFRICA AUSTRAL. Lisboa (Viuva Bertrand), 1890, in-8°, 239 p. — *A QUESTAO INGLESA. O TRATADO.* Lisboa (Livraria Bertrand), 1890, in-8°, 438 p. — Écrits à l'occasion du conflit anglo-portugais, ces deux ouvrages n'ont plus qu'un intérêt historique, maintenant qu'un traité accepté des deux parties a réglé la question des rapports territoriaux entre le Portugal, pour ses possessions de la province de Mozambique, et la Grande-Bretagne, pour les territoires dont elle a octroyé l'exploitation à la Central african Company et à la South african Company. Quoi qu'il en soit, le premier de ces ouvrages fournit, sous un petit format, un exposé succinct de l'Histoire politique et coloniale de l'Afrique australe sous la domination anglaise. Le second renferme une collection de documents relatifs au projet de traité entre les deux États, négocié par H.-H. Johnston, rejeté par les Cortès, et qui a précédé la convention actuelle. Ces documents permettent de faire l'Histoire du traité, de suivre la marche des négociations et d'apprécier la valeur des articles du dit instrument diplomatique.

POSSEDIMENTI E PROTETTORATI EUROPEI IN AFRICA. Seconda edizione. Roma (Voghera Carlo), 1890, in-8°, 196 p. — La première édition de cet ouvrage dans lequel sont réunies des monographies géographiques, historiques, politiques et militaires sur les différentes parties des côtes de l'Afrique, a paru en 1889, sous les auspices du corps d'état-major italien, et déjà en avril 1890 une nouvelle édition devenait nécessaire. Le bon accueil fait à la première aurait pu engager à la reproduire telle quelle ; mais le désir de fournir un volume qui fût tout à fait au point, a porté les auteurs à revoir et à en mettre à jour tous les détails, de manière à pouvoir présenter au public un ouvrage presque totalement renouvelé.

Partant du Maroc et des possessions espagnoles qui s'y trouvent, on peut suivre, en faisant le tour du continent par la côte occidentale, le cap de Bonne-Espérance, la côte orientale, la mer Rouge et le littoral nord de

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans *l'Afrique explorée et civilisée*.

l'Égypte à l'Algérie, la série de tous les territoires ou possédés par des États européens ou placés sous leur protectorat, avec les limites qui les séparent. Une carte esquisse au $\frac{1}{50\,000\,000}$, et, dans chaque chapitre, un croquis à échelle plus grande, permettent de se représenter l'étendue et l'importance relative de la superficie de ces territoires. — L'ouvrage ayant paru en mai 1890 n'a pu donner les délimitations établies par les dernières conventions anglo-française, anglo-portugaise et congolo-portugaise. Une carte spéciale pour les pays des Somalis et des Gallas de l'est embrasse les sphères d'influence britannique et italienne dans cette région. En appendice est donnée la convention concernant la délimitation des possessions françaises et anglaises dans l'Afrique occidentale.

Giuseppe Sapeto. ETIOPIA. Rome (Voghera Carlo), 1890, in-18°, 436 p. et carte. — Le grand retentissement que le procès qui vient de se dénouer à Massauah a donné aux faits relatifs à la colonie italienne de l'Erythrée, procure un intérêt particulier au volume dans lequel le professeur Sapeto, commandant du corps de l'état-major, a réuni les renseignements recueillis en Éthiopie pendant un séjour de dix années. Ces informations, utiles à quiconque veut se rendre un compte exact de la géographie du pays, de son histoire, de sa constitution politique, ainsi que des conditions religieuses, sociales et commerciales des populations qui l'habitent, ont été extraites du manuscrit rédigé pour le ministère des affaires étrangères et de la guerre. Elles sont le fruit d'observations personnelles d'un homme parfaitement compétent, qui a étudié avec une grande impartialité et à tous les points de vue l'Abyssinie et ses habitants. Au volume est jointe une carte au $\frac{1}{1\,000\,000}$, avec l'indication des frontières du Tigré en 1880; la grandeur de l'échelle permet de suivre sur la carte tous les détails relatifs aux localités mentionnées dans l'ouvrage.

Gabriel Charmes. L'ÉGYPTE, ARCHÉOLOGIE, HISTOIRE, LITTÉRATURE. Paris (Calmann-Lévy), 1891, in-18, 395 p., 3 fr. 50. — Cette seconde édition d'un ouvrage qui n'est lui-même qu'un recueil d'articles ayant paru primitivement dans des journaux et des revues, témoigne de l'intérêt qu'a pris le public à lire et à relire ces études sorties d'une plume aimable qui avait pris la science comme guide et la délicatesse du style comme moyen. Ces morceaux sur Mariette Pacha, le musée de Boulaq, la trouvaille de Deir-el-Bâhârf, l'Institut archéologique, sur la littérature égyptienne, contes arabes, poésies amoureuses, etc., bien que distincts les uns des autres, ont entre eux un lien réel par l'esprit qui y

préside et le sentiment qui s'en dégage. L'auteur excelle à décrire l'antique Égypte avec son caractère spécial et sa civilisation. Ce n'est pas de choses neuves qu'il nous parle, et pourtant l'on prend plaisir à le suivre, car il sait mieux que personne faire revivre sous nos yeux cette terre merveilleuse, avec son beau ciel, ses monuments des temps passés et cette population travailleuse, douce et résignée. Ces pays nouveaux que de hardis voyageurs ouvrent à notre connaissance attirent notre attention, mais quoi qu'on fasse, notre regard se porte toujours involontairement en arrière du côté du sphynx impassible qui a vu lentement passer la longue série des âges.

J.-M. Brunel. LE GÉNÉRAL FAIDHERBE. Paris (Ch. Delagrave), 1890, in-8°, 356 p., illustré, fr. 10. — Livre intéressant, bien écrit, abondant en illustrations, les unes très bonnes, telles que les portraits, les autres, en particulier les vues de villes, laissant quelque peu à désirer. Il nous donne en exemple la vie si remplie de Faïdherbe, qu'il suit particulièrement au Sénégal et dans la campagne de 1870, d'après des documents sérieux fournis par la famille du général et par ses amis. Faïdherbe fut un soldat instruit et valeureux, un homme de devoir, qui fut guidé dans toute sa carrière par ses sentiments de dévouement à la famille, à la patrie et à l'humanité. A une époque où les intérêts matériels prennent de plus en plus la première place parmi les préoccupations des hommes, il fait bon lire ce livre qui nous met en contact intime avec un homme qui avait placé bien haut son idéal et qui sut lui rester fidèle dans toutes les fonctions, en général absorbantes et pénibles, qu'il remplit jusqu'à sa mort.

Le commandant V. Deporter. EXTRÊME-SUD DE L'ALGÉRIE. Alger (P. Fontana et C°), 1890, gr. 8°, 473 p. et carte au $\frac{1}{500000}$, fr. 12. — Les bruits relatifs à l'occupation du Touat par la France donnent une grande actualité à cet ouvrage, qui réunit en un volume et une carte tout ce que l'on sait sur les territoires sahariens du Gourara, du Touat supérieur ou inférieur, du Tidikelt et du pays des Touareg Ahaggar de l'ouest. Les territoires que l'auteur n'a pas vus lui-même sont décrits d'après les travaux du lieutenant-colonel Colomb, de H. Duveyrier, de G. Rohlfs, et d'après les documents officiels publiés sur les deux missions Flatters. La carte a été établie avec soin; les indications qu'elle fournit sont aussi exactes qu'elles peuvent l'être dans l'état actuel de nos connaissances. La région sur laquelle on avait le moins de renseignements est celle des Touareg Ahaggar, mais pour cette région, l'on

peut maintenant utiliser les indications données par les prisonniers Touareg livrés par les Mouadhi aux autorités françaises et amenés à Alger. L'ouvrage est divisé en trois parties distinctes qui comportent chacune la description détaillée d'une région, et de tous les itinéraires qui y aboutissent. Il s'agit donc d'un travail sérieux, sobre de phrases, comme il convient au livre d'un soldat, mais abondant en faits et en renseignements. Peut-être l'auteur a-t-il donné comme certains des détails dont beaucoup n'ont qu'une valeur approximative?

F. Schrader. L'ANNÉE CARTOGRAPHIQUE. Paris (Hachette et C^o), 1891, 1^{re} livraison, fr. 3. — M. Franz Schrader, l'éminent directeur des travaux cartographiques de la librairie Hachette, a entrepris une publication nouvelle intitulée *l'Année cartographique*, destinée à tenir compte des événements géographiques les plus récents, afin de renseigner les lecteurs de la façon la plus satisfaisante, en leur donnant des cartes et des notices explicatives sur les changements survenus dans le courant de l'année. Dans le premier fascicule, l'Afrique est représentée par deux cartes montrant l'Afrique au 1^{er} janvier 1890, et l'Afrique au 1^{er} janvier 1891, avec toutes les modifications produites par la répartition des territoires africains entre les puissances européennes. Ces deux cartes, accompagnées d'explications aussi détaillées que possible, permettent donc de mesurer le chemin parcouru en Afrique par les nations de l'Europe dans le courant de l'année 1890. Elle donne aussi la partie de l'Afrique modifiée par l'exploration de Stanley, par les voyages de Cholel, Crampel, Fourneau, Morgen, Zintgraff et par celui de Johnston dans la région du lac Rikoua. Cette publication rendra de réels services à la science géographique. M. Schrader s'efforcera d'y apporter toutes les améliorations possibles. Un second fascicule qui va paraître donnera les résultats cartographiques des explorations effectuées en 1891.

Alfred Stähelin. IN ALGERIEN, MAROKKO, PALESTINA UND AM ROTEN MEERE. Basel (Benno Schwabe), 1891, in-8°, 461 p., 5 cartes, fr. 8. — Il ne s'agit pas ici d'explorations en pays nouveau, mais seulement des excursions d'un touriste dans des régions déjà connues, sur lesquelles on n'a jamais tout dit, car chaque voyageur voit les choses à sa manière et, en outre, le pays lui-même change peu à peu de même que ses populations par l'évolution naturelle des idées et des mœurs. D'ailleurs, n'y a-t-il pas toujours quelque chose de nouveau à raconter sur ces contrées méditerranéennes si captivantes par leur configuration spéciale, par leur histoire et par leur régime social. Tout ouvrage relatif à ces régions, qui ont vu s'accomplir

tant de changements dans le climat et dans les conditions économiques du sol, qui ont vu passer tant de races et de civilisations, nous intéresse par son sujet même, et à plus forte raison lorsque le conteur est un homme aimable, cultivé, qui sait voir et faire voir et qui, en outre, écrit dans une langue excellente, claire et facile.

Tel est le cas pour l'ouvrage de M. Stähelin. Il nous donne le récit de trois voyages accomplis de 1885 à 1888 dans l'Afrique du Nord : le premier de Bâle à Alger et, de là, dans la direction du désert, à Laghouat, puis à Biskra, à Touggourt et à Temacin ; le second, des îles Canaries à Mogador et à Marrakech ; le troisième, de Jérusalem à Ghaza, El-Arich, Suez, Djedda et Massaouah. La relation, dont la lecture se soutient avec un grand intérêt d'un bout à l'autre, s'appuie sur des cartes très claires qui permettent de suivre l'itinéraire du voyageur. Nous conseillons à ceux qui veulent avoir un tableau de l'état actuel de l'Afrique du Nord, de faire le voyage en compagnie de M. Stähelin ; ils ne perdront pas leur temps.

Victor Aymé. L'AFRIQUE FRANÇAISE ET LE TRANSSAHARIEN. Paris (Société d'éditions scientifiques), 1891, in-18, 142 p. p. fr. 2,50 — Étude claire, facile à lire pour les hommes du métier comme pour les profanes et qui complètera heureusement le dossier déjà volumineux du transsaharien. L'auteur, qui appartient au service des ponts et chaussées du cercle de Géryville, connaît bien les choses algériennes et sahariennes. Très partisan du chemin de fer de la Méditerranée au Soudan, il examine la situation sans parti-pris et démontre, avec de nombreux arguments à l'appui, l'intérêt qu'il y aurait pour la France à ouvrir cette voie de communication à travers ses nouvelles possessions. Il préconise le tracé Alger, Laghouat, O'Méguiden, Timmimoun, Taourirt, Timassaou-Baurroum, parce qu'il lui paraît présenter de plus faibles pentes que celui proposé par MM. Philebert, général, et Rolland, ingénieur des mines, de Biskra au lac Tchad par Amguid, Amagdhor et Bilma. Toutefois, dit-il, comme il s'agit avant tout pour les Français d'arriver au Soudan avant les Anglais et avant que la route ne soit coupée par les Turcs de Rhât, il se rangerait à la construction rapide de Biskra au lac Tchad, à la condition que l'on ira au Tchad d'un seul jet sans temps d'arrêt à Ouargla ou à Temmassinin ou à Amguid. Il est convaincu qu'en y mettant l'énergie nécessaire, Kouka pourrait être atteint en deux ans.

Fritz Bley. DEUTSCHE PIONIERARBEIT IN OSTAFRIKA. Berlin (Paul Parey), 1891, in-8°, 140 p., 3 m. — Il y a peu de temps que les Allemands sont établis dans l'Afrique orientale assez solidement pour n'avoir plus, au moins

dans la région côtière, à lutter pour la possession du sol, et pour pouvoir se consacrer aux arts de la paix. Et cependant la transformation de la contrée, sous l'égide d'un gouvernement réparateur, a été si rapide que déjà les résidents peuvent comparer les deux tableaux : celui du pays avant la domination européenne, alors qu'il était dans un état d'insécurité complète, dévasté par les guerres, en proie à l'anarchie, et celui du même territoire à l'heure actuelle, pacifié, tranquille, cultivé et présentant tous les signes d'un commencement de civilisation. C'est ce qu'a été à même de faire l'auteur de cet ouvrage qui a rempli pendant deux ans les fonctions de chef de la station d'Ousoungoula sur la frontière de l'Ou-Saramo et de l'Ou-Kami. C'est donc en pleine connaissance de cause qu'il parle de l'Ou-Saramo, de son sol, de son climat, de ses conditions agricoles et de ses animaux. Deux chapitres sont consacrés aux habitants de ces contrées, les Oua-Saramo et les Mafiti. On lira avec plaisir le récit des expériences des pionniers de la civilisation allemande dans l'Afrique orientale, d'autant plus qu'il est écrit dans une langue correcte et élégante sans être recherchée.

A. Joyeux. L'AFRIQUE FRANÇAISE. Paris (Félix Alcan), 1891, in-12, 183 p., fr. 0,60. — Malgré la modicité de leur prix et leur tendance très marquée à la vulgarisation, les ouvrages appartenant à la collection appelée « *Bibliothèque utile* » sont rédigés avec soin, aussi bien quant au fond que quant à la forme, et sont dignes de toute confiance. Plusieurs d'entre eux sont d'ailleurs signés de noms connus dans la science : Geikie, P. Gaffarel, Blerzy, Girard de Rialle, etc. L'étude que nous annonçons sur l'Afrique française complète heureusement la collection. Précédée d'une préface de M. de Lanessan, dont les travaux sur la colonisation ont été si remarqués, elle donne, en premier lieu, une vue d'ensemble de la configuration physique du continent africain et de sa division politique. Ensuite vient la description des différentes colonies françaises en Afrique, parmi lesquelles l'Algérie et la Tunisie occupent évidemment la première place. Style coulant, renseignements puisés aux meilleures sources, détails nombreux sur la géographie économique, telles sont les qualités de ce petit livre auquel il ne manque qu'une seule chose : une carte d'Afrique.

Hermann von Wissmann. MEINE ZWEITE DURCHQUERUNG ÄQUATORIAL-AFRIKAS VOM CONGO ZUM ZAMBEZI WÄHREND DER JAHRE 1886 UND 1887. Frankfurt-A.-O. (Trowitsch et Sohn), 1891, in-8°, 261 p., 92 Abbild. und 3 Karten, m. 12. — Dans cet ouvrage, l'explorateur allemand dont la réputation est devenue universelle ne raconte pas ses travaux comme fon-

dateur et organisateur des colonies allemandes de l'Afrique orientale, mais ses explorations antérieures lorsqu'il fut chargé par le roi des Belges d'explorer la région comprise entre le Kassaï et le Loualaba. C'était en 1886. Remontant le Congo, le Kassaï, la Louloua, il arriva d'une traite aux stations de Louébo et de Loulouabourg. Il rayonna autour de ces centres pour explorer la région parcourue par ces cours d'eau, Kassaï, Louloua, Bouchimani auxquels les abondantes pluies tropicales donnent un volume si considérable; vers l'ouest, il atteignit le point où le Kassaï cesse d'être navigable; vers l'est, il parcourut le pays très peuplé des Ba-Louba dont l'attitude hostile l'obligea à revenir sur ses pas. Enfin, quittant définitivement Loulouabourg avec une nombreuse caravane, il se dirigea vers le nord-est et atteignit le Sankourou un peu au-dessous du confluent du Loubi. Puis il s'engagea vers l'est dans la région des épaisses forêts équatoriales que Stanley traversa plus au nord avec tant de peine. Wissmann ne put continuer longtemps sa marche au milieu de ces fourrés impénétrables. Ses hommes le forcèrent à se diriger vers le sud dans une contrée moins boisée, mais il eut maille à partir avec les indigènes, les Bena Mona. Plus loin, la région traversée offrait peu de ressources pour une grande troupe, ruinée qu'elle était par les guerres et les épidémies. Wissmann renvoya une partie de ses hommes à Loulouabourg, sous le commandement du lieutenant Le Marinel, et arriva, en 1887, à Nyangoué, qu'il n'avait pas revu depuis 1882. Les circonstances l'obligèrent à borner là son exploration proprement dite et à se diriger vers le sud-est pour gagner la côte orientale par la route connue du Tanganyika, du Nyassa, du Chiré et du Zambèze, suivant à peu près en cela l'itinéraire parcouru quelque temps auparavant par le docteur Lenz. Ainsi Wissmann était le premier Européen qui eût traversé à deux reprises l'Afrique centrale.

Le récit d'un tel explorateur, d'un homme qui a fait preuve en tant de circonstances d'une si grande énergie, d'un savoir-faire si ingénieux en même temps que d'une telle connaissance des hommes et des choses, ne peut manquer d'offrir le plus vif intérêt. Observations scientifiques, descriptions de paysages, scènes de mœurs, aventures poignantes, tout se trouve dans cet ouvrage qui peut être mis sur le même rang que les admirables narrations des Nachtigal, des Lenz, des Thomson. Il fournit un tableau fidèle du centre africain avant l'arrivée de l'homme blanc. De nombreuses gravures, d'excellentes cartes parlent aux yeux du lecteur et ajoutent au charme du récit.

BULLETIN MENSUEL (1^{er} février 1892¹).

On écrit du **Caire** au *Journal des Débats* : L'administration française des musées et fouilles d'Égypte a commencé l'année sous d'heureux auspices. M. Grébaut vient de découvrir une tombe royale appartenant à la XVIII^{me} dynastie. Pareille aubaine est extrêmement rare, et le caractère un peu étrange du souverain dont on a retrouvé la sépulture en rehausse encore l'intérêt. Il s'agit d'un certain Khou-en-Aten, qui, inquiet des empiétements sans cesse grandissants du collège des prêtres d'Ammon sur le domaine politique, chercha à s'en affranchir, en décapitalisant Thèbes afin d'enlever à Ammon son caractère de divinité nationale et d'en faire un simple dieu de province. Il vint fixer sa résidence près du village actuel de Tell-el-Amarna, entre Siout et Minieh, sur la rive droite du Nil et y établit le culte d'Aten (le disque solaire). Cette tentative de réaction contre l'influence sacerdotale n'aboutit point. La mort de Khou-en-Aten anéantit son œuvre. Thèbes redevint capitale, et le Dieu Aten tomba dans l'oubli. Le pouvoir des prêtres d'Ammon continua de grandir jusqu'au moment où ceux-ci se sentirent assez forts pour se substituer à la royauté et fonder la XXI^{me} dynastie. De nombreuses fouilles avaient déjà été pratiquées à Tell-el-Amarna; mais l'on n'avait encore mis au jour que les tombeaux de hauts fonctionnaires ou de grands officiers de la couronne. C'est la sépulture de Khou-en-Aten lui-même, sur laquelle M. Grébaut a mis la main. Elle se compose d'une galerie, longue d'environ 50 mètres, sur laquelle s'embranchent deux couloirs, l'un direct et l'autre coudé, aboutissant à plusieurs chambres sépulcrales, destinées à la reine et à une fille du roi, Aten-Magt. La galerie principale se termine par une salle quadrangulaire, soutenue par quatre piliers et qui devait contenir le tombeau royal. Le sarcophage est en morceaux, l'hypogée ayant été violé dans les temps anciens, si bien que, pour retrouver le sol primitif, il y aura des déblais à exécuter sur environ 3 mètres de profondeur. Les premières recherches ont toutefois permis de constater sur les murailles l'existence d'images et d'inscriptions dans la chambre du roi aussi bien que dans celle d'Aten-Magt. La couleur a disparu, mais le relief est encore très net. La découverte de M. Grébaut

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

est donc des plus précieuses et promet de jeter un jour nouveau sur l'histoire d'un règne peu connu.

Un correspondant du *Journal des Débats* a fourni à ce journal des renseignements plus complets que ceux que nous avons publiés dans notre dernier numéro, sur les prisonniers du mahdi et sur l'état de l'ancien **Soudan égyptien**. Après avoir été pris par les mahdistes, les Pères furent chargés de chaînes, et les Sœurs, contraintes de se marier pour la forme, furent forcées de vivre comme des musulmanes. En août 1884, les Pères Ohrwalder, Rossignoli et Bonomi furent débarrassés de leurs chaînes. Après la prise de Khartoum, au commencement de 1885, tous les prisonniers blancs, dont Olivier Pain faisait partie, furent transférés à Omdurman, ville située en face de Khartoum sur la rive gauche du Nil. Olivier Pain fit le trajet, monté sur le même chameau que la sœur Élisabeth Venturini. Déjà atteint d'une fièvre pernicieuse, qui lui laissait peu de chance de salut, le voyage ne fit qu'empirer son état, et bientôt, exténué de souffrances, il tomba de son chameau. Les mahdistes, le voyant agoniser, l'enterrèrent dans le sable avant qu'il eût rendu le dernier soupir. Les Pères vécurent en demi-captivité, travaillant pour gagner leur nourriture à divers métiers, jusqu'au mois de novembre dernier. A ce moment, ils virent arriver un émissaire de Mgr Sogaro, directeur de la Mission catholique du Caire, le cheik Ahmed-el-Hassan, qui avait passé avec celui-ci un contrat, aux termes duquel il devait toucher, à son retour, 2,500 fr. par captif chrétien ramené sain et sauf. Depuis la chute de Khartoum, la Mission catholique africaine n'avait jamais perdu de vue la délivrance des prêtres et religieuses retenus par le mahdi. Elle entretenait sur les frontières, au prix de lourds sacrifices, des émissaires chargés de la renseigner sur l'état du Soudan, et sur toutes les chances possibles d'enlever quelques-uns des captifs. A diverses reprises, Mgr Sogaro a été assez heureux pour sauver plusieurs de ses missionnaires, et il a déjà consacré une soixantaine de mille francs à cette noble cause. Sitôt après s'être entendu avec lui, Ahmed-el-Hassan se mit en route pour Omdurman comme un simple marchand, porteur toutefois de lettres destinées à le faire reconnaître. Arrivé dans la capitale du mahdi, Ahmed-el-Hassan dut prendre les plus grandes précautions pour ne pas éveiller les soupçons des espions. Les préparatifs de l'évasion furent longs et difficiles ; ce ne fut que le 29 novembre dernier que, profitant d'une nuit sombre et pluvieuse, il put faire sortir de la ville le Père Ohrwalder et les deux religieuses, Catharina Chimarini et Élisabeth Venturini, et les conduire dans l'endroit où il avait caché ses chameaux. Les fugitifs marchèrent pendant trois jours et trois nuits sans

se reposer et sans prendre de nourriture. Épuisés, ils s'arrêtèrent à deux heures environ de Berber. Aux environs de cette ville, ils durent prendre de grandes précautions pour ne pas se laisser voir et passer sur la rive opposée du Nil pour gagner Abou-Hamed. Grâce à quelques thalaris donnés à un batelier, ils réussirent à passer le Nil sans être reconnus. Ils reprirent leur course et firent la rencontre d'un garde-chameaux au service du mahdi, qui prit le cheik pour un marchand d'esclaves et voulut le rançonner. Mais l'exhibition opportune d'un remington calma la colère du garde, qu'apaisa complètement, du reste, un bakchich de quelques thalaris. Enfin les fugitifs purent gagner Abou-Hamed, où ils se trouvèrent en sûreté au milieu des gens du cheik Salegh, qui leur donna des vivres et des guides pour leur faciliter la traversée du désert jusqu'à Korosko. Arrivés à Bir-Mourat, ou Puits Amers, ils prirent trois jours de repos afin de continuer leur route vers Korosko, où ils arrivèrent le 13 décembre. Quelques jours après ils étaient à Siout, et y prenaient le chemin de fer pour le Caire.

Dans une lettre adressée du Caire au directeur du journal autrichien le *Vaterland*, le P. Ohrwalder donne les détails suivants : Sont encore captifs à Omdurman, Don Paolo Rossignoli, Giuseppe Regnotto, Térésa Grigolini, Slatin-Bey, M. Neufeld, 19 Grecs, 8 Syriens et 3 Israélites. Le fils du consul Hansal est mort à Galabat, il y a environ trois ans; Ernest, le fils de M. Marno, âgé d'environ douze ans, vit avec sa mère Catherine à Omdurman. Cette ville compte de 120,000 à 150,000 habitants, mélange de toutes les tribus du Soudan. Outre le successeur du mahdi, le calife Abdoullah, il s'y trouve deux autres califes, Ali-El-Faruhi et Ali-El-Karev, dit El-Chalif-El-Chérif. L'armée se compose de 2000 esclaves. Khartoum est complètement détruit; les ruines des édifices sont couvertes d'une végétation luxuriante; seuls le bâtiment de la Mission et le palais du gouvernement sont encore debout. Quant aux provinces, en voici les points les plus intéressants : le Darfour est abandonné. Dans le Kordofan, les émirs Mahmoud-Ahmed et Abd-el-Bogi, tous deux parents d'Abdoullah, sont postés à El-Obeid avec 1500 soldats. Sur le Nil-blanc, il y a des postes militaires à Djebel-Redjaff, à Lado et à Fashoda; sur ce dernier point se trouve, avec 5000 à 6000 hommes, l'émir Zelli-Tamal, le même qui, il y a environ quatre mois, a tué le roi des Schilluk. Dans le Sennaar, c'est Karkodj qui est le poste le plus avancé. A Galabat, il y a un poste fortifié sous le commandement de l'émir Mohammed-Ali. A Kassala, il y a environ 500 hommes armés de fusils; mais on redoute de ce côté-là une attaque des Italiens. Berber et Abou-Hamed sont sous les ordres de l'émir Zeki avec ses Baggaras, tandis que Younes commande à Dongola. Comme signe caractéristique

de la situation des mahdistes, il importe de signaler que le dernier voyage du vice-roi d'Égypte dans la Haute-Égypte a répandu la terreur dans tout le Soudan.

C'est, paraît-il, grâce à des émeutes provoquées par quelques officiers, que l'évasion des captifs put avoir lieu. Mais le Père Ohrwalder ne pense pas que ces émeutes puissent avoir aucune conséquence sérieuse. A son avis, il est de toute probabilité que le calife aura réussi à calmer les chefs du mouvement en leur payant un traitement régulier. Son pouvoir est maintenant trop solidement établi pour être facilement renversé. Toutefois, le Père Ohrwalder croit que, tant que durera le régime tyrannique actuel, tout le Soudan, sauf certaines fractions des Baggaras, désirera le retour à la domination égyptienne. D'après lui, dès l'origine, le calife Abdoullah a été le véritable instigateur et directeur du mouvement mahdiste. En réalité, le précédent mahdi n'aurait été qu'un homme de paille. Le calife a maintenant quarante-trois ans, il est fortement gravé de petite vérole, il est estropié et ne sait pas lire, mais il prêche bien. Il devient de moins en moins actif, et s'abandonne à la vie de harem. Les forces des Anglais lui semblent trop considérables pour lui permettre d'étendre sa domination ; aussi aurait-il l'intention de se tenir simplement sur la défensive de ce côté. Mais il serait décidé à empêcher Kassala de tomber aux mains des Italiens. Le P. Ohrwalder est très partisan de la réoccupation du Soudan ; mais il pense qu'il faut se hâter, car plus l'on tardera, plus l'entreprise sera difficile.

Les documents diplomatiques relatifs à l'entrevue du gouverneur de l'**Érythrée** avec les chefs du Tigré, que l'on vient de distribuer au Parlement dans un *Livre vert*, ne contiennent aucun renseignement nouveau important. Mais ils montrent que, si des accords verbaux ont été pris d'une façon précise sur des points spéciaux, l'accord écrit, constaté dans un échange de lettres, ne contient que des formules vagues. Ainsi, la lettre au roi Humbert, signée par le ras Mangascia et ratifiée par les autres chefs du Tigré, porte seulement, en dehors du serment d'amitié d'usage, la promesse de « respecter l'état actuel des choses et de ne pas entreprendre le moindre acte qui puisse déplaire à l'Italie. » Ces documents ont reçu un accueil froid au Montecitorio. Le comte Antonelli, le négociateur des derniers arrangements avec Ménélick, croit que le gouvernement a eu tort de traiter séparément avec les chefs du Tigré et d'indisposer ainsi le négous, de l'autorité duquel on n'a pas tenu compte. Il aurait demandé qu'on s'en tint au traité d'Ucciali et qu'on en réclamât la stricte exécution.

Le capitaine Nerazzini, qui assistait aux entrevues du général Gandolfi avec les chefs du Tigré, est d'avis que les arrangements susmentionnés

assurent une paix durable, tout en reconnaissant qu'ils ont été pris par Mangascia en son nom et non en celui de Ménélick. Il croit d'ailleurs que Mangascia est en fait complètement indépendant du négous, et qu'on peut le considérer comme le souverain du Tigré; il reconnaît cependant que cette province, dévastée par les dernières guerres, est dans un état lamentable et qu'Adoua à l'aspect de Pompéi.

Une des pièces les plus curieuses du susdit *Livre vert*, est la lettre de serment du ras Mangascia, ainsi conçue :

« Que tu arrives au grand et respectable souverain, Humbert I^{er}, roi d'Italie, envoyé par ras Mangascia, fils de Jean, roi de Sion, roi des rois d'Éthiopie.

Comment te portes-tu? Moi, je me porte bien, grâce à Dieu, par la bonté de Dieu, par la foi de Sion, par la prière de Sion.

J'ai eu une entrevue avec le général Gandolfi, et nous avons juré sur l'Évangile et sur la Croix, lui de haïr les ennemis de ras Mangascia, d'aimer les amis de ras Mangascia et de ne rien faire qui puisse déplaire à ras Mangascia, et moi de haïr les ennemis du gouvernement italien, d'aimer ses amis, de respecter l'état présent des choses, de ne faire aucun acte qui puisse déplaire à l'Italie.

Voilà ce que nous avons juré pour que notre amitié dure solidement et éternellement. Tel est le contrat de notre serment, terminé près du Mareb le 29 édar 1884 (année du pardon), soit le 8 décembre 1891.

Sceau de ras Mangascia. »

La Compagnie portugaise de **Mozambique** poursuit, devant le tribunal du Banc de la reine, à Londres, la South Africa Company pour les faits qui se sont produits lors de l'invasion de Manicaland. Sir Henry James, avocat de la partie plaignante, a exposé dans son plaidoyer que ses clients avaient dépensé environ 40,000 livres (1 million de francs), pour l'acquisition de certains droits et privilèges relatifs à l'exploitation de mines dans l'Afrique méridionale; qu'en novembre 1890, les représentants des défenseurs ont pénétré sur le territoire où les plaignants travaillaient, et ont, en usant de violence, occupé les propriétés de ces derniers. La Compagnie de Mozambique réclame à la Compagnie anglaise des dommages-intérêts s'élevant à 300,000 liv. sterl. et la restitution de certains territoires du Manicaland. D'autre part, la Compagnie anglaise prétend que les territoires qu'elle a occupés lui ont été cédés régulièrement par le chef Umtassa; en outre, elle réclame la juridiction de la Cour du Banc de la reine, qui, soutient-elle, est incompétente. C'est là que réside le point capital de l'affaire. Après avoir entendu les conclusions des deux parties, la Cour a remis le prononcé du jugement à une date ultérieure.

Pendant bien des années, le **Transvaal** avait refusé de construire des chemins de fer sur son territoire et d'y laisser pénétrer les lignes anglaises du Cap. Il craignait l'absorption dans la Confédération que rêvent les *Africanders*. Quand il eut compris qu'il lui fallait des débouchés vers la mer, il se tourna du côté du port de Lorenzo-Marquez. Par le traité que lui imposa l'Angleterre en 1889, il fut forcé d'accepter une clause qui permettait aux Anglais de construire des lignes de pénétration dans le territoire de la république sud-africaine, et particulièrement dans la direction des mines de diamants. Aujourd'hui, la ligne qui doit réunir le Transvaal au Cap s'avance jusqu'à Kronstadt, dans l'État libre d'Orange, à environ 80 kil. de la frontière du Transvaal. Dans quelques mois, elle n'en sera plus qu'à une trentaine de kilomètres, et le grand centre minier de Johannesburg n'est qu'à 35 kilomètres dans l'intérieur du Transvaal. Celui-ci ne sera donc plus isolé; une grande région nouvelle sera ouverte à l'influence de la civilisation dans l'Afrique australe.

Les mois de décembre et de janvier ont été, pour les amis de la mission du Zambèze, un temps de douloureuse anxiété causée par des dépêches arrivées au Cap, annonçant la mort de M^{me} Coillard, la vaillante femme du héros missionnaire de **Sefoula**, l'initiateur et le soutien de la mission dans cette région. M. Dècle, explorateur français dans cette partie du cours du Zambèze, avait annoncé cette mort au Cap en même temps que celle de M. Vollet, missionnaire nouvellement arrivé au Zambèze. Un échange de dépêches entre l'Europe et l'Afrique australe avait réussi à établir une erreur touchant le décès de ce dernier. Plusieurs raisons plausibles permettaient d'espérer qu'il y avait eu erreur également au sujet de la mort de M^{me} Coillard. Ce qui paraissait y avoir donné lieu était le décès de la femme d'un évangéliste conduit au Zambèze par M. Vollet. Malheureusement, une lettre reçue ces jours-ci à Genève, de M. Coillard lui-même, ne laisse plus aucun doute à cet égard. Sa fidèle compagne lui a été reprise déjà au mois d'octobre, et jusqu'ici aucune occasion ne s'était présentée à lui d'en informer ses amis d'Europe. Nous ne pouvons enregistrer ce décès sans adresser un souvenir ému à la mémoire de cette femme courageuse, à laquelle, déjà en 1879, l'explorateur Serpa Pinto reconnaissait avoir dû d'être sauvé d'une mort certaine lors de sa traversée de l'Afrique australe. « Un courage tel que celui de M. et M^{me} Coillard, écrivait-il, était celui des anciens martyrs qu'il n'est donné qu'à bien peu de mesurer et de sentir. Quant à moi, j'avoue que je ne saurais rien y entendre, bien que je l'admire de toutes mes forces. » Dans le deuil où se trouve le chef de la mission du Zambèze, nous ne doutons pas que l'affection de tous ceux qui le connaissent

ne l'entoure de la plus profonde sympathie et d'ardentes prières pour qu'il soit consolé et soutenu dans sa grande épreuve. Nous empruntons à la *Semaine religieuse* l'extrait suivant de la lettre susmentionnée : « Que sera cette solitude, déjà si grande quand nous étions ensemble à la partager, et que sera cette vie, déjà si pénible et si dure à deux ? Et pourtant, je ne voudrais pas, si je le pouvais, la ramener sur cette terre de souffrance et de péché. Elle a vécu, elle a travaillé, elle a souffert comme peu de femmes missionnaires l'ont fait. Le Seigneur l'a prise, et il l'a fait avec tendresse. Pendant plus de trente ans, mêlant sa vie à la mienne, elle a — après mon Sauveur et mon Dieu — été tout pour moi. Elle était tout près du centre de tous mes projets. Elle a, en les partageant, embelli mes joies, adouci mes peines, porté sa grosse part de travaux et de fatigues, dans la honne et la mauvaise réputation, humblement, s'oubliant toujours elle-même avec un dévouement sans égal. Je perds en elle *une femme*, une vraie, dans toute la force du terme, que j'avais reçue comme « une faveur de l'Éternel. » Je pouvais toujours compter sur son jugement et la sagesse de ses conseils. Au début de notre vie de mariage, elle m'avait déclaré que jamais je ne la trouverais entre mon devoir et moi. Elle disait vrai. Si Dieu m'avait clairement appelé au bout du monde, elle m'y aurait suivi joyeusement, sans consulter ni ses goûts ni ses aises. Ce fut pour elle un coup terrible que de quitter Lérivé, l'œuvre de notre jeunesse. Mais elle a fait le sacrifice sans murmure, tout en me disant qu'elle n'aurait plus de *home* ici-bas, et qu'elle serait désormais étrangère et voyageuse sur la terre..... »

« Dans de pareilles épreuves, le chrétien fait l'expérience que les bras éternels du Tout-Puissant le soutiennent. La présence de Jésus fait briller dans ses larmes un arc-en-ciel d'espérance et de joie toutes célestes. Que nos amis de Genève demandent tout cela pour moi ! Qu'ils demandent que je puisse me consacrer plus entièrement, sans réserve, au service de cet enfant de nos douleurs, la Mission du Zambèze ! Dieu l'a consacrée par la souffrance : elle grandira, elle s'affermira. »

« Ma bienheureuse compagne a pu voir les premiers fruits de la mission. Aurions-nous pu désirer pour elle un plus beau coucher de soleil que ce tout dernier culte auquel elle a assisté ici-bas, un culte où Litia (le fils aîné du roi Léwanika) s'est déclaré chrétien et où le gendre de la reine pleurait et sanglotait ? Dieu soit loué ! Tout ce qu'il fait est bien fait..... »

M. A.-J. Wauters, directeur du *Mouvement géographique*, a entrepris une publication nouvelle, le *Congo illustré*, destiné à vulgariser par l'illustration l'œuvre coloniale poursuivie par les Belges en Afrique. Le *Mouvement géographique* demeurera plus spécialement le journal d'actualité et d'infor-

mation sur l'œuvre belge; le *Congo illustré* le complètera, tout en étant une publication absolument distincte, en donnant des relations de voyages inédites, des notices sur la vie, les mœurs, les coutumes et les industries des indigènes du **Congo**. La première page de chaque livraison donnera le portrait et la biographie d'un des hommes qui ont collaboré à l'œuvre du Congo. Une autre page également illustrée s'occupera de l'avancement des travaux du chemin de fer, l'entreprise fondamentale de laquelle dépend l'ouverture définitive de l'Afrique centrale à l'activité et à l'influence européennes. Des notices sur les animaux, les plantes et les autres productions du bassin du Congo, compléteront chaque numéro qui contiendra de 6 à 8 gravures.

Pour donner une idée du développement du service des transports entre **Matadi** et **Manyanga**, de 1883 à 1891, le *Mouvement géographique* a reproduit un extrait de la correspondance de M. le capitaine Hanssens, chargé de l'ouverture de cet important service, pendant les mois de juillet et août 1883. A ce moment, il eut beaucoup de peine à obtenir 28 porteurs du chef de Banza-Mantéka; aujourd'hui, le mauvais vouloir des petits chefs de cette région s'est transformé, à leur plus grand profit, en une active coopération. Ce même village est traversé chaque mois par plusieurs milliers de noirs montant et descendant, chargés de marchandises, d'approvisionnements et de matériaux. L'armée des porteurs se chiffre actuellement à 30,000 hommes au moins.

L'évêque du **Niger**, S. Crowther, au service de la Church Missionary Society, vient de mourir. C'était le premier prélat noir dans cette région. Il avait lui-même été victime des esclavagistes, ayant été enlevé, sur les bords du Niger, par des chasseurs d'esclaves travaillant pour le compte de la Turquie, alors qu'il avait 10 ans et s'appelait Adjai. Ses ravisseurs le troquèrent contre un cheval; puis il fut vendu pour quelques kilogrammes de tabac et un litre de rhum; enfin il fut délivré à bord d'un *dhow* arabe, par un croiseur anglais qui le débarqua à Sierra-Leone, où la veuve d'un missionnaire anglais lui apprit une ou deux langues européennes, le convertit au christianisme et le baptisa du nom de Crowther. C'est alors qu'il se fit missionnaire chez les siens, et son intelligence, son zèle, les facilités qu'il possédait pour se faire entendre et comprendre de ses frères noirs ne tardèrent pas à le rendre très populaire. En 1864, l'ancien esclave fut appelé en Angleterre et solennellement consacré évêque anglican pour les possessions anglaises du Niger. Peu après, il rencontra, sur sa terre natale, son père et sa mère qu'il n'avait pas vus depuis sa première capture par les musulmans. Ce n'est qu'un des incidents d'une très noble existence qui constitue un témoignage vivant des aptitudes des noirs à la civilisation.

Le capitaine Binger, chargé d'une nouvelle mission par le gouvernement français, s'est embarqué à Marseille le 25 décembre, à bord du *Stamboul*, qui le débarquera à **Assinie** avec les membres de la mission : le Dr Crozat, médecin de la marine, connu par son voyage au Mossi dans le coude du Niger ; le lieutenant d'infanterie Branlot, qui a déjà servi sous les ordres du capitaine Binger au Soudan, et qui revient du Dahomey. La mission est chargée d'opérer la délimitation entre les possessions françaises et le pays des Achantis. Elle se rendra par les lagunes Dehi et la rivière Tanoë au village de Nougoua, à environ 5 journées de marche de la côte, où elle rencontrera le capitaine Lamb, commissaire délégué par le gouvernement anglais. Le capitaine Binger a dû prendre à Dakar un détachement de 20 tirailleurs sénégalais qui doivent servir d'escorte à la mission. Le commissaire anglais, de son côté, aura une escorte de Haoussas. Pour leurs travaux, les deux missions longeront la frontière de l'Achanti laissant le Bondoukou à la France, et atteindront le Volta vers le 4^e de long. ouest.

Une lettre de **Sierra-Leone** annonce que la commission française de délimitation des Rivières du Sud et des possessions anglaises, dirigée par M. Lamadon, est arrivée en cette ville le 28 novembre. Elle y a été rejointe, le 2 décembre, par la commission anglaise, composée de MM. Kenny, Lamprey, Dr en médecine, et Eliott, botaniste. Il s'agit de fixer les frontières du nord de la colonie de Sierra-Leone conformément aux conventions d'août 1890 et de juin 1891. La mission française est partie le 8 décembre pour Benty, où elle devait former son convoi ; elle a dû se rencontrer, le 15, avec la mission anglaise, dans la crique de Mahila, point de départ des travaux de délimitation. D'après le journal le *Globe*, la frontière suit la crête de partage des rivières Mellacorée et Grande Scarcies, passe entre Benna et Tambaka, de manière à laisser Talla aux Anglais et Thamisso aux Français. De ce point elle rejoint le 10^e lat. nord laissant Sulimana et Falaba aux Anglais et le pays du Houbou aux Français.

Nos lecteurs se rappellent que la Chambre de Commerce de Liverpool avait cru pouvoir protester contre les récents arrangements franco-anglais dans l'**Afrique occidentale**. Déjà le ministre des Colonies, lord Knutsford avait opposé à cette protestation une fin de non-recevoir. Le marquis de Salisbury y a fait une réponse analogue. Après avoir montré que l'activité britannique avait eu la principale part dans la mise en œuvre de cette partie de l'Afrique, le premier ministre a cependant reconnu que, sur plusieurs points, elle a été devancée par d'autres puissances. Puis il a ajouté : La Grande-Bretagne n'a pas le monopole des traités et des protectorats. Votre résolution faisait mention du consentement donné par le

gouvernement britannique à l'établissement de la France dans certaines parties de l'Afrique. Ceci donnerait à penser que le pays se figure qu'aucune autre nation ne peut s'établir dans ces régions sans le consentement de la Grande-Bretagne. Une telle doctrine est contraire aux droits des nations, spécifié par l'article 34 du traité de Berlin, qui dit que « nul gouvernement ne peut intervenir sur les territoires occupés en Afrique par une autre puissance, à moins qu'il ne puisse faire valoir des droits antérieurs. »

D'après des avis de Sierra-Leone, Samory, l'adversaire des Français au **Soudan**, a acheté à une maison anglaise 200 fusils à répétition qu'il aurait payés environ 1200 fr. chacun, en ivoire, coprah, etc. Ces armes ont passé sous les yeux des autorités anglaises comme sapin et matériel de construction. On assure aussi que l'Almamy a engagé un sous-officier qui a servi aux tirailleurs sénégalais et des noirs qui ont fait campagne aux Achantis et au Congo belge. Néanmoins, il se montrerait très inquiet de l'issue de la lutte et se préparerait, assure-t-on, à fuir au Mossi, s'il était battu. L'avis de Sierra-Leone dit que la poudre qu'on livre à l'Almamy est de mauvaise qualité, ce qui n'a pas lieu d'étonner, les traitants ayant l'habitude d'acheter au plus bas prix possible les objets de toute espèce qu'ils échangent contre les produits des indigènes africains, et comme de bons fusils et de mauvaise poudre constituent un ensemble des plus médiocres, les Français n'ont pas grand'chose à craindre de l'armement de Samory.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Les journaux anglais annoncent que des négociations se poursuivent entre le gouvernement anglais et le Vatican pour le rétablissement de la hiérarchie catholique en Égypte. Le but prochain en serait la nomination d'un évêque anglais au lieu d'un évêque italien à Alexandrie; l'évêque de Portsmouth qui conduit les négociations serait choisi pour ce siège épiscopal.

Une requête signée par un grand nombre d'armateurs et de propriétaires de navires de la Grande-Bretagne a été adressée à la direction de la Compagnie du Canal de Suez, au sujet du transit du pétrole dans le canal. Elle demande que les vaisseaux destinés au transport du pétrole aient des réservoirs spéciaux étanches, construits de façon à empêcher que le liquide ne coule dans l'eau du canal en cas d'accident, afin de ne pas provoquer d'autres catastrophes.

En annonçant le retour en Italie du capitaine Ferrandi, la Société d'exploration commerciale de Milan avoue que l'expédition au Djouba n'a pas complètement réussi, par suite de la trahison d'un serviteur indigène, qui aurait coupé les jarrets des chameaux et des mulets. M. Ferrandi va préparer une nouvelle expédition.

D'après le journal *l'Italie*, partant du principe que les limites établies par les

conventions sur les colonies européennes en Afrique sont arbitraires, et qu'en tenant trop peu de compte des conditions topographiques on s'expose à des contestations pour l'avenir, l'Angleterre est d'avis qu'il faudrait arriver le plus rapidement possible à une connaissance suffisante du relief hydrographique; pour cela, cette puissance propose à l'Italie de dresser des indigènes aux divers travaux topographiques, comme cela se pratique aux Indes anglaises.

Avisé que plusieurs officiers italiens revenus d'Afrique ont amené avec eux des enfants indigènes dont ils ont cherché à se défaire, le ministre de l'intérieur a fait interner ces enfants dans des maisons de correction en attendant leur rapatriement, et a fait défense formelle aux officiers d'en amener de nouveaux.

On mande de Massaouah aux journaux de Rome que le docteur Traversi est arrivé le 8 octobre à la station scientifique italienne de Let-Marefia, dans le Choa. Il a reçu une lettre de Ménélik lui souhaitant la bienvenue. Une effroyable famine règne au Choa.

Notre compatriote, le Dr Conrad Keller, est rentré à Zurich. L'expédition à laquelle il était attaché s'est rendue de la côte des Somalis jusqu'à l'Ogaden, dans la vallée du Webbi; de là, à travers les steppes, elle a poussé jusqu'au Djouba, pour revenir par Bessara et Berbera. Pendant cette exploration qui a duré dix mois, le voyageur n'a éprouvé ni maladie ni indisposition.

Le *Berliner Tagblatt* a été informé, du Caire, que l'état de santé du major von Wissmann s'est amélioré à tel point que l'explorateur se propose de conduire, à la fin de mai, l'expédition chargée de transporter un vapeur au Victoria-Nyanza.

Pour rétablir l'effectif des troupes coloniales allemandes dans l'Afrique orientale au chiffre qu'elles avaient avant la catastrophe de l'expédition Zalewski, l'administration a engagé 300 Soudanais et 300 Zoulous.

D'après des avis de Tanga, des Wadigos s'étaient insurgés sous les ordres du chef Majimbé et occupaient la route qui conduit au Kilimandjaro. Le capitaine Krenzler, commandant de ce district, s'est porté à leur rencontre et les a battus à six heures de marche au N. O. de Tanga, puis il a attaqué et pris d'assaut leur camp qu'il a brûlé.

L'expédition portugaise conduite par le lieutenant Coutinho, qui se dirigeait de Quilimane vers le lac Nyassa, a été en partie détruite par une explosion de poudre. Le chef de l'expédition se trouve au nombre des blessés.

M. Bent, archéologue anglais qui a cherché à résoudre le problème de l'origine de Zimbabwé, ville en ruines dans le Ma-Shonaland, a adressé au *Times*, le 14 janvier, une lettre résumant ses travaux. A l'en croire, et les raisons qu'il donne paraissent très plausibles, il s'agit simplement des ruines de la capitale des Monomotapas, dynastie souveraine de l'empire cafre; il reste de l'ancienne résidence des débris d'une forteresse, d'un palais, d'un temple, d'un établissement pour travailler l'or et quelques autres murailles moins aisément reconnaissables. M. Bent a trouvé un grand nombre de poteries, quelques statues très grossières et beaucoup d'emblèmes phalliques d'un réalisme extraordinaire.

Letsié, le grand chef des Ba-Souto, est mort le 20 novembre dernier, à l'âge de 83

ans. Retenu loin de l'Évangile par la polygamie et le penchant à la boisson, il ne s'est cependant point opposé à l'œuvre des missionnaires. Il est possible que sa succession ne se passe pas sans troubles, la plupart de ses fils ne voulant pas se soumettre à leur aîné Lérotholi.

Un arrêté du gouverneur général de l'État du Congo a créé à Boma un corps de police administrative qui sera chargé de surveiller les voies publiques et les marchés, d'arrêter les ivrognes et les déserteurs, de faire le service d'ordre des tribunaux, etc.

Par un décret du Roi-Souverain, a été instituée, sous la garantie de l'État libre, une caisse d'épargne, ayant son siège au département des finances de l'État à Bruxelles, en vue de favoriser l'épargne parmi les agents de l'administration.

D'après des nouvelles arrivées par la voie du Congo, la situation serait fort troublée dans le Bahr-el-Ghazal, où de fréquents combats auraient lieu entre les mahdistes et les chefs du pays. Les mahdistes perdraient du terrain et verraient leur influence décroître.

L'*Ella Wermann* de Hambourg a embarqué à Terneuze un groupe de sœurs de charité qui se voueront aux hôpitaux et aux écoles de la mission de Matadi.

Un musée congolais sera adjoint aux musées installés au Palais du cinquantenaire à Bruxelles. L'État du Congo, qui fera les frais de cette installation, est en pourparlers à cet effet avec le gouvernement.

L'*Opinion* d'Anvers annonce que, voulant éviter les désagréments que lui causent les engagements de nègres pour la construction du chemin de fer, la Compagnie aurait l'intention d'engager des coolies.

D'après le rapport de la Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie, son capital nominal est de 34,500,000 fr., dont 19,000,000 versés. Elle possède 27 établissements et 10 steamers en Afrique, avec un personnel blanc de 394 personnes, plus un personnel administratif de 45 personnes à Bruxelles. Le tonnage des marchandises exportées en 1891 au Congo est de 14,300 tonnes.

D'après des renseignements fournis par l'administration française des colonies, Savorgnan de Brazza a quitté Brazzaville le 7 décembre dernier, avec une escorte personnelle et un nombre suffisant de porteurs et de laptots sénégalais, pour assurer le succès de sa marche vers la Sanga supérieure et continuer l'exploration commencée par M. Fourneau, en reprenant les tracés inachevés de ce dernier et de M. Chollet. Il ira aussi loin que possible, et s'il ne rencontre pas de trop invincibles difficultés, il obliquera vers l'Est de manière à rejoindre, au Chari, l'expédition Dybowski, partie de l'Oubangi.

Le comte d'Hérisson a été nommé commandant en chef des milices du Congo français, avec mission de créer sur place une milice indigène au service de la France, et destinée à remplacer les corps français qui séjournent dans le pays et qui y sont décimés par la rigueur du climat, les privations et la nostalgie.

Par décret du président de la République française, rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, l'arrangement conclu le 3 octobre 1890 entre la France et le Dahomey

a été approuvé. Par cette convention, le roi Behanzin a reconnu les traités antérieurs conclus entre ses prédécesseurs et la France, le protectorat de la France sur Porto-Novo et l'occupation indéfinie de Kotonou. De son côté, la France s'est engagée, à titre de compensation pour l'occupation de Kotonou, à verser annuellement au roi Behanzin une somme qui, en aucun cas, ne pourra dépasser 20,000 francs.

Il s'est constitué à Londres une Compagnie, la South American Cable Company, pour la pose et l'exploitation de câbles télégraphiques sous-marins entre le Sénégal et l'Amérique du Sud. Le siège social est à Londres, et les bureaux de la Compagnie à Saint-Louis du Sénégal et à Fernambouc.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Nos lecteurs se rappellent, que dans la séance du 2 juillet 1891, les représentants des États signataires de l'**Acte général de Bruxelles** avaient constaté que les ratifications de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, du Congo, de l'Angleterre, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Perse, de la Suède et de Zanzibar avaient été déposées. En même temps, ils avaient signé un protocole pour prolonger jusqu'au 2 janvier le délai de ratification. Dès le 3 janvier, ils se sont réunis au département des affaires étrangères à Bruxelles, afin de constater le dépôt des ratifications des puissances qui n'avaient pas rempli cette formalité au 2 juillet dernier. Ils ont pris acte de la remise des ratifications de l'Autriche-Hongrie qui étaient déjà expédiées de Vienne mais non arrivées à Bruxelles le 2 juillet, ainsi que de celles de la Russie et de la Turquie qui avaient été signées mais non encore déposées à cette époque. Les ratifications de la France, rendues possibles par le vote récent des Chambres françaises, ont été également produites. L'examen de l'Acte général de Bruxelles n'étant pas encore terminé au Parlement portugais, le gouvernement de ce pays a exprimé le désir que le protocole lui demeure ouvert jusqu'au 2 février pour le dépôt de ses ratifications. L'assemblée a déferé à cette demande. Le ministre des Pays-Bas a donné l'assurance que le protocole sera soumis à l'approbation des Chambres hollandaises dès la reprise de la session. Dès lors, le Sénat des États-Unis a ratifié le traité de commerce avec l'État libre du Congo et la convention de Bruxelles relative à la répression de l'esclavage.

Comme le dit le *Mouvement géographique* : « Après deux années de délibérations et de négociations interrompues, l'œuvre de la Conférence de Bruxelles est assurée, et le résultat obtenu vaudra les efforts qu'il a coûtés. L'accord des puissances est moralement acquis : un vaste système de répression, applicable sur terre et sur mer, peut être organisé. C'est au

foyer même du mal que sera portée l'action décisive. Le trafic des armes et des spiritueux sera enchaîné; la chasse aux esclaves sera réprimée à ses diverses étapes; les malfaiteurs seront châtiés. La barbarie de la traite et de l'esclavage qui désole et dépeuple encore la moitié de l'Afrique sera attaquée sur tous les points par toutes les armes de la civilisation. Ce sera l'œuvre d'un siècle, mais cette œuvre datera de l'Acte qui vient de recevoir sa sanction finale. »

Le journal le *Temps* et le *New-York Herald* ont signalé des expéditions du roi de **Dahomey** opérées dans le voisinage de la côte, pour vendre les victimes de ces razzias, à l'**État libre du Congo** d'après le premier de ces journaux, au gouvernement allemand pour le service de ses colonies de l'Afrique occidentale, dit le second. Il va sans dire que ni le gouvernement du Congo, ni celui de l'empire allemand n'ont voulu accepter le reproche de favoriser, au profit de leurs colonies, une véritable traite des esclaves. Le *Mouvement géographique* de Bruxelles, organe des intérêts belges au Congo, a répondu le premier :

« Pour se procurer les travailleurs dont elle a besoin pour la construction de sa ligne, la Compagnie se sert d'intermédiaires établis à la côte et qui lui ont offert leurs services; c'est le système qui a toujours été suivi au Congo par les maisons qui s'y sont établies; la Compagnie ne fait que continuer un usage ancien; elle a cru, toutefois, nécessaire de prendre des précautions pour éviter que des abus ne se produisent.

« Dans ce but, elle a prescrit que les hommes qui se présenteraient pour être employés à son service devraient être porteurs de contrats de louage visés par les autorités européennes locales de leur pays.

« Par surcroît de précautions, elle a exigé des agents recruteurs qu'ils envoyassent leurs engagés au Congo par les vapeurs des lignes de navigation régulières, c'est-à-dire au grand jour, au vu et au su de tout le monde, de manière à ce que, si, à son insu, des abus venaient à se produire, on pût les lui signaler immédiatement et y porter remède. Nous ajouterons que, de leur côté, les autorités de l'État du Congo s'assurent à l'arrivée de chaque nouveau contingent que l'engagement des travailleurs est régulier. Ce n'est qu'après avoir rempli cette formalité qu'elles autorisent l'envoi définitif sur les chantiers de Matadi. La Compagnie emploie actuellement 2350 travailleurs dont 200 Zanzibarites et 2150 indigènes de la côte occidentale, embarqués un peu partout. (Suit l'énumération des différentes tribus qui ont livré des hommes à la Compagnie.)

« Y a-t-il, parmi les 180 noirs embarqués à Wydah, des gens du Dahomey ? Nous n'en savons rien. »

Mais la Compagnie affirme n'avoir jamais chargé personne de traiter avec le roi de Dahomey, et proteste contre les accusations diffamatoires dont elle est l'objet.

En reproduisant ces renseignements, le *Temps* a ajouté qu'ils n'infirment en rien le fait signalé par son correspondant que 300 indigènes sont partis de Dakar sur un navire anglais, en attendant le départ d'un prochain convoi d'égale importance. Quant aux contrats de louage, dit le journal surtout ceux qui concernent les « travailleurs » venant de Whidah, on peut se demander ce qu'ils valent. Ils sont, paraît-il, visés par les autorités européennes locales de leurs pays respectifs : mais quelles sont les autorités européennes de Whidah ?

A ces questions, M. A.-J. Wauters, secrétaire général, a répondu, pour le Comité permanent d'administration de la Compagnie du chemin de fer du Congo, une lettre de laquelle nous extrayons les passages suivants : Nous avons appris, en effet, avant-hier, d'une manière indirecte, qu'un agent recruteur avait engagé à Dakar trois cents travailleurs qui ont été embarqués pour le Congo, mais nous ne comprenons pas en quoi un reproche quelconque puisse nous être adressé de ce chef. Dakar est un port français, soumis aux lois françaises, ayant des autorités françaises. Les ouvriers qui y habitent sont libres d'entrer au service de notre Compagnie. Nous nous permettons même de vous faire remarquer que vouloir les en empêcher serait entraver leur liberté sous prétexte de la protéger. Absolument la même réflexion s'impose, d'ailleurs, pour Kotonou, autre port français.

Vous nous demandez, dans votre dernier article, quelles sont les autorités européennes à Whidah ? Il s'y trouve, croyons-nous, un consul allemand et un officier portugais, commandant un fort y établi.

Que valent, dites-vous, les contrats de louage, surtout ceux qui concernent les travailleurs venant de Whidah ?

Les précautions que nous avons prises de faire signer les contrats avant l'embarquement et de les faire parapher par les autorités européennes locales ne valent évidemment que pour autant que ces autorités soient respectables ; mais ils n'est pas douteux que les gouvernements qui les ont nommées n'aient confié ces fonctions délicates à des hommes sûrs et qu'ils ne les aient munis d'instructions précises. Au surplus, à leur arrivée au Congo, l'autorité locale vérifie scrupuleusement si les hommes recrutés par la Compagnie ont été enrôlés d'une façon régulière et légale, en vertu de contrats établissant que c'est de plein gré qu'ils ont quitté leur pays. Si elle acquérait la preuve que les ouvriers ont été contraints, elle les rapatrierait à leur lieu d'origine.

Vous dites enfin que ce qui soulève la réprobation, ce n'est pas le recrutement normal et volontaire de travailleurs libres. C'est la manière d'agir des agents de certains recruteurs à la solde de la Compagnie. Nous nous permettons de répéter que nous n'avons aucun agent à nous faisant directement des recrutements, que nos travailleurs nous sont fournis par des intermédiaires agissant sous leur responsabilité, la Compagnie ayant pris toutes les mesures pour sauvegarder son honorabilité en même temps que pour éviter, dans la mesure du possible, les abus. Ne s'en commet-il néanmoins pas? Bien téméraire serait celui qui, de Bruxelles ou de Paris, oserait l'affirmer. Mais, s'il s'en commet réellement, que les autorités locales y portent remède.

Y a-t-il d'autres précautions que nous pourrions prendre? Qu'on nous les signale. On nous rendra service, et nous aviserons.

A cette lettre du secrétaire général de la Compagnie, le *Temps* a répondu par de nouveaux renseignements très précis sur le mouvement du recrutement des travailleurs à Whidah.

« Ainsi, les steamers *Souverain* et *Erna-Wermann* ont pris chacun 500 noirs, le 28 octobre, à Whidah; ces noirs étaient livrés par des agents de Behanzin, et la *Gertrude-Wermann* en prenait encore 500, le 4 novembre. Et le correspondant du *Temps* ajoute que le steamer *Carl-Wermann* vient d'apporter à Whidah des canons-revolvers pour Behanzin, qui est en train de réformer complètement son armement. Ces canons sont fournis par une maison allemande. Mais Behanzin a grand-peine pour les transporter à Abomey, car ses sujets requis pour ce travail se dérobent et gagnent la brousse pour éviter une corvée pénible, les canons devant être roulés ou trainés sur le sol, faute d'autres moyens de transport, et il y a 100 kilomètres de la plage à Abomey. Au départ du courrier, Behanzin était encore en guerre avec un village du protectorat français, près de Grand-Popo. »

Certes, ajoute le *Temps*, « la Compagnie du chemin de fer du Congo ne recrute pas directement ses travailleurs, et elle a donné à ses agents européens des instructions très nettes sur les formalités à accomplir lors de l'embarquement, formalités qui sont renouvelées à l'arrivée des navires au Congo. Mais les sous-agents recruteurs ne sont pas aussi soucieux d'observer les prescriptions légales que les journaux belges rappelaient récemment. La tranquillité de nos possessions de la côte occidentale d'Afrique est menacée par suite de leurs agissements. Aussi sommes-nous convaincus qu'il aura suffi de signaler ces incidents à la Compagnie pour que, dorénavant, le recrutement, surtout au Dahomey, ne donne plus prise à la moindre critique.

« Il ne faut pas oublier qu'aux 2,350 travailleurs occupés « actuellement » au Congo il faut ajouter ces plusieurs centaines, qui sont en cours de route. L'on comprend que les autorités françaises se montrent émues d'un mouvement d'émigration que nous voulons bien croire être toujours volontaire et qui est de nature, surtout aux environs de Kotonou, à perpétuer un état d'agitation préjudiciable au maintien de la paix dans les pays que nous protégeons. »

De son côté, l'Administration de l'État indépendant du Congo a tenu à se justifier de tout soupçon de participation à aucun acte qui eût la moindre apparence de traite déguisée. Il a adressé à l'*Indépendance belge* la communication suivante :

« Divers organes de la presse française accusent l'État du Congo de faire la traite pour se procurer des travailleurs. Il achèterait notamment des esclaves provenant de razzias faites au Dahomey. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la législation civile et pénale de l'État indépendant en ce qui concerne la répression de l'esclavage et sur les résultats en fait de ces mesures, résultats consignés dans un rapport au Roi souverain, pour s'assurer de l'inexactitude absolue de ces insinuations.

Tout d'abord les articles 11 et 12 du Code pénal du 26 mai 1888 punissent les attentats à la liberté individuelle.

Le Code civil du 30 juillet 1888, dans ses articles 428 et 429, stipule non seulement que l'on ne peut engager ses services que pour un terme limité, mais il exige en outre que les contrats entre noirs et non indigènes soient réglés par une loi spéciale. Le décret du 2 novembre 1888, pris en exécution de l'article 429, a promulgué cette loi. Des mesures particulièrement protectrices de la liberté des engagés noirs y sont prises; le décret règle la passation des contrats, la surveillance par l'autorité de l'exécution fidèle des clauses des conventions, le paiement des salaires, le rapatriement des engagés et la durée des contrats dont le maximum est fixé à 7 ans.

Enfin, une législation pénale concernant spécialement la traite a été édictée par un décret du 1^{er} juillet 1891, avant même que l'Acte général de Bruxelles ne fût ratifié.

Les résultats en fait de ces mesures ont été consignés dans deux rapports au Roi souverain; on y voit que ces dispositions ont grandement atteint leur but. Le rapport du 24 octobre 1889 reproduit textuellement les observations présentées au gouvernement de l'État indépendant par le directeur de la justice au Congo. « Je ne vois pas, » écrit-il, « de faits illicites se rattachant soit directement, soit *indirectement* à la traite des noirs ou au

transport des esclaves qui échappent à la connaissance de nos tribunaux. L'état d'esclavage, même sous la forme la plus adoucie de servitude domestique qu'il revêt souvent parmi les populations indigènes, n'existant pas aux yeux de notre législation, il en résulte en fait que nul ne peut être détenu ou retenu contre son gré, quels que soient les moyens employés, ruses, violences, menaces, sans que l'auteur de ces manœuvres coupables ne s'expose à être déféré à la vindicte des lois. »

Le rapport du 16 juillet 1891 établit également que l'esclavage a disparu du Bas-Congo et que son extraction se poursuit graduellement dans les régions plus éloignées.

Les documents cités ci-dessus donnent les éléments nécessaires pour établir d'une manière irréfutable que tout individu est libre sur le territoire du Congo.

L'autorité s'attache spécialement à punir toute atteinte à la liberté individuelle et prend des mesures pour éviter un esclavage déguisé sous forme de contrat de louage.

Il suffit de prendre connaissance de ces documents, spécialement des rapports au Roi souverain, pour constater qu'en fait les abus sont devenus impossibles dans les parties du territoire de l'État, notamment le Bas-Congo, où son action est suffisamment établie.

Il va de soi que l'État du Congo ne peut faire la police que chez lui. Cette surveillance ne s'arrête pas aux délits de traite qui auraient été accomplis sur son territoire. Elle s'étend aux actes de cette nature qui auraient été pratiqués en dehors, en ce sens que l'autorité locale vérifie scrupuleusement si les hommes recrutés pour le service des Compagnies particulières ont été enrôlés d'une façon régulière et légale, en vertu de contrats établissant que c'est de plein gré qu'ils ont quitté leur pays.

Il paraît donc bien démontré que la conduite du gouvernement de l'État du Congo n'a cessé d'être parfaitement correcte et qu'aucun reproche ne peut être articulé à la charge de son administration. »

A l'occasion des 87,000 francs payés par M. Mackenzie, administrateur de l'Imperial British East African Company, aux soi-disant propriétaires de **Mombas**, pour les **esclaves fugitifs** établis sur les terres de la mission pour les esclaves libérés, M. le Rédacteur de la *Revue des Missions contemporaines* nous demande si nous eussions jugé plus humain de rendre ces fugitifs à leurs propriétaires ?

Pour peu que M. Pithon eût lu attentivement notre jugement sur les procédés employés à l'égard des esclaves fugitifs à la côte orientale d'Afrique, il eût pu s'épargner la peine de nous poser cette question. Nous répondrons

par ce que nous écrivions (XII^{me} année, p. 346) à propos du juge consulaire britannique qui, en 1880, avait déclaré que les Arabes avaient le droit de reprendre les fugitifs même quand ils s'étaient réfugiés dans les chambres des missionnaires. « Les fugitifs furent renvoyés, » écrivions-nous, « ils s'enfuirent dans la campagne où ils furent traqués comme des bêtes fauves par 500 ou 600 Souahélis armés..... Le Dr Kirk blâma les missionnaires d'être allés dans leur pitié pour les esclaves fugitifs plus loin que ne leur permettaient les lois du pays ou le traité avec la Grande-Bretagne.

« Qu'aurait dit l'Angleterre si, vingt ans auparavant, lorsque se discutait la question des esclaves fugitifs aux États-Unis, un esclavagiste du sud eût demandé que l'on blâmât les hommes du Nord qui recevaient des victimes de la traite, comme son agent à Zanzibar blâmait MM. Streeter et Binns?... Et nous terminions par ces mots (p. 347) : « Il est facile de comprendre que ce régime, comme le disait naguère M. Price à l'une des assemblées générales de la Church Missionary Society, démoralisât non seulement ceux qui se livraient à ce trafic, mais encore ceux qui, comme philanthropes ou missionnaires, voulant travailler à l'éducation des libérés, se voyaient imposer des conditions que réprouvent également le cœur et la conscience. »

Nous nous souvenons que l'Israélite avait une loi conçue en ces termes : « Tu ne livreras pas à son maître l'esclave qui se sera sauvé chez toi de chez son maître. Il demeurera chez toi, dans ton intérieur, au lieu qu'il aura choisi dans l'une de tes villes, où bon lui semblera, tu ne seras pas dur envers lui ¹. »

Est-ce parce qu'ils sont chrétiens que les agents de l'Imperial British East African Company se sont cru autorisés à faire payer aux amis des missions d'Angleterre 87,000 francs, pour indemniser de soi-disant propriétaires de Mombas? M. Pithon paraît ignorer que la Compagnie réclama une partie des 87,000 francs à la Church Missionary Society, qui, n'ayant pas à sa disposition ce qui lui était réclamé, se procura le nécessaire par un moyen autre que celui dont elle se sert pour percevoir ses contributions ordinaires.

On pouvait espérer, que les relations que M. H.-H. Johnston, commissaire britannique dans la région du **Nyassa**, avait réussi à nouer avec les Arabes du N.-E. du lac, desquels il avait obtenu l'engagement qu'ils renonceraient à la traite pour se livrer à un commerce honnête, seraient le commencement de la diminution du commerce des esclaves dans le territoire de la Compagnie anglaise de l'Afrique centrale. M. H.-H. Johnston ne paraît

¹ Deutéronome XXIII, 16 et 17.

pas avoir eu une confiance absolue dans la valeur des promesses qui lui avaient été faites par les Arabes, s'il faut en croire une dépêche de Mozambique aux termes de laquelle le capitaine Maguire, de la Compagnie des Laes africains, serait revenu récemment de l'Inde avec une troupe de quelques centaines de sikhs pour commencer, sous les ordres de M. Johnston, une campagne contre les chasseurs d'esclaves du Nyassa. D'après une première dépêche de Zanzibar, le commissaire anglais et le capitaine Maguire, à la tête de cette troupe, augmentée d'une force de police indigène, ayant surpris une caravane de marchands d'esclaves venant de Lindi, leur auraient livré plusieurs combats meurtriers et auraient réussi à leur enlever un certain nombre d'esclaves. Arrivés à Makangila, sur la rive orientale du Nyassa, en territoire anglais, ils se seraient mis à la poursuite des marchands d'esclaves, qui auraient tiré sur le vapeur *Domira* de la Compagnie des Laes, sur lequel se trouvait M. Johnston. Celui-ci aurait attaqué Makangila et l'aurait détruit. Après quoi, le commissaire anglais se serait rendu de l'autre côté du Nyassa, et aurait obligé plusieurs chefs à prendre l'engagement de ne plus se livrer à la traite. D'après une dernière dépêche de Mozambique, ces succès auraient été suivis d'une espèce de coalition des Arabes chasseurs d'esclaves, qui se seraient réunis pour résister plus efficacement aux troupes du commissaire britannique, auraient attaqué celles-ci auxquelles ils auraient tué 3 Anglais (M. Maguire, le Dr Bayle, de la South Africa Company, et M. Melwan, ingénieur), 3 cipayes, 3 indigènes et 3 mous-ses des steamers de la Compagnie des Laes. En outre 3 Anglais, 8 cipayes et 1 mousse auraient été blessés. MM. Monteith et Fotheringham, agents de la Compagnie des Laes, se sont rendus au Nyassa. Ils ont demandé qu'on leur envoyât immédiatement une canonnière avec des hommes et des provisions. On attend de plus amples détails avec anxiété.

PROGRÈS DE L'INFLUENCE ANGLAISE AU MA-TEBELELAND D'APRÈS UN DOCUMENT NOUVEAU

Un télégramme de Cape-Town, du 4 décembre, passé presque inaperçu, avait annoncé que Lo-Bengula avait conclu avec le représentant de la South Africa Company, une convention par laquelle il céda à celle-ci tous droits de colonisation dans son pays.

Notre compatriote, M. Alexis Demaffey, ingénieur des mines à Tati, a bien voulu nous donner communication de l'acte de concession par lequel le roi des Ma-Tébelé, Lo-Bengula, a accordé à M. E. Lippert le droit de

disposer du sol dans le territoire occupé par la South Africa Company, qui n'avait pu obtenir que le droit d'exploiter les gisements miniers du Ma-Tebeleland et du Ma-Shonaland. Comme nos lecteurs le verront par la lettre de M. Demaffey, publiée plus loin, la nouvelle concession, loin de nuire aux intérêts de la susdite Compagnie, sera toute à son avantage. Mais, afin que nos abonnés puissent se rendre compte des progrès faits, en moins de quatre ans, par l'influence britannique dans l'immense région comprise entre le Limpopo et le Zambèze, nous ferons précéder le document que nous a transmis M. Demaffey, de la convention conclue le 11 février 1888, entre Lo-Bengula et le gouvernement anglais représenté par M. J.-S. Moffat, commissaire-adjoint, envoyé à Gouboulouayo par le Haut Commissaire pour l'Afrique australe.

« Le chef Lo-Bengula¹, souverain de la tribu connue sous le nom de Amandébelé, ainsi que des Ma-Shona et des Ma-Kalaka ses tributaires, accepte, par les présentes, les articles et conditions suivants :

« Paix et amitié subsisteront à jamais entre S. M. britannique, ses sujets et le peuple des Amandébelé; le chef contractant Lo-Bengula s'engage à employer tous ses efforts pour en empêcher la rupture, à faire observer strictement ce traité, et de la sorte à maintenir dans son esprit le traité d'amitié conclu entre feu son père, le chef Oum-Silikazi, et le gouvernement du Cap de Bonne-Espérance, en l'an de grâce 1836.

« Lo-Bengula, chef du pays des Amandébelé et de ses dépendances ci-dessus spécifiées, s'engage en outre pour son peuple et pour lui-même à s'abstenir de correspondre ou de faire aucun traité avec un État étranger en vue de vendre, aliéner ou céder, de permettre aucune vente, aliénation ou cession de tout ou partie du susdit pays des Amandébelé sous sa suzeraineté, ou pour tout autre sujet, sans la connaissance et la sanction préalable du Haut Commissaire de S. M. pour l'Afrique australe.

« En foi de quoi, moi Lo-Bengula, j'ai apposé ma signature, à Gouboulouayo, Amandébeléland, ce 11 février, la 51^e année du règne de S. M.

Signé : LO-BENGULA X.

Témoins : W. GRAHAM.

G.-B. VAN WYK.

En ma présence,

J.-S. MOFFAT, commissaire-adjoint.

Février 11, 1888.

Ensuite de renseignements à lui fournis par M. Moffat, M. Sidney

¹ Voy. *Blue-Book*, Africa, n° 2 (1890).

Shippard, administrateur du Be-Chuanaland britannique, expédiait, le 30 mars 1888, à sir Hercules Robinson, gouverneur de la Colonie du Cap, une dépêche portant que la convention susmentionnée avait été discutée et approuvée par les trois principaux Indunas, appartenant à la caste sacerdotale des Amandébélé; et le Haut Commissaire ratifia cette convention le 25 avril 1888.

Nos lecteurs se rappellent que le consul de Portugal à Capetown protesta immédiatement contre la prétention de Lo-Bengula à la souveraineté sur le Ma-Shonaland. A cette protestation sir Hercules Robinson crut répondre en affirmant « que depuis des années les Ma-Tébélé avaient exercé une souveraineté incontestée sur tout le Ma-Shonaland en y exterminant toutes les tribus qui avaient osé douter de leur autorité. » Au reste, dans la dépêche par laquelle le marquis de Salisbury répondait à M. d'Antas, ambassadeur du Portugal à Londres, le ministre anglais ne mentionnait que des concessions minières faites par Lo-Bengula dans le Ma-Tebeleland. Ce ne fut qu'au mois de mars 1889 que les dépêches des agents britanniques à Capetown et à Londres commencèrent à insinuer que le Ma-Shonaland faisait partie de la sphère d'influence anglaise par le fait qu'il était sous la souveraineté de Lo-Bengula. La South Africa Company de M. Cecil Rhodes était en formation. Le *Times* du 29 mai et d'autres journaux de Londres annoncèrent la création d'une Société qui, à l'instar de celle du Niger et de l'Imperial British East Africa Company, obtiendrait une charte royale. Prévoyant, de la part des promoteurs de la Société, des procédés nuisibles aux droits du Portugal, le gouvernement de Lisbonne demanda, le 12 juin, au ministère anglais que si le gouvernement de S. M. britannique jugeait à propos de donner une charte royale à la future Compagnie, le champ d'action de celle-ci fût déterminé dans des conditions de nature à ne point porter atteinte aux droits du Portugal, et à ne pouvoir soulever dans l'avenir des difficultés et des conflits qu'une entente préalable serait le plus sûr moyen d'éviter. M. d'Antas déclarait en même temps que le gouvernement portugais serait toujours prêt à faire tout ce qui serait en son pouvoir pour maintenir les rapports du plus cordial voisinage dans le domaine colonial et pour coopérer à tout ce qui serait de nature à introduire les bienfaits de la civilisation dans le continent africain.

Nos lecteurs se rappellent qu'à ces ouvertures du gouvernement portugais, il fut répondu par l'expédition de la South Africa Company au Ma-Shonaland, et par l'invasion du Manicaland par les troupes de la Compagnie. Quoique douze ans auparavant, le capitaine Patterson, envoyé au Ma-Tebeleland, eût fixé les limites des territoires dépendants de la souve-

raineté de Lo-Bengula à la rivière Sabi, par conséquent à l'ouest du territoire de Mutassa, la richesse aurifère de celui-ci excita les convoitises de la Compagnie qui, pour le garder, obtint du gouvernement britannique que, dans la convention conclue avec le Portugal, la limite des possessions de ce dernier passât à une certaine distance du territoire de Mutassa. C'est donc jusqu'à cette limite que la South Africa Company a étendu son droit d'exploiter les gisements miniers que lui avait concédé Lo-Bengula. Ce sera à ce même territoire que s'étendra la concession dont M. Demaffey nous a envoyé la teneur, et qui, d'après les explications contenues dans sa lettre, quoique faite au nom de M. E.-A. Lippert, sera, en vertu d'arrangements convenus d'avance, rétrocedée à la South Africa Company.

Nos abonnés nous sauront gré de leur donner la primeur de ce document que nous n'avons vu jusqu'ici dans aucun des journaux anglais où nous puisons nos renseignements.

A tous ceux auxquels parviendront les présentes, Moi, Lo-Bengula, roi des Amandébelé, et des Ma-Kalaka, Ma-Shona et territoires environnants, salut !

Considérant que j'ai accordé une concession au point de vue de droits de mines, et de droits accessoires à l'exploitation minière uniquement ;

Considérant que mon pouvoir absolu comme roi souverain de permettre à des personnes d'occuper des terres dans mon royaume et d'y prélever et percevoir des taxes, a été établi avec succès ;

Considérant qu'un grand nombre de blancs viennent dans mes territoires, et qu'il est désirable que je leur assigne des terres ;

Considérant qu'il est désirable que je désigne une fois pour toutes quelqu'un qui agisse pour moi à cet égard ;

En conséquence et vu le paiement qui m'a été fait aujourd'hui d'un *millier de livres* (Liv. sterl. 1000), je concède par ces présentes à *Édouard-Amandus Lippert* et à ses héritiers, exécuteurs, ayant droit et substitués, d'une manière absolue, moyennant la somme annuelle de 500 liv. sterl., payée à moi ou à mes successeurs, en fonctions, par versements trimestriels, au lieu de contributions, rentes et taxes, les *droits et privilèges* suivants, savoir : Le droit, pouvoir et privilège, seul et exclusif, pour le terme de cent ans (100), de disposer, concéder ou donner à bail pour telle période ou périodes qu'il pourra juger convenable, fermes, territoire, terrain à bâtir, ou espace pour faire paître les troupeaux ; d'imposer et de prélever des contributions, patentes et taxes, de les percevoir à son propre bénéfice, de donner et d'accorder des certificats en mon nom pour l'occupation de fermes, territoires, terrains à bâtir, espaces pour faire paître les troupeaux ;

de commencer, poursuivre et aussi de défendre auprès de toute cour compétente en Afrique ou ailleurs, soit en mon nom, soit au sien propre, toutes et telles actions, poursuites et autres actes qu'il pourra juger nécessaires pour établir, maintenir et défendre les susdits droits, pouvoirs et privilèges conférés par le présent acte ; *pourvu que* les dits droits et privilèges s'étendent et s'appliquent toujours uniquement à tous les territoires qui sont maintenant ou qui pourront ci-après être occupés par ou être placés dans la sphère d'opérations de la British South Africa Company, leurs successeurs ou toutes personnes de leurs tenants ou aboutissants, et *pourvu que* des droits accordés par les présentes ne soient exclues que la pâture de tels bestiaux, la clôture de telles terres, et la construction de tels bâtiments et machines strictement nécessaires à l'exercice des droits de mine obtenus par la British South Africa Co selon la susdite concession. Les pouvoirs concédés à E. Ramsay Renny-Tailyour à la date du 22 avril 1891 sont par ceci retirés et annulés, en tant qu'ils sont en conflit avec les présentes.

Donné sous mon sceau à Umvotcha ce 17 novembre 1891.

(Éléphant).

Témoins : E.-R. RENNY-TAILYOUR.

JAMES REILLY.

ED. LIPPERT.

JAMES FAIRBAIRN.

JAMES UMKISA.

Je certifie que le document ci-dessus a été pleinement interprété et expliqué au roi Lo-Bengula et à ses Indunas selon les usages établis de la nation.

W.-P. TAINTON.

C.-M. ACUTT.

Étaient présents à la discussion de la concession ci-dessus, outre le roi Lo-Bengula,

Umklaba (le Régent), Umlagela, Gambo, général en chef, Thujana, Lutuli, tous Indunas ; et les Européens, MM. Moffat, Tainton (interprète), Ed. Lippert, E.-R. Renny-Tailyour, J. Reilly, C.-M. Acutt (interprète), et James Umkisa (domestique).

ED. LIPPERT.

Je certifie que ce document est l'expression parfaite et exacte des désirs du chef Lo-Bengula et de ses principaux Indunas, et que je le signe conformément au désir de ce chef.

J. MOFFAT,

Commissaire assistant.

A ces renseignements nous croyons devoir joindre ceux qui ont été fournis à la première assemblée générale des actionnaires de la South Africa Company tenue le 22 décembre dernier sous la présidence du duc d'Abercorn.

Le premier soin des directeurs fut de prolonger vers le nord le chemin de fer qui, en 1889, se terminait à Kimberley. Prochainement, la voie ferrée atteindra Mafeking. Une ligne télégraphique a été posée jusqu'à Fort-Victoria, dans le Ma-Tebeleland, à 1000 kilomètres de Mafeking. On espère qu'à la fin de l'année, elle atteindra Fort-Salisbury, dans le Manicaland. La Compagnie a dépensé jusqu'ici 1,500,000 francs pour l'établissement de son réseau télégraphique. Au début, les troupes de police comptaient 500 hommes, alors que l'expédition marchait sur le Manicaland. Depuis la convention conclue avec le Portugal, la force armée a été réduite à 300 hommes. Pour créer une route à travers le Ma-Shonaland, un contrat fut passé avec M. Frank Johnson qui, avec 200 blancs et 150 ouvriers noirs, établit, jusqu'à Mount-Hampden, une route de 630 kilom., protégée par des forts élevés aux endroits où cela était nécessaire. Outre ses gages, chacun des 200 blancs reçut des concessions de terres et des droits miniers, à faire valoir conformément aux règles posées par la Compagnie. Cette expédition a coûté plus de 2,000,000 de francs. Aussitôt la route construite, il se produisit une invasion d'Européens vers le Ma-Shonaland, et M. Colquhoun dut organiser l'administration de ce pays. Les principaux gisements aurifères du Ma-Shonaland, au dire du rapport des directeurs, sont situés à Hartley-Witt sur l'Oumfouli, dans le bassin de la Mazoe supérieure, et au nord de Mutassa. Fort-Salisbury est déjà organisé à l'européenne; des magasins, des hôtels y ont été construits, et un journal, le *Ma-Shonaland Herald and Zambesia News* y est édité. Trois mille blancs sont déjà installés dans cette région; parmi eux se trouvent des commerçants, des pasteurs, des médecins, des magistrats et des avocats qui exercent leur profession. Les recettes de la Compagnie, encore modiques, comparées à ses énormes dépenses, proviennent des postes, télégraphes, licences minières, licences commerciales, droits d'occupation, etc. Des fermes ont été installées, et des mesures sont prises pour le moment où sera créé le chemin de fer de la Pougoué.

CORRESPONDANCE

**Lettre de Tati (Ma-Tebeleland), de M. Alexis Demaffey,
ingénieur des mines.**

Tati, le 6 décembre 1891.

Je ne vous ai pas donné de mes nouvelles depuis mon retour à Tati, il y a près de dix-huit mois. Je n'aurais pas eu grand chose d'intéressant à vous écrire, car j'ai vu, par les numéros de l'*Afrique* que vous avez eu l'obligeance de m'envoyer, que vous

étiez renseigné au moins aussi promptement que nous sur ce qui se passait au Ma-Tebeleland et au Ma-Shonaland.

Lo-Bengula vient de donner une nouvelle concession. Je vous en envoie le brouillon. Ce document est parfaitement en règle et signifie, pour celui qui lit entre les lignes, que le roi a renoncé à tous ses droits sur le territoire qu'occupe ou qu'*occupera* la British South Africa Co; et cela, pour la somme modeste de 1000 liv. sterl., payée une fois pour toutes, et 500 liv. sterl. par année. Lo-Bengula s'est-il rendu compte de l'importance de ce qu'il signait? C'est bien douteux.

Vous savez qu'en 1888, le pauvre roi fut accablé de demandes de concessions. Quelques individus obtinrent des promesses plus ou moins vagues et simplement verbales, à une ou deux exceptions près. Tous ces solliciteurs de concessions firent d'abord une opposition aussi vive que possible, — et pas toujours très scrupuleuse quant aux moyens, — à la Chartered Co, qui, néanmoins, n'eut pas de peine à la vaincre, au prix de quelques sacrifices pécuniaires.

Il y avait, entre autres, un syndicat, le *Ma-Tebeleland syndicate* (dont le représentant à Gomboulouwayo était M. Renny Tailyour), qui, appuyé par des personnages bien placés, en particulier MM. Ed. Lippert et Shepstone, avait des chances sérieuses de réussite. Il fut convenu, paraît-il, que le Ma-Tebeleland syndicate laisserait le champ libre à M. Rhodes, bien entendu moyennant compensation. Mais, le moment venu de régler les comptes, on ne parvint pas à s'entendre. Le syndicat reprit sa liberté d'action et offrit au roi de lever, en son nom, une taxe sur les blancs qui s'établiraient au Ma-Shonaland. La Chartered Co accusa le syndicat de chercher à lui nuire et à troubler la paix entre Blancs et noirs au Ma-Tebeleland. Le gouvernement prit fait et cause pour la Compagnie et M. Tailyour fut arrêté à Tati par la Be-Chuanaland Border Police, ce qui mit le roi fort en colère. — Fort de son bon droit, le syndicat tint bon. — M. Lippert alla expliquer l'affaire au gouverneur du Cap, Haut-Commissaire, et tout a fini par s'arranger à la satisfaction générale. Le syndicat a obtenu le droit de disposer du terrain dans le territoire occupé par la Chartered Co, et naturellement repassera ce droit à la dite Compagnie, moyennant finance. Ainsi se trouve réglée la question des fermes promises par M. Rhodes à ses pionniers et offertes à ses futurs colons; promesse que, jusqu'à présent, il n'avait pas pu tenir, et offre qu'il n'avait pas le droit de faire, puisque sa concession ne lui donnait droit qu'aux minéraux, non au sol. On peut prévoir que, la saison des pluies passée, la colonisation du Ma-Shonaland commencera sérieusement.

Le roi continue d'affirmer énergiquement qu'il n'a jamais entendu donner à la Chartered Co les droits qu'elle s'est arrogés. Il a encore profité de l'occasion du dernier meeting (où le document dont je vous envoie copie a été signé) pour protester. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il accepte le fait accompli; l'irritation qui a régné pendant quelques mois dans le pays s'est calmée, et il semble maintenant (contrairement à ce qu'on pouvait attendre l'an dernier) que la colonisation du Ma-Shonaland pourra se faire paisiblement, pourvu que les chercheurs d'or ne se laissent pas aller à trop empiéter sur le territoire ma-tébélé proprement dit.

Les nouvelles des mines du Ma-Shonaland ne sont pas ce que l'on attendait. Les alluvions aurifères, sur lesquelles on comptait beaucoup pour attirer de nombreux chercheurs d'or se réduisent à peu de chose. Il y a de l'or, sans doute, mais pas en quantités payantes, du moins pour des blancs.

Quant aux filons, il n'en manque pas; mais, comme tous les filons, ils exigent du temps, du travail et de l'argent avant que l'on puisse savoir ce qu'ils valent. Jusqu'à présent, d'après les renseignements que j'ai pu me procurer, il est impossible de prévoir quel sera l'avenir des *Champs d'or* du Ma-Shonaland.

Le R. P. Prestage, qui était le chef de la mission jésuite au Ma-Tebeleland et est maintenant au Ma-Shonaland, m'écrit de Fort Salisbury, le 8 octobre :

« Lord Randolph Churchill et ses gens partent dans une semaine. On a fait de leurs effets une vente qui a duré trois jours. Ils ont atteint des prix très élevés; c'est quelque chose de presque incroyable. Une caisse de fer-blanc contenant 21 1/2 litres de paraffine s'est vendue 10 liv. sterl.; une livre de raisins est montée à 10 shillings. En somme toutes les provisions se sont vendues à des prix extrêmement élevés. Le prix ordinaire de la farine boer qui depuis des semaines n'a pas baissé, est de 12 liv. sterl. le sac. D'autre part, les vêtements sont à des prix très modiques.

« J'estime qu'il est prématuré de juger de la valeur du pays au point de vue de l'or. Beaucoup de gens sont mécontents et quittent le pays; mais je pense plutôt que c'est pour éviter la cherté de la vie et aussi la fièvre; j'ai entendu dire qu'ils reviendront après les pluies. »

M. B. (une de vos anciennes connaissances, car il me dit qu'il a été chez vous) est arrivé ici, il y a quelques jours, venant de la rivière Mazoe. Il n'est pas enthousiasmé de ce qu'il a vu au Ma-Shonaland.

Je crois que vous connaissez M. Bauman, qui a été quelque temps à l'École spéciale préparatoire à l'École centrale. Il a disparu pendant une excursion au Manicaland, sans laisser de trace. A-t-il été mangé par un lion, tué par les indigènes, — est-il tombé dans une fosse pour le gibier, c'est ce qui est et probablement restera un mystère.

Il vous intéressera peut-être de savoir ce que devient Tati. Pendant les dix-huit derniers mois, les travaux n'ont pas marché aussi rapidement que l'on était en droit de l'espérer; et cela pour plusieurs raisons, indépendantes de la Compagnie, en tête desquelles il faut mettre la fièvre, qui a été particulièrement sévère cette année, de mars à mai, à Tati comme au Ma-Shonaland et dans la vallée du Limpopo. Cependant, j'ai le plaisir de constater que le résultat des travaux exécutés depuis mon retour confirme les espérances que j'exprimais dans un rapport rédigé à la fin de 1888 et dont je vous ai envoyé, je crois, un exemplaire. Le magasin établi à Tati est bien approvisionné et fait maintenant un chiffre d'affaires assez considérable, surtout avec les traitants de Gouboulouwayo. — A la mine Monarch, un petit moulin de dix pilons est en marche, et un moulin de trente pilons, capable de traiter 60-75 tonnes de quartz par jour, est en construction. — Je crois fermement que ceux qui ont foi dans l'avenir de Tati ne seront pas déçus. En tout cas, le bateau est à flot maintenant, espérons qu'il voguera bien.

17 décembre 1891.

Je vous envoie quelques chiffres relatifs à la température observée à Tati, et à la quantité de pluie tombée depuis juillet 1889, jusqu'à la fin du mois dernier. Le thermomètre est établi sous une vérandah, à l'abri du soleil et des courants d'air.

Je compte partir demain ou après-demain pour Prétoria.

A. DEMAFFEY.

	1889				1890				1891				1889	1890	1891
	Maximum.	Minimum.	Moyennes des Maxima.	Moyennes des Minima.	Maximum.	Minimum.	Moyennes des Maxima.	Moyennes des Minima.	Maximum.	Minimum.	Moyennes des Maxima.	Moyennes des Minima.			
Thermomètre centigrade.															
Janvier					35.6	12.8	28.9	17.8	33.3	13.3	28.1	17.2		162.0	194.0
Février					33.9	13.3	28.9	18.4	31.7	13.3	26.7	17.2		70.0	181.0
Mars					33.3	10.0	27.0	13.9	33.3	12.2	25.6	14.4		10.0	143.0
Avril					31.1	6.7	25.6	12.2	31.1	5.6	26.1	10.3		6.5	—
Mai					30.0	+0.6	23.1	8.3	31.7	3.9	23.3	7.8		—	—
Juin					25.6	0.0	21.1	3.9	25.6	-0.6	25.0	3.3		—	—
Juillet	27.2	+0.3	22.5	4.1	25.6	-0.6	19.7	6.3	23.9	+1.1	20.9	6.7	—	—	—
Août	33.3	-1.4	24.7	6.4	31.1	+5.0	25.6	10.0	28.9	+0.6	21.1	7.2	—	—	—
Septembre	38.4	+3.9	28.3	11.7	33.3	4.4	27.8	11.1	35.6	5.0	28.9	12.2	—	3.5	—
Octobre	37.8	3.9	30.3	13.6	36.1	5.0	27.2	13.3	41.1	6.7	29.4	13.3	—	32.0	—
Novembre	38.9	14.4	31.7	17.8	36.7	12.8	30.6	15.0	38.4	13.3	32.2	18.9	144.5	54.0	62.0
Décembre	36.7	12.2	31.1	18.3	36.7	11.1	31.1	17.2					63.5	73.0	

BIBLIOGRAPHIE ¹

R. Verneau. CINQ ANNÉES DE SÉJOUR AUX ILES CANARIES. Paris (A. Hennuyer), 1891, gr. 8°, 412 p. ill. et carte, fr. 12. — Les Canaries sont, comme le dit M. Verneau, dans sa préface, trop vantées par les uns, trop dépréciées par les autres, mal connues de presque tous. L'auteur de ce livre qui s'est donné la tâche de les faire connaître, les a explorées à deux reprises, la première fois de 1876 à 1878, la seconde de 1884 à 1887. Son second voyage fut retardé par une sécheresse exceptionnelle qui ne dura pas moins de huit années consécutives et obligea les habitants des îles du nord, qui ne renferment pas de sources, à quitter leurs terres. De ces deux explorations faites consciencieusement et grandement facilitées par les autorités civiles et militaires du pays, l'auteur a rapporté des collections, de nombreux croquis et une grande quantité de matériaux qui lui ont permis d'écrire une quinzaine de livres, brochures, rapports, dont l'ensemble forme un dossier précieux pour tous ceux qui veulent se rendre compte de la géographie de l'archipel canarien.

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans *l'Afrique explorée et civilisée*.

Le livre n'est pas écrit sous forme de journal de voyage, mais d'après un plan basé sur la géographie, ce qui donne beaucoup plus de clarté au récit. Le lecteur parcourt successivement chacune des îles de l'archipel et apprend à connaître sa configuration, son sol, ses habitants. Un chapitre est consacré à une vue d'ensemble des productions et du commerce canariens, un autre à des considérations pathologiques et climatologiques qui permettent de se rendre compte des avantages des Canaries comme station hivernale. En outre, le livre s'ouvre par un historique des découvertes et par une étude aussi complète que possible sur la vieille population si intéressante que les Espagnols trouvèrent dans ces îles au quinzième siècle.

Quand nous aurons ajouté que l'ouvrage est orné d'un nombre suffisant de gravures originales exécutées d'après les photographies ou les croquis de l'auteur, et, qu'il renferme une bonne carte de l'archipel, nous aurons donné une idée de l'importance de ce travail qui fixe un grand nombre de points douteux et ajoute à nos connaissances une foule d'informations précieuses.

Harry Alis. A LA CONQUÊTE DU TCHAD. Paris (Hachette et C^{ie}), 1891, gr. in-8°, 296 p. ill. et 4 cartes, fr. 5. — Forte de ses expériences et de ses épreuves, la France poursuit actuellement, avec autant d'habileté que de constance, l'œuvre de son relèvement colonial. Sur tous les points où son influence s'est établie, elle la fortifie par des explorations géographiques, des expéditions commerciales, des mesures sages et prudentes, et ses agents, par une politique ferme, gagnent peu à peu du terrain. En Afrique, l'objectif visé est aujourd'hui le lac Tchad, c'est-à-dire le Soudan central. On cherche à l'atteindre lentement et par étapes du côté du nord, plus rapidement par l'ouest et le sud. Au nord, la réussite du projet est liée à l'établissement de l'autorité française dans les oasis sahariennes et aux progrès des voies ferrées de pénétration; à l'ouest, deux voyageurs s'avancent séparément, MM. Monteil et Ménard, appuyés sur les colonnes qui opèrent dans le haut Niger; au sud-ouest, M. Mizon arrive par le Bénoué; au sud, enfin les deux expéditions de Brazza et de M. Dybowski pointent vers le haut Oubanghi. Il est à croire que tant d'efforts seront couronnés de succès; l'échec de la mission Crampel est réparable et, selon toutes prévisions, il y aura bien un de ces voyageurs qui obtiendra autre chose que la mort pour récompense et atteindra le but désiré.

L'écrivain distingué, qui voile son nom sous le pseudonyme de Harry Alis, nous donne, dans l'ouvrage dont le titre est en tête de cet article, l'histoire et le tableau complet de cette activité si intéressante. Secrétaire du Comité de l'Afrique française dont relevait l'expédition Crampel, il connaît

à fond la question et l'expose au lecteur dans des pages bien écrites, vibrantes de patriotisme et en même temps claires et judicieusement pensées. La situation de la France dans ces régions lointaines est décrite dans tous ses détails et il n'y a aucun doute qu'après en avoir pris connaissance tous ses compatriotes n'appuient ses conclusions et ne sente qu'il y a là une affaire de vie ou de mort pour la colonisation française dans l'Afrique nord-occidentale. Des digressions, des anecdotes émaillent cette étude qui n'a rien de rébarbatif, au contraire, et qui montre le prix que, dans les sphères éclairées de la population française, on attache à ces questions coloniales, malheureusement si longtemps négligées.

E. Chaudoin. TROIS MOIS DE CAPTIVITÉ AU DAHOMEY. Paris (Hachette et C^{ie}), 1891, in-16, 410 p., ill., fr. 3.50. — Les événements récents qui ont eu lieu au Dahomey sont encore dans toutes les mémoires. M. Chaudoin, agent d'une des grandes maisons de commerce de Marseille, raconte ce qu'il a vu et en particulier sa captivité, ses marches à travers le Dahomey, ses entrevues avec les grands chefs et le roi lui-même. Ce n'est pas un récit complet, diplomatique et historique des faits qui ont motivé le traité conclu entre le royaume nègre et la France, mais plutôt la simple relation de son séjour dans la factorerie française et des faits auxquels il a été directement mêlé. L'aventure est intéressante, quelquefois même palpitante, bien qu'elle se termine mieux qu'on ne pouvait l'espérer au début. Ce qui plaît le plus dans ce livre, c'est le tableau de l'existence d'un négociant européen sur la côte de Guinée, du mouvement des factoreries et des ports. Enfin l'ouvrage a une portée géographique par le fait qu'une de ses parties est consacrée à une description générale du Dahomey et de sa population, de ses mœurs et de ses usages.

François de Mahy. AUTOUR DE L'ÎLE BOURBON ET DE MADAGASCAR. Paris (Alphonse Lemerre), 1891, in-16, 290 p., 3 fr. 50. — Charmant volume, écrit dans une langue familière et qui n'en est que plus exquise, rempli de curieux détails, d'aimables anecdotes et témoignant d'une connaissance absolue des sujets traités en même temps que d'un sens d'observation des plus rares. L'auteur, un des plus sympathiques députés de la Chambre française, n'a pas voulu faire un exposé didactique des questions de géographie et de politique coloniale qu'éveillent les noms de Bourbon et de Madagascar; il a simplement livré au public des fragments d'une longue correspondance rédigée au cours de ses pérégrinations dans les îles de la mer des Indes. Ce sont, comme il le dit lui-même, de simples causeries écrites au jour le jour, au courant de la plume, à travers les incidents, les fatigues, les distractions, les gênes d'un long voyage. Mais quel

charme pénétrant, quelle douce poésie, offre ce récit coupé, composé pour la famille, et qui nous révèle tout ce qu'il y a de tendresse chez le père et l'époux, et de patriotisme chez l'homme politique. L'existence à bord des paquebots qui parcourent la Méditerranée, la mer Rouge et la mer des Indes, la nature et la population d'Aden, des Seychelles, de Bourbon, de Madagascar, les hautes questions qui se rattachent à la colonisation française dans ces régions, tout cela est décrit d'une manière plus colorée, plus suggestive que tout ce que nous avons lu jusqu'à ce jour. Une fois qu'on a ouvert le volume, on a une peine infinie à s'arracher à la lecture de ces pages débordantes de vie et d'émotion sincère. On part avec le voyageur, on le suit dans son long voyage, et l'on ne s'arrête que lorsqu'il pose de nouveau le pied sur le quai de Marseille.

C. Falkenhorst. SCHWARZE FÜRSTEN. BILDER AUS DER GESCHICHTE DES DUNKLEN WELTTEILS. Erster Teil, Fürsten des Sudan. Leipzig (Ferdinand Hirt et Sohn), 1891, gr 8°, 312 p., illustr., 9 fr. 35 — Ceux qui suivent avec constance le mouvement africain peuvent se rendre compte de la façon rapide dont notre connaissance du continent noir s'étend et se développe à tous les points de vue. A mesure que les explorations se multiplient et se ramifient, des savants européens qui étudient l'Afrique sur les cartes et dans les livres, se donnent la tâche d'en faire connaître d'une manière synthétique la géologie, la flore, la faune, la population, les langues et enfin le développement historique. L'histoire de l'Afrique ! Pourra-t-on jamais la scruter comme on fouille celle de l'Europe et de l'Asie. Il est probable que non, car les documents authentiques manqueront ; mais on arrivera vraisemblablement à en déterminer les grandes phases qui seront rattachées aux faits et aux noms les plus marquants.

M. Falkenhorst nous apporte aujourd'hui un essai de l'histoire de l'Afrique centrale. Son œuvre comprendra trois volumes, le premier relatif au Soudan, le second à la côte orientale et le troisième à la côte occidentale. Jusqu'ici le premier volume a seul paru. C'est un ouvrage solide, pour la rédaction duquel l'auteur a consulté les meilleures sources. La division est claire et méthodique, et le texte, écrit dans un excellent style, se lit facilement. Le récit est suffisamment détaillé pour offrir un grand intérêt par ses vues judicieuses, ses anecdotes, ses digressions, aussi bien que par le fond même de la narration. L'impression est faite en caractères latins, ce qui constitue un avantage pour le lecteur français. Des gravures coupent le texte de distance en distance ; elles sont excellentes comme toutes les illustrations qui sortent de la maison Hirt et Fils.

La méthode suivie est franchement allemande et d'une Allemagne de la

fin du XIX^m siècle. Pour l'auteur, l'histoire de l'Afrique, c'est celle de ses rois ; nous aurions préféré lire celle de ses peuples, de leur culture intellectuelle et morale. Mais nous avouons que, pour le moment, cette œuvre est impossible. Contentons-nous donc aujourd'hui de l'histoire des empires. Le moment viendra sans doute où nous pourrons étudier le développement de la race africaine à travers les âges, avec ses grandeurs et ses décadences.

D^r Wilhelm Sievers. AFRIKA. Leipzig (Bibliographisches Institut), 1891, gr. in-8°, 468 p., 154 illustr., 6 chromolithographies et 12 cartes, 12 mares. — L'Institut bibliographique de Leipzig s'est proposé de publier une *Géographie universelle* embrassant les cinq parties du monde. Le premier volume est consacré à l'Afrique du D^r W. Sievers, professeur à Giessen. L'importance que le continent africain a prise dans la sphère des intérêts européens justifie pleinement l'éditeur, qui a compris qu'aujourd'hui la connaissance du continent mystérieux n'est plus l'affaire de certains savants, mais qu'elle est un besoin pour tous. A mesure que le voile se lève sur l'Afrique, que les intérêts politiques, économiques et humanitaires attirent l'attention d'un nombre de personnes toujours plus considérable, chacun se sent pressé de s'instruire de tout ce qui se rattache à l'Afrique.

L'auteur et l'éditeur ont su, avec un coup d'œil parfaitement juste, choisir, dans tout ce qui a été écrit jusqu'ici sur l'Afrique, ce qui était le plus propre à donner au savant aussi bien qu'à l'homme du monde un tableau fidèle de l'état de nos connaissances sur la géographie africaine. M. Sievers a su le présenter d'une manière, non seulement accessible à tous, mais encore captivante. Il passe successivement en revue : l'histoire des découvertes africaines, le relief du continent, le climat, la flore, la faune, les populations non constituées en États, les États, les colonies européennes, le commerce et les moyens de communication. Des illustrations bien choisies, les portraits des principaux explorateurs anciens et modernes, d'excellentes chromolithographies représentant un marché au Bas-Congo, la baie de Cameroun, etc.; des gravures sur bois : un village des Momboutou, un paysage à Madagascar, etc., permettent au lecteur de se représenter exactement les scènes et les lieux décrits par l'auteur. De nombreuses cartes, parmi lesquelles nous mentionnerons en particulier la carte météorologique, la carte de la répartition des animaux, etc., dressées d'après les documents les plus sûrs, font de cet ouvrage un des meilleurs et des plus utiles que nous connaissons, pour ceux qui tiennent à se faire une idée claire des phénomènes géographiques que présente ce continent naguère encore si peu connu.

BULLETIN MENSUEL (7 mars 1892¹).

Nous avons annoncé, dans notre premier numéro (p. 13), le dessein du gouverneur de l'Algérie de coloniser les bords algériens de la Méditerranée au moyen de villages de pêcheurs français, et l'arrivée à Philippeville de pêcheurs bretons de Douarnenez. Ce mouvement d'immigration tend à s'étendre, grâce au concours prêté à cet effet par la Société de géographie commerciale de Paris, qui a recueilli les fonds nécessaires au voyage de nouvelles familles de Rennes, éprouvées par des sinistres maritimes, et a voulu faciliter à des Français l'exercice de la pêche côtière en **Tunisie**, jusqu'ici presque monopolisée entre les mains des Italiens. Les nouvelles familles bretonnes ont été accompagnées par M. Conseil, membre de la Société, et débarquées dans l'île de Tabarca, où elles ont eu à construire elles-mêmes leurs bateaux de pêche, les hommes choisis pour cet essai connaissant la profession de charpentier. Si les résultats correspondent aux espérances, ce qu'on a tout lieu de croire, dit l'*Indépendant de Constantine*, d'autres familles de pêcheurs de la Bretagne émigreront encore à Tabarca. Depuis 1888, le mouvement de la pêche a pris une rapide expansion dans cette île. Jusqu'en 1887, elle n'était fréquentée que par une cinquantaine de tartanes; dès lors, leur nombre a suivi une progression constante : il était de 184 en 1888, de 232 en 1889 et en 1890 il a atteint 300. Dans son rapport sur la pêche en Algérie et en Tunisie, M. Bouchon-Brandely, inspecteur des pêches maritimes, dit que Tabarca est devenue le Douarnenez ou le Concarneau de la Méditerranée. « Les abords de l'îlot, » dit à ce propos le *Moniteur des Colonies*, « sont amplement peuplés de gros et excellents poissons de roches; les langoustes et les homards y vivent en grand nombre, et peuvent y atteindre le poids énorme de 8 kilos; mais le principal champ d'exploitation est la sardine et l'anchois, qui fréquentent ces parages par bancs innombrables. Ces deux poissons y sont de qualité supérieure; ce sont eux qui, principalement, attirent les nombreux pêcheurs étrangers qui se rendent chaque année à Tabarca. Ces pêcheurs viennent en majeure partie de Sciaccha, de Castellamare et de Gênes, et on estime qu'ils capturent chaque année près de 1200 tonnes de sardines et 1000 tonnes d'anchois. Le mouvement com-

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

mercial qui en résulte était entièrement accaparé par les Italiens; il était donc naturel que nos compatriotes vinssent en prendre leur part, et l'on ne peut qu'applaudir à leur courageuse initiative. »

Une Conférence sanitaire réunie à Venise a discuté les mesures à prendre à l'égard des navires, qui, venant de l'Orient par le **canal de Suez**, risqueraient d'apporter le choléra dans tel ou tel port de l'occident. Sur la proposition des délégués français le système de la désinfection des navires a été substitué à celui des quarantaines, qui n'est plus en rapport avec les données de la science ni avec les exigences du commerce. MM. les D^{rs} Brouardel et Proust ont démontré que la désinfection peut aujourd'hui être pratiquée d'une manière efficace avec une telle rapidité que la navigation n'en éprouverait aucun retard appréciable. Les navires qui traversent le canal ont été classés en trois catégories. Ceux dont l'état sanitaire ne laisse rien à désirer passent purement et simplement. Sont déclarés suspects ceux qui viennent d'un point contaminé, quand même ils n'auraient pas eu de choléra depuis sept jours. Sont déclarés contaminés ceux sur lesquels la maladie existe, ou qui ont eu un cas de choléra depuis le laps de temps indiqué ci-dessus. Les navires suspects devront être désinfectés; on installera à Suez des étuves puissantes et l'opération se fera en quatre ou cinq heures. A la demande des délégués anglais, il a été accordé un régime de faveur au profit des bateaux-poste qui font un service public, à condition que des étuves y soient établies et qu'un médecin nommé par le gouvernement garantisse soit la salubrité du navire, soit la désinfection préalable dont il aura été l'objet. Il a même été entendu que les médecins inspecteurs établis à Suez seraient libres d'accorder certaines facilités à tous les navires qui seraient munis d'étuves et qui auraient à bord un médecin digne de confiance. Quant aux navires contaminés, ils seront naturellement soumis à une désinfection plus complète et à un arrêt plus long. Toutefois, cet arrêt ne pourra pas excéder cinq jours, et le plus souvent il sera moindre. Pour procéder à l'exécution de ces décisions, il a été décidé de créer un grand établissement sanitaire à Suez et de réformer le conseil sanitaire d'Alexandrie. L'établissement de Suez sera dirigé par quatre médecins qui y seront en permanence et qui apprécieront avec une liberté suffisante l'état sanitaire des navires en transit. Ils seront les agents exécutifs du Comité d'Alexandrie, dont les membres ne seront plus qu'au nombre de 17; de neuf, les commissaires égyptiens ont été réduits à quatre.

M. Alfred Ilg, ingénieur du roi Ménélik, fait actuellement un séjour en Suisse, et a ouvert à Zurich, dans la grande salle de la Bourse, une exposition d'objets et de produits abyssiniens. A cette occasion, le *Secolo* a

publié, sur les services rendus par notre compatriote à l'**Abyssinie**, un article, reproduit par la *Tribune*, d'où nous extrayons ce qui suit : M. Ilg arriva en 1879 à la cour de Ménélik, alors roi du Choa, vassal du négous, avec MM. Appenzeller, dessinateur, et Zimmermann, mécanicien, également Suisses. Après avoir appris la langue du pays, ils reçurent du roi l'ordre de construire à Antoto quelques maisons de style européen; mais il ne se trouvait là ni maçons, ni charpentiers, ni tailleurs de pierres. Ils durent se mettre à les tailler eux-mêmes, espérant éveiller dans l'esprit des indigènes le désir d'apprendre le métier. Mais aucun de ceux-ci n'y prit goût. Voyant cela, Ménélik prit lui-même le ciseau en mains et travailla pendant quelques jours avec les Suisses, tant et si bien que peu à peu quelques-uns de ses sujets imitèrent l'exemple royal et devinrent en peu de temps d'habiles tailleurs de pierres et d'excellents maçons. Le roi fut si content des maisons construites par les Suisses qu'il conféra à M. Ilg le titre de ras. Le Choa n'ayant pas de route carrossable, le roi se laissa persuader d'en faire tracer une, après que M. Ilg en eut construit une section de quelques mètres et fabriqué un char qu'il chargea lourdement pour faire comprendre à Ménélik les avantages de ce mode de locomotion sur une route bien faite. Mais les chevaux attelés au char s'épouvantèrent au bruit des roues, prirent le mors aux dents et fracassèrent tout. Sans perdre courage, M. Ilg construisit un nouveau chariot et peu à peu il réussit à dompter les chevaux et à les habituer à tirer convenablement. Voyant le véhicule avancer facilement et l'expérience réussir, le roi fut convaincu de l'utilité de bonnes routes et ordonna d'en construire un réseau tout entier. Il faudrait aussi des ponts, lui dit M. Ilg, quand ce ne serait que pour vous mettre en communication constante avec votre nouvelle province des Gallas, séparée de l'Abyssinie par une rivière que la saison des pluies fait régulièrement enfler de manière à rendre alors impraticable tout passage à gué. Faites-moi un modèle de ce que vous appelez un pont, répondit Ménélik. Le même jour, M. Appenzeller lui présenta le plan demandé. Le roi le trouva de son goût et en ordonna l'exécution. Les difficultés furent très grandes; il fallut, entre autres, transporter des troncs d'arbres d'une distance de 15 kilom. par une chaleur de 45°. Le pont terminé, le roi et ses sujets ne se risquèrent à le passer que quand les entrepreneurs suisses eurent donné la preuve de sa solidité en le chargeant de lourds fardeaux. Grande fut la joie de Ménélik qui eut, désormais, une confiance inébranlable en ses trois ingénieurs. M. Ilg devint son confident intime, et il l'est resté jusqu'à ce jour. Les Suisses lui construisirent encore un haut fourneau pour fondre le fer, un moulin, des fours à pain, etc., etc.

De temps à autre, le roi envoie l'un d'eux en Europe pour y faire différents achats. Ces modestes pionniers de la civilisation rendent service aussi bien au commerce européen qu'à l'Abyssinie, qui trouve en eux de véritables bienfaiteurs.

Les revers que les expéditions allemandes ont récemment éprouvés dans l'**Afrique orientale** ne découragent pas les explorateurs. Grâce aux sommes d'argent fournies par la loterie anti-esclavagiste, ils peuvent concourir, avec les Anglais, à qui s'établira le premier sur les rives du Victoria-Nyanza. Tandis que le capitaine Lugard organise l'Ou-Ganda pour le compte de l'Imperial British East African Company, et que le capitaine Mac Donald fait les études préliminaires de la ligne de chemin de fer qui reliera Mombas à l'extrémité N.-E. du lac, les Allemands s'occupent de deux voies ferrées et de quatre expéditions destinées au lac Victoria. Une concession a été accordée pour un chemin de fer qui, partant de Tanga, se dirigera vers l'intérieur; un autre projet consisterait à réunir par une ligne ferrée Dar-es-Salaam à Bagamoyo, les deux capitales de la colonie. Deux expéditions scientifiques sont prêtes à partir; l'une, confiée au Dr Baumann qui a fait partie de celle du Dr Lenz, doit s'efforcer de pacifier les Masai qui interceptent les chemins des caravanes entre le Kilimandjaro et le Victoria-Nyanza; s'il réussit dans sa mission, il établira une route carrossable pour les travaux de laquelle il a l'argent nécessaire. Une seconde expédition a pour chef M. Oscar Borchert, chargé de reconnaître les rives du lac, d'y faire des sondages, d'y établir une station avec les appointements et même les docks nécessaires en vue du steamer qui doit être transporté par le major de Wissmann. C'est à celui-ci qu'est réservé l'honneur d'avoir à lancer le steamer sur le lac; c'est lui qui a eu l'idée du vapeur, qui a réuni les premiers fonds pour sa construction, qui avait déjà préparé les chantiers sur la côte, lorsque le décret du sultan de Zanzibar interdisant à ses sujets d'émigrer vint tout arrêter. Son voyage au Caire avait pour but de recruter des Soudanais comme porteurs. En attendant que son retour à la santé lui permette de reprendre ses travaux, une avant-garde, commandée par M. Hochstetter, le précédera jusque vers le Victoria-Nyanza pour lui frayer la route.

Le *Deutsches Kolonialblatt* a publié des instructions données par M. de Soden, gouverneur de la colonie allemande de l'Afrique orientale, à plusieurs des officiers actuellement en mission, au lieutenant Hermann qui s'en va à **Boukoba**, sur la rive méridionale du Victoria-Nyanza, et au Dr Schwesinger qui résidera à **Tabora**, au centre de la colonie. L'esprit qui anime ces instructions semble indiquer qu'à la phase militaire par

laquelle s'est ouverte la prise de possession des territoires de cette région va succéder un développement économique fécond en résultats favorables à la civilisation. A l'un et à l'autre officier, M. de Soden recommande l'action diplomatique, la patience, le respect des coutumes indigènes de préférence à la rudesse et à la violence; il insiste sur la nécessité de ne toucher qu'avec une prudence extrême aux questions brûlantes, puisque, en cas de dissentiment, la petite troupe ne pourra être renforcée.

Mgr Hirth, vicaire apostolique du **Victoria Nyanza**, a transmis aux *Annales de la Propagation de la Foi* des informations sur l'activité déployée par les troupes du capitaine Lugard au nord du lac. Avec un petit nombre de Soudanais et de gens de la côte, l'officier anglais voulut marcher sur l'Ou-Nyoro, précédé de l'armée de Mwanga, roi de l'Ou-Ganda. Celle-ci, forte de 20 à 25,000 hommes, dont 7 à 8000 armés de fusils, rencontra, dans l'Ou-Nyoro, l'armée musulmane qui ne comptait plus guère que 4000 combattants et qui était appuyée par 3000 Ba-Nyoro de Kabrégá. Il n'y eut qu'un commencement de combat où l'ennemi perdit environ 200 hommes. Voyant que la lutte était trop inégale, Musulmans et Ba-Nyoro se dispersèrent et disparurent dans les broussailles. Il ne pouvait être question de poursuivre l'ennemi dans le pays de Kabrégá. L'armée de Mwanga y aurait péri de faim; ce roi est insaisissable et laisse toujours le désert derrière lui. Le campement et la nouvelle capitale des musulmans furent rasés; les officiers anglais entrèrent en pourparlers avec les Arabes auxquels ils proposèrent de les cantonner à l'ouest du lac Albert-Édouard. Sera-t-il possible de transporter là-bas cette troupe de 10,000 personnes, y compris les femmes et les enfants?

Un ami d'**Émin-pacha**, M. Finsch, qui a voyagé pendant quelque temps avec lui en Afrique, a reçu de lui, à Berlin, un paquet de lettres arrivées à Zanzibar *via* Mombas. Dans une de ces missives datée de Mswa, sur la rive occidentale de l'Albert-Nyanza, Emin présente la situation dans laquelle se trouve l'Ou-Nyoro et l'Ou-Ganda comme très mauvaise par suite de conflits perpétuels entre le parti musulman et les chrétiens indigènes d'ailleurs divisés entre eux. Avant son arrivée, la région qui s'étend entre les monts Gordon Bennett et Rouwenzori avait été ravagée par les chasseurs d'esclaves. Pendant six jours, Emin avait suivi la piste d'un de ces féroces chefs arabes, Omar-ben-Challid, et n'avait pas rencontré moins de 51 cadavres, dont 39 avaient le crâne brisé. « Si j'étais seulement arrivé huit jours plus tôt, » écrit-il, « ma bonne troupe aurait réussi à prévenir ces atrocités ou à en châtier les auteurs. » Plus loin, il trouva 23 indigènes, hommes et femmes, qui étaient sur le point de mourir d'inanition. Ils lui

déclarèrent avoir fait partie d'une troupe de 1200 indigènes capturés par les Arabes, enchaînés et conduits comme esclaves vers Mengo. Ils avaient réussi à s'échapper et erraient çà et là, mourants de faim et de soif. Dans une autre lettre, datée de Kibiro, sur la rive orientale de l'Albert-Nyanza, Émin raconte qu'un tremblement de terre s'est produit dans la matinée du 11 avril, à la grande terreur des indigènes, qui, à chaque secousse, poussaient les cris les plus violents. Il constate que la question du sel ¹ avait provoqué des conflits graves entre les populations de l'Ou-Ganda et de l'Ou-Nyoro. Les indigènes avaient eu recours aux armes pour vider leur différend. Au moment où Émin écrivait, la guerre venait de prendre fin.

D'autre part, la *Vossische Zeitung* a reçu une communication de Zanzibar portant qu'Émin n'est pas à Wadelai, comme le bruit en avait couru. Après avoir dû livrer plusieurs combats aux indigènes de l'Ou-Nyoro, excités contre lui par le capitaine Lugard, il serait arrivé à Magungo à l'extrémité N.-E. de l'Albert-Nyanza. Là, il aurait été rejoint par plusieurs centaines de ses anciens soldats; ceux-ci, après avoir fusillé leurs officiers, qui voulaient les empêcher d'aller à sa rencontre, l'avaient reçu avec toutes sortes de manifestations de joie, et dans leur bonheur de le revoir, ils se jetaient sur lui et lui arrachaient presque ses vêtements dans leurs efforts pour l'embrasser.

D'après l'*Indépendance belge*, M. Gustave Sierich, vice-consul de Belgique à Shangai, est en ce moment à Bruxelles, pour y prendre des instructions au sujet de l'enrôlement d'ouvriers chinois pour le tracé de la ligne du **chemin de fer du Congo**. On a, paraît-il, reconnu qu'il faut en appeler aux terrassiers de la Chine pour hâter les travaux. On enrôlerait des Chinois du centre de l'empire, très résistants à la besogne, comme on a pu le constater lors de la construction des chemins de fer du Pacifique et de Panama. Les différentes clauses des engagements sont déjà arrêtées. Les ouvriers chinois seraient enrôlés pour un terme à fixer. Ils recevraient un salaire de 2 fr. par jour et seraient en outre nourris aux frais de la Compagnie. Les ouvriers chinois veulent, paraît-il, imposer comme condition de leur engagement, qu'ils soient rapatriés morts ou vivants dans leur pays. Plusieurs interprètes, Malais, Anglais et Français, accompagneraient au Congo les escouades d'ouvriers chinois.

Le *Journal officiel* a donné des renseignements sur la mission que

¹ Nos lecteurs se rappellent que lors de son exploration du lac Albert (Voy. VIII^{me} année, p. 237-241), Émin décrivit la région de Kibiro comme un des centres de la production du sel dans cette partie de l'Afrique.

M. de Brazza dirige actuellement dans la **Sangha**. Il s'agit de préparer les voies aux explorations ultérieures vers le Nord. Le retour d'une expédition française dans ces régions ne doit pas, dans la pensée de M. de Brazza, prendre le caractère d'une expédition contre les populations qui ont attaqué M. Fourneau. Il doit, au contraire, avoir dès le début, aux yeux des indigènes, pour objectif, l'établissement de relations commerciales entre les maisons de commerce nouvellement établies et les chefs qui ont bien accueilli M. Fourneau. M. de Brazza attache la plus grande importance à ce que la nouvelle s'en répande avec ce caractère, et qu'elle fasse connaître au loin, dans l'esprit des indigènes, la portée d'un traité et la protection inhérente à la remise du pavillon français. Cette manière de faire facilitera la réalisation du but qu'il poursuit tout d'abord, c'est-à-dire d'entrer en relations avec les chefs Djambala et Moutou, qui paraissent se trouver enclavés au milieu de populations qui se sont montrées hostiles à la mission Fourneau. Elle préparera les voies à l'action ultérieure de la France dans ces contrées limitrophes des possessions allemandes. Elle peut aussi augmenter l'importance des chefs amis, en provoquant autour d'eux un groupement des populations hésitantes et leur éloignement des chefs compromis dans l'attaque de M. Fourneau.

Pendant cette action préliminaire qui doit être exercée avec un personnel restreint, la région des rapides de Bania sera reconnue afin de s'assurer de la possibilité du passage, ou du halage en amont des rapides, du *Courbet*, le vapeur à marche accélérée qui sert à la mission. Les groupes de villages amis, voisins de la région où M. Fourneau a rencontré les premières hostilités, seront visités avec soin en vue d'assurer les bonnes dispositions des indigènes et leur concours pour le ravitaillement du personnel qu'il y aura lieu de concentrer ultérieurement sur ce point.

Un personnel plus nombreux, qui ne dépassera pas le chiffre de 80 miliciens, sera concentré en aval, à Ouessou, sous les ordres du capitaine Decœur, et se trouvera prêt à intervenir au besoin, au moment où sa présence n'aura plus les inconvénients qu'elle aurait présentés au début. La ligne de conduite ultérieure de l'expédition dépendra de la situation qu'elle aura pu acquérir : s'il lui est nécessaire d'affirmer son autorité par l'effet moral d'un châtement infligé aux indigènes les plus coupables dans l'attaque de la mission Fourneau, cette action militaire sera dirigée par le capitaine Decœur, et sera localisée autant que possible. Dans le cas contraire, il lui sera facile de les amener pacifiquement à une soumission qui offrira plus de garanties pour l'avenir. Le poste d'Ouessou, qui n'a pu encore être déplacé faute de personnel et par suite de l'état de santé de M. Decressac-Villagrand, sera transporté au pied des rapides de Bania ; il portera le nom de Sangha.

Aussitôt que possible, un nouveau poste sera fondé en amont des rapides, à environ 40 kilomètres plus loin ; et, dès que la sécurité des communications sera assurée dans le bief de la rivière situé en amont, le centre des opérations sera reporté encore plus au Nord. L'expansion française de ce côté se fera avec prudence ; le pays sera reconnu, au préalable, par des explorations successives de peu de durée et appuyées sur une base d'opération qui sera elle-même reportée de plus en plus vers le Nord, à mesure que la sécurité des communications sera assurée, de manière à pouvoir ravitailler constamment ces postes avancés par la station de Sangha, située en aval, par 4°20' latitude Nord. C'est là que seront concentrés ultérieurement le matériel et le personnel d'auxiliaires indigènes qu'on enverra aux postes avancés au fur et à mesure des besoins. Le poste avancé pourra être reporté facilement vers le 7^{me} degré de latitude Nord, si, comme on le pense, le *Courbet* peut être halé en amont des rapides de Bania. M. de Brazza espère que c'est de ce poste avancé que pourront partir les prochaines expéditions au Nord-Est, vers le bassin du Chari, et au Nord vers le lac Tchad.

Dès à présent, et si les circonstances s'y prêtent, il fera faire des reconnaissances préliminaires dans ces deux directions par quelques Sénégalais détachés, dont la présence préparera l'entrée en relations avec les indigènes, et il compte que les explorations ultérieures seront facilitées ainsi par la bonne renommée qui aura eu le temps de les précéder. M. Fourneau et M. Fondère lui paraissent naturellement désignés pour les diriger.

Pour compléter ces renseignements, et en vue de présenter sous son vrai jour la mission de M. de Brazza, le lieutenant gouverneur du Congo, avisé par le dernier courrier des indications inexactes parues dans la presse, a fait connaître par télégraphe la composition exacte de l'effectif envoyé sur la Sangha. Ce personnel comprend : 18 miliciens, 32 porteurs et 2 interprètes à la disposition de M. de Brazza, 17 miliciens à la disposition du capitaine Decœur, enfin 63 miliciens et 13 tirailleurs conduits par M. Communeau, pour relever le personnel libérable et occuper les nouveaux postes. Quant au personnel européen, il comprend MM. Blot, secrétaire de M. de Brazza, Gouzon et Frédon.

L'administration des colonies a reçu de la mission **Dybowski** des nouvelles venant du poste français de Bangui, sur l'**Oubanghi**, et remontant au 27 décembre dernier. M. Dybowski, parti de Brazzaville vers le 20 septembre dernier, était arrivé à Bangui le 6 octobre. Après avoir rallié les détachements commandés par MM. Brunache et Nebout, il se trouvait avoir avec lui 9 blancs, 70 tirailleurs sénégalais et 160 porteurs. Son projet était de remonter, avec tous ses Européens et ses Sénégalais, droit sur le

Nord, vers El-Kouti. D'après un télégramme de Libreville, M. Dybowski serait parvenu dans la région où Crampel a été tué. La mort de l'explorateur ne ferait maintenant plus de doute. On a retrouvé un certain nombre de ses effets personnels, ses notes de voyage, et, sur la désignation de laplots de son escorte qui ont également été rejoints, on a pu saisir un des meurtriers qui a été exécuté. En rapatriant les laplots de la mission Crampel, on a ramené à Bangui les restes de l'ingénieur Lauzière, qui accompagnait Crampel. Des traités ont été signés sur la route qui se trouve ouverte jusqu'à El-Kouti. Le personnel de la mission est en bonne santé. Un de ses membres, M. Nebout, qui commandait l'arrière-garde de la mission Crampel, revient en France porteur de documents sur l'exploration. M. Dybowski dit avoir traversé un pays beau et fertile.

D'après des renseignements complémentaires au sujet de cette mission, M. l'administrateur Largeau, placé sous les ordres de M. Dolisie, administrera la région qui sert de base d'opération à M. Dybowski. Il a ordre de se tenir à sa disposition et de se conformer aux instructions qu'il recevra de lui. Un renfort de 15 miliciens sénégalais sera envoyé à Bangui, si les renforts nécessaires à la mission ne lui étaient pas envoyés d'Europe. En tout cas, les instructions données à M. Largeau lui prescrivent d'une manière formelle d'employer tout son personnel à seconder la mission Dybowski et d'assurer, autant que cela sera possible, les communications entre l'Oubanghi et sa base d'opération. Deux agents européens et 17 miliciens pahouins ont déjà été mis à la disposition de M. Dybowski, à son départ pour El-Kouti, ainsi que 33 porteurs. A son retour à l'Oubanghi, il trouvera, en outre, 57 porteurs wahi-boys (de la côte de Libéria) qui lui ont été procurés. L'agent en chef de la maison hollandaise, M. Greshoff, expédie, en plus, deux de ses agents européens, dont la mission est de seconder M. Dybowski et de préparer les voies à des établissements commerciaux. Dans le Haut-Oubanghi, en amont de Yacoma, une expédition sera dirigée par M. **Liotard**, pharmacien de la marine, qui aura pour base d'opération le poste des Abiras, situé sur la rive droite de l'Oubanghi, en amont de l'embouchure du Kengo-N'Bomou. Les instructions de M. Liotard lui prescrivent de reconnaître la région au Nord et à l'Est, par les voies qui lui paraîtront les plus faciles. Le personnel de la station des Abiras et de la mission Liotard sera de 45 Sénégalais, sans compter les auxiliaires indigènes.

Ajoutons que la mission **Maistre**, envoyée par le comité de l'Afrique française pour soutenir la mission Dybowski, est arrivée dans de bonnes conditions à Libreville. Elle a continué sa route sur Loango.

Le sous-secrétariat des colonies a reçu des nouvelles de la mission du capitaine Ménard, parti de France au mois de septembre 1890, pour explorer la boucle du **Niger** et faire, à peu près en sens inverse, le voyage du capitaine Binger. Il a pénétré dans le Soudan par Grand-Bassam et a remonté la vallée de la Comoé, afin de se rendre à Kong, pour offrir aux chefs de cet important centre commercial les cadeaux que le gouvernement français leur avait destinés. L'accueil des chefs a été très cordial. Les conventions déjà élaborées par le capitaine Binger ont été confirmées, et, après ce séjour de plusieurs mois dans la région de Kong, il est parti pour rejoindre le Sénégal, mais, par un itinéraire beaucoup plus au sud que celui du capitaine Binger. Il explore en ce moment toute la région complètement inconnue qui s'étend de la côte jusqu'au 10° de latitude. D'après la dépêche de Bammakou, la mission se trouvait, le 2 décembre, à Sakhala, point qui, d'après la carte de Binger, se trouverait un peu au nord du 7° de latitude, à 250 kilomètres au nord de Grand-Lahou. M. Ménard avait l'intention de traverser le pays d'Ouourodougou et de gagner Mousardou, village important visité par Anderson en 1868. Cette région produit en grande quantité la noix de kola, qui fait l'objet d'un très grand commerce dans toute la boucle du Niger, où le kola remplit en quelque sorte l'office du thé et du café dans les pays civilisés. De Mousardou, le capitaine Ménard devait traverser les États de Samory et gagner les postes français du Niger. Dans l'état où se trouve la vallée du haut Niger par suite de la campagne du lieutenant-colonel Humbert contre Samory, il est probable que l'explorateur français passera plus au sud, pour gagner Sierra-Leone ou Liberia, à moins qu'il ne puisse rejoindre le Sénégal en traversant les États de Tiéba.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

La Compagnie du chemin de fer Bône-Guelma a obtenu la concession de deux nouvelles lignes, l'une de Djedeïda sur la ligne de la Medjerda à Bizerte en passant par Mateur, centre déjà important et plein d'avenir; l'autre d'Hamman-el-Lif, déjà relié à Tunis, au littoral Est-méditerranéen vers Hammamed et Naboul. Il est aussi question d'une ligne de Sousse à Kairouan, pour remplacer le chemin de fer Decauville construit par le département de la guerre, et d'une ligne de Tunis à Sousse et Kairouan par Zaghouan.

Le nouveau khédive, Abbas-Pacha, a inauguré son gouvernement en annonçant à l'Égypte, comme don de joyeux avènement, la suppression de la taxe spéciale établie pour l'abolition de la corvée, l'abolition de l'impôt des patentes, enfin la diminution de 50 % du prix du sel, objet d'un monopole au profit de l'État.

Après de longues négociations à propos de la délimitation de la frontière orientale de l'Égypte, le sultan a renoncé à la revendication du territoire s'étendant d'El-Arisch à Suez, et consenti à ce que la frontière égyptienne s'étendit d'El-Arisch jusqu'à Akaba. D'autre part, le gouvernement égyptien a reconnu à la Turquie la région qui s'étend d'Akaba à Wedj, qui jusqu'ici avait été égyptienne.

L'égyptologue Brugsch-pacha se prépare à faire un nouveau voyage dans les déserts de Lybie, où il compte faire une ample collection de papyrus. Sa dernière expédition lui en avait fait rapporter trois mille.

Le *Daily Graphic* a publié, sur le système d'irrigation de l'Égypte, une lettre de sir Samuel Baker, de laquelle nous ne croyons devoir relever que le paragraphe suivant : Des plans sont dressés et l'on n'attend plus, pour commencer les travaux, que la sanction diplomatique de la continuation de l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre. Cette occupation sera sans doute assurée par un traité spécial avec le sultan, traité qui entraînera la confiance du sultan dans l'intégrité de l'administration britannique en Égypte, et la garantie des prérogatives de la Porte sur cette portion de l'empire ottoman.

M. Ellesseisew, explorateur russe, est parti pour un voyage d'études ethnographiques et anthropologiques en Abyssinie.

L'explorateur J.-A. Grant qui, de 1860 à 1863, en compagnie de Speke, découvrit que le Victoria-Nyanza était un des grands réservoirs du Nil, est mort dans le comté de Nairn, en Écosse, où il remplissait les fonctions de juge de paix. En 1868, il avait été placé à la tête de la section scientifique de l'expédition en Abyssinie organisée sous le commandement de lord Napier, contre Théodoros.

Une dépêche de Saint-Petersbourg a annoncé la mort de W. Junker, qui venait à peine de terminer la publication des trois volumes dans lesquels il a exposé les résultats de ses explorations dans le bassin du Nil, et chez les Niams-Niams et les Momboutou.

Le *Standard* croit savoir qu'une expédition s'organise à Vienne pour chercher à délivrer les Autrichiens qui sont encore prisonniers du mahdi. Elle partirait au mois de mars, sous la direction du lieutenant Varges, venu récemment de l'Inde en Autriche, à cheval, en moins de cent jours. Il se propose de se rendre de Massaouah à Omdurman par Kassala. Un journal égyptien a annoncé que sir Francis Grenfel, chef de l'armée égyptienne, qui doit aller inspecter les troupes campées dans la haute Égypte, aurait l'intention de préparer une expédition du même genre.

Le consul général britannique à Zanzibar a déclaré, le 1^{er} février, ce port libre excepté en ce qui concerne les armes et les munitions. Les droits subsisteront sur les spiritueux de plus de 50 degrés.

Le capitaine Nelson, un des lieutenants de la dernière expédition de Stanley, est entré au service de l'Imperial East British African Company. Il est déjà en route pour l'Ou-Ganda.

Une dépêche de Zanzibar annonce que le premier numéro d'un journal intitulé la *Gazette* a paru dans cette île. Ce serait le premier journal de l'Afrique orientale.

D'après la *Kölnische Zeitung*, le P. Schynze, qui avait accompagné, il y a deux

ans, jusqu'à la côte, Emin-Pacha, ramené par Stanley des provinces équatoriales, et qui était retourné dans l'intérieur, est mort à Boukoubi, station des missions romaines située sur la rive méridionale du lac Victoria.

On mande de Vienne qu'il s'est formé dans cette ville une association pour l'établissement d'une colonie dans la région du Kénia, dans la sphère d'influence anglaise. Le principe de l'association serait la propriété en commun. Un millier de personnes se sont associées pour la réalisation de ce plan; elles espèrent trouver en Angleterre des partisans de leur idée. Le nom de la colonie serait Freeland (Terre libre), d'après le titre du livre publié par le Dr Hertzka, qui proposait la formation d'un État idéal où chacun jouirait d'une pleine liberté, vivrait du fruit de son travail individuel, et où toute propriété réelle serait en commun.

Le *Hanoversche Courier* a reçu du Kilimandjaro la nouvelle que le Dr Carl Peters, qui explore cette région, a découvert entre cette montagne et le volcan Don-jongai d'importants dépôts de salpêtre, ainsi que des sources contenant des acides.

M. Antonio Ennes, haut commissaire du Portugal dans l'Afrique orientale, qui était ministre des colonies lors des négociations avec l'Angleterre, est parti pour Londres en mission officielle auprès du gouvernement de Saint-James, pour arriver à un accord au sujet de la navigation sur le Zambèze.

M. Th. Bent, l'archéologue anglais qui a exploré les ruines de Zimbabwe dans le Ma-Shonaland, en a découvert du même genre sur les rives de la Sabi, et croit pouvoir se rendre compte du culte et des coutumes des anciens chercheurs d'or.

Une épidémie ayant éclaté pendant une traversée sur le steamer *Akassa*, M. van Eetvelde, secrétaire-d'État du département de l'intérieur du Congo, a visité ce navire pour voir s'il présentait des garanties suffisantes au point de vue hygiénique. Il a constaté que les installations sont bonnes, mais que l'on a eu tort d'embarquer à Matadi nombre de passagers noirs, très malades, revenant à Sierra-Leone. Aussi le gouvernement de l'État du Congo a-t-il l'intention d'instituer à Matadi une commission pour empêcher l'embarquement des nègres dont l'état de santé donnerait des inquiétudes. Le projet du gouvernement porterait également sur le développement du service médical au Congo même.

Comme indice de la transformation qui se produit dans l'opinion en Europe en faveur des nègres, nous citons le fait qu'à Berlin ont été faites récemment des funérailles splendides à un nègre de la région de Petit-Popo, amené en Europe par le Dr Henrici et qui était devenu le favori de la famille de l'explorateur. Il s'appelait Eque-Salomon-James Garber. Quatre cents personnes ont assisté à ses obsèques, et la Société d'exploration en Afrique avait envoyé une magnifique couronne de fleurs avec l'inscription : A son bien-aimé, la Société Nachtigal.

Le courrier du Congo a apporté des nouvelles très satisfaisantes des postes établis sur les bords de l'Arououimi. Le lieutenant Schaltin, qui occupe une des stations, écrit que les indigènes qui l'an dernier ont été inquiétés par les Arabes, se sont complètement ralliés à l'État indépendant. Les populations se sont groupées autour des camps, et dans le cas où les Arabes, qui ont été refoulés, apparaîtraient de nouveau, il n'est pas douteux qu'elles ne se joignent aux troupes congolaises.

Le mouvement des transports pour Léopoldville effectués par la route des caravanes s'est sensiblement développé dans le dernier tiers de l'année passée. L'on a constaté que le nombre des porteurs dont on s'est servi s'est accru d'un millier chaque mois.

D'après la *Revue de l'Afrique*, le ministère de l'instruction publique de France a chargé M. Hesse, ancien officier du corps de santé de la marine, d'une mission scientifique dans le bassin du Congo. Il aura pour compagnon M. le duc d'Uzès, avec lequel il se propose de traverser l'Afrique par le Congo et les Stanley-Falls, pour aboutir à Zanzibar ou à un autre point de la côte orientale.

On écrit de Libreville à la *Politique coloniale* que deux délégués de la maison Visse et Narvy, de la Haye, arrivés au Gabon, se sont rendus à Loango, avec mission d'obtenir des concessions dans la région du Quillou-Niari, afin d'y établir des plantations de café.

Un droit de péage de 2 francs par 30 kilog. a été établi pour l'usage de la route de Loango à Brazzaville; en outre, chaque convoi de vingt-cinq porteurs est soumis à un droit fixe de 25 francs par an.

L'administration française du Sénégal a passé une convention avec une maison de Bordeaux pour l'organisation du service régulier de la navigation à vapeur sur le Sénégal entre Saint-Louis et Kayes. Un tarif maximum pour le fret des marchandises et des passagers garantit les intérêts du commerce.

A la demande du gouvernement anglais, le sultan du Maroc a fait commencer les travaux du sémaphore concédé au Lloyd britannique, au cap Spartel.

Dans la séance du 15 février du Comité consultatif d'hygiène, on a signalé au Maroc de nombreux cas de variole. Les Arabes résistent à la vaccination. Quelques-uns ayant voulu imiter les médecins européens ont essayé de mettre en pratique un autre genre de vaccine. Ils se sont servis de pus de la variole au lieu de vaccin et le nombre des malades a augmenté. L'épidémie épargnait les Européens.

Le ministère portugais des travaux publics a signé le 11 février un contrat avec la Compagnie de la construction des télégraphes pour la pose d'un câble entre Lisbonne et les îles Saint-Michel, Fayal, Pico, Saint-Georges et Terceira dans l'archipel des Açores. La pose doit être terminée dans l'espace d'une année.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Le numéro du 1^{er} décembre du *Deutsches Kolonialblatt* a publié, sur la traite des noirs, du lieutenant Sigl, qui occupe la station de **Tabora**, un rapport au gouverneur impérial allemand, d'où nous extrayons ce qui suit : Tous les Arabes et Wa-Ngouana ainsi que les sultans Wa-Nyamouési et leurs gens, en un mot, tous les hommes « libres » dans le district d'Ou-Nyamouési, sont des trafiquants d'esclaves ou des agents directs ou indirects de la traite. Tabora en particulier, avec les nombreux tombé et maisons

arabes et wa-ngouana dispersés tout autour, ainsi que tous les villages du sultan de l'Ou-Nyanyembé, forme le camp central, le lieu de rassemblement, non seulement pour le commerce de l'ivoire, mais tout spécialement pour le trafic des esclaves. Les tombé fermés, construits comme des forteresses, sont les prisons; les Wa-Ngouana, les anciens esclaves et leurs femmes sont les geôliers, et pour la plupart sont bien payés par les esclavagistes, ils ont une part dans les bénéfices, ou bien ils s'en procurent une subrepticement; en outre, ils mènent la vie la plus dissolue, la plus immorale, qui, à elle seule, suffit pour faire de ces brutes les instruments les plus sûrs des esclavagistes. Les esclaves nouvellement amenés, surtout les femmes, prennent bien vite goût aux orgies de ces tombé; et, en très peu de temps, la plus grande partie de ces créatures sont assez préparées pour pouvoir être transportées à la côte, c'est-à-dire pour être conduites à la côte sans chaînes, sous le titre de porteurs, d'esclaves domestiques, et cela d'autant plus que jusque-là elles n'ont connu l'esclavage que sous son côté le moins repoussant. Peu de travail, nourriture abondante, fréquents changements de maris et de femmes, quelques guenilles bigarrées, désordre et saleté dans les maisons arabes, tout cela a beaucoup plus d'attraits pour les esclaves que le travail libre régulier, salarié, et l'obligation de s'entretenir eux-mêmes, au service de l'Européen.

En outre, les Arabes et leurs gens racontent aux pauvres esclaves les légendes les plus horribles sur les Européens et leur administration; aussi la plupart des esclaves ne veulent-ils pas être délivrés par ces derniers, et préfèrent-ils dissimuler tous les procédés odieux des négriers.

L'extension énorme prise par la traite, la dissimulation, l'impudence et le raffinement qui y sont apportés, rendent extrêmement difficile la tâche de ceux qui sont chargés de la combattre. Il ne suffit pas de pendre quelques-uns des esclavagistes, ce qui ne produirait qu'une irritation universelle; l'occupation des places les plus importantes de l'intérieur coûterait des combats difficiles et sanglants. M. Sigl n'a employé jusqu'ici que des punitions corporelles, la mise aux fers, l'expulsion de Tabora, la libération de certains esclaves, encore n'a-t-il usé de ces moyens que dans des cas extrêmement graves et avec la plus grande prudence. Si l'on voulait pendre tous les trafiquants d'esclaves de Tabora, il n'y resterait pas une âme en vie. Aussi longtemps que des Arabes, des Wa-Ngouana et des hommes contaminés par la civilisation corrompue des Arabes pratiqueront la traite, et que la polygamie et l'esclavage domestique devront être tolérés, la traite y subsistera. Quand les Arabes, dans leurs plaintes contre Emin-pacha, demandent s'il n'y a plus place pour eux dans le pays, ils ne posent cette

question que parce qu'ils sentent très bien que c'est pour eux une chose impossible de se plier aux lois des Européens en ce qui concerne la question de l'esclavage. Il y a là une question sous entendue : le gouvernement ne serait-il point disposé à fermer éventuellement les yeux ? Si non, alors ils en viendront dans le Manyéma à une lutte désespérée ; là-bas les Arabes comptent pouvoir l'emporter sur les Européens.

Si l'on veut se débarrasser de cette engeance dans la partie septentrionale des territoires du protectorat allemand, c'est à Tabora qu'il faudra s'attaquer. C'est de là que les esclaves sont conduits dans le pays situé en arrière de la côte orientale entre Pangani et Dar-es-Salaam, tout spécialement entre Saadani et Bagamoyo, dans l'Ou-Sigoua et le Ngourou et de là, par les Wa-Ngouana, dans les petits ports non occupés pour y être embarqués clandestinement. Quand l'esclave est arrivé à son lieu de destination, alors seulement l'Arabe prend possession de lui ; jusque là, aujourd'hui, l'Arabe riche se tient à l'écart de ce genre de trafic. Malheureusement les Wa-Nyamouési sont les principaux fournisseurs depuis qu'il ne paraît plus prudent aux Arabes d'organiser des chasses aux esclaves dans les territoires allemands. Les guerres des Wa-Nyamouési n'étaient pas autre chose que des razzias d'esclaves faites par des indigènes dans leur propre pays. Quand l'occupation du pays ne permettra plus ces guerres, les sultans en viendront à vendre leurs sujets, même leurs enfants.

En terminant son rapport, M. Sigl fait remarquer que l'emploi actuel de la force armée, dans l'arrière pays allemand, pourrait compromettre l'occupation des stations à l'intérieur, et n'amènerait que des combats terribles suivis de grands sacrifices de vies d'hommes et d'argent. Aussi recommande-t-il que les expéditions s'abstiennent de tout acte violent jusqu'à ce que l'occupation des places soit terminée. Alors le succès sera possible ; en ajournant à ce moment-là l'emploi de la force, on prévendra une interruption du commerce et du développement de la civilisation, ainsi qu'une coûteuse fusillade dans les forêts, qui ne mènerait à rien.

Le gouverneur impérial fait suivre le rapport de M. Sigl des observations suivantes : « La principale difficulté que présente la libération des esclaves provient de ce qu'ils ne veulent pas être délivrés, parce que le noir, comme esclave, se sent, chez son semblable, encore dix fois mieux que comme travailleur libre chez des blancs ; chez le premier, on exige de lui peu de travail, et il est peu puni, quoiqu'il le soit peut-être alors d'une manière barbare ; tandis que l'Européen est très exigeant, et ne cesse de le pousser, de l'injurier et de le tourner en ridicule.

« Je suis moralement convaincu, » écrit le gouverneur, « que parmi les

caravanes qui viennent à la côte, un grand nombre des porteurs sont esclaves; mais on ne peut rien faire de plus que de leur déclarer qu'ils sont libres, et que, placés sous notre protection, ils n'ont rien à craindre de leurs anciens maîtres, qu'ils ont au contraire le droit d'aller où ils veulent; s'ils ne veulent pas user de ce droit, s'ils insistent expressément sur ce qu'ils ne sont point esclaves, et n'ont nul besoin de libération, qu'y faire? Pour eux leur libération signifierait le commencement de l'esclavage. Un changement des conditions exposées dans le rapport ne peut s'opérer d'un revers de main par des mesures violentes isolées et par l'envoi d'expéditions organisées à cet effet, mais uniquement par l'expansion progressive du christianisme ainsi que de la civilisation européenne et de la moralisation pendant des dizaines d'années.

Les deux points de vue du lieutenant Sigl et du gouverneur impérial se complètent sans se contredire. La traite ne pourra guère être abolie que par la force. Quant à la suppression de l'institution de l'esclavage, elle réclamera une œuvre de longue haleine dont le but devra être de préparer les noirs à passer du travail servile au travail libre.

M. Horace Waller, membre du Comité de la British and Foreign Antislavery Society, écrit au *Central Africa*, journal de la mission des Universités, à l'occasion de la campagne menée par M. H.-H. Johnston, commissaire anglais de la région du **Nyassa**, contre les esclavagistes : « Après Mponda et Makangila, il reste encore Jumbé, sur la côte occidentale du lac, qui partageait avec les chefs susmentionnés les principaux profits de la traite. Livingstone, l'évêque Mackenzie, et ceux qui les accompagnaient, arrivés en présence de caravanes d'esclaves, de villages en flammes, des ruines et de la désolation suite des incursions des chasseurs d'hommes, délivrèrent en quelques semaines à peu près le même nombre d'esclaves que M. Johnston avec son steamer, ses troupes et ses mitrailleuses. Les esclavagistes comprirent la leçon et les indigènes se prirent à espérer que les razzias touchaient à leur terme. Le temps passa; la pitié se refroidit; le gouvernement appréhenda de petites guerres. Trente ans s'écoulèrent sans qu'aucun secours fût apporté à cet état de choses. De nombreux missionnaires passèrent sur le théâtre de ces incursions, mais avec des ordres stricts de ne pas intervenir. Leur œuvre fut bénie, mais, autant que nous sachions, ils n'ont pas fait tomber une seule chaîne ni aucune entrave. Les chefs des plateaux du Chiré et de la région du Nyassa en vinrent à croire que les Anglais avaient changé d'opinion sur l'esclavage, ou qu'ils craignaient de se brouiller avec ceux qui en profitaient. Pour n'avoir rien fait dans ces trente années, un demi-million d'esclaves ont été emmenés des

districts du lac vers la côte, et des millions d'indigènes ont péri dans les incursions organisées pour pourvoir les marchés. Maintes fois on a demandé au gouvernement britannique de faire ce que M. Johnston vient de commencer. En 1867, Young transporta un steamer sur le Nyassa, on aurait pu y établir une canonnière. Actuellement le transport des marchandises et des lettres est suspendu, les steamers du Nyassa étant réquisitionnés par M. Johnston pour l'exécution des ordres du gouvernement. L'Acte de la Conférence de Bruxelles commence à recevoir son application. Il n'y a pas un natif qui ne sache que les meurtres, les rapt de personnes et la vente d'esclaves sont un mal. On peut croire que les missionnaires expliquent aux indigènes que si l'église se contente de prêcher la paix, la nation qui les envoie a le pouvoir et la volonté d'exiger, « enfin, » que la paix soit respectée par les coquins avec lesquels M. Johnston est actuellement aux prises. Tout en déplorant la mort du capitaine Maguire, on peut se rassurer par la pensée que le capitaine Selater va prendre sa place. »

Quant à la destruction de **Mponda**, au sud du Nyassa, voici ce qu'en écrivit aux *Missions d'Afrique* le P. Heurtebise. En arrivant ici, M. Johnston, commissaire britannique, s'établit avec ses hommes sur la rive gauche du Chiré en face des bâtiments de la mission. L'accueil qui lui fut fait par Mponda et Makangila fut des plus arrogants. L'un et l'autre, ces roitelets ennemis, se moquèrent du petit nombre de fusils du blanc, firent savoir qu'ils étaient prêts à la guerre, et ordonnèrent à l'expédition anglaise de se retirer au plus vite. Johnston répondit par une déclaration de guerre à Makangila; il permit aux hommes de Mponda de le suivre et de prendre part à l'affaire; ceux-ci firent des centaines d'esclaves. Au retour de l'expédition, Johnston demanda qu'on amenât les captifs à son camp. On parla plusieurs jours à ce sujet, mais sans résultat, le roi disant toujours avoir besoin de réfléchir davantage. Alors Johnston posa l'ultimatum suivant : « Ce soir, à 7 heures, je vais envoyer une baleinière prendre les esclaves pour les mener au camp; si vous refusez des les livrer, c'est la guerre. » Mponda refusa. Le bombardement commença. Le petit canon de Johnston lança des projectiles incendiaires. Les bâtiments de la mission, point central le plus rapproché, furent atteints les premiers et le village entier s'embrasa. A la hâte, Mponda envoya de l'ivoire espérant faire taire les canons et les fusils, mais l'ivoire ne fut pas accepté, Johnston voulait que le chef lui fût livré. Alors, Mponda s'enfuit avec ses gens sur les collines de Mauni, à quatre heures de distance. L'incendie s'étendit si rapidement que beaucoup n'eurent pas le temps de sauver leurs étoffes ou leurs pioches; des enfants furent abandonnés par leurs mères et une femme du roi,

malade, fut brûlée vive dans sa paillotte. Le village déserté, on commença le pillage. Tout ce que le feu avait épargné fut emporté au port et emmené dans des barques. Du grand village de Mponda, il ne resta plus que des murs noircis, des maisons éventrées, des arbres grillés. Les esclaves, cause occasionnelle du conflit, avaient été emmenés derrière Mauni. Les soldats de Johnston s'y rendirent; esclavagistes et captifs furent pris. Les fourches, enlevées du cou des prisonniers, furent mises aux esclavagistes, que les troupes conduisirent au fort Johnston où ils demeurèrent sous la garde de sentinelles indiennes.

Nous devons à la bienveillance de M. Ch. Mann, secrétaire général de la Société de géographie de Berne, communication des renseignements suivants sur le **Dahomey**, fournis à cette société par M. Ernest Barth, ami personnel du roi Behanzin. Le roi de Dahomey a toujours un grand nombre d'esclaves et des prisonniers destinés aux sacrifices humains. Le capitaine de Gravenreuth lui proposa de donner ces gens à l'autorité coloniale allemande contre dédommagement. Behanzin accepta l'offre, et l'arrangement fut conclu pour une somme de 16 à 18 liv. sterl. par homme, selon la qualité. « Le 21 août 1891, » dit M. Barth, « j'arrivai à Whydah et je vis l'embarquement de 300 hommes. Auparavant, on leur posa la question: Préférez-vous rester au Dahomey? Pas un seul ne demanda à rester, tous, sans exception, s'embarquèrent. Avec deux cents autres qui ont été embarqués au mois de septembre, ils étaient destinés à l'expédition dans laquelle le capitaine de Gravenreuth a été tué. »

De son côté, le gouvernement du Congo a besoin d'ouvriers pour la construction du chemin de fer. Une maison allemande de Whydah en a offert au prix de 12 liv. sterl. 10 shellings par homme, plus une certaine commission, les 12 liv. sterl. 10 shel. étant pour le roi de Dahomey.

Les journaux français ont fait erreur en disant que ces hommes ont été pris sur territoire français; c'est en territoire dahoméen qu'ils l'ont été, car Behanzin n'avait pas les gens qu'il avait promis à la maison allemande de lui donner; il dut faire une expédition pour se les procurer. La Compagnie du chemin de fer les libère au terme des trois ans d'engagement, comme une maison de commerce libère un commis qui a souscrit un engagement.

Les renseignements fournis par M. Barth concordent avec ceux que nous a apportés le *Sémaphore* de Marseille, d'après une lettre de Whydah d'un correspondant qui paraît connaître très bien la nature des engagements sous lesquels se cachent des faits de traite en contradiction formelle avec l'esprit et la lettre de l'Acte de la Conférence de Bruxelles. Nos lecteurs comprendront qu'il est absolument nécessaire que la lumière soit faite sur des actes aussi graves.

Après avoir rappelé les fournitures d'armes perfectionnées et de munitions effectuées par les maisons allemandes de la côte au roi Behanzin, le journal rapporte que pour faire honneur à ses engagements le roi de Dahomey dut organiser de sanglantes expéditions chez les Egbas, population établie à l'Est de ses États, en partie sur la zone d'influence française et en partie sur celle d'influence anglaise. Le 17 juin, il faisait une rentrée triomphale à Abomey ramenant une foule de prisonniers. Dix jours plus tard arrivait en rade le croiseur anglais *Alligator*, pour sommer le roi Behanzin, au nom du gouverneur anglais, d'avoir à respecter le territoire des Egbas. En se retirant, le commandant de l'*Alligator* annonça qu'il reviendrait au bout de six semaines. Ne pouvant plus agir vers l'Est, Behanzin dirigea ses expéditions ultérieures contre les peuplades de l'Ouest et du Sud-Ouest.

« Le 13 août, » écrit le correspondant du *Sémaphore*, « arrive en grande pompe à Whydah le commissaire impérial allemand à Togo, accompagné du collecteur des douanes de Petit-Popo et de plusieurs officiers, parmi lesquels le baron de Gravenreuth, détaché de Cameroun. De nombreux conciliabules ont lieu avec les autorités; on y règle toutes les questions de forme se rattachant tant à la livraison des captifs qu'aux contrats à intervenir pour déguiser le caractère réel de ce trafic.

« On décide qu'il sera dressé des contrats d'engagements et que l'intermédiaire de ces transactions auprès du Dahomey légalisera ces contrats en sa qualité d'agent consulaire allemand à Whydah. Le prix de chaque homme est fixé entre 300 et 500 fr., payables comptant aux représentants du roi. On presse le roi d'opérer promptement de nouvelles razzias, sans attendre, comme d'habitude, l'automne. Cette insistance trouve son explication dans la faiblesse numérique des contingents d'esclaves livrés. A cette époque, il a été passé un contrat de livraison de 4000 captifs dont 1000 à 1500 seulement étaient remis à la fin de l'année. Après avoir tout réglé, le commissaire impérial de Togo quitte Whydah, laissant sur les lieux le baron de Gravenreuth pour recevoir les premières livraisons d'hommes. Le 29 août a lieu le départ du premier convoi par le vapeur allemand *Pollux*, à destination de Cameroun. Les captifs sont emmenés de l'intérieur à la plage, liés et enchaînés. Au moment de l'embarquement on les délie, afin de montrer qu'ils s'expatrient librement et ils s'embarquent entourés d'un cordon de troupes. Ce premier convoi est placé sous la conduite d'un officier allemand. Sur ces entrefaites, revient, le 7 septembre, sur rade de Whydah, le croiseur anglais l'*Alligator*, qui reçoit la réponse du roi à la sommation du 27 juin. On ignore quelle a été cette réponse. Le 16 septembre, le baron de

Gravenreuth, resté à Whydah pour recevoir les derniers esclaves, s'embarque, à son tour, pour Cameroun, sur le vapeur allemand *Nord*, avec une centaine de captifs et plusieurs femmes achetées à Whydah. De son côté, le roi repart en guerre et va razzier la population de Quita, à l'ouest du Dahomey. Il en revient avec un grand nombre de prisonniers.

« Plus tard, les Dahoméens auraient livré 1500 esclaves, qui auraient été embarqués le 28 octobre et le 8 novembre à bord des vapeurs *Souverain*, *Emma-Wermann* et *Gertrud-Wermann*; et ce serait pour compléter ces envois et faire face au surplus de ses engagements que Behanzin aurait, à la fin du mois de décembre, opéré une nouvelle razzia chez les Ouatchis. Le *Temps* ajoute que, d'après ses renseignements particuliers, « l'agent consulaire allemand, qui vise à Whydah les « engagements » des indigènes embarqués, est un employé de la maison Wolber et Brhom, du nom de Richter. C'est lui qui a traité avec Behanzin pour la livraison de 4000 noirs à raison de 12 livres sterling par tête, payables à leur remise sur la plage de Whydah. « Par contrat parallèle, M. Richter rétrocéderait ses nègres à ses commettants allemands au prix de 15 livres sterling 10 shillings, ce qui constitue un bénéfice de 87 fr. 50 par tête.

« C'est avec ces noirs que l'administration allemande organise ses expéditions au Cameroun. Mais, comme les premiers convois ne comportaient que des nègres, on a jugé bon de leur envoyer des compagnes, ce qui a relevé le cours des négresses, qui est monté à plus de 500 franes. »

Que les contrats susmentionnés servent à fournir à l'autorité coloniale de Cameroun soit des travailleurs noirs, soit des soldats comme ceux de la troupe à la tête de laquelle le baron de Gravenreuth a été tué, si les faits se sont passés comme M. Barth et le correspondant du *Sémaphore* les ont présentés, ils nous paraissent devoir être examinés de très près par les autorités compétentes des puissances qui ont signé l'Acte de Bruxelles. Elles ne toléreront pas que des actes positifs de traite puissent se commettre impunément sous le couvert de soi-disant contrats librement consentis.

A ce sujet, le journal la *Post*, de Berlin, a publié, dans son numéro du 11 février, la note suivante :

« Il y a quelques semaines, le lieutenant de Stetten, attaché à l'expédition Gravenreuth, qui avait dû revenir en Europe à cause d'une blessure, a rapporté, dans une conférence, que M. de Gravenreuth avait libéré par rachat (*freigekauft*) au Dahomey 225 hommes et 125 femmes, sous condition qu'ils travailleraient pendant cinq ans au service colonial allemand. Les motifs qui ont fait agir M. de Gravenreuth étaient un manque absolu de porteurs sur toute la côte et la nécessité d'organiser son expédition

aussi rapidement que possible. On peut ajouter encore à ces raisons une connaissance incomplète de la situation de l'Afrique occidentale. A Whydah, les intérêts français, anglais et portugais ont toujours rivalisé, on le sait, jusqu'au moment où les Portugais ont renoncé à leur protectorat sur le Dahomey (1887) et où la France s'est sentie unique héritière de ce pays. Mais le Portugal n'a jamais arrêté ses enrôlements de travailleurs; puis, récemment, la Compagnie du chemin de fer du Congo (belge) et Gravenreuth ont également tiré des ouvriers de ce territoire. On prétend que, par l'entremise des autorités dahoméennes, un contrat a été conclu avec chaque nègre comme s'il s'agissait de l'embauchage d'ouvriers libres, tandis que ces indigènes n'étaient autres que des prisonniers de guerre du roi de Dahomey ou des gens dont il voulait se débarrasser. Toujours est-il que l'affaire n'est pas tout à fait claire, et l'office des affaires étrangères de l'empire, dès qu'il a eu à ce sujet des renseignements, a pris des mesures contraires. Car, du moment que le roi de Dahomey voyait s'ouvrir une nouvelle et importante source de revenus, il était à prévoir qu'il ferait des razzias plus impitoyables que jamais sur les tribus avoisinant son territoire. M. de Gravenreuth s'est laissé probablement guider par cette considération humanitaire que, si ces gens étaient esclaves, le rachat les sauverait des sacrifices humains; mais il ne pensait pas que cette initiative pût donner une nouvelle ardeur au commerce de traite. Quoi qu'il en soit, il fallait infirmer le contrat en question pour les livraisons à venir. L'administration de Cameroun a entrepris aussitôt, avec les hommes transportés au Dahomey, de régler la situation des travailleurs; elle leur a donné, à cet effet, un curateur, et le contrat de livraison a été annulé. Mais il ne faut pas charger la mémoire de l'officier brave et plein de mérite en l'accusant d'avoir fait sciemment la traite des esclaves. Le manque de connaissance de la situation et un sentiment faux d'humanité l'ont poussé à prendre une mesure qui devait fatalement lui attirer et lui a attiré en effet le blâme le plus net du gouvernement, quel que fût d'ailleurs le caractère des recrutés, qu'ils fussent libres ou esclaves, ce qui, étant donnée la situation particulière au Dahomey, est difficile à savoir. » D'autre part, la *Gazette nationale* dit avoir appris de bonne source que cette affaire sera complètement éclaircie au Reichstag.

Le 4 février 1891, le Comité général de la **Société suisse de secours pour les esclaves africains**. Il compte dans son sein des représentants des cantons de Bâle, Neuchâtel, Vaud et Genève. Des démarches ont été faites à Berne et à Zurich, et il y a tout lieu de croire que lorsque l'existence de la Société sera mieux connue, le Comité

n'aura aucune peine à recruter des membres dans d'autres parties de la Suisse. Il se propose en première ligne d'intéresser les populations protestantes de la Suisse à la cause des esclaves, par la formation de groupes chargés de faire de la propagande, de réveiller dans le public l'intérêt pour les victimes de la traite, soit à l'aide de la presse, soit par des conférences, soit de toute autre manière, puis aussi de recueillir les fonds nécessaires. Déjà le Président du Comité, M. le comte de S'-George, a profité d'un séjour à Berne, pour ranimer la sympathie des habitants de la ville fédérale pour cette noble cause; de même, M. le professeur Ruffet a fait des conférences à Zurich et à Bâle. La manière la plus pratique et qui paraît devoir être la plus efficace de témoigner de l'intérêt pour les esclaves libérés serait de créer, près des chemins de caravanes d'esclaves, des asiles ou *homes*, destinés à recueillir des esclaves fugitifs, ou libérés à main armée par les soins des puissances signataires du traité de Bruxelles. Ces asiles devront posséder le personnel et le matériel nécessaires pour pouvoir soigner les malades, donner une occupation aux bien portants, leur enseigner des métiers qui les mettent en état de gagner leur vie et surtout leur apprendre le chemin du salut par la connaissance de la Bible et de la vérité chrétienne. La nouvelle Société ne doute pas que les autres branches de l'Alliance Évangélique, mettant à exécution la résolution de la Conférence oecuménique de Florence de l'année dernière, ne constituent des œuvres analogues pour chercher à remplir la lacune que ne peuvent combler ni les puissances politiques, puisque l'article 4 des Actes de la Conférence de Bruxelles sollicite le concours de sociétés telles que celle qui vient de se fonder à Genève, ni les stations missionnaires qui, ayant avant tout un but religieux, ne sauraient se préoccuper exclusivement des esclaves libérés et leur apprendre des métiers. Comme le dit en terminant l'appel du nouveau comité :

« Absolument neutres au point de vue politique, vivant sous l'égide de la nation sous le pavillon de laquelle elles auront planté leurs tentes, n'ayant pas proprement le caractère commercial, conservant leur autonomie et leur indépendance, tout en ayant pour base la foi évangélique, et se trouvant par conséquent étroitement apparentées à l'œuvre missionnaire, ces stations d'asile pourront, dans l'esprit de leurs fondateurs, rendre d'utiles services aux malheureux noirs en leur ouvrant les portes de la civilisation, de celle dont les emblèmes sont non pas une bouteille de genièvre ou une cartouche Remington, mais l'étoile de Bethléem et les palmes de la paix. »

Dans le volume que M. G. Moynier vient de publier sur les *Bureaux*

internationaux des Unions universelles se trouve un chapitre spécial consacré aux **Bureaux pour la répression de la traite** des esclaves africains. Nos lecteurs se rappellent que d'après l'Acte de la Conférence de Bruxelles, une surveillance active doit être exercée par les puissances contractantes dans la zone maritime où la traite se pratique encore. Pour être efficace, cette police navale exige que les diverses marines nationales qui en seront chargées et qui la feront isolément échangent entre elles de fréquentes communications. A cet effet un « Bureau international maritime » a été créé à Zanzibar avec faculté d'établir au besoin des « Bureaux auxiliaires » dans d'autres parties de la zone, notamment dans la mer Rouge. Le Bureau de Zanzibar a pour mission de centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la répression de la traite dans la zone d'où elle est proscrite. Il tiendra ses archives à la disposition des officiers de marine des puissances signataires en mission dans la zone, ainsi que d'autres autorités qui pourront être admises par leurs gouvernements respectifs à les consulter. En outre, pour faciliter l'échange des informations concernant la traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et de l'alcool, auquel les puissances signataires se sont engagées en termes généraux, un Bureau spécial a été établi à Bruxelles, où seront réunis et publiés périodiquement tous les éléments d'instruction à communiquer aux puissances contractantes. M. Moynier se plaît à croire qu'en donnant l'ordre au Bureau de faire cette communication aux puissances contractantes, le législateur n'a pas eu la pensée de s'opposer à ce que cette publication se répande davantage. « Instrument d'échange entre les gouvernements, » dit-il, « elle répondra en même temps à l'attente générale des philanthropes dont l'initiative a déterminé le mouvement d'opinion auquel ces mêmes gouvernements ont obéi en se liguant pour la protection des indigènes de l'Afrique. Il n'est pas douteux, en particulier, que ce recueil ne soit d'un grand secours aux sociétés anti-esclavagistes, missionnaires et autres qui, après avoir servi d'éclaireurs et de précurseurs aux États négrophiles, sur le terrain où ceux-ci viennent de se placer, ne demandent maintenant qu'à les seconder. »

Nos lecteurs se rappellent que le dernier délai de ratification de l'Acte de la *Conférence de Bruxelles* expirait le 2 février. Les **États-Unis d'Amérique** ont fini par ratifier l'Acte, tout en rappelant au protocole la réserve sur la reconnaissance des possessions territoriales de l'Afrique. Le 2 juillet 1890, ils avaient signé un traité de commerce avec l'État du Congo, afin de n'être pas obligés d'adhérer à l'Acte de la Conférence de Berlin de 1885. Par le fait qu'ils ont ratifié l'Acte de Bruxelles, ils ont ratifié ipso facto celui de Berlin.

Le **Portugal** n'avait pas ratifié l'Acte de Bruxelles, son gouvernement étant absorbé par la question financière. Un délai lui a été accordé, et le ministre des affaires étrangères de cet État vient de déposer aux Cortès un projet portant approbation de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, avec les réserves introduites par la France et les États-Unis.

M. Edmond Detierre, secrétaire du Comité de la **Société anti-esclavagiste de Belgique**, a bien voulu nous communiquer les informations suivantes reçues à Bruxelles : « A la date du 24 septembre, M. Hinek était aux Stanley-Falls. Il se préparait à aller rejoindre M. Jacques, qui est arrivé au Tanganyika en novembre. Le télégraphe nous annonçait hier son arrivée en bonne santé à Bena-Kamba (sur le Lomami). M. Joubert, de son côté, nous informe que les Arabes se massent dans le Manyéma et l'Ou-Roua, sur la rive occidentale du Tanganyika. Ils fuient la côte orientale par peur des Allemands. Roumaliza, qui est établi à Oudjidi, a écrit au capitaine en le menaçant de le battre s'il ne laissait pas tranquille les gens qu'il envoie dans cette région. Joubert, craignant de causer la ruine des missions, se contentera de la défensive. En présence de cette situation, le Comité-Directeur vient de décider l'envoi d'une nouvelle expédition composée de cent askaris et de trois Belges. Elle quittera Amsterdam le 2 avril prochain. »

L'EXPÉDITION PAUL LE MARINEL AU KATANGA

Le *Mouvement géographique* et l'*Indépendance belge* ont publié les résultats géographiques de l'exploration de huit mois faite par le lieutenant Le Marinel, du camp de Lousambo à la capitale de Msiri. L'importance de ces résultats nous fait un devoir d'extraire des articles de ces deux journaux ce qui pourra donner à nos lecteurs l'idée la plus exacte du pays parcouru et des populations qui l'habitent.

L'expédition quitta, le 23 décembre 1890, le camp de Lousambo, sur la rive droite du Sankourou, en face du confluent du Loubi. Elle comptait 180 soldats et 114 porteurs, et, sur un parcours de 165 kilom., remonta d'abord la rive droite du Loubi, trop rapide pour être navigable. Le pays traversé était beau, très peuplé; les indigènes, Bambué et Kaloch, cultivent le bananier, le manioc, l'arachide, la patate; ils possèdent du gros bétail, ainsi que des moutons, des chèvres, des pores, des poules, des canards et des pigeons. Ces populations, dit M. Le Marinel, sont encore très primitives; elles n'ont jamais vu de caravanes, ni de voyageurs, ni de trafiquants; elles ne connaissent que les petits conflits entre individus ou entre familles,

mais la guerre qui porte au loin ses ravages leur est inconnue. Il nous est impossible de donner le chiffre de sa population, car nous laissons de nombreux villages à droite et à gauche de notre route, mais nous pouvons dire que, pendant plusieurs jours, nous n'avons vu que villages sur villages et que nous étions constamment entourés de milliers d'indigènes. Les coiffures sont très remarquables; ils portent tous une épaisse chevelure qui forme généralement une masse compacte variant de couleur selon la substance qui y est mêlée. Ces cheveux longs sont arrangés de manières très différentes, mais leurs têtes sont toutes tellement grotesques qu'il faut renoncer à les décrire. Ils se barbouillent aussi la face de différentes couleurs, de la façon la plus bizarre : on croirait voir des masques. Lors de l'assemblée des chefs chez Koch, nous avions plusieurs milliers de ces individus sous les yeux; ils avaient chacun à la main, pour seule arme, une longue sagaie; ils gesticulaient et criaient comme des forcenés; pour cette grande occasion, ils n'avaient pas seulement la figure barbouillée, mais le corps aussi était bariolé de différentes couleurs. Si nous citons cette région du Loubi comme la plus peuplée que nous connaissions en Afrique, disons en même temps que nous n'avons jamais vu ailleurs des indigènes d'un aspect plus extraordinaire. A ce double point de vue, cette partie est certainement la plus intéressante de tout le voyage.

L'expédition quitta la rive droite du Loubi, au village de Tchikunga, par 6°20'45" de latitude S., à 780^m d'altitude, et changea de direction pour marcher vers le S.-E. à travers le district de Kanioka, occupé par une autre tribu encore inconnue jusqu'ici, celle des Ba-Loungou, moins nombreux que les précédents, quoiqu'ils aient de grands centres entourés de villages plus petits, mais il y a des espaces déserts d'une grande étendue entre ces points, tandis que, le long de la rive du Loubi, il y a des huttes partout. Les Ba-Loungou sont à un niveau plus élevé que les autres indigènes rencontrés dans ce voyage, sauf peut-être ceux de la capitale de Msiri. Chez eux, tout indique un commencement de civilisation, car ils ne possèdent pas seulement les divers objets que fournit le trafic à l'intérieur, ils vivent aussi plus confortablement à cause de la variété des produits cultivés. Le Kanioka est traversé par le Buchimai et le Luélé, tributaires du Sankourou, arrosant des plaines couvertes de centres importants de population, dont le principal est la résidence du chef Muzembé, par 7°19'41" lat. S.

Les indigènes firent bon accueil à l'expédition, mais le chef lui suscita mille embarras, aussi s'empressa-t-elle de quitter le Kanioka pour continuer sa route vers le Katanga. Elle entra alors dans le pays des Ka-

Loundoué, peuplé, bien cultivé, dont M. Le Marinel vante les chemins larges et bien entretenus : « Ce ne sont plus des sentiers, » dit-il, « ce sont de vraies routes, du moins depuis le Loubilache jusqu'au Loubichi. Malheureusement rien ne facilite le passage des ruisseaux et des marais. Aux abords des villages, on voit à droite et à gauche de la route des tombes consistant en petits tertres d'argile battue, sur lesquels on ne voit pas le moindre brin d'herbe; une petite allée droite et propre y conduit; quelques tombes sont couvertes d'un petit toit, et on y remarque divers objets : cornes, poteries, calebasses, etc. »

A Pamba, résidence du chef Mutombo-Mukuku, on retrouve beaucoup du type et des mœurs des habitants de la Mussumba du Muata-Yamvo. D'ailleurs, cette Mussumba est pour le moment à Pamba, le Muata-Yamvo, ou plutôt celui qui devrait porter ce titre, étant réfugié chez Mutombo-Mukuku. Nous avons parlé, dit M. Le Marinel, avec cet héritier dépossédé du plus grand État de l'Afrique centrale et nous lui avons remis un drapeau de l'État. Il nous a donné un présent de vivres, en protestant de son respect pour le gouvernement, et en nous remerciant de l'espoir que nous lui donnions de voir prochainement ce gouvernement représenté par une force dans le Lunda. Nous lui avons dit ensuite que si, en effet, c'était à lui que revenait le titre de Muata-Yamvo et qu'on trouvât qu'il était digne de porter ce titre, les agents de l'État proposeraient au souverain de lui rendre le pouvoir. Après cela, nous avons parlé longuement de nos lois qui défendaient les rapines et qui protégeaient le travail. Les trois cents sujets qui entouraient le Muata-Yamvo paraissaient prendre le plus grand intérêt à cette conversation, et une députation spéciale vint nous trouver pour avoir de plus amples explications.

Nous leur avons dit que nous ne pouvions fixer l'époque à laquelle les blancs viendraient dans le Lunda, mais, que maintenant qu'ils avaient le drapeau de l'État, ils reconnaîtraient facilement les Européens dont nous parlions, que leur mot d'ordre devait être de les recevoir bien et de leur obéir. En nous quittant, ils ont tous protesté de leur dévouement à l'État.

Sur la rive gauche du Loubilache, les familles principales sont celles de Muène-Hamba et de Muène-Simba; sur la rive droite, la plus importante est celle de Muène-Kaloundou, de laquelle vient le nom de « Ka-Loundoué » donné à toute la contrée. Chacune de ces familles compte quelques milliers d'habitants, mais on peut dire que c'est là tout le Ka-Loundoué, car en dehors de ce petit rayon les villages ont une importance beaucoup moindre.

Mutombo-Mukuku passe pour un grand chef, mais en réalité il a assez

peu de pouvoir; il exerce une autorité très paternelle qui le fait aimer de toutes les populations qui se plaisent à se dire ses sujets. L'héritier des Muata-Yambo, homme de 25 à 30 ans, paraît avoir beaucoup de respect pour Mutombo-Mukuku, assez âgé d'ailleurs pour être son père.

Le Ka-Loundoué doit être classé dans le Luba, malgré les différences marquées que l'on trouve entre les Ba-Luba purs et ces peuples modifiés par le voisinage du Lunda. Ils ne peuvent être comparés aux gens du Kanioka; ils ont bien quelques fusils et quelques articles que fournit le négoce, mais ils sont encore très primitifs; au point de vue de l'intelligence, ils paraissent inférieurs à leurs voisins de l'ouest, mais ils sont plus forts et plus massifs qu'eux. Ils mènent peut-être une vie plus heureuse que les Ba-Loungou, car il n'y a presque pas de guerre chez eux; la vie matérielle ne doit pas être aussi bonne cependant, car ils ont moins de chèvres que dans le Kanioka et leurs cultures sont beaucoup moins variées. Le maïs et le sorgho sont les éléments principaux de l'alimentation; il y a du manioc, des haricots, des arachides, etc., mais en moindre quantité que chez les Ba-Loungou. De même aussi qu'à l'Ouest, ils font une mauvaise bière de millet; ils ont aussi un peu de « malafou » ou sève de palmier et, comme partout dans le Luba, ils abattent l'arbre pour l'obtenir. De loin en loin ils ont l'occasion de commercer avec les gens du Bihé, dont les caravanes passent généralement plus au Sud, mais les relations commerciales, sans être d'une grande importance, sont très suivies entre Mutombo-Mukuku et les chefs du Kanioka; il leur donne un peu d'ivoire et ceux-ci lui vendent des esclaves, des chèvres, des chiens et peut-être quelques fusils. Leur industrie se borne à peu de chose; ils travaillent peu le fer et ne font presque pas de tissus de fibres de palmier. L'arc est l'arme commune, mais on voit aussi quelques sagaies; les fusils se comptent. Les habitations sont meilleures que dans le Kanioka; elles ont la même forme, mais elles sont plus grandes.

Dans la manière de se coiffer, dans leurs cérémonies et dans leurs mœurs en général, les Ka-Loundoué ont un certain cachet d'originalité qui les distinguent des autres populations. Ils portent tous les cheveux soigneusement rejetés vers l'arrière de la tête où ils laissent un petit chignon. En se rencontrant ils se saluent cérémonieusement; pour cela, ils déposent à terre l'arc ou les objets qu'ils tiennent à la main; ils font le simulacre de prendre un peu de terre et de s'en frotter les deux bras et la poitrine en accompagnant ce salut de nombreuses formules de politesse; quand ils sont près du chef, ils emportent un peu de terre blanche ou jaune pour le salut qu'ils ne font que lorsqu'ils sont assis; dans ce cas, ils se frottent réellement le corps et, en outre, ils se roulent dans la poussière

avant de formuler leurs paroles de salut et de soumission. Le chef répond par un mot, un petit signe de la tête ou par un léger battement des mains. On retrouve ce même salut pour les chefs dans le Kanioka, mais moins exagéré. C'est pour cela que presque tous ceux qui entourent les chefs sont barbouillés et malpropres.

Les habitants de Kanioka ont peu de pratiques religieuses, mais dans le Ka-Loundoué, au contraire, chaque individu porte de nombreuses amulettes, et près de chacune des cases, on voit un fétiche grossier consistant simplement en un morceau de bois planté en terre et dont le sommet un peu sculpté a la prétention de représenter une figure humaine. Quand un indigène s'absente, il laisse devant sa porte un remède, le talisman du voyage, sur lequel se dresse un petit cône d'herbe; celui qui y toucherait serait suspect d'intentions hostiles et aurait à s'en justifier. On remarque aussi de petites clôtures entourant un gros tronc d'arbre façonné en forme de tête; ce sont des espèces de temples, de lieux de réunion où l'on recherche ceux qui sont coupables de sorcellerie. Les mêmes pratiques se retrouvent jusqu'au Loualaba.

Plus à l'Est, habitent les Ba-Bondo, disséminés dans une quantité de petits villages toujours en lutte les uns contre les autres, pour se voler des femmes, des chèvres ou des vivres.

Un des districts les plus intéressants traversés par l'expédition est le plateau où le Lomami a ses sources, élevé d'environ 1150^m au-dessus de la mer. La partie nommée le Samba est semée de petits lacs; le paysage, au dire de l'explorateur, n'y a rien d'africain, il rappelle plutôt les sites de prédilection des pays civilisés : de grands arbres au feuillage épais, une herbe courte et fraîche, une belle pièce d'eau. Un arbre que l'on voit souvent dans le Samba est le *mpafa* qui prend quelquefois des proportions gigantesques; on y trouve aussi le laurier rose, et une variété de fleurs plus grande que dans les autres districts. Le gibier abonde dans la région des sources du Lomami : éléphants, buffles, antilopes; ces derniers forment de grands troupeaux, spécialement dans le voisinage des lacs. Les grands fauves, lions, léopards, hyènes sont aussi nombreux. M. Le Marinel signale la présence de grandes fourmilières, de forme cylindrique, s'élevant généralement à 4^m ou 5^m de hauteur; il en a même mesuré une de 7^m50 de la base au sommet. Elles sont en certains endroits si nombreuses que, de loin, l'on croirait voir un village, et que l'on ne saurait se défendre d'un sentiment d'admiration pour cet insecte qui, par son infatigable activité, parvient à faire confondre ses œuvres avec celles de l'homme.

A mesure que l'on s'avance vers l'Est et le S.-E. le gibier augmente. Outre les éléphants que l'on rencontre surtout dans le voisinage du Lubudi, et les troupeaux d'antilopes et de buffles que l'on voit un peu partout, on trouve déjà quelques zèbres aux abords du Loualaba. Il y a aussi des phacochères, des fourmiliers et d'autres quadrupèdes plus petits. Les oiseaux ne sont pas très nombreux; parmi les espèces, M. Le Marinel cite la peruche verte, le bengali à bec blanc, le toucan gris, divers oiseaux nocturnes et un aigle de grande taille presque noir; dans les plaines inondées, des bandes de canards, de chevaliers, etc. Le serpent python est assez commun, ainsi que d'autres espèces de serpents et de scorpions. La tsétsé est l'insecte le plus nuisible; du troupeau de l'expédition, qui comptait une douzaine de têtes, la terrible mouche n'a épargné que deux veaux.

Jusqu'au Loualaba le pays est assez plat; le passage du fleuve s'effectua à l'aide de deux pirogues indigènes; il dura deux jours. Sur la rive droite, M. Le Marinel trouva le représentant de Msiri qui lui fit bon accueil, et l'expédition se dirigea vers la résidence du chef du Katanga, à travers des vallées et des montagnes abruptes de 1000^m, 1200^m et 1400^m. Entre le Loualaba et la Loufira la ligne de faite atteint même 1510^m.

Les habitants, les Bena-Kabamba, sont groupés dans de petits villages palissadés et entourés de buissons, qui sont dispersés dans les montagnes, au milieu de rochers, où ils s'adossent généralement à des masses coupées à pic, au pied desquelles sont dissimulées les entrées des cavernes dans lesquelles ils se réfugient en cas de danger. Ils ne permettent à personne de pénétrer dans leurs retraites. D'autres Bena-Kabamba sont de véritables troglodytes; ils sont peu nombreux, mais très farouches et vivent dispersés dans des grottes d'où ils ne sortent que pour se procurer du bois et pour chasser. Ils n'ont pas de huttes à l'extérieur, et ce n'est que depuis quelques années qu'ils connaissent la culture du maïs, dont ils ne plantent d'ailleurs que de petites quantités dans les vallons reculés, loin de tout sentier.

Ces populations sont soumises à Msiri, auquel elles ne peuvent payer qu'un maigre tribut ayant été dépouillées par lui, lors de la conquête, de tout ce qu'elles avaient, même de leurs chèvres.

Dans les montagnes, le vent dominant vient de l'Est; il est souvent très froid; pendant la nuit, l'expédition a constaté plusieurs fois une température au-dessous de 10° centigrades. Le sol est généralement plus argileux que sablonneux; on y voit souvent du mica en lamelles, des minerais de fer qui paraissent riches; près du Loualaba, l'on rencontre des eaux thermales sulfureuses. Comme végétal particulier, M. Le Marinel indique la vigne sauvage, portant des fruits aussi beaux que le raisin rouge d'Eu-

rope, mais l'expédition n'a pas vu le fruit parvenu à maturité. Outre les fauves susmentionnés, abondent dans les États de Msiri, le lièvre, la taupe du Cap et un quadrumane nocturne remarquable par son cri semblable aux vagissements d'un enfant.

L'accueil fait par Msiri aux envoyés de M. Le Marinel fut très cordial; il adressa un présent au chef de l'expédition, au devant de laquelle se portèrent les missionnaires Swan, Lane et Crawford, qui ont remplacé à Bunkeia M. Arnot, d'après l'ouvrage duquel nous avons décrit le pays des Garenganzé. Voici ce qu'en dit, à son tour, l'explorateur belge. La capitale est une grande agglomération de petits villages, palissadée et entourée d'euphorbes. La population peut en être de 6000 à 7000 habitants. Au nord, quelques mamelons élevés, presque à pic, jaunes, dénudés; au sud, une seule montagne, longue et plus basse, d'aspect aride. C'est ici, à mi-côte, que se détache le cottage du missionnaire Arnot, que trois de ses compagnons habitent à présent. A notre entrée dans Bunkeia, le 18 avril 1891, la matinée était ensoleillée, une forte bise soulevait des nuages de poussière blanche; les petits pavillons bleus de l'État flottaient au-dessus de la caravane qui présentait un aspect très pittoresque, car nos compagnons avaient revêtu leurs uniformes de réserve et leurs plus beaux habits qu'ils conservent pour les grandes circonstances. Le grand drapeau était porté en tête, les clairons sonnaient et tous s'avançaient d'un pas cadencé, fiers comme des guerriers qui reviendraient de la victoire.

Pour les recevoir Msiri s'était affublé d'un long manteau de soie claire, couvert de broderies d'or. Par-dessous, il portait un large pantalon de drap et d'énormes bottes qui paraissaient le gêner beaucoup; il était coiffé d'un mouchoir crasseux et d'un chapeau de paille. Il engagea M. Le Marinel à exposer le but de l'expédition, lui parla de Reichard, d'Ivens, d'Arnot qui avaient visité son pays, et déclara qu'il aimait beaucoup les blancs. Les populations de ses États sont très mélangées; les Ba-Bula sont les plus nombreux, et les Ba-Sanga, les plus forts. Ils paraissent en général intelligents et sociables. Les Arabes qui visitent le pays sont de simples marchands; quelques-uns d'entre eux sont établis à Bunkeia.

L'expédition Le Marinel passa sept semaines dans le pays de Msiri, dont elle visita aussi le district situé à l'Est de la Loufira. Le 11 juin elle reprit le chemin du camp de Lousambo, où elle rentra le 11 août par une route plus septentrionale que celle qu'elle avait prise pour le voyage d'aller.

Comme le dit M. Wauters, il ne serait pas impossible que les États de Msiri fussent prochainement le rendez-vous de quatre nouvelles expéditions belges : celle du lieutenant Dhanis, qui a reçu l'ordre de se rendre au Katanga; celle de M. Delcommune qui a quitté, le 13 mai, Ngongo-

Lulita sur le Lomami moyen, se dirigeant vers le sud; celle du capitaine Stairs qui devait être à Mpala vers la fin de novembre; enfin, celle du capitaine Bia, qui s'est mise en marche de Lousambo le 11 novembre.

BIBLIOGRAPHIE ¹

Georges Robert. VOYAGE A TRAVERS L'ALGÉRIE. Notes et croquis. Paris (E. Dentu), 1891, in-4°, 404 p. illust., fr. 25. — Cette belle publication est l'œuvre d'un artiste qui raconte ce que l'on peut observer en parcourant successivement les trois provinces d'Alger, de Constantine et d'Oran et le Sahara algérien. Non-seulement il le raconte, mais il le fait voir par des dessins sans nombre excellemment exécutés et qui ne manquent à aucune page. C'est fort intéressant et surtout fort original, car on sait que les artistes ne voient pas comme tout le monde, pas toujours mieux, mais le plus souvent autrement. Le texte est émaillé de traits de mœurs, d'anecdotes, de souvenirs personnels. D'ailleurs il est là plutôt pour servir de fond, de soutien à l'illustration qui est la partie capitale de l'ouvrage. Tout est mis en croquis : les villes, les rues, les bazars, la campagne, la mer, les indigènes, les soldats, etc. Charmantes sont les heures que l'on passe à feuilleter ce livre et quand on l'a fermé, on s'aperçoit qu'on a de l'Algérie une impression plus nette et plus vraie que celle qui serait donnée par de longues et fatigantes lectures. C'est une Algérie vivante que l'auteur fait passer sous nos yeux, et il sait si bien la faire valoir et mettre en relief tout ce qu'elle peut offrir de caractéristique, qu'on ne regrette qu'une chose, c'est de ne pas vivre dans un pays si curieux et si beau.

Richard Kiepert. NEUE SPEZIALKARTE VON ÄQUATORIAL OST-AFRIKA NACH DEN NEUESTEN FORSCHUNGEN, $\frac{1}{3\ 000\ 000}$, dritte neu-berichtigte Auflage mit vollständigem Namen-Verzeichnis. Berlin (Dietrich Reimer, Hæfer u. Vohsen), October 1891. 3 M. — Cette carte ne concerne pas seulement les territoires de l'Afrique orientale allemande, mais aussi les pays voisins, anglais, portugais et congolais. Elle fournit la représentation de toute la contrée comprise entre le 23° et le 43° de longitude Est de Greenwich, le 3° latitude Nord et le 12° latitude Sud, c'est-à-dire que tout le bassin supérieur du Congo, de la source jusqu'en aval de l'Arououimi, s'y trouve compris. Les éditeurs ont apporté les plus grands soins à cette troisième édition, de manière à la mettre à jour en soumettant les documents qu'ils devaient utiliser à une critique judicieuse. Ils ont fait figurer les frontières politiques

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

telles que les établissent les derniers traités, les lignes de paquebots unissant la côte orientale de l'Afrique équatoriale au reste du monde, les stations missionnaires, les postes militaires allemands et tout ce qui intéresse l'organisation civile de la nouvelle colonie. La carte est revêtue de couleurs bien tranchées; elle offre d'ailleurs une grande clarté aussi bien dans la représentation du relief que dans l'écriture des noms. Un index alphabétique permet de trouver facilement, au moyen des lignes du canevas, toutes les localités, les montagnes, les cours d'eau, les peuples dont on veut voir la situation géographique.

Ernst von Hesse-Wartegg. TUNIS, LAND UND LEUTE. Wien, Pest, Leipzig (A. Hartleben's Verlag), 1882, in-8, 234 p., 40 illust. und 4 Karten, fr. 2,75. — Ouvrage intéressant et bien écrit comme tout ce qui sort de la plume de M. von Hesse-Wartegg. C'est une description de la Tunisie d'après les notes prises par l'auteur pendant un voyage d'étude de plusieurs mois dans la Régence, d'après les sources officielles, les rapports des consuls et d'autres documents. L'excursion de l'auteur ne s'est pas bornée à la seule visite de la ville de Tunis; il a aussi exploré la vallée de la Medjerda, Bizerte, Kaïrouan et a poussé jusqu'au bassin des Chotts. Observateur sagace doublé d'un homme de science, il sait donner à son récit une ampleur, une richesse de détails et de couleurs qui font que, malgré le grand nombre d'ouvrages qui ont été publiés sur la Tunisie, on éprouve un grand attrait à parcourir ces pages illustrées de bonnes gravures. Tout l'intéresse, le pays, les villes, le climat, le commerce, les habitants. Il nous fait pénétrer dans le palais du bey, dans l'intérieur d'une famille juive et au sein des tribus des Bédouins du désert. Il excelle à décrire les mœurs, le genre de vie et trouve facilement la caractéristique de chaque groupe d'habitants d'une Tunisie d'il y a dix ans, il est vrai, et non pas de la Tunisie actuelle déjà bien transformée sous la sage tutelle de la France.

KETTLER'S SCHULWANDKARTE VON DEUTSCH-OST-AFRIKA. Weimar (Geographisches Institut), 1891, 2^{te} Auflage, $\frac{1}{2\,000\,000}$, 3 Mares. — Faire remarquer que cette carte s'est suffisamment répandue dans le public scolaire pour rendre nécessaire la confection d'une seconde édition, est évidemment le meilleur éloge qu'on puisse en donner, car cela prouve que son utilité a été reconnue et qu'elle a été appréciée comme elle le méritait. Dans cette seconde édition l'échelle des tons a été remaniée, de manière à faire encore mieux ressortir le relief. En outre, le tracé des montagnes et des rivières, la distribution des localités, la nomenclature géographique ont été complètement mis à jour.

BULLETIN MENSUEL (4 avril 1892¹).

Malgré les mesures prises l'année dernière par l'administration française pour protéger la colonie de l'**Algérie** contre l'invasion des sauterelles, il semble d'après certains indices que l'on puisse s'attendre à voir le fléau réapparaître cette année-ci. Obéissant à la loi de leurs migrations, les acridiens du Sénégal ont remonté vers le nord. La période d'incubation variant de 20 à 30 jours, et les criquets mettant environ deux mois à atteindre leur complet développement, on peut apprécier combien la multiplication de ce terrible insecte a dû être prodigieuse dans ses étapes successives à travers le Sahara jusqu'à son arrivée sur les hauts plateaux de l'Algérie. Si les sauterelles qui s'étaient, l'an dernier, avancées sur les terres de culture tant indigènes qu'européennes de la colonie, ont été détruites grâce aux efforts des populations, il en est resté en arrière, et les nuées en sont déjà signalées dans les régions limitrophes du Sahara septentrional. L'an dernier, une ligne de ponte, dont on ne pouvait préciser la profondeur, s'étendait de l'Égypte au Maroc, sur toutes les frontières méridionales de la zone méditerranéenne. Cette année, au dire du *Moniteur de l'Algérie*, il paraît devoir en être de même. Dès le mois de novembre, le sud de la Tunisie, du côté de Gabès, a été envahi par des nuées de sauterelles pèlerins. Plus tard, il s'en est également montré, en grandes masses, sur les bords des lacs dans l'Oued-Souf, dans la région de Touggourt et, depuis le 10 décembre, dans celle de Ghardaïa. Sur ce dernier point, elles étaient si abondantes que, pendant quatre heures, leurs nuées masquaient la lumière du soleil. A la même époque, on les signalait dans la vallée du Niger, au Soudan, et au commencement de janvier, elles arrivaient entre Ouargla et Touggourt, et même entre ce dernier point et Biskra, puis à Sidi-Yahia dans la province d'Alger, dans les oasis de Laghouat, à Tripoli, ainsi qu'à Batna et à Tébessa. Les pontes résultant de ces nuées d'acridiens détermineront une nouvelle invasion qui menacera les cultures du littoral et par conséquent les richesses de la colonisation. Heureusement l'attention est éveillée, et grâce aux expériences faites les années précédentes dans la lutte contre le fléau, on peut espérer que les efforts de

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

l'administration et des particuliers préviendront les conséquences désastreuses que pourrait avoir cette nouvelle invasion.

M. Flamand, de l'École des sciences d'Alger, a exposé, à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, une partie des résultats de ses recherches sur « les pierres écrites, » faites pendant les étés de 1890 et 1891, dans l'**Extrême-Sud Oranais**. Il a signalé dans cette région plus de vingt stations nouvelles ou peu connues de ces pierres écrites par des peuples de l'âge de la pierre. Au cours de sa mission, il a recueilli un grand nombre d'inscriptions et de dessins libyco-berbères auxquels se joignent des inscriptions arabes, formules modernes du Coran. De tous les faits observés il a conclu qu'il y a eu une succession très nette de trois grandes époques dans le sud oranais : préhistorique, protohistorique et actuelle. — Notre compatriote, M. Henri de Saussure, qui, l'année dernière, a aussi exploré l'extrême-sud de la province d'Oran, a signalé autour de Ain-Sefra, à Tiout, à Sfissifa et à Mogradar, sur des parois de rochers, des inscriptions ou des dessins gravés en traits creux, d'hommes, de femmes et d'enfants représentant probablement l'établissement de familles immigrées dans ces localités. Ils figurent aussi des animaux, tels que la chèvre et le bœuf, l'autruche et l'éléphant; ce dernier n'a pas habité cette région dans l'époque historique. Jusqu'ici on ignore qui sont les auteurs de ces dessins. Ce ne sont ni les Berbères, ni les Arabes, non plus que les Romains, les Vandales ou les Visigoths. Ces dessins ont plutôt quelque ressemblance avec ceux des figures égyptiennes.

Le ministère français des postes et télégraphes avait confié à M. Serulla, botaniste distingué, la mission d'explorer les forêts de la Malaisie, au point de vue de la gutta-percha qu'il songeait à acclimater dans les possessions coloniales françaises. En 1891, M. Serulla se rendit dans l'Extrême-Orient pour chercher dans les forêts de Singapore des plants de ce végétal qu'il comptait placer dans des serres à Fort-de-l'Eau près d'**Alger**. Il a heureusement accompli sa mission, et vient d'arriver à Alger avec huit grandes caisses contenant environ 1200 pieds de gutta-percha. Ces plants ont été placés dans des serres, et les marcottes qui en seront tirées seront transportées au Gabon dont le climat est favorable et plantées en pleine terre pour y former des forêts. Si l'entreprise réussit, la colonie française sera dotée d'un produit des plus riches, et l'industrie électrique d'une substance indispensable, jusqu'à ce jour sans équivalent pour la fabrication des câbles sous-marins, aucune autre substance ne possédant au même degré les qualités de non-conductibilité électrique et d'inaltérabilité dans l'eau que l'on trouve dans la gutta-percha.

Encouragé par les excédents de son budget, le gouvernement égyptien a décidé de faire étudier la prolongation du **chemin de fer de la Haute-Égypte**, qui atteindra prochainement Girgeh; il s'agit d'un tronçon de 155 kilom. dont les frais sont évalués à 800,000 liv. sterl. environ. Consulté à ce propos, le conseil d'administration des chemins de fer admit en principe que, la contrée au delà de Girgeh devenant à la fois moins peuplée et moins productive, la voie large, adoptée dans le reste de l'Égypte, cessait d'avoir sa raison d'être et devait être remplacée par la voie étroite. Ce principe posé, les administrateurs se dirent qu'avec les 800,000 liv. sterl. prévues pour l'établissement d'une voie large entre Girgeh et Louqsor, on pourrait construire une voie étroite bien au delà de la première cataracte et même jusqu'à Wady-Halfa, c'est-à-dire à la frontière actuelle de l'Égypte. Wady-Halfa est le point de départ d'un chemin de fer dont 54 kilom. sont déjà en exploitation, et les terrassements sont construits sur 47 autres kilom.; cette ligne forme l'amorce d'une grande voie de pénétration vers le sud, déjà étudiée il y a une vingtaine d'années, pour tourner les 2^{me}, 3^{me} et 4^{me} cataractes. Une fois le réseau de la Haute-Égypte prolongé jusqu'à Wady-Halfa, il deviendrait facile de poser immédiatement des rails dans la direction de Dongola en utilisant les études déjà faites et les travaux exécutés. En établissant une communication rapide entre le Caire et la Nubie supérieure, on fournirait au khédive la possibilité de transporter en peu de temps aux frontières du Soudan une armée égyptienne, pour recevoir, sans coup férir, la soumission d'un pays que tous les témoignages, et en particulier celui du P. Ohrwaldér, s'accordent à décrire comme affamé par de mauvaises récoltes successives et fatigué par de longues années d'anarchie. La question a été soumise à une commission technique qui aura à examiner sur les lieux les avantages comparés de la voie large et de la voie étroite pour la prolongation du réseau de la Haute-Égypte.

Mgr Sogaro, vicaire apostolique de l'ancien Soudan égyptien, a adressé au cardinal-archevêque de Vienne, sur l'évasion des captifs autrichiens d'**Ondurman**, une lettre qui jette un triste jour sur le camp du mahdi et sur le caractère de celui-ci : « Le lendemain de leur évasion (30 novembre), les voisins remarquèrent que leur habitation était fermée et que tout était silencieux à l'intérieur. On frappa sans obtenir de réponse et les voisins allèrent prévenir le *mogaddem* ou directeur, un Grec d'origine, chargé de la surveillance des prisonniers européens, et responsable de leur garde. Le directeur, qui savait qu'il y allait de sa vie, informa immédiatement le khédive de ce qui était arrivé. Celui-ci, furieux, chargea son chef de police,



le cheick El Sug, de se mettre sur l'heure à la recherche des fugitifs. Le cheick commença par arrêter sans retard le mogaddem et trois des prisonniers, ainsi que deux Grecs, les menaçant de la bastonnade et de mort s'ils ne révélaient pas tous les détails de la fuite. Il fit faire ensuite une visite domiciliaire très minutieuse dans l'habitation des fugitifs; on trouva un panier de pain, quelques aliments, des grenades; on en conclut que la fuite avait été soudaine, et que les fugitifs n'avaient dû faire aucun préparatif, autrement ils auraient emporté avec eux ces provisions qu'ils avaient apprêtées pour le lendemain. Le chef de la police ordonna ensuite au chef guide des chameaux, chargé du service postal, d'envoyer quelques chameeliers à la poursuite des fugitifs, mais, malgré tout, on ne put pas faire partir les chameaux, parce que tous ceux qui étaient en état avaient été envoyés dans différentes provinces pour porter des nouvelles des troubles, et plus tard de la réconciliation qui s'était opérée entre les deux partis des khalifas Abdullah et Ali Sherif. Cinq jours furent ainsi perdus pour se procurer seulement trois chameaux. Enfin ces trois chameaux furent envoyés à Metammeh, et six jours après, l'expédition revenait sans avoir pu rien apprendre sur les fugitifs. Alors un haut personnage fit entendre au khalifa qu'il serait injuste de retenir en prison des gens innocents, puisqu'il était certain que l'évasion avait eu lieu sans que personne en eût eu connaissance. Le khalifa dit qu'il n'avait donné aucun ordre de mettre qui que ce fût en prison, et fit rendre la liberté à ceux qui avaient été arrêtés.

A la suite d'une enquête faite à **Obock**, une commission présidée par M. Lagarde, gouverneur de cette colonie, a approuvé le transfert à **Djibouti** du siège du gouvernement de cet établissement français. Ras Djibouti, qui se trouve au sud des îles Mousha, a sur Obock l'avantage de présenter un mouillage sûr et profond. En ce point, la rive forme une anse assez accentuée pour abriter les bâtiments contre les vents du N.-E. Djibouti, qui est de plus une excellente tête de route de caravanes, a un mouvement commercial important avec le Harrar et le Choa, tandis qu'Obock est en dehors de la zone fréquentée par les caravanes. Ménelik, qui paraît s'intéresser à cet établissement, a promis de faire construire des abris et de creuser des puits le long de la route du Choa jusqu'au territoire français. L'autorité française aurait à faire le même travail sur un parcours d'environ 300 kilomètres.

Le journal *the Free Church of Scotland Monthly* annonce que la caravane du Dr Stewart chargé de fonder, dans le territoire exploité par l'**Imperial British East African Company**, une station analogue à celle de Lovedale, a beaucoup souffert en traversant le désert de Taro,

région privée d'eau, au N.-O. de Mombas. Après deux jours de marche dans ce pays desséché, toute l'eau qu'elle trouva n'eût pas rempli plus de deux demi-calebasses. Le lendemain, à onze heures, ils purent en distribuer une tasse à chacun des membres de la caravane. Le 9 octobre, celle-ci atteignit la rivière Tzaro à 200 kilom. au N.-O. de Mombas. Puis elle se dirigea vers le Sabaki qu'elle longea un certain temps, enfin vers le Kibouézi. Elle atteignit la résidence du chef Kiloundou, où fut décidée la fondation de la station de **New-Lovedale**. La construction en fut aussitôt commencée. La population n'est pas dense, mais l'emplacement est salubre et d'un accès facile. Il se trouve au nord du Kilimandjaro dont le sommet couvert de neige peut être vu de Kiloundou.

Le baron de Soden, gouverneur de l'**Afrique orientale allemande**, a conclu, avec la maison Schuleke et Mayer, une convention pour l'établissement d'un service de poste régulier entre la côte de la colonie allemande et la rive méridionale du Victoria-Nyanza. Primitivement, le Comité anti-esclavagiste allemand avait chargé feu M. Hochstetter de créer ce service qui devait avoir deux départs et deux retours chaque mois. Des porteurs au nombre de trois ou six desservaient la section de la côte à Tabora, l'aller et le retour prenaient 60 jours; de Tabora à Oukoumbi, au sud du lac Victoria, il leur fallait 30 jours pour l'aller et le retour. Six porteurs pourraient suffire, dont quatre feraient le service de la côte à Tabora et retour, et deux celui de Tabora au Victoria-Nyanza. M. Hochstetter étant mort, ce service de poste relève maintenant de l'administration impériale.

D'après le *Times*, le tracé choisi pour le **chemin de fer** qui mettra l'océan Indien en relation avec le **Manicaland**, partira d'un point situé sur la Pougoué, vis-à-vis de Inyamboyo, à environ 20 kilom. de l'embouchure de cette rivière; il touchera le Busi à Iobo, à 20 kilom. de l'embouchure de ce dernier. Les grands navires de commerce peuvent atteindre ce point, cependant l'entrée du Busi est rendue dangereuse par des bancs de sable, c'est pourquoi on a choisi un port sur la Pougoué. De Iobo, la voie ferrée gagnera Massikessi par Mafora et Gomani; la longueur totale ne dépassera guère 300 kilom. Pendant les 240 premiers kilom., la pente atteindra rarement 1 %, mais, près de Massikessi, elle sera parfois de 25 %. Le pont le plus long aura une arche de 80^m; il y aura un tunnel d'un kilomètre et demi. La première section de 160 kilom. sera probablement terminée à la fin de cette année-ci, et le reste en 1893. La voie ferrée de la British South African Company pour Fort Salisbury rejoindra cette ligne au pont de Mouéni, près de Massikessi.

Nos lecteurs se souviennent qu'une cour arbitrale a été nommée par le

Conseil fédéral pour régler le litige existant entre les gouvernements portugais d'une part, anglais et américain de l'autre, au sujet de la ligne du chemin de fer de la **baie de Delagoa**. Elle est composée de MM. les juges au tribunal fédéral Blaisi et Soldan et de M. le professeur Heusler, à Bâle. Le litige est le suivant : En 1882, le roi de Portugal a accordé à une compagnie la concession de cette ligne ferrée, ouverte à l'exploitation en 1887. La compagnie devait achever la ligne jusqu'à un point déterminé; les travaux devaient être terminés en 1889. Des difficultés techniques surgirent; la compagnie ne put remplir ses engagements et le gouvernement portugais, par décret officiel, annula la concession et saisit la ligne. La compagnie, ou plutôt le principal actionnaire, soit les héritiers de feu le colonel Marc Murdo et les autres actionnaires ont obtenu des gouvernements anglais et américain la protection de leurs intérêts. Il a été décidé que la Suisse trancherait le différend par un arbitrage et le Conseil fédéral a nommé l'an dernier les trois arbitres. La procédure a déjà été fixée dans une première séance de la cour, qui a eu lieu le 2 août à Schwytz; toutefois il y avait lieu de tenir compte des observations des gouvernements intéressés et d'arrêter définitivement les stipulations de cette procédure; la cour arbitrale a été réunie à cet effet à Berne; nous ignorons jusqu'ici la décision qu'elle a pu prendre.

Le *Journal des Missions évangéliques* de Paris annonce que depuis quelques mois le **Le-Souto** a été régulièrement envahi par de grands essaims de criquets venant de l'intérieur de l'Afrique. L'arrivée de ces visiteurs fut d'abord saluée comme une aubaine, c'était après la moisson, alors que le maïs et le sorgho étaient déjà serrés dans les grandes corbeilles qui servent de greniers aux indigènes du sud de l'Afrique. On courut sus aux envahisseurs, non pour ne pas être pillé par eux, mais bel et bien pour les manger eux-mêmes. On en recueillit de grandes provisions; on les grilla; on les sécha au soleil; on les réduisit en farine, comme on le fait pour les sauterelles qui, chaque été, se trouvent en petit nombre dans les pâturages. Mais les chaleurs du printemps amenèrent de nouveaux escadrons de criquets, qui trouvèrent les champs couverts de succulentes tiges de maïs et de sorgho, et y firent des dégâts considérables. A chaque instant, l'on entendait le cri d'alarme dans les villages, et l'on devait courir vers les champs pour y allumer de grands feux destinés à éloigner le fléau. Les sauterelles signifient pour le Mo-Souto la perte de ses récoltes, la disette; pour les missionnaires c'est aussi la pauvreté; que de déboires et de fatigues les sauterelles leur vaudront-elles!

Le capitaine Van Gèle, qui a passé près de dix années dans le bassin du

Congo, est rentré en Belgique en très bonne santé. Les dernières années ont été essentiellement employées à la reconnaissance des vastes territoires qui s'étendent le long de l'**Oubanghi**. En 1886, il atteignit Yakoma où deux importants cours d'eau: le M'Bomou-Kengo et l'Ouellé, se rencontrent pour former l'Oubanghi. Il y fut arrêté par l'hostilité des indigènes, qui prenaient les explorateurs belges pour des Soudanais chasseurs d'esclaves et ne voulaient à aucun prix entrer en rapport avec eux. En 1889, il fut chargé de rattacher à l'influence de l'État du Congo les territoires situés le long de l'Oubanghi et de relier son exploration à celle du capitaine Roger qui remontait l'Itimbiri. Arrivé à l'Oubanghi, il renforça le poste de Zongo, la première station importante que l'on rencontre sur cette rivière. Un accident de navigation faillit lui coûter la vie dès le début de l'expédition. Comme il remontait le fleuve en steamer de Zongo vers Mokoangoué¹, dit l'*Indépendance belge*, son second bateau, sur lequel était embarquée une bonne partie de sa suite, sombra au passage du rapide de l'Éléphant. Van Gèle n'hésita pas, il amarra son bateau sur un banc de sable, et sauta aussitôt avec quelques hommes dans une allège pour sauver ses compagnons. L'allège fut emportée par le courant et coula à pic près du steamer en détresse. Un des hommes montant l'allège, un mécanicien de nationalité suédoise, fut entraîné à trois kilomètres de l'endroit du naufrage. Le malheureux fut recueilli par des indigènes. Van Gèle crut un instant que son heure suprême avait sonné; mais il s'accrocha à l'avant de son allège, et avec deux ou trois hommes monta sur le steamer. Heureusement, des indigènes les avaient vus de la rive; ils portèrent secours aux naufragés, preuve de la sympathie que les explorateurs belges avaient acquise auprès des nègres. Pendant l'année 1889, Van Gèle s'appliqua à reconnaître les principaux affluents de l'Oubanghi et aussi à s'attacher les peuplades de leurs rives. Il réussit pleinement à ces deux points de vue, et pendant son gouvernement la prospérité des bourgades s'accrut avec une telle rapidité que la station de Banzyville, qu'il avait créée entre Mokoangoué et Yakoma, compta au bout de deux ans 30,000 âmes. Il fut mieux accueilli cette fois à Yakoma qu'en 1886. Mais il fallut user de diplomatie pour faire comprendre aux Yakomas, que l'on n'en voulait pas à leur vie ni à leurs biens, et c'est seulement en 1890 que la paix fut scellée par l'échange du sang. Le drapeau bleu étoilé d'or fut arboré à Yakoma.

Ce succès fut bientôt suivi d'un autre, plus considérable encore. Comme Van Gèle se trouvait à Yakoma, il reçut un jour des émissaires de Ban-

¹ Voy. la carte, XII^{me} année, p. 128.

gasso, le puissant roi des Sakaras, vaste peuplade habitant le long du M'Bomou-Kengo. Bangasso avait entendu parler de Van Gèle et désirait faire sa connaissance. Le capitaine envoya à son tour des émissaires au monarque nègre, et l'on prit date pour une entrevue à Yakoma. Bangasso arriva dans le courant du mois de juillet 1890, accompagné de son frère Lengo, et de vingt-six de ses chefs. Il fit son entrée dans la station, précédé de son corps de musique et suivi d'un énorme cortège de femmes et d'esclaves porteurs de vivres et de présents. C'est que Bangasso est un vrai roi. On lui paye l'impôt en chèvres, lances, ivoire, vivres et esclaves. Ses aïeux règnent depuis deux cents ans sur les bords du M'Bomou-Kengo. Les Sakaras sont d'ailleurs tellement puissants, que les Soudanais, qui oppriment tous les indigènes de cette partie de l'Afrique, n'osèrent s'attaquer à eux. Les hommes de la suite de Bangasso mirent huit jours pour construire, à une heure de Yakoma, le camp de leur roi, qui ne comprenait pas moins de huit cents huttes. Bangasso et Van Gèle eurent quotidiennement, pendant quinze jours, de longues entrevues. Le roi des Sakaras prit des nouvelles du « Sultani di Belgica, » c'est ainsi qu'il appelait le roi Léopold, il se fit expliquer l'organisation de l'État Indépendant, et enfin plaça son territoire sous la protection du souverain du Congo. Le jour où le pacte d'amitié fut conclu par le sang et l'échange des documents, le drapeau congolais flotta à la hutte royale du camp de Yakoma.

Au moment de son départ, Bangasso fit promettre au capitaine qu'il lui rendrait visite dans ses États et qu'il se mettrait en route dès le lendemain. Il lui donna des conseils sur la route à suivre, et lui dit qu'il se mettait en voyage pour lui préparer la voie. Comme il avait été convenu, Van Gèle partit en pirogue sur le M'Bomou-Kengo, et s'arrêta au petit village d'Ouango. Là, Bangasso, qui était parti par la route des caravanes, l'attendait sur la rive. Quel ne fut pas l'étonnement du capitaine Van Gèle, quand il constata que le roi avait eu le temps, en un jour, de faire faucher les herbes, le long de la route, sur une largeur de quatre mètres, et cela sur un parcours de neuf heures de marche. Ce trait dit assez la puissance et l'autorité de Bangasso. Au moment de l'entrée de Van Gèle dans Bangasso, le roi passa la revue de ses troupes qui étaient rangées en rectangle sur la place publique. Le monarque était rayonnant d'orgueil, et vraiment Van Gèle lui-même était étonné de constater la puissance et la bonne organisation des bataillons Sakaras. On fêta le séjour de Van Gèle et du capitaine Le Marinel, qui l'accompagnait, par trois journées de festins et de réjouissances.

De retour à Yakoma, Van Gèle songea à faire sa jonction avec le capi-

taine Roger qui venait de lui annoncer son arrivée à Djabbir, sur l'Ouélé. Mais il n'y réussit qu'après avoir évité, par un mouvement tournant, une peuplade très belliqueuse qui s'opposait à sa marche. Enfin, il arriva à temps à Djabbir pour repousser les Arabes qui faisaient de terribles incursions dans ces territoires.

Le Comité des Missions évangéliques de Paris vient de décider la création d'une station importante dans le **Congo français**. MM. Allégret et Teisseres avaient été chargés, il y a deux ans, de faire un voyage d'exploration et de procéder à une enquête préparatoire. A cet effet, ils remontèrent l'Ogôoué et se mirent en relations avec les tribus pahouines, pour revenir ensuite par les hauts plateaux d'Akoukouya au Stanley-Pool et, de là, rejoindre Loanda. C'est à **Talagouga**, au-dessus de Lambaréné, à 400 kilomètres de la côte, dans le haut Ogôoué et aux pieds des grands rapides, que la Société des Missions va fonder cette station. L'endroit est particulièrement bien situé, car son accès est relativement facile et les Pahouins y sont très nombreux. Trois familles missionnaires s'établiront à Talagouga et devront d'abord ouvrir des écoles où seront reçus des enfants des tribus pahouines. Un atelier de scierie et de menuiserie sera adjoint à la petite école de Talagouga. Cette œuvre est destinée à rendre de grands services. Si une influence doit être exercée sur les populations indigènes, ce sont les pahouins qui semblent devoir le mieux en comprendre les bienfaits, car ils n'ont pas encore rencontré les missionnaires de l'Islam, adversaires redoutés et redoutables de la civilisation européenne. MM. Allégret et Teisseres font leurs préparatifs de départ et, dès la fin de juillet, ils seront sans doute à Talagouga dont Savorgnan de Brazza avait déjà signalé l'importance comme station européenne à créer.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

La Chambre de Commerce d'Oran vient d'installer un musée commercial où elle centralise les types des produits qui peuvent trouver en Algérie d'utiles et fructueux débouchés.

Suivant des nouvelles reçues de Biskra, la mission Fourneau était parvenue sans encombre, le 20 février, à Taboukari, entre In-Salah et Ghadamès, à 800 kilom. de Biskra. L'explorateur et sa suite ont continué leur route vers le sud. La région qu'il a traversée est infestée de pillards; il faudrait établir deux postes, l'un à Hassi-Masseguem, l'autre à Temassinim, pour donner un peu de sécurité à la partie nord du Sahara-Tonareg.

A l'Académie des Sciences a été donnée communication d'un mémoire de M. Rolland, ingénieur des mines, qui a étudié le régime des eaux souterraines du Sahara

dans la région qui s'étend depuis le Mzab jusqu'à El-Goleah. Pour répondre aux vœux exprimés par les populations, il a indiqué les points où les forages artésiens doivent avoir lieu pour obtenir des puits. Il prépare un travail analogue pour la région d'El-Goleah et du Sud au delà de ce point.

Un grand nombre d'armateurs de la Grande-Bretagne se sont plaints de la Compagnie du Canal de Suez au sujet du transit du pétrole dans le canal. Ils ont chargé sir Frederic Abel et M. Redwood d'aller étudier sur place les conditions dans lesquelles ce transport pourrait être opéré.

M. Rogozinsky, dont nous avons mentionné précédemment l'exploration dans l'île de Fernando-Po, a accepté un poste en Égypte, dans l'administration militaire, en vue d'une expédition au Soudan.

M. Milner, qui revient de la Haute-Égypte, a vu de nombreuses caravanes quitter Assouan pour l'intérieur du Soudan, fait qui semblerait indiquer une reprise des relations commerciales dans cette région. Il a vu également dans les environs de Sarraas quantité de réfugiés retourner au Soudan pour y reprendre leurs travaux agricoles.

Le *Monatschrift für den Orient* publie un article du professeur Paulitschke, d'après lequel l'Institut cartographique italien fait préparer des cartes de la colonie Erythrée en langue amhara et avec des caractères éthiopiens. Elles sont destinées à l'étude de la géographie locale par les élèves du nouveau territoire italien.

D'après un télégramme d'Aden, du 14 mars, des lettres du Dr Traversi, chef de la station scientifique italienne de Let-Maréfia, au Choa, datées du 30 janvier, annoncent que l'entrevue du général Gandolfi avec les chefs du Tigré n'a pas changé les dispositions amicales du roi Ménélik envers la station. Le Ras-Mangascia s'est excusé, par un message, de manquer au rendez-vous avec Ménélik, par suite des maladies dont souffrent ses troupes; Ménélik a agréé ses excuses.

D'après une déclaration faite à la Chambre des Communes par le représentant du gouvernement, le traité conclu par l'Imperial British East African Company avec le roi de l'Ou-Ganda a été reconnu.

L'expédition de M. Oscar Borchert pour transporter au lac Victoria-Nyanza les matériaux nécessaires à la construction d'un chantier maritime est partie de Bagamoyo pour l'intérieur. M. Borchert a l'intention de revenir à la côte lorsque le chantier sera complété, afin de prendre le vapeur démontable qui doit être lancé sur le grand lac.

D'après un télégramme de Berlin au *Daily News*, le major von Wissmann et le conseil de la Loterie anti-esclavagiste ont convenu que le steamer *Wissmann* ne sera pas transporté au Victoria-Nyanza, mais au Tanganyika ou au Nyassa, où il peut beaucoup plus facilement parvenir par le Zambèze et le Chiré.

Le représentant de l'African Lakes Company a annoncé, à la date du 14 mars, qu'un nouveau désastre a été subi par la garnison du fort Johnston, construit en face de Mponda, au sud du Nyassa, par le commissaire britannique chargé de l'administration de cette région. Les esclavagistes ont attaqué l'expédition de la Compagnie, et en ont blessé les chefs MM. King et Watson. Ils ont également blessé ou tué plusieurs soldats sikhs et zanzibarites.

Un décret exemptant de tout droit les marchandises exclusivement destinées aux missionnaires de l'Afrique orientale a été publié à Zanzibar le 14 mars.

Les Maganza et les Massingire, tribus dont les territoires sont situés entre l'Océan Indien, le Zambèze et le Chiré, se sont révoltés. La ville de Quilimane serait menacée.

Un des quatre missionnaires envoyés par l'Eglise des Frères moraves pour fonder une station au nord du Nyassa a succombé à la fièvre. Les survivants ont choisi l'emplacement de leur station au pied des monts Rungwé, près de Kararamouka, en territoire allemand.

Sir Henry Loch, gouverneur de la Colonie du Cap, a fait un voyage au Be-Chuanaland, pour examiner si ce territoire, placé depuis quelques années sous le protectorat anglais, pourrait, ainsi que le royaume de Khama, situé plus au nord, être dès maintenant annexé à la Colonie.

Le gouvernement britannique a reconnu la convention passée entre la South African Company et Lewanika, roi des Ba-Rotsé. Un service mensuel de poste, organisé de concert entre la Compagnie et le roi Khama, ira jusqu'à Kazoungoula, sur le Zambèze moyen.

Le ministre de la marine a annoncé à la Chambre des pairs du Portugal qu'une grande quantité de juifs, revenant de l'Amérique du Sud, vont s'établir dans la province de Mossamédès.

L'autorité allemande s'efforce de civiliser les indigènes de la colonie de Cameroun. A cet effet, elle y a créé cinq écoles, dans lesquelles les élèves apprennent l'histoire biblique, la lecture, l'écriture, l'arithmétique, les règles d'intérêt, et un peu d'allemand. On leur enseigne aussi le chant et ils peuvent déjà chanter plusieurs chants nationaux allemands.

En raison des troubles qui règnent dans la région au sud du lac Tchad qui paraît soumise à l'influence des musulmans du Ouadaï, M. le lieutenant Mizon a renoncé à son projet de pénétrer dans la vallée du Chari. Arrivé à Yola sur le Haut-Bénoué, il s'est décidé à chercher par le sud ou le sud-est de l'Adamaoua une route vers les établissements français du Congo.

D'après des nouvelles reçues de Lagos, les Egbas, indigènes d'Abéokouta, auraient fermé complètement les routes commerciales menant à la colonie anglaise et passant à travers leurs pays. Comme la plus grande partie du commerce du Yoruba se fait à travers le pays des Egbas, la mesure que ceux-ci viennent de prendre pour la deuxième fois, probablement à l'instigation d'autres tribus indigènes, cause un sérieux préjudice aux marchands de Lagos.

Une dépêche de Bathurst, du 13 mars, annonce que quatre vaisseaux de guerre anglais ont remonté la Gambie sur un parcours de 300 kilom. Ils ont débarqué 500 hommes de troupe et ont brûlé les villages d'un chef qui faisait des incursions sur le territoire britannique et menaçait la colonie de Bathurst.

La mission technique envoyée par l'administration des colonies pour étudier le prolongement éventuel vers le Niger du chemin de fer de Kayes à Badumbé est arrivée à Kita. Cette mission est dirigée par le commandant Marmier, du régiment des chemins de fer.

M. Brosselard-Faidherbe a fait à la Société de géographie commerciale de Paris une communication sur son récent voyage dans la Mellacorée, et montré l'utilité qu'il y aurait à la création d'une route commerciale vers le Haut-Niger. Ce fleuve, navigable sur un parcours de 2000 kilom., pourrait être relié par un chemin de fer au poste du Maoundé, sur la Mellacorée, à 90 kilom. de l'embouchure de cette rivière et que les vapeurs peuvent atteindre sans difficulté.

Suivant une correspondance arrivée des îles Canaries, les Allemands chercheraient à s'établir au cap Noun, par 28° 7' de lat. nord et 13° de longitude ouest, entre Juby et Ifny, sur l'Oued Draa, point extrême de la frontière du Maroc, où le sultan n'a qu'un pouvoir nominal.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Deux membres de la British and Foreign Anti-slavery Society se sont récemment livrés à des investigations sur l'état actuel de la question de l'esclavage en **Tunisie**. Un correspondant du *Times* à Tunis a donné quelques détails intéressants sur le résultat de cette enquête sur place. Les deux délégués anglais ont pu s'assurer que personne n'est actuellement vendable ou achetable dans aucune partie de la Tunisie; des peines sévères ont été édictées contre les trafiquants d'esclaves; tout esclave qui désire redevenir libre est certain d'obtenir des autorités un décret de libération, même dans le cas où un maître n'aurait pas délivré de certificat à ses anciens esclaves. Ce système est applicable aux harems. Aussi le correspondant du journal anglais constate-t-il que la France a résolu le problème qui avait paru insoluble à Gordon en Égypte, à cause précisément de l'institution du harem, et que c'est à la France qu'appartient l'honneur d'avoir assuré la mise à exécution effective du traité signé en 1875 par le bey de Tunis, à la requête de l'Angleterre.

Le P. Dromaux écrit de **Karéma** (Tanganyika) aux *Missions catholiques*: J'ai ramené de Kilando, à deux journées d'ici, en deux voyages, 110 malheureux esclaves, surtout des enfants, garçons et filles, rachetés à une caravane qui avait passé le lac; j'aurais pu en avoir bien plus si j'avais accepté les femmes, mais je les refusai pour des motifs légitimes. J'ai cependant ramené quelques jeunes filles d'une douzaine d'années, épuisées par les privations. Au moment où j'étais à Kilando, arriva aussi Makoutoubou, le chef de l'expédition qui avait ravagé les pays limitrophes de ceux du capitaine Joubert entre les lacs Tanganyika et Moero. Je m'attendais à voir un Rouga-Rouga à mine terrible; je fus surpris de ne rencontrer qu'un petit vieillard qui, pour me saluer, prit sa chéchia à deux mains, regardant humblement à terre. Le lendemain, lorsque j'allai le voir chez

lui, il n'osa paraître et me fit dire qu'il était absent; j'appris alors que ce n'était qu'un esclave peureux, originaire du pays qu'il avait ravagé. Voilà donc ce que sont ces terribles chasseurs d'hommes. On lui fit savoir que je n'étais ni capitaine, ni allemand, mais un humble *padiri*, et le lendemain je pus le voir. Ce jour-là je lui rachetai vingt enfants. L'embarras d'emmener ce monde à Karéma fut augmenté par la dysenterie dont ils souffraient presque tous. Il aurait fallu les régler pour la nourriture, mais impossible; ils volaient et mangeaient cru tout ce qu'ils pouvaient trouver. Le jour, je leur laissais manger ce qu'ils voulaient après l'avoir fait bien cuire, et cependant plusieurs fois il arriva que, la nuit, au dehors près de la tente, des paniers de patates ou de maïs disparurent; les faméliques avaient tout dévoré; il fallut cacher mes paniers au loin dans les herbes.

Un soir, j'entendis un enfant dire à son voisin : « Sais-tu où l'on va ? Karéma, connais-tu cela ? Maintenant au moins on mange; mais, chez Makoutoubou, il fallait tous les jours se coucher avec la faim. Les filles avaient moins mal que nous, elles aidaient à piler et ramassaient le son; mais nous, nous n'avions rien, et si encore on attrapait quelque chose, les grands nous l'enlevaient. »

Makoutoubou avait trop d'esclaves pour s'en occuper lui-même; les derniers capturés étaient confiés à d'autres plus anciens qui, n'étant pas stimulés par l'intérêt qu'a tout propriétaire à veiller sur son bien, ne s'inquiétaient guère de leur perte. Aussi dut-il en mourir beaucoup à Kilando; mais il me fut difficile d'en juger car les hyènes emportaient les cadavres. Un jour cependant, je vis une douzaine d'hommes rivés à une même chaîne mettre dans une fosse une femme jeune encore. Le surlendemain, en repassant, je vis la terre de la fosse abaissée; à douze ils n'avaient pas pu creuser assez profond. Et cependant alors ils étaient au repos, dans un pays habité; ce dut être bien pis en route et dans les bois; aussi ai-je entendu raconter par plusieurs des ravisseurs eux-mêmes qu'ils en jetaient jusqu'à cinquante en un jour, *jeter* veut dire percer de la lance. Un d'entre eux disait devant moi à l'un de ses compagnons : « Combien penses-tu que Makoutoubou en a jeté, lui seul, au Mapangou en voyage ! » — « Deux mille, » répondit l'autre. « Oh ! oui, et même plus. » Il est vrai qu'ils ne savent pas compter jusqu'à mille.

Makoutoubou, quoique chef, n'était pas maître de tous les esclaves pris dans cette expédition; or il en avait près d'un millier à Kilando. J'en ai vu partir pour l'Ou-Nyanyembé six à sept cents qui n'étaient pas à lui; un autre millier à peu près devait être disséminé dans les environs chez les Ou-Fipa, les Wa-Bendé, etc. Mais, avant que cette expédition se mît en

marche, dans leur pays même, en Maroungou, beaucoup d'esclaves avaient déjà succombé; d'abord dans les guerres, en petit nombre cependant, Arabes et nègres sont ici trop lâches pour rendre les combats sanglants; après le combat, plusieurs ont été massacrés afin de maintenir les autres dans la crainte. Au moment de partir du premier camp près des villages saccagés, on avait jeté dans la rivière voisine, tous ceux qu'on prévoyait ne pouvoir arriver ou être de peu de valeur : les vieillards, les femmes enceintes, les petits enfants, les infirmes.

En me voyant acheter des enfants tout jeunes, un de ces brigands disait à un de ses compagnons : « Oh ! si nous avions su que cela avait de la valeur, nous n'en aurions pas tant jeté à l'eau. » Un autre, après m'avoir remis un enfant de trois ans environ, se consolait de ne l'avoir pas vendu cher, parce que, disait-il, il l'avait ramassé; c'était donc autant de gagné.

En marchandant, je faisais valoir que sur quatre j'en perdrais au moins un, que j'aurais à les soigner longtemps, etc. Mais ces monstres ne vendaient que juste ce qu'il leur fallait pour avoir les étoffes indispensables; ils disaient que dans l'Ou-Nyanyembé, ou à la côte, on leur en donnait un prix bien plus élevé que celui qu'ils pourraient espérer au Tanganyika, et que, dussent-ils en perdre la moitié et plus, ils auraient encore du bénéfice; qu'ainsi ils préféraient les laisser souffrir de la faim au risque de les voir mourir, plutôt que de les céder au prix d'ici.

Parmi nos 110 rachetés, vingt ont déjà péri; trois d'entre eux ont reconnu leurs mères ici et sont morts dans leurs bras. Pour détourner les esclavagistes de massacrer leurs infirmes et les engager à me les vendre, j'essayais de leur faire peur des Allemands, mais ils répondaient qu'ils sauraient bien les tuer dans les bois sans qu'on en sût rien.

Les *Missions d'Afrique* publient des Extraits du *Journal des missionnaires de Kibanga* (Tanganyika) qui nous révèlent un nouveau trait de la ruse des esclavagistes dans cette région. Il s'agit de Roumaliza, associé de Tipo-Tipo, chargé par le sultan de Zanzibar de soumettre les pays qui entourent le lac. Établi à Oudjidji, il a eu l'idée de faire circoncrire par force les indigènes capturés comme esclaves, afin de pouvoir les faire passer pour des *islamisés*.

Quant au nombre des esclaves faits dans les dernières razzias, le journal annonce que Tipo-Tipo est parti avec plus de 1500 personnes, rien que des esclaves; Nassor, avec 3000, rien que des esclaves également. Restent Bouana-Nzigué et Roumaliza, et leur caravane se composera bien de 4000 à 5000 esclaves aussi.

Nous annoncions, dans notre dernier numéro, l'arrivée du capitaine Jac-

ques et de son expédition au **Tanganyika**. D'après le *Mouvement anti-esclavagiste*, sa venue a été des plus opportunes, car elle a déterminé la dislocation des troupes que Roumaliza armait pour attaquer le capitaine Joubert. « Les esclavagistes, » dit-il, « sont admirablement pourvus d'armes et de munitions. L'application rigoureuse de l'Acte anti-esclavagiste peut seule mettre fin à l'infiltration, encore bien considérable, des armes et de la poudre : si non, bientôt viendrait le jour où ces armes et ces munitions se retourneraient contre ceux qui les auraient vendues et dont la responsabilité serait effroyable.

De **Mpala**, le capitaine Joubert a fondé, à une journée plus au Sud, par 7°01' lat. S., une nouvelle station à **Saint-Louis**, à 2 kilom. de la rive et à 15 kilom. environ du pic de Mrumbi. Le Maroungou étant infesté par les chasseurs d'hommes, la population de villages entiers, désireuse d'échapper aux rapt et aux vexations continuelles dont elle était l'objet, a entièrement abandonné ses anciens pénates pour goûter un peu de repos sous la protection directe du capitaine. En moins de quinze mois, sept villages nouveaux se sont élevés dans la plaine, en sorte que l'agglomération de Saint-Louis compte aujourd'hui six mille âmes. Ce serait une force avec laquelle il y aurait à compter, si elle était armée. Malheureusement le capitaine n'a que peu d'armes à lui donner. Il n'avait pas reçu en novembre un seul des 320 fusils qui lui ont été expédiés un an auparavant. Ils ont pris la route de Quilimane-Zambèze-Chiré, actuellement fermée, M. H.-H. Johnston, commissaire impérial anglais dans cette région, ayant retenu tous les porteurs pour l'usage exclusif de ses expéditions.

A l'énergie persévérante que déploie le capitaine Joubert dans la défense des établissements missionnaires contre les esclavagistes, se joint chez lui une tendresse toute maternelle pour les nombreux enfants qu'il a arrachés, *manu militari*, des mains des trafiquants, ou qu'il a rachetés avec les modestes ressources dont il dispose. C'est lui qui leur enseigne le catéchisme, qui leur apprend à travailler et qui les soigne lorsqu'ils sont malades ou élopés. « C'est, » dit le capitaine Jacques, « une besogne dont on ne se fait pas d'idée, et le brave homme la fait toute lui-même avec une patience et un dévouement vraiment angéliques. Je n'en citerai qu'un cas dont j'ai été le témoin oculaire. Les avant-postes de Roumaliza, qui se disposait à livrer à Joubert un assaut décisif, étaient établis dans un camp retranché à 10 kilom. de Saint-Louis. Dès qu'ils eurent connaissance de l'arrivée au lac des renforts que nous apportions au capitaine, ils furent pris de panique et profitèrent d'une nuit pour gagner le large. Le lendemain, les gens de Joubert trouvèrent le boma ouvert et le village abandonné; la seule chose

qu'ils en rapportèrent fut une fillette de sept à huit ans, dans un état de maigreur effrayant et entièrement enfermée dans un *tchongou* (grand pot en terre cuite dans lequel les natifs font cuire leurs aliments). Dans leur fuite précipitée, les misérables n'avaient pu emporter ou n'avaient pas pensé à achever cette jeune victime de leurs brutalités. Ce petit squelette est horrible à voir; incapable de faire le moindre mouvement, il faut quelqu'un pour le mettre sur son séant et l'adosser à un mur pour qu'elle tienne en équilibre; il faut quelqu'un pour la mettre à plat quand elle veut reposer; il faut quelqu'un pour lui faire absorber un peu de nourriture, et, avec cela, le souffle de vie qui reste à ce fantôme est employé à geindre continuellement. Le capitaine se lève vingt fois la nuit pour la soigner, et cent fois par jour il est là penché sur elle avec des caresses comme une mère en a pour son enfant. »

Une nouvelle expédition de la Société anti-esclavagiste de Belgique s'embarquera le 2 avril à Amsterdam. Elle prendra la même route que celle du capitaine Jacques, par Tabora et Karéma.

La *Deutsche Kolonial Zeitung* annonce que le commissaire impérial de la colonie allemande de **Togo** à la côte de Guinée a pris des mesures concernant l'enrôlement des indigènes comme travailleurs en dehors du territoire de protectorat, en vue de prévenir un commerce déguisé d'esclaves. L'importation d'esclaves de l'intérieur vers la côte est fort peu importante, les trafiquants d'esclaves sentant que l'esclave arrivé à la côte peut, quand il le veut, obtenir immédiatement sa liberté. Mais, plus à l'intérieur du territoire de Togo, la traite se pratique clandestinement, aussi bien que dans la colonie britannique de la Côte d'Or, où le trafic des esclaves est cependant interdit; il faudra un travail de beaucoup d'années pour amener une modification des conditions économiques. Quoi qu'il en soit, il faut se réjouir que le commissaire ait agi comme il l'a fait, et interdit la traite, car, alors même que nous n'avons pas la force nécessaire pour faire respecter cette interdiction, elle n'en exerce pas moins, surtout dans les grands centres de l'intérieur, une certaine influence morale.

Le *Correspondant* a publié un article intitulé *Les Missionnaires et l'esclavage au Soudan français*, dû à la plume du Père Marcot, supérieur de la mission de **Kita**, fondée en 1888, à 1300 kilomètres de la côte du Sénégal, au centre du plateau où prennent naissance le Sénégal et le Niger. Nous en extrayons ce qui suit : L'esclavage existe au Soudan malgré l'occupation française, et il existera longtemps encore, malgré tous les efforts que l'on fait pour l'abolir. Il ne suffit pas, en effet, d'établir des règlements, il faut les faire observer. Or, tant que les mœurs essentiellement esclavagistes

de la population indigène ne seront pas transformées par une civilisation foncièrement chrétienne, l'esclavage subsistera. On pourra, assurément, arrêter les razzias dans le pays où l'on s'établira, c'est ce qui se fait au Soudan partout où flotte le drapeau français, et, soit dit en passant, c'est cette suppression, bien plus que des motifs religieux, qui excite la fureur des pieux mahométans, comme Amadhou, Samory et autres. On pourra aussi défendre l'exposition des esclaves sur un marché public à portée des postes : c'est également ce qui a lieu dans les pays de protectorat. On pourra encore réprimer, quand on les connaîtra, toutes les cruautés exercées sur les esclaves, à proximité des établissements. On pourra même défendre aux caravanes d'esclaves de circuler aux alentours des postes, sauf à voir la solitude se faire dans les environs et les populations indigènes aller planter leur tente ailleurs. Mais vouloir empêcher les caravanes d'esclaves de passer entre les postes distants d'une centaine de kilomètres; vouloir empêcher les maîtres de vendre leurs esclaves, les parents leurs enfants, les maris leurs femmes; vouloir empêcher le plus fort d'opprimer le plus faible, c'est demander l'impossible et se bercer d'une agréable mais profonde illusion. Pour obtenir ce résultat, il faudrait placer un Européen à côté de chaque indigène, et le succès paraîtrait même encore douteux. Qu'on ne parle pas du concours des chefs de village ou d'autres indigènes. Oui, ils aideront à arrêter les caravanes, mais à condition que les esclaves pris deviennent leurs propres esclaves, ou que, du moins, ils puissent acheter des captifs avec le prix de leurs services. A ce compte, ils y mettront une certaine bonne volonté, mais à ce compte seulement. Ce serait mal les connaître que de se fier à leurs sentiments d'humanité ou de considération pour leurs semblables.

Pour montrer jusqu'à quel point l'esclavage est entré dans les mœurs sociales au Soudan, nous pourrions citer des faits malheureusement nombreux. En voici un exemple frappant. Un officier rencontre, dans une caravane, deux esclaves maltraités. Il s'en empare, comme c'est la règle. Peu de temps après, il les met en liberté. Ces deux enfants, âgés de 15 à 18 ans environ, étaient libres depuis une demi-heure, que le plus âgé dit à l'autre : « Tu es mon esclave, porte mon boubou. » Le plus jeune trouve la chose toute naturelle, redevient esclave et est vendu quelques jours après.

Il y a, auprès de chaque poste, un village où l'on place les esclaves évadés ou libérés. On leur donne, avec la liberté, des champs à cultiver et ce qu'il faut pour s'établir. Ils ont généralement connu toutes les horreurs de l'esclavage, et devraient, ce semble, être anti-esclavagistes résolus. Or ces esclaves libérés ne rêvent que d'avoir des esclaves à leur tour. Ils trouvent

ce désir si naturel qu'ils vont jusqu'à réclamer aux commandants de cercle certains esclaves qu'ils voient passer, et dont le père appartenait jadis à leur famille. « Un tel, » disent-ils, « son père y a été captif de mon père, donc lui y a captif à moi. »

Le mariage lui-même n'est qu'un honteux trafic d'esclaves... De même dans un temps de famine, ou parfois pour des causes assez légères, les parents, le père surtout, ne se font aucun scrupule de vendre leurs enfants. Ces faits, je le veux bien, arrivent aujourd'hui assez rarement dans les villages soumis immédiatement à l'influence du poste; mais il n'en font pas moins comprendre combien l'esclavage est entré profondément dans les mœurs, puisqu'il est la base même de la constitution sociale et qu'il prime les sentiments les plus sacrés du cœur humain.

Un mot sur le sort réservé aux esclaves dans les pays de protectorat. Tout mauvais traitement qui arrive à la connaissance des autorités est puni, et entraîne, par le fait même, la libération du captif. Ces sanctions retiennent les négriers, à moins que l'espoir de l'impunité ne laisse libre carrière à leurs instincts farouches. C'est ainsi qu'une petite fille, actuellement élevée à la mission, fut, il y a trois ans, abandonnée dans un marigot voisin d'ici en plein hivernage. Ses maîtres voyant que l'enflure des pieds ne permettait plus à la pauvre enfant de suivre la caravane, l'avaient placée dans le lit du torrent. Ils espéraient qu'un orage, grossissant soudain les eaux, emporterait leur victime, ou, qu'au moins, une bête fauve viendrait la dévorer, si elle ne mourait de faim auparavant. Or, Dieu permit que, trois jours après, des gens du pays rencontrassent cette pauvre enfant et ils nous l'apportèrent. Elle était incapable de faire un pas et à moitié morte de faim, de froid et de frayeur.

Une autre enfant, élevée aujourd'hui également dans la mission, fut trouvée sur le bord de la route, mourant de faim et de privations. Pendant plus de six mois, nous dûmes lui donner une nourriture très fortifiante pour arriver à la rétablir.

A condition de ne pas maltraiter les esclaves, de ne pas les exposer en vente sur un marché public, et de se munir d'un laissez-passer qui doit être visé dans les postes, les caravanes peuvent circuler librement dans le Soudan français. C'est à peu près tout ce qu'on peut exiger actuellement, et il serait prématuré de vouloir aller au delà : les caravanes passeraient entre les postes au lieu de suivre la route qui relie ces établissements, et échapperaient à tout contrôle.

Dans chaque village important, il y a un courtier d'esclaves qui sert d'entremetteur entre les marchands et les acheteurs. C'est à lui que l'on s'adresse quand on veut se procurer un captif. A Kita, le prix moyen d'un

enfant de 10 à 12 ans est de 150 fr.; plus âgés, ils coûtent 200 fr. et même davantage; plus jeunes, on peut les avoir pour 50 fr. »

Ce fut Mgr Picarda, vicaire apostolique de la Sénégambie, qui, en 1888, envoya quelques-uns de ses missionnaires s'établir à Kita. Leur premier soin fut de choisir, à vingt minutes du village, un emplacement pour une œuvre d'enfants. De nombreuses constructions y ont été élevées par eux; car, à l'école se rattache l'apprentissage de divers métiers: menuiserie, taillerie, forge, cordonnerie, etc. L'agriculture y est enseignée aussi dans la mesure du possible. Il y a actuellement une soixantaine d'enfants, 50 garçons et 10 filles, celles-ci élevées dans une famille chrétienne. Parmi les 50 garçons, quelques-uns sont des fils de chefs ou de notables du pays; les autres sont des esclaves libérés, confiés à l'établissement par M. le commandant supérieur, ou rachetés par les offrandes de bienfaiteurs. Ces enfants arrachés à l'esclavage formeront un jour des familles chrétiennes libres, dans lesquelles nous fondons nos principales espérances pour la régénération du pays.

Un mois après avoir envoyé ces pages au *Correspondant*, le P. Marcot était enlevé par la fièvre; deux des fondateurs de la mission avaient déjà avant lui payé de leur vie leur dévouement pour les noirs du haut Sénégal.

Sur le rapport de M. Luciano Cordeiro, les Cortès de **Lisbonne** d'abord, puis la Chambre des pairs à l'unanimité, ont adopté l'Acte général de la Conférence de Bruxelles.

Quant aux **Pays-Bas**, un projet de loi portant approbation du protocole du 2 janvier 1892 relatif à l'Acte de la Conférence avait été déposé au greffe de la Seconde Chambre. Le gouvernement néerlandais rappelait dans son exposé des motifs que la ratification déposée par la France était incomplète, puisqu'elle s'était réservé l'application ultérieure, dans certaines possessions françaises, des articles XXX et XLI de l'Acte général, concernant la concession du pavillon aux bâtiments indigènes, le rôle de l'équipage et le manifeste des passagers noirs. Aussi le gouvernement néerlandais n'avait-il signé le protocole que sous la réserve de son approbation par les États-Généraux. D'après un télégramme de l'*Indépendance belge* du 17 mars, le protocole et la déclaration y annexée ont rencontré de l'opposition dans les sections de la Seconde Chambre, où l'on a fait remarquer que la ratification partielle par la France est dangereuse dans ses conséquences et s'accorde mal avec le refus fait à la Néerlande de lui laisser signer l'Acte général sans la déclaration annexe ¹.

¹ A la dernière heure, un télégramme annonce que la Seconde Chambre a adopté la ratification de l'Acte général de Bruxelles.

Au mois de novembre de l'an dernier l'**Imperial British East African Company** n'ayant pas, semblait-il, les ressources suffisantes pour faire faire les études du tracé du chemin de fer qu'elle désire construire de Mombas au Victoria-Nyanza, avait eu la déception de voir l'opposition dans la Chambre des Communes empêcher le vote du crédit de 500,000 fr. que le gouvernement demandait pour ces études. Il fut alors affirmé que les amis de la Compagnie avaient fourni à celle-ci la somme nécessaire, que les études étaient décidées, et que la direction en était confiée au capitaine du génie Macdonald, accompagné par le capitaine Pringle, appartenant au même corps ¹. Aussi avons-nous été surpris de voir le Parlement britannique saisi, le 3 mars, d'une demande de 500,000 fr. pour ces mêmes études. Les partisans de la subvention à la Compagnie ont rappelé les engagements pris par la Grande-Bretagne pour l'abolition de la traite, et présenté la construction du chemin de fer comme un des moyens les meilleurs pour atteindre ce but. La subvention a été votée, et nous ne doutons pas que la Compagnie ne veille à ce que, pour commencer à diminuer la traite, ce grand ouvrage soit fait par des travailleurs libres et non par des esclaves. Une des difficultés qui se sont présentées à ce sujet réside dans le fait que le territoire entre Mombas et le Victoria-Nyanza n'est pas un territoire de protectorat anglais, mais qu'il appartient seulement à la zone d'influence britannique exploitée par une compagnie privée.

Par l'article 3 de l'Acte de la Conférence de Bruxelles, les Puissances contractantes ont pris des engagements que l'article 4 leur permet de déléguer à des compagnies. En effet ce dernier article porte textuellement :

« Les puissances exerçant des pouvoirs souverains ou des protectorats en Afrique pourront déléguer à des compagnies munies de chartes tout ou partie des engagements qu'elles assument en vertu de l'art. 3. Elles demeurent néanmoins directement responsables par le présent Acte général et en garantissent l'exécution. »

Il y eu dans le Parlement britannique des voix qui ont prétendu que le territoire exploité par l'**Imperial British East African Company** n'étant pas un pays de protectorat anglais, la Grande-Bretagne n'est pas liée à son égard par les engagements pris à Bruxelles. Nous ne pensons pas cependant que le plénipotentiaire britannique, lord Vivian, qui a signé pour l'Angleterre, ait interprété l'Acte de Bruxelles de manière à libérer des engagements pris par toutes les puissances les compagnies à charte

¹ Voy. XII^{me} année, p. 357.

des territoires réservés à l'influence anglaise, c'est-à-dire de l'Afrique orientale, du bassin du Zambèze, de celui du Niger et du Bénoué. Aucun de ces immenses territoires n'est placé sous le protectorat de l'Angleterre. Le gouvernement a laissé se constituer des Compagnies, auxquelles il a octroyé des chartes; mais si les engagements que l'Angleterre a contribué à faire prendre aux autres puissances contractantes n'ont pu être inscrits dans les chartes susmentionnées, antérieures à la mise en vigueur des Actes de la Conférence, il va sans dire, nous semble-t-il, que le gouvernement britannique a le devoir de rappeler à ces Compagnies qu'elles sont liées par les engagements qu'il a assumés, qu'il est directement responsable de la manière dont elles les exécuteront, et qu'il en a garanti l'exécution aux autres puissances. Autrement celles-ci auraient le droit de trouver plus qu'étrange le procédé par lequel la Grande-Bretagne aurait imposé à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, au Portugal et à l'État du Congo, des obligations dont elle comptait libérer ses nationaux dans les territoires dont elle leur réservait l'exploitation par des conventions internationales. Les engagements s'appliquent, à notre avis, à tous les territoires réservés à l'influence des puissances, que ces territoires soient des colonies, des pays de protectorat ou de simples sphères d'influence. Dans celles-ci, les engagements sont imposés aux Compagnies en faveur desquelles cette sphère d'influence a été réservée, la responsabilité quant à l'exécution de ces engagements remontant directement au gouvernement lui-même.

Le journal *The Advance*, de Chicago, a publié un Appel pour l'Afrique de M. Perry-Noble, dans lequel sont reproduites les pages émues de M^{me} la comtesse Agénor de Gasparin adressées aux femmes d'Amérique en faveur des victimes de la traite africaine. En même temps, l'auteur de l'Appel signale la création de **Sociétés protestantes anti-esclavagistes** en Europe, décidées à appliquer en faveur des esclaves les méthodes les meilleures et les mesures les plus sages pour leur venir en aide. Ce but, ajoute M. Perry-Noble, réclame de l'argent, aussi engage-t-il tous les journaux américains et canadiens qui s'intéressent à la conquête pacifique de la civilisation à publier l'Appel de M^{me} la comtesse de Gasparin, et ceux qui voudront s'associer d'une manière effective à l'œuvre des sociétés susmentionnées à s'adresser à M. le professeur L. Ruffet, vice-président de la Société suisse de secours pour les esclaves africains, l'auteur du Mémoire lu à l'Alliance évangélique à Florence en avril 1891.

Nos lecteurs se rappellent la mention que nous avons faite l'année dernière (p. 340-341) d'un Appel adressé aux Femmes de cœur en Suisse par le publiciste Mario, collaborateur du *Journal des Dames*. Avec un zèle

infatigable, il continue à plaider la cause des victimes de la traite et de l'esclavage auprès du public de nos cantons de langue française, et, dans le Valais, en particulier, ses paroles émues sont entendues. Il est vrai qu'ici, écrit-il, dans une lettre qu'un ami a bien voulu nous communiquer, je travaille en bonne terre. La quête annuelle en faveur des missions d'Afrique a été fructueuse au delà de toute attente malgré la dureté des temps. Dernièrement, le curé d'un village voisin me racontait que, pour préparer ses paroissiens à cette quête, il leur avait lu en chaire l'article que j'avais donné au nouvel-an à la *Gazette du Valais*, et que ceux-ci y ont mis tant de bonne volonté que, pour satisfaire ceux d'entre eux qui, le premier jour, n'ont pas pu donner leur offrande, il a fait faire une seconde collecte le dimanche suivant. Ceci est d'autant plus touchant, que ces braves gens ont été très éprouvés par l'insuffisance des récoltes. Deux fois par mois, je donne à la *Gazette du Valais* un travail sur la traite des noirs, et il est reproduit par l'*École primaire*, journal pédagogique qui s'édite à Sion, et qui a de nombreux abonnés dans la Suisse française. On est reconnaissant de mes efforts pour populariser cette question parmi nous, aussi la Direction de l'Instruction publique a-t-elle recommandé au corps enseignant la lecture de mes articles pour en instruire à leur tour les enfants des écoles. Pour parler au peuple, il faut arriver à son cœur, c'est pourquoi je m'efforce d'atteindre ce but en écrivant pour lui, et dans les publications à son usage. Il y a quelques jours, une nouvelle porte s'est ouverte à moi. La grande maison Benziger d'Einsiedlen a demandé ma collaboration à son *Almanach des Familles chrétiennes*, pour une *Nouvelle* que j'ai eu garde de lui refuser, voyant en cela un moyen de propager la question de l'esclavage que les éditeurs ont déjà abordée cette année, en donnant un article sur les *Pionniers du Sahara* avec deux gravures, où ils sont reproduits dans leurs différentes fonctions et dans leurs costumes.

LA MISSION CRAMPEL

Le rapport officiel de M. Nebout, le seul chef survivant de la mission Crampel, est parvenu au Comité de l'Afrique française qui l'a publié dans son *Bulletin* en y intercalant les dernières lettres de l'explorateur. Malgré l'importance de ce document qui fait la lumière la plus complète sur l'expédition que dirigeait Crampel, sur les difficultés qu'elle a rencontrées et sur le guet-apens dans lequel ce vaillant explorateur a trouvé une mort prématurée, nous ne pouvons, faute de place, en donner qu'un résumé succinct.

La marche de l'expédition commença le 1^{er} janvier 1891, date à laquelle Crampel rejoignait M. Biscarrat au campement d'avant-garde de Makobou, à 18 kilomètres de l'Oubanghi. M. Nebout restait chargé de l'arrière-garde. Le 5 janvier, il rallia Biscarrat à Makobou; Crampel partit vers le nord, franchit 76 kilomètres et campa quelques jours après dans le voisinage de Zouli, village situé par 5° 46' 30" lat. N. Le 20 janvier, M. Lauzière se met en route pour rejoindre Crampel qui est alors à une journée de marche au delà de Zouli, et qui, continuant son mouvement en avant, atteint, après vingt-cinq jours de marche, El-Kouti, localité supposée à 500 kilomètres environ de l'Oubanghi. Ce village était occupé par des musulmans, dont le chef, un Senoussi, se disait vassal du sultan du Ouadaï; près de lui étaient trois marabouts qui passaient leurs journées en prières. Seuls, ces quatre personnages seraient originaires du Ouadaï; le reste de la population d'El-Kouti ne serait guère qu'un ramassis d'esclaves volés en tous pays et convertis à l'islamisme. Ils sont vêtus de costumes arabes, faits avec des étoffes d'Europe. Pour armes, ils ont des fusils doubles de chasse, à piston, quelques carabines se chargeant par la culasse. Crampel est reçu avec honneur; les musulmans l'accueillent par des salves, mais bientôt ils lui refusent des vivres. Les épreuves commencent, plusieurs membres de l'expédition meurent; la désertion se met dans les rangs de l'avant-garde; le 25 mars, Crampel n'a que cinq hommes auprès de lui. D'après les renseignements fournis par le Sénégalais Amady-Sambo, depuis le jour de son arrivée à El-Kouti, Crampel avait toujours conservé de bonnes relations avec les musulmans. Il avait tout d'abord eu l'intention de pousser plus au nord, jusqu'au sultan dont lui parlait le chef Senoussi; mais ce dernier l'en dissuadait prétendant que le sultan se fâcherait si l'on entraînait dans ses États sans autorisation. Crampel envoya alors trois courriers: le premier au sultan du Ouadaï; le second au sultan du Baghirmi, et le troisième au gouverneur général de l'Algérie. Le chef Senoussi lui avait promis de lui fournir des hommes au retour d'une razzia à laquelle il avait envoyé tous ses gens. Biscarrat, instruit de la détresse de son chef, se porte en avant et bientôt lui parviennent les rumeurs qui circulent sur la mort de Crampel, assassiné par les Senoussi. Le 10 mai, M. Nebout reçoit une lettre du 8 avril dans laquelle Crampel annonçait son départ pour la résidence d'un grand sultan à 200 kilomètres au nord. « Mon voyage, » disait-il, « ne durera guère que vingt-cinq jours; je serai donc revenu avant que vous n'arriviez vous-même. Cette excursion aura trois résultats essentiels: 1° acheter des animaux; 2° nous ouvrir définitivement la route; 3° rapporter des vivres. Je laisse gardien du poste Ishekkad. Semba-Ba reste

avec lui jusqu'à l'arrivée du razzi. Il reconduira vers vous l'équipe qui vous sera alors donnée. Inutile de vous le répéter, cher Monsieur, n'est-ce pas ? faites l'impossible pour aller vite. Vous me trouverez en triste état. Je compte bien sur votre présence pour me remettre. »

M. Nebout était inquiet de la situation; le 22 mai, il reçoit les deux dernières lettres de Biscarrat, datées du 19. Mais laissons-le parler lui-même : « Le 24 mai, à cinq heures du matin, je quitte Yabanda avec le reste du bagage. Nous avançons rapidement, et, le 26 mai, j'étais près de M'Poko (30 kilomètres environ), quand, à deux heures du soir, j'aperçois, venant à notre rencontre, le bassa Thomas, cuisinier de Biscarrat. Il me raconte aussitôt que la veille, à huit heures du matin, les hommes de Senoussi ont assassiné Biscarrat. Je l'interroge et j'apprends les événements terribles que je me refusais à croire : la mission détruite, puis la mort de mon dernier camarade. Le 23 mai, un jeune Loango nommé M'Bouiti, domestique de M. Saïd, était venu se réfugier à M'Poko; il venait d'El-Kouti et apprenait à Biscarrat l'assassinat de M. Crampel. Peu après que notre chef, décidé à aller chez le sultan, eut écrit la lettre qui m'annonçait son départ et l'eut confiée au Targui Ishekkad, il fut appelé dans un village par Senoussi. Il s'y rend, accompagné de M. Saïd. Frappés traîtreusement à coups de couteau, ils sont achevés à coups de fusil. Puis dépouillés de leurs vêtements, le corps entièrement ouvert, ils sont traînés dans la brousse par les assassins, et les corps sont abandonnés. Le domestique M'Bouiti est fait prisonnier. Ishekkad, courant vers le village aux premiers coups de feu, est saisi et enchaîné. Les Sénégalais Demba-Ba et Sadio veulent prendre leurs fusils, mais tombent frappés avant d'avoir pu en faire usage. Les porteurs sont amarrés. Aly-Diaba s'empare de la lettre remise à Ishekkad. Après plusieurs jours de captivité, M'Bouiti parvient à s'enfuir et à gagner M'Poko, où il apporte la nouvelle de ces crimes; il prévient aussi Biscarrat qu'une nombreuse troupe de musulmans armés est cachée non loin de là. Biscarrat place M'Bouiti dans sa propre chambre. Il lui recommande de ne pas sortir afin de ne pas être reconnu des hommes de Senoussi.

Les Sénégalais, apprenant ces événements, viennent demander à leur chef de surprendre et d'attaquer ces bandits; mais Biscarrat leur répond que ce serait folie de vouloir, avec dix hommes, attaquer plusieurs centaines de guerriers armés de fusils et possédant, en outre, les carabines prises au campement d'El-Kouti. Il les force, au contraire, à ne pas paraître se tenir sur leurs gardes, afin de ne pas éveiller les soupçons des musulmans, dont le plan devait être d'attendre mon arrivée avec les dernières marchandises.

Dans la nuit du 24 au 25, M'Bouiti sort un instant : il est aperçu par les musulmans. Mon arrivée était imminente ; aussi, sans plus tarder, ils précipitent les événements. Le 25 mai, vers huit heures du matin, ils s'approchent, au nombre d'une vingtaine, de la case de Biscarrat, tandis que le reste des 50 hommes d'Aly-Diaba se dirige vers les Sénégalais. Avant que Biscarrat eût pu se mettre en défense, il tombait frappé d'un coup de couteau au côté gauche par un N'Gapou, le seul qui ait pris part à cette affaire ; puis les musulmans, tirant aussitôt, criblent de projectiles le corps de notre camarade. En même temps, les Sénégalais sont entourés, et leurs fusils, accrochés dans leurs cases, sont enlevés : seul le Sydi-Sileman, qui allait partir pour la chasse, avait son fusil près de lui ; il se lève en voyant tomber son chef, mais il est terrassé avant d'avoir fait feu. De tous côtés arrivent des bandes armées qui entourent le campement. M'Bouiti cherche à s'enfuir, mais il est tué aussitôt ; André Loemba, domestique de Biscarrat, peut se jeter dans la brousse, mais du côté opposé au chemin ; il a disparu.

Les Sénégalais ne sont pas enchaînés : au contraire, les musulmans les traitent avec considération : « Restez avec nous, » leur disent-ils, « nous vous rendrons vos fusils et nous vous donnerons des femmes ; nous ne voulons aucun mal aux noirs, mais nous voulons tuer les blancs : quand le dernier sera mort, nous retournerons avec toutes les marchandises et vous serez libres comme nous. » Le bassa Thomas, sur ses promesses de ne pas s'enfuir, est laissé aussi en liberté. Vers cinq heures du soir, il s'approche des Sénégalais et les exhorte à fuir avec lui : « Nous sommes des soldats, lui répondent-ils, nous ne partirons que si nous pouvons recouvrer nos fusils : nous aurions honte de retourner désarmés. » Thomas, alors, se jette dans la brousse. En arrivant à une petite rivière qui coupe le chemin à deux heures de M'Poko, il aperçoit une troupe qu'Aly-Diaba a envoyée pour surveiller la route du côté où j'étais attendu. Tous étaient armés déjà des kropatchek et carabines pris à El-Kouti et à M'Poko. Thomas se cache, puis, vers minuit, il poursuit sa route et ne s'arrête que le lendemain, à notre vue.

Quand le bassa eut fini de nous raconter cet épouvantable drame, je rassemblai mes huit Sénégalais et leur demandai s'ils voulaient me suivre à M'Poko : « Mes amis sont tous morts, vos camarades sont prisonniers ; voulez-vous les venger, les délivrer ou partager leur sort ? Je pourrais vous forcer, mais un soldat se bat mal, s'il ne le fait de bon cœur. Je vous laisse libres de prendre une résolution. Pour moi, je serai heureux d'aller en avant. » Ils se concertent, et, dix minutes après, ils me répondent qu'ils sont trop peu et qu'ils ne veulent que retourner à la rivière, que cependant, si je

l'exige, ils me suivront et qu'alors ils sauront mourir. En dehors des Sénégalais, la caravane se composait de 57 porteurs, dont 32 étaient armés; malheureusement, beaucoup suivaient avec peine, blessés par de longues marches, épuisés par les privations. Je ne pouvais compter sur ces pauvres diables qui m'entouraient affolés, demandant à retourner. Une dizaine, peut-être, eût suivi les Sénégalais.

M. Nebout hésita quelques heures, mais que faire avec ses huit Sénégalais? Il donna judicieusement l'ordre de battre en retraite; il aurait voulu s'arrêter chez Yabanda, qui l'avait très bien accueilli auparavant, mais la démoralisation avait gagné les Sénégalais. On reprit la marche sur l'Oubanghi. Le 4 juin, M. Nebout atteignait ce cours d'eau; le 11 juin, il arrivait au poste de Bangui, et, le 15 juillet, à Brazzaville.

Il nous paraît ressortir des citations empruntées au rapport de M. Nebout que la résistance contre laquelle est venue échouer l'expédition Crampel¹ provient surtout du fanatisme de la secte des Senoussi. Il y a douze ans, la tentative de Rohlf de pénétrer par le nord dans la région que devait explorer Crampel, fut rendue infructueuse par leur présence à Audschila et à Sokna². « Jusqu'à présent, » écrivait l'explorateur allemand, « je n'ai pu engager un guide; quand j'en avais trouvé un, les fanatiques partisans des Senoussi me l'enlevaient. Les indigènes refuseront de venir avec moi sans guide. Plusieurs de mes hommes ont déjà fait défection, et je suis persuadé que, si je suis contraint de continuer ma route seul, tous m'abandonneront à l'exception de deux ou trois peut-être. Dès lors, je ne sais s'il sera prudent de partir. Si j'avance, il faut que j'arrive ou que je succombe. » Rohlf renonça à son entreprise, et depuis ce moment, les routes du nord, de la Tripolitaine et du Fezzan, furent abandonnées. Il semble que dès que les Senoussi ont été informés des tentatives de pénétrer dans la région inconnue au sud du Ouadaï et du Baghirmi, par la voie du sud, leurs émissaires se sont portés de ce côté, pour empêcher aucun blanc de franchir les limites de l'immense territoire sur lequel ils ont réussi à établir leur influence. Leur secte, ennemie jurée des chrétiens, a pu s'étendre du Nil au lac Tchad, et de la Tripolitaine au Baghirmi. Partout

¹ Nous n'examinons pas la question de la division en trois groupes des membres de l'expédition, division qui, laissant l'avant-garde plus exposée à succomber dans un guet-à-pens, a pu être blâmée. Il est facile aux critiques du lendemain de dire, Crampel a eu tort puisqu'il est mort. Les Senoussi eussent-ils laissé passer une expédition plus forte? Nous n'en avons pas la certitude.

² Voy. 1^{re} année, p. 25.

où elle pénètre elle s'empare bien vite des populations, et réussit à convertir très rapidement les tribus noires. « Nous ne voulons aucun mal aux noirs, mais nous voulons tuer les blancs, » tel paraît être leur mot d'ordre. Par leur propagande incessante et leur étonnante activité, ils constituent, à notre avis, le gros danger pour toutes les expéditions qui, comme celle de Crampel, se proposent de reconnaître le pays demeuré jusqu'ici en blanc dans les cartes d'Afrique, même les plus complètes.

Déjà en 1884, M. Henri Duveyrier écrivait, dans son savant mémoire sur la *Confrérie musulmane de Sidi Mohamed Ben Ali Es-Senousi et son domaine géographique*: « C'est publier une vérité que, seuls parmi les intéressés nous resterions à ignorer, que d'affirmer que la dite confrérie est l'ennemie irréconciliable et réellement dangereuse de tous les projets tendant à étendre notre influence ou notre commerce dans l'intérieur de l'Afrique, soit même simplement à augmenter la somme de nos connaissances sur ce continent au nord de l'équateur. A ce dernier point de vue, qui touche de si près aux études géographiques, on est autorisé à chercher la main de la confrérie dans les drames sanglants où ont perdu la vie de méritants explorateurs qui nous sont chers à des titres divers. » Par ses travaux, comme par son caractère, Crampel avait certes pris rang parmi ceux qu'avait dans l'esprit M. Duveyrier lorsqu'il écrivait ces lignes.

BIBLIOGRAPHIE ¹

Dr Oscar Baumann. USAMBARA UND SEINE NACHBARGEBIETE. Allgemeine Darstellung des nordöstlichen Deutsch-Ost-Afrika und seine Bewohner. Mit 24 ethnographischen Abbildungen, 2 Textep länen, 8 Original-Kartenbeilagen und 4 Notenseiten. Berlin (Dietrich Reimer), 1891, gr. in-8°, 375 p. 12 M. — Il faut reconnaître que la prise de possession par les Allemands de divers territoires coloniaux a valu à la science un grand nombre de travaux de la plus haute valeur. Sur le Cameroun, l'Afrique orientale allemande, la Nouvelle-Guinée nord-orientale et les archipels voisins, nos connaissances se sont considérablement augmentées. Les ouvrages de fond, les articles des revues scientifiques, les cartes, se sont succédé apportant sans cesse des moissons de faits nouveaux. Aujourd'hui, c'est M. O. Baumann qui résume, dans un très remarquable volume, les

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

observations et études qu'il a faites au cours de ses séjours dans l'Ou-Sambara et la contrée environnante qu'il a parcourus dans tous les sens. Plutôt que de nous donner la description de ses voyages par ordre chronologique, il a adopté dans son exposé la méthode géographique. Après une vue d'ensemble de quelques pages, il s'occupe en premier lieu de la région côtière de Tanga dont il passe en revue la géographie physique et politique, les productions et la population. Ensuite, s'enfonçant dans l'intérieur, il décrit les territoires du Digo et du Bondei qui s'étendent entre la zone côtière et l'Ou-Sambara, puis ce pays lui-même, le Paré, la région des steppes, l'Ou-Segoua et l'Ou-Ngouou. Un dernier chapitre roule sur la valeur économique de l'ensemble du territoire, c'est-à-dire sur les avantages qu'il peut offrir à l'agriculture, à l'industrie et au commerce.

On le voit, il s'agit ici d'une monographie détaillée que complètent encore plusieurs annexes sur des sujets touchant l'histoire naturelle et l'ethnographie. En fait d'illustrations, la richesse du volume consiste en cartes admirablement exécutées, parmi lesquelles il y a lieu d'insister sur celle qui avait été établie pour la Société de l'Afrique orientale allemande à l'échelle du $\frac{1}{300\,000}$. Elle renferme des cartons intéressants indiquant pour la partie nord-est de l'Afrique orientale allemande : 1° la distribution des populations ; 2° la nature géologique ; 3° la distribution des principales cultures de plantes alimentaires ; 4° la densité approximative de la population.

Bien écrit et facile à lire, cet ouvrage est une contribution des plus précieuses à l'étude scientifique de la géographie africaine et doit faire partie de la bibliothèque du savant aussi bien que de celle de l'homme du monde.

Capitaine Binger. DU NIGER AU GOLFE DE GUINÉE PAR LE PAYS DE KONG ET LE MOSI (1887-1889). Paris (Hachette et C^{ie}), 1892, 2 vol. gr. in-8°, 513 et 416 p., 176 grav. sur bois et cartes, fr. 30. — Par l'ampleur du récit, par le soin donné aux descriptions, par la richesse de l'illustration, l'ouvrage que vient de faire paraître le capitaine Binger est réellement digne de la haute valeur du voyage accompli. Ce voyage, chacun le sait, prend rang, comme importance et comme résultats, parmi les plus grandes entreprises de découvertes dont l'Afrique ait été le théâtre. Avant Binger, la région comprise à l'intérieur de la boucle du Niger était totalement inconnue ; on y marquait quelques noms de peuples dont on avait vaguement entendu parler, on y dessinait en hésitant quelques cours de rivières et quelques montagnes qui se sont d'ailleurs trouvés être totalement faux. Mais, comme dit l'auteur, le public a horreur du vide et c'est pour le combler, c'est-à-dire pour être utile à la fois à son pays et à la science, que Binger est parti.

Les récits succincts relatifs à l'expédition Binger nous donnaient déjà une haute idée des qualités de son chef comme explorateur; le récit détaillé renforcera cette conviction et nous laisse l'impression que ce voyage a été un tour de force dont on trouverait peu d'exemples. Voilà un homme qui n'a avec lui qu'un petit nombre de porteurs et seulement deux ou trois fusils, trop peu pour pouvoir résister à une agression violente des indigènes, et juste assez pour écarter les voleurs, il parcourt des pays qui viennent d'être désolés par les guerres, ou battus par les marchands d'esclaves, des pays peuplés de musulmans, et, malgré tout, il parvient à passer, à atteindre le but de son voyage, grâce à son habileté et à sa fermeté mêlée de prudence. Il tombe malade, devient délirant, et cependant il continue, de son palanquin improvisé, à diriger la caravane et à relever la route parcourue. « Jamais, » dit-il, « la mise au net de mon levé topographique n'a subi un retard de plus de vingt-quatre heures. »

Quel admirable voyage et avec quel accent de sincérité, de franchise, il est décrit! On marche avec l'expédition à travers la forêt ou la brousse, on traverse avec elle les marécages, on visite les villes, on assiste à ces scènes de mœurs souvent touchantes, quelquefois terribles, toujours originales. Par sa description claire et précise, par son style simple mais expressif, M. Binger a le don d'intéresser et d'émouvoir. On se sent rempli d'admiration pour un homme qui a su accomplir de si grandes choses, acquérir la sympathie des populations qu'il visitait et l'amitié des chefs et laisser derrière lui une trace lumineuse et bénie. S'il est malheureusement des voyageurs qui, par la rudesse des moyens employés, ferment à la civilisation les pays qu'ils traversent, Binger se place, avec Livingstone, au nombre des explorateurs pacifiques qui les ouvrent. Lorsqu'une expédition ne peut passer qu'en laissant derrière elle des ruines accumulées et du sang répandu, il serait préférable qu'elle n'eût pas lieu. Convaincre vaut mieux que vaincre, et les vrais agents de la civilisation sont ceux qui triomphent grâce à beaucoup de circonspection et à un grand esprit de persuasion. Le livre de M. Binger laisse dans l'esprit du lecteur cette impression consolante que cette race nègre, qu'on nous représente si souvent comme dégradée et incapable de sentiments, peut se montrer sous un jour meilleur à qui sait la comprendre.

Quant à l'illustration, il serait difficile de l'imaginer plus riche. Cartes à grande et à petite échelle, nombreux croquis intercalés dans le texte qui éclairent la description, magnifiques gravures de Riou, tout s'unit pour faire du livre de M. Binger une œuvre que tous, savants et profanes, liront avec le plus vif intérêt.

Charles Lallemand. LA TUNISIE, PAYS DE PROTECTORAT FRANÇAIS. Paris (Librairies-Imprimeries réunies), 1892, in-4°, 253 p., aquarelles tirées en couleurs et carte, 35 fr. — L'impression en couleurs a fait depuis quelques années de grands progrès. On ne se contente plus aujourd'hui de planches coloriées tirées à part ; on veut voir ces dessins, vraies reproductions d'aquarelles, intercalés dans le texte même. Il est clair qu'au point de vue de l'agrément, c'est infiniment préférable ; ces gravures coloriées se détachant vivement au milieu de la composition noire qui leur sert de cadre, éclairent le récit, pour ainsi dire, et disposent favorablement le lecteur ; en outre, elles parlent à ses yeux et permettent à l'écrivain d'être plus bref et plus simple dans ses explications.

L'ouvrage que nous annonçons est un magnifique spécimen de ce nouveau genre d'illustration qui exige tant de soin pour le tirage. L'auteur et le dessinateur ne sont qu'une seule et même personne, de sorte qu'il y a unité parfaite entre la description des choses et leur représentation. Les gravures sont d'ailleurs répandues à profusion ; chaque page en possède pour ainsi dire, et rien qu'en feuilletant l'ouvrage, on croit parcourir cette merveilleuse Tunisie si variée de formes et de couleurs.

Si l'on veut poursuivre son étude et faire plus ample connaissance avec le pays et ses habitants, il n'y a qu'à suivre M. Lallemand dans ses explications qui nous indiquent les causes de l'admirable prospérité de la possession française. L'auteur nous montre les épaisses forêts de chêne-liège de la côte septentrionale, les fertiles vallées de la Medjerdah et de l'Oued-Miliane, la belle plaine de Saliman, le richissime Sahel tunisien, les curieuses cités de Sousse, de Kairouan et de Sfax, la plantureuse île de Djerba, le Djerid, pays des dattes. Et ce n'est pas tout : car le volume nous conduit jusque sur les hauts plateaux du centre, où le climat, grâce aux altitudes, est celui de la France. Rien n'est plus agréable que de faire ainsi son tour de Tunisie en compagnie d'un guide aimable et sûr.

Émile Broussais. DE PARIS AU SOUDAN, MARSEILLE-ALGER-TRANS-SAHARIEN. Alger (Michel Ruff), 1891, gr. in-8°, 296 p., avec la carte d'Afrique de Fr. Schrader et 5 photogravures. — Lorsqu'on envisage le mouvement d'idées qui se fait autour de la question du Transsaharien, le nombre et la valeur des hommes qui la discutent, qui déclarent fermement que l'entreprise est réalisable et insistent pour qu'une décision soit prise, on a de la peine à croire qu'il s'agisse là, comme d'aucuns prétendent, d'une tentative aussi folle que celle de relier la Terre à la Lune. Le projet du premier railway transaméricain à travers les États-Unis, et celui de la voie ferrée trans-

caspienne ont été accueillis avec les mêmes sourires d'incrédulité, les mêmes haussesments d'épaules et pourtant ces entreprises ont réussi au delà de toute espérance. En tout cas, en Algérie, la construction de la ligne est vivement désirée et presque attendue. Déjà, l'on ne se contente plus de mettre en évidence les intérêts généraux qui militent en sa faveur ; on va plus loin, on entre dans le détail du sujet, on étudie les différents tracés au point de vue des facilités d'exécution, du coût et du rendement. Bref, entre les trois provinces, la lutte est engagée pour savoir de quel point de la côte le Transsaharien doit partir, si c'est d'Oran, d'Alger ou de Bône, et la discussion est poussée avec une vigueur aussi grande que si le Parlement français était à la veille de prendre une décision définitive.

M. E. Broussais, avocat à la cour d'appel d'Alger et membre du Conseil général, traite à fond, dans une étude complète et très documentée, la question du Transsaharien en général et celle de la ligne partant d'Alger en particulier. Il passe en revue tous les points relatifs au commerce, au tracé, aux frais de construction, et nous apporte à ce sujet des chiffres concluants et des idées neuves et intéressantes. Son livre renferme en outre cinq belles photographies inédites de Gervais Courtellemont et la carte d'Afrique de Schrader indiquant les possessions et les zones d'influence de tous les États européens.

Gaetano Casati. DIX ANNÉES EN EQUATORIA; RETOUR AVEC ÉMIN-PACHA. Traduction par Louis de Hessem. Paris (Firmen Didot et Co), 1892, gr. in-8°, 498 p., 170 ill. et 4 cartes, fr. 20. — Nouvel ouvrage à ajouter à la série de ceux auxquels ont donné lieu les troubles de la province égyptienne de l'Équateur et l'expédition de Stanley. Il fournit à ceux qui écriront l'histoire du centre africain un grand nombre d'explications qui complèteraient utilement les récits de Stanley et de Jephson, et en outre, des appréciations désintéressées et impartiales sur les graves événements dont le monde entier s'est occupé.

Dans une excellente introduction, le traducteur de cette œuvre magistrale, M. de Hessem, présente l'auteur au public français et donne sur sa vie d'officier de bersagliers des détails intéressants. Une chose nous a frappé : l'analogie existant entre le départ de Casati pour le haut Nil et celui de Stanley à la recherche de Livingstone. Chacun se souvient de cette fameuse conversation entre Stanley, simple reporter du *New York Herald*, et le directeur de ce journal qui lui annonçait le projet d'expédition qu'il avait conçu. La décision prise par Casati fut aussi brusque et elle fut mise à exécution avec la même rapidité.

C'était dans les bureaux du journal géographique *l'Esploratore*, dont le directeur, Camperio, venait de recevoir du voyageur Gessi, une lettre lui demandant s'il connaissait un officier sachant construire les cartes, qui voulût aller travailler dans la région du Bahr-el-Ghazal et de l'Ouellé. « Alors, mon cher capitaine, » dit Camperio à Casati qui faisait partie de la rédaction de *l'Esploratore*, « il faut nous mettre en quête d'un brave garçon qui ait les qualités requises et qui veuille bien partir ». Casati, ordinairement très calme, était en proie à la plus visible émotion : son visage avait pâli et ses yeux brillaient d'un éclat inaccoutumé. « Je suis donc trop âgé pour Gessi, » répondit-il, « ou peut-être ne me croyez-vous pas en possession de ces qualités requises. » — « N'oubliez pas, » dit Camperio, « que l'Afrique ne rend guère que des cadavres. La vie que vous avez eue dans vos chasses aux brigands n'est rien à côté de la vie de l'explorateur au continent noir. Pour ma part, je décline toute responsabilité dans le cas présent. Si vous voulez partir, partez et que Dieu vous assiste. Je ne connais personne qui puisse mieux convenir en la circonstance. Quand seriez-vous prêt ? » — « Demain. » — « Attendez au moins qu'il y ait un navire en partance. » — « Bien. » Et le 24 décembre 1879, Casati s'embarquait à Gènes pour Souakim.

Si captivant est le récit des dix années que Casati a passées dans le bassin du haut Nil, qu'on serait disposé, s'il n'était si volumineux, à le lire tout d'une traite, comme un roman. On sent qu'il s'agit là d'une histoire vécue dont la narration dépourvue de toute exagération est l'œuvre d'un homme d'une grande audace et d'un sang-froid imperturbable. Les chapitres dans lesquels l'auteur raconte ses aventures dans l'Ou-Nyoro dont le roi le fit prisonnier et avait décidé de le mettre à mort, produisent une réelle émotion. C'est par suite de cette captivité, pendant laquelle Casati fut dépouillé de ses notes, que la partie qui précède cet événement a été racontée de mémoire, tandis que le reste est une reproduction du journal de voyage. Le lecteur habile reconnaîtra la différence qui existe entre les deux portions du récit.

L'importance de ce livre ne provient pas seulement de son caractère d'histoire authentique des retentissants événements qui ont eu la province de l'Équateur pour théâtre, elle repose aussi sur la valeur des documents scientifiques qu'il renferme touchant la géographie et l'ethnographie. Des chapitres entiers sont consacrés à la description des régions parcourues, des cartes permettent de la comprendre sans peine, des gravures nombreuses coupent le texte et aident beaucoup à sa lecture.

BULLETIN MENSUEL (2 mai 1892¹).

D'après une correspondance adressée des bouches du Niger à M. Gauthiot, secrétaire général de la Société de géographie commerciale de Paris et membre du Conseil supérieur des colonies, il existe depuis longtemps déjà, paraît-il, un **courant de trafic** assez important et continu **entre le Sud-algérien, la Tunisie et les rives du Bénoué par le pays des Touareg**; à Yola, notamment, ville située sur ce fleuve, arrivent chaque jour des Arabes qui, après un voyage d'un an environ à travers le Sahara, par Kaukaoua, Kano et Mourî, atteignent l'Adamaoua, où ils viennent chercher fortune avec une petite pacotille de sucre, de thé, de calicot, etc. On imagine la déconvenue de ces malheureux qui, aujourd'hui, trouvent devant Yola un ponton anglais où le sucre, par exemple, se vend quatre pence la livre, alors que le prix d'achat de cette denrée, à Tunis ou à Tripoli, est bien supérieur. Ils se défont coûte que coûte de leurs marchandises et, bientôt, à bout de ressources, n'ayant pas même la somme nécessaire pour assurer leur retour, ils se trouvent prisonniers dans l'Adamaoua. Ces pauvres gens ignoraient qu'il existe un fleuve et une mer qui mettent Yola à trente-cinq jours de Londres. Lorsqu'ils l'apprennent, ils demandent instamment à regagner par le Bénoué et l'océan Atlantique le littoral méditerranéen. D'après le correspondant de M. Gauthiot, la jonction entre les possessions françaises du nord de l'Afrique et le Soudan ne serait donc pas à établir entièrement, comme on le suppose en général; elle existe de fait, et de longue date; il y a un courant de circulation dont les jalons sont connus et qu'il serait peut-être possible d'utiliser en vue d'une pénétration du Sahara.

Nos lecteurs se rappellent que le traité dit d'Oucciali conclu entre le gouvernement italien et Ménélick, le 2 mai 1889, avait pour but de régler tous les différends entre l'Italie et le successeur de Johannès, roi d'**Abyssinie**. Malheureusement, il était à peine signé, que des divergences d'interprétation sur les principaux articles éclatèrent, notamment sur l'article 17 en vertu duquel le comte Antonelli avait voulu placer Ménélick sous le protectorat italien en l'obligeant à ne communiquer avec les puissances européennes que par l'intermédiaire du cabinet de Rome, tandis

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

que le négous soutenait qu'il n'y avait de sa part aucune obligation, mais simple faculté de recourir à l'entremise des diplomates italiens. Toutes les tentatives d'accommodement sont, jusqu'ici, demeurées vaines. Ménélick a toujours persisté à demander à l'Italie de faire officiellement connaître aux puissances la rectification de la traduction du texte primitif du traité, et en présence de la résistance de l'Italie, il s'est chargé de faire lui-même cette communication à plusieurs chefs d'État. A son arrivée au pouvoir, M. di Rudini estima prudent de s'entendre avec les chefs du Tigré, voisins immédiats des Italiens de la colonie Erythrée, les ras Mangascia, Aloula et Agop, dans un territoire dont le traité d'Oucciali reconnaissait la possession à Ménélick, et il conclut avec eux un accord direct. Le comte Antonelli ayant, dans la Chambre italienne, cherché à rappeler le premier ministre à la stricte observation du susdit traité interdisant à Ménélick tout rapport direct avec les puissances, M. di Rudini a fait comprendre qu'une modification de l'article 17 de ce traité dans le sens de l'interprétation de Ménélick était indispensable, aucun accord n'étant possible avec le roi d'Abyssinie sur la base de la traduction substituée par le comte Antonelli au texte primitif du traité. — Le désir qu'éprouve le gouvernement italien de voir clair dans les affaires de l'Erythrée lui a fait accepter la proposition de l'ancien ministre de la guerre d'aller lui-même sur les lieux pour se rendre compte de la situation de la colonie.

Après l'interpellation sur l'Erythrée, le ministère italien en a entendu une autre sur les intentions du gouvernement relativement à la conservation de l'influence et des **droits de l'Italie dans l'Afrique orientale**, à l'occasion de l'envoi d'un navire royal à Zanzibar et sur la côte des Somalis. Les quatre stations en territoire italien, soumises au sultan de Zanzibar, ayant été cédées à l'Imperial British East African Company qui s'en est désintéressée, M. Damiani, l'auteur de l'interpellation, a demandé si l'Italie entend les occuper. Il ressort de la réponse de M. di Rudini que son prédécesseur, M. Crispi, a en effet établi l'influence de l'Italie sur la côte orientale d'Afrique, du cap Guardafui à l'embouchure du Juba. A son avis, il eût mieux valu s'en abstenir; en tout cas, il faut s'abstenir de nouvelles acquisitions. Quant à l'occupation, le gouvernement ne prendra pas d'engagements financiers sans l'autorisation du Parlement. La convention avec la Compagnie anglaise a été acceptée, mais M. di Rudini ne sait pas si la Société fera occuper les ports et les stations dans le territoire des Somalis; cela dépendra de l'opportunité et surtout de l'autorisation du Parlement. L'Italie n'ayant jamais été maîtresse de Kismayou n'a pas eu à la céder. Au reste le sultan de Zanzibar ne cédera pas facilement ses

ports, et s'il les cède, ce sera au plus offrant. Le sultan est sous le protectorat de l'Angleterre avec laquelle l'Italie a une convention lui assurant la possession de la côte jusqu'au cap Guardafui. Si le gouvernement italien a envoyé un navire de guerre à Zanzibar, ce n'est pas qu'il soit décidé à faire aucune acquisition nouvelle, mais parce qu'il est fermement résolu à maintenir les acquisitions faites.

La *Vossische Zeitung* de Berlin a publié une lettre de l'explorateur Curt Ehlers, datée de Zanzibar, 13 mars, dans laquelle se trouvent des nouvelles d'**Émin-pacha** provenant de source arabe. Le Dr Stuhlmann, avec 50 soldats, y compris les Soudanais au service de l'Allemagne qu'Émin-pacha avait avec lui dans sa marche vers **Wadelaï**, serait revenu en territoire allemand et se dirigerait sur Boukoba, pour y prendre les munitions, les provisions et les instruments scientifiques d'Émin et les transporter à Wadelaï. En outre Émin aurait chargé le docteur de proposer au gouvernement allemand que son ancienne province de Wadelaï ne fût pas considérée comme étant dans la sphère d'influence britannique, et que son droit de disposer de la contrée comme il l'entendrait fût reconnu. Il va sans dire que dans la première convention anglo-allemande du 1^{er} novembre 1886, par laquelle ont été fixées les limites des sphères d'influence de la Grande-Bretagne et de l'empire allemand, il n'est point fait mention de la province de l'Égypte équatoriale dont Émin était alors le gouverneur et que le khédive ne songeait point à abandonner. Mais lorsque l'Imperial British East African Company eut obtenu la Charte qui lui reconnaissait le droit d'exploiter le territoire de la sphère d'influence britannique, on vit se développer chez ses administrateurs l'intention d'en étendre les limites de manière à y faire entrer les États de Mwanga et de Kabrégé, rois de l'Ou-Ganda et de l'Ou-Nyoro, et même dans le prospectus par lequel la Compagnie sollicitait les souscriptions des capitalistes anglais, les directeurs firent miroiter aux yeux de ces derniers les immenses avantages qu'offrait l'exploitation d'un territoire s'étendant jusqu'à la province de Wadelaï gouvernée par Émin-pacha¹. Stanley était en route pour sa dernière expédition. Il avait les ordres des directeurs de la Compagnie, en même temps organisateurs de l'expédition dite de secours. Nos lecteurs se rappellent l'offre de Stanley à Émin de l'installer gouverneur de la province de l'Équateur sous une suprématie autre que celle de l'Égypte, le refus d'Émin, suivi de la décision de Stanley de ne lui remettre aucune des provisions, armes, munitions, apportées par l'expédition dite de secours, bref, de ne lui prêter aucune

¹ Voy. X^{me} année, p. 290.

assistance. Rentré dans son ancienne province à laquelle le khédive a renoncé, et sur laquelle, à notre avis, au point de vue du droit international, ni l'Allemagne, ni la Grande-Bretagne n'ont aucun droit, s'il s'est réellement adressé à l'autorité impériale allemande pour demander la reconnaissance de son droit d'administrer cette province, nous ne voyons pas au nom de quel principe ce droit pourrait lui être contesté. Ses anciens officiers l'ont acclamé comme leur gouverneur, les indigènes comme leur bienfaiteur. Aussi, nous étonnons-nous que le *Standard* ait pu insérer, comme correspondance de Berlin, la dépêche suivante : « Dans le cas où Émin-pacha proposerait au gouvernement allemand de considérer Wadelaï comme en dehors de la sphère d'influence britannique et comme absolument indépendant, l'Allemagne se refuserait à violer ainsi le traité anglo-germanique. » Nous n'avons rien su voir dans le traité qui puisse faire croire que l'Allemagne ait reconnu la province de l'Égypte équatoriale comme dépendante de la Grande-Bretagne, ou comprise dans la sphère d'influence britannique exploitée par l'Imperial British East African Company. Depuis que Stanley et M. Mounteney Jephson ont obligé Émin à en sortir, et pendant les trois années où cette province a été livrée au pouvoir des mahdistes, nous ne sachions pas qu'aucun des Anglais envoyés par la susdite Compagnie, MM. Pigott, Jackson, Lugard ait, nous ne disons pas conclu aucun traité avec un chef quelconque de cette province, mais fait la moindre démarche pour chercher à la soustraire à l'autorité des envahisseurs, et pour lui rendre quelque chose de la civilisation qu'y avait introduite Émin-pacha durant les dix années de son gouvernement. Le traité publié, communiqué aux puissances signataires de l'Acte de la Conférence africaine de Berlin, le seul qui soit connu et qui lie les puissances, ne contient aucun article qui autorise le correspondant du *Standard* à dire que si l'Allemagne reconnaissait Wadelaï comme un État absolument indépendant, en dehors de la sphère d'influence britannique, elle violerait le traité anglo-germanique. Le seul engagement pris par l'empire allemand a été de ne pas s'étendre au delà de la limite du 1^o lat. nord. La situation de la province de Wadelaï est ce qu'elle était au moment de la venue de Stanley, alors, elle n'était nullement dépendante de la Grande-Bretagne ; elle dépendait du khédive, qui y a renoncé, mais aucun document diplomatique n'a annoncé qu'il l'ait cédée à l'Angleterre.

Nos lecteurs se rappellent le voyage de M. H. Berthoud, missionnaire aux Spelonken (Transvaal septentrional), de sa station de Valdézia à la baie de Delagoa, et la carte que nous avons publiée à cette occasion, à la demande du Comité de la mission romande. L'année dernière, il a été délégué par

ses collègues auprès du roi **Goungounyane**, chef du **territoire de Gaza** entre le Nkomati et le Zambèze, résidant à Mandlakazi, pour obtenir l'autorisation d'y fonder une mission, et le cas échéant de s'y établir avec les chrétiens gouambas des Spelonken. Le dernier *Bulletin* de la mission romande a donné de la réception faite à M. Berthoud un récit très intéressant; le peu de place dont nous disposons ne nous permet d'en donner qu'un résumé succinct. Goungounyane commença par le renvoyer à M. Raposo, le résident portugais, par lequel doivent passer toutes les demandes présentées par des étrangers. M. Berthoud expliqua à ce dernier que le gouvernement portugais avait déjà autorisé l'établissement de missionnaires suisses protestants dans la colonie de Lorenzo-Marquez; il lui rappela que la Conférence de Bruxelles avait proclamé la liberté des cultes dans toutes les colonies des États qui y étaient représentés, liberté confirmée plus tard dans la convention anglo-portugaise. M. Raposo accorda à M. Berthoud ce qu'il demandait, mais quelques jours se passèrent encore avant que Goungounyane fût visible. C'était un temps de fête, et le roi craignait de paraître devant le missionnaire dans l'état d'ébriété où il se plongeait tous les jours. « Avec les autres blancs, » disait-il, « cela ne fait rien, parce que nous buvons et nous nous grisons ensemble, mais pour la première fois, le missionnaire ne doit pas me voir ivre. » Cependant, au bout de trois ou quatre jours, M. Berthoud put obtenir son audience. Le grand potentat indigène le reçut assis sur une chaise de bois, cuvant sa bière et étendant sa peau nue avec un vaste chapeau de feutre. Le visage peu gracieux de Goungounyane se dérida pourtant lorsque le missionnaire étala devant lui son cadeau de haches et de faucilles. Aux demandes de M. Berthoud, le roi répondit d'une manière favorable. « Que vos évangélistes, » dit-il, « viennent sans crainte, ce sont mes enfants, et nul n'a le droit de les empêcher de s'établir chez moi. » — Dans une seconde entrevue, qui eut lieu le surlendemain, le résident portugais présenta officiellement le missionnaire suisse au chef indigène. Le dimanche et le mardi suivants, le roi désira entendre avec sa cour l'exécution des cantiques chrétiens, et les membres de l'expédition en profitèrent pour prononcer une prière, la première sans doute qui eût retenti dans la résidence du roi nègre. Après être restés quinze jours à Mandlakazi, M. Berthoud et ses compagnons de voyage sont revenus à Valdézia. Ce trajet d'environ 750 kilomètres leur a pris, dans chacun des deux sens, un peu plus d'un mois.

Le 17 février, la **ligne télégraphique** établie par la South African Company a atteint le fort Salisbury, dans le **Ma-Shonaland**. Elle prolonge la ligne de Capetown à Kimberley et Vrybourg, qui longe la voie

fermée terminée en décembre 1890; elle suit d'abord la route qui unit les deux villes du Be-Chuanaland britannique, Vrybourg et Mafeking; puis, par Kania, Malopolo et Mashadi, elle rejoint le chemin créé en 1890 par la South African Company pour atteindre les gisements miniers du Ma-Shonaland; elle passe par le fort Tuli près de la rivière Makloutsié, affluent de gauche du Limpopo; par le fort Victoria, sous le 20° lat. S. et 31° long. E., et par le fort Charter à 50 kilomètres à l'ouest du mont Wetsa. Le fort Salisbury, construit en septembre 1890, est situé par 17° 35' lat. S. et 31° 2' long. E., à 12 kilomètres au sud du mont Hampden, non loin du Manicaland dont la South African Company s'est attribué les mines d'or au détriment du Portugal, et dont le traité du 20 mai 1891 a reconnu une partie à l'Angleterre. La ligne télégraphique de Kimberley à Mafeking date de 1885-1886, celle de Mafeking à Fort Salisbury avait été commencée en mai 1890.

M. Robert Jameson, frère de l'administrateur du Ma-Shonaland, qui a une grande expérience dans l'exploration des **gisements aurifères** des divers continents, a fourni à un journal de Johannesburg des observations sur la géologie et la géographie du territoire entre le fort Tuli et le Zambèze. La South African Company a arrêté la limite S.-O. des exploitations minières actuelles à la rivière Oumnyati, ne voulant pas, pour le moment du moins, pousser ses opérations plus près de Gouboulouwayo, résidence de Lo-Bengula. L'Oumnyati coule au N.-O. vers le Zambèze et reçoit l'Oumzweswie et l'Oumfouli; elle se jette dans le Zambèze sous le nom de Sanyati, en amont de Zoumbo. Il est probable que la Sanyati est navigable dans toute sa longueur, soit sur 160 kilomètres, et le Zambèze, dans cette partie de son cours, ne présente pas de difficultés pour ceux qui sont accoutumés à naviguer dans des eaux peu profondes. Entre l'océan Indien et les chutes Victoria, il n'y a qu'un portage de 25 kilomètres. Si la Sanyati est navigable, on pourra arriver par eau jusqu'au cœur de la région aurifère du Ma-Shonaland. Dans le district de Lo-Magondi, une forêt épaisse, s'étendant à l'ouest, abondant en rhinocéros et infestée par la tsétsé, a empêché les reconnaissances dans cette direction, mais au nord et à l'est, dans le bassin supérieur de la Loangoa, plusieurs explorations ont été faites. M. Jameson y a constaté l'existence de plusieurs filons de quartz aurifères riches, coupés de gisements ferrugineux, ainsi que d'anciennes mines de cuivre, dont le minerai contient aussi de l'argent et de l'or. Il estime que ce plateau, à une altitude de 1000 mètres, est aussi salubre que les districts miniers du Queensland, du Mexique et de l'Arizona.

L'Indépendance belge a reçu de l'administration de l'**État du Congo** une note constatant que certaines mesures restrictives prises dans le district

des Bangalas, et visant l'exploitation et l'acquisition du caoutchouc, ont été définitivement rapportées par le gouvernement central à Bruxelles. Comme le dit ce journal, la mesure en question ne se justifiait pas plus en ce qui concerne le caoutchouc, qu'en ce qui a trait à tout autre produit de vente ou d'échange. Le gouvernement du Congo ne saurait jouer un rôle restrictif, alors que le but de l'œuvre doit être au contraire de favoriser le commerce. Il ne saurait donc le pratiquer lui-même ni revendiquer à cet égard un monopole au détriment des initiatives privées. Or, le commerce exercé par des agents officiels de l'État conduirait précisément à un monopole de fait, ce monopole ne fut-il point proclamé en droit. Et l'État, qui possède aujourd'hui un système fiscal et douanier complet, ne serait pas fondé à chercher ses ressources dans des opérations de ce genre. Il résulte donc de la note susmentionnée, que l'État du Congo entend marcher dans la voie de la liberté commerciale.

L'agence Havas a publié, sur la **mission Dybowski**, les détails suivants : le 8 novembre 1891, Dybowski, à la tête d'une colonne de 105 hommes dont 43 tirailleurs sénégalais, partit de Bembé se dirigeant sur El Kouti où le malheureux Crampel avait été assassiné. Après avoir traversé le pays des Langouassis, la colonne arriva chez les Dakouas, dont le chef Zouli lui fit le meilleur accueil. Ce pays est marécageux et les rivières débordées rendirent la marche très pénible. Zouli déclara que les musulmans étaient près de là, attendant la colonne au passage d'un marais. Il donna des guides qui devaient se retirer à la limite de son territoire et de celui des N'Gapous avec lesquels il était en guerre. A l'endroit indiqué, personne : les musulmans s'étaient retirés. Chez les N'Gapous, les villages étaient déserts. Après avoir fait annoncer qu'il n'était pas venu pour faire la guerre, Dybowski entra enfin en pourparlers avec le chef des N'Gapous, Yabanda, qui consentit à faire des échanges, à recevoir des cadeaux, et à indiquer le campement des musulmans, avec lesquels il était en rapports constants. La colonne trouva enfin à se ravitailler ; un Sénégalais de la mission Crampel se trouvait là, prisonnier, il avait réussi à fuir. Il donna de précieux renseignements. C'est le Targui qui a trahi Crampel, qui a fait assassiner Biscarrat, et a essayé de faire subir le même sort à Nebout. Enfin, le soir, Dybowski apprit que, au lever de la lune, les musulmans campés à 10 kilomètres de là devaient fuir. A neuf heures, la colonne était prête, et à minuit et demi, après trois heures de marche dans les marais et les champs de mil, le camp des musulmans fut attaqué et détruit. Un seul tirailleur sénégalais fut tué. Une partie de l'ennemi s'enfuit, abandonnant tout le butin, dont deux esclaves, remis aussitôt en liberté, des effets et documents ayant

appartenu à Crampel. Malgré le manque de vivres, et une forêt de 120 kilomètres à traverser, Dybowski, à la tête de sa colonne, se lança à la poursuite des fuyards. Au bout de huit jours, il arriva à un village, M'Poko, tributaire des musulmans. Le village était abandonné. Après cinq jours d'attente, et après avoir rattrapé quelques musulmans, la colonne revint sur ses pas, les vivres manquant et le pays ayant été dévasté par les musulmans. El-Kouti n'est qu'un campement, d'où les musulmans, et notamment les bandes irrégulières du Baghirmi, font des incursions constantes dans le pays des noirs, dont elles pillent les récoltes, et où elles se procurent des esclaves. L'effet de la déroute et de la destruction d'une partie de la bande musulmane qui avait massacré la mission Crampel, a été très grand dans la région du haut Oubanghi, et, au retour, la colonne reçut des ovations des noirs; des traités furent signés, ouvrant le pays à l'influence de la France. Malgré les grandes difficultés de cette expédition, Dybowski a su la mettre à profit, au point de vue scientifique, car il a pu prendre des vues photographiques, et recueillir d'importants spécimens ethnographiques, zoologiques et botaniques, qui arriveront prochainement à Paris, et qui s'ajouteront aux nombreux et intéressants documents expédiés précédemment.

Le dernier courrier de la côte occidentale d'Afrique a apporté des renseignements sur la marche de la mission de **Savorgnan de Brazza** : Le commissaire général du Congo français ne paraissait nullement avoir l'intention de marcher jusqu'au Tchad. Ses projets consistaient à s'établir solidement sur la **haute Sangha**, afin de développer le plus loin possible l'influence française dans la vallée supérieure de cette importante rivière. Nos lecteurs se souviennent que MM. Fourneau et Gaillard avaient, au cours de leur exploration de l'an dernier, fondé un poste à Ouesso, au confluent du Sigoko et de la Sangha, un peu au sud du deuxième parallèle. Autour du poste se sont groupés des établissements commerciaux qui ont maintenant une importance suffisante pour permettre de reporter le centre des opérations au pied des rapides de Bania, par 4° 3' lat. N. Ces rapides sont sur la Sangha supérieure ou Ikela, au-dessous du bief navigable découvert par M. Fourneau au cours de sa retraite précipitée devant les attaques des indigènes. M. Fourneau a commencé sa descente de l'Ikela-Sangha un peu au nord du 5^{me} degré de latitude, et le bief serait, paraît-il, navigable sur plus de deux cents kilomètres. C'est pour ce motif que M. de Brazza a fait construire une chaloupe à vapeur à faible tirant d'eau et à vitesse notable qui porte le nom de *Courbet*, et qui, si elle ne peut être remontée le long des rapides de Bania, sera démontée et reconstruite pour explorer le bief supérieur. Dès que le nouveau poste de Bania sera construit,

il recevra 80 miliciens, commandés par le capitaine Deceur, et qui vont rester momentanément à Ouesso. M. de Brazza espère pouvoir établir le poste de l'Ikela-Sangha supérieure vers le septième parallèle. C'est de ce point avancé que partiraient les prochaines expéditions à l'est, vers le bassin du Chari et au nord sur le lac Tchad. Dès à présent et si les circonstances s'y prêtent, M. de Brazza fera faire des reconnaissances préliminaires vers ces deux directions par quelques Sénégalais détachés, dont la présence préparera l'entrée en relations avec les indigènes, et il compte que les explorations ultérieures seront facilitées ainsi par la bonne renommée qui aura eu le temps de les précéder. D'après des nouvelles reçues à Brazzaville, le 21 février, M. de Brazza a réussi à faire traverser, sans encombre, les rapides de Bania par le *Courbet*, et atteint le point extrême de la haute Sangha où avait été arrêté M. Fourneau.

M. Liotard, pharmacien de la marine, a été, sur la demande de M. de Brazza, mis à la disposition de l'administration coloniale pour remplir une double mission au nord et à l'est de l'**Oubanghi**, mission scientifique qu'il tient du ministre de l'instruction publique, et mission politique dont il a été chargé par M. de Brazza. Il devait pénétrer dans la région des Niams-Niams et des Monbouttous, qui avoisinent le haut Nil. Parti de Brazzaville au mois de décembre, dit le *Journal officiel*, il a été informé que le directeur adjoint de la Société anonyme belge, M. Camille Delcommune, s'était rendu dernièrement à Yakoma et à Bangasso. Il aurait passé avec le chef Bangasso divers traités relatifs à une cession de terrains. L'administrateur français de Brazzaville a dû faire observer à M. Delcommune que ces concessions de terrains, pour être régulières, devaient être approuvées par le conseil d'administration de la colonie, et que la France considérait les territoires du M'Bomou comme étant français. M. Delcommune n'a pas encore fait les démarches nécessaires pour faire valider ces acquisitions de terrains. Il a laissé des agents européens dans le Haut-Oubanghi; l'un d'eux est en relations commerciales avec Bangasso. M. Dolisie s'est vu dès lors obligé de rappeler à M. Delcommune que toutes les transactions ou entreprises commerciales que cet agent ferait sur territoire français sont d'ores et déjà soumises à tous les règlements en vigueur au Congo français.

Le capitaine Ménard, parti, il y a deux ans de **Grand-Bassam**, a été tué par des hommes de Samory à **Séguela**, à deux journées de marche de Koani, par 9° long. O. et 7° lat. N. Il attaquit ce village avec le roi Takourou-Denba, quand il fut pris à revers par quelques sofas de Samory. Blessé au bras gauche, manquant de munitions, il ne tarda pas à être massacré avec cinq de ses tirailleurs. Les autres s'échappèrent avec Takourou et

*

atteignirent Sikasso en passant par Tengrela. Le lieutenant Marchand, qui résidait auprès du roi Thiéba, s'est dirigé vers Séguéla, mais sans savoir s'il pourrait y parvenir. L'état de guerre dans les possessions de Samory risque fort de compromettre le résultat de ses recherches sur les restes de la mission Ménard. D'après un télégramme de Saint-Louis, les survivants, l'interprète du capitaine et six hommes armés seraient arrivés à Bamakou.

Le *Siccle* a publié la dernière lettre du capitaine Ménard à sa famille, écrite à **Borom**, le 27 novembre 1891, au moment où il se disposait à explorer le pays de **Tagonano** :

« Dans ce pays de Tagonano, » écrivait-il, « aucun Européen n'avait pénétré avant moi, et les marchands indigènes qui y vont sont régulièrement pillés et vendus comme esclaves. Les chefs de Kong avaient cherché à me dissuader de passer par là, mais, pour tourner ce pays-là, il m'aurait fallu faire un très grand crochet. Aussi avais-je résolu de passer outre. Le chef du pays, à qui j'avais fait demander le passage, me fit répondre que, depuis que les fils d'Adam habitaient son pays, aucun homme sortant de l'eau n'y était entré ; que, par suite, il me refusait le passage. Une croyance assez répandue ici, est que nous habitons dans l'eau et que nous avons les paupières coupées pour pouvoir voir plus facilement dans l'eau. Je lui répondis immédiatement qu'il n'était au pouvoir de personne de m'empêcher de retourner dans mon pays, que si on m'attaquait, je saurais me défendre et même punir tous ceux qui l'oseraient, tandis qu'à ceux qui voudraient me bien recevoir, je ferais de larges cadeaux. Le lendemain, à cinq heures du soir, après avoir marché toute la journée, j'arrive dans le premier village de Tagonano. Personne dans ce village, sauf deux ou trois esclaves, dont l'un m'indique une case. J'étais seul avec mon garçon, ayant laissé en arrière mon convoi, composé d'ânes et de bœufs porteurs, ainsi que mes hommes. Je reste dans ma case et envoie mon garçon dire au chef du village que je désire le saluer. Quelques instants après, il arrive, me disant que c'est impossible. Il a vu un grand rassemblement d'hommes ; le chef est au milieu, en train d'égorger des poulets pour savoir ce que présage ma venue. Il a même sacrifié un bœuf. Nous attendons une heure ; au bout de ce temps, on me désigne une autre case. Le pays commence à se calmer. Le chef me fait dire qu'il me verra le lendemain et m'envoie une belle pintade et des ignames en quantité. Le fait de m'être présenté tout seul les avait fortement impressionnés. Ils s'étaient figuré qu'il fallait que j'eusse des fétiches bien puissants pour oser me présenter seul dans un village hostile. Le lendemain, le chef me donnait un bœuf superbe et des tas d'ignames, ainsi que du riz. Le soir, nous buvions du dolo ensemble : nous étions une paire

d'amis. J'ignore si je pourrai arriver à Couroussa, parce que je viens d'apprendre que nous étions en guerre avec Samory. Si je ne puis aller à Couroussa, j'irai à Benty, en passant par une route laissant Samory loin sur ma droite.

Un télégramme de **Freetown**, du 22 mars, ayant annoncé qu'une colonne anglaise dirigée sur Tambi et commandée par le capitaine William Robinson avait été défaite et décimée par le roi Samadou, les autorités militaires anglaises mirent à la disposition du gouvernement colonial les troupes nécessaires pour réparer cet échec. Celles-ci ont pris et détruit Tambi le 7 avril. A cette occasion, il y a lieu de rappeler que par l'arrangement du 26 juin 1891, qui a pour but de délimiter la partie de la frontière entre la colonie britannique de Sierra-Leone et le pays soumis au protectorat français, la Grande-Bretagne a reconnu la possession par la France des sources du Niger sur la frontière orientale de Sierra-Leone. Dans la discussion qui s'est élevée à ce sujet dans la séance du 11 avril de la Chambre des Communes, le baron de Worms a fait les déclarations suivantes :

Samadou a envoyé des messagers pour la première fois au gouvernement de Sierra-Leone en 1880, en réponse à diverses communications qu'il en avait reçues l'année précédente dans le but d'encourager les relations commerciales. Les mêmes communications avaient, d'ailleurs, été faites à d'autres chefs de l'intérieur. Un messager de Samadou, envoyé en 1885, déclara au gouvernement de Sierra-Leone que son maître désirait demander à la reine d'Angleterre de prendre sous sa protection la totalité de ses territoires. Sir S. Rowe communiqua cette déclaration en 1886 au gouvernement anglais, en ajoutant qu'il n'y attachait pas d'importance et qu'il ne la considérait que comme une simple expression de politesse. En mars 1886, Samadou avait déjà conclu avec le gouvernement français un traité par lequel il plaçait sous le protectorat de la France les pays sur lesquels il exerçait sa souveraineté. Il conclut avec la France d'autres traités en 1887 et en 1889. Dès lors, en plusieurs occasions, il a répudié les traités conclus avec la France et demandé le protectorat anglais, mais le gouvernement de la reine, lié par les engagements précédents de Samadou avec la France, a repoussé cette demande.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Le conseil de l'Association des Dames françaises a voté l'envoi de 26 caisses de livres et de cartes géographiques pour les soldats qui occupent les postes optiques en Algérie.

M. Daubrée, directeur général des forêts, s'est rendu en Algérie, pour prendre connaissance de l'état de la sylviculture dans la colonie française.

M. Winschendorff, ingénieur des télégraphes, est allé à Oran pour étudier la pose, entre cette ville et Marseille, d'un câble sous-marin actuellement en construction à Calais. Les études sont assez avancées pour que l'on puisse espérer que le câble soit immergé avant la fin de cette année.

M. Georges Rolland, l'ingénieur des mines bien connu et l'auteur d'un projet de Central-Trans-Saharien, a pris l'initiative de la constitution d'une Société d'études pour la construction d'une voie ferrée de Biskra à Ouargla et prolongement. La Société va effectuer incessamment le dépôt de sa demande en concession.

M. l'amiral Mouchez, directeur de l'Observatoire de Paris, a été à Tunis, pour étudier l'opportunité de créer un établissement astronomique dans la capitale de la Régence. Ce serait le moyen d'y ranimer une science que les Arabes y ont cultivée non sans éclat à l'époque de leur splendeur.

La commission technique, réunie sur la proposition de la France pour se prononcer sur le meilleur système d'égoûts à établir au Caire, a terminé ses travaux. Elle se composait de trois membres : MM. Law, ingénieur anglais, Hobrecht, chef du service de l'assainissement de Berlin, et Gueyrard, ingénieur en chef du port de Marseille. Elle a écarté, comme insuffisamment étudié, le projet Latham, et élaboré un avant-projet, sur les bases duquel un ingénieur du gouvernement égyptien devra dresser un projet définitif. Ce travail, une fois achevé, sera soumis aux membres de la commission technique et ne pourra être mis à exécution avant d'avoir reçu leur unanime approbation.

D'après la correspondance échangée entre la Porte et le gouvernement égyptien, l'administration de la péninsule du Sinaï a été conférée à ce dernier. Les limites en sont déterminées par une ligne allant d'un point situé à peu de distance à l'est d'El-Arich jusqu'à l'endroit où commence le golfe d'Akabah, mais non compris le fort d'Akabah.

M. l'adjudant Hoffmann écrit de la station de Mouanza, sur le Victoria-Nyanza, que la guerre a éclaté dans l'Ou-Ganda, et que la vie des missionnaires français est très menacée. Ils construisent une station de refuge sur territoire allemand au sud de Kagera.

D'autre part, une dépêche de Zanzibar, du 17 avril, a annoncé que la mission catholique de l'Ou-Ganda a été attaquée et dispersée. Le vicaire apostolique du Victoria-Nyanza a pu se réfugier à Boukoba sur territoire allemand. Plusieurs des missionnaires sont prisonniers. Il y aurait de nombreuses victimes parmi les indigènes catholiques. Le consul français à Zanzibar a demandé aux autorités anglaises de prendre sans retard les mesures les plus énergiques pour faire cesser la persécution.

L'Imperial British East African Company a reçu un télégramme de Zanzibar, du 29 mars, portant que le capitaine Rogers, à la tête des troupes de la Compagnie, a attaqué les indigènes de Vitou, et leur a fait subir une défaite dans laquelle ils ont eu vingt-trois morts et de nombreux blessés. Pour ne pas risquer de perdre beaucoup

d'hommes, il s'est retiré, ne pouvant pas rester dans le voisinage ; toutes les sources d'eau avaient été empoisonnées par les indigènes pour forcer les Anglais à abandonner la place.

Le *Central Africa*, journal de la mission des Universités, annonce que depuis le 2 mars toute vente de liqueurs aux natifs a été interdite dans les États du sultan de Zanzibar.

D'après un télégramme de Quilimane de la fin de mars, une bande de 6000 nègres s'est assemblée sur les rives de la Quaqua, menaçant d'attaquer la ville. Les autorités portugaises ont armé en toute hâte la population, blanche et indigène, de la colonie. Le capitaine Lopez d'Andrade, gouverneur général de l'Est africain portugais, a mis la ville en état de défense. Une canonnière montée par une centaine de soldats portugais a quitté Mozambique pour se rendre à Quilimane. D'autre part, on organise à Lisbonne une flottille de six canonnières, deux chaloupes à vapeur à faible tirant d'eau et plusieurs bateaux de rivière avec un équipage de cinquante marins européens. Il s'agit d'assurer la garde des côtes et de faire la police du Zambèze et de ses tributaires conformément à la convention entre la Grande-Bretagne et le Portugal.

Les négociants de Bordeaux se préoccupent de l'établissement de relations maritimes directes entre cette ville et Capetown, en prolongeant la ligne déjà existante, créée par la Compagnie des Chargeurs réunis, dont les steamers vont chaque mois à la côte occidentale d'Afrique jusqu'à Saint-Paul de Loanda.

Le comité berlinois de la Société coloniale allemande a adopté une proposition tendant à créer dans les territoires du protectorat allemand du sud-ouest de l'Afrique une société de colonisation. Les crédits nécessaires pour commencer immédiatement la colonisation ont été votés. Une expédition partira le 31 mai pour Walfisch-Bay, sous le commandement de M. Dowe et du comte Pfeil. Le vapeur qui emportera les émigrants sera chargé de vivres, de matériaux de construction, d'instruments agricoles et de tout le nécessaire pour un premier établissement.

Le commandant C. von François a entrepris une expédition au fleuve Okavango, au N-E. de l'Ovambo, exploré il y a quelques années par notre compatriote le Dr Hans Schinz.

L'exploitation du chemin de fer d'Ambaca a été ouverte jusqu'au kilomètre 220, près de Cagengo.

La dernière assemblée générale de la Société belge du Haut-Congo a été appelée à ratifier une convention aux termes de laquelle cette Société a acquis les établissements de la maison française Daumas et C^{ie} avec leur matériel fluvial. Cette acquisition constitue un fait important en ce sens qu'elle cimentera l'union des intérêts belges et français dans la région du Haut-fleuve, dont la Société devient le représentant commun.

D'après une discussion qui a eu lieu à la Chambre des Communes, au sujet de la British Niger Company, la charte qui lui a été octroyée l'autorise à percevoir les droits de douane nécessaires pour lui permettre de remplir ses engagements. Certaines dépenses administratives en 1891 ayant dépassé les recettes, la Compagnie a été autorisée à élever les droits sur l'huile de palme.

Le capitaine wurtembergeois Kling, parti de Petit-Popo au commencement de juillet 1891 pour explorer l'arrière-pays de la colonie allemande de Togo, est arrivé à Kpembé (à 3 kilom. de Salaga), le 29 août, et le 2 septembre à Salaga. D'après une correspondance de Togo, il ne serait plus qu'à quelques journées de Ouaboué, qui se trouve à la latitude de Say.

M. de Beckmann, administrateur principal des colonies, s'est rendu à Timbo dans le Foutah-Djalou, où il a été très bien accueilli par les Almamys. Il a conclu des conventions commerciales qui auront de bons résultats au point de vue du développement économique des établissements français des Rivières du Sud.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

D'après l'*Allgemeine Missions Zeitschrift*, les caravanes d'esclaves continuent à arriver à **Lindi**, sur l'océan Indien. Nos lecteurs savent que cette localité est le point terminus d'une des routes par lesquelles les esclavagistes amènent de l'intérieur des convois d'esclaves qu'ils cherchent ensuite à faire passer par mer en Arabie ou en Perse. Il paraît que l'autorité de l'empire allemand n'a pas encore réussi à appliquer au territoire du protectorat les dispositions déjà prises à la Conférence de Berlin portant que les puissances signataires de l'Acte de la Conférence s'engagent « à employer tous les moyens en leur pouvoir pour mettre fin au trafic des esclaves et pour punir ceux qui s'en occupent. » Le Dr Warneck, rédacteur du journal susmentionné, demande pourquoi on ne confisque pas simplement la marchandise humaine amenée à la côte en déclarant libre tous ces malheureux? La question de l'honorable rédacteur nous paraît naïve. Sans doute l'autorité aurait le droit de confisquer ces esclaves, et de les rendre à la liberté; mais, pour empêcher qu'ils ne tombent dans une condition pire que l'esclavage, il faudrait qu'il y eût sur place des asiles pour recevoir ces libérés, faire leur éducation et leur apprendre à aimer le travail libre substitué au travail servile, le seul qu'il aient connu jusqu'ici. Nous ne sachions pas qu'il existe d'asile semblable à Lindi. Les croiseurs qui saisissent des barques d'esclaves les distribuent généralement aux établissements de Frère-Town, (sphère d'influence anglaise) ou de Bagamoyo, (sphère d'influence allemande). L'autorité allemande pourrait faire de même pour ceux qu'elle libérerait sur terre. Ces derniers établissements ont été fondés et sont dirigés par des missionnaires romains qui ne demanderaient pas mieux que de recevoir ces libérés sans rien payer, comme sont obligés de le faire les missionnaires qui, sachant que des enfants esclaves sont amenés à Lindi, s'y rendent avec la volonté bien arrêtée d'en délivrer le plus

possible, à prix d'argent bien entendu. En présence de la tolérance de l'autorité allemande, le rachat est le seul moyen qui reste d'arracher ces enfants à la servitude et à la honte. M. Warneck s'indigne contre ceux qui y ont recours; il les met sur le même rang que les marchands d'esclaves, sous prétexte que l'argent remis à ces derniers est employé à se procurer de nouveaux esclaves. M. Warneck et M. le rédacteur de la *Revue des Missions contemporaines*, qui reproduit les expressions du publiciste allemand, préféreraient-ils voir ces enfants mourir d'épuisement comme cela n'arrive que trop fréquemment, ou être entassés dans des barques d'esclavagistes pour y subir toutes les tortures d'une navigation périlleuse, et risquer d'être jetés à la mer dans le cas où l'embarcation serait poursuivie par un des croiseurs qui surveillent les criques par lesquelles s'échappent d'ordinaire les négriers? Que diront les publicistes susnommés du mandat imposé à la nouvelle mission morave au nord du Nyassa? L'acceptation, par l'église morave, du legs qui a permis sa fondation, lui fait cependant un devoir de racheter des esclaves et de travailler à leur éducation. L'empereur d'Allemagne et le roi de Saxe, sous la surveillance desquels a été placée l'administration de ce legs, et l'église morave elle-même, seront-ils rangés par ces publicistes au rang des marchands d'esclaves, parce qu'ils encouragent le rachat à prix d'argent?

A la dernière heure, le *Deutsches Kolonial Blatt* nous apprend que, sur l'ordre du gouverneur de l'Afrique orientale allemande, M. le baron de Soden, 39 jeunes filles esclaves, de 8 à 16 ans, achetées à l'intérieur par des Belouches et amenées à la côte pour y être vendues, ont été mises en liberté; vingt d'entre elles ont été remises à la mission romaine de Bagamoyo; neuf à la mission catholique de St-Benoît, et dix à la mission évangélique de Dar-es-Salam, pour recevoir une éducation convenable.

Le courrier de l'Afrique du Sud apporte des détails sur le double échec essuyé récemment, dans le **Nyassaland**, par les forces du consul Johnston, commissaire anglais pour la British Central Africa. Le capitaine Maguire, lieutenant du consul, avait reçu avis de la capture d'une grande quantité d'esclaves par le chef Makanjila, qui se préparait à faire faire la traversée du lac à ses captifs. Conformément à sa mission, qui vise la traite des noirs en même temps que l'établissement de l'autorité britannique dans ces parages, le consul Johnston donna ordre au capitaine Maguire de s'embarquer sur le lac à bord du *Domira* pour intercepter le convoi. En arrivant, le capitaine Maguire ayant appris que deux dhows (embarcations d'esclaves) étaient mouillées à une quinzaine de kilomètres, attendant l'embarquement des captifs, prit la résolution d'aller s'en emparer et de brûler

les embarcations. C'est à quoi il s'occupait, lorsque les forces du chef Makanjila, au nombre de deux mille hommes placés en embuscade sur les bords du lac, fondirent sur la petite expédition anglaise. Pour le malheur de celle-ci, une tempête violente s'éleva sur le lac au même moment. Le capitaine Maguire et ses hommes se trouvant à bord de la barque qu'ils avaient capturée ne purent la faire naviguer, et furent obligés de se mettre à la nage pour rejoindre leur steamer. Alors les forces du chef Makanjila ouvrirent une fusillade nourrie contre les Anglais; le capitaine Maguire fut tué au moment où il allait rejoindre le steamer et celui-ci ayant échoué, fut assiégé par les indigènes qui tuèrent plusieurs hommes de l'équipage et assassinèrent deux autres officiers anglais, MM. Boyce et Mac Ewan, attirés par eux dans un guet-apens, sous prétexte de négociations de paix. Vers le même moment, sur un autre point du Nyassaland, un corps de Sikhs (Hindous), commandé par deux officiers européens, fut surpris par les indigènes qui s'emparèrent de leur pièce de canon, après avoir blessé nombre d'entre eux. Ce qui résulte de plus grave de ce récit, c'est que le consul Johnston, représentant, avec une poignée d'hommes, toute l'autorité britannique dans le Nyassaland, est menacé, cerné peut-être, à l'heure qu'il est, par les forces des chasseurs d'esclaves et de certaines tribus d'indigènes liguées avec ces ennemis de leur race, par haine ou méfiance des Européens. Il serait important de savoir qui importe dans l'intérieur, au mépris des engagements conclus devant la Conférence antiesclavagiste de Bruxelles, les armes perfectionnées qui permettent aux Arabes et aux indigènes ces agressions sanglantes. Mais, abstraction faite de cette responsabilité, le point essentiel, pour le moment, est la situation critique de l'autorité et des forces britanniques dans cette partie du territoire africain. On n'ose espérer en Angleterre que le consul Johnston arrive à se tirer promptement d'affaire. On paraît compter au contraire, à Londres, sur une lutte très vive, et on n'y est pas très loin d'envisager la situation du consul Johnston, dans le Nyassaland, comme une reproduction en miniature de l'état de choses auquel Gordon pacha succomba naguère à Khartoum. Apparemment, le pays sera invité à faire quelques sacrifices pour secourir les forces anglaises du Zambèze et du Chiré. Il est question de demander des crédits pour l'achat d'une ou plusieurs canonnières, qui feront, de façon permanente, la croisière sur le lac et le long de ses bords.

A l'occasion de ces conflits du consul Johnston avec les esclavagistes du Nyassaland, le *Church of Scotland Mission Record* demande si les procédés du commissaire britannique qui a fait venir des Sikhs de l'Inde, brûlé les villages indigènes et met le pays à feu et à sang, sont bien les meilleurs

pour faire progresser la cause de la civilisation. Les Hindous introduits dans cette région y ont propagé les vices et les maladies au grand détriment de la moralité.

Le *Mouvement géographique* de Bruxelles donne, sur la chasse à l'homme dans le **Katanga**, les renseignements suivants que lui a fournis M. Swan, missionnaire depuis six années dans cette partie du bassin supérieur du Congo, actuellement en Belgique. C'est le roi Msiri qui est l'organisateur suprême de ces chasses. Il se procure des esclaves par les razzias qu'il exerce dans les pays voisins, aussi bien à l'Est et à l'Ouest qu'au Sud et au Nord. Ces contrées sont sans cesse battues par des bandes armées qui dévastent et dépeuplent le pays. Les villages sont brûlés, tous les hommes décapités, les femmes et les enfants emmenés en captivité. Au Katanga, un garçon de 8 à 10 ans coûte 4 brasses d'étoffe, environ 2 francs, prix d'Europe; une jeune fille, 30 à 40 brasses; une femme, de 5 à 6 francs. La plus grande partie de ce bétail humain est vendue aux trafiquants du Bihé et aussi aux Arabes de l'Est. Avant d'arriver à destination, il en meurt un grand nombre; mais la mortalité n'est pas moins grande parmi les esclaves qui demeurent la propriété de Msiri, qui, comme tous les chefs nègres, est un despote sanguinaire. Sa résidence est entourée d'une enceinte dont chaque pieu est surmonté d'une tête de mort. M. Swan y a vu souvent des tas de têtes d'hommes et de femmes fraîchement décapités. Les femmes de Msiri qui se comptent par centaines sont, à chaque instant, décimées sous le prétexte le plus futile, le plus souvent ce n'est qu'une question de fétiche.

Le gouvernement du Congo, dit l'*Indépendance belge* du 26 mars, vient de recevoir copie du rapport suivant adressé du camp de la **Mokongo**, le 29 octobre 1891, par le capitaine de deuxième classe Ponthier, à l'inspecteur d'État du Haut Congo : « J'ai l'honneur de vous exposer ci-dessous l'historique succinct des opérations qui ont amené la dispersion des bandes arabes qui dévastaient la contrée placée sous mon commandement. J'ai cru utile, dans l'intérêt de la clarté du récit, de rappeler des événements antérieurs à votre arrivée au **Bomokandi**, bien que ces événements eussent déjà fait l'objet de précédents rapports. Lorsque, au commencement du mois de septembre, j'arrivai à la tête de l'avant-garde de la colonne pour y établir un camp d'arrêt, dans les environs de l'embouchure du Bomokandi, les Arabes occupaient depuis longtemps, dans l'angle formé par cette rivière et par la Mokongo, une forte position qui servait de pivot à leurs bandes dévastatrices. Déjà ces sanguinaires chasseurs d'hommes avaient couvert de ruines le beau pays situé entre l'Ouellé et le Bomo-

kandi, et les chefs asandés, épouvantés par les cruautés sans nom qui se commettaient sur leur territoire, s'étaient soumis aux terribles envahisseurs. Les Arabes s'étaient alors établis dans plusieurs des nombreuses îles qui coupent l'Ouellé, et l'un de leurs principaux chefs appelé Pouroukandou occupait une forte position dans trois îles situées en amont de l'embouchure du Bomokandi. Pendant que les bandes de Pouroukandou mettaient à feu et à sang le pays situé au nord de l'Ouellé, deux autres chefs arabes : Koutoukoutouk et Camango, ravageaient le territoire des Abarmbos et étendaient leurs brigandages jusque chez les Mobangas, d'où ils espéraient bientôt gagner le pays où s'élevait jadis la Zériba Hanasch. La situation était grave, et il était nécessaire d'agir sans tarder pour préserver du fléau arabes les contrées qui lui avaient échappé jusqu'ici dans les environs du Bomokandi. Les Arabes manifestaient des dispositions hostiles à notre égard, et ils se déclaraient décidés à nous disputer la possession du pays.

Le 11 septembre, les bandes de Pouroukandou furent chassées de leur position après un combat assez vif. Dix Matambas-Tambas restèrent sur le carreau, les autres prirent la fuite et regagnèrent en désordre le camp de la Mokongo. A la suite de cet échec, Pouroukandou abandonna toutes les positions qu'il occupait sur le Bomokandi, en aval de la Mokongo et peu de temps après, il quitta la contrée pour mettre son butin en sûreté. Les territoires situés au nord de l'Ouellé étaient ainsi délivrés du fléau arabe ; restait à lui arracher les régions situées au sud du fleuve. Pour cela il fallait couper le mal dans sa racine : détruire le camp de la Mokongo. Malheureusement, le personnel blanc me faisait complètement défaut, et je dus attendre votre arrivée pour être à même d'entreprendre cette expédition.

Dans l'intervalle je m'efforçai de défendre la ligne de l'Ouellé contre les incursions des Arabes, et plusieurs de ces brigands, qui avaient osé réparaître sur le fleuve, payèrent cette audace de leur vie. Cette façon d'agir nous gagna la confiance des Asandés et, lorsque, le 25 octobre dernier, vous m'ordonnâtes de marcher contre le camp de la Mokongo, de nombreux indigènes armés se joignirent à la colonne. Le nombre de ces auxiliaires ne fit que s'accroître en route, et lorsque, après deux jours de marche forcée, notre avant-garde arriva devant le camp arabe, elle était renforcée de plusieurs centaines de lances. Le combat fut décisif. Les Arabes pris à l'improviste, grâce à la rapidité de notre marche et à la complicité des indigènes, n'eurent pas le temps d'organiser sérieusement la défense. Ils prirent la fuite après une courte lutte. La nuit qui était survenue pendant le combat arrêta la poursuite qui fut reprise le lendemain et continuée avec acharnement pendant deux jours. Nous réussîmes à arracher des mains des

Arabes 250 esclaves. Tous ceux qui étaient originaires du pays furent rendus à la liberté, les autres demandèrent à nous suivre. Un grand nombre de ces malheureux étaient attachés deux par deux à l'aide d'une barre de fer forgé terminée par des anneaux fermés au marteau. Je vous ai envoyé quelques spécimens de ces instruments. Le récit que ces misérables nous font des tortures dont ils sont victimes de la part des ravisseurs est à faire frémir. Je n'insisterai cependant pas sur ce sujet, la cruauté des Arabes étant suffisamment connue. Les installations des Arabes à la Mokongo m'étonnèrent par leur importance et par leur caractère de permanence. Elles se composaient de trois grands villages appartenant respectivement aux trois principaux chefs : Camango, Pouroukandou et Koutoukoutouk. Toutes ces habitations étaient construites en pisé et entourées pour la plupart d'une enceinte où se tenaient les femmes et les esclaves du maître du logis. Les maisons des chefs et celles des principaux personnages étaient construites avec le plus grand soin ; elles possédaient toutes une vérandah, et elles étaient partagées en un grand nombre de compartiments qui recevaient le jour par de nombreuses meurtrières. Les magasins étaient nombreux et vastes. De grandes bananeraies et des plantations considérables de riz, de maïs, de manioc, etc., couvraient la plaine voisine. Au delà et à plusieurs journées de marche à la ronde, on ne rencontrait que des cultures détruites et des villages ruinés et depuis longtemps abandonnés. Tout enfin dénotait que les Arabes étaient établis ici en très grand nombre et depuis longtemps, et que cet établissement servait de base à d'importantes expéditions. Ils occupaient également plusieurs îles situées en aval de cette position.

Inutile d'ajouter que ce repaire de brigands a été détruit de fond en comble. Les pertes subies par les Arabes, tant en hommes qu'en matériel, sont très considérables. Les indigènes lancés à la poursuite des fuyards massacrèrent sans pitié tous ceux qui leur tombaient sous la main. Aucune force n'eût pu empêcher ces représailles qui n'étaient, hélas ! que trop méritées. Bref, les bandes de la Mokongo viennent de subir, non un échec, mais bien un véritable désastre dont elles ne se relèveront pas de si tôt. Je me fais un devoir de signaler le zèle dont M. Daenen a fait preuve dans le cours de cette opération.

Le correspondant du *Temps*, à Londres, a télégraphié à ce journal : « Le gouvernement britannique vient de saisir le gouvernement français d'une question qui intéresse actuellement, au plus haut point, la population coloniale de la République, c'est-à-dire la mise à exécution rigoureuse de l'article de la **Convention internationale de Bruxelles** qui con-

cerne le trafic des armes de guerre avec les indigènes de l'Afrique. Le Foreign Office s'est justement ému des réclamations violentes exprimées jusqu'à la tribune du Parlement français contre la vente, par les négociants de la côte occidentale d'Afrique, de fusils des plus modernes aux populations qui sont en ce moment en état de guerre contre la France. Il est officiellement démontré, en effet, que Samory, d'une part, et le roi de Dahomey, d'autre part, se sont approvisionnés de carabines à tir rapide des systèmes Männlicher et Snyder, ainsi que de nombreuses munitions appropriées à ces armes, auprès des maisons anglaises et allemandes qui ont leurs comptoirs tant à Sierra-Leone qu'à Wydah et à Lagos. Devant cette situation, le gouvernement britannique propose donc à la France une action parallèle très ferme qui mette fin à un semblable état de choses. Des instructions personnelles dans ce sens seraient envoyées aux gouverneurs des possessions anglaises et françaises de la côte occidentale d'Afrique. Il est d'ailleurs probable qu'une démarche analogue sera tentée auprès du gouvernement portugais, dont la colonie de la Guinée servit, il y a quelques années, de centre de ravitaillement aux bandes du rebelle Mahmoud Lamine, qui dévastait le Sénégal. »

Le gouvernement anglais, ajoute le même journal, avait rédigé un projet d'ordonnance qui a été transmis au ministère français des affaires étrangères; celui-ci l'a fait parvenir au sous-secrétaire d'État des colonies. En attendant que l'accord soit définitif sur ce projet d'ordonnance, les deux gouvernements ont envoyé parallèlement par télégraphe des ordres visant le but indiqué.

L'Acte international de la Conférence de Bruxelles étant entré en vigueur le 2 avril, toutes les puissances qui ont des établissements le long de la côte occidentale d'Afrique sont tenues de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que les stipulations de cet Acte relatives à la traite et à l'esclavage, à l'importation des armes et des munitions, ainsi qu'à celle des spiritueux, reçoivent leur exécution.

Nos lecteurs savent que l'Acte général de la Conférence de Bruxelles est accompagné d'une **Déclaration** signée en même temps et autorisant l'établissement de droits d'entrée jusqu'à concurrence de 10 % de la valeur des marchandises dans le bassin conventionnel du Congo. Pour régler le régime douanier prévu par cette Déclaration, des négociations ont été engagées entre les puissances intéressées. En ce qui concerne l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie, elles ont abouti, le 22 décembre 1890, à une entente qui s'est traduite en un tarif pour leurs possessions de la côte orientale d'Afrique. Les pourparlers poursuivis entre la France, l'État indépendant

du Congo et le Portugal viennent à leur tour de se terminer. Le 8 avril a été signé à Lisbonne, par les représentants de ces trois puissances, un protocole réglant non-seulement les droits d'entrée, mais aussi les droits de sortie dans leurs possessions du bassin du Congo à la côte occidentale d'Afrique. Le protocole est conforme au texte qui a déjà été soumis, au mois de décembre dernier, au Parlement français.

Cet Acte international est le dernier de ceux auxquels la Conférence de Bruxelles a donné lieu. Dans la grande œuvre de la répression de la traite, la phase des négociations diplomatiques est ainsi heureusement close à la suite de travaux qui ont duré près de trente mois. On entre maintenant dans la phase de l'action. Il n'est pas hors de propos de rappeler ici les paroles que le président de la Conférence, M. le baron Lambert, adressait à l'assemblée en clôturant ses travaux : « Aucun de nous n'a pensé que la Conférence allait mettre fin sur l'heure et sans plus attendre à l'odieux trafic des esclaves. Une telle tâche n'est pas de celles qui s'accomplissent en un jour. Nous avons jalonné la voie que suivront les gouvernements et tracé le plan d'action qui nous a paru le plus sage et le plus efficace. Dans la réalité, le traité ne vaudra que par son application, et le succès sera en proportion de la persévérance et de l'énergie qu'apporteront les puissances dans l'exécution des mesures que nous avons indiquées. Le souffle généreux de l'opinion publique pressera leurs efforts et hâtera la réalisation du noble but poursuivi par la Conférence. »

D'après les *Missions catholiques*, le cardinal Ledochowski, préfet de la Propagande, a attribué, sur le produit des **quêtes** faites pour l'**abolition de l'esclavage en Afrique** :

Au vicariat apostolique de Benin	Fr.	60,000
A la préfecture apostolique de la Côte d'Or.....	»	60,000
A la préfecture apostolique du Dahomey.....	»	60,000
A la préfecture apostolique du Niger.....	»	60,000
En 1891, la Propagande avait alloué pour l'œuvre anti-esclavagiste :		
Au vicariat apostolique du Sahara	»	60,000
Aux missions de l'Afrique équatoriale confiées aux Pères des Missions d'Alger.....	»	60,000
Au vicariat apostolique de Madagascar	»	18,000
Aux vicariats et préfectures apostoliques de la Sénégambie, du Sénégal, du Bas-Niger, du Gabon, du Congo, de l'Oubanghi, du Zanguebar.....	»	100,000
A la préfecture apostolique du Cameroun.....	»	50,000
Total pour l'œuvre anti-esclavagiste en Afrique.....	Fr.	528,000

Le *Bulletin officiel* de l'**État indépendant du Congo**, du mois de mars, contient un décret qui, conformément aux dispositions de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, restreint l'**importation** et la **vente d'armes et de munitions** ainsi que le port d'armes à feu. Un autre décret assure la **protection des enfants abandonnés ou victimes de la traite**. L'État veut donner aux Sociétés philanthropiques et religieuses l'autorisation d'élever et d'instruire ces enfants dans des colonies spéciales, agricoles et professionnelles.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE ANGLAISE

D'après M. F. Buxton.

Dans notre premier numéro de cette année-ci, nous avons publié un extrait d'un article de la *Fortnightly Review* de M. F. Buxton, relatif aux spiritueux dans l'Afrique occidentale anglaise. Les observations de l'auteur portaient sur beaucoup d'autres points de l'administration britannique ; mais elles nous paraissaient tellement entachées d'exagération, que nous nous sommes abstenus de les faire connaître à nos lecteurs, ne doutant pas qu'elles n'appelassent des rectifications de la part des autorités incriminées. Dès lors, plusieurs journaux anglais, entre autres l'*African Times*, le *British and Foreign Antislavery Reporter*, *The Echo*, ont reproduit, en tout ou en partie, les critiques de M. Buxton et, à notre connaissance du moins, aucune demande de rectification ne leur a été adressée. Nous sommes dès lors fondés à croire que M. Buxton n'a pas fait erreur, et à rompre le silence sur les faits signalés par lui comme laissant grandement à désirer dans la colonie anglaise de Sierra-Leone.

M. Buxton s'arrête d'abord à Freetown, le chef-lieu de la colonie. Les abords de la ville et la végétation tropicale des montagnes qui s'élèvent derrière la place l'enchantent, mais la ville est plus belle vue de loin que de près. Je trouvai cet établissement, dit-il, sale et négligé¹ dans le pays des sources de la lumière ; c'est une ville où règnent la misère, le crime et l'infortune. On ignore même les principes les plus élémentaires de l'hygiène publique ; chaque maison vide ses ordures de manière à ce

¹ Le capitaine M. F. Lapham, qui vient de faire un voyage à la côte occidentale d'Afrique, confirme ce jugement de M. Buxton. « Il est dangereux, » écrit-il dans le *Leeds Mercury*, « de traverser la ville le soir sans lanterne, car on risque de tomber dans un des nombreux trous qui abondent dans les rues. »

qu'elles s'en aillent dans les puits, on les laisse se décomposer et fermenter là où elles ont été jetées. Je surpris la domestique du soi-disant hôtel où j'étais logé, dérochant mon thé et y substituant l'eau brune de ces puits, qui, bouillie, a la couleur d'un fort thé noir, si non l'arome et le goût de la coupe qui réjouit le cœur. J'indiquai à l'officier du service médical comment il serait facile de convertir la localité en une ville salubre, mais il ne put pas le comprendre. Ingénieurs civils et médecins, me dit-il, ne s'entendent jamais sur les questions sanitaires.

La prison de Sa Majesté à Freetown est un bâtiment imposant, avec un gouverneur européen, des guichetiers, des gardiens et d'autres individus vivant dans l'établissement. A Freetown, nous singeons les hautes cours de Sa Majesté à Londres; on ne peut se présenter devant le juge que par l'intermédiaire d'un avocat, qui, quoique nègre, sait très bien prendre l'huître et laisser les écailles aux plaideurs.

J'ai rencontré à Saint-Louis une négresse, née à Freetown, sujet britannique, qui m'a dit avoir eu à Freetown un différend au sujet d'une propriété; elle recourut à la justice et gagna sa cause, très simple d'ailleurs, mais les frais la ruinèrent. La pauvre femme me disait que les Anglais étaient très mauvais pour les natifs : « Très mauvais homme, Monsieur, Anglais, boire trop de whisky, prendre tout l'argent du pauvre nègre, aller boire, retourner en Angleterre; mauvais homme, Anglais. Je suis venue ici, Français très bon homme; il ne donne pas des coups de pied au pauvre noir; il ne le vole pas, et ne l'appelle pas damné nègre. »

Les fonctionnaires à Freetown sont très nombreux et les frais de l'administration civile sont énormes. Il y a 84 fonctionnaires salariés dont les traitements s'élèvent à 420,000 francs par an, avec six mois de congé à passer en Angleterre, et passage gratuit sur les steamers aller et retour, pendant chaque année de service. Cette dépense considérable ne comprend pas les frais des services militaire, médical et de commissariat qui s'élèvent à une somme plus forte encore. « Un négociant européen m'a dit, » écrit M. Buxton, « qu'il paie plus de 125,000 fr. de taxes à la seule administration civile, et comme il y a d'autres marchands dans la même position, il se trouve, qu'avec tous les autres impôts, patentes pour les débits de boissons, les revenus annuels du gouvernement local dépassent de beaucoup les dépenses, quelque considérables que soient celles-ci. Et pourtant le gouvernement impérial dit que la colonie est sa débitrice et qu'il voudrait la voir au fond de l'océan. Alors, que devient l'argent? Où s'en va-t-il? Il y a dans la ville une cathédrale qui coûte au gouvernement 200,000 fr.; les natifs ont un évêque, un vrai évêque pour eux tout seuls,

car on voit rarement un visage blanc au service de la cathédrale. J'y ai assisté une fois avec un fonctionnaire et sa femme, et les indigènes nous regardaient comme des intrus. Je ne puis pas dire que j'aie admiré le sermon de l'évêque ; il prêche aux natifs, mais non pas pour eux : anglicanisme, mais non pas Christ. »

A côté de l'influence civilisatrice des Européens sur les Africains, il y a celle des Mahométans. Les adhérents du prophète descendent du nord comme une vaste marée, convertissant les tribus et leur inoculant l'énergie et les arts en remplacement d'une sauvagerie paresseuse. Ces tribus converties aident à leur tour à convertir au mahométisme les tribus voisines et de la sorte le flot avance. Il ne s'agit pas d'une conquête vulgaire, comme nos guerres chrétiennes, uniquement pour piller. En devenant musulmane, la tribu est tenue de maintenir ses villages dans des conditions salubres, d'accepter un code sanitaire, qui renferme l'abstention des liqueurs fortes ; des fonctionnaires sont nommés, des branches de commerce sont créées, chaque homme doit travailler, en sorte que les industries les plus utiles et les arts de la paix naissent et se développent. La loi est expéditive dans leurs cités. Dès l'aube, le chef du village, à barbe grise, fait la ronde dans les rues, fustigeant tout membre du conseil municipal dont les rues sont malpropres. Les Anglais sont en retard sur les mahométans.

Les natifs peuvent lire, dans les Blue Books, les actes de mauvaise administration qui se renouvellent périodiquement, sinon constamment, sur la côte occidentale d'Afrique, de la Gambie à l'embouchure du Niger et au district des rivières de l'Huile. Les milliers de vies sacrifiées durant les dernières années dans des incursions funestes sur des tribus indigènes sont une perte irréparable et rien ne peut racheter le scandale de flagellations et de tortures illégales infligées par des fonctionnaires anglais qui semblent avoir répudié toutes les qualités propres aux Anglais en prenant du service dans la police de la Côte d'Or ou de Sierra-Leone.

Dans la colonie de la Côte d'Or, dit M. Buxton, vingt indigènes, suspects de complicité dans un vol, reçurent chacun d'un officier du gouvernement 72 coups de fouets ; quatre d'entre eux en moururent. Jugé pour ce fait à Accra, en août 1889, il ne fut condamné qu'à 120 fr. d'amende.

L'Afrique occidentale, ajoute M. Buxton, est une des régions les plus riches en mines. Quand on demande aux trafiquants mahométans d'où ils tirent leurs métaux précieux, ils se tournent vers le N.-E. et indiquent Segou, le Bambara. Pourquoi ne sommes-nous pas allés dans le Bambara, il y a des années ? Les Français nous y ont devancés, et ils le méritent ; Saint-Louis est un exemple de leur supériorité sur nous comme colonisateurs.

L'Afrique occidentale a été, pour des motifs intéressés, représentée comme insalubre pour les Européens. Les voyageurs désintéressés dissipent ce préjugé. L'Anglais qui a des habitudes contraires à la santé, peut creuser sa fosse en Angleterre même, et des milliers d'Anglais le font chaque année. En outre, si à Londres on ne prenait pas plus de précautions sanitaires qu'à Sierra-Leone, la métropole deviendrait bien vite le tombeau des blancs sur une échelle effrayante. Celui qui n'est adonné ni à la boisson ni à la gourmandise, peut mener une vie agréable dans l'Afrique occidentale.

L'Afrique est le pays de l'avenir; elle regorge de richesses; elle est à peu de distance de l'Europe, à six jours du marché de Londres. Ce qu'il lui faut, c'est d'être délivrée du fléau des spiritueux, et d'être ouverte au surplus de la population européenne de toutes classes, du fils de famille au plus humble travailleur. Il y a là des matières premières pour les manufactures du Lancashire et du Yorkshire; il y a de l'or, de l'argent, de la houille, des pierres précieuses, de l'ivoire, du caoutchouc, du nitrate, de l'indigo, de l'antimoine, du guano, de l'huile de palme, des noix de kola, de l'ébène, de l'acajou, des gommés, des épices, du café, du tabac, du coton, du cacao et d'autres produits. On peut y élever, au N.-E., des chevaux, des chameaux, des moutons; la richesse de cette partie de l'Afrique est inépuisable. Lord Palmerston le disait déjà en 1860 : « Ce pays sera une source de richesse, non seulement pour l'Europe, mais pour le monde entier, dans une mesure qui dépasse tout ce que l'imagination peut concevoir. »

Le commerce des possessions anglaises de l'Afrique occidentale avec Liverpool, Bristol et Londres, s'élève à 125,000,000 de francs; il occupe environ 800 Anglais, et place sous la domination britannique cinq millions de nègres qui, si on cesse de les empoisonner avec l'eau-de-vie, redeviendront ce qu'ils étaient avant l'arrivée des Européens, intelligents, industriels, braves, et d'un bon caractère. Les habitants et le commerce du Royaume-Uni visent tout particulièrement l'Afrique occidentale. Les possessions anglaises de cette région deviennent de plus en plus une nécessité pour le commerce de Liverpool, Manchester, Birmingham, Leeds, Sheffield, Bristol et Londres. Si, au lieu de laisser ce pays aux mains de quelques marchands qui, pour s'en réserver le trafic, en présentent le climat comme insalubre, l'Angleterre sait l'administrer convenablement, il peut devenir une source de prospérité pour beaucoup. Un marchand de la cité qui trafique avec l'Afrique occidentale, disait récemment à M. Buxton : « Si vous ouvrez les yeux des gens sur les richesses matérielles et sur la salubrité du climat de cette partie de l'Afrique, vous ruinerez notre monopole. »

Quant au climat, le lieutenant-colonel de Buvihne s'exprime comme suit,

d'après le Blue Book : Tous ceux qui ignorent l'état réel des choses au point de vue du climat s'imaginent les difficultés plus grandes qu'elles ne sont réellement. Beaucoup d'officiers, moi y compris, ont servi, sans conséquences fâcheuses pour leur santé, dans l'Afrique occidentale, de janvier 1858 à décembre 1863 ; ce ne fut que pendant des périodes d'inaction à la côte que je fus malade, tandis que dans les forêts épaisses du pays des Fanti, aux frontières de l'Achanti, malgré les privations et les longues marches, aucun des officiers servant sous mes ordres, ni moi-même nous n'eûmes à souffrir de maladie.

Un des Blue Books de l'année dernière renferme un rapport du gouverneur de la Côte d'Or, sir W. Bradford Griffith, qui confirme pleinement les observations de M. Buxton.

CORRESPONDANCE

**Lettre de Maison-Carrée (Algérie), de M. J. Mesnage,
secrétaire des Missions d'Afrique.**

20 avril 1892.

En corrigeant un travail que nos Pères du Tanganyika nous ont envoyé sur le Maroungou, j'y remarque le résultat utile qu'a produit la lecture d'un des articles de l'*Afrique explorée*, à propos de la variolisation artificielle. Peut-être vous sera-t-il agréable de connaître cette page de M. Guillemé, missionnaire à Mpala, qui confirme l'efficacité de la méthode préconisée par vous.

« Au Maroungou, la plus terrible de toutes les maladies et celle qui fait le plus de ravages parmi les indigènes est la petite vérole. Ils la distinguent, selon qu'elle est confluente ou discrète, en variole de maïs, de sorgho et de millet. Personne n'échappe à la dernière et il est rare de les voir succomber à la première. Les varioleux sont enfermés dans une chambre bien chauffée, où ils s'étendent sur un lit de sable fin, recouvert de larges feuilles de bananes qui sont remplacées tous les jours ; puis, à l'époque de la suppuration, ils ouvrent les boutons avec une épine. Voilà tout le traitement.

A la fin de l'année 1890 et au commencement de 1891, cette épidémie a régné aux environs de la mission, sans faire toutefois, comme d'ordinaire, de nombreuses victimes.

Dans l'impossibilité absolue d'avoir de bon vaccin, lequel perd ici toute sa virulence, sous l'action de la haute température et de l'humidité, nous avons recours à la pratique de la variolisation qui consiste, comme on le sait, à prendre sur un individu atteint de la variole discrète du pus, pour l'inoculer à ceux qui n'ont point encore eu la maladie. Jusqu'ici, les résultats obtenus ne laissent presque rien à désirer ; on peut même dire que cette méthode a été couronnée d'un plein succès. Pen-

dant trois longs mois, notre médecin nègre, Charles Faraghit, ancien étudiant de Malte, a parcouru les villages indigènes pour vacciner ainsi tous ceux qui se présentaient. Sur plusieurs milliers de personnes auxquelles la variole bénigne avait été inoculée, 10 à 20, au plus, sont mortes. On venait de très loin pour avoir ce remède. Il a passé en conséquence, auprès de ses frères, pour le plus grand sorcier de tout le pays. Devant ces effets évidents de préservation, les préjugés des noirs au sujet de cette espèce de vaccination ont complètement disparu.

Avant même de connaître le procédé de M. Haccius, Charles avait lui-même résolu d'inoculer le virus variolique récolté sur l'homme à une jeune génisse de notre troupeau, afin d'obtenir ainsi la variole vaccine. Les études récentes faites en Europe et que nous avons connues plus tard par l'*Afrique explorée* viennent confirmer l'efficacité de ce procédé facile à pratiquer. Nous aurons ici le remède à côté du mal. Cette épidémie a, dit-on, enlevé, il y a cinq ans, la moitié de la population du Maroungou. Abolissons d'un côté la chasse à l'homme et, de l'autre, détruisons les effets de la variole, et l'Afrique centrale se repeuplera vite! »

M. GUILLEMÉ.

BIBLIOGRAPHIE ¹

Herbert Ward. FÜNF JAHRE UNTER DEN STEMMEN DES KONGO-STAATES. Übersetzung von H. von Wobeser. Leipzig (C.-F. Amelangs Verlag), 1891, gr. in-8°, 221 p., ill., fr. 10. — L'auteur de ce livre, un Anglais amateur d'aventures, a passé une grande partie de sa vie en dehors de son pays natal. Il a résidé en Nouvelle-Zélande, dans le Bornéo septentrional, et a enfin passé cinq ans sur le Congo, de 1884 à 1889. Il a fait partie, de 1887 à 1889, de l'expédition de Stanley au secours d'Emin-pacha; si son nom n'a pas été mêlé d'une manière active à l'histoire de cette entreprise, c'est que M. Ward fut un des cinq officiers qui restèrent au camp de Yambouya. Il donne même, dans la préface, sur les questions qui se rattachent à ce côté malheureux de la campagne, quelques détails intéressants.

Cinq ans passés, la plume et le crayon à la main, au milieu des peuplades sauvages du Congo ont dû permettre au voyageur de réunir un grand nombre d'observations nouvelles. D'ailleurs, grâce à sa connaissance des trois idiomes les plus répandus dans le pays, — le kikongo sur le bas Congo, le kibangi sur le haut Congo et le kisouaheli que parlent les compagnons arabes de Tipo-Tipo aux Stanley-Falls — il eut le précieux avantage de pouvoir s'entretenir directement avec les indigènes et recueillir de leur bouche une foule de renseignements.

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

De fait son ouvrage pourrait être intitulé la vie au Congo, car c'est l'existence des blancs et des noirs sur le grand fleuve qui est décrite avec quantité de détails, de remarques intéressantes parce qu'elles sont prises sur le vif. Les mœurs, les idées, les croyances des indigènes, leurs rapports entre eux et avec les blancs, la vie sur terre et sur l'eau, la marche d'une colonne expéditionnaire, les transports, tout est passé en revue, non pas méthodiquement, mais à mesure que les faits se présentent sous la plume, suivant les hasards du récit. Et cela forme un ensemble d'autant plus captivant que le texte est coupé d'un grand nombre de bonnes illustrations qui rendent la narration plus vivante et plus lumineuse. Ajoutons que la traduction de l'anglais est fort bien faite et se lit avec une grande facilité.

Lieutenant-colonel Gallieni. DEUX CAMPAGNES AU SOUDAN FRANÇAIS, 1886-1888. Paris (Hachette et Co), 1891, in-8°, 639 p., 163 gravures, 2 cartes et 1 plan, fr. 15. — Ceux de nos lecteurs qui ont suivi les phases successives de l'occupation des territoires du haut Sénégal et du haut Niger par la France n'ont pas besoin qu'on leur présente l'auteur de ce bel ouvrage; il leur suffit de rappeler leurs souvenirs pour savoir qu'il s'agit d'un des plus vaillants officiers de la France d'outre-mer, d'un homme dont le nom se place à côté de ceux de Faidherbe, de Borgnis-Desbordes, d'Archinard, c'est-à-dire des fondateurs du futur empire colonial du Soudan français. Le colonel Gallieni, admirablement préparé par plusieurs campagnes en Sénégambie, fut appelé en 1886 au commandement supérieur du Soudan français, placé alors entre trois ennemis redoutables : Ahmadou au nord, Samory à l'est, Mahmadou-Lamine au sud. Il fallait, en faisant front des trois côtés, assurer l'avenir des nouvelles possessions de la France.

C'est le récit de ces campagnes mouvementées, faites avec peu de troupes, dans un pays où les routes manquent, où les approvisionnements sont difficiles, où la redoutable fièvre guette toujours l'Européen, cheminant à travers les forêts et les marécages, qui constitue principalement la matière du livre de M. Gallieni. Marches et contre-marches, escarmouches, prises de villages, combats violents, poursuites acharnées, tout cela s'y trouve et le lecteur qui aime les faits de guerre, les luttes incessantes, sera amplement servi. Il verra de quel courage, de quelle fermeté, et en même temps de quelle abnégation il faut faire preuve pour triompher d'obstacles qui, à première vue, paraissent insurmontables.

Mais, à côté de cette histoire militaire, on lira avec plaisir le récit d'expéditions plus pacifiques, telles que celles du commandant Caron à Timbouctou, du lieutenant Plat au Fouta-Djalon, qui nous fournissent des

documents d'ordre scientifique sur la géographie, l'histoire naturelle, la situation politique des pays traversés. D'ailleurs le colonel Gallieni ne s'occupait pas seulement de conquérir, il cherchait aussi à développer matériellement les territoires sur lesquels s'étendait son pouvoir et dès que ses adversaires lui en laissaient le temps, le commandant militaire se transformait en gouverneur civil et travaillait à l'œuvre civilisatrice que les Européens ont le devoir de remplir en Afrique.

Mais que cette œuvre est difficile et que ses progrès sont lents ! Tant de guerres, de razzias, de famines et d'autres fléaux ont passé sur ces malheureux pays que leur ruine semble complète et leur relèvement impossible. Le territoire situé entre le haut Sénégal et Timbouctou est, d'après Gallieni, désert, sans habitants, mal pourvu d'eau, avec une végétation rabougrie, rappelant le Sahara qui est tout proche. L'auteur n'est pas éloigné de croire que les efforts faits de ce côté n'ont pas produit des avantages en rapport avec ce qu'ils ont coûté. Il n'hésite pas à conseiller aux autorités coloniales d'abandonner le tronçon de chemin de fer de Kayes à Bafoulabé, qui n'a point d'origine et ne va nulle part, et à engager la marche vers le nord, vers Timbouctou. En revanche, il croit que les efforts doivent être reportés vers le sud, vers le pays de Kong et particulièrement au Fouta-Djalon dont les riches et fertiles plateaux constitueraient dans l'avenir le plus beau fleuron du Soudan français. C'est sur la parole du général Faidherbe que le colonel Gallieni ferme son livre : « Si jamais il se fonde un empire du Soudan français, c'est à Timbo, dans le Fouta-Djalon, que sera sa capitale. »

PUBLICATIONS CARTOGRAPHIQUES DU SOUS-SECRÉTARIAT DES COLONIES FRANÇAISES. — L'Administration française des colonies ne perd pas son temps. A peine les territoires nouveaux sont-ils conquis par ses troupes et occupés par ses agents, qu'elle en fait dresser la carte à grande échelle. Trois levés ont récemment vu le jour : ceux du Tonkin, du Soudan français et du territoire de Diego-Suarez.

Les campagnes du commandant Gallieni, de 1886 à 1888, ont eu pour résultat la confection de la carte d'une partie du Soudan français, dont les auteurs sont MM. Fortin, capitaine d'artillerie de marine, et Estrabon, administrateur colonial. Cette carte superbe, en 20 feuilles, est à l'échelle du $\frac{1}{500\,000}$. Pour permettre à nos lecteurs de se rendre compte de la région qu'elle embrasse, nous citerons ci-après les titres des feuilles : Benty-Freetown, Falaba, Boké, Bissao, Sedhiou, Timbo, Saldé, Sigui, Matam, Kayes, Nioro, Goumbou, Bafoulabé, Kita, Géba, Koumina, Ségou, Hamdallahi,

Timbouktou, Djenné. Inutile de dire que tout n'est pas connu sur ce vaste espace et que les blancs se montrent par places. Ces cartes portent les routes suivies par les voyageurs, toutefois sans désignation du nom de ceux-ci, les voies commerciales indigènes, les forts français, anglais, portugais, les localités, etc. Les rivières sont marquées en bleu; les montagnes à la sépia; le dessin cartographique est d'une grande clarté.

Pendant que les géomètres français travaillaient au Soudan, une autre brigade topographique, fournie aussi par le corps d'officiers de l'infanterie de marine, levait la carte du territoire de Diego-Suarez, c'est-à-dire de la partie nord de l'île de Madagascar. Cette carte, en 16 feuilles, exécutée sous la direction du lieutenant-colonel Badens, commandant supérieur des troupes d'occupation, est au $1/20\,000$; elle porte par conséquent les courbes de niveau. C'est un travail d'une grande importance qui sera d'une réelle utilité aussi bien aux topographes qu'à l'état-major. Une simple observation en passant : nous ne nous expliquons pas que sur une carte à aussi grande échelle et portant toutes les courbes de niveau, des rivières restent encore en pointillé, car il nous semble que le levé détaillé du pays aurait dû faire connaître exactement le tracé complet de tous les cours d'eau.

PUBLICATIONS DE LA COMMISSION PORTUGAISE DE CARTOGRAPHIE. — Cette institution qui nous a déjà valu de nombreux et intéressants travaux a fait paraître l'an dernier plusieurs nouvelles cartes relatives à différentes parties du vaste domaine colonial du Portugal en Afrique. Ce sont :

Carte de l'île de Saint-Thomas au $1/150\,000$, indiquant entre autres les parties cultivées et incultes de cette terre.

Plan hydrographique de la baie de Mozambo dans la province de Mozambique avec toutes les cotes de profondeur.

Plan hydrographique de la barre et de l'embouchure du Rio Chindé, un des bras terminaux du Zambèze.

Plan hydrographique de la baie de Lobito (province d'Angola.)

Plan hydrographique de la côte occidentale d'Afrique, de Landana à l'embouchure de la Massabi.

Carte au $1/500\,000$ du bassin de la Pougoué et d'une partie de celui du Busio, importante par le fait que cette région est une de celles vers lesquelles se portent les émigrants. C'est à travers ce territoire que la nouvelle frontière anglo-portugaise a été tracée.

Carte au $1/500\,000$ du delta du Zambèze et des territoires adjacents. Cette carte est complète et très facile à lire. Elle porte le tracé de la ligne ferrée projetée qui doit unir Quilimane avec l'embouchure du Chiré.

Carte au $\frac{1}{500000}$ des possessions portugaises de l'Afrique méridionale. Sous ce titre, la Commission de cartographie publie une carte de la partie de l'Afrique comprise entre les 2° et 27° de latitude méridionale et indiquant par des couleurs bien tranchées les territoires appartenant aux diverses puissances et l'État du Congo. Dire que cette carte a été gravée et imprimée chez Erhard à Paris, c'est signaler son excellente exécution, sa clarté et son fini. Des signes différents indiquent les itinéraires des explorateurs portugais qui ont parcouru ces contrées durant notre siècle. A voir le vaste territoire qui, d'après les traités, est attribué aux Portugais sur cette carte, il nous paraît que si ceux-ci ont pu être mécontents d'être empêchés par la politique coloniale anglaise de réunir à travers l'Afrique leurs possessions d'Angola et de Mozambique, il leur reste un champ magnifique et suffisamment étendu pour déployer leur activité civilisatrice.

M.-G. Alexis. LES CONGOLAIS, LEURS MŒURS ET USAGES, histoire, géographie et ethnographie de l'État indépendant du Congo. 3^{me} édition abrégée de l'ouvrage intitulé le Congo belge illustré. Liège (G. Dessain), 1890, in-8°, 192 p., ill. et 2 cartes. — Ce livre a été écrit pour la jeunesse des écoles. Il n'y faut pas chercher une étude d'allure purement scientifique et des documents nouveaux, mais seulement des récits de voyages, des scènes de mœurs, des narrations édifiantes sur les efforts des explorateurs et des missionnaires catholiques pour amener à la civilisation les populations du Centre africain. Il renferme un historique de la fondation de l'État indépendant du Congo, une description rapide du pays et de ses habitants, enfin quelques détails sur les missions catholiques au Congo. Tout cela est bien présenté, intéressant et bien fait pour plaire à la jeunesse.

C. Lavenex. ZWEI WANDERUNGEN DURCH DAS NÖRDLICHE AFRIKA; ÄGYPTEN-ALGERIEN. Berlin (Ernst Siegfried Mittler und Sohn), 1891, in-8°, 172 p., 3 m. — Notes d'un touriste prises au jour le jour dans le but de conserver le souvenir des jouissances intellectuelles éprouvées en visitant ces deux pays si intéressants : l'Égypte et l'Algérie ; telle est la matière de ce livre. L'auteur n'a pas voulu faire une œuvre savante, mais une simple description. Il a parcouru le delta et la vallée du Nil jusqu'à la première cataracte, le Tell algérien, les hauts plateaux de l'Atlas et la lisière nord du désert jusqu'à Biskra et il a voulu faire connaître les impressions recueillies. Il les donne sans fard, sans exagération en aucun sens ; aussi un grand accent de vérité se dégage-t-il de son récit et c'est ce qui en fait le charme. On aura dans ce court volume, qui se lit rapidement, l'opinion d'un homme cultivé et bon observateur.

Le commandant De Porter. LA QUESTION DU TOUAT. SAHARA ALGÉRIEN. Alger (Imprimerie Fontana et C^e), 1890, gr. in-8°, 473 p. et carte au 1/1 600 000, 12 fr. — Le commandant De Porter a fait, le 7 et 14 mai 1891, à Alger, dans la salle d'honneur de la réunion des officiers, deux conférences qui complètent très utilement son bel ouvrage, l'*Extrême sud de l'Algérie*, dont il a été rendu compte à cette place. Avec autant de clarté que de science, M. De Porter a décrit, dans la première conférence, les différents cantons et districts composant le Touat et le Gourara. Dans la seconde, il a parlé du Tidikelt, puis il a donné un aperçu de l'histoire ancienne, des mœurs et coutumes, des divisions politiques et religieuses de ces pays. Ensuite il a cherché les moyens propres à ramener vers l'Algérie le courant commercial qui a dévié depuis l'occupation, et enfin terminé par quelques mots sur le Transsaharien et les différents tracés proposés. Une carte en noir, mais très claire, de l'extrême-sud algérien, éclaire ces deux conférences qui offrent un excellent résumé des questions si nombreuses se rapportant à ces régions qui feront peut-être parler d'elles dans un prochain avenir.

Supplément à la Chronique de l'esclavage.

Un correspondant du *Manchester Guardian* écrit de Londres à ce journal qu'il a vu une lettre adressée par un officier anglais, actuellement en service dans l'Afrique centrale, confirmant les accusations du capitaine Lugard contre **M. Stokes**, autrefois au service de la mission anglaise dans l'Ou Ganda, aujourd'hui au service des Allemands, de fournir de la poudre aux indigènes, contrairement aux stipulations de l'Acte de la Conférence de Bruxelles. Selon le correspondant du *Manchester Guardian*, nombre d'Arabes seraient en possession de permis écrits, délivrés par des fonctionnaires allemands, les autorisant à faire le commerce de poudre dans l'intérieur. Ils en importent d'énormes quantités dans l'État libre du Congo, où elle n'est pas peu utile aux trafiquants d'esclaves. C'est de l'**Afrique orientale allemande** que les mahométans de l'Ou Ganda auraient obtenu les munitions qui leur ont permis de lutter contre le capitaine Lugard. Il est hautement désirable que l'autorité coloniale allemande fasse la lumière sur les faits qui ont pu fournir au correspondant du journal de Manchester l'occasion d'une accusation aussi grave.

BULLETIN MENSUEL (6 juin 1892¹).

Il est intéressant de voir comment les indigènes bénéficient d'idées vraies et justes, qui ont tant de peine à se faire accepter dans certains pays de notre vieille Europe. A ce titre, nous nous plaisons à reproduire la circulaire suivante relative à **l'enseignement de la géographie en Algérie**, adressée récemment par le recteur de l'Académie d'Alger, aux trois inspecteurs d'académie des départements de la colonie française : « Un inspecteur constatait dernièrement, en visitant une école destinée aux indigènes, que la géographie était beaucoup moins sue que celle de la France, et il croyait devoir excuser le maître en ajoutant que la faute en était aux programmes qui ont placé la géographie de l'Algérie après celle de la France. Il serait fâcheux de laisser subsister un défaut grave dans l'organisation pédagogique de l'enseignement de la géographie pour les indigènes, par suite d'une mauvaise interprétation des programmes. Si nous voulons suivre la vraie méthode, qui prescrit de commencer par ce qui nous touche de plus près et nous est le plus facile à connaître, pour passer ensuite aux choses plus difficiles ou plus éloignées, il est certain que la géographie de l'Algérie doit être enseignée aux indigènes avant celle de la France. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut leur parler de la France qu'après leur avoir fait connaître le pays qu'ils habitent. Il faut qu'ils sachent le plus tôt possible que l'Algérie ne vit que par la France dont elle n'est qu'un prolongement inséparable. Mais autre chose est de leur donner, à propos d'une leçon de langage, d'une phrase du livre de lecture, d'une explication, d'un récit, des notions sur la France, autre chose est d'en entreprendre méthodiquement la géographie. Je vous prie, en outre, d'avoir soin que la carte de l'Algérie se trouve, comme celle de la France, ainsi qu'un globe terrestre, dans toutes les classes destinées aux indigènes. »

M. Stanislas Meunier a consacré, dans le *Siècle*, un excellent article aux **eaux souterraines du Sahara** ; nos lecteurs nous sauront gré d'en reproduire les principaux passages. M. Cambon, gouverneur de l'Algérie, accompagné de M. le général Thomassin, a fait récemment une tournée dans le haut Sahara, et tout naturellement le passage de ces autorités a provoqué, de la part des habitants, l'expression d'une série de vœux. Parmi

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

les plus fréquemment formulés, on remarque la formation d'un « syndicat de recherches d'eaux, » afin d'augmenter les irrigations des oasis. Ce désir est évidemment bien naturel et tout le monde le trouvera légitimé d'avance par le succès des sondages multipliés en si grand nombre dans la colonie française depuis plus de trente ans. Il est intéressant, cependant, de montrer que le haut Sahara, entre Laghouat et El Goléa, n'est pas absolument dans la même condition hydrologique que l'oued R'hir, ni même que le Tell, dont M. Burdeau disait, dans son rapport sur le budget de l'Algérie : « Faisons remarquer que les puits artésiens qui, dans le Sahara, ont rendu de si grands services, sauvé le Souf de la ruine, créé l'oued R'hir, attaché les indigènes à la France par l'admiration et la reconnaissance, pourraient être également utilisés dans le Tell. Les sondages n'y ont jamais été poussés au-delà de 15 mètres ; il vaudrait la peine de les reprendre avec plus de persévérance. Quelques puits artésiens coûtent moins qu'un barrage et peuvent le suppléer parfois avec avantage. » La raison des différences d'une région à l'autre réside tout entière dans les particularités de la structure géologique. Dans les pays favorables aux sondages, il y a sous la surface du sol des nappes d'eau renfermées dans des sables et alternant avec des couches imperméables de marne et de calcaires argileux. Ces nappes, souvent réduites à une seule, ont de distance en distance des événements naturels qui, dans la région de l'oued R'hir, constituent des sources jaillissantes connues des Arabes sous les noms caractéristiques de *behour* et de *chriats*. Les *behour* sont de grandes nappes d'eau circulaire de 10^m à 40^m de diamètre, dont la profondeur est parfois très grande. Il y nage de petits poissons, des crabes et des coquilles d'eau douce. Les *chriats* sont des sources établies au sommet de petits mamelons coniques de 3^m à 4^m de hauteur au-dessus de la plaine saharienne et remplissant une dépression qui rappelle un cratère. La pression hydrostatique de la nappe d'eau souterraine qui se révèle au jour par les *behour* et les *chriats* est maxima dans la région de l'Ourlana et des puits l'atteignent vers 70^m de profondeur. Elle est subdivisée en plusieurs bassins artésiens, tels que la grande cuvette du Sahara, dont le chott Melr'hir occupe la partie la plus basse, à 25^m au-dessous du niveau de la mer ; le bassin d'El-Outafa, la cuvette du Hodna, la région des lacs salés formant une large bande dirigée du nord-ouest au sud-est à travers le Tell ; enfin la zone septentrionale du Tell. D'après M. Jus dont la compétence est bien connue, les sondages exécutés dans le Sahara et dans le Hodna du département de Constantine, de 1856 à 1882, se sont élevés au nombre de 199, représentant une profondeur forée de 16,323^m et ayant fourni 270 veines d'eau ascendantes et 352 veines jaillissantes,

débitant ensemble 232,394 mètres cubes en 24 heures. Les recherches d'eau potable exécutées pendant la même période représentent une profondeur forcée de 6,457 mètres. Au 1^{er} juillet 1882, la profondeur totale forcée dans le département de Constantine était donc de 22,780 mètres. La dépense occasionnée par tous ces travaux s'élève à 3,897,524 fr.; quant aux profits, ils sont considérables. C'est ainsi que l'oued R'hir qui, en 1856, comptait 6,692 habitants, en a plus de 15,000 aujourd'hui. Au lieu de 31 oasis on en compte 37; au lieu de 359,300 palmiers, 520,000; au lieu de 40,000 arbres fruitiers, 90,000, etc. Le secret de cette transformation si profonde est dans l'installation de 60 puits artésiens qui ont porté le débit d'eau de 52,766 litres à la minute à 124,916 litres dans le même temps. En voilà plus qu'il ne faut pour expliquer la soif d'eau artésienne dont sont atteints les habitants du M'zab et qu'ils viennent d'exprimer si éloquemment à M. Cambon.

Un correspondant du *Journal de Genève* lui a fourni, d'Alexandrie, les renseignements suivants sur la **situation économique de l'Égypte**. « Il est permis de sourire en lisant les dithyrambes publiés par les journaux d'Europe à la suite du rapport de M. le conseiller financier sur l'exercice écoulé : près de vingt-six millions d'excédent au budget ! Il n'est pas un seul pays au monde qui puisse en offrir autant. De là à dire que l'Égypte est le pays le plus fortuné qui existe, il n'y a qu'un pas. Pour les porteurs de titres égyptiens, cette conclusion est fort agréable. Quant à l'Égypte, elle n'est pas plus riche d'un sou, ni les Égyptiens moins pauvres et moins ruinés. Pour arriver à ces beaux excédents, il a fallu de mirifiques tours de comptabilité et l'on se demande même comment il se fait que, sans avoir diminué en rien les impôts et après avoir augmenté les ressources d'une façon énorme, on n'arrive pas à avoir deux millions sterling au lieu d'un à porter à l'avoir ? Les tabacs, par exemple, qui rendaient, il y a deux ans, dans les 24,000 livres, rapportent aujourd'hui 85,000 livres sterling. Pour atteindre ce chiffre colossal, le moyen a été très simple. La culture du tabac a été interdite purement et simplement sur tout le territoire de l'Égypte ; les droits de douane ont été augmentés sur les tabacs d'Europe, de Turquie, d'Amérique, etc. ; résultat net pour le budget, vingt millions de bénéfices. Tout cela est charmant, si l'on ne voit pas, derrière ce bénéfice, le malheureux qui vivait autrefois dans son pays, sur sa terre, du produit de son tabac ! C'est à celui-là qu'il faudrait demander s'il trouve la vie facile et s'il est satisfait d'avoir de si bons financiers à la tête des affaires. Et le nombre de ceux qui sont atteints par cette mesure est considérable : la culture du tabac, avant la prohibition, s'étendait sur 10,000 feddans de terre à peu près (le feddan vaut 4200 mètres carrés) ;

vous voyez dès lors combien de malheureux sont atteints par cette mesure, qui paraît monstrueuse si l'on se rend compte que sur ces mêmes terres il est impossible de rien cultiver d'autre. Ce sont généralement des fies du Nil ou des rivages bas, hors de l'eau très peu de jours, le temps nécessaire pour planter et récolter le tabac. Voilà donc déjà une catégorie de ruinés; je pourrais vous en indiquer bien d'autres. »

D'autre part, le *Daily Graphic* publie une série de lettres d'Égypte que lui a adressées le célèbre explorateur sir Samuel Baker. La dernière est datée d'**Assouah**, 10 février. En voici le résumé :

« Après avoir énuméré les nouvelles conditions de bien-être matériel que l'irrigation a introduites dans cette ville, sir Samuel Baker dit qu'il n'y a aucun doute que le Soudan ne doive être reconquis graduellement. Il n'y aurait aucune difficulté à arriver à Abou-Ahmed, en établissant le long de la route des réservoirs d'eau. Or, Abou-Ahmed est à 235 kilomètres de Berber, qui est la clef de la position. A Ouady-Halfa, qui est sur la frontière actuelle, il y a 5,000 hommes de troupes, et une marche sur Dongola dans les circonstances actuelles serait couronnée de succès, vu la désorganisation qui règne dans le Soudan. La construction d'un barrage sur le Nil aurait une certaine signification politique : ce serait dire aux indigènes que l'Angleterre reste en Égypte. L'auteur de la lettre ajoute que la hauteur projetée du barrage à Assouan, qui était d'abord de 25 mètres, a été réduite, et que les ruines de Philæ seront ainsi épargnées. Ce barrage s'élèverait encore à plus de 6 mètres au-dessus du niveau maximum des inondations annuelles. »

Un correspondant du journal *Central News* a eu, à Colombo (île de Ceylan), avec Arabi-Pacha, une entrevue dans laquelle l'ancien officier égyptien a affirmé qu'à son avis la présence des Anglais en Égypte empêche seule l'ouverture du **Soudan** au commerce et à la civilisation. « Le Soudan et l'Égypte, » a-t-il dit, « ont la même religion, la même langue, les mêmes aspirations. Mais les Soudanais sont hostiles aux Égyptiens parce que ceux-ci ont accepté le protectorat militaire de la Grande-Bretagne. Les troupes anglaises une fois rapatriées, la fusion des Égyptiens et des Soudanais serait certaine. Si elles demeurent cent ans au Caire, l'Égypte et le Soudan resteront cent ans désunis. » Arabi prétend encore que s'il était resté maître de la situation en Égypte en 1882, il eût aboli l'esclavage, de Berber et de Dongola à Khartoum et à Massaouah; l'occupation de l'Égypte par les Anglais a empêché l'accomplissement de ce progrès.

Dans notre dernier numéro (p. 132), nous avons fait allusion à une dé-

pêche du *Standard*, d'après laquelle l'ancienne province de l'**Égypte équatoriale** devrait être comprise dans la sphère d'influence britannique. A ce sujet, nous avons reçu communication d'une traduction du firman d'investiture du sultan au khédive d'où nous extrayons ce qui suit : « Conformément à la règle établie par le firman du 12 Moharren 1883, pour la transmission du khédiviat par ordre de primogéniture — de fils aîné en fils aîné — en ta qualité de fils aîné de Tewfik Pacha, nous te confions le khédiviat d'Égypte tel qu'il est formé par ses anciennes limites, y compris les territoires, annexés au sud, vers l'Équateur sans exception... Le khédive ne pourra sous aucun prétexte, ni par aucun motif, abandonner ou céder à quiconque, — État ou particulier, — tout ou partie des privilèges accordés à l'Égypte, qui sont une émanation de notre pouvoir souverain, ni aucune parcelle des dits territoires. » — Aux termes du firman par lequel le khédive a été investi du pouvoir qu'il exerce actuellement en Égypte, il n'aurait pas plus le droit de se désintéresser du Soudan et des provinces tropico-équatoriales que de renoncer à leur occupation. Chacun des firmans d'investiture octroyés par la Porte aux vice-rois d'Égypte et communiqués officiellement aux ambassadeurs des Grandes Puissances, rappelle aux vizirs leurs devoirs tutélaires, paternels, envers les provinces du sud, — annexées avec le consentement du sultan, — lesquelles font partie du territoire ottoman. Déjà le firman délivré à Tewfik après la déposition d'Ismail pacha, son père, recommandait expressément au nouveau khédive « de redoubler d'attention et de soins dans l'administration de l'Égypte, de pratiquer la justice, tant dans les anciennes limites de la dite province, que dans celles des territoires du sud, vers l'Équateur, qui appartiennent au domaine impérial... Notre vizir ne pourra, à aucun prix, renoncer en faveur de qui que ce soit, aux privilèges souverains dont nous le faisons le représentant et le gardien, ni aliéner la moindre parcelle du territoire confié à son administration. »

A **Madagascar**, le caoutchouc se rencontre dans toutes les forêts de l'île; mais dans les parties facilement exploitables, il commence à devenir rare, et les prix augmentent, surtout sur les marchés de la côte Est. A la côte Ouest, où le commerce est moins actif et où les populations sont clairsemées, il est encore à bas prix et abondant. Cette diminution dans la production doit être attribuée, entre autres causes, à la négligence et à l'insouciance des indigènes qui, sans se préoccuper de l'avenir, coupent les lianes par le pied pour en extraire plus facilement la totalité du lait. On le prépare de différentes manières; là où les Européens ont pu l'obtenir, les indigènes le traitent à l'acide sulfurique; dans beaucoup d'autres localités

ils emploient le sel marin, l'absinthe de traite, l'acide citrique, un extrait au tamarin ou encore l'eau chaude. Suivant les localités et les procédés employés, les prix varient de 260 fr. à 530 fr.

M. Ch. Almand, conservateur du Muséum d'histoire naturelle de Limoges, a été chargé par le ministre de l'instruction publique d'une mission scientifique aux îles **Seychelles**. Après avoir fait des explorations sur le territoire d'Assinie et aux Canaries, il doit poursuivre des recherches au point de vue zoologique dans l'archipel des Seychelles, dont l'histoire naturelle est peu connue; il aura notamment à vérifier ce que peut avoir de fondé l'opinion des géologues qui considèrent les îles Seychelles, Chagos et Amirantes, etc., comme les vestiges d'un vaste continent submergé, ayant relié à une époque très reculée l'Inde à Madagascar, et désigné sous le nom de Lemuria. Les collections qu'il rapportera sont destinées au Muséum d'histoire naturelle de Paris.

L'année présente marquera une étape importante dans l'histoire du **Transvaal**, par suite de l'introduction des lignes ferrées dans ce pays, dont les immenses richesses ne demandent qu'à être exploitées. L'initiative et la persévérance britanniques auront raison de toutes les difficultés; l'arrivée de la locomotive au cœur du grand district aurifère n'est maintenant qu'une question de quelques mois. Avant la fin de l'année, Capetown et Port-Élisabeth seront en communication directe avec Johannesburg, le centre minier par excellence, et, deux ou trois mois après, la ville de Prétoria, siège du gouvernement de la République Sud-Africaine, se trouvera reliée au réseau. Au mois d'avril 1893, les trains circuleront entre la ville du Cap et le Vaal, situé à une distance de 56 kilomètres des champs d'or du Witwatersrand. Quant au chemin de fer de la baie de Delagoa, les travaux seront repris au mois de mai. Le prolongement se dirigera au nord de Komati Port jusqu'à Leydendorp, ville principale des champs aurifères de Silati, dans le district de Zoutpansberg. La longueur totale sera d'environ 321 kilomètres; l'on assure que les travaux seront poussés avec une telle activité que la moitié du tronçon pourra être complétée pour la fin de l'année. Le tracé ne présente aucune difficulté technique, le pays étant plat sur sa plus grande étendue. L'importance de l'établissement de ces lignes ne saurait être contestée. L'on se demande vraiment comment la ville de Johannesburg a pu exister si longtemps sans voies de communications rapides et avec des prix de transport fabuleux. La production mensuelle des mines du Witwatersrand se monte déjà à 85,000 onces; elle atteindra sans doute 100,000 onces sous peu, ce qui représenterait 100 millions par an. Il est même des personnes autorisées qui prédisent un rendement de

200 millions par an d'ici à deux ans. L'adversité a servi de leçon à Johannesburg; aussi ses mines sont-elles maintenant administrées, développées et exploitées comme il convient. Un appel a été fait à la science pour une méthode facile pour le traitement des minerais réfractaires. Il va sans dire que l'arrivée de la locomotive à Leydendorp aura une influence énorme sur le développement rapide des gisements aurifères de Murchison Range dans le Zoutpansberg. Cette zone aurifère deviendra le plus accessible des centres miniers de tout le Sud-Afrique, la distance séparant la baie de Delagoa de Leydendorp n'étant que de 400 kilomètres, tandis que Johannesburg est à près de 1,450 kilomètres de Capetown.

Le gouvernement britannique a fait faire le **recensement** de la population du Le-Souto. Il en ressort que sur 218,902 habitants, il n'y a que 578 Européens. Le recensement de 1875 avait accusé une population noire de près de 137,000 âmes; aujourd'hui les Ba-Souto sont 218,324; il y a eu en seize ans une augmentation de plus de 80,000. C'est là une preuve de la vitalité de la race noire du sud de l'Afrique, qui, loin de se fondre comme les Indiens de l'Amérique du Nord, au contact des Européens, ne fait que s'accroître probablement plus rapidement que par le passé, en partie grâce au fait que le protectorat des blancs a mis fin aux incessantes guerres civiles qui jadis décimaient ces populations. Le progrès serait encore plus marqué sans la forte émigration qui enlève chaque année au Le-Souto un nombre considérable de ses habitants.

Le *Bulletin* de la Société de géographie de Lisbonne a publié les renseignements donnés à cette Société par le Rev. P. Schaller, missionnaire à Cassinga, dans les immenses territoires qui s'étendent du 15° au 23° de long E. et du 12° au 17° lat. S., c'est-à-dire des bords du Cunéné jusqu'au Zambèze, à 425 kilom. de Mossamédès. La tribu au milieu de laquelle il travaille est celle des **Amböella** ou **Ganguella**. Les missionnaires portugais ont cru devoir la choisir parce que les indigènes en sont doux, de facile abord, plutôt timides que hardis et intrépides, et qu'ils offrent des aptitudes particulières à la civilisation. Ils ne sont point revêches comme tant d'autres peuples de l'Afrique; ils sont dociles, désireux d'apprendre et essentiellement imitateurs, faisant en petit ce que le blanc fait en grand; ils apprécient le bien et ont le sentiment du beau. On trouve en eux une certaine habileté à travailler le fer et le bois, d'heureuses dispositions à s'appliquer aux arts et métiers, dispositions auxquelles un maître patient et habile peut facilement donner un grand développement. « J'ai vu de mes yeux, » dit le P. Schaller, « au Coubangou, au fort Amelia, des noirs exerçant assez habilement, sous la direction d'un blanc, le métier de

charpentier et de menuisier. Au besoin, les Ganguella se font sculpteurs, fondeurs de fer, voire même, pour unir l'agréable à l'utile, habiles musiciens. Ils apprécient plus que d'autres tribus ce que c'est que le bien-être et cherchent, selon leurs forces et leurs moyens, à se le procurer. Ils n'opposent pas à la civilisation la froide résistance de ceux qui ne connaissent et qui ne veulent connaître que ce qu'ils ont vu ou ont appris de leurs ancêtres, obstacle sinon infranchissable, du moins bien douloureux pour le civilisateur. Aux Ganguella nous n'avons pas besoin de démontrer longuement la supériorité et les bienfaits de la civilisation; dès les premiers jours nous pouvons commencer à développer en eux les heureuses dispositions qui les caractérisent. Autour de la station de Cassinga, des hectares de terrains cultivés par les missionnaires et les familles qui se sont groupées autour d'eux, fournissent non seulement les produits du pays, mais encore les beaux légumes des jardins d'Europe, des arbres fruitiers introduits sur ce plateau, de la vigne, un blé qui donne 60 pour 1 dans une terre relativement peu riche. Pour assurer les cultures contre la sécheresse, les missionnaires aidés par les enfants des écoles ont creusé un canal de 4000^m de long, sur 2^m de large et 0^m,60 de profondeur. Ce canal peut fournir l'eau suffisante à un bon moulin, à une scierie, et à l'arrosement des cultures. En voyant ces travaux, les indigènes sont encouragés à tirer eux-mêmes un meilleur parti des terrains dont ils disposent. En même temps l'instruction se développe. Le gouverneur de Benguela, M. Francisca de Paula Cid, qui a fait le voyage de Cassinga, a fait passer aux élèves un examen par lequel il a constaté leurs progrès dans la lecture, l'écriture, le calcul, l'orthographe et dans la connaissance de la langue portugaise. Il est même nécessaire de modérer le zèle que les petits noirs apportent à l'étude; on dirait qu'ils sont convaincus que c'est pour eux un moyen de s'élever au-dessus de leurs compatriotes plus ou moins civilisés.

Le colonel Williams, métis mexicain, avocat éloquent, qui a voulu constater *de visu* l'état des régions africaines ou luttent les influences européennes et s'en former une opinion basée sur des faits, a présenté à la Société khédiviale de géographie du Caire les résultats de ses observations. Nous extrayons du dernier *Bulletin* de cette Société ce que le colonel Williams dit des indigènes de **Sangi**, près de l'embouchure du **Lomami**, tribu particulière de bohémiens africains, dont l'existence tout entière s'écoule sur des embarcations; leur flotille se compose de plusieurs centaines de barques couvrant une distance d'environ deux milles. Ce fut, dit-il, en juillet 1890, que je vis pour la première fois ce spectacle. Les embarcations qu'ils habitent ne sont pas les canots ordinaires de ces parages, mais des

barques spacieuses dont les parois sont splendidement travaillées. Au centre de chaque barque se trouve une espèce de maisonnette servant d'abri en temps de pluie. Ces gens sont en général bien bâtis, industriels, bienveillants, et paraissent vivre en bonne harmonie; ils hêlent les embarcations qui passent pour leur vendre du poisson frais ou fumé. Pendant la nuit, je fus très ennuyé des bruits constants et variés qui m'arrivaient de leur flotte. Tandis que quelques-uns jouaient de divers instruments de musique, d'autres chantaient; des mères gourmandaient les enfants tapageurs, et les bébés répondaient de temps à autre par des cris frénétiques; joignez à cela les sons répercutés du téléphone africain, et vous aurez une idée des tourments que j'endurais. Ce téléphone se compose d'une pièce de bois sonore, longue d'environ quatre pieds, munie au sommet d'une cavité assez large pour donner passage à la main et au poignet, tandis que son centre a été percé longitudinalement au moyen d'un fer chaud. On frappe sur ce téléphone primitif au moyen d'un morceau de bois dur et les sons qu'il émet peuvent être entendus distinctement à une grande distance. Ils ont évidemment un code de signaux pour ce téléphone, car en une demi-heure leurs centaines de pirogues peuvent être armées et se mettre en marche. Bien que ces bohémiens soient très pacifiques, ils savent pourtant se battre et les tribus riveraines ont de bonnes raisons pour les respecter.

Le prince H. de Croy, commissaire du district du Kassai, a adressé au gouvernement général de l'**État indépendant du Congo** un rapport d'où nous extrayons ce qui concerne l'influence de l'usage du chanvre sur les populations ba-chilangué. La culture du chanvre et son usage comme plante à fumer ont pris ces dernières années une extension considérable. Cette funeste coutume, dont les effets sont comparables à ceux de l'opium, est d'autant plus enracinée chez les indigènes qu'ils y rattachent une idée religieuse. La religion du chanvre a été introduite par le chef Kalamba-Mukengué, qui a proscrit en même temps l'usage du vin de palme. La rapidité avec laquelle s'est répandue la coutume de fumer le chanvre trouve son explication dans la sensation agréable qu'il procure. Il n'en est pas moins vrai que ses ravages sont terribles. J'ai traversé des villages dont la population tout entière, y compris les femmes et les enfants, était complètement détruite, au moral et au physique par les ravages du chanvre. Tous mes efforts tendent à déraciner cette habitude; mais il faut agir avec une extrême prudence si l'on ne veut aboutir à un résultat opposé. Je suis déjà arrivé, pour le repeuplement des palmiers, à faire replanter environ 4000 de ces arbres. Quant au moyen le plus efficace pour combattre l'abus du chanvre, j'ai employé jusqu'ici un système qui m'a réussi, j'ai donné aux

*

populations qui s'adonnent au chanvre des plantes de tabac en les engageant à remplacer petit à petit la première de ces cultures par la seconde. Aussi, désirerais-je qu'on m'envoyât d'Europe beaucoup de graines de tabac.

Le capitaine Joubert écrit à la Société anti-esclavagiste de Belgique. J'ai envoyé tout dernièrement le drapeau de l'État à Kasanga, un des chefs de l'**Ou-Roua**, qui habite au sud de la Loukouga, à quatre grandes journées du Tanganyika. Il avait envoyé deux fois auprès de nous pour demander protection contre les Wangwana, qu'il a repoussés une fois, mais qu'il craint de voir revenir. En ce moment, quelques-uns de mes gens sont en route pour aller planter notre drapeau au nord du lac Moero, chez Mpouéto, qui, lui aussi, me l'avait demandé, et chez qui, me dit-on, les Anglais veulent s'installer. Mais, pour le moment, je ne puis occuper effectivement ces deux postes. J'ai dernièrement fait remettre un drapeau à Kasanga Nkondo, de l'Ou-Roua, qui me le demandait pour la seconde fois. Kasanga se trouve à deux journées au sud de la Loukouga. Ce dernier chef, dont le village est indiqué sur la carte sous le nom de Moukaloumbi, est, depuis l'année dernière, réfugié chez nous. C'est un jalon planté sur la route du lac Landji, mais nous aurons à nous battre contre les Wangwana de Mouhina, qui occupent le pays de Kaloumbi et qui ont déjà une fois attaqué Kasanga. On ne me dit pas qu'il y ait d'autres Wangwana plus bas sur la Loukouga. Les gens du Loualaba, au nord de Mpouéto, ont envoyé deux députations pour que j'aie les délivrer de Kafindo et de ses Wangwana. Avant-hier, c'était Kakoloué, aujourd'hui, ce sont les gens de Lougenzi, qui dernièrement ont été battus par Kafindo; Lougenzi a été tué. Ces gens habitaient dans les fles du Loualaba. Le petit nombre de mes fusils ne me permet pas en ce moment d'établir un poste là-bas. Du reste, j'attends les nouvelles du chef Mpouéto à qui j'ai envoyé le drapeau de l'État indépendant. Le gouvernement de l'État du Congo ayant nommé Joubert capitaine de la force publique dans cette région, l'autorité de l'État s'établit peu à peu sur la frontière orientale. Trois autres officiers de l'État sont sur le Tanganyika.

M. Swan, missionnaire anglais, qui a remplacé M. Arnot, dans le **pays des Garenganzé**, est actuellement en Europe, et a fourni au *Mouvement géographique* de Bruxelles des renseignements utiles sur la contrée dans laquelle il a résidé pendant quatre ans. A l'entendre, le pays de Msiri est très salubre, et colonisable par la race blanche; dans la région montagneuse, qui s'étend vers le nord, le long de la rive droite du Loualaba, l'établissement de colonies agricoles serait possible. La chaleur y est supportable pendant le jour; les soirées sont fraîches, les nuits, froides. M. Swan n'a guère été malade pendant ses quatre années de séjour dans ce pays, quoique

les fièvres y existent. Le gibier est très abondant : buffles, zèbres et antilopes y vivent en troupes innombrables; les éléphants y sont nombreux. M. Swan a constaté des traces de rhinocéros. Le buffle du haut Loualaba est le même que celui du Cap; il diffère de celui de l'autre partie du bassin du Congo. La présence de la tsétsé est due à ce buffle de l'Afrique méridionale; elle est extrêmement abondante et s'opposerait à l'introduction du gros bétail dans cette région favorisée, au moins jusqu'à la disparition du buffle susmentionné. Contrairement à ce qui se passe dans les autres parties de l'Afrique centrale, au Katanga, ce sont les hommes qui travaillent la terre; partout ailleurs ce sont les femmes. Les cultures sont très belles, étendues, variées, et produisent du riz, du maïs, du sorgho, des arachides, des patates douces, du manioc, des ignames, de très bon tabac, un peu de canne à sucre. Le bananier et le borassus sont partout, ainsi que la liane à caoutchouc. Le sel est l'objet d'un très grand trafic; le cuivre est très abondant. Des razzias faites par Msiri chez les peuplades voisines est résulté pour la population de ses États un mélange qui a fourni une race très belle, forte, intelligente, vaillante, se distinguant non-seulement par sa bravoure, mais aussi par ses aptitudes au travail. Les missionnaires ont réuni les éléments nécessaires pour rédiger une grammaire et un dictionnaire de la langue du pays qui vont être imprimés en Angleterre. Une école a été ouverte; de jeunes nègres y reçoivent les premières notions de lecture et d'écriture.

Dans un rapport au ministre de l'agriculture de France, M. Dybowski donne les renseignements suivants sur les produits naturels du **Congo français** dans la région de Mayombé et du Couilou-Niari. La forêt de Mayombé, qu'il mit dix jours à traverser, est très accidentée, elle présente une foule de végétaux utiles, parmi lesquels la vanille qui y croît en abondance et que l'on rencontre dès l'entrée de la forêt; un grand nombre de bois d'ébénisterie d'une haute valeur; la noix de kola que les indigènes récoltent mais qui n'est vendue que 1 ou 2 centimes, alors qu'au Sénégal elle en vaut 15 ou 20. Dans toute la région dite du Niari, le caoutchouc est exploité çà et là par les indigènes. Il conviendrait de favoriser l'extension du commerce de cette importante substance. Entre Comba et la rivière N'Djoué, M. Dybowski a rencontré des acacias desquels pendaient des stalactites de gomme de 37 centimètres de long. Soluble dans l'eau froide, cette gomme est translucide et moyennement colorée. Les indigènes en favorisent la production en faisant des entailles aux arbres, ils la consomment. Elle n'a jusqu'ici donné lieu à aucun commerce; les indigènes la disent très abondante et il n'est pas douteux qu'elle ne puisse devenir la source d'opérations commerciales importantes. De nombreux pieds de

coton se trouvent sur l'emplacement de tous les villages abandonnés, couverts de capsules qui laissent échapper une ouate très blanche, longue de plusieurs centimètres. La culture des cotonniers sera rémunératrice.

La livraison d'avril des *Nouvelles géographiques* a publié la carte des rivières **Mpoko**, **Ombella** et **Kémo**, affluents de droite de l'Oubanghi, récemment explorées par les membres de la mission Dybowski. Ce document est accompagné des renseignements suivants : La rivière Mpoko a été relevée à la boussole par M. Nebout. La direction générale de son cours est du Nord au Sud. Même dans sa partie inférieure, cette rivière est semée d'écueils qui en rendent la navigation assez incommode. M. Nebout a pu, cependant, le remonter pendant quatre jours, du 20 au 24 septembre 1891, sans rencontrer d'autres populations que des Bouzéros et des Bouzérés. La Kémo présente un intérêt plus considérable en ce sens que l'exploration qu'en a faite M. Brunache a pu faire adopter à M. Dybowski le dessein de prendre cette voie d'eau pour s'avancer vers le nord. Elle a environ 70^m de largeur à l'embouchure, et semble suivre une direction générale du N.-N.-O. au S.-S.-E. La navigation présente en somme peu de difficultés. Dès la première journée, M. Brunache signale la présence d'éléphants, de bœufs sauvages, d'antilopes ; les villages d'indigènes pêcheurs sont nombreux. Le 13 octobre 1891, après dix jours de navigation, M. Brunache se trouvait par 5° 53' 30'' latit. N. et 17° 12' long. E. Il avait traversé — comme Crampel à l'Est — les territoires des indigènes Langouassiss, et se trouvait en contact à l'Est avec les Dakoas ou Dapwas, et à l'Ouest avec les Togbos, dont le nom nous parvient pour la première fois. Les renseignements donnés par M. Brunache sur son exploration ont paru assez concluants à M. Dybowski, pour qu'il installât sa base définitive d'opérations au confluent de la Kémo.

Le *Bulletin de l'Afrique française* a publié une lettre de M. **Dybowski** à M. Harry Alis, dans laquelle l'explorateur raconte l'expédition qu'il a conduite contre les assassins de **Crampel** et de ses compagnons. Nous regrettons que le manque de place ne nous permette pas de la reproduire. Disons au moins, qu'après avoir battu et mis en fuite les musulmans venus d'El-Kouti, il recueillit une vingtaine d'objets de la mission Crampel. Au delà de Yabanda, M. Dybowski arriva dans la région qui forme la ligne de faite entre le bassin de l'Oubanghi et celui du lac Tchad ; au lieu de couler vers l'Est, tous les cours d'eau se dirigeaient vers le N.-O. Une rivière entre autres avait 18^m de large aux basses eaux, et il fallait abattre des arbres pour la traverser. M. Brunache, qui faisait partie de l'expédition, a dressé une carte qui a été communiquée à la Société de géographie de Paris. Des traités rapportés par M. Albert Nebout, survivant de la mission Crampel,

ont été conclus avec les chefs Zouli, Yabanda et M'Toko qui ont déclaré placer sous le protectorat de la France les villages et territoires soumis à leur commandement, et reconnaître comme leur le pavillon français à l'exclusion de tout autre. Ils ont, en outre, promis aide et protection à tout Français de passage sur leur territoire.

M. Jamais, sous-secrétaire d'État des Colonies, a reçu la dépêche suivante de **M. de Brazza**, du 9 avril, de l'île de Comasa, par 3° 80' lat. N., sur la Massiépa, branche occidentale de la Sangha : « Je vous annonce que le lieutenant de vaisseau **Mizon**, sortant de l'Adamaoua, a pris contact, le 22 mars, avec le poste français établi auprès du chef de Djambala, à 80 kilom. au N.-E. des chutes de Bania. Le 4 avril, il s'est rencontré avec moi à Comasa, où j'étais monté à sa rencontre. Son voyage s'est accompli sans coup férir et en toute sécurité, quoiqu'il n'eût que huit indigènes pour toute escorte. Les populations ne sont nullement fanatiques jusqu'au territoire occupé effectivement par les Français. La ligne de partage des eaux entre le bassin du Bénoué et celui de la Sangha a été franchi par 6° 30' lat. N. Mizon a reçu un bon accueil partout et a été considéré comme le représentant de la France. » Les missions Cholet (1890), Gaillard et Fourneau (1891) avaient déjà remonté la Sangha et ses affluents jusqu'au delà du 3° lat. N. Maintenant la ligne de jonction entre le Bénoué et la haute Sangha est complète. En outre, le capitaine **Monteil**, après avoir soumis le Mossi et le Gourma à l'influence française, a franchi le Niger, a visité Sokoto et est arrivé à Kano, d'où il continue sa marche vers le lac Tchad. La réunion du Soudan français à la ligne Say-Barroua sera complète également.

Dans ses études sur l'état des diverses régions de l'Afrique occupées par des Européens, le colonel Williams relève avec soin un trait particulier des indigènes, de la **côte de Krou**, dans la voisinage de Libéria, un des endroits les plus intéressants qu'il ait vus en Afrique. « Les habitants de Krou, » dit-il, « sont, à ma connaissance, les seuls qui prohibent absolument chez eux toute forme d'esclavage domestique. Le Krouman est marqué, à sa naissance, au front, à l'encre bleue, signe de liberté pour lui-même et pour les autres, et symbole de son opposition à toute forme de servitude. J'ai étudié ce peuple sur la côte et dans l'intérieur; les hommes travaillent sur des bateaux marchands pour des sociétés missionnaires et font toutes sortes de travaux. L'existence de l'Européen dans cette partie de l'Afrique dépend du Krouman, car sans lui impossible d'arriver à quelque chose. Le Krouman ne s'absente jamais de chez lui pour plus d'une année à la fois. En partant, il fait un nœud à un bout de ficelle qu'il emporte avec lui, et à

chaque nouvelle lune il y ajoute un nœud. Après le douzième, il commence son voyage de retour. Il est frugal, économe, et après deux voyages d'une année chacun, il se marie et s'établit dans son pays. Le Krouman est essentiellement pacifique, soit qu'il travaille à bord des navires, soit qu'il s'occupe d'agriculture, et s'il fortifie ses villages ce n'est que pour se défendre contre les Pakabasi, tribu de cannibales située immédiatement en arrière du territoire Krouman, dans l'intérieur. »

L'*African Repository* signale l'augmentation considérable qu'a prise, dans les dernières années, l'importation du **rhum de Boston** en Afrique. De 1885 à 1890 il y avait eu une diminution très notable; de 803,437 gallons elle était descendue à 251,501 gallons. Mais pour l'année terminée au 30 juin 1891, le chiffre s'est élevé à 808,737 gallons. L'exportation totale des États-Unis en Afrique avait été, pour l'année finissant au 30 juin 1890, de 555,749 gallons, tandis que l'année suivante elle a été de 1,025,226 gallons. Espérons que les engagements pris à Bruxelles feront comprendre à toutes les puissances contractantes le devoir de restreindre chez elles l'exportation des spiritueux par un accord unanime.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Au moment où l'Algérie est de nouveau envahie par les sauterelles pèlerins, un télégramme d'Alger, du 21 mai, annonce que des œufs de cet acridien, pondus sur une étendue d'une trentaine d'hectares dans le territoire d'un douar de la commune de M'sila, ont été complètement détruits par un ver qui a pris naissance dans chaque œuf. Espérons que la destruction s'étendra bien au delà de la susdite commune.

M. Gaston Méry, chargé d'une mission géographique et commerciale dans le Sahara, chez les Touareg de l'Est, est rentré à Aïn-Taïba, après avoir visité la région entre Ouargla et Temassinin, et s'être avancé au delà de ce point dans la vallée des Ighargharen jusqu'au Tebalbalet, la limite la plus lointaine vers le sud atteinte depuis le voyage de Flatters. Les renseignements rapportés par M. Méry confirment les indications déjà données par l'ingénieur Béringer, le commandant Bernard et les autres membres de la première mission Flatters, sur les facilités de construire une voie ferrée de Ouargla à Temassinin.

Un nouveau pont de chemin de fer sur le Nil, établissant une communication sans transbordement entre le Caire et la haute Égypte, a été inauguré le 5 mai. Il a 500 mètres de long, avec une double travée tournante pour le passage des bateaux.

Le règlement relatif au passage des paquebots contenant du pétrole à travers le canal de Suez a été sanctionné par la Compagnie. Moyennant certaines précautions imposées aux armateurs relativement à la construction de ces steamers, les risques que pourraient courir les autres bâtiments dans le canal seront diminués.

En outre, lorsque ces bateaux-réservoirs de pétrole seront amarrés pendant la nuit dans les ports du canal, ils devront être protégés au moyen de poutres flottantes. Un fonctionnaire de la Compagnie devra se trouver constamment à bord pendant toute la durée du trajet de ces bâtiments dans le canal.

Une bande de derviches s'est avancée jusqu'au village de Serra à 65 kilomètres au nord de Ouadi-Halfa ; le village a été pillé ; en outre ils ont tué 40 indigènes et capturé 200 têtes de bétail. La garnison de Ouadi-Halfa a dû être renforcée.

Une dépêche du 4 mai, du Caire, au *Times*, porte que le gouvernement du calife Abdullah à Ondurman n'est qu'une tyrannie militaire soutenue par la tribu des Baggara. Le calife est généralement détesté, et les indigènes accueilleraient avec bonheur tout secours assez fort pour les délivrer de leurs oppresseurs.

Le Dr Traversi, explorateur italien, est arrivé au Harrar le 14 mai, venant du Choa, chargé de porter au roi d'Italie des lettres de Ménélik.

M. le baron von Höhnel, compagnon du comte Teleki, lors de l'exploration du Kilimandjaro et du Kenia, et de la découverte des lacs Rodolphe et Stephanie, se propose de faire prochainement une exploration complète de la rivière Tana.

Le gouvernement de l'empire allemand se préoccupe de la situation et du développement de ses possessions coloniales dans l'Afrique orientale. M. Kayser, directeur de l'Office colonial, est parti pour Dar-es-Salaam, accompagné de M. Lucas, directeur de la Compagnie allemande de colonisation.

M. Oscar Baumann, chargé d'étudier pour la Société allemande de l'Est africain le terrain de Tanga dans la direction du Victoria-Nyanza, en vue de la construction d'un chemin de fer, est arrivé à sa destination.

Un télégramme de Vienne au *Standard* annonce que deux officiers, l'un autrichien, l'autre américain, se proposent d'explorer les parties non encore visitées par des Européens dans le vaste territoire de la zone d'influence anglaise exploitée par l'Imperial British East African Company. Ils commenceront leur exploration au mois de juin, et prendront 200 hommes à Zanzibar pour les accompagner.

L'Imperial British East African Company s'est rendue maîtresse absolue de l'ancien sultanat de Witou.

Des courriers de Mombas arrivés à Zanzibar ont annoncé qu'une caravane de 300 personnes, sous les ordres d'un officier égyptien, a quitté l'Ou-Ganda, se dirigeant vers la côte.

En revanche, M. Lowther a déclaré à la Chambre des Communes le 19 mai, n'avoir reçu aucun rapport concernant le conflit survenu entre les protestants de l'Ou-Ganda soutenus par le capitaine Lugard, agent de l'Imperial British East African Company, et les catholiques partisans du roi Mouanga. Quelque étrange que soit ce silence, nos lecteurs comprendront que jusqu'à l'arrivée de rapports précis sur ces événements, nous réservions notre jugement ; néanmoins, dès aujourd'hui, nous déplorons de voir si promptement confirmées les appréhensions qu'avait fait naître en nous l'envoi d'une force britannique dans le royaume de Mouanga qui, longtemps avant l'arrivée des officiers anglais, ne voyait dans les missionnaires protestants, à ses yeux représentants de la nation anglaise, que des « mangeurs de pays. »

La *Vossische Zeitung* de Berlin a publié des lettres privées de Zanzibar, d'après lesquelles Émin-pacha aurait été arrêté dans sa marche à Bora, aux limites occidentales de son ancienne province, par la résistance des rebelles; le manque de provisions et de munitions pour ses armes se chargeant par la culasse l'aurait obligé à rétrograder. Le Dr Stuhlmann serait revenu à Boukoba chercher des renforts. Les bruits qui ont couru sur la mort d'Émin-pacha ne se sont pas confirmés jusqu'ici.

La Compagnie allemande de l'Afrique orientale établira une station à Nossi-Bé.

M. Lowther a déclaré à la Chambre des Communes avoir reçu de M. H. H. Johnston, commissaire anglais pour le territoire de la British Central African Company, un télégramme annonçant que les chefs esclavagistes du Nyassa ont été chassés de la région des lacs. D'autre part, le ministre de la marine, lord Georges Hamilton, a rapporté que le gouvernement a ordonné la construction de deux canonniers qui devront être placées sur le lac Nyassa aussitôt que possible.

De leur côté, les missionnaires écossais des stations du plateau du Chiré protestent contre l'importation dans ce territoire, par les Sikhs hindous à la solde de M. Johnston, de maladies et de vices inconnus jusqu'ici des indigènes et qui compromettent les travaux de la mission.

Le roi de Portugal a signé, le 28 avril, un décret accordant des concessions au nord et au sud du Zambèze à une Compagnie en formation sous le nom de Companhia da Zambesia. Trois explorateurs font partie du Conseil d'administration : Paiva d'Andrada, Serpa Pinto et le commandant Cameron. Le but de la Compagnie est l'exploitation d'un bassin houiller, de mines et de forêts.

Nos lecteurs se rappellent que la Compagnie de Mozambique réclamait de la British South African Company des dommages-intérêts pour les attaques à main armée dont les agents portugais avaient été l'objet du fait des troupes de cette Compagnie sur les frontières du Manica et du pays de Massikessi. Le président du tribunal anglais paraissait vouloir se déclarer incompétent pour juger une affaire se rattachant à des événements qui se sont passés en dehors du territoire britannique, c'est-à-dire au Manicaland. C'eût été donner raison au Portugal qui avait affirmé que le Manicaland était compris dans le territoire portugais. En définitive, la majorité des juges s'est déclarée compétente, et a rendu son jugement en faveur de la Compagnie de Mozambique.

Un syndicat allemand a été fondé pour une Société de colonisation agricole dans l'Afrique Sud-Ouest; le comte Pfeil s'y rendra pour diriger les établissements allemands qui pourront s'y fonder.

Le journal officiel de Lisbonne a publié un décret approuvant la convention passée entre le Portugal et l'État indépendant du Congo, relative à la délimitation des frontières des deux territoires dans la région du Lounda.

Un sanitarium va être créé dans le voisinage de Mossamédès.

Une nouvelle Société s'est constituée à Anvers pour la culture du tabac au Congo. Le Conseil d'administration est composé de capitalistes belges, allemands et anglais. Les organisateurs de l'entreprise se rendront prochainement au Congo.

Un agent de la Compagnie Daumas sur le Haut-Congo a réussi à traverser la

chute des Stanley-Falls en compagnie de M. Tobbak et du commandant du camp de Basoko. Les Arabes des Stanley-Falls sont toujours hostiles aux Européens à cause de l'interdiction de la traite. En revanche, les indigènes sont très heureux de la présence des blancs, gage de sécurité pour eux.

Un télégramme de Libreville a annoncé que la mission Maistre est arrivée le 30 mars, avec tout son matériel, à Brazzaville, dans de bonnes conditions.

M. Fondère, chef de station dans le Haut-Oubanghi, a fait à la Société de géographie commerciale de Paris une conférence dans laquelle il a exposé le programme qu'il compte suivre dans le commandement de l'expédition, actuellement préparée par M. de Brazza sur la Sangha, et dont il doit prendre prochainement la direction. Il estime que sa marche doit être lente et prudente, et qu'elle doit s'appuyer tous les 200 kilomètres sur un poste d'une cinquantaine de Sénégalais. Il espère rallier à lui les peuplades aujourd'hui courbées sous le joug du conquérant du nord et forcer celui-ci à lui livrer passage.

Le Dr Wircke, médecin du gouvernement allemand au Togoland, a été chargé d'une mission d'études à Lagos. Il a conféré dans cette ville avec les Drs Randel et Henderson, qui ont une grande expérience du traitement de la malaria. De retour au Togoland, il a rendu compte à son chef, le Dr Schröder, des résultats de sa mission ; le gouvernement allemand se propose d'appliquer les règles de l'hygiène publique dans la colonie du Togoland.

Actuellement, l'influenza règne au Dahomey. Pendant que le roi Behanzin se faisait construire un palais à Allada, il a fait faire une enquête pour savoir quelle était la personne qui rendait tous ses sujets malades. Les féticheurs sont parvenus à découvrir à Wydah une pauvre femme bossue qu'ils déclarèrent être la cause de la maladie. Ils la firent mourir, suspendirent son corps et prétendirent que l'épidémie cessera lorsque la bosse aura disparu.

Le gouvernement britannique a eu recours à la force pour ouvrir au commerce britannique de la Côte d'Or les territoires des Jébus et des Egbas qui voulaient en fermer l'accès aux trafiquants anglais. Le roi des Jébus a été fait prisonnier et la ville de Jébu-Odé occupée par les troupes britanniques.

La mission Binger est arrivée à Bondoukou le 1^{er} avril ; de là, elle comptait continuer sa marche vers le nord pour rejoindre le cours de la Volta noire, puis suivre cette rivière jusqu'au point où elle coupe le 9^o lat. nord. La frontière franco-anglaise qu'il s'agit de délimiter s'arrêtant à ce point, la mission reviendra sur ses pas en passant par Kong, d'où le capitaine Binger se dirigera vers la côte en suivant, comme dans son précédent voyage, le cours de l'Akba ou Comoé, qu'il étudiera plus en détails, pour chercher si ce fleuve pourrait servir, à la colonie de Grand-Bassam, de voie de pénétration vers l'intérieur de la boucle du Niger.

La France et l'Espagne se sont mises à peu près d'accord au sujet de la délimitation des territoires espagnols du Rio-de-Oro, au nord de la colonie du Sénégal. Le cap Blanc a été reconnu comme limite méridionale extrême de la colonie espagnole ; mais l'accord n'a pu être établi sur la profondeur des territoires espagnols à l'intérieur, les commissaires du gouvernement de Madrid voulant les étendre dans la direction de l'est jusqu'au delà de l'Adrar et au Tagant.

M. Smith, consul britannique à Tanger, a fait un voyage à Fez, pour négocier un traité de commerce avec le sultan du Maroc. Arrivé à la résidence de Mouley-Hassan, le consul anglais, au grand étonnement des indigènes, a fait immoler deux taureaux sur la tombe d'un ancêtre du sultan, considéré comme saint.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Pour essayer de justifier le désir de l'Italie de s'emparer de la **Tripolitaine**, certains journaux italiens affirment que les Turcs y entretiennent encore des marchés d'esclaves et que cet état de choses est immuablement lié à la domination ottomane. Ces affirmations provoquent à Constantinople de vives récriminations, et à l'appui de leurs dénégations, les feuilles turques rappellent l'attitude des représentants de la Porte à la Conférence de Bruxelles. On ne croyait guère à nos intentions libérales, disait récemment Musurus-Bey, le célèbre diplomate ottoman, à un représentant de la presse de l'Algérie. On doutait de notre désir de coopérer à la répression de l'esclavage. Aussi l'étonnement fut grand lorsque Caratheodory-effendi, notre ministre plénipotentiaire, adhéra entièrement à la déclaration de principes qui servit de base au Congrès. Cette attitude de notre représentant se maintint jusqu'à la fin ; il ne formula quelques réserves que pour les personnes employées dans les maisons musulmanes à des travaux domestiques, en tant que ce service pourrait être assimilé à un *traitement d'esclavage*, ce qui n'est pas le cas, heureusement, grâce aux préceptes généreux que le Coran édicte sur la matière et que méconnaissent entièrement les chasseurs d'esclaves africains. Ces réserves n'entravèrent en rien l'œuvre du Congrès anti-esclavagiste, qui eut à traverser d'autres épreuves plus graves et notamment l'opposition de la Hollande aux droits d'entrée des alcools dans l'État libre du Congo et celle de la France refusant le droit de visite à des étrangers à bord de ses navires, au nom du respect du pavillon. Toutefois l'on finit par s'entendre et, maintenant que les résolutions du Congrès entrent partout en vigueur, ceux qui avaient soutenu que la Turquie n'y avait adhéré qu'en paroles, se réservant ensuite de le démentir par les faits, sont bien forcés de se rendre à l'évidence et de reconnaître qu'ils se sont trompés. L'administration ottomane exécute loyalement les prescriptions du nouveau code international européen.

Le reporter du *Moniteur de l'Algérie* ayant objecté que jusqu'à ces derniers temps les marchands d'esclaves noirs ont fait un trafic véritablement considérable en Tripolitaine. — Je n'ignore pas, répondit Musurus-Bey, que les marchands d'esclaves ont réussi à tromper la surveillance

des autorités ottomanes. Mais ces faits remontent à un an environ. Aujourd'hui, grâce à la vigilance, redoublée, du gouverneur général actuel ¹, les arrivages d'esclaves ont complètement cessé. Quant aux anciens esclaves, on les affranchit dès qu'il réclament la protection de l'autorité ou s'adressent à elle pour avoir la liberté. Au fur et à mesure que les affranchissements se produisent, les libérés sont inscrits sur un registre spécial dont ils peuvent à tout moment se réclamer, et qui est comme le grand livre de leur nouvel état civil. Avec ce système, aucune confusion n'est possible, et l'on ne cite aucun exemple d'affranchi violenté par ses anciens maîtres et ne trouvant pas de sauvegarde pour sa nouvelle liberté. Parmi les esclaves ainsi affranchis, les hommes qui peuvent travailler sont laissés libres de se choisir un état ; on tâche même de leur donner du travail, au moins dans les commencements. Quant aux négresses et aux enfants libérés, on les place, dès leur libération, dans une maison spéciale, entretenue aux frais de la municipalité. Cette mesure a pour but de les préserver de la misère et de les empêcher ainsi de tomber dans la débauche pour y chercher des moyens d'existence. Dès qu'une personne de confiance se présente, soit pour demander en mariage une de ces négresses, soit pour prendre à son service en qualité de domestique une de ses anciennes esclaves, on lui remet le sujet, du libre consentement de ce dernier et non sans avoir fait signer au commandeur un contrat en règle garantissant les droits de sa future servante. Il va sans dire que l'autorité veille toujours à la stricte exécution de ces sortes de stipulations. Si donc quelques journaux italiens exposent encore les résultats de l'activité de ces prétendues agences dans la Tripolitaine, ce ne sont là que des récits fantaisistes inventés par des personnes qui exploitent la charité et la philanthropie de leurs concitoyens et s'efforcent de leur créer, à Tripoli, des titres politiques qui pourraient servir à satisfaire les convoitises italiennes. Depuis la Conférence de Bruxelles, le sultan a donné l'ordre que des maisons de refuge pour les esclaves hommes et femmes fussent construites à Tripoli, Bengazi, Derna, à l'instar du Slaves Home du Caire.

Dans la **mer Rouge**, tandis que les tribus du littoral sont exposées aux actes de barbarie qu'ont révélés les actes du récent procès Livraghi, la mission suédoise de Monkullo continue son œuvre de sacrifice et de réparation, groupant entre autres aussi les esclaves fugitifs. Le récit suivant fourni par M^{me} Winkvist, femme d'un missionnaire, montre par quels moyens les négriers parviennent à terroriser leurs malheureux cap-

¹ Ahmed Ressim Pacha.

tifs. Une jeune négresse du pays des Gallas, reçue depuis quelques mois à la station suédoise, racontait naguère son histoire comme suit : Quand j'étais encore très petite, le roi d'Amhara envahit le pays des Gallas, et menaça notre chef de lui enlever tout son pays s'il ne lui fournissait pas beaucoup d'esclaves. Le chef rassembla aussitôt beaucoup d'hommes, de femmes et d'enfants, « autant que le sable, » et les donna au roi. Je fus arrachée à mes parents, et emmenée loin des miens et de tous ceux que je connaissais. J'eus un maître et il me fallut travailler jour et nuit. D'un maître, je fus vendue à un autre, et enfin je fus transportée à Massaouah, et mise, avec beaucoup d'autres, dans une grande maison d'esclaves, qui, comme je sus plus tard, étaient destinées à être vendues en Arabie. Mes compagnes et moi nous nous mîmes à pleurer, quand nous vîmes que ces hommes portaient des souliers, car nous avons appris que « les maîtres qui ont des souliers aux pieds » mangeaient tous les Gallas. On nous apporta de la nourriture : du pain, du beurre et des biscuits ; mais nous pleurions et nous lamentions toujours plus, car nous nous disions entre nous : Ils nous donnent à manger pour nous rendre plus grasses et plus appétissantes. Puis vint un homme qui demanda nos noms et les inscrivit sur une tablette. Nous crûmes qu'on allait faire la répartition des gens bons à être mangés ; beaucoup d'esclaves s'enfuirent dans la nuit suivante ; mais la faim et le froid les obligèrent de revenir à la maison. Plus tard, j'appris que l'homme qui avait inscrit nos noms était un missionnaire qui devint mon libérateur. »

Le *Times* a publié la dépêche suivante du Caire, 15 mai : « Le major de Wissmann partira d'ici le 17 pour Zanzibar, où doit le rejoindre sa troupe de vingt Européens, et où il doit fréter un steamer qui conduira l'expédition à Quilimane. Cette expédition comprendra environ deux cents combattants, Somalis, Soudanais, Zoulous, hommes de Massaouah et de Zanzibar, armés de fusils Maxim et de petits canons à tir rapide ; il y aura deux steamers et une flottille de chaloupes en acier à voile pour le service sur les lacs. L'itinéraire sera par les fleuves Zambèze et Shiré jusqu'aux lacs **Nyassa et Tanganyika**, où doivent être établies des stations fortifiées comme bases d'opérations pour les steamers des lacs. Le major de Wissmann dit que le seul objet de l'expédition est de mettre fin à la traite, et, en conséquence, il espère avoir toute l'assistance nécessaire du commissaire anglais dans le district du Nyassa, par lequel il doit passer, aussi bien que la coopération de M. Johnston sur le lac. Il compte opérer conjointement avec l'expédition anti-esclavagiste de l'État du Congo au Tanganyika. Le major a obtenu un congé régulier de l'armée allemande pour cette expédi-

tion, qui a tellement le caractère d'une entreprise particulière que les deux steamers des lacs sont sa propriété privée et que tous les frais sont supportés par le comité anti-esclavagiste de Cologne. La santé du major, complètement rétablie, est dans de bonnes conditions. Il compte que, dans un an, les steamers seront lancés et les stations construites sur les deux lacs. »

Un correspondant du *Manchester Guardian* écrit de Londres à ce journal qu'il a vu une lettre adressée par un officier anglais, actuellement en service dans l'Afrique centrale, confirmant les accusations du capitaine Lugard contre **M. Stokes**, autrefois au service de la mission anglaise dans l'Ou-Ganda, aujourd'hui au service des Allemands, de fournir de la poudre aux indigènes, contrairement aux stipulations de l'Acte de la Conférence de Bruxelles. Selon le correspondant du *Manchester Guardian*, nombre d'Arabes seraient en possession de permis écrits, délivrés par des fonctionnaires allemands, les autorisant à faire le commerce de poudre dans l'intérieur. Ils en importent d'énormes quantités dans l'État libre du Congo, où elle n'est pas peu utile aux trafiquants d'esclaves. C'est de l'**Afrique orientale allemande** que les mahométans de l'Ou-Ganda auraient obtenu les munitions qui leur ont permis de lutter contre le capitaine Lugard. Il est hautement désirable que l'autorité coloniale allemande fasse la lumière sur les faits qui ont pu fournir au correspondant du journal de Manchester l'occasion d'une accusation aussi grave.

Nous empruntons à la correspondance du Dr Briart, médecin de la Compagnie du Katanga sur le **Lomami**, le récit suivant, publié par le *Mouvement géographique*, de l'arrivée à N'Gongo Lutita par 4°50' lat. S. « La ville est entourée d'une enceinte fortifiée, en pieux entrelacés, qui, ayant été plantés verts, ont repoussé par places et forment en ces endroits une ceinture verte d'un aspect réjouissant. Depuis notre arrivée, le chef N'Gongo a fait, de notre côté, un fossé avec escarpe et contrescarpe. En avant du fossé, par lequel on arrive en suivant une route très belle, on voit une trentaine de crânes alignés et enfoncés dans le sable; en face de la porte du « boma, » renforcée de troncs d'arbres et de pièces de bois percées de meurtrières, il y a comme un pavage complet de crânes, tandis qu'une quantité de ces objets funébres est disséminée sur les branches et les piquets qui surmontent l'entrée. Celle-ci est un boyau étroit, fermé par une sorte de herse, sous laquelle il faut se baisser pour entrer. Le boma est très vaste, mais n'est pas aussi peuplé qu'on le croirait; il y a sans doute 3,000 ou 4,000 habitants, mais l'enceinte pourrait en loger plusieurs fois autant. C'est d'ailleurs l'agglomération la plus importante que nous ayons rencontrée sur le Lomami. C'est un grand marché d'esclaves, et Raschid, neveu et

gendre de Tipo-Tipo, qui vient d'arriver, nous dit qu'il passe, tous les mois, sur la route, un bon millier d'esclaves de toute provenance. Notre camp est situé un peu à l'écart de la rivière au bord de la route, et il ne se passe pas de jour que nous ne voyons arriver quelques chaînes de ces malheureux, non nourris, maltraités de toutes façons, et maigres ! maigres ! Ils font vraiment peine à voir. Au reste, c'est un curieux spectacle que celui des passants, spectacle continu depuis 6 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. C'est un courant ininterrompu de gens apportant en troupes le tribut au chef, ou retournant au village d'où ils viennent emportant quelques présents ; parfois une matrone au pagne à fleurs énormes, menant au bain ses femmes et ses esclaves ; parfois un régiment d'esclaves, le cou serré dans le collier de malheur, se traînant péniblement sous le soleil et les avalanches de coups.

A l'occasion de la jonction de l'expédition anti-esclavagiste belge commandée par le capitaine Jacques avec l'expédition Joubert qu'elle allait secourir au Tanganyika, le cardinal Lavigerie a écrit à Mgr Jacobs, vice-président de la **Société anti-esclavagiste de Belgique**, une lettre que nous ne pouvons reproduire in extenso, quelque intéressante qu'elle soit. Le peu de place dont nous disposons ne nous permet d'en donner qu'un court extrait : Nous savons que Joubert est sauvé et que le fameux chef esclavagiste Roumaliza, qui l'assiégeait, a dû se retirer. Mais l'œuvre du capitaine Jacques ne doit pas se borner à ces premiers succès. Bientôt, en effet, il établira un autre poste sur les rives du Tanganyika et, combinant son action avec celle du capitaine Joubert, il commencera cette ligne de postes fortifiés qui doit opposer aux hordes esclavagistes une infranchissable barrière. Ainsi donc le programme de votre comité trouve sa première exécution ; ainsi commence à s'accomplir la noble mission de civilisation africaine de la Société anti-esclavagiste de Belgique ; ainsi l'appel que je vous ai adressé du haut de la chaire de Sainte-Gudule reçoit sa première consécration, et il semble qu'une ère nouvelle, une ère de vie et de liberté se lève sur ces terres désolées jusqu'à ce jour par l'esclavage le plus cruel et le plus sanglant. Soyez heureux de ces premiers et consolants résultats.

Mais, comme vous me le faites remarquer, ce n'est là qu'un premier pas, et si l'on ne veut point que les sacrifices faits jusqu'ici soient inutiles, que les résultats obtenus soient perdus, que les magnifiques espérances, que nous promet l'avenir se changent en douloureuses déceptions, il est nécessaire, et votre Comité l'a déjà décidé, d'organiser un nouveau départ et d'envoyer d'autres braves seconder les capitaines Jacques et Joubert.

Sans doute ces expéditions vont exiger de fortes sommes, mais la géné-

reuse Belgique ne mentira pas à son passé et ne vous les refusera point. Déjà votre auguste souverain, dont le cœur a dû tressaillir de joie en apprenant l'heureuse issue de votre première expédition, et dont l'esprit si éclairé a compris tous les avantages que la civilisation chrétienne de l'Afrique peut trouver dans l'action continue et persévérante de votre comité, vous a promis son concours en mettant à votre disposition une royale offrande. La régénération de l'Afrique n'est-elle pas son œuvre de prédilection ? Ne doit-elle pas l'être également de tous ceux qui ont à cœur la cause de la justice, de la miséricorde et de la pitié ? Aussi ne puis-je douter que la charité belge qui a accompli tant de merveilles, qui vous a permis d'obtenir de si beaux commencements, ne soit heureuse de vous fournir les moyens de soutenir et de développer en Afrique votre entreprise de civilisation chrétienne. Elle aura à cœur d'imiter le noble exemple de son souverain, et de répondre généreusement à votre appel. Je la remercie par avance, au nom de ces pauvres esclaves à qui elle vous permettra de rendre la vie et la liberté ; je la remercie au nom de ces mères éplorées et de ces chers petits enfants qu'une main barbare ne séparera plus pour les massacrer impitoyablement ou pour les vendre sur des marchés lointains, je la remercie au nom de la religion dont elle favorisera les progrès dans la paix et la sécurité ; je la remercie enfin au nom de mes missionnaires dont elle protégera la vie, et secondera, par vos mains, l'action régénératrice et féconde.

Ces remerciements, je les adresse plus particulièrement encore à vous, cher et vénéré seigneur, et par vous, aux membres si zélés et si dévoués de votre comité-directeur qui, malgré des difficultés de toute nature, a montré, dans l'accomplissement de sa tâche, une constance et une persévérance que rien n'a pu décourager et que le succès vient de récompenser. Aussi ma confiance est-elle grande ; ce que vous avez su faire dans le passé m'est un sûr garant de ce que vous ferez dans l'avenir. Votre appel trouvera un fidèle écho dans les cœurs si généreux des Belges, et déjà je salue, de loin, les nouveaux succès des efforts que vous allez encore tenter pour défendre, dans notre Afrique, la cause de Dieu et les droits sacrés de l'humanité.

Le P. Lejeune a adressé aux *Annales de la propagation de la foi*, une lettre d'où nous extrayons les détails suivants sur l'esclavage au **Gabon** :

Dans l'intérieur, à trois ou quatre lieues seulement, que de cruautés encore ! Il n'y a pas quinze jours, on découvrait près du mont Boël, chez la race Shékiani, les cadavres de deux femmes hachées en morceaux que l'on faisait griller pour les manger. Le foie de ces malheureuses était mis à part et devait servir probablement au régal du féticheur. Quelles étaient ces femmes ? des esclaves très certainement ; et

quel crime avaient-elles commis? aucun, sinon celui d'être faibles et d'avoir affaire à la superstition. La police avertie a pu saisir pendant la nuit vingt habitants du village et les incarcérer. Quatre d'entre les coupables, le féticheur et trois assassins, passent en ce moment aux assises du Sénégal. De l'autre côté de l'estuaire, au village de Denis, où les blancs ne vont presque jamais, les mœurs ne sont guère adoucies; les esclaves sont à peu près aussi nombreux qu'il y a quarante ans, et cependant ce village n'est qu'à trois lieues de Libreville. Les traitants ont conservé leurs anciennes relations avec les habitants du fleuve Ogôoué, et le chemin de terre qui existe de Denis à N'gola, près de la baie de Nazareth, est le chemin des esclaves. Malheureusement, les explorateurs n'ont pas encore songé à reconnaître cette route. Le rôle de l'esclave, dans les environs de Libreville, est de cultiver les champs, d'apporter tous les jours la nourriture et le bois à brûler à son maître; de lui préparer les bambous de sa case, de lui couper et de polir les lianes, de coudre ses pailles pour la toiture, en un mot, de faire tout l'ouvrage. C'est lui, également, qui abat les arbres des forêts, défriche et plante. Le Gabonnais de Libreville n'ose plus, il est vrai, martyriser son esclave, l'enterrer vivant, lui fendre la tête, le griller: il a peur de la police. Ces faits sont devenus très rares; mais il use du poison chaque jour et, sous le prétexte de récompenser un esclave qui ne lui rend plus de services, ou qu'il craint, il lui donne un verre d'eau-de-vie empoisonnée.

Nous extrayons du Rapport du R. P. Marcot sur la **mission de Kita** ce qu'il dit de la nécessité de joindre l'instruction proprement dite au travail manuel pour les esclaves libérés. Plusieurs de nos enfants ne peuvent pas encore travailler. Les autres, même appliqués presque exclusivement à la culture, ne sont pas encore en âge de gagner leur vie ni de s'adonner à un travail manuel soutenu durant plusieurs mois. Le nombre restreint des missionnaires ne nous permet pas non plus d'exercer la surveillance continue qui serait nécessaire. Il y aurait d'ailleurs un inconvénient très grave à appliquer ainsi ces enfants délivrés de l'esclavage uniquement ou presque uniquement au travail manuel. L'indigène, en effet, ne verrait que peu ou point de différence entre lui et nous, entre ses esclaves et nos enfants; la différence entre nos enfants libres de l'école indigène, qui eux doivent nécessairement être instruits, et les enfants libérés de l'esclavage ne ferait que l'affermir dans son opinion. Notre exemple, loin de transformer les idées relatives à l'esclavage de case ou domestique, tendrait plutôt à les enraciner davantage encore et ruinerait par la base tout notre enseignement. Aussi la ligne de conduite qui me semble, sinon la plus écono-

mique, au moins de beaucoup la plus avantageuse, eu égard aux circonstances dans lesquelles nous nous trouvons, consiste à appliquer aux enfants libres de l'école indigène et aux enfants rachetés de l'esclavage un seul et même règlement, et à partager leur temps entre la classe et le travail manuel. Nous arrivons ainsi à former des chrétiens sachant lire et écrire, et n'ayant pas perdu le goût de la culture; ainsi encore tous les enfants élevés à la mission seront sur le pied de la plus parfaite égalité; les indigènes comprendront alors plus facilement que le travail manuel n'est pas le partage exclusif des esclaves, et que l'esclave, aussi bien que l'homme libre, a des droits à l'instruction et à la culture intellectuelle.

L'EMPLOI DE LA VACCINE A LA BAIE DE DELAGOA

d'après M. le Dr G. LIENGME.

La conservation des indigènes de l'Afrique est la première condition de leur relèvement. La petite vérole étant une des maladies qui exercent parmi eux le plus de ravages, nous nous faisons un devoir de signaler à l'attention de ceux qui s'intéressent à eux les résultats obtenus chez eux par l'emploi des moyens en usage dans les pays civilisés pour en conserver les populations. Dans notre dernier numéro, nous avons donné, d'après une lettre de M. J. Mesnage, secrétaire des Missions d'Afrique, les indications fournies par le médecin nègre, Ch. Faraghit, de la mission du Tanganyika; aujourd'hui, grâce à la bienveillance de M. Ch. Haccius, directeur de l'Institut vaccinal de Lancy, près Genève, nous pouvons communiquer à nos abonnés les observations que lui a transmises un de nos amis, M. le Dr G. Liengme, médecin missionnaire attaché à la mission romande à la baie de Delagoa.

Déjà en 1877-78 et plus tard en 1882-83, la petite vérole se déclara parmi la tribu des Ba-Tonga, habitant le littoral de la baie de Delagoa. Chaque épidémie jeta la terreur parmi les indigènes et fit périr la population de nombreux villages. C'est au milieu de cette tribu que travaillent les agents de la mission romande, au nombre de quatre, dont un médecin.

Une épidémie se déclara de nouveau en 1891 à la baie de Delagoa. Un vaisseau portugais venant d'Inhambané où sévissait la maladie entra dans le port de Lorenzo Marquez ayant à son bord plusieurs varioleux. La quarantaine ne fut pas observée; des passagers, non atteints eux-mêmes, se promenèrent en ville; des hommes ayant travaillé au déchargement du navire furent atteints. Les varioleux noirs furent séquestrés sur la côte du

Tembé, mais sur la route la plus fréquentée par les indigènes. Un passager blanc mourut de la maladie et ce ne fut que tardivement que les autres malades furent séquestrés dans l'île de Shaffine. Aussi n'est-il pas étonnant que la maladie se soit répandue rapidement. A Lorenzo Marquez même, il y eut plusieurs cas de mort, surtout parmi les noirs; la population blanche fut très peu atteinte, ce qui faisait dire aux Portugais que cette maladie était une « maladie des noirs. »

Quelques mois avant l'épidémie, les autorités avaient décidé d'obliger la population noire à se faire vacciner, mais on en resta à la décision, qui ne fut mise à exécution qu'après que l'épidémie eut éclaté. La vaccination se fit à l'hôpital pendant deux ou trois jours au bout desquels elle dut cesser faute de vaccin.

C'est alors que M. P. Berthoud, missionnaire, commença à vacciner les chrétiens noirs se rattachant à son église. Il se servit tout d'abord de vaccin animal qu'il s'était procuré à Durban. Sur dix vaccinés, un seul présenta un léger bouton, pas même suffisant pour faire une inoculation de bras à bras. Heureusement il eut l'occasion de prendre du vaccin à une enfant vaccinée avec succès à l'hôpital portugais. La vaccination de bras à bras se continua pendant plusieurs mois, aussi longtemps qu'il fut possible de se procurer du vaccin de cette façon. Le plus souvent les personnes vaccinées avec succès ne se représentaient plus. Aussi, quand tous les chrétiens noirs furent vaccinés, ne fut-il plus possible d'obtenir des patients qu'ils revinssent lorsqu'ils avaient été vaccinés avec succès, ce qu'ils savent très bien reconnaître. Au moment de notre arrivée à Lorenzo Marquez, l'épidémie sévissait encore et nous eûmes l'occasion de vacciner un grand nombre de noirs et le personnel de notre mission. Nous avions emporté deux flacons de vaccin de l'Institut vaccinal de Lancy, contenant l'un du vaccin « *cow pox*, » l'autre du « *variolo-vaccin*, » sixième génération, obtenu par le nouveau procédé que M. Haccius a expérimenté et décrit dans la *Semaine médicale de Paris*. Malgré toutes les précautions, il n'est malheureusement pas possible de conserver le vaccin dans les pays chauds, et quand il arrive à destination il a déjà perdu ses qualités pendant le voyage qui dure plusieurs semaines. Aussi croyons-nous que la nouvelle méthode préconisée par MM. Haccius et Éternod est appelée à rendre de grands services en Afrique. Dès que nous pourrons l'expérimenter nous-mêmes, nous ne manquerons pas de le faire. A notre arrivée ici l'épidémie touchait à sa fin, et il ne nous a pas été possible de mettre en pratique cette nouvelle méthode.

Sur 24 personnes vaccinées avec le « *cow pox* », quatre noirs seulement le furent avec succès; 18 noirs le furent avec le *variolo-vaccin*, trois avec succès.

Cette épidémie a présenté des caractères fort intéressants, qui nous ont été signalés par MM. P. Berthoud et H. Junod, missionnaires. Dès que les indigènes voient apparaître une épidémie de petite vérole, ils se hâtent de pratiquer l'inoculation directe de la maladie. Les sorciers consultés désignent, au moyen de leurs osselets, le malade qui doit fournir le virus. Le plus souvent c'est un enfant, un jeune homme ou une jeune fille robustes. Le virus d'un des boutons varioleux est directement inoculé avec un instrument tranchant quelconque au moyen duquel on fait une ou deux incisions au-dessous du coude. M. Junod a observé un cas où le virus avait été introduit près du poignet. M. Berthoud a vu une personne vaccinée au front.

Après la mort d'un varioleux, toutes les ordures de la hutte du défunt sont répandues sur un chemin très fréquenté. A plusieurs reprises, nous avons eu l'occasion de voir de ces tas d'ordures. Plus la maladie se répandra rapidement, pensent les indigènes, plus tôt elle sera terminée; il n'est pas étonnant qu'ils aient recours à de tels procédés.

Les indigènes, surtout les chrétiens, acceptent volontiers d'être vaccinés par les missionnaires; mais ils ont beaucoup de peine à croire que ce moyen si simple et si facile puisse les préserver de la contagion. Plusieurs se font inoculer directement le virus varioleux quoiqu'ils aient été vaccinés avec succès.

Vingt et un chrétiens indigènes de l'annexe de Masana furent vaccinés avec succès et tous furent exposés à la contagion. Quelques-uns d'entre eux demeuraient dans la même hutte que le varioleux. Douze furent absolument indemnes; huit eurent la maladie, mais sous une forme très légère qui aurait passé inaperçue si l'attention n'avait été portée de ce côté. Ces faits montrent suffisamment l'efficacité de la vaccine et la nécessité pour les médecins établis en Afrique, les missionnaires, les voyageurs, etc., de faire tous leurs efforts pour chercher à répandre l'usage de la vaccination parmi les populations africaines souvent décimées par les épidémies de petite vérole. Ce devoir humanitaire s'impose d'autant plus qu'il n'est pas possible actuellement, en cas d'épidémie, de prendre les mesures sanitaires en vigueur dans les pays civilisés. La méthode de M. Haccius permettra toujours de se procurer du vaccin pour en avoir au moment où le besoin s'en fera sentir.

M. Liengme communique encore des observations faites par un de ses collègues, M. H. Junod, qui lui écrivait : « Laban, enfant de 1 $\frac{1}{2}$ an, vacciné avec du variolo-vaccin, m'est présenté par sa mère. La vaccination avait été satisfaisante sans que je puisse affirmer que les quatre scarifications aient produit chacune un bouton. Mais sur le bras au moins (peut-être

aussi ailleurs, je n'en suis pas sûr), se présentaient quelques boutons qui étaient plus petits, coniques, me semble-t-il, et non en forme de coupe. Ils n'étaient ni assez nombreux, ni assez caractéristiques de la variole pour qu'il y eût lieu d'avoir des craintes relativement à la nature du variolo-vaccin. En voyant le bras de l'enfant vacciné, j'ai eu l'impression que ce vaccin agissait plus fort que l'autre, mais je n'ai pas eu d'appréhension, et je constate qu'il n'en est pas résulté d'infection à Rikatla, quoiqu'il restât encore quelques enfants à vacciner à ce moment-là. »

M. Liengme lui-même a vu un ou deux cas vaccinés avec le variolo-vaccin, et n'a pas constaté de différence avec le cow pox. « Dans plusieurs cas, » dit-il, « il ne s'était rien produit, les malades revenaient pour être vaccinés à nouveau. Nous avons obtenu le plus de succès en vaccinant de bras à bras, mais nous avons remarqué que le vaccin pris sur des Banyans (Indous) et porté sur des Cafres, le plus souvent ne donnait point de succès, tandis qu'il semblait que le vaccin pris sur des Cafres et porté sur des Banyans agissait avec succès. »

CORRESPONDANCE

Lettre de Lorenzo Marquez, de M. le missionnaire P. Berthoud.

Lorenzo Marquez, 29 mars 1892.

Vous voudrez bien m'excuser : j'aurais dû vous écrire dès longtemps pour contre-dire la nouvelle de la mort du roi Goungounyane; mais je n'en ai pas eu le temps jusqu'ici. C'était un faux bruit, qui, hélas! a coûté la vie à un petit chef des bords du Nkomati. Voici ce que les indigènes m'ont raconté. A un moment donné, Goungounyane s'est trouvé accablé de peine et de chagrin. Les politiciens européens le fatiguaient de leurs obsessions; et de plus, six de ses femmes moururent en peu de temps. Aussi se mit-il à chercher la solitude, et durant bien des jours, peut-être plusieurs semaines, il ne se montra nulle part. Telle fut l'origine du bruit de sa mort. On crut positivement à celle-ci. En effet, un petit chef du nom de Makhounene, dont le territoire est à cent kilomètres au nord d'ici, ne craignit pas d'annoncer la nouvelle à un Anglais qui connaissait le grand chef et qui se rendait justement à la capitale. Avec la même imprudence, l'Anglais, quand il revit Goungounyane en chair et en os, s'écria : « Tiens! je suis étonné de te voir; car Makhounene m'avait dit que tu étais mort. » — Au point de vue des sauvages, répandre un bruit pareil est un outrage sanglant pour la personne intéressée. Goungounyane ne laissa pas un long temps s'écouler avant d'envoyer une troupe armée punir son vassal indiscret, et venger cette atteinte à sa gloire.

On dit maintenant que la mort des six femmes susdites l'a rempli de crainte et lui a fait considérer l'endroit de sa capitale Mandlakazi comme un lieu abominable et

dangereux. Il l'aurait même déjà quitté, si j'en crois la rumeur publique, pour aller s'établir un peu plus au nord.

Quoi qu'il en soit, des hordes guerrières continuent leur système de razzias un peu de tous les côtés. En dernier lieu, elles doivent avoir ravagé la contrée de Rikthotho, au sud du Limpopo.

Vous savez qu'il y a une insurrection à Quilimane, et vous êtes probablement mieux renseigné que nous, et plus vite. Nous savons seulement que le gouverneur général, qui était ici, a dû partir subitement pour se rendre là-bas, emmenant avec lui une partie des troupes. Tout de suite après, les deux corvettes qui étaient stationnées dans le port, ont pris le même chemin. Aucune fraîche nouvelle ne nous est parvenue.

Ce gouverneur avait passé quelques mois seulement dans notre ville. Il y a déployé une grande activité pour mettre à exécution les plans d'économie du gouvernement. Certes il était temps d'apporter des réformes dans la machine administrative. Il a diminué de plus de 20 % les salaires des employés. Quelques-uns de ceux-ci n'ont pas voulu se soumettre aux nouvelles conditions et sont partis. D'autres ont été congédiés. Cependant ce n'est qu'un commencement de réforme, et je crains fort qu'on n'arrive pas à faire le principal.

On parle beaucoup du projet de chemin de fer du *Silati*; mais les avis sont très partagés sur le degré de confiance qu'il peut mériter. S'il se faisait, il s'embrancherait au delà du centième kilomètre de la voie actuelle, et se dirigerait droit au nord, laissant les montagnes du Drakensberg à gauche, puis il traverserait le fleuve Olifant. Je crois que cette ligne n'aurait pas, à l'endroit le plus élevé, une altitude dépassant 600 mètres.

Quant à la Compagnie Néerlandaise, elle est entrée dans une nouvelle phase : les travaux ont repris, ou continuent, mais sur une échelle fort réduite. Il paraît que la politique y est pour beaucoup, et c'est vraiment une chose très curieuse. Le gouvernement boër du Transvaal, depuis son retour à l'indépendance en 81, voulait absolument avoir un chemin de fer de Lorenzo Marquez à Prétoria, afin de s'assurer, comme il l'estimait nécessaire, un port de mer quasi indépendant, toujours favorable au Transvaal. En sens contraire, il redoutait la construction de toute voie ferrée venant des colonies anglaises, parce qu'il y voyait une menace perpétuelle pour sa liberté. Le gouvernement a donc fait durant dix années une opposition énergique, désespérée, à toute approche des lignes anglaises. Cependant, la découverte des riches mines d'or du Transvaal éveilla la convoitise des gouvernements coloniaux, — non pas en politique, mais au point de vue commercial seulement. On vint faire la cour au Transvaal, et on réussit en effet à faire quelque avance avec les lignes ferrées en concurrence. Là-dessus, la crise financière du Portugal vint changer l'aspect des choses. Le gouvernement boër s'aperçut qu'il ne pouvait plus être aussi sûr de Lorenzo Marquez, et qu'il n'était pas impossible que ce port passât aux mains d'un acheteur. Si l'Angleterre allait s'en emparer, qu'en résulterait-il? Le chemin de fer de Prétoria ouvrirait le Transvaal à ses ennemis. Ainsi s'évanouirait l'objet pour lequel on avait lutté avec vigueur pendant dix ans. D'un autre côté, les colonies

anglaises voisines étant devenues chaudes amies du Transvaal, à cause de l'immense mouvement commercial que les nouvelles richesses de celui-ci ont engendré, chaque port de mer, chaque ligne de chemin de fer, fait les plus grands efforts pour attirer tout ou partie de ce mouvement; ils se font les uns aux autres une concurrence acharnée, promettant au Transvaal tous les avantages qu'il peut désirer. Jusqu'à présent c'est Natal qui a retiré le plus de bénéfice de la situation, grâce à sa position géographique; mais il semblerait que les efforts de la ville du Cap fussent sur le point d'aboutir et de lui donner la prépondérance. En tout cas les craintes politiques du gouvernement du Transvaal se sont complètement évanouies, et il laisse les voies ferrées s'approcher avec rapidité de sa frontière. Celle de Natal a atteint cette frontière depuis plusieurs mois; mais elle est regardée avec défaveur, comme trop purement anglaise.

Un autre point enfin, c'est que la Compagnie Néerlandaise est à bout de ressources, comme je vous l'ai écrit précédemment.

En résumé, craintes anciennes disparues, ayant fait place à une vive amitié avec la Colonie du Cap, — au contraire, assurance de jadis remplacée, du côté de Lorenzo Marquez, par des doutes et de fâcheux présages, puis incapacité de la Compagnie concessionnaire, — tels sont les facteurs qui ont amené l'état actuel des choses, et la décision qui a été prise, de faire seulement la moitié de la ligne d'ici à Prétoria. On en placera le terminus à *Nel-Spruit*, entre Barberton et Lydenburg, à environ 220 kilomètres de Lorenzo Marquez. La ville la plus rapprochée de la ligne en sera à 50 kilomètres, en attendant qu'on bâtisse des villes exprès!

P. BERTHOUD.

BIBLIOGRAPHIE ¹

Romolo Gessi-Pascià. SETTE ANNI NEL SUDAN EGIZIANO; ESPLORAZIONI, GUERRE E CACIE CONTRO I NEGRIERI. Milano (Galli di C. Chiesa et F. Guindani), 1891, gr. in-8°, 489 p., ill. et carte, fr. 10. — Nos lecteurs se rappellent peut-être avoir lu, dans notre premier volume (p. 84-88), un article sur la guerre contre les négriers du Bahr-el-Ghazal. Le héros de cette entreprise, qui devait délivrer pour plusieurs années cette région des esclavagistes qui l'avait désolée, était Romolo Gessi. Pendant la guerre de Crimée, il avait fait la connaissance du général Gordon. En 1873, il suivit celui-ci en Égypte, et fut employé par lui au transport de deux steamers au lac Albert, et à l'exploration de ses eaux. Plus tard, il organisa, avec Matteuci, une expédition destinée à porter secours à Cecchi retenu prisonnier au Kaffa, expédition que des circonstances indépendantes de sa volonté

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle, tous les ouvrages dont il est rendu compte dans *l'Afrique explorée et civilisée*.

empêchèrent d'aboutir. Arrivé à Khartoum au moment où éclatait la révolte des négriers du Bahr-el-Gazal, il fut chargé par Gordon-pacha de s'y rendre pour réprimer le soulèvement des chasseurs d'esclaves. La plus grande partie de ce volume est consacrée au récit de la campagne contre Suleiman, fils de Siber-pacha, et les trafiquants d'esclaves du Bahr-el-Ghazal. La lutte se poursuivit avec acharnement de part et d'autre; ce fut une vraie guerre d'extermination; on ne faisait point de quartier, Suleiman périt en combattant avec cinquante-deux de ses chefs. Après avoir abattu la rébellion et purgé le pays des chasseurs d'esclaves, Gessi organisa la province; il réussit dans ce travail, expédia à Khartoum une énorme quantité d'ivoire et de caoutchouc, et établit un service de steamers sur tous les principaux tributaires du Bahr-el-Ghazal. Lorsqu'au mois de septembre 1880, il fut rappelé à Khartoum, le vapeur qu'il montait fut arrêté par la végétation qui si souvent bloque le Nil, et, avec son équipage, il fut, jusqu'au 5 janvier 1881, exposé à des souffrances indicibles. Quatre cent trente de ses compagnons périrent; plusieurs se laissèrent aller à manger les cadavres de leurs camarades. Gessi, épuisé de fatigue et de privations, fut aux portes de la mort; cependant sa vigueur permit qu'il fut transporté à Suez où il mourut le 30 mai. Son fils, Felip Gessi, et le capitaine Manfred Camperio, en publiant ce volume, illustré de nombreuses gravures, ont fourni de précieux renseignements à tous ceux qui veulent comprendre l'histoire la plus récente du Soudan égyptien. Les lettres de Gessi-pacha leur aideront à se rendre compte des origines du mahdisme; elles leur feront surtout regretter amèrement qu'après une victoire si chèrement achetée sur la barbarie, l'abandon de Khartoum et la destruction de la puissance égyptienne au Soudan aient fait retomber toute cette région sous la tyrannie des chasseurs d'esclaves, et livré aux horreurs de la traite les malheureux habitants d'une province que Gessi avait laissée pacifiée et fertile.

Eugène Poiré. LA TUNISIE FRANÇAISE. Paris (E. Plon, Nourit et C^{ie}), 1892, in-18, 320 p., fr. 3,50. — On peut recommander la lecture de cet ouvrage à ceux qui veulent faire rapidement connaissance avec le nouveau pays de protectorat français. M. Poiré a fait en Tunisie les excursions classiques dans la région septentrionale et orientale. Il a visité les villes les plus connues : Tunis, Bizerte, Kairouan, Sousse, Sfax, etc., et il en donne une description complète, tout à fait actuelle et facile à lire, grâce au tour rapide du style. Ses observations sur les indigènes, sur les colons, sur l'instruction publique ne sont point de celles qui courent les livres et les journaux. Enfin, sa conclusion, très intéressante à lire, nous indique l'impres-

sion que fait la Tunisie sur un observateur indépendant et impartial; cette impression est d'ailleurs tout à l'avantage de la France, qui a su en peu d'années faire accomplir des progrès réels à ce pays épuisé par de longs siècles de domination turque. L'auteur se prononce en faveur du système de protectorat, en opposition à celui de l'administration directe, qui aurait été incapable de faire de la Tunisie ce qu'elle est devenue aujourd'hui.

Sevin Desplaces. AFRIQUE ET AFRICAINS. Paris (Margon et Flammarion), 1892, in-18, 352 p., fr. 3,50. — Substantiel et intéressant volume, dû à un cœur généreux qui aime l'Afrique et les Africains. Ce n'est pas une étude méthodique de la situation politique et économique actuelle de l'Afrique mais plutôt une revue des faits qui préoccupent aujourd'hui les esprits : la convention de Zanzibar, le Transsaharien, le Soudan français, le Congo français, les Touareg, l'esclavage, les compagnies coloniales. Au premier abord cela semble décousu ; et pourtant tout se suit, tout s'enchaîne ; par ces incursions dans des domaines différents, les points de vue se complètent et s'affirment. L'auteur est Français et défend les intérêts de son pays, mais cette préoccupation ne l'aveugle pas, et il sait traiter avec modération et avec une grande hauteur de vue ce sujet si complexe qui s'appelle la question africaine. En récapitulant les événements accomplis depuis les premiers voyages de Stanley, il insiste surtout sur la moralité politique et économique qu'il faut en déduire. Il passe en revue les intérêts et les devoirs de chaque puissance, faisant la part des responsabilités de chacune et développant cette pensée qui domine tout son livre, que l'Afrique n'aura chance d'apporter une valeur réelle aux exigences de l'Europe qu'autant que ses races seront ménagées, instruites et protégées. Il est superflu pour nous d'appuyer cette opinion ; ceux qui nous connaissent savent que c'est le terrain sur lequel nous nous sommes placés dès le début de notre publication et que nous ne cesserons de défendre.

Supplément aux Nouvelles complémentaires.

A la dernière heure, le *Mouvement géographique* de Bruxelles nous apprend que le Dr Stuhlmann, qui accompagnait Emin-pacha dans sa marche vers son ancienne province, a découvert à l'O. S. O. du mont Mfoumbiro, situé lui-même par 1° 19' lat. S. et environ 30° 4' long. E., une véritable chaîne de six pics volcaniques. L'un de ceux-ci, le Kissigali, est très abrupt et a une hauteur de 4000 à 4500 m. Un autre, le plus occidental, appelé le Viroungo, est encore en activité. Le lac Albert-Edouard n'a pas, comme l'a écrit Stanley, 1008 m. d'altitude, mais bien 840 m.; il s'étendait jadis beaucoup plus vers le Sud, comme on peut s'en convaincre par l'examen du terrain où abondent les coquillages fossilisés. Il y a soixante ans à peine, il devait s'étendre jusqu'aux monts Boustou situés à 15 kilom. vers le S. O.

BULLETIN MENSUEL (4 juillet 1892 ¹).

Pour répondre aux besoins tous les jours plus impérieux que crée le développement des questions africaines, le Service géographique de l'armée a pris l'initiative de la publication d'une **nouvelle Carte d'Afrique** : c'est une réduction au $\frac{1}{800\,000}$ de la grande carte au $\frac{1}{200\,000}$, connue sous le nom de son principal auteur, le comte Lannoy de Bissy. Celle-ci, comprenant un très grand nombre de feuilles, était d'un format difficile à manier. La nouvelle carte, qui comprendra six feuilles, sera terminée dans le courant de l'année 1892. La première feuille déjà parue comprend la région nord-ouest de l'Afrique, c'est-à-dire la partie qui s'étend entre la Méditerranée et le Soudan français. La seconde feuille comprendra l'Égypte et la Mer Rouge. Ce travail fera grand honneur au Service géographique de l'armée qui, après en avoir pris l'initiative, en assure l'exécution.

Depuis huit ans, le Service des mines étudie avec le plus grand soin la nature des terrains de la **Régence de Tunis**. Une carte géologique, intéressant à la fois l'industrie des mines et l'agriculture, est en voie de publication, et sera bientôt terminée. En effet, il ne reste plus qu'à recueillir quelques renseignements sur la classification de certains massifs montagneux qui seront prochainement réunis. La carte pourra paraître en octobre ou novembre prochain.

En réponse à une question qui lui a été posée dans la Chambre des communes, à l'occasion du règlement adopté par la **Compagnie du canal de Suez** pour les navires chargés de pétrole, M. Lowther a fait la déclaration suivante : « Tant que les règlements seront observés, la Compagnie du canal de Suez n'a pas le droit de prohiber le passage du canal à un navire anglais ou de tout autre pays. Quant à la légalité ou à l'illégalité des règlements édictés par la Compagnie, les tribunaux d'Égypte sont seuls compétents pour juger cette question. En attendant leur décision, le gouvernement anglais, ne voulant pas préjuger cette décision, n'entend nullement demander à la Compagnie de Suez de ne pas mettre ces règlements en vigueur, d'autant plus que le gouvernement égyptien est maître d'introduire une législation pour contrôler et régle-

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

menter la vente du pétrole dans les limites du territoire égyptien. Le gouvernement anglais n'est pas responsable des décisions de la Compagnie du canal; c'est la Compagnie qui maintient que, étant chargée de la sécurité du canal, elle refuse, en raison des dangers que peut provoquer un accident survenu à un navire à réservoir chargé de pétrole, de donner le passage à ces sortes de navires, excepté dans des conditions très strictes. Si les règlements sont maintenus, il ne pourra y avoir aucune distinction de nationalité, ni exclusion de personne, ni préférence d'aucune sorte. La Compagnie n'a pas le droit d'édicter des règlements au delà des pouvoirs que lui accorde sa concession. »

Dans la dernière séance de l'Académie de Médecine, le Dr Brouardel a rendu compte des résultats des pourparlers qui ont eu lieu à Paris, depuis la **Conférence sanitaire de Venise**, réunie en vue de mettre l'Europe à l'abri de l'invasion des maladies épidémiques, et notamment de l'invasion du choléra par l'Égypte. Nos lecteurs se rappellent que, dans la conférence susmentionnée, toutes les nations représentées, sauf l'Angleterre, avaient admis la proposition des hygiénistes français relative au système de désinfection des navires passant par le Canal de Suez. Seule, la Grande-Bretagne s'opposait à son acceptation générale. Dès le début de la conférence, elle avait déclaré que les navires anglais devaient conserver la libre pratique sur tout le passage du Canal de Suez. Et, de fait, jusqu'ici on laissait passer les bateaux anglais au détriment des autres, inégalité qui ne pouvait subsister. La porte restait ouverte à l'invasion. Le canal est trop étroit; il y a trop de causes multiples de contact entre un navire contaminé et la population riveraine pour que le danger ne soit pas très réel. Et le choléra en Égypte, c'est le choléra dans la Méditerranée et par suite en Europe. En France, on admet que le seul moyen de parer au péril, c'est d'avoir un médecin à bord et des étuves. Il faut désinfecter aussitôt que le choléra a fait son apparition sur le navire. A la suite des pourparlers de Paris, l'Angleterre s'est décidée à abandonner le vieux système des quarantaines pour le passage du canal et à adopter avec de légères modifications les conclusions de la Conférence sanitaire de Venise. Il y aura trois cas à considérer, selon que le navire aura à bord des cholériques, ou qu'il se présentera des cas douteux, ou que le navire proviendra de pays contaminés. Dans les cas les plus pressants, chaque navire devra s'arrêter à l'entrée du canal et subir une désinfection complète. C'est tout ce que l'on pouvait souhaiter. Quant à la liberté commerciale, la désinfection sur place des navires ne saurait l'entraver. En cinq ans,

16,000 navires ont franchi le canal. Sur ce nombre, si l'on avait appliqué les mesures préventives, 28 auraient subi un arrêt de quelques heures et 2 tout au plus un arrêt d'un jour ou deux. M. Brouardel est convaincu que désormais, par la stricte application des conventions de la Conférence de Venise, l'Égypte et le bassin de la Méditerranée seront sauvegardés. Les conventions seront sérieusement exécutées, on peut l'espérer, puisque la commission de surveillance d'Égypte a été modifiée et la majorité donnée aux membres européens.

D'après deux lettres publiées dans un journal italien le *Matino*, l'une du 1^{er} mai de Antotto, résidence de Ménélick, l'autre du 18 mai de Harrar, le roi d'**Abyssinie** serait très irrité contre l'Italie par suite des rapports existants entre le général Gandolfi et les chefs du Tigré. Ménélick aurait déposé entre les mains du Dr Traversi un ultimatum demandant que ces arrangements soient annulés et que l'Italie cesse d'aider dans leur révolte les chefs susmentionnés. Il réclame en outre la remise de deux millions de cartouches retenues sous séquestre depuis deux ans à Assab. Découragé par les hésitations des Italiens, Makonnen aurait l'intention de solliciter le protectorat de la France. D'autre part, la Grande Bretagne, fatiguée de voir les Italiens incapables, malgré le fameux traité d'Ucciali, d'établir leur influence dans le pays des Somalis, préparerait l'occupation du Harrar ravagé à la fois par le choléra et par la disette.

Une lettre du Dr Stuhlmann, compagnon de voyage d'**Émin Pacha**, au professeur Supan, à Gotha, a jeté quelque lumière sur le mystère dont était encore enveloppée l'expédition de l'ancien gouverneur de l'Égypte équatoriale. Il en ressort qu'Émin n'avait d'abord d'autre intention que de reconnaître les limites de la frontière anglo-allemande (1^{re} lat. S.), à l'ouest du Victoria-Nyanza, et d'explorer l'extrémité méridionale du lac Albert-Édouard. Partie de Karouro, le 22 mars 1891, l'expédition passa au sud de la route de Stanley, à travers un territoire encore inexploré, jusqu'à la rive sud du lac, qui fut atteint au commencement de mai. En route, Emin entendit dire qu'une partie des habitants de la province de l'Équateur s'étaient établis au nord du lac Albert-Édouard; mais il put se convaincre plus tard que c'était un faux bruit. Le 15 mai, parti de la rive sud du lac et passant à l'ouest des montagnes neigeées situées plus au nord, le Dr Stuhlmann fit l'ascension de l'une d'elles jusqu'à 3800^m. Emin rencontra alors ses anciennes gens, établis près de Kavalli, au sud du lac Albert, et put apprendre d'eux le triste sort qu'avait subi, depuis 1889, son ancienne province. Cent quatre-vingt deux Soudanais se joignirent à lui, et avec eux il continua sa marche jusqu'à Itouri, par 2^o 13' lat. N., le point le plus

septentrional que l'expédition ait atteint. Emin ne paraît pas avoir eu l'intention de retourner à Wadelai; il songeait plutôt, semble-t-il, à se diriger vers la grande forêt de l'ouest. Toutefois la lettre du Dr Stuhlmann ne fournit pas d'informations précises sur le but final du voyage. Le manque de vivres et de porteurs dans les territoires ravagés par les chasseurs d'esclaves, obligea Emin à renoncer à son projet. Le 30 septembre commença la retraite, à peu près par le même chemin suivi à l'aller. Des maladies, la disette, des attaques d'ennemi décimèrent l'expédition; Emin tomba malade, et perdit presque complètement la vue. Une violente épidémie de petite vérole le força à diviser sa caravane. Le Dr Stuhlmann prit le commandement des bien portants. Il attendit quelque temps Emin à Kinjawa; mais n'ayant reçu aucune nouvelle de lui jusqu'au 15 janvier, il dut, conformément à l'ordre qu'il avait reçu, se hâter de revenir à la station allemande de Boukoba, sur le Victoria-Nyanza. Il y arriva le 15 février. L'expédition a constaté que, selon toute probabilité, le Mfoumbiro, situé à l'ouest du 30° long. E., devrait appartenir à l'État indépendant du Congo.

L'expédition envoyée par la **Compagnie du Katanga**, afin de prendre possession du haut bassin du Congo au nom de l'État indépendant du Congo et de la Compagnie belge de colonisation, qui est concessionnaire d'une grande partie de ces territoires jusqu'ici inexplorés, vient de revenir à son point de départ, Zanzibar. Elle est partie de la côte orientale d'Afrique il y a un an environ, ayant pour chef le capitaine Stairs, lieutenant de Stanley pendant son dernier grand voyage à la recherche d'Emin Pacha. Le capitaine Stairs, de l'armée britannique, avait comme adjoints un Français, M. le marquis de Bonchamp, ancien officier de cavalerie, et un Belge, le capitaine Bodson. Seul des trois commandants, le marquis de Bonchamp a résisté aux fatigues exceptionnelles de cette longue et pénible campagne. Le capitaine Bodson a succombé pendant le voyage, et le capitaine Stairs, pourtant éprouvé au rude climat d'Afrique, est mort sur les rives du Zambèze au moment de toucher à la côte.

Partie de Zanzibar pendant l'été de 1891, l'expédition avait atteint la rive occidentale du lac Tanganyika l'automne dernier, en même temps que celle du capitaine Jacques envoyée au secours du capitaine Joubert, par la Société antiesclavagiste de Belgique. On était sans nouvelles de l'expédition du Katanga depuis ce moment: elle s'était enfoncée dans les domaines du roi Msiri, dont elle avait appris la mort. Après avoir atteint son but et planté le drapeau de l'État du Congo au Katanga, elle s'est dirigée vers la côte par le lac Nyassa, le Chiré et le Zambèze.

A la fin de mai, le gouvernement portugais a reçu de graves nouvelles

de **Mozambique**. D'après les dernières correspondances du capitaine de frégate R.-J. Lopez d'Andrade, gouverneur général de la colonie, le pays serait en pleine révolte dans la région de Quilimane et cette dernière ville même serait sérieusement menacée. Quant aux causes de cet événement voici ce que des renseignements autorisés nous permettent d'en dire : On se souvient des graves mécomptes de l'expédition Coutinho, mécomptes qui avaient motivé l'ordre de son retour à Quilimane. Coutinho ayant refusé d'obéir à cette injonction du gouvernement, on lui coupa les vivres, en ce sens que les crédits affectés à son expédition furent annulés. Un grand nombre de noirs engagés pour la mission, ignorants du conflit qui existait entre leur chef et son gouvernement, se trouvèrent ainsi non payés, d'où naquit un mécontentement qui se traduisit par des violences; à ces noirs s'allièrent bientôt les tribus belliqueuses de la région, qui, après avoir pillé, dévasté ou incendié tout le Zambèze portugais, proclamèrent hautement l'intention de renouveler ces exploits contre la ville de Quilimane même. Le gouverneur général R.-J. Lopez d'Andrade, en tournée à ce moment, fut immédiatement avisé de la situation critique de Quilimane. Il s'y rendit de suite avec les deux avisos de guerre de la station locale de la colonie, et donna l'ordre de le rallier à tous les contingents disponibles des troupes locales. Sans attendre toutefois l'arrivée de leur gouverneur, les habitants de Quilimane s'étaient armés et organisés en deux compagnies; toutes les issues de la ville étaient barricadées et les maisons avancées, donnant sur la campagne, avaient été transformées en blockhaus. Dès son retour à Quilimane le gouverneur proclama l'état de siège dans un ordre du jour énergique et, chose fort grave, au point de vue commercial, il déclara pour toute la région la suspension des garanties. La colonie va se trouver, par ces événements, dans une crise financière aiguë, car c'était l'époque de la rentrée de l'impôt que l'on n'a pas pu lever et que, d'ailleurs, les propriétaires, dont les récoltes en pleine maturité et les fermes ont été brûlées, n'eussent pas pu payer. Dans ces conditions, les caisses publiques sont vides; la difficulté et la lenteur des communications avec la métropole ne sont pas pour faciliter les choses. A la première nouvelle de ces graves événements, deux bâtiments de guerre anglais et trois allemands sont venus mouiller devant Quilimane.

Au mois de septembre prochain s'ouvrira à **Kimberley** une exposition internationale. Les colons de l'Afrique australe comptent qu'elle attirera dans la ville des diamants une grande affluence de visiteurs européens. L'idée paraît rencontrer un réel succès, car les demandes d'emplacement faites par les exposants ont été si nombreuses qu'il a fallu modifier

les dimensions primitivement prévues pour les bâtiments. Les machines, surtout les machines destinées à l'agriculture et à l'industrie minière, y joueront un grand rôle; mais l'importance de l'exposition sera naturellement relevée par les deux industries prédominantes du pays : l'extraction de l'or et des diamants, dont toutes les phases seront présentées aux yeux des visiteurs. Les industriels anglais prendront une part active à l'exposition. Ils reconnaissent l'importance croissante des débouchés offerts par l'Afrique australe, dont les importations ont passé, dans la période de 1885 à 1890, de 8,500,000 livres à 13,780,000 livres, marque frappante des progrès rapides de la colonisation dans cette partie de l'Afrique.

Le *Bulletin officiel de l'État de Congo* a publié le nouveau tarif de droits de sortie applicable aux produits exportés de l'**État indépendant du Congo**, en vertu de la convention conclue avec les gouvernements de la France et du Portugal. Le *Bulletin* publie également un décret établissant un tarif de péages sur les routes entretenues par l'État, afin d'indemniser celui-ci des dépenses qu'il supporte pour l'amélioration des routes, l'établissement et l'entretien de ponts, de passages d'eau et d'abris. Le système fiscal de l'État libre se complète ainsi peu à peu. Quant aux ressources extraordinaires que se crée l'État par des opérations commerciales, aux termes de la déclaration faite par M. Beernaert, dans la séance du 10 mai de la Chambre belge, elles doivent conserver leur caractère purement accidentel et transitoire. L'honorable ministre a réitéré, à cette occasion, les engagements précédemment pris par lui, au nom de l'État du Congo, en affirmant que l'administration de l'État libre ne faisait le commerce que sur une très petite échelle, pour atténuer un peu les frais de la création des postes éloignés ou de la défense des frontières, et, d'ailleurs, uniquement dans les régions encore fermées au commerce privé. Les opérations de l'État du Congo restent donc circonscrites dans un champ très limité et doivent cesser avec les conditions exceptionnelles qui ont pu les autoriser momentanément. Les droits de péage et autres mesures fiscales prises depuis un an ou deux hâteront du reste, sans doute, l'époque où l'État libre renoncera, dans l'intérêt du commerce privé, à l'appoint de ressources qu'il se constitue par des opérations commerciales effectuées pour son propre compte.

Le *Journal officiel* a publié un rapport de M. de Brazza, daté de Bania, 26 mars, dans lequel le commissaire général au **Congo français** raconte, dans les termes suivants, son entrée en relation avec les musulmans établis au nord de la Sangha supérieure.

Nous venons d'entrer directement en relation avec des chefs de la région qui doit à l'islam une civilisation plus avancée. Un de nos Sénégalais, le marabout lettré Ibrahim Nieng, que j'avais envoyé en résidence auprès du chef Djambala et dans la contrée environnante, m'a fait parvenir un message d'Abbou ben Aïssa, chef, d'une grande influence religieuse, qui demeure à quinze jours de marche vers le nord et exerce un pouvoir politique effectif sur une région assez étendue. Sa lettre est contresignée par Sidi ben Moussa et Abdallah ben Ibrahim, l'un de race haoussa et l'autre de race foulbé. Elle est parvenue par l'intermédiaire d'un homme de ce dernier qui paraît exercer les fonctions de chef de district à quatre jours de marche au nord d'ici. Son envoyé a agi avec la plus grande circonspection. Il s'était ménagé au préalable plusieurs rencontres avec mes Sénégalais dans différents villages et ne s'est fait reconnaître et n'a remis le message dont il était chargé qu'après avoir reconnu en Ibrahim, à la vue du Coran, un musulman lettré. L'envoyé était lui-même un marabout assez instruit pour lire couramment l'arabe. Ce message a pour but de connaître qui nous sommes.

Ma réponse a été mise sous une enveloppe cachetée qui porte simplement la mention usitée par les Arabes : « Tu parviendras, s'il plaît à Dieu, dans les mains d'Abbou ben Aïssa. » Je charge de son envoi notre marabout sénégalais escorté par quatre miliciens choisis parmi des musulmans. Mes envoyés seront précédés eux-mêmes par une lettre d'Ibrahim, qui écrit de musulman à musulman, pour annoncer son arrivée avec un message qu'il est chargé de remettre en mains propres à Abbou ben Aïssa. J'ai adopté cette manière de procéder afin de permettre à mes hommes de commenter de vive voix ma lettre et de détruire les préjugés qu'ils pourraient rencontrer. C'est à dessein que, dans ma réponse, pour indiquer notre nationalité, je me rattache à l'Algérie, afin de ne pas assumer une solidarité nuisible avec d'autres peuples dont la réputation est peu favorable. La résidence d'Abbou ben Aïssa paraît être la clef des routes qui se dirigent au nord-ouest et au nord vers le Bénoué et le Bornou, et, à l'est, de celles qui sont suivies par les pèlerins se rendant à la Mecque. L'existence du Mahdi est connue dans la région.

La lettre de notre lettré sénégalais, annonçant son arrivée avec mon message, est déjà partie par l'intermédiaire des indigènes venus pour leur commerce chez Djambala. Mes messagers se trouvent aussi chez ce chef et ne tarderont pas à se mettre en route. Je compte quitter Bania dans le courant de la semaine, pour visiter les indigènes influents qui sont venus me voir et dont quelques-uns se trouvent à quatre journées d'ici.

Si les circonstances s'y prêtent, je compte aller jusqu'au delà du point où a été attaquée la mission Fourneau, pour rassurer les chefs qui n'ont pas participé à l'attaque. Je pénétrerai même, si cela est possible, chez les chefs de race foulbé qui commencent à être rattachés à l'organisation politique du Nord. Il est bon, en effet, au moment où mes messagers seront en route vers la résidence d'Abbou ben Aïssa, qu'on commence à se rendre compte que les relations de l'élément musulman avec les idolâtres du Sud peuvent se ressentir sérieusement de l'accueil qui sera fait à nous-mêmes dans le Nord. La lettre que j'ai écrite laisse entrevoir cette situation. Le retard dans l'arrivée du personnel, qui ne nous a pas permis de nous occuper activement de la région où s'est produite l'attaque de la mission Fourneau, ne nous a pas jusqu'ici été préjudiciable. Une répression mal interprétée aurait pu nuire aux pourparlers avec les populations de la contrée du Nord qui entrent dans leur période décisive. Ces populations, comme je le disais plus haut, paraissent être la clef de toutes les routes qui se dirigent de l'ouest à l'est et donnent accès aux populations musulmanes qui s'étendent au nord du Congo français. Aussi j'attache la plus grande importance à ce que la nouvelle de notre présence au Sud s'y propage, dès le début, dans des conditions qui y préparent le développement de notre influence. A ce sujet, je vous confirme l'opinion, depuis longtemps exprimée, que dans cette partie du Soudan nous devons éviter tout ce qui aurait le caractère d'expédition militaire. La force dont il est nécessaire de disposer ne doit pas être une avant-garde, mais bien un soutien. Ce soutien d'une grande importance ne peut intervenir utilement et d'une manière directe que le jour où nous aurons pris pied chez les populations musulmanes et acquis des appuis par le maniement des divers intérêts locaux. Des émissaires musulmans originaires du Sénégal ou d'Algérie, dépendant de nos stations avancées et envoyés dans différentes contrées, doivent y être l'avant-garde de notre expansion et des agents d'information et de propagande. Dans les régions que nous aurions intérêt à organiser sous notre influence, ils seraient suivis, le terrain une fois préparé, par des agents français ou algériens allant résider auprès des chefs que notre politique aurait intérêt à soutenir. Il serait dès à présent utile d'employer dans nos stations voisines de la région musulmane des agents possédant une connaissance approfondie de la langue arabe et qui seraient prêts à intervenir partout où leur présence pourrait se manifester utilement. Telle est, à mon avis, la ligne de conduite à adopter pour sauvegarder nos intérêts politiques dans les régions où je suis appelé à intervenir directement.

M. Dybowski, dont nous avons rapporté précédemment l'expédition dans le bassin supérieur de la **Sangha**, a été obligé par la maladie de revenir au poste de Bangui, sur l'Oubanghi, d'où il a été embarqué pour Brazzaville ; le médecin de cette station lui a prescrit de retourner en France. Sans attendre son retour, le *Journal des Débats* a publié les renseignements suivants sur les travaux de M. Dybowski dans la haute Kemo, où il a créé une nouvelle base d'opérations pour pénétrer plus au nord.

« Aussitôt après le départ de M. Nebout, le dernier survivant de l'expédition Crampel, » écrit-il, le 1^{er} mars, « je me suis occupé activement de faire transporter toutes mes marchandises, par pirogues, du poste de Bangui jusqu'à mon poste des Ouaddas. Là, j'ai préparé la montée de la Kemo en formant un convoi de terre, dont je gardais la direction, et un convoi de pirogues portant les marchandises. Le départ eut lieu le 8 février. La marche fut pénible : beaucoup de marais à traverser, pas un seul village habité sur la route, partant pas de vivres. Je dus, à un moment donné, passer la Kemo pour aller chercher des vivres chez les Langouassis. Je revins ensuite sur la rive droite, chez les Tokbos, où les pirogues me rejoignirent. Malheureusement l'une d'elles avait chaviré dans les rapides et tout son chargement a été perdu. Il y avait là des vivres de malades dont je déplore la perte. Je me trouvais alors sur le territoire du chef Krouma, dont le gros village — plusieurs centaines de cases, — me semblait trop proche. Je passai sur la rive gauche, où je pris possession d'un bel emplacement. C'est là qu'a été installé notre poste de la haute Kemo. Nous y sommes arrivés seulement depuis dix jours, et il y a déjà de gros travaux de faits : plusieurs hectares ont été débroussés, une case de dix-huit mètres de long sur sept de large a été construite. Nous créons un jardin potager, une plantation de bananiers, etc.

Au début, l'attitude des Tokbos était peu bienveillante ; mais, depuis, Krouma est venu me voir ; je lui ai fait des cadeaux, et tout a changé. C'est par bandes que ces indigènes viennent vendre des vivres de toutes sortes. Les marchandises les plus appréciées sont les petites perles blanches, les cauris et le coton blanc écru ou la guinée. Le pays est très riche et la population extrêmement dense. Tout près de notre poste, la Kemo est barrée par des rapides qui la rendent innavigable durant les basses eaux. Mais, après cette saison, on pourra encore la remonter. Nous sommes ici tout près du sixième degré. M. de Brazza, dans la Sangha, est, nous dit-on, au quatrième. Ainsi, nous avançons sur deux lignes

parallèles. Lorsque l'ivoire sera épuisé, — ce qui ne tardera pas, — la richesse de la colonie sera surtout dans certaines cultures ou récoltes, notamment le caoutchouc et le café. Celui-ci croît partout à l'état sauvage. Il est de belle qualité et ressemble au moka. Le coton est partout cultivé. Les Tokbos en font d'assez bons pagnes. Devant nous se dessine un massif d'assez hautes montagnes. Il n'est pas possible que sur l'autre versant ce soit encore le bassin de l'Oubanghi. J'ai signé un traité avec le chef Krouma. »

Le 18 mars, il écrit encore du poste des Ouaddas :

« Toutes les marchandises utiles pour la marche en avant sont massées au poste de la haute Kemo. Tout est donc prêt pour notre départ dès l'arrivée de M. Maistre. Nous laisserons à Bangui les bagages superflus, et nous n'emporterons que munitions, vivres et perles. J'ai avec moi quatre-vingt porteurs ; avec les renforts nous serons bien outillés. Malheureusement, ma santé me donne de vives inquiétudes ; je ne puis me guérir de la dysenterie. Les instructions du comité sont formelles ; je dois passer le commandement et rentrer en France dès que je me sentirai sérieusement atteint. Je ferai tous mes efforts pour résister, car mon expérience de la région sera maintenant certainement utile. Toutefois, si j'étais dans l'impossibilité de continuer, M. Maystre serait heureusement là avec une base d'opérations bien préparée. »

Arrivé à Bordeaux, le 20 juin, M. **Mizon** a fait à un correspondant de l'agence Dalziel un court récit de son voyage du **Bénoué** au bassin supérieur de la **Sangha** :

« Je ne vous dirai rien de mon voyage jusqu'à Yola, a dit l'explorateur, vous le connaissez déjà. A Yola, j'ai été reçu par le sultan de l'Adamaoua très amicalement. J'ai visité le pays qui est fort beau. De Yola je me suis rendu à Ngaoundéré. J'ai poursuivi ensuite ma route vers le sud-est, à travers une suite de plateaux fort riches, où le blé pousse admirablement et où la température descend jusqu'à zéro degré. Je suis arrivé sur ces plateaux au mois de janvier. J'ai relevé une série de petites rivières qui se réunissent pour former le Kadéï. J'ai descendu ce cours d'eau. C'est à Djambala que j'ai appris l'attaque de la mission Fourneau. Les populations que j'ai visitées sont fort douces. Un peu après Djambala, j'ai reçu un émissaire de M. de Brazza. J'ai fait dire à ce dernier que, s'il voulait conférer avec moi, il n'avait qu'à descendre le Mombéré, que de mon côté je descendrai le Kadéï et que nous nous rencontrerions au confluent de ces deux rivières. Nous nous sommes, en effet, rencontrés au confluent du Mombéré et du Kadéï et nous sommes restés ensemble pendant trois

jours (du 7 au 10 avril). J'ai descendu ensuite le cours de la Sangha, puis celui du Congo et je suis arrivé le 27 avril à Brazzaville. Dites bien partout que dès que je n'ai plus eu affaire avec la Compagnie royale anglaise du Niger, j'ai joui de la plus grande sécurité. Autant j'ai éprouvé de difficultés avec les Anglais sur le Niger et sur le Bénoué, autant j'ai rencontré de facilités auprès des peuplades et des rois nègres. »

L'impression que rapporte M. Mizon de son voyage à travers l'Adamaoua est excellente. Il croit que l'on peut espérer dans l'avenir nouer des relations commerciales très avantageuses avec ce pays. La santé du vaillant explorateur est bonne et il ne se ressent plus du tout de ses blessures. Crampel avait ramené Niarinzhe ; M. Mizon, lui aussi, ramène une petite négresse aux yeux extrêmement vifs et intelligents. Cette enfant est âgée d'une douzaine d'années et répond au nom de Salabou ; elle parle le français et l'arabe. Elle lui a servi d'interprète. Salabou est vêtue d'une robe rose et d'un chapeau de paille ; elle a au cou un collier de corail. Elle excite la curiosité générale, ce qui, du reste, ne parait pas l'émouvoir le moins du monde.

Des avis reçus à Liverpool de la Brass-River, et datés du 11 mai, annoncent que les indigènes ont attaqué et pillé plusieurs des factoreries de la **Royal Niger Company**. A Ecole, les indigènes ont tiré sur un vapeur de la Compagnie. Personne n'a été blessé, et quand on débarqua, on constata que la factorerie britannique n'existait plus et que les employés s'étaient réfugiés à bord d'un chaland anglais au milieu de la rivière. La destruction a eu lieu le 8 mai. La factorerie de Annamagara, au-dessus de Onitscha, sur le bras principal du fleuve, avait subi le même sort. Si la Compagnie ne veut pas entreprendre une expédition longue et fatigante par terre, elle sera obligée d'attendre, pour châtier les rebelles, que les eaux du fleuve aient monté.

La *Politique coloniale* a publié une lettre du commandant **Monteil** contenant d'intéressants renseignements sur sa mission. Datée de Kano (Haoussa), 6 janvier 1892, elle a été reçue à Tripoli par le consul-général de France et transmise à Paris.

Partie de Lanfiera le 15 avril, la mission se dirigea sur Ouagadougou, capitale du Mossi, que nous atteignîmes le 28 après avoir passé par Yako où le Naba nous reçut très bien. Puis nous nous engageâmes vers l'Est, sur la route de Ouagadougou au Liptako ; après quatre jours de marche dans cette direction, le convoi arriva à Boussoma, puis à Ouegou, siège d'un grand Naba que nous allâmes saluer. De Ouegou, nous continuons sur le Liptako par Pensa ou Ponsa, village dépendant du roi de Ouegou,

mais commandé par un bon chef qui nous reçut bien. A partir de ce point nous avons constaté qu'une terrible épidémie sévissait sur les bœufs; cette peste bovine qui s'est étendue jusqu'au Sokoto a fait des ravages effroyables; je puis dire sans exagération qu'une bête sur mille à peine a été épargnée. C'est vous dire dans quel état nous avons trouvé les pays que nous avons traversés et qui, hier riches et fertiles, étaient aujourd'hui pauvres et incultes, et quelles tribulations notre mission a eu à souffrir par suite de l'absence de bêtes de somme pour porter nos bagages!

Enfin, au milieu de toutes sortes de difficultés provenant de cette situation, nous arrivons au Liptako. Tout le pays était dans l'anarchie par suite de la mort récente du roi et de la compétition de trois prétendants. Nous avons craint un instant d'être assez mal reçus. Mais heureusement le parti le plus actif voulant faire montre de sa force envoya des cavaliers à notre rencontre et c'est en triomphateurs que, devant la population entière accourue pour nous voir, nous sommes entrés à Doré, capitale du Liptako. Doré est une grande ville commerçante, faisant un très grand trafic avec Timbouctou; c'est le vrai marché de sel de cette partie de la boucle du Niger. Après avoir racheté des animaux pour notre convoi, nous quittons la ville le 1^{er} juin, nous dirigeant vers le Yagha, dont la capitale est Zebba; nous atteignîmes ce point après avoir traversé un désert de 80 kilom. où, grâce à l'hivernage, nous n'eûmes pas trop à souffrir du manque d'eau. Nous sommes restés près d'un mois à Zebba; dès notre arrivée, je tombai malade d'une violente dyssenterie. Assez rapidement guéri, j'eus une rechute pendant laquelle je fus pendant trois jours entre la vie et la mort. En outre, nous perdîmes, coup sur coup, nos chevaux, les huit bœufs qui nous restaient et deux bourriques. Enfin, nous pûmes quitter ce pays le 19 juillet et gagner le Torrodi, petit pays d'une importance égale à celle du Yagha. Là, nous avons réussi à acheter quelques animaux et nous avons ainsi atteint le Ouro-Gueladzio. C'est un petit pays, mais le chef qui le commande est très respecté et son influence s'étend sur les territoires environnants. Son accueil fut très franc et cordial: il me fit cadeau d'un cheval et après un séjour de peu de durée dans ce pays hospitalier, la mission se dirigea vers Say, qui n'était qu'à deux jours de marche.

Notre cœur a battu à la vue du Niger que nous retrouvions après l'avoir passé à Segou dix mois auparavant! Nous avons traversé la boucle du Niger dans sa plus grande largeur! nous avons atteint Say! Say, enfoncé dans les champs de mil, est une ville relativement grande;

il y existe un marché, mais il n'a pas l'importance qu'on lui attribue en Europe; on y trouve peu de marchandises européennes, le cours du Niger en aval étant peu facilement navigable. Néanmoins on peut prévoir que ce sera un marché d'avenir. Nous fûmes très bien reçus du roi de Say qui nous engagea à séjourner longtemps chez lui pour nous reposer. Mais je préfèrai me remettre en route sans perdre trop de temps. Trois routes se présentaient à nous pour nous conduire au lac Tchad : la première faisant un crochet dans le Sud était fort longue; fort longue aussi la seconde faisant un crochet dans le Nord; nous nous décidâmes pour la troisième qui était directe, mais qui passait au milieu de populations pillant et rançonnant les caravanes. Notre ami le roi de Say nous en détourna, mais j'étais pressé d'arriver au but. A la fin d'août, nous traversons le Niger et nous voilà entrés bravement dans les terribles pays qui ont nom : Guerma, Maouri et Kabbi.

D'abord, tout alla bien et nous pûmes gagner Dosso, capitale du Guerma, sans encombres, mais non sans des vols continuels faits presque sous nos yeux avec une audace incroyable. L'on m'a pris ainsi un paquet contenant une tenue complète de capitaine et du linge de corps. A Dosso, l'accueil ne fut pas mauvais. Le roi de ce pays de brigands est un brave homme, très simple, mais malheureusement sans grande autorité. Aussi les vols se continuaient et mon compagnon Badaire était obligé de passer presque toute la nuit debout, armé jusqu'aux dents, pour surveiller notre petit camp. De Dosso nous nous dirigeons sur Ginouac, capitale du Maouri : c'est dans ce trajet que nous avons eu le plus à souffrir. A Torso, nous avons failli devoir employer nos armes pour passer. Heureusement, pendant que nous parlements une dernière fois, le roi du pays, en tournée dans ses États, arrive dans ce village et apprend notre situation. Il intervient en notre faveur et, grâce à lui, nous obtenons des guides et un sauf-conduit. Grâce à ces précautions, nous avons pu sans trop de difficultés traverser les autres villages et gagner Ginouaé. Nous y fûmes très bien accueillis et le roi, très respecté, tint la main à ce que l'on nous laissât tranquilles. Nous nous dirigeâmes ensuite sur Argoungou, capitale du Kabbi. Rien de saillant dans ce trajet si ce n'est la traversée d'une rivière qui avait débordé dans la plaine et qui avait douze kilomètres de largeur. Les bagages furent embarqués sur des pirogues, mais Badaire dut la passer avec les animaux du convoi. Cette opération dura 6 heures; il fut, par endroits, obligé de se mettre à la nage. Nous perdîmes deux bourriquots qui se noyèrent. Argoungou est une grande ville située sur les bords de la rivière Mago N'kabbi.

C'est une sorte de place forte à l'avant-garde du pays qui est constamment en guerre avec l'empire de Sokoto.

La ville de Sokoto, vers laquelle nous marchâmes ensuite est à 120 kilomètres de la capitale du Kabbi; nous y arrivâmes vers le milieu d'octobre. C'est une très grande ville, avec une enceinte de murs en terre; la plus grande partie de l'intérieur de la ville est occupée par des champs de mil. Le commerce est nul. Les habitants ruinés, comme partout par la peste bovine, sont dans la plus grande pauvreté. Lamé-Dioulbé ou sultan de Sokoto fut enchanté de notre arrivée qui lui avait été annoncée; des bruits venus de fort loin lui avaient appris que nous faisons route dans le but de lui rendre visite et il nous reçut tout à fait bien. Après plusieurs jours de repos à Sokoto, nous partons pour Kano distant de 20 journées de marche. Nous passons d'abord à Zaouaa, chef lieu de la province de Zamfara et, le 25 novembre, nous entrons à Kano. Kano est bien plus important que Sokoto. Entourée d'une enceinte de 8^m de haut, la ville est construite de grandes maisons carrées en terre, avec des rues larges et propres. On a de l'eau en abondance. Le marché est très important; on y trouve en très grand nombre les marchandises européennes les plus diverses. Il y a beaucoup de traitants arabes de Constantine, de Tunis et surtout de Tripoli. C'est le point terminus des caravanes venant de la Méditerranée et passant par Koukaoua et Zinder.

M. Monteil résume ainsi les résultats de sa mission : J'estime qu'au point de vue pratique ma venue ici et le long séjour que j'y ai fait n'auront pas été inutiles, car j'ai pu me rendre un compte exact des ressources et des débouchés de cette immense place commerciale.

Tout se tient d'ailleurs dans le réseau dont j'ai couvert les pays que j'ai parcourus et j'ai mis tous mes soins à en étudier à fond les ressources et les besoins. Le commerce de la boucle du Niger peut être à nous, si nous savons nous appuyer sur les marchés de San, Bobo-Diaulassou, Ouorokuoy, Dori et Say; nous avons là un vaste champ d'initiative. Mais il faut à tout prix ouvrir la voie du fleuve de Segou à Say, et cela sans se préoccuper outre mesure de l'établissement à Timbouctou qu'on peut ajourner sans difficultés. Je me suis attaché à déterminer les centres où tout d'abord il faut s'établir. Les routes de terre devront emprunter les caravanes peuvent être considérées comme parfaitement jalonnées et partout j'ai laissé la porte grande ouverte derrière moi. Rien ne m'a rebuté ni mauvais vouloir, ni vexations. J'ai réussi partout à me faire accepter et surtout respecter. Jamais je ne suis sorti d'un village qu'au

grand jour, la tête haute et, même aux jours les plus sombres, je n'ai jamais quitté le terrain que maître de la situation. Beaucoup de besogne est faite : mais il y en a à faire encore ! Je vais partir ces jours ci pour Kouka.

Le gouverneur britannique de Lagos, M. Gilbert-T. Carter, a communiqué à la Société de géographie de Londres, qu'il a découvert, dans le **Benin**, une nouvelle chaîne de montagnes, pendant un voyage récent dans les territoires indépendants de Ondo et Ilesha, occupés par des descendants de la grande race des Yoruba, parlant un dialecte de la langue yoruba. Ces deux pays sont couverts de vastes forêts et abondent en montagnes rocheuses ; au milieu des bois se rencontrent, de temps à autre, de gigantesques masses de granit, trop dénudées, au moins dans les parties les plus élevées, pour retenir la quantité de terre nécessaire à une végétation quelconque. Elles sont pour la plupart inaccessibles, aussi n'est-il pas facile d'en déterminer la conformation physique ; M. Carter a pu cependant parvenir au sommet de l'une d'elles, dans le voisinage de Odé Ondo, ville principale du Benin ; de là-haut, il a joui d'une vue plus belle qu'aucune de celles que lui avait jusqu'alors offertes l'Afrique ; le côté du nord-ouest, toutefois, était masqué par de hauts rochers inaccessibles. Néanmoins, dans la direction sud-est, il aperçut, à 35 kilomètres environ, une vaste chaîne, uniquement composée de masses rocheuses, au devant desquelles étaient disposées des rangées de collines plus basses et boisées. M. Carter estime de 1500^m à 2500^m l'altitude des pics les plus élevés de la chaîne ; le sommet lui-même sur lequel il se trouvait était à 300^m environ. Il a rectifié la carte d'un *Blue Book* de 1887, plaçant la source du fleuve Oluwa dans le territoire d'Ilesha, tandis qu'elle se trouve tout près de la ville de Odé Ondo. Ce fleuve, considérable dans son cours inférieur, doit son volume au grand nombre de tributaires qu'il reçoit. L'Oluwa de la carte de 1887 doit être l'Oni, très large à Oké Igbo, rempli d'hippopotames et de crocodiles.

Le *Deutsches Kolonialblatt* a publié un résumé de l'exploration entreprise, dès le mois de septembre dernier, par le **capitaine Kling**, dans la direction du Chautjo, situé au nord du Dahomey, de 9° 10' à 9° 30' lat. N. et de 1° à 1° 40' long. E. Il a remis au roi Vourou Aledjio des présents envoyés par l'empereur d'Allemagne. De là, il s'est rendu au Sougou, puis au Borgou, où il se proposait de rechercher la tombe de Wolff, mort le 26 juin 1889 à Dabari, par 10° lat. N. et 2° 24' long. E. Mais l'hostilité des indigènes ne lui permit pas de dépasser Kouandé (par 10° 15' lat. N.), résidence de Banganna, l'un des chefs des pillards

du Borgou central. A plusieurs reprises, il dut repousser les attaques dirigées contre son camp. Revenu au Sougou, il prit une direction ouest-sud-ouest pour regagner Salaga, d'où il revint à Bismarcksbourg par Kratjié.

A la dernière assemblée générale de la Church Missionary Society, à Londres, assistait le Rev. Taylor Smith, de **Sierra Leone**, dont le discours a confirmé ce que M. F. Buxton écrivait récemment dans la *Fortnightly Review* (p. 150-154). « Je ne suis pas étonné, » a-t-il dit, « de trouver, à la côte occidentale d'Afrique, un sentiment de race très fort, lorsque je considère la conduite des blancs dans le passé et dans le présent. Quant au passé, l'Africain a bonne mémoire. Il se rappelle qu'en 1771, il n'y eut pas moins de 192 navires, équipés en Angleterre, qui vinrent enlever 47,000 esclaves pour les conduire à nos colonies d'Amérique et des Indes occidentales; et pour le présent, il est importé huit millions de gallons de spiritueux de la pire espèce. En outre, nous voyons que les trafiquants ont deux mesures; ils achètent avec l'une et vendent avec l'autre, et, dans certains cas, ils obligent les Africains à céder les produits de leur pays en échange de rhum, de munitions et de poudre. De plus, je rencontre parfois dans les journaux anglais des lettres injurieuses contre les Africains, et j'entends souvent des propos insultants à leur égard. J'avoue qu'il m'arrive d'avoir honte de me dire Anglais en présence de nos frères africains..... Les musulmans de Tripoli ont un collège d'où 300 missionnaires sont envoyés chaque année, et de l'Université du Caire, qui compte 10,000 étudiants, 2000 missionnaires se répandent dans le vaste continent. Il nous faut plus de charité. Jamais vous ne gagnerez un Africain si vous ne commencez par l'aimer; mais si vous lui témoignez de l'affection, il y répond comme toute créature humaine. L'Africain a une douceur de caractère que je n'ai trouvée surpassée nulle part, pas même en Angleterre. »

Le *Réveil du Maroc* du 1^{er} juin a publié des renseignements sur les négociations entamées par sir Charles Evan Smith, ministre britannique au **Maroc**, avec le gouvernement du Sultan. Les efforts du ministre anglais ont porté sur les points suivants :

- 1^o Création de tribunaux mixtes;
- 2^o Revision de divers articles de la convention de Madrid de 1880;
- 3^o Établissement d'un vice-consulat anglais à Fez, sous le pavillon de la Grande-Bretagne;
- 4^o Concession d'une ligne télégraphique de Tanger à Mogador par le cap Spartel et la côte;

5° Fortification à élever à Tanger pour le compte du Sultan, notamment un fort sur le plateau du Marchan;

6° Cession à la banque « New African Banking Corporation » de la maison habitée actuellement par le ministre sir Torrès.

Sa Majesté Chérifienne a réuni un conseil de notables qui, jusqu'ici, a été contraire à toute concession altérant le *statu quo*.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Nous avons déjà signalé la destruction par un ver d'une certaine quantité d'œufs de sauterelles pèlerins. La présence de ce ver a été constatée sur de nombreux points de ponte dans le département d'Alger. D'après les observations faites, le ver est la larve de la mouche *Idia fasciata* Meigen. Cette mouche voltige autour des sauterelles et dès que celles-ci ont terminé la ponte, elle dépose sur les œufs des larves qui ne tardent pas à éclore et à les dévorer. La proportion des larves dans les gisements d'œufs varie de 50 à 75 %.

Un correspondant du *Daily News* au Caire a rapporté que les derviches, dans leur incursion à Serra, ont occupé le village pendant plusieurs heures et ont commis des actes inouïs de cruauté sur des femmes et des enfants, dont ils coupèrent un certain nombre en morceaux. Les troupes envoyées à leur poursuite n'ont pu atteindre les agresseurs qui se sont échappés à la faveur d'une tempête de sable.

Le cosaque Aksakoff, arrivé d'Abyssinie à la station de Djibouti, près d'Obock, a apporté des lettres de Ménélick adressées aux souverains d'Europe. Il aurait voulu persuader à Makonnen de se rendre aussi à Djibouti, mais il n'a pas réussi.

Le Dr Baumann envoyé au Victoria-Nyanza pour ouvrir une route commerciale plus courte entre la côte et ce lac par le pied du Kilimandjaro a heureusement accompli son mandat.

L'autorité allemande dans l'Afrique orientale a dû chercher à réprimer une révolte des indigènes du Moshi dans la région du Kilimandjaro. M. de Bülow qui commandait les forces allemandes a livré un combat dans lequel il a eu le dessous; il a dû faire évacuer la station du Kilimandjaro.

Dans une expédition envoyée par l'Imperial British East African Company contre les Wa-Bura qui nuisaient au commerce britannique, un grand nombre d'indigènes ont été tués et les Anglais se sont établis dans leur pays.

Le lieutenant Hessestein est chargé d'établir une station dans l'Ou-Gogo, près de Mahengué. En même temps, le lieutenant Johannès et le Dr Brehme, tous deux formés à l'école de Wissmann, se rendent au Tanganyika pour y créer une station fortifiée, conformément au plan proposé par Wissmann pour garantir la sécurité des caravanes de Bagamoyo au Tanganyika. La nouvelle expédition de la Société anti-esclavagiste de Belgique destinée au Tanganyika cheminera sous la protection du lieutenant Johannès.

D'après des nouvelles de Zanzibar, Tipo-Tipo a l'intention de venir en Europe,

pour obtenir audience de l'empereur d'Allemagne et du souverain de l'État indépendant du Congo.

Un steamer fait maintenant le service entre Dar-es-Salaam et Bombay ; et l'on pense que le chemin de fer de l'Ou-Sambara pourra être livré à l'exploitation en 1894.

Les gouvernements britannique et portugais ont conclu un accord au sujet des territoires du Nyassa et du Chindé, sur la base de la convention anglo-portugaise de l'année dernière.

M. Emile Gauthier, professeur agrégé de l'Université de Paris, est chargé d'une mission scientifique à Madagascar, à l'effet d'explorer, au point de vue géographique, la côte ouest de l'île et la plaine Sakalave.

Le major von Wissman et les officiers qui l'accompagnent au Tanganyika ont quitté l'Afrique allemande et se dirigent vers Mozambique et Quilimane.

La Compagnie du chemin de fer de la Beïra, va commencer ses travaux qu'elle compte mener rapidement pour établir, avec le Ma-Shonaland, des communications plus faciles que celles qui existent aujourd'hui.

Le vice-gouverneur général de l'État Indépendant du Congo a institué des commissions d'hygiène publique à Boma, Banana et Matadi. Elles sont chargées de visiter les habitations destinées aux agents du gouvernement, et de faire au gouverneur général un rapport mensuel sur l'observation des lois et règlements pris dans l'intérêt de l'hygiène publique.

Le territoire avoisinant le Tanganyika dans les limites de l'État Indépendant du Congo a été détaché des districts des Stanley-Falls et du Loualaba et placé sous l'administration d'un représentant spécial de l'État. Ce territoire est limité à l'Est par la ligne médiane du Tanganyika, depuis le point le plus septentrional du lac jusqu'à 8° 30' lat. S.; au Sud par une ligne droite qui, du 8° 30', relie le Tanganyika au lac Moero et par le parallèle de l'extrémité septentrionale du lac Moero jusqu'au 28° long. E.; à l'ouest par le méridien jusqu'à son intersection avec le parallèle qui passe par l'extrémité septentrionale du Tanganyika ; au nord par ce parallèle.

Le commandant Marmier, qui dirigeait au Soudan français la mission militaire d'études du chemin de fer, est rentré en France avec un travail très complet, concluant à la nécessité d'achever la construction de la ligne jusqu'à Kita, et plus tard jusqu'au Niger.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Parmi des documents présentés récemment au parlement anglais relatifs à la traite à Zanzibar, s'est trouvée une lettre d'un missionnaire de l'Afrique orientale, dans laquelle le correspondant accuse les trafiquants de l'Inde anglaise à **Zanzibar** de se livrer au commerce des esclaves. D'autre part, une dépêche de Zanzibar annonce que la région située sur la **Loukouga** est très troublée. L'effervescence est attribuée à l'arrivée

des dernières expéditions belges. Le capitaine Joubert croit qu'il devra prendre l'offensive, car les ennemis deviennent menaçants. Des combats ont en effet été livrés, dans l'un desquels M. Vrittoff, compagnon du capitaine Jacques, a été tué.

Suivant l'*Indépendance belge*, le steamer *Akassa* venu d'Anvers, a pris à Dakar 500 Sénégalais recrutés pour les travaux du **chemin de fer du Congo**, moyennant bonne rétribution. Au moment où l'embarquement des Sénégalais allait s'effectuer, les autorités françaises, estimant irrégulier le recrutement de ces indigènes, sont intervenues. Elles ont fait occuper le port par des spahis et rebrousser chemin à tous les Sénégalais qui se présentaient pour prendre passage sur l'*Akassa*, et ont retenu deux agents recruteurs du Congo pendant quarante-huit heures. Le Congo belge demande l'autorisation de continuer à Dakar le recrutement de travailleurs nécessaires pour ses entreprises. L'administration française autorisera-t-elle de nouveau ce recrutement sous les conditions et réserves qu'il lui plaira d'imposer pour donner à ces opérations toutes les garanties de régularité désirables?

Le *Bulletin officiel* de l'**État du Congo** a publié le Règlement d'organisation intérieure relatif aux **Colonies d'enfants** de l'État. Chacune d'elles aura un directeur et un sous-directeur à la disposition desquels sera mis un sous-officier européen, chargé spécialement de l'instruction militaire donnée aux enfants et du maintien de la discipline. Chaque colonie aura un effectif de 500 enfants au maximum; l'État leur procurera le logement et la nourriture; celle-ci sera la même que celle de la force publique. L'État met gratuitement à la disposition de chaque directeur les terrains nécessaires pour qu'il soit pourvu, en grande partie par des cultures, à l'alimentation des colonies. Les enfants ne pourront être admis dans les colonies après l'âge de 12 ans. Ils devront être sains et bien constitués. Quant au travail de la journée, il sera réparti comme suit : trois heures seront consacrées aux théories et exercices militaires, trois heures aux classes et exercices religieux, deux heures aux travaux manuels. Les études seront faites en trois ans et divisées en trois cours. Les enfants qui auront suivi les trois années d'études, devront savoir lire et écrire le français, lire et écrire une langue indigène, connaître les quatre règles simples de l'arithmétique. Ceux qui seront désignés pour l'état militaire, devront avoir les connaissances théoriques et pratiques que doit posséder un sergent de la force publique. Les enfants auxquels le Directeur aura reconnu des aptitudes spéciales, seront dispensés du service militaire, et recevront une instruction en rapport avec ces

aptitudes. Ceux qui seront peu propres au service militaire, seront désignés pour être employés aux services administratifs ou aux travaux publics comme artisans, et ensuite dirigés sur les stations de l'État, conformément aux ordres donnés par le gouverneur général, ensuite des propositions du Directeur des études.

Les dispositions de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles étant entrées en vigueur, les gouverneurs du Sénégal, de la Guinée française et du Congo français ont pris les arrêtés nécessaires pour le rendre applicable dans les **possessions françaises de la côte occidentale d'Afrique**. De son côté, M. Jamais, sous-secrétaire d'État des Colonies a adressé aux administrateurs de ces colonies une circulaire très précise, pour les inviter à veiller à l'exécution des mesures prescrites par la Conférence. Nous croyons utile de communiquer à nos lecteurs les parties saillantes de ce document.

Les représentants de 16 puissances réunis à Bruxelles sur l'initiative du gouvernement belge ont, dans une conférence internationale, élaboré un ensemble de dispositions destinées à combattre la traite des esclaves sur le continent africain. Déjà, par l'Acte général de Berlin du 26 février 1885, les puissances s'étaient engagées à réprimer la traite dans le bassin conventionnel du Congo. Mais, pour ne pas conserver à cette déclaration le caractère d'une manifestation platonique, il fallait la généraliser et la sanctionner par une série de mesures qui eussent pour effet d'entraver partout le trafic des esclaves et de rendre impossibles les opérations de traite.

Tel est le but que se sont proposé les plénipotentiaires de Bruxelles dont les délibérations ont abouti à la rédaction de l'Acte général et de la déclaration du 2 juillet 1890. La France qui, la première parmi les nations européennes, a proclamé l'abolition des esclaves, qui, dans le cours du dix-neuvième siècle, s'est constamment efforcée d'améliorer la condition de la race noire, ne pouvait, sans rompre avec une politique traditionnelle dont elle se fait gloire, se désintéresser des travaux de la conférence.

Les territoires qu'elle occupe en Afrique, les intérêts considérables qu'elle y doit défendre l'obligeaient, en outre, à prendre une large part à des délibérations où les questions les plus graves allaient être débattues. Elle s'est donc associée à l'œuvre civilisatrice de la conférence, où elle s'est efforcée de faire prévaloir ses doctrines et dont elle a finalement approuvé les décisions. La Chambre des députés et le Sénat ont, en effet, autorisé les 22 et 26 décembre dernier, la ratification de l'Acte général, à l'exception des articles 21 à 23 et 42 à 61 exclusivement, et de la déclaration du

2 juillet 1890. Par décrets du 2 janvier et du 12 février 1891, M. le Président de la République a, sous réserve des articles non approuvés, consacré cette ratification.

C'est le texte de ces documents ainsi ratifiés que j'ai l'honneur de porter à votre connaissance. Suivant l'expression du rapporteur de la commission à la Chambre des députés, ils constituent « l'effort le plus considérable qui ait été encore fait par les nations civilisées contre une des pires formes de la barbarie ».

C'est spécialement sur les articles de l'Acte général relatifs à la répression de la traite sur terre que je dois appeler votre attention. Vous devrez veiller avec soin à ce que les dispositions ayant trait à la vente et au transport des esclaves libérés ou fugitifs soient exactement suivies.

Il vous appartiendra de donner aux autorités administratives et judiciaires toutes les instructions de détail nécessaires pour faire disparaître par une police plus vigilante et une répression plus sévère les derniers vestiges de la traite. Vous serez sans doute insuffisamment armé à cet égard par la législation déjà en vigueur jointe aux dispositions de l'Acte général. Si toutefois l'expérience démontre l'existence d'infractions que le législateur n'a pas prévues, ou l'insuffisance de certaines pénalités, vous devrez m'en aviser le plus tôt possible, afin que s'il y a lieu, des mesures soient prises, conformément à l'article 5, pour remédier à ces imperfections de la loi.

Ainsi que vous le verrez également, les territoires placés sous votre autorité se trouvent compris dans la zone déterminée par les articles 8 et suivants de l'Acte général et soumis comme tels à l'interdiction de l'importation des armes à feu et à l'établissement de droits sur les spiritueux.

L'administration devra se conformer exactement à cet égard aux dispositions des articles 8 et suivants et à celles du chapitre VI. Vous voudrez bien me faire connaître dans le plus bref délai quelles mesures vous aurez prises pour en assurer la stricte exécution. Si, dans cet ordre d'idées, la législation en vigueur dans la colonie et la réglementation locale ne vous semblent pas suffisantes pour répondre aux intentions manifestées par les puissances, en particulier dans l'article 12, vous aurez à me soumettre, à ce sujet, telles propositions que vous jugerez utiles.

En appelant votre attention sur l'importance de l'Acte qui va être mis en vigueur et des résultats qui en découleront au point de vue des progrès de la civilisation en Afrique, je vous prie de tenir personnellement la main à la complète exécution des présentes instructions.

Un correspondant de la *Politique coloniale* écrit de **Konakry** à ce

journal, que l'interdiction du commerce des armes perfectionnées et des munitions qui s'y rapportent a mécontenté le commerce qui ne s'attendait pas à une exécution aussi rapide des dispositions de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles. « Ce mécontentement, » ajoute le correspondant a été grandissant quand on a su qu'à Sierra-Leone, les autorités de la colonie anglaise toléraient, comme auparavant, l'entrée des armes et des munitions de guerre qui étaient aussitôt livrées à des envoyés de Samory, l'adversaire des Français au Soudan occidental. Les commerçants s'étant plaints à l'administration française de cette inégalité dans l'application de mesures internationales, celle-ci s'est adressée à des maisons de commerce françaises de Sierra-Leone pour savoir s'il était exact que l'interdiction du commerce des armes n'eût pas encore été prononcée. Il fut répondu au gouvernement français que tout cela était vrai et durerait longtemps encore ; qu'il était de notoriété publique que les chargements de fusils et de munitions refusés par les autorités françaises à Konakry avaient été aussitôt dirigés sur Sierra-Leone où les autorités anglaises s'étaient empressées de les admettre. »

L'OU-GANDA ET LE DROIT INTERNATIONAL

PREMIER ARTICLE

Nos abonnés ont pu être étonnés de ne trouver ni dans notre numéro de mai, ni dans celui de juin, aucune nouvelle de l'Ou-Ganda, non plus qu'aucune appréciation des nouvelles publiées avec un empressement fiévreux par les journaux politiques ou missionnaires. Il nous en coûtait beaucoup de voir se répandre journellement dans le public des pages inspirées par des préjugés soit nationaux soit confessionnels, propres à égarer le jugement des lecteurs et à étouffer dans leurs cœurs les sentiments de sympathie qu'éveillent d'ordinaire les souffrances des blessés et des mourants, sans pouvoir indiquer d'une manière précise les causes du conflit sanglant qui avait éclaté au nord du Victoria-Nyanza. C'est l'amertume dans l'âme que nous avons constaté qu'en Suisse et à Genève, la ville de la Convention en faveur des blessés sur les champs de bataille, des publicistes, qui se croient très bons chrétiens sans doute, pouvaient écrire, d'un cœur léger, des pages dans lesquelles le reproche d'exagération sur le nombre des victimes de la guerre entre les Ba-Ganda catholiques et les troupes à la solde des officiers anglais, se mêlait aux accusations de provocation portées, sans preuve aucune, contre les partisans des missionnaires chassés de leurs établissements pillés et détruits. N'y

en a-t-il point qui soient allés jusqu'à prononcer sur ces derniers cette sentence impitoyable : ils l'ont bien mérité ; c'est bien fait ; il valait mieux les écraser maintenant que plus tard !

Mieux inspiré a été le premier ministre de la Grande-Bretagne, lorsque, dans la Chambre des Lords, sans pouvoir encore apprécier exactement la conduite des agents britanniques, et en promettant que justice stricte serait faite, après enquête sérieuse et impartiale, il a exprimé « sa profonde sympathie pour ces hommes de cœur qui se dévouent et qui ont souffert pour les indigènes. » Sans doute, Lord Salisbury a ajourné à six mois le résultat de l'enquête promise. Nos abonnés nous excuseront de renvoyer encore au moment où la lumière sera faite aussi complète que possible sur l'origine du conflit, notre jugement définitif sur ceux qui l'ont provoqué. Mais ils ne nous pardonneraient pas de ne pas leur dire dès maintenant ce que nous savons de certain sur les faits qui en ont précédé l'explosion. Les rapports qu'auraient dû demander, depuis le mois de décembre 1891, les administrateurs de l'Imperial British East African Company et le secrétaire d'Etat sous la surveillance duquel est placée cette Compagnie, ne sont pas encore entre nos mains, non plus que les lettres des missionnaires de la Church missionary Society demeurés dans l'Ou-Ganda après l'expulsion des Pères des missions d'Alger, à la fin de janvier. — La dernière lettre publiée par cette Société est du 4 décembre. — Le silence fait depuis six mois sur ces événements par les agents britanniques, a placé les représentants du gouvernement aux Chambres anglaises dans la singulière position de devoir répondre à toutes les demandes de renseignements par l'aveu d'une ignorance absolue, qui étonne ceux qui savent qu'auparavant les correspondances des agents de la Church missionary Society parvenaient à Londres en 3 ou 4 mois¹ ; que lors de la mort de l'évêque Hannington, son compagnon de voyage, le Rev. Henry Jones, déjà fatigué de la marche et des émotions de ce drame sanglant, et souffrant de la dyssenterie, ne mit que 57 jours (du 8 décembre au 4 février, pour franchir la distance du Victoria-Nyanza à la côte de l'Océan Indien ; que les lettres de Mgr. Hirth, du commencement de février arrivaient à Zanzibar le 17 avril, apportées par une route plus longue que celle que les rapports des administrateurs de la British East African Company annonçaient à leurs actionnaires, avoir été ouverte entre Mombas et le N.-E. du Victoria-Nyanza ; les dernières dépêches des

¹ En 1885, une lettre du missionnaire Mackay, datée du 29 septembre de l'Ou-Ganda, arrivait à Londres à l'époque de Noël ; elle n'avait mis que deux mois jusqu'à Zanzibar.

capitaines Lugard et Williams, venues également par la route des possessions allemandes, sont arrivées à Mombas le 24 juin, plus de deux mois après celle de Mgr. Hirth. Il est vrai que les officiers anglais ont pris leur temps pour informer leurs Administrateurs : la dépêche du capitaine Lugard est du 11 février (18 jours après l'explosion du conflit) et celle du capitaine Williams, du 7 mars (43 jours après les événements qui ont ensanglanté l'Ou-Ganda). Nous ne pensons pas que les Administrateurs de la Compagnie aient lieu de se féliciter de l'empressement de ces agents à les renseigner sur leurs exploits ; ni le gouvernement britannique, de leur zèle à lui annoncer la prise de possession, pour l'Angleterre, du territoire d'un Souverain auquel ils s'étaient présentés comme des protecteurs !

L'enquête impartiale et sérieuse promise par lord Salisbury portera, nous n'en doutons pas, sur tous les faits et sur tous les témoignages, aussi bien sur ceux des victimes, que sur ceux des vainqueurs, sans négliger ceux des Européens des stations allemandes du sud et de l'ouest du Victoria-Nyanza, de Boukoba et de Muanza, et des officiers allemands qui ont reçu les fugitifs et ont agi en faveur des missionnaires prisonniers au fort Kampala, ou qui ont vu passer le capitaine Williams dans son trajet de l'Ou-Ganda à la côte par le sud du lac ; et aussi sur celui des débris des troupes d'Emin-pacha, arrivés récemment au Caire, après avoir laissé un millier des leurs au service du capitaine Lugard, pour affermir la domination britannique dans l'ancien royaume de Mouanga.

De tous ces témoignages ressortira, nous n'en doutons pas, la lumière que le gouvernement britannique attend pour faire justice. Toutefois, les pièces officielles publiées dans le *Blue Book* distribué aux membres du Parlement au commencement de juin, sont déjà de nature à préparer les esprits à recevoir cette lumière pleine et entière. Il est regrettable qu'elles soient en anglais et qu'il n'en soit pas donné une traduction complète ; c'est grand dommage aussi que ce recueil ait paru à la veille des élections anglaises, où la crainte de se rendre impopulaires auprès d'électeurs qui ne rêvent que l'extension toujours plus grande de la puissance britannique, ne permet pas aux membres du Parlement de demander au représentant du gouvernement comment telles ou telles affirmations des capitaines Lugard et Williams, dans leurs rapports imprimés, s'accordent avec les dispositions du droit international établi dans les deux grandes Conférences de Berlin (1884-1885) et de Bruxelles (1890-1891). La question est, en effet, une question internationale, à laquelle sont intéressées toutes les puissances qui se sont réciproquement liées par leurs signatures ap-

posées au bas des engagements stipulés dans les Actes généraux issus de ces conférences. Sans doute, tels publicistes ont pu chercher à faire croire qu'il s'agissait d'une querelle entre Anglais et Allemands. Mais, de l'aveu des autorités anglaises, depuis la convention anglo-allemande de 1890, les Allemands se sont abstenus scrupuleusement de s'ingérer dans les affaires des territoires situés au nord du 1^o lat. S. qui forme la limite de la sphère d'influence allemande.

Tels autres ont prétendu que le conflit était entre Français et Anglais, et que la France en était responsable, parce que parmi les missionnaires d'Alger il y a des Français. Mais il y en a d'Allemands, de Belges, de Hollandais. Ou bien, parce que les victimes de la guerre se sont adressées au gouvernement de la république française, afin que celui-ci prît les mesures nécessaires pour les faire indemniser des dommages qu'ils ont subis dans leurs personnes et dans leurs biens de la part des agents de l'Imperial British East African Company, les accusera-t-on de menées françaises dans l'Ou-Ganda? Mais tout missionnaire, à quelque nation qu'il appartienne, ayant souffert de la perte de ses établissements dans un territoire où le droit international lui garantissait la sécurité pour sa personne, son enseignement, son culte, verrait, nous n'en doutons pas, son gouvernement intervenir en sa faveur auprès de l'autorité à laquelle ressortissent les auteurs des dommages dont il aurait eu à souffrir. Ne venons-nous pas de voir les missionnaires anglais de la région du Kilimandjaro réclamer l'intervention de leur gouvernement contre l'injonction des autorités allemandes d'avoir à évacuer leurs établissements menacés par la répression d'une révolte des indigènes de cette région? L'autorité allemande n'a point fait à ces missionnaires britanniques le reproche de constituer un parti anglais au Kilimandjaro, comme les Anglais l'ont fait aux Pères des missions d'Alger de constituer un parti français dans l'Ou-Ganda. Depuis plus de douze ans que nous suivons attentivement les œuvres des missionnaires des deux confessions dans l'Ou-Ganda, nous n'avons rien vu chez les Pères des missions d'Alger qui puisse justifier le reproche que leur adressent les partisans de la conquête anglaise de constituer au nord de la zone d'influence allemande, un parti français. Lorsqu'en 1886, Mgr. Lavigerie, ému de la situation périlleuse que créait aux Européens les soupçons de Mouanga, crut devoir intervenir officiellement auprès des diverses puissances représentées à Zanzibar, il se borna à prier la France, la Belgique, l'Angleterre et l'Allemagne d'agir auprès de Saïd-Bargasch, pour qu'il cherchât à exercer son influence sur les Arabes répandus dans l'Ou-Ganda. Il leur fit tenir, à titre confiden-

tiel et privé, par l'intermédiaire de leurs consuls respectifs, une note, à peu près identique, faisant connaître les dangers qui pouvaient, d'un moment à l'autre, menacer tous les Européens, établis entre les grands lacs et la mer. Pendant ce temps, M. Ashé insistait auprès de tous les amis de la mission anglaise pour qu'ils usassent de leur influence auprès du gouvernement anglais, afin que celui-ci ne se donnât aucun repos jusqu'à ce qu'il eût assuré la protection des sujets britanniques dans l'Ou-Ganda. Ou bien, parce que les missionnaires romains ont été formés à Alger, et que plusieurs d'entre eux parlent français, parce que peut-être ils préfèrent, pour leur usage particulier et pour celui de leurs adhérents, les produits de l'industrie française à ceux des manufactures anglaises, devraient-ils être accusés de former là un parti français? Mais, à notre avis, cette accusation ne ferait que trahir le véritable esprit de ceux qui, à la faveur de dispositions certaines des Actes de Berlin et de Bruxelles, se sont attribué l'immense territoire, six fois plus grand que la Grande-Bretagne et l'Irlande réunies, qui s'étend au nord de la limite de la sphère d'influence allemande, pour n'y tolérer que des Anglais, des missionnaires anglais et des marchandises anglaises, au mépris des stipulations internationales qui promettaient à tous, indigènes et Européens, les libertés les plus complètes au point de vue du commerce, de l'établissement, de l'enseignement, du culte et de la conscience.

Il est en effet difficile d'imaginer un contraste plus frappant que celui que présentent le conflit de l'Ou-Ganda et les stipulations, de l'Acte de la Conférence de Berlin. Qu'il nous soit permis de rappeler quelques-unes de ces dernières.

Nos lecteurs se souviennent que toute la partie de l'Afrique orientale dans laquelle se trouve l'Ou-Ganda, est comprise dans la zone économique où le commerce de toutes les nations doit jouir d'une liberté pleine et entière. Toutefois, il a été expressément entendu qu'en étendant à la zone orientale, du 5° lat. N. à l'embouchure du Zambèze, le principe de la liberté commerciale, les puissances représentées à la Conférence ne se sont engagées que pour elles-mêmes, et que *ce principe ne peut s'appliquer aux territoires appartenant à quelque autre État indépendant et souverain* — l'Ou-Ganda, par exemple, — *qu'autant que celui-ci y donnera son consentement*. Le rapport de la commission, présenté par le plénipotentiaire belge, M. le baron Lambermont, a reconnu la nécessité de ménager, dans la mesure du possible, *les droits acquis et les intérêts légitimes des chefs indigènes*. Aucune des puissances qui exerceront des droits de souveraineté dans les territoires sus-indiqués ne pourra y con-

céder ni monopole ni privilège d'aucune espèce. Les étrangers y jouiront indistinctement, pour la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition et la transmission de leurs propriétés mobilières et immobilières et pour l'exercice de leur profession, du même traitement et des mêmes droits que les nationaux. Et comme les gouvernements représentés à la Conférence de Berlin partageaient le désir d'associer les indigènes de l'Afrique à la civilisation en leur fournissant les moyens de s'instruire, en encourageant les missions, ils s'engagèrent tous à *veiller à la conservation des indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales d'existence, en protégeant et en favorisant, sans distinction de nationalités ni de cultes, toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques, charitables, créées et organisées à ces fins, ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation. Les missionnaires, les savants, les explorateurs, leurs escortes, leurs bagages, leurs collections, seront également l'objet d'une protection spéciale. La liberté de conscience et la tolérance religieuse sont expressément garanties aux nationaux comme aux étrangers. Le libre et public exercice de tous les cultes, le droit d'ériger des églises, temples et chapelles, et d'organiser des missions religieuses quelconques, ne seront soumis à aucune restriction ni entrave.*

Quant aux formalités requises pour faire considérer comme effectives les occupations de territoires, afin de prévenir les contestations auxquelles pourraient donner lieu des occupations nouvelles, il a été stipulé que la puissance qui assumerait un protectorat sur un territoire nouveau le notifierait aux autres puissances, afin que celles-ci pussent faire valoir, s'il y avait lieu, leurs réclamations; et qu'elle devrait assurer, dans le territoire occupé, l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis. L'occupation ne peut devenir effective que par l'accomplissement de conditions qui impliquent une idée de continuité et de permanence.

Enfin, les représentants des puissances ont pris les précautions nécessaires pour protéger le droit international contre les dangers de guerre dans les territoires auxquels s'appliquent les dispositions de l'Acte de la Conférence. A cet effet, ils se sont accordés sur une formule par laquelle les Hautes parties contractantes se sont engagées à respecter la neutralité de ces territoires aussi longtemps que les puissances qui y exerceront des droits de souveraineté ou de protectorat, usant de la faculté de se proclamer neutres, rempliront les devoirs que la neutralité comporte. Dans le cas où une puissance, exerçant des droits de souveraineté ou de

protectorat dans ces territoires, serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires de l'Acte général prêteront leurs bons offices, pour que le territoire appartenant à cette puissance soit placé sous le régime de la neutralité. Les parties belligérantes renonceraient dès lors à étendre les hostilités au territoire neutralisé aussi bien qu'à le faire servir de base à des opérations de guerre. Et dans le cas où un dissentiment sérieux, ayant pris naissance dans les limites des territoires susmentionnés, viendrait à s'élever entre des puissances signataires de l'Acte général, celles-ci, avant d'en appeler aux armes, recourront à la médiation d'une ou de plusieurs puissances amies. Pour le même cas, elles se sont réservé le recours facultatif à la procédure de l'arbitrage.

Tels sont les principes du droit international que devrait appliquer à l'Ou-Ganda, la puissance qui se proposerait de prendre sous son protectorat cet État souverain. Avant qu'aucune démarche eût été faite en ce sens de la part de l'Imperial British East African Company, le territoire au nord du 1° lat. S. dans lequel l'Empire allemand s'est engagé à ne point conclure de traité de protectorat, comprenait des pays divers : entre l'Océan Indien et la côte orientale du lac Victoria-Nyanza, vivent des tribus belliqueuses sans liens bien intimes les unes avec les autres ; au nord et au nord-ouest du lac, les États Ba-Ganda et Ba-Nyoro, sont constitués en royaumes, l'un sous la souveraineté de Mouanga, résidant à Roubaga, l'autre régi par Kabréga, s'étendant jusqu'au lac Albert ; les deux souverains étant le plus souvent en guerre l'un contre l'autre. Par la convention anglo-allemande du 1^{er} novembre 1886, le territoire compris entre la côte orientale du lac Victoria et l'Océan Indien fut reconnu comme sphère d'intérêt britannique, et la British East African Company reçut, le 3 septembre 1888, une Charte qui l'autorisait à y exercer la souveraineté sous la surveillance du secrétaire d'État britannique. Alors, la Compagnie n'avait pas des visées aussi étendues que celles qui se sont manifestées depuis 1889. L'Ou-Ganda en particulier demeurait en dehors de son activité ; et les expéditions Pigott et Jackson, envoyées par elle dans la direction de la province de l'Égypte équatoriale encore gouvernée à cette époque par Emin-Pacha, avaient reçu pour instruction de ne pas entrer dans l'Ou-Ganda, de passer au nord du territoire de Mouanga, connu par les lettres de Mackay et des missionnaires anglais, comme se défiant beaucoup des projets d'extension de leurs compatriotes.

BIBLIOGRAPHIE ¹

E. de Mandat-Grancey. SOUVENIRS DE LA CÔTE D'AFRIQUE. Paris (E. Plon, Nourrit et C^o), 1892, in-18, 308 p., ill., 4 fr. — Malgré la correction et le tour alerte du style, ces souvenirs sont peu intéressants; çà et là quelques anecdotes gauloises d'un goût souvent douteux et d'excellentes illustrations de Roux. D'un bout à l'autre du volume, ce sont les mêmes critiques contre les gouvernements européens qui ont la prétention d'ouvrir l'Afrique au commerce et de faire bénéficier l'humanité entière des produits de son sol, contre ces philanthropes qui s'obstinent à vouloir civiliser les nègres, supprimer l'esclavage, la traite, l'anthropophagie et à apporter les bienfaits de la paix et d'une culture supérieure à ces pauvres populations. Les nègres! vil bétail bon tout au plus pour cultiver, sous une pluie de rotin, les propriétés des planteurs européens; l'esclavage! institution antique et respectée, hautement appréciée des grands seigneurs qui aiment à voir le travail fait par les autres et à jouir de leurs aises.

Nous connaissons depuis longtemps ces doléances, ces critiques et ces moqueries; ce suprême dédain pour toute race inférieure, ces théories sur l'inutilité et le ridicule de la philanthropie, sur la nécessité de laisser les peuples sauvages croupir dans l'ignorance, etc. Rien de cela ne nous émeut plus.

Après tout, l'auteur a peut-être voulu rire et cherché à mettre en colère ses lecteurs. En accumulant dans ses interminables récits sur la vie du marin dans les fles et sur les côtes de l'Océan Indien, tant d'exagérations, de contradictions et de choses absurdes, il a peut-être eu l'idée de les amuser, sachant bien qu'ils ne le prendraient pas au sérieux. Si tel était son but, il aurait pu l'atteindre plus sûrement, en choisissant avec plus de circonspection ses personnages et en éliminant de la scène ce scélérat de négrier qu'il appelle le capitaine Dupont; officier français, l'auteur devait le faire pendre haut et court, au lieu de le laisser jouir paisiblement du produit de ses rapines.

Paul Reichard. DEUTSCH OSTAFRIKA, DAS LAND UND SEINE BEWOHNER, seine politische und wirtschaftliche Entwicklung. Leipzig (Otto Spamer), 1892, in-8°, 524 p., 36 ill., m. 8. — Voici un de ces ouvrages de fond,

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle tous les ouvrages dont il est rendu compte dans *l'Afrique explorée et civilisée*.

sérieux, abondants en renseignements puisés aux meilleures sources, qui représentent toute la connaissance d'une époque sur un sujet déterminé. Il n'est pas de bibliothèque géographique qui ne dût le posséder. C'est une description aussi complète qu'on peut la faire, dans l'état actuel de la science, de l'Afrique orientale allemande, en même temps qu'une courte histoire de l'établissement des Allemands dans cette région. L'auteur a bien fait de ne pas arranger ses matières suivant l'ordre consacré par l'usage et que l'on trouve dans tous les traités de géographie. En ne tombant pas dans le genre didactique, il donne plus de variété à sa description et la rend plus intéressante. C'est ainsi qu'il interrompt la succession des régions dont se compose la colonie allemande par des sujets tels que : la formation et la marche d'une caravane, une journée dans un village nègre, la chasse africaine, l'ivoire, etc., qui permettent de donner certaines explications sortant du cercle purement géographique et pourtant utiles pour compléter le tableau de la vie et du pays africains.

Le livre s'ouvre, sans préface ni introduction, par un historique de l'acquisition diplomatique de la colonie ; le récit de l'insurrection de Bushiri, qui obligea à faire la conquête des territoires reconnus allemands ne suit pas immédiatement. L'auteur a préféré donner tout d'abord une vue d'ensemble du pays et des renseignements sur le climat. Zanzibar, qui n'appartient pas à l'Allemagne, mais qui est la station centrale de toute la région orientale de l'Afrique équatoriale, fait l'objet d'une bonne description. Ensuite l'auteur passe en revue les différents districts sur lesquels s'étend l'influence allemande : la région des lacs Rikoua et Nyassa ; le Kilima-Ndjaru ; le pays des Masai ; l'Ou-Gogo ; Tabora ; l'Ou-Nyamouési ; le Tanganyika et le Victoria-Nyanza. Enfin l'ouvrage se termine, en manière de conclusion, par un exposé de quelques-unes des questions qui sont liées au développement de la colonie : les routes commerciales, les futures lignes ferrées, les gisements houillers, l'administration, les produits du sol, la pêche, l'élevage du bétail, la mouche tsétsé, les marchandises d'importation, les nouveaux débouchés pour l'industrie allemande, etc. Tout cela est fort bien pensé et très intéressant à lire, car l'auteur est au courant de la situation et nous la dépeint en toute franchise. D'excellentes gravures ornent le texte et permettent de se rendre compte *de visu* des paysages africains et de l'aspect des stations fondées par les Allemands. Ce sont des reproductions de photographies éclairées d'une lumière vive et chaude.

Gustav Meinecke. KOLONIAL JAHRBUCH. Vierter Jahrgang. Das Jahr

1891. Berlin (Carl Heymann's Verlag), 1892, in-8°, 335 p. Zehn Pflanzenbilder und zwei Karten im Text, M. 6. — La quatrième année de cette excellente publication nous paraît rédigée avec autant de science et de sens pratique que les précédentes. Elle renferme comme principaux articles : Diplomatie africaine, par Hermann von Wissmann ; les conditions juridiques des pays de protectorat allemand ; l'activité des missions évangéliques dans ces mêmes pays en 1890 et 1891 ; les missions catholiques ; les plantes de culture et les plantes utiles dans le Kaiser Wilhelmsland et l'archipel Bismark ; idem pour le Togoland et l'Afrique orientale allemande ; les délibérations au Reichstag sur la politique coloniale ; la chronique des faits de l'année pour les différentes colonies ; la bibliographie.

Ce simple aperçu de la table des matières permettra de juger de l'importance de ce livre et de son utilité. C'est une étude méthodiquement ordonnée qui constituera l'un des principaux documents dont les générations futures se serviront pour écrire l'histoire de la colonisation allemande.

Pierre d'Arcay. CHOSES D'AFRIQUE, VOYAGE D'UN CURIEUX. Paris (Victor Lecoffre), 1892, in-18, 408 p., ill., fr. 3,50. — Cet ouvrage a été écrit pour la jeunesse. L'auteur a rassemblé les données les plus complètes sur les pays du centre africain ; il a puisé dans les récits des explorateurs, de Burton, de Speke, de Livingstone, de Stanley, de Trivier ; il a lu les lettres nombreuses des missionnaires catholiques décrivant leur voyage de la côte orientale au lac Victoria. Puis, pour raconter tout cela à ses lecteurs, il a encadré ses descriptions dans un récit de voyage imaginaire rempli d'aventures et de péripéties émouvantes. Robert Pags, son héros, va d'Alger à Brazzaville en passant par Malte, Alexandrie, Suez, la mer Rouge et la mer des Indes. Il débarque à Mombas et, à travers les sables et les jungles remplis de lions, de panthères et d'éléphants, il conduit sa caravane, composée de deux Français et de quelques indigènes, jusqu'au lac Victoria. De là, après toutes sortes de souffrances, de périls et de luttes sanglantes avec les hordes noires, il arrive à la grande forêt équatoriale de Stanley. Il lui faut trois mois pour la traverser, et c'est les vêtements en lambeaux, les pieds en sang, que, suivi des trois compagnons qui lui restent, il parvient à gagner Stanley-Falls, la première station du Congo belge. De là, par le fleuve, il arrive à Brazzaville.

Le livre, écrit d'une plume alerte et pleine d'entrain, se lit avec intérêt. Les lecteurs qui préfèrent un récit imaginaire semé d'aventures

extraordinaires et finissant bien, à une histoire moins palpitante et plus malheureuse peut-être, mais vécue, seront servis à souhait.

Jules Stœcklin. LES COLONIES ET L'ÉMIGRATION ALLEMANDES. Paris (Louis Westhauser), 1888, in-18, 275 p., fr. 3.50. — M. Raoul Postel, ancien magistrat aux colonies, dit dans la préface intéressante et très judicieusement pensée qu'il a rédigée pour cet ouvrage, que le mouvement colonial allemand est mal connu du grand public français; les renseignements exacts et complets lui manquent, car ils ne se trouvent guère que dans les revues et les journaux spéciaux. C'est donc faire une œuvre utile que de réunir en un volume substantiel et facile à lire les données relatives à l'émigration et à la colonisation allemandes. M. Stœcklin qui possède à fond la langue allemande et a beaucoup voyagé était admirablement placé pour un travail de cette nature. Il connaît d'ailleurs fort bien l'Allemagne, sa population, son esprit, ses tendances, ce dont il a donné la preuve par sa collaboration à *L'Allemagne illustrée* de Malte-Brun.

Son livre est divisé en deux parties. Dans la première, intitulée les Colonies allemandes, il jette un coup-d'œil historique sur la fondation des colonies allemandes et examine la valeur et l'avenir de chacune des possessions. La seconde, plus intéressante et en tout cas plus nouvelle, a pour titre l'Émigration allemande. Elle suit les Allemands partout où ils se rencontrent en dehors de leur patrie, et particulièrement aux États-Unis, au Brésil, en Océanie, en Russie et dans la Péninsule des Balkans. Pour chaque pays, outre les renseignements statistiques, l'auteur fournit des indications sur la situation des Allemands établis; l'ensemble de ces données constitue un très curieux tableau de la dispersion de la nation allemande sur la planète tout entière.

SUPPLÉMENT AU BULLETIN MENSUEL

Les négociants anglais qui font des affaires dans le territoire des Rivières de l'huile, voient leurs intérêts menacés par les prétentions de la Royal Niger Company à étendre sa juridiction sur ce territoire. La Chambre de Commerce de Liverpool a adressé à lord Salisbury une pétition dans laquelle elle proteste contre toute idée qu'aurait le gouvernement de favoriser cette extension de la sus-dite Compagnie, qui, partout où elle s'établit, parvient à écarter toute concurrence et à s'assurer le monopole du commerce, au mépris des dispositions de l'Acte de la Conférence de Berlin relatives au bassin du Niger.

BULLETIN MENSUEL (1^{er} août 1892)

Les troubles qui, malheureusement, en pays musulmans, sont trop souvent la conséquence d'une agitation religieuse, ont engagé le gouvernement de la république française à interdire à ses nationaux toute espèce de prosélytisme parmi les indigènes de l'**Algérie**. Les difficultés administratives qui en résultent, ont engagé M. Cambon, gouverneur général à demander que les sociétés missionnaires anglaises fussent invitées à s'abstenir de toute propagande religieuse. M. Waddington a adressé, à ce sujet, à Lord Salisbury, un message dans lequel il rappelle les graves motifs qui obligent le gouvernement français à interdire cette propagande, la règle imposée à ses nationaux ne pouvant souffrir d'exception en ce qui concerne les étrangers. Il espère que les sociétés anglaises prendront d'elles-mêmes le parti de rappeler leurs agents, et lui éviteront la pénible nécessité où il se trouverait de leur prescrire lui-même de s'éloigner du territoire de la colonie française.

Une commission consultative nommée pour étudier l'extension des chemins de fer dans la **Régence de Tunis**, a émis des vœux tendant à la construction de 424 kilom. de voies ferrées, et demandé : 1° l'exécution urgente de la ligne de Bizerte ; 2° la réduction à la voie d'un mètre de la ligne Tunis-Hammam-Lif et le prolongement par Soliman à Meuzel de la ligne qui sera ultérieurement continuée à Kelibia, ces deux lignes construites aux frais du gouvernement tunisien, avec l'exploitation concédée à la Compagnie Bône-Guelma ; 3° l'établissement d'un réseau à voie étroite, construit et exploité par le gouvernement tunisien, comprenant Tunis à Nebeul par Mornag, Grombalia et Hammame ; puis, de la ligne de Tunis à Sousse par Zaghouan, Ramel, Enfida ; enfin, de l'embranchement de Zaghouan à la plaine du Fahs ; 4° l'établissement d'une ligne de Sousse à Kaïrouan ; 5° de Sousse à Moknine, à continuer ultérieurement jusqu'à Sfax.

Le Dr Stuhlmann a transmis aux *Petermann's Mittheilungen* des renseignements sur les événements qui se sont passés dans l'**Égypte équatoriale** depuis qu'**Émin pacha** a été forcé de s'en éloigner. Après l'exploration qu'ils firent ensemble l'année dernière de la région montagneuse située à l'Ouest du lac Albert-Edouard, ils traversèrent le Semliki un peu en amont du point où l'avait passé Stanley, et arrivèrent vers la mi-juin à Boga, où ils eurent de nombreux combats à soutenir

contre les gens de Kabréga. Le 20 juillet, un camp fut établi dans l'Oundoussouma et Émin entra en rapport avec les Soudanais campés entre Kavalli, au S.-O. du lac Albert, et l'île Pingua. Il apprit qu'après son départ, l'anarchie sévit dans toutes les stations de son ancienne province. Le chef des révoltés, Fadl-el-Mula-Aga, retourné à Wadelai, avait élevé aux bords du Nil plusieurs petites stations. Puis, il fit appeler secrètement les mahdistes dans le pays. Voyant cela, les soldats s'opposèrent à ses intrigues, mirent en fuite un grand nombre d'Égyptiens et abandonnèrent en masse le traître. Les uns se mirent sous les ordres de Selim bey à Kavalli; les autres, conduits par Ferrag Aga, s'établirent sur le plateau au Sud. Mais Selim devint absolument impuissant à se faire obéir: il avait cependant réussi à se créer des partisans en donnant le grade d'officier à la moitié de ses hommes; seulement, lorsqu'il leur proposa de quitter le pays, ils refusèrent par peur de voir le gouvernement égyptien ne pas reconnaître leurs grades. Ils ont découvert fortuitement la cachette dans laquelle Stairs, sur l'ordre de Stanley, enfouit quarante caisses de munitions, et purent ainsi se maintenir dans le pays, jusqu'au jour où le capitaine Lugard, après avoir fait la guerre aux musulmans de l'Ou-Ganda et à leur allié Kabréga, roi de l'Ou-Nyoro, engagea Selim bey avec un millier d'officiers et de soldats égyptiens à entrer au service de l'Imperial British East African Company, pour occuper le fort de Kampala et assurer l'autorité de la susdite Compagnie sur l'Ou-Ganda. Les capitaines et les machinistes des deux steamers qui étaient sur le lac Albert ont été tués, et les vapeurs ont coulé. Fadl-el-Mula-Aga a fait détruire tous les autres bateaux. La station voisine de Kavalli est sans cesse en lutte avec les indigènes, et la récolte y a manqué. La population des bords du Nil a déserté le beau pays qui s'étend jusqu'en amont de Wadelai; les champs se sont couverts de broussailles; jusque fort loin dans l'intérieur, les nègres ont été réduits à la misère; depuis le départ d'Émin, 4000 têtes de bétail leur ont été enlevées par razzias.

Dans la première moitié d'août, Émin et le Dr Stuhlmann pénétrèrent dans la grande forêt de l'Ituri, par un plateau de 900 mètres d'altitude venant de l'Est. Ils suivirent l'Ituri jusqu'à la frontière du pays des Wawira, par environ 1° 50' lat. N. se proposant de se diriger vers le N. O., mais les indigènes Wahoko les empêchèrent de passer. Des bandes de Manyéma à la solde de l'Arabe Selim-bin-Abed, de Nyangoué, ont réduit tout ce pays à l'état de désert absolu par leurs razzias d'esclaves. Ils ont capturé et emmené les indigènes jusqu'au dernier. « Il est plus que temps, » écrit le Dr Stuhlmann, de mettre fin à ces scandaleux

agissements des gens de Nyangoué, des Stanley-Falls et d'Ipoto sur l'Ituri; si on ne se presse pas, toute la forêt sera privée, dans un temps fort court, des derniers de ses habitants. Toutes les reconnaissances tentées vers l'Est, le Nord et le Nord-Ouest, pour rencontrer des indigènes furent inutiles; on ne trouva que des villages de nains abandonnés. Jusqu'au 2°, 13' à la frontière du pays des Momfu, tout avait été dépeuplé et dévasté; l'expédition ne put pas même trouver un guide; elle reentra dans la forêt, mais ne parvenant pas à y découvrir une route, elle rebroussa chemin vers la steppe herbeuse du Lendu. Il n'y avait littéralement rien à manger; pendant huit jours, des feuilles et du maïs vert furent la seule nourriture des hommes de l'expédition; aussi les soldats et les porteurs refusèrent-ils d'aller plus loin.

« A cent mètres au-dessous de nous, » écrit le Dr Stuhlmann, s'étendait un immense plateau, coupé par des forêts en galerie. Assez loin vers le nord, la forêt vierge faisait place au pays herbeux. D'après les déclarations d'un indigène capturé qui parlait le Momfu, en trois jours de marche, nous serions arrivés à une grande rivière, la Zibi, qui ne peut être traversée qu'en bateau, et au-delà de laquelle se trouve le Moba, province du Momfu, pays riche en bétail. » A deux ou trois journées de celui-ci, coule une rivière considérable que le Dr Stuhlmann estime devoir être le Bomokandi. Il pense que les sources de l'Ituri doivent être placées par 2° 4' lat. N. et 3° 20' long. E. Les sources du Bomokandi seraient beaucoup plus vers le nord. Des chaînes de montagnes qu'il a mesurées de l'endroit où l'expédition s'est arrêtée formeraient la ligne de partage des eaux des deux rivières. Il a aperçu dans la forêt des indigènes vêtus de peaux de zèbre, un des animaux caractéristiques de la faune des steppes. Ils lui ont affirmé que ces peaux provenaient du Nord-Est. Il a relevé, chemin faisant, l'hydrographie de la région parcourue. L'Ituri coule presque directement du N. au S. le long. du 3° long. E., mais il reçoit ses affluents de l'Est. On constate dans cette partie du système montagneux de l'Afrique centrale, une fissure longitudinale dans le terrain qui formait le sol primitif. Le Dr Stuhlmann a fait au lac Albert une excursion qui lui a permis de constater que ses eaux baissent d'une façon visible. Kassenjé et Nyamsassé sont devenus des presqu'îles et de nombreux bancs de sable émergent de divers côtés. Le Semliki se jette dans le lac à un endroit sensiblement plus à l'Est que le point indiqué par Stanley. L'Ituri semble être le pays d'origine des nains de cette région.

Nous avons dit, dans notre dernier numéro (p. 196) le retour du

D^r Stuhlmann à **Boukoba**, sans Émin-Pacha qu'il avait dû laisser à Kinjawanga; le numéro du 15 juillet du *Deutsches Kolonialblatt* emprunte ce qui suit à un rapport du 22 mars, adressé de Boukoba au baron de Soden. Quelques jours avant mon retour, un certain nombre des gens demeurés avec Émin-Pacha étaient arrivés ici, sous la conduite d'Ouledi, le premier nyampara de l'expédition, homme extrêmement capable. Il me remit les lignes suivantes, datées de Nyangabo, dans l'Oundoussouma, le 10 janvier 1892.

« Mon retour ayant été considérablement retardé par l'extension de l'épidémie de petite vérole, comme je ne peux pas prévoir par quel chemin et dans combien de temps, je pourrai vous rejoindre, je vous prie de ne pas m'attendre plus longtemps et de gagner le plus tôt possible Boukoba ou la station la plus proche. Je tâcherai de vous suivre le plus promptement possible soit par la route que vous avez prise soit à travers la forêt. Renvoyer ici des porteurs serait du temps perdu inutilement; je vous prie donc de n'y pas songer. »

D'après une nouvelle lettre d'Émin-Pacha au D^r Stuhlmann, l'épidémie sévissait toujours, et empêchait tout commerce avec les indigènes; Émin avait beaucoup à souffrir du manque de vivres et de porteurs. La marche en était rendue très difficile; chaque jour, il devait, de chef en chef, demander de nouveaux porteurs. Le D^r Stuhlmann espérait néanmoins que la longue expérience d'Émin, et son habileté extraordinaire dans ses relations avec les indigènes lui permettraient de poursuivre sa marche sans rencontrer d'hostilités. Le seul danger qu'il courût pouvait provenir du fait que l'importation de la petite vérole risquait d'irriter les indigènes et de les engager à lui créer des difficultés. Sans cela, le chemin est sûr dit le D^r Stuhlmann; j'ai opéré ma retraite sans tirer une seule cartouche. Au dire de Tchauch-Ali, ajoute-t-il, Émin était beaucoup mieux que dans les premiers temps de son séjour dans l'Oundoussouma. La fièvre l'avait quitté, il se remettait de l'état d'épuisement où elle l'avait plongé; il allait et venait dans le camp, et pouvait mieux voir, en sorte qu'on peut espérer que la prostration dans laquelle il était tombé n'était qu'une suite des fatigues et des privations qu'il avait endurées.

Pendant l'année dernière, la Compagnie de l'**Afrique orientale allemande** s'est surtout appliquée à créer et à organiser des cultures, et à introduire dans l'Est africain allemand des plantes tropicales étrangères utiles. Deux centres de culture ont surtout été l'objet des soins de la Compagnie : Kikogoué, près de Pangani, et Derema, dans l'Ou-

Sambara. A Kikougoué, on a planté des cotonniers, importés principalement du Texas; ils ont très bien réussi. A Derema, les cultures ont porté surtout sur le café, le cacao, le caoutchouc, le coca et d'autres plantes importées de Java, de Ceylan et de Bombay. La Compagnie du chemin de fer de l'Ou-Sambara poursuit vigoureusement ses études; le tracé a déjà près de 40 kilom. de long; elle espère pouvoir entreprendre, cette année encore, les travaux de construction proprement dite et les terminer en 1894. Elle fait déjà procéder aux explorations nécessaires pour l'extension de la ligne jusqu'au Victoria-Nyanza.

Par décret du 7 juin, le gouvernement portugais a achevé la réorganisation de l'administration de la province de **Mozambique**, dont la charte, accordée le 10 septembre à la Compagnie de Mozambique, et le décret du 12 octobre avaient posé les grandes lignes. L'exploitation et l'administration du territoire compris entre la Sabi, le Zambèze et l'Océan sont, on le sait, confiées à la Compagnie qui a, notamment, le droit de lever des taxes d'entrée, de sortie, de licence, et qui a reçu, en outre, la concession des territoires appartenant à l'État, le privilège des mines, de la chasse des éléphants, de la pêche des perles et du corail, etc., mais doit introduire d'ici à 1896 mille familles de colons et verser à l'État 5 % de ses bénéfices nets. Le décret du 7 juin dernier homologue les règlements faits par la Compagnie en vue de fixer les attributions de ses agents, le partage du territoire en circonscriptions, la nature et le taux des taxes, il détermine aussi les fonctions des agents du gouvernement royal et leurs relations avec ceux de la Compagnie. Un lieutenant du roi, ayant sous ses ordres trois intendants à Andradá, Sena et Betra, et des sous-intendants, représente le gouvernement. Les fonctionnaires officiels ne doivent intervenir dans l'administration de la Compagnie que si un intérêt international l'exige; en tout autre cas, même si les fonctionnaires de la Compagnie violent la charte qui a déterminé ses privilèges, le lieutenant du roi et ses subordonnés n'ont pas à exercer d'action directe; ils devront, pour empêcher l'application des mesures dont ils se plaindraient, recourir à l'entremise des agents supérieurs de la Compagnie. Celle-ci a à sa charge l'entretien de la force de police nécessaire. A l'État incombe le paiement du traitement du clergé. Les agents de l'État auront à remplir, presque exclusivement, les fonctions judiciaires.

Les gouvernements anglais et portugais viennent de conclure un accord réglant les détails de l'application d'une des dispositions de l'art. 11 du traité du 11 juin 1891, ainsi conçu : « Il y aura liberté de passage

pour les sujets et les marchandises des deux puissances sur le **Zambèze**, ainsi qu'à travers les districts qui avoisinent la rive gauche de ce fleuve au-dessus de l'embouchure de **Chiré** et ceux qui avoisinent la rive droite du Zambèze au-dessus de l'embouchure de la rivière, Loengoa, sans qu'il y ait d'empêchement de quelque sorte que ce soit, ni de droit de transit à payer. » Les marchandises de toute origine destinées aux possessions britanniques pourront transiter dans ce district sans payer aucun droit de transit. Les étrangers pourront faire à l'embouchure du Zambèze des constructions pour emmagasiner les marchandises en transit. Comme on le sait, dans les autres districts de l'Afrique orientale portugaise, les droits de transit sur les marchandises destinées aux possessions britanniques ne doivent pas dépasser 3 % *ad valorem*.

Le 20 juin a été ouverte une nouvelle section du chemin de fer qui doit unir la **République sud africaine** à la baie de Delagoa; il s'agit des 120 kilomètres compris entre la frontière portugaise, de Nkomati-Port à Nelspruit; l'achèvement de la section de Nelspruit à Prétoria, ne présentant pas de difficultés, est prévu pour cette année même; la partie de la ligne située sur territoire portugais étant déjà terminée, la capitale du Transvaal sera, dans quelques mois, reliée à l'océan par une première voie ferrée. C'est pour le commerce un fait important. Aboutissant en territoire portugais, cette voie ferrée se trouvera terminée avant celles, beaucoup plus longues, qui relieront la République sud africaine aux colonies anglaises. L'une de ces lignes, partant d'East London, traverse tout l'état d'Orange et aboutit au Vaal, frontière du Transvaal; le 3 mai dernier, à l'ouverture du Volksraad le président de la République sud africaine a entretenu l'assemblée de la prolongation de cette ligne, par Johannesburg, jusqu'à Prétoria.

Le *Mouvement géographique* de Bruxelles nous apprend que **M. Camille Delcommune**, directeur de la Société du Haut-Congo, a exploré récemment, à bord du *Daumas*, la Djuma, affluent du Koango, et sa branche supérieure le **Kwilu**, qui n'avait pas encore été remonté en bateau à vapeur. Jusqu'au point où il a pu remonter cette dernière rivière, il l'a trouvée imposante et superbe, sa largeur varie de 400^m à 600^m et atteint dans certaines expansions jusqu'à 1,000^m. Son cours est d'une navigabilité facile. Les deux rives sont généralement élevées et bordées d'arbres. L'intérieur du pays présente d'immenses plateaux sablonneux couverts d'herbe, parsemés de beaux bouquets de bois. Dans le lointain, à perte de vue, règne une longue ligne de forêts. La plupart des villages sont cachés par la ligne boisée qui borde la rivière et leur

présence n'est signalée que par des sentiers ou des canots amarrés. Les populations paraissent douces et craintives ; elles ne possèdent guère, en fait d'armes, que des arcs et des flèches dont la pointe est durcie au feu ; comme instruments de culture, des houes en bois. N. Delcommune a fondé une nouvelle factorerie à l'embranchement du Koango, sur la rive droite du Kassai, au village de Bului.

Le *Mouvement anti-esclavagiste* de Bruxelles a publié un rapport du lieutenant **Hinck** sur les deux tribus des N' Djalimoa et des Balanga, qui habitent la vallée du **Lomami**, aux environs de Bena-Kamba. Ces indigènes sont très pauvres, ils ne cultivent que le bananier et encore en cachent-ils la culture dans les clairières de la forêt. C'est un centre de ravitaillement pour les postes arabes disséminés dans le pays. Lors de l'arrivée de M. Debruyn, agent de l'État indépendant à Bena-Kamba, à peine un indigène par mois se présentait-il à la station pour vendre un régime de bananes, encore était-il accompagné de Matamba-Tamba d'un poste voisin qui empochaient le prix de la vente. Le lieutenant Hinck résolut de faire cesser cet état de choses. Il fit convoquer tous les chefs des deux rives du Lomami, et leur promit sa protection contre les Matamba-Tamba qui venaient prendre leurs bananes et emmenaient prisonniers des hommes, des femmes et des enfants qu'ils expédiaient ensuite à Nyangoué. Puis ayant fait appeler le chef du poste arabe établi en aval de Bena-Kamba, il déclara, en sa présence, aux chefs indigènes, que la contrée n'était pas aux Arabes, mais qu'elle appartenait au roi dont il est le représentant ; qu'à partir de ce moment ils pouvaient se considérer comme libres, et que si un seul Arabe se permettait encore de voler, ils n'avaient qu'à s'emparer du voleur et l'amener à la station. Il engagea les chefs à défricher et à planter du manioc et des patates douces, leur promettant des marchandises en échange de ces produits. Il leur demanda de venir à la station tous les cinq jours avec ce qu'ils auraient à vendre ; tous le promirent, ils tinrent parole, et tous les cinq jours se tient, dans le voisinage de la station, un marché où ils apportent un peu de bananes, des noix de palme et les produits de leur fabrication : poterie et petits tapis. Ils ont en outre commencé de grandes plantations. M. Hinck a également envoyé un agent de l'État, M. Ectors, chez les Balanga qui habitent plus à l'intérieur ; deux chefs se déclarèrent amis du blanc et vinrent à la station, se plaignant des agissements des Arabes qui leur prennent tout. Ils reçurent un drapeau de l'État pour montrer aux Matamba-Tamba qu'ils sont désormais sous la protection des blancs. M. Hinck résolut de fonder deux petits postes, l'un chez

les N'Djalimoa, l'autre chez les Balanga. Un homme de chaque poste viendra chaque semaine à la station faire rapport sur la situation du poste. Pour ôter au lieutenant Hinck l'idée d'envoyer un agent chez les Balanga, les Arabes avaient cherché à lui faire croire que ces indigènes étaient féroces, et qu'avec leurs flèches empoisonnées ils auraient bien vite mis ses hommes hors de combat. Il ne se laissa pas arrêter par leurs menaces et n'eut pas lieu de regretter cet envoi.

M. Chaltin, commissaire du district de l'**Arououimi**, a fait une reconnaissance du pays situé entre cette rivière et l'Ouellé. Le *Mouvement géographique* nous apprend qu'il a particulièrement exploré le cours inférieur de la **Lulu**, affluent de l'Arououimi, qui draine, parallèlement au Rubi, la région située à l'Est. De toutes les rivières qui traversent les forêts vierges de l'Afrique centrale, dit M. Chaltin, la Lulu est une de celles dont le cours est le plus capricieux. Ses nombreux méandres, ses étranglements soudains, ses expansions inattendues, le bruit de ses eaux au courant si rapide, les épais rideaux de verdure qui l'enserrent, tout, en un mot, concourt à en faire une exquise fantaisie de la nature. Bien que coulant sur un fond sablonneux, elle roule des eaux noirâtres. Ses rives sont basses, marécageuses, inondées aux hautes eaux. De grands arbres, des palmiers, des lianes, des plantes grimpantes, de hautes herbes, y croissent pêle-mêle, s'y enchevêtrent et répandent partout de l'ombre et de la fraîcheur. Lorsque les bords se rapprochent, la rivière coule sous une véritable voûte de verdure. De coquets flots couverts d'herbes gigantesques et de liserons en fleur, jettent une note gaie, claire, sur le fond sombre de l'ensemble. Quoique la Lulu soit profonde, la navigation en est difficile, dangereuse même, car le lit de la rivière est une vraie forêt d'arbres morts. Les canots de grandes dimensions peuvent remonter jusqu'à Bakangolia; encore faut-il que les passagers soient très attentifs pour éviter les écueils. En amont de Bakangolia, on doit faire usage de petits canots. Bien souvent la rivière est presque entièrement barrée par des troncs d'arbres allant d'une rive à l'autre. La passe n'y est que de quelques centimètres; il faut alors aborder et faire porter son canot à bras de l'autre côté de l'obstacle. Aux eaux basses, la profondeur de la Lulu est de deux mètres à l'embouchure, et de quatre mètres à Bakangolia; la largeur varie entre cinquante et cent mètres. La vitesse moyenne du courant est de cinquante mètres à la minute. Bakangolia, construit sur les deux rives, est un beau et grand village, très peuplé, entouré d'une série de hameaux de moindre importance; les habitants se construisent de fort jolies maisons en argile; ils les couvrent extérieu-

rement de dessins naïfs en rouge, jaune, noir et blanc. A partir de Mampalma, situé à un coude de la Lulu, un peu au Sud du 2^e lat. N., la route traverse une forêt peu épaisse où l'on rencontre de nombreux taillis. Elle est d'un accès difficile pour les blancs pendant la saison des pluies; dans la saison sèche, elle est assez bonne. De nombreux cours d'eau la traversent et bien souvent se confondent avec elle. Alors la marche devient pénible et fatigante, surtout si le fond est vaseux. Les éléphants, les antilopes et les sangliers pullulent dans la forêt. En continuant vers le N.-E., on trouve, un peu à l'Est du 25^e long. E., le village de Bassoli, d'une propreté remarquable. Les maisons, construites en forme de kiosques, indiquent un véritable bon goût chez les habitants. Le chef a édifié la sienne d'après le style arabe : corridor au centre, chambres des deux côtés; derrière, vaste gynécée bien clôturé. Devant chaque maison est plantée une forte branche d'arbre à laquelle les guerriers suspendent leurs armes, boucliers, couteaux, lances, etc. En marchant toujours vers le N.-E., on atteint le village de Madjoropa, le centre le plus important de la contrée. Chemin faisant, M. Chaltin a établi des postes fortifiés, qui garantiront la sécurité du pays et d'une voie de communication de Bazoko à l'Ouellé.

Depuis quelque temps, le gouvernement de l'**État indépendant du Congo** sollicitait du gouvernement français une rectification de la frontière qui, dans le bassin de l'**Oubangi**, limite les sphères d'action des deux États. Cette limite, telle qu'elle résulte des conventions en vigueur, est déterminée par le cours de l'Oubangi jusqu'au point où, en remontant cette rivière, on coupe une seconde fois le 4^e lat. N. A partir de ce point, la frontière est constituée par ce parallèle. Ce qui est au Sud relève de l'État indépendant; ce qui est au Nord appartient à la France. Néanmoins, des agents de l'État indépendant ont établi des postes sur territoire français à Bangasso et dans la vallée du M'Bomou, affluent septentrional de l'Oubangi. La situation des agents des deux États y est devenue très tendue, et, d'après les derniers rapports, il était urgent de résoudre les difficultés pendantes. Des pourparlers ont en effet été engagés entre les deux gouvernements; les négociations se poursuivent à Paris avec les délégués du gouvernement du Congo, et l'on peut espérer qu'une solution à l'amiable pourra être trouvée, les relations entre les cabinets français et congolais étant tout à fait cordiales.

Un des derniers courriers d'Afrique a apporté des nouvelles du **Haut-Oubangi** portant que M. **Georges Le Marinel**, commandant du district de l'Oubangi-Ouellé, a pris un arrêté qui tendrait à réserver à

l'État indépendant du Congo le commerce exclusif de l'ivoire et du caoutchouc, par ce motif que le droit de l'État est d'exploiter tout seul son domaine. Le *Journal de Bruxelles* ayant émis des doutes sur l'authenticité de cette nouvelle, le *Temps* a publié la lettre suivante de M. G. Le Marinel; elle est datée de Yakoma, 14 février 1892, et adressée à un agent commercial belge :

« J'ai l'honneur de vous informer que je suis décidé à faire valoir rigoureusement les droits de l'État sur ses domaines et, en conséquence, à ne plus permettre aux indigènes de distraire à leur profit et de vendre quelque partie que ce soit de l'ivoire et du caoutchouc qui en sont les fruits. Les commerçants qui leur achèteraient encore ou tenteraient d'acheter ces produits dont l'État n'autorise la récolte qu'à condition qu'on lui en apporte les fruits, se rendraient, à mon avis, coupables de recel, et je les dénoncerais aux autorités judiciaires, afin qu'il soit procédé contre eux comme de droit. »

Là-dessus, trois agents de la Société belge du Haut-Congo qui a des comptoirs à Brazzaville, Yakoma et Bangasso, sur l'Oubangi, ont dû abandonner leurs postes; ils ont porté plainte auprès de M. Camille Delcommune, agent général de la Société à Kinchassa, sur le Stanley-Pool; ce dernier a refusé d'admettre l'ingérence officielle de M. Le Marinel dans ces affaires commerciales (1). A ce propos, l'*Indépendance belge* du 20 juillet rappelle que la tendance du gouvernement de l'État indépendant du Congo à s'attribuer le monopole du commerce sur son territoire a fait l'objet d'un débat parlementaire le 14 mai dernier. Il résultait d'une déclaration ministérielle que les opérations commerciales de l'État avaient un caractère purement accidentel et transitoire, étant destinées uniquement à atténuer dans une certaine mesure des dépenses extraordinaires et exceptionnelles. Loin de vouloir porter préjudice au commerce libre, l'administration avait intérêt à la développer et à traiter les sociétés commerciales en alliées. En présence des mesures prises par M. Le Marinel, le journal sus-mentionné estime que la confiscation du commerce au profit de l'État serait contraire aux engagements formulés devant le Parlement belge, et en contradiction complète avec les engagements pris envers les puissances à la Conférence de Berlin et à la Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles.

« La Conférence de Berlin, » dit l'*Indépendance*, « fut la genèse même

(1) A la dernière heure, les dépêches de Bruxelles nous annoncent que deux factoreries de Yakoma et de Bangasso ont dû liquider leurs affaires, non sans avoir protesté auprès des représentants de la justice de l'Oubangi.

de l'État du Congo, tel qu'il est actuellement constitué. Les quatorze puissances qui y tinrent, en quelque sorte, le jeune empire ouest-africain sur les fonts baptismaux ne le prirent sous leur égide qu'à la condition que le commerce y fût complètement libre (article 1^{er}, chapitre I, de l'Acte Général). Lors de la Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles, elles consentirent à reviser, dans une certaine mesure, cette disposition en assurant à l'État libre, au moyen de droits d'entrée sur certains produits, un supplément de ressources qui lui permissent de lutter efficacement contre la traite des noirs. Mais rien n'est changé à l'esprit de la convention internationale qui a précisément transformé le Congo, domaine privé, en domaine public, ouvert aux fécondes initiatives de la civilisation et du commerce général. On voit quelles graves objections de droit soulèverait la mesure attribuée à M. Georges Le Marinel, objections tirées des engagements les plus précis du cabinet congolais envers la Belgique; objections tirées des engagements *sine qua non* pris envers un véritable aréopage de puissances dont on ne saurait, de gaieté de cœur, s'aliéner les amicales dispositions. Quelques-uns des organes les plus autorisés de la presse étrangère montrent déjà, par leur langage, que l'on commence à s'émouvoir au dehors de tendances aussi inattendues. »

Si l'arrêté qu'on prête à M. Le Marinel existe sous une forme ou sous une autre, c'est sans doute sans l'aveu de l'administration de l'État qui, nous nous plaisons à le croire, le rapportera promptement.

Le retour en France du lieutenant **Mizon** nous a valu d'importants renseignements sur la région comprise entre le lac Tchad et le Congo. L'**Adamaoua**, visité d'abord par Barth, puis par Flegel, formé d'une succession de plateaux élevés, à une altitude de 1500 m. à 2500 m., est salubre et peut être colonisable par la race blanche. Sa population est en majeure partie composée de Foula mahométans, agriculteurs et éleveurs de bestiaux. Certains chefs possèdent des troupeaux considérables. L'Adamaoua, qui a pour roi Zubir, s'étend plus au Sud qu'on ne le pensait. M. Mizon, a visité Yola, sur le Bénoué, où s'arrête la ligne de délimitation des territoires de la sphère d'influence anglaise exploités par la Royal Niger Company, et de ceux qui sont réservés à l'influence allemande. Dans sa marche vers le sud, M. Mizon a visité la ville de Ngaoundéré, important centre commercial, grande cité pittoresquement fortifiée, qui compte de 20,000 à 25,000 habitants. Puis il a traversé le pays d'un chef puissant, le sultan Tibati, vassal de Zubir, que, jusqu'à présent, aucun Européen n'avait visité. Il a passé également par le grand marché de Gaza, situé sur la Bumbi, dont le nom était connu, mais qui, jusqu'ici,

n'était indiqué sur les cartes que d'une manière approximative. La Bumbi appartient au bassin du Congo; c'est la branche centrale de la **Sangha** supérieure, dont les branches orientale et occidentale sont le Mambéré ou Likela, et le Kadeï ou Massiépa. D'après les informations fournies par M. Mizon, la Sangha devient un des plus importants affluents du Congo; elle prend rang immédiatement après l'Oubangi, le Kassai et le Lomami; elle ne mesure pas moins de 1200 à 1400 kilomètres de longueur. La branche mère est le Kadeï qui a ses sources vers le 6° 30' lat. N., au Sud de Ngaunderé. Ce sera vraisemblablement par cette branche de la Sangha que les fertiles et populeux plateaux de l'Adamaoua entreront en relations avec l'Europe civilisée. M. Mizon se prépare déjà à retourner dans la région qu'il vient de traverser, afin de faire bénéficier la France des résultats de ses découvertes; l'explorateur Nebout, l'unique survivant de la mission Crampel, compte faire partie de la nouvelle expédition.

Après avoir inutilement essayé de conclure avec Samory des traités de protectorat, l'Angleterre reconnaît aujourd'hui les droits de la France sur la partie occidentale de la vallée du **Haut-Niger**. Déjà, par une convention du 26 juin 1891, qui vient d'être publiée, il avait été décidé entre les deux pays que la frontière orientale de Sierra-Léone laisserait dans la sphère d'influence française le cours supérieur du Niger jusqu'à ses sources. Les commissaires techniques désignés par les gouvernements anglais et français devaient suivre, autant que possible, le 13° long. Ouest de Paris à partir du 10° lat. N., en se dirigeant vers le sud. En établissant la frontière d'après la direction générale de ce méridien, ils pouvaient tenir compte d'un commun accord de la configuration du terrain et des circonstances locales et faire fléchir la ligne de démarcation soit à l'Est, soit à l'Ouest du méridien, en prenant soin de ne pas avantager l'une des deux parties sans compensation équitable pour l'autre. Ensuite de ces directions, les commissaires ont convenu que la ligne de démarcation suivra autant que possible la crête des hauteurs qui, d'après la carte Monteil, avoisinent le cours du Niger sur la rive gauche entre le 10° degré et Tembécounda.

Cependant, au cas où la ligne de partage des eaux ne serait pas telle qu'elle figure sur la carte Monteil, les commissaires des deux pays pourront tracer la frontière sans en tenir compte, sous la réserve que les deux rives du Niger resteront dans la zone d'influence française.

Par le terme Niger est entendu le Djoliba, ainsi que ses deux sources principales, le Fatiko et le Tembécounda. Dans le cas précité, la ligne-frontière

à partir du 10° degré jusqu'à Tembé-Counda suivra, à une distance de 10 kilomètres, la rive gauche du Djoliba, du Fatiko et ensuite du Tembé jusqu'à sa source, s'il y a lieu.

Au cas où la crête des montagnes se trouverait plus rapprochée de la rive gauche du Niger, la frontière suivrait la ligne de partage des eaux.

Les commissaires techniques qui seront nommés par les deux gouvernements, en exécution de l'article 3 de l'entente du 10 août 1889, recevront pour instruction de tracer la frontière d'après les indications suivantes, relevées sur la carte Binger :

La ligne suivrait la frontière de Nougoua sur le Tanoé, entre la Sanwi et le Broussa, l'Indéné et le Sahué, laissant le Broussa, le Aowin et le Sahué à l'Angleterre; puis la frontière couperait la route d'Annibilekrou au cap Coast Castle, à égale distance de Debison et d'Atiebendekrou, et longerait, à une distance de 10 kilomètres dans l'est, la route directe d'Annibilekrou à Bondoukou, par Bodomfil et Dadiasi. Elle passerait ensuite par Bonko pour atteindre la Volta, à l'endroit où cette rivière est coupée par le chemin de Bandagadi à Kirhindi, et la suivrait jusqu'au 9° degré de latitude nord.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

M. Segond, ingénieur diplômé de l'enseignement supérieur d'agriculture, a obtenu d'excellents résultats contre les sauterelles, au moyen du soufre précipité, pour les vignes qu'il possède dans le département d'Oran. Sur vingt hectares de vignes soufrées, il a fait ramasser 200 kilos de sauterelles; et il n'y restait pas un insecte vivant.

Arrivé à Rome, le Dr Traversi, y a apporté des lettres de Ménélick, exprimant le désir qu'il lui soit fait des propositions, en vue de résoudre la question de l'art. 17 du traité d'Ucciali, relatif à la représentation de l'Abyssinie à l'étranger. Ménélick déclare vouloir conserver l'amitié de l'Italie et il espère un arrangement complet avec cette puissance.

Le Dr Schweinfurth est revenu de son exploration botanique en Abyssinie et dans la colonie Erythrée. Il a passé la plus grande partie de son temps dans la province Okulé Kusai. Il a rapporté à Berlin de riches collections botaniques et anthropologiques, parmi lesquelles 110 crânes de Tigréens et d'Abyssins.

Depuis deux mois, le choléra sévit au Harrar; la colonie anglaise de Zeïla en a été atteinte, et malgré les précautions prises par l'autorité française, le fléau a fait son apparition à Djibouti sur territoire français; M. Deloncle, gouverneur de la colonie, et le Dr Aubry qui se sont dévoués pour enrayer le fléau en sont devenus les victimes.

On s'occupe à la côte de l'Afrique orientale allemande de former la caravane qui

transportera le steamer le *Karl Peters* au Victoria-Nyanza; un officier, non encore désigné, la commandera, assisté de M. Stokes, l'ancien missionnaire anglais devenu trafiquant, que Wissmann a fait entrer en 1890 au service de l'empire allemand.

Le Dr Baumann qui était parti de Tanga, le 15 janvier dernier, avec la mission de découvrir la route la plus courte vers le Victoria-Nyanza, s'est d'abord dirigé vers la région du Kilimandjaro, puis il a obliqué vers le sud-ouest; en mars, il était au lac Mandjara, et le 12 avril il atteignit le lac Victoria, près des monts Kadoto, à l'embouchure du Rouvana; son expédition a marché avec une rapidité remarquable; le pays traversé était presque inconnu.

Le capitaine Johannès qui se préparait à partir pour le Tanganyika avec une expédition anti-esclavagiste, a été dirigée vers le Kilimandjaro, comme chef de l'avant-garde des renforts envoyés au secours du poste allemand menacé par les indigènes. Le chef Simbodja de Masindé a refusé de lui fournir des porteurs ce qui a arrêté sa marche.

M. H.-H. Johnston, commissaire britannique pour la British Central Africa, se plaint des entraves que les missionnaires écossais opposent à l'exercice de son autorité; il leur reproche d'être jaloux de voir un commissaire anglais exercer le pouvoir dans une région où auparavant ils étaient absolument libres. Les territoires du Nyassa sont encore assez troublés; d'après le *Times*, il faudrait une force de mille hommes pendant cinq ans pour que M. Johnston puisse y établir complètement son autorité.

Une dépêche de Londres a annoncé que le gouvernement britannique a décidé d'accorder, à partir du 9 juillet, à la colonie de Natal, l'autonomie dont jouit celle du Cap.

Le gouvernement de la République sud-africaine a fait entrer le Transvaal dans l'Union postale, en sorte que les taxes postales pour cet État sont les mêmes que pour tous les pays civilisés qui ont adhéré à la convention. Dans l'Afrique australe, les colonies britanniques seules font encore exception.

M. Walkenære, agent belge dans le haut Congo, a exploré le Lopori, affluent de droite de la Loulonga, et a reconnu que le cours supérieur de cette rivière vient du sud; il a constaté que la Loulonga et la Tschuapa communiquent par un canal à l'époque des pluies.

Le protocole signé à Lisbonne, le 8 avril dernier, pour déterminer le régime douanier applicable au bassin occidental du Congo a été promulgué dans la colonie portugaise de l'Afrique occidentale.

M. Dybowski a été obligé par la maladie d'interrompre son exploration et de revenir en France pour rétablir sa santé. Il a remis la direction de l'expédition à M. Maistre dont le courage est à la hauteur de la tâche qui lui est confiée par le comité de l'Afrique française.

M. Dunod, capitaine au long cours, est revenu du Congo français où il a signé seize traités avec des chefs indigènes, dont les territoires les plus éloignés sont à 1150 kilom. de la côte.

Au retour du lieutenant Mizon et à l'annonce de l'arrivée du commandant Monteil à Kano, les partisans éclairés de l'expansion coloniale française ont compris la nécessité de compléter l'œuvre commencée en organisant de nouvelles missions. Une proposition tendant à allouer au gouvernement un nouveau crédit de fr. 200,000 pour des missions coloniales a été présentée et votée avant la clôture de la session des Chambres.

Le duc d'Uzès, qui se propose de se diriger vers le lac Tchad, est arrivé le 29 mai à Libreville (Congo français).

A la suite de la défaite qu'il avait subie au Cameroun, le Dr Zintgraff avait vu renforcer son expédition; on lui avait confié des armes perfectionnées pour en armer les Bali chez lesquels il devait construire une route. Il estime qu'il n'a pas assez de monde pour pénétrer dans l'Adamaoua sans faire courir de sérieux dangers à sa troupe et aux forts déjà construits à Balibourg.

De son côté, M. Ramsay, qui avait pour mission de gagner la Sangha supérieure et de s'y établir fortement avant les Français, était encore à Jaundé aux dernières nouvelles et l'on ignore pourquoi il n'accélérait pas sa marche.

Plusieurs des factoreries de la Royal Niger Company ont été attaquées et pillées par des indigènes. A Ecole, ils ont tiré sur un petit vapeur de la Compagnie, et ont détruit la factorerie; il en a été de même de celle d'Amamgara en amont d'Onitsha. Les eaux étant basses, la Compagnie ne peut rien entreprendre dans cette saison contre les rebelles.

Le prince de Monaco a présenté à l'Académie des sciences de Paris le projet d'établissement d'un observatoire météorologique aux îles Açores, un deuxième aux îles du Cap-Vert et un troisième aux îles Bermudes. Ces diverses stations scientifiques seraient rattachées à l'Europe par des cables sous-marins. Elles seront en activité dès l'année prochaine.

Une dépêche de Coumassie aux journaux anglais porte que le roi des Achantis aurait décidé d'envoyer une mission auprès de la reine d'Angleterre pour s'entretenir avec elle des relations de son pays avec la Côte-d'Or. Le chef du gouvernement achanti, Osou Ansah, aurait été choisi comme ambassadeur; il partirait prochainement, accompagné de chambellans royaux. La dépêche conclut naturellement en disant qu'il y a parmi les sujets du roi un fort parti désirant le protectorat anglais.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Les Allemands ont pendu à **Lindi** huit trafiquants d'esclaves, parmi lesquels se trouvaient quatre Arabes. Plusieurs autres, convaincus de complicité, ont été condamnés à la prison, à l'amende ou aux travaux forcés. Une barque arabe transportant des esclaves a été confisquée. Le gouverneur, baron de Soden, écrit que la difficulté principale dans la répression de la traite, c'est la question de savoir ce qu'il faut faire des

esclaves libérés qui tendent à devenir une charge pour la colonie. M. Oscar Borchert qui avait été chargé de conduire au **Victoria-Nyanza** l'expédition de la Société anti-esclavagiste allemande, est obligé de rentrer en Europe pour rétablir sa santé. Le comte de Schweinitz a pris le commandement de l'expédition. Il a dû, le 5 juin, livrer un combat au chef indigène Sikki, hostile aux Allemands, retranché dans sa forteresse de Guikoro dans l'Ou-Nyanyembé. Il a été blessé et a dû revenir à Tabora pour y être soigné par le Dr Schwensinger, chef de la station. L'expédition ne sera pas compromise, les troupes du capitaine Spring et du lieutenant Meyer s'étant réunies à celles du comte Schweinitz pour poursuivre la marche vers l'Oukoumbi, au sud du Victoria-Nyanza. Le baron von Fischer qui dirigeait une expédition chargée de convoier des bateaux devant servir à l'exploration du lac Victoria est arrivé au commencement de mai dans l'Oukoumbi.

Le capitaine Jacques a créé, en décembre dernier, au sud du **Tanganyika**, une station à Mtowa, à laquelle il a donné le nom d'Albertville; celle de St-Louis du Rumbi a reçu le nom de Baudoinville. Les dernières nouvelles reçues de lui sont inquiétantes; il déclare que si on ne lui envoie promptement des renforts et des ravitaillements, la situation, déjà grave, deviendra désespérée. La troisième expédition anti-esclavagiste belge a quitté Bagamoyo le 16 juin, en route pour Karéma. Elle est forte de 100 soldats et 100 porteurs. Le lieutenant Hinck, agent de la Société anti-esclavagiste de Belgique, a quitté Bena-Kamba au commencement d'avril, se rendant aux Stanley-Falls pour se diriger de là sur Mtowa. Il comptait suivre la route des caravanes par Riba-Riba, Nyan-goué et Kassongo, remonter le Loualaba jusqu'au lac Landji qu'il est chargé de reconnaître et de là se rendre à Mtowa en remontant la Loukougua.

Le prince Henri de Croy, commissaire du district de **Loulouabourg** s'est signalé par un fait d'armes contre les esclavagistes dont il a rendu compte à son gouvernement de la manière suivante : Le 11 février, une caravane forte de 1,200 hommes venant du Bihé et conduite par un nommé Antonio Alvaz, m'était signalée par la rive droite de la Louloua, à 36 kilomètres de Loulouabourg. Elle traînait après elle 300 esclaves enchaînés. Ne pouvant disposer en ce moment que de 40 soldats, je résolus de tenter une attaque de nuit pour les surprendre et délivrer les esclaves. Je partis le soir même à quatre heures, et j'arrivai à 4 heures du matin en face du camp d'Alvaz. Ce camp était de forme triangulaire, chacun des côtés présentant un développement d'environ 300 m. Je ne

pouvais donc, vu la faiblesse de mon effectif, songer à l'entourer et résolu d'en attaquer un des saillants. Comme je le disais plus haut, je comptais sur une surprise ; malheureusement, malgré toutes mes précautions, l'éveil avait été donné dans le camp et dix minutes avaient suffi aux gens d'Alvaz pour se mettre sur la défensive. Malgré cela, je donnai l'ordre d'attaquer vigoureusement et au bout de quarante-six minutes d'un combat très chaud, que l'obscurité de la nuit rendait encore plus difficile, les gens du Bihé étaient en pleine déroute, abandonnant entre mes mains 307 esclaves et quantité de poudre et de fusils. Tous les esclaves ont été ramenés le lendemain à la station. Rien ne peut donner une idée de l'état dans lequel se trouvaient ces malheureux.

Sur la demande de M. Herbet, ambassadeur de France à Berlin, l'Office des Affaires Étrangères a donné les ordres les plus stricts aux autorités du **Togoland**, en vue d'empêcher l'introduction des armes au Dahomey. Il interdit à ses nationaux le commerce des armes et des munitions de guerre avec le roi Behanzin. L'ambassadeur français a en outre appelé l'attention du baron de Marschall, secrétaire d'État des Affaires Étrangères, sur les achats d'esclaves qui se sont faits à **Wydah** sous forme d'engagements de travailleurs, par les soins d'agents des colonies du Togoland et du Cameroun ; il avait eu soin d'ailleurs de lui signaler déjà ces faits à plusieurs reprises en termes amicaux mais fermes, depuis le mois de janvier dernier, en lui faisant remarquer que le seul moyen d'empêcher Behanzin de continuer ses razzias, c'était de fermer tous débouchés au commerce d'esclaves qu'il fait. M. de Marschall a promis de tenir la main à l'exécution des stipulations de la convention de Bruxelles.

La *Kreuzzeitung* de Berlin a publié des documents fournis par l'explorateur Krause, desquels il ressort que les milliers de marchands musulmans, qui, chaque année, vont de **Salaga** au **Togoland**, pour y chercher les marchandises européennes, (particulièrement des spiritueux, de la poudre et des fusils), livrent en échange, non seulement de l'ivoire, des noix de kola, du beurre végétal et des cuirs, mais surtout des esclaves. Salaga continue à être un des plus grands marchés d'esclaves de l'Afrique occidentale ; ce n'est pas dans la ville qu'on les garde, un petit nombre sont amenés dans la colonie de la Côte-d'Or, la plupart vont dans le territoire allemand. Personne n'empêche les caravanes des marchands d'esclaves de franchir la frontière allemande. De Salaga on peut attendre cette frontière en une forte journée de marche. « Combien d'esclaves, » dit M. Krause, « sont conduits de Salaga au Togoland ? Je

ne sais pas au juste, mais on peut l'estimer à 13,000 environ, en prenant comme base le nombre des esclaves qui, d'après le capitaine Von François, sont vendus à Salaga. A moitié chemin, entre Salaga et la côte du Togoland, se trouve la ville de Kpando. Ses habitants appartiennent à la race des Ewé; mais, depuis quinze ans environ, il s'y est formé une colonie d'étrangers consistant principalement en Haoussas, qui ont reconnu comme chef un ancien esclave qui, une fois libéré, avait servi les Anglais comme soldat, et se nomme Osman-Kato. Ce chef forçait les traitants de Salaga qui venaient à Kpando pour aller au Togoland, à se diriger vers les marchés de la Côte-d'Or anglaise et confisquait les marchandises qu'ils rapportaient du Togoland. Lorsque, à la suite du traité de 1890, Kpando fut compris dans la sphère d'influence allemande, Osman-Kato commença à faire, au profit des marchés allemands, ce qu'il avait fait pour la Côte-d'Or. Les indigènes se sont plaints vivement de ces exactions, dont ils rendent les blancs responsables. Lorsque le traité de 1890 fut connu en Afrique, Osman-Kato était à Accra où il avait conduit les soldats recrutés pour les troupes haoussas de la colonie britannique. Il résolut de rester au service des Anglais, d'émigrer de Kpando avec la colonie haoussa et de s'établir à Atobobou en territoire anglais. Il y a renoncé, et est resté à Kpando, avec un traitement annuel du gouvernement allemand. On ne lui a jamais signifié que le trafic des esclaves fût aboli en territoire allemand. Aussi ne fait-il rien pour l'entraver, au contraire. Bien plus, un officier allemand, le lieutenant Herold, chef de la station Misahoehe, a délivré, le 22 septembre 1890, un passeport ainsi conçu : 20 Haoussas de Salaga venant par Kunia, avec six esclaves; le passeport a été visé à Lomé, au commissariat impérial. D'après un voyageur digne de foi, les 90 % du mouvement commercial entre Salaga et le Togoland consistaient en vente d'esclaves.»

En élaborant l'Acte général pour la répression de la traite, la **Conférence de Bruxelles** s'est préoccupée d'assurer l'efficacité de son œuvre par une série de dispositions qui sont destinées à faciliter l'entente des puissances signataires pour l'exécution de leur œuvre commune. Un chapitre entier de l'Acte est consacré aux institutions créées dans ce but. L'Acte général prévoit, on le sait, la création, par le gouvernement belge, d'un bureau rattaché au ministère belge des affaires étrangères, et qui aura pour mission de centraliser l'échange des documents et renseignements que les puissances signataires doivent se communiquer. Les frais d'érection et de fonctionnement de ce bureau seront supportés par toutes les parties contractantes. Le gouvernement belge n'a pas voulu

tarder à s'acquitter de l'obligation qu'il avait assumée. Le bureau dont la création est imposée par l'article 82 de l'Acte général, vient d'être constitué au ministère des affaires étrangères.

Nous saisissons cette occasion pour signaler la publication des *Conférences anti-esclavagistes libres*, recueil complet des discours prononcés à la Conférence anti-esclavagiste du palais des Académies (avril 1891) par les hommes généreux de tous pays qui se sont fait une spécialité de l'étude des questions africaines et de la cause des noirs asservis.

L'OU-GANDA ET LE DROIT INTERNATIONAL

DEUXIÈME ARTICLE

Au début de son règne, en 1885, Mouanga avait eu, à l'égard des missionnaires, une attitude tout à fait cordiale; il désirait avoir dans ses États un plus grand nombre de prédicateurs blancs, et il se proposait d'envoyer, avec Mackay, un messenger pour en chercher en Angleterre. Toutefois, le bruit se répandit bientôt que des blancs arrivaient en forces dans l'Ou-Soga, au N.-E. du lac; le roi devint soupçonneux; une persécution commença, mais alors Mackay ne pensait pas qu'il s'agit d'une persécution religieuse pure et simple. « C'a été », écrivait-il, « une explosion de fureur contre les Anglais et tous ceux qui leur sont attachés. » L'orage se dissipa; le roi redevint très gracieux, et prêta une attention soutenue aux instructions que lui donnait Mackay dans des entretiens particuliers, jusqu'au jour où il apprit la venue de l'évêque Hannington, coïncidant avec l'arrivée des canonnières allemandes en vue de Zanzibar. « Cette nouvelle causa dans l'Ou-Ganda une vive émotion », écrivait Mackay, le 29 septembre 1885. « Je m'efforçai de faire comprendre à Mouanga que les Allemands et les Anglais sont deux peuples différents. Les indigènes sont très attachés à leur pays; le lac leur fait l'effet d'une barrière naturelle contre les invasions du sud. Lorsque les Égyptiens étaient à Mruli, Mtésa tremblait constamment. Le point vulnérable du pays est l'Ou-Soga au N.-E. du lac; les Ba-Ganda savent que de là jusqu'à la côte orientale, s'étend un vaste territoire par lequel une armée trouverait une route ouverte jusque chez eux. Le bruit de la venue de Thomson (l'année précédente) dans l'Ou-Soga avait déjà provoqué des troubles dans l'Ou-Ganda. Que serait-ce quand on apprendrait l'arrivée de l'évêque Hannington, avec une suite nombreuse, au moment où les blancs étaient en conflit avec Saïd-Bargasch! Les Arabes ont fait croire aux indigènes que les missionnaires ne sont que les pionniers de l'annexion. »

Mackay s'efforça de dissiper tout soupçon d'avoir aucun rapport avec les Allemands. Les chefs étaient unanimes à croire que les missionnaires et leur évêque n'étaient que les précurseurs de la guerre, et n'attendaient que l'arrivée de leur chef *pour commencer à dévorer le pays*. Aussi l'opinion générale fut-elle qu'il ne devrait pas lui être permis de venir, surtout parce qu'il venait par une porte dérobée et non par la grande porte, la route du sud. Mackay dut de nouveau chercher à leur persuader que les Anglais diffèrent des Allemands, et qu'ils n'ont rien à faire avec ceux-ci. Nos lecteurs se rappellent les soupçons croissants des autorités de l'Ou-Ganda à l'égard des missionnaires. « Ces soupçons », écrivait, à son tour, Ashé, le 25 octobre 1885, « que nous sommes les envoyés de l'Angleterre, ne se sont jamais dissipés depuis l'époque où les ambassadeurs de l'Ou-Ganda ont été envoyés en Angleterre, sous la conduite des missionnaires Wilson et Felkin. En les recevant, en conseillant à S. M. de leur accorder une audience, le gouvernement a assumé une grave responsabilité envers la mission de l'Ou-Ganda. »

Mouanga voulant faire mourir Hannington, le P. Lourdel chercha à lui persuader que ce serait une folie de faire mourir un hôte, un Anglais. La position des missionnaires romains n'était guère meilleure que celle des missionnaires anglais, si ce n'est que le roi ne refusait pas de les recevoir ; mais, dit Ashé, « si la position était changée et que ce fût un évêque français qui fût à Ma-Louba, le roi serait tout aussi décidé à refuser de les voir. » L'évêque mis à mort, Mouanga donna l'ordre de brûler vifs tous les indigènes chrétiens qui pourraient être saisis et l'ordre cruel fut exécuté. « Mais », écrit encore Mackay, « je crois que la persécution doit être cherchée dans l'idée du roi que les Européens veulent *manger le pays*. Lorsque l'escadre allemande se présenta devant Zanzibar, le projet fut formé de tuer les missionnaires auxquels on attribuait l'arrivée des vaisseaux allemands pour *manger* le pays de Saïd-Bargasch ; de même, lorsque sir John Kirk envoya aux missionnaires des lettres pour le roi Mouanga, afin d'obtenir de lui qu'il laissât Émin-pacha traverser son territoire avec ses soldats égyptiens, le roi ne douta pas que ce ne fût pour *manger* ses États. Ces préventions, exploitées par les Arabes, créent des difficultés et des dangers, chaque jour plus grands, aux explorateurs et aux missionnaires de toutes les nationalités. »

La constitution de l'Imperial British East African Company ne devait pas diminuer les soupçons du roi, ni rendre moins précaire la position des Européens dans ses États. Les journaux anglais l'annonçaient sous le titre un *Nouvel État anglo-africain*. Les lettres-patentes royales,

octroyées à la British East African Company, le 3 septembre 1888, ne fixaient pas d'une manière précise les limites de son territoire; approximativement, on les étendait au N.-O. jusqu'au lac Albert. La charte autorisait la Compagnie à prendre en main l'administration du pays acquis par traités et lui conférait les fonctions de gouvernement les plus étendues. Elle pouvait construire des forts, lever et entretenir une force armée et un corps de police, faire des lois civiles et criminelles, prélever des impôts et des taxes; d'une manière générale, exercer toutes les fonctions du gouvernement. L'art. 2 autorisait la Compagnie à faire de nouvelles acquisitions territoriales et à passer des traités, mais à condition qu'aucun des pouvoirs conférés à la Compagnie ne serait exercé en vertu ou au sujet de tout don, concession, convention ou traité quelconque, à moins qu'une copie de ce don, concession, convention ou traité, sous la forme et avec les plans ou détails approuvés par le secrétaire d'État et certifiés ainsi qu'il l'aurait exigé, ne lui eût été soumise et qu'il n'eût signifié son approbation soit absolument, soit sous certaines conditions ou réserves. Les différends qui pourraient surgir entre les chefs des tribus comprises dans la sphère d'influence britannique et la Compagnie devaient être soumis à la décision du secrétaire d'État, s'il consentait à se charger de les régler. — La Compagnie et ses agents ne devaient s'immiscer en aucune façon dans les affaires religieuses des habitants du territoire de la sphère d'influence britannique, sauf dans le cas où les intérêts de l'humanité l'exigeraient, et toutes les formes de cultes pourraient y être pratiquées sans aucune entrave. — Dans l'administration de la justice par la Compagnie, il était stipulé qu'elle devait toujours avoir soin de respecter les coutumes et lois des tribus ou peuples auxquels appartiendraient les parties respectives, surtout en ce qui concerne les droits de propriété et les droits personnels, et quand il s'agirait de location de possession, ou transport de la terre et des marchandises. — Lorsque le secrétaire d'état ne serait pas d'accord avec la Compagnie sur l'administration de la justice ou d'autres questions, il en informerait la Compagnie qui devrait se conformer aux directions qu'il lui donnerait. La Charte n'autorisait en aucune façon la Compagnie à accorder aucun monopole de commerce.

Les administrateurs de la Compagnie espéraient que lorsque Stanley quitterait Emin-pacha, il reviendrait à la côte par les territoires qu'elle s'attribuait. La marche de Stanley devait servir à indiquer au nouvel État les problèmes à résoudre pour le développement de la civilisation dans cette partie de l'Afrique. Comme nos lecteurs le savent, il ne

revint pas par ces territoires ; mais la nouvelle de sa venue dans la direction du lac Albert jeta le trouble dans l'esprit des chefs de l'Ou-Ganda. Lors de l'arrivée du missionnaire Gordon, successeur de Mackay, les Arabes informèrent Mouanga de la résolution que venaient de prendre de concert toutes les puissances de l'Europe, de *manger* tout le pays des noirs. Les Allemands s'adjugeaient la région comprise entre la côte et l'Ou-Nyanyembé inclusivement ; les Anglais, l'Ou-Ganda, et les pays voisins. Quoique Gordon apportât au roi un cadeau de la part de l'évêque Parker et une lettre lui annonçant qu'il ne venait pas pour venger la mort de Hannington, mais pour instruire son peuple, Mouanga irrité lui déclara qu'il le retenait prisonnier. « Si les Anglais m'attaquent », lui dit-il, « c'est vous que je tuerai le premier. » Puis, prenant une poignée de cendres et les jetant dans une lettre adressée à Parker, pour lui demander des fusils et de la poudre comme preuve de bonnes dispositions à son égard : « Voilà ma déclaration de guerre », dit-il, « faites porter cette réponse à ceux qui vous ont envoyés. » (D'après l'usage du pays, envoyer des cendres à un ennemi, c'est lui dire qu'on accepte les hostilités.) Les intentions que le roi prêtait aux blancs faisaient croire à une guerre imminente ; aussi recommanda-t-il à ses gens d'acheter beaucoup de fusils et de poudre ; et tous ses grands de s'écrier qu'ils défendraient jusqu'à la mort le patrimoine des rois de l'Ou-Ganda. Dans ces circonstances l'Imperial British East African Company ne pouvait songer à s'établir dans l'Ou-Ganda. Aussi, au mois de septembre 1888, Sir Francis de Winton exprimait-il encore à l'Association britannique réunie à Bath l'espoir que la Compagnie pourrait, *en laissant de côté le territoire de l'Ou-Ganda*, ouvrir une route sûre de la côte orientale jusqu'au lac Albert.

Au mois d'octobre, les Arabes s'enhardissant attaquent les missions romaines et anglaises qu'ils brûlent, et tuent quantité de néophytes ; mais les missionnaires réussissent à s'échapper ; les Pères d'Alger ne se départent pas d'une grande générosité envers leurs frères anglais. Dans l'infortune commune les cœurs se rapprochent. Vainqueurs, les Arabes écrivent à Mackay, établi au sud du lac, à Ousambiro, une lettre insultante dans laquelle ils célèbrent leur triomphe et prédisent l'extermination des missionnaires comme revanche de la politique anti-esclavagiste anglaise ; enfin, ils déclarent que l'Ou-Ganda est devenu un royaume musulman. Nous avons rapporté en détail cette révolution (X^e année, 1889, p. 84-91), la chute de Mouanga, son remplacement par son frère Kiwewa, remplacé à son tour par Kaléma, et la parole adressée aux mis-

sionnaires quittant Roubaga : « Qu'aucun blanc ne vienne dans l'Ou-Ganda avant deux ans, avant que nous l'ayons converti tout entier au mahométisme. » Cela n'empêcha pas l'Imperial British East African Company de se transformer en société anonyme, pour faire appel à la petite épargne par l'émission d'une souscription de cinquante millions de francs en actions de 500 francs chacune, dont 12,000 étaient allouées en toute propriété aux fondateurs. Le prospectus de la souscription portait que le territoire concédé à la Compagnie s'étendait jusqu'à la province de Wadelaï, gouvernée par Émin-pacha, et que des traités étaient en voie d'être conclus en vertu desquels une grande partie de ce territoire lui serait concédée avec droits souverains. » Les banques d'émission recommandaient l'entreprise comme une affaire d'intérêt national.

Ceci se passait en septembre 1889. L'Imperial British East African Company s'attribuait donc les immenses territoires de l'Ou-Ganda et de l'Égypte équatoriale, avant qu'aucune expédition chargée de traiter avec Mouanga fût arrivée chez ce souverain, et qu'aucun rapport eût été établi avec les Mahdistes auxquels avait été livrée la province d'Émin-pacha. Mais déjà deux expéditions étaient en marche vers la partie N.-E. du Victoria Nyanza, l'une dirigée par M. Pigott qui, dans son exploration du bassin supérieur de la Tana, limite d'alors de la sphère d'influence anglaise, rapportait à la Compagnie que le pays au-delà de cette rivière n'appartenait à personne ou à tout le monde, parce qu'il n'était pas occupé par des Européens; il était habité et cultivé par des indigènes; bientôt la Compagnie l'attribua à la sphère d'intérêt britannique; l'autre, conduite, par MM. Jackson et Gedge, qui arrivaient au Kavirondo, pendant que le Dr Karl Peters et le lieutenant von Tiedemann, envoyés au secours d'Émin-pacha, après avoir remonté la Tana, atteignaient Kwa-Soundou aux frontières N.-E. de l'Ou-Ganda.

Apprenant la venue de l'expédition anglaise avec 500 hommes et autant de fusils Remington, Mouanga et les missionnaires anglais écrivirent à Jackson pour lui demander son secours dans la guerre engagée contre Kaléma et les musulmans auxquels s'était joint Kabrégé, roi de l'Ou-Nyoro; mais Jackson répondit par un refus. L'envoyé de Mouanga, Kamanyiro, s'adressa alors au Dr Peters qui, invité également par une lettre du missionnaire Gordon, consentit à le suivre à Mengo, résidence du souverain de l'Ou-Ganda, ramené dans ses États, par ses sujets catholiques et protestants, après la révolution susmentionnée.

A la première entrevue que Peters eut avec Mouanga, assistaient le P. Lourdel et les missionnaires anglais Gordon et Walker qui l'accompa-

gnèrent à sa tente où il leur offrit du thé et du café. Dans un entretien qu'il eut ensuite avec le P. Lourdel, il demanda à celui-ci si le roi souhaitait un protectorat européen? — Pas le moins du monde répondit le missionnaire. — Eh bien, dit le Dr Peters, qu'il recoure aux puissances européennes et demande qu'on neutralise son pays, comme on l'a fait pour l'État du Congo. Si nous pouvions arriver à neutraliser le haut Nil, ce serait un grand service rendu à toutes les puissances. Seulement, il faudrait que Mouanga se décidât à adopter dans son pays tous les principes du droit international reconnus en Europe. — Croyez-vous, dit le P. Lourdel, qu'une ouverture de Mouanga dans ce sens trouverait de l'écho en Europe? — Je ne saurais le dire, répondit Peters; cependant, si Mouanga veut consulter l'Europe à cet égard, je consens volontiers à me faire son interprète là-bas. Mais il faudrait que, par anticipation, Mouanga reconnût la validité, sur son territoire, des stipulations de l'Acte du Congo, et qu'il garantît avant tout aux puissances que le commerce et l'exportation des esclaves seraient interdits dans ses États. — Cette clause ne sera certes pas repoussée par lui, répliqua le P. Lourdel, car il déteste les Arabes et ne peut voir de bon œil les razzias opérées parmi ses sujets. Avant de le rappeler de l'Ou-Soukouma dans l'Ou-Ganda, nous avons eu déjà avec lui des pourparlers à ce sujet. Mais pour l'exécution de ces plans, nous aurons à compter avec les intrigues anglaises.

Je ne comprends pas, dit Peters, l'intérêt que l'Angleterre peut avoir à déclarer son protectorat sur l'Ou-Ganda. — L'Angleterre, répondit le père Lourdel, vise au monopole du commerce. — Cette prétention, reprit Peters, est formellement inadmissible. L'Ou-Ganda se trouve compris dans la zone pour laquelle l'Acte du Congo a stipulé la liberté du commerce. Un protectorat sans le monopole du trafic ne peut que coûter de l'argent aux Anglais. Si Mouanga souhaitait le protectorat allemand, et qu'on me demandât mon avis sur ce point en Allemagne, je ne sais pas si je ne déconseillerais pas de l'accepter. L'Angleterre est dans un cas tout semblable.

Dans une seconde entrevue avec le roi, Mouanga offrit au Dr Peters, si celui-ci voulait bien porter son message en Europe, de conclure avec lui un traité dans lequel il renoncerait, en faveur des Allemands et des autres Européens, au droit en vertu duquel les gens ne peuvent voyager, trafiquer et bâtir dans l'Ou-Ganda qu'avec sa permission..... « J'entends, » ajouta-t-il, « n'être le serviteur d'aucun Européen; tous les Européens auront des droits égaux dans mon pays, mais je ferai exclusivement amitié avec le grand sultan des Allemands. »

Le traité fut signé le 1^{er} mars par Mouanga. Mais le katikiro, protestant, se refusa à signer sans avoir au préalable conféré avec les missionnaires Gordon et Walker. Le soir de ce même jour, ces messieurs, dînant chez le Dr Peters, dénièrent au roi le droit de conclure des traités avec des tiers attendu que Mouanga, disaient-ils, « s'était déjà mis sous le protectorat britannique ». A l'ouïe de ces paroles, le docteur écrivit au roi en lui posant nettement la question : Les Anglais affirment que le roi dépend de l'Imperial British East African Company et qu'il n'a point le droit de conclure des traités avec d'autres ; avant donc de m'engager plus outre, j'ai besoin de savoir ce qu'il en est, car je n'entends pas emporter en Europe un traité sans valeur. Je demande que non seulement Mouanga, mais tous les grands du pays déclarent s'ils sont esclaves (*ouatouma*) des Anglais ou si le roi possède encore le même droit qu'avait Mtésa ?

Le 2 mars, tous les grands et les gouverneurs catholiques, en majorité dans le pays, signèrent le traité dans la maison du P. Lourdel et ensuite dans le camp du docteur. Le matin du 3 mars, Mouanga tint un Conseil d'État auquel furent invités tous les grands, même les princesses qui avaient échappé aux meurtres ordonnés par Kaléma. MM. Gordon et Walker étaient présents. Après l'expédition des affaires courantes, le Dr Peters s'étant levé prit la parole pour demander aux Ba-Ganda si les Anglais avaient dit la vérité : s'ils étaient devenus esclaves des Anglais ?

Ces paroles provoquèrent chez tous les Ba-Ganda un tel mouvement d'indignation contre les Anglais, qu'un moment l'on put craindre des scènes de violence. Mouanga se leva de son trône, et, s'adressant particulièrement à MM. Gordon et Walker leur demanda s'il était vrai qu'ils fussent allés trouver le docteur pour faire opposition au traité au nom de l'Angleterre. M. Gordon répliqua que « le roi avait accepté le drapeau de l'Imperial British East African Company, et que cela signifiait qu'il avait accepté le protectorat britannique. — Voilà, ajouta-t-il, ce que Walker et moi, nous avons compris. »

Mouanga reprit : « Vous savez tous que lorsque nous nous trouvions sur l'île du lac Victoria, nous avons envoyé des messagers aussi bien à Stanley qu'à M. Jackson. Venez à notre aide, leur avons-nous dit, nous accepterons alors le drapeau de l'Angleterre et nous concéderons aux Anglais le monopole du commerce dans l'Ou-Ganda, l'Anglais seul aura le droit d'y trafiquer. Replacez-moi sur le trône de Mtésa et il en sera comme je l'ai écrit. Or, qu'est-il arrivé ? Stanley qui venait de l'Ou-Nyoro avec Andellemin, a refusé de déférer aux prières des chrétiens ses frères, et a contourné l'Ou-Ganda par un long circuit. M. Jackson, qui était

depuis longtemps au Kavirondo avec toute une troupe de soldats, non seulement ne nous a pas porté secours, mais ne nous a pas même envoyé quelques cartouches ni une poignée de poudre. Et parce que M. Jackson m'a expédié son drapeau dans un paquet, les Anglais prétendent que je dois être sous leur protectorat! Seul le docteur et les Allemands sont venus à notre aide. Si donc je consentais à ce que mon pays relevât de quelqu'un ce serait du grand empereur des Allemands. Mais je veux rester ce qu'était Mtésa, je ne veux appartenir à personne. Vous tous, vous serez les bienvenus dans l'Ou-Ganda. Si les Allemands veulent y venir qu'ils y viennent; si les Français veulent y venir qu'ils y viennent également; si les Anglais veulent y venir, et entendent y avoir les mêmes droits que les Allemands, vous pouvez l'écrire à M. Jackson, ils seront, eux aussi, bien accueillis. Mais s'ils veulent *manger* mon pays, je leur ferai la guerre, car nous autres Ba-Ganda, nous tenons à rester libres, et je veux rester ce qu'était Mtésa. » L'assemblée applaudit. Après quoi Mouanga reprit encore : Que tout le monde sache bien que je suis le fils de Mtésa; ce que Mtésa était dans l'Ou-Ganda, j'entends le rester, et si quelqu'un prétend s'y opposer, je lui ferai la guerre. Le roi se retira, mais la multitude des assistants mit le katikiro en demeure ou de signer le traité ou de donner sa démission. MM. Gordon et Walker allèrent trouver à son campement le docteur auquel ils firent part de l'état de surexcitation des esprits : Montrez-nous le traité lui dirent-ils. Ils le lurent, et M. Walker dit à M. Gordon. Je crois vraiment que nous devons engager nos gens à y souscrire. Ainsi fut fait, et le soir même, tous les grands du parti anglais et le katikiro lui-même signèrent le traité.

Les jours suivants, le docteur avec l'aide du P. Lourdel, obtint de Mouanga la déclaration suivante d'adhésion au mouvement anti-esclavagiste : Moi, Mouanga, roi de l'Ou-Ganda, j'affirme que j'interdis la traite des esclaves dans l'Ou-Ganda et les pays qui en dépendent, et que je ferai tout mon possible pour empêcher l'exportation d'esclaves de tous les pays qui me sont soumis. Enfin, le docteur amena le roi à solliciter, par une requête formelle adressée aux signataires de l'Acte du Congo, la neutralisation de l'Ou-Ganda et de la région du Haut-Nil, et Mouanga lui donna ses pleins pouvoirs pour négocier dans ce sens, au cas où, de retour en Europe, il acquerrait la conviction que le projet avait chance de réussir.

Avant de quitter l'Ou-Ganda, le D^r Peters reçut, en présence de MM. Gordon et Walker, communication d'une lettre adressée par M. Jackson à Mouanga, informant celui-ci qu'il avait mandat de son

gouvernement d'arrêter les chefs de l'expédition allemande au secours d'Emin-pacha; à cet effet, Jackson invitait le roi à faire au besoin usage de la force. Animé de sentiments plus généreux, Mouanga déchira la lettre du chef de l'expédition anglaise et voulut retenir auprès de lui le D^r Peters et son compagnon, mais ceux-ci, tenant à revenir à la côte, quittèrent l'Ou-Ganda, non sans avoir écrit à M. Jackson pour lui faire sentir l'odieux du procédé dont l'agent de l'Imperial British East African Company avait voulu imposer la responsabilité au souverain de l'Ou-Ganda. Le 23 mars, le D^r Peters prit congé de Mouanga qui le chargea de porter en Europe ces paroles : « Si les Anglais s'unissent à leurs amis les Arabes pour m'attaquer, je proteste par ton entremise contre tout acte de violence de leur part ; si les Anglais veulent établir leur protectorat sur l'Ou-Ganda, je me battraï contre eux ; si je suis vaincu, j'émigrerai avec tous mes gens et j'irai dans un autre pays. Voilà ce que je te charge officiellement de dire en Europe. » Un retour de Kaléma contre Mouanga obligea bientôt celui-ci à se réfugier dans l'île Sessé; mais la victoire du parti musulman ne fut pas de longue durée; alors un télégramme de Zanzibar informa l'Imperial British East African Company que son agent, M. Jackson, arrivé dans l'Ou-Ganda, avait conclu des traités avec Mouanga et ses chefs pour placer le roi, son pays et toutes les dépendances de l'Ou-Ganda sous l'influence exclusive de la Compagnie susmentionnée.

Pendant ce temps, M. Mackenzie, agent de la Compagnie britannique à Mombas, avait conclu avec le major Wissmann une convention pour empêcher la vente des armes et des munitions dans les sphères respectives d'influence anglaise et allemande : tout possesseur d'un fusil se chargeant par la bouche devait le faire contrôler à la station du district ; au bout de trois mois, tout fusil non contrôlé devait être confisqué. Les fusils se chargeant par la culasse étaient interdits, sous peine de confiscation, d'amende ou d'emprisonnement. Le consulat général anglais à Zanzibar déclarait au major Wissmann qu'il punirait sévèrement tout sujet anglais qui vendrait des fusils se chargeant par la culasse et des munitions s'y rapportant. Il ne semble pas que ces dispositions aient été appliquées aux expéditions que la Compagnie britannique continuait à envoyer dans la direction de l'Ou-Ganda, en particulier à celle du capitaine Lugard bientôt suivie de celle du capitaine Williams, organisées militairement.

Il ne s'agissait plus, comme nous allons le voir, d'expéditions du genre de celle de M. Pigott, dite, elle aussi, de secours à Emin-pacha. Stanley

était rentré en Angleterre, après avoir, disait-il, conclu avec les chefs indigènes des traités aux termes desquels les possessions britanniques devaient s'étendre jusqu'à la frontière de l'État indépendant du Congo. Sir James Fergusson déclara que ces traités avaient été conclus sans autorisation du gouvernement. Quant à celui que M. Jackson disait avoir conclu avec Mouanga pour placer l'Ou-Ganda sous le protectorat de l'Angleterre, nous ne l'avons vu reproduit dans aucun document officiel; néanmoins, les financiers anglais cherchaient à transformer en droits politiques, les intérêts pécuniaires qu'ils pouvaient avoir dans la région du Victoria-Nyanza; les missionnaires anglais appuyaient de leurs publications et de leurs cartes les prétentions des capitalistes; la presse britannique, de sa voix puissante, engageait le gouvernement anglais à ne pas permettre que l'Allemagne étendit sa sphère d'influence jusqu'à la frontière orientale de l'État indépendant du Congo! « Stanley, » écrivait-on à la *Correspondance politique*, « a déjà acquis pour l'Angleterre le territoire entre les lacs Albert-Édouard et Victoria; au nord, M. Jackson a, de la même façon acquis les territoires d'Ou-Nyoro et d'Ou-Ganda. » La Compagnie avait-elle, conformément à la Charte qu'elle s'était fait octroyer, soumis au secrétaire d'État ces traités conclus avec Kabréga et Mouanga? Le secrétaire d'État leur avait-il donné son approbation? Et, s'ils avaient été approuvés, pourquoi n'ont-ils pas été publiés, ou tout au moins mentionnés parmi les soixante-quinze traités indiqués dans le *Blue Book* relatif aux affaires de l'Ou-Ganda. Nous les y avons vainement cherchés.

Les rapports subséquents des capitaines Lugard et Williams avec le souverain de l'Ou-Ganda, dès la fin de décembre 1890, dont nous parlerons dans un prochain numéro, nous donnent lieu de croire que les soi-disants traités Jackson n'étaient qu'un moyen imaginé par les administrateurs de l'Imperial British East African Company pour obtenir des capitalistes les souscriptions à leur emprunt dont l'émission ne marchait pas à leur gré. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons nous défendre de croire que si la neutralisation de l'Ou-Ganda et de la région du Haut-Nil demandés par Mouanga avait pu être réalisée, le conflit entre les Ba-Ganda et les troupes aux ordres des officiers anglais ne se serait pas produit.

BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

L'ascension du Kilima-Ndjaru.

Par le Dr HANS MEYER.

Parmi les découvertes dont l'Afrique a été le théâtre durant ce siècle, il en est peu qui aient eu autant de retentissement que celle des deux pics couronnés de neiges éternelles, le Kilima-Ndjaru et le Kenia. Annoncée par les missionnaires Rebmann et Krapf, elle trouva tout d'abord des contradicteurs qui prétendirent que les voyageurs avaient été le jouet de leur imagination. Mais il fallut bientôt se rendre à l'évidence et admettre que l'Afrique, comme les autres continents, possède ses montagnes neigeuses, peu nombreuses, il est vrai, et non disposées en chaîne.

Après Rebmann qui était arrivé en 1848 en vue du Kilima-Ndjaru, d'autres voyageurs l'explorèrent et cherchèrent à l'escalader. Successivement le baron de Decken, le Dr Otto Kersten, le missionnaire Charles New, Thomson, Johnston, le comte Teleki, le Dr Abbott et Ehlers, montèrent à l'assaut de la superbe montagne, mais ne parvinrent pas à la conquérir. Il était réservé au Dr Hans Meyer de fouler le premier la cime du volcan et d'y planter le drapeau de l'Empire allemand.

Ce ne fut pas sans peine qu'il obtint ce résultat. Une première expédition accomplie en 1887, en compagnie d'Eberstein, le conduisit à 5500 m. d'altitude, jusqu'aux glaciers qui recouvrent le Kibo, l'un des sommets du Kilima-Ndjaru. La seconde (1888) fut arrêtée par l'insurrection de Bouchiri; mais l'infatigable explorateur ne se découragea pas; il fit, en 1889, une troisième tentative qui fut couronnée de succès. Il avait pris cette fois pour compagnon un alpiniste, M. L. Purtscheller.

A part une préface et un historique des expéditions au Kilima-Ndjaru qui sert d'introduction, l'ouvrage publié par le Dr Hans Meyer et intitulé: *Ostafrikanische Gletscherfahrten* ⁽²⁾ est entièrement consacré au récit du troisième voyage, qui fut fécond en résultats, et à la description de la montagne. C'est un vrai modèle de monographie, comme il devrait en exister pour tous les types caractéristiques de géographie physique. Comme forme et comme fond, il serait difficile de surpasser cet admirable livre. Aucun détail n'est omis; chacun est à sa place et cependant on ne perd jamais la vue d'ensemble ni le fil de la narration. Voyageur intrépide et clairvoyant, le Dr Hans Meyer est doublé d'un écrivain de premier ordre,

⁽¹⁾ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

⁽²⁾ *Ostafrikanische Gletscherfahrten*. Forschungsreisen im Kilimandscharo-Gebiet, von Dr Hans Meyer. Mit 3 Karten, 20 Tafeln in Heliogravüre und Lichtdruck und 19 Textbildern. Leipzig, 1890, Verlag von Duncker und Humblot, 376 p., m. 20.

qui sait faire valoir jusqu'à l'observation, en apparence la plus insignifiante. Nous connaissons peu d'ouvrages aussi bien conçus comme plan, aussi exacts, aussi complets comme description : c'est la nature équatoriale, se modifiant insensiblement à mesure qu'on s'élève, qui revit sous la plume de l'auteur. L'illustration est admirable. Trois cartes permettent au lecteur de suivre pas à pas le récit ; des vignettes intercalées dans le texte, des reproductions de photographies, des gravures hors texte et une magnifique planche en couleurs complètent la description et donnent une idée très nette du relief et de la végétation. Vraiment nous ne comprenons pas qu'un semblable ouvrage ne soit pas encore traduit en français, car sans être un livre de pure vulgarisation, ce n'est pas non plus un mémoire uniquement destiné aux savants. On peut dire qu'il s'adresse plutôt au public cultivé, qui trouvera à sa lecture un puissant intérêt.

Une ascension dans l'Afrique équatoriale présente incontestablement de beaucoup plus grandes difficultés que dans les Alpes suisses. Ici, grâce aux chemins de fer qui amènent le touriste jusqu'au pied de la montagne, aux hôtels et aux cabanes du Club Alpin, grâce aussi aux guides éprouvés que l'on trouve dans les principales stations, c'est une véritable partie de plaisir. Là-bas, c'est toute une expédition ; pour le Kilima-Ndjaru, il faut deux semaines pour atteindre le pied de la montagne. Comme abri, on est réduit à la tente ; comme nourriture, à la viande sèche et au riz froid ; comme boisson, au jus de citron mélangé d'eau de neige. Quant à trouver des guides, il n'y faut pas penser. C'est le voyageur qui doit conduire sa caravane, et il peut remercier le ciel si tout se passe sans encombre et s'il ne se produit ni mutinerie ni désertion de porteurs.

A la fin de septembre 1889, le Dr Hans Meyer se trouve dans le Tchagga, sur les pentes moyennes et inférieures de la montagne. Il décide d'établir trois camps, un inférieur, un intermédiaire et un supérieur qui doivent servir de points d'appui aux ascensionnistes et rester en relations les uns avec les autres pour assurer les approvisionnements. Peu à peu, l'expédition s'élève sur le versant sud que parcourent de nombreux cours d'eau. A 2000 m., commence la forêt vierge qui forme, jusqu'à 2800 m., une zone circulaire autour de la montagne dans la partie où la plus forte humidité est combinée avec une grande chaleur. De temps à autre, les arbres s'espacent pour faire place à des clairières couvertes d'herbes. Aux forêts succèdent des pentes herbeuses semées d'arbustes et de rhododendrons gigantesques.

Le camp intermédiaire est établi à 2890 m. De là, M. Meyer part avec

un certain nombre de porteurs pour le plateau situé entre les deux cimes du Kilima-Ndjaru : le Kibo et le Mawensi. Le camp supérieur y est fixé à 4300 m. environ ; il ne compte d'ailleurs, en dehors des deux Européens, que le fidèle nègre Muini Amani.

Le 3 octobre, le Dr Meyer et son compagnon partent dans la nuit pour le Kibo, la température descend à -12° . Ils rencontrent, à 5480 m., un glacier auquel ils donnent le nom du grand anthropo-géographe Ratzel. Après l'avoir franchi, ils arrivent au pied d'une paroi de glace qui recouvre d'un épais manteau le rebord circulaire du cratère. Ne pouvant trouver un endroit propice pour l'escalader, ils redescendent.

Deux jours après, ils tentent de nouveau l'ascension par une nuit magnifique, une de ces nuits équatoriales pendant lesquelles l'observateur peut contempler d'un seul coup d'œil toute l'immensité du ciel et des constellations d'un pôle à l'autre. Cette fois, le bourrelet circulaire de glace est heureusement gravi. Dans sa partie supérieure émerge le terrain fait de cendres et de blocs de lave. Les voyageurs cheminent quelque temps sur ce rebord volcanique, pour atteindre le pic suprême qu'ils décorent du nom de l'Empereur Guillaume. Inutile de raconter l'enthousiasme qu'ils éprouvent à fouler cette cime de 6010 m., la plus haute de l'Afrique et des pays allemands. Même à cette hauteur, ils trouvent sur les rochers des traces de lichens, et, dans l'immense cratère du Kibo en partie rempli de neiges et de glaces, un squelette d'antilope.

Le but essentiel de l'expédition était atteint. La fière montagne était vaincue. Mais M. Meyer consacra le temps qui lui restait à explorer les deux sommets, le Mawensi et le Kibo, tous deux produits par des agents volcaniques, quoique différant complètement d'aspect. Le Mawensi, haut de 5355 m., ne porte pas de neiges éternelles, ni de glaciers. Au lieu d'être formé comme le Kibo, d'un immense cratère circulaire, il est, au contraire, constitué par une rangée de pics d'où se détachent des arêtes rocheuses séparées par des ravins ; le nom de M. Purtscheller fut donné à l'un des sommets. Après plusieurs ascensions du Mawensi et du Kibo et par conséquent plusieurs traversées du plateau qui les sépare, l'expédition se reconstitua par la réunion des trois camps échelonnés sur les pentes de la montagne et revint à la côte.

Dans un long chapitre complété par des annexes, M. Meyer décrit la géographie du Kilima-Ndjaru, ainsi qu'on peut le faire dans l'état actuel de la science. Il passe successivement en revue sa structure, son histoire géologique, son climat, ses glaciers, ses neiges, etc. Laissant de côté toutes les traductions données jusqu'ici des noms indigènes de la montagne, il

explique le mot Kilima-Ndjaru, qui signifie Montagne de l'Esprit du Ndjaru; quant au Kibo c'est le sommet *clair*; le Mawensi, le sommet *obscur*. Le Kilima-Ndjaru fait partie des volcans de la longue fissure volcanique de l'Afrique orientale qui s'étend du lac Manyara au lac Assal et constitue, entre le versant nilotique et celui de l'Océan Indien, une sorte de gouttière bordée à l'ouest et à l'est de cratères dont les uns sont éteints, tandis que les autres, ayant conservé une demi activité, lancent des gaz brûlants.

Le Kilima-Ndjaru se range parmi les volcans éteints. Actif durant l'âge tertiaire, il n'offre aujourd'hui aucune manifestation volcanique. C'est une superbe accumulation de laves et de cendres présentant de nombreux cônes adventifs outre les deux sommets suprêmes. D'après M. Meyer, le Mawensi est plus ancien que le Kibo. Des blocs de laves parsèment le haut plateau qui relie les deux sommets.

Le Kibo supporte des neiges et des glaces qui forment une bordure continue autour du cratère, sauf à l'ouest où une brèche permet l'écoulement des glaces recouvrant une partie de l'intérieur du cratère. Sur les pentes extérieures de la montagne, les glaciers descendent, mais non pas également de tous les côtés. Sur le versant oriental, il n'y a d'autre glace que celle de la bordure circulaire; là, la glace s'arrête à 5750 m. environ, tandis qu'au nord, le Nordgletscher descend jusqu'à 5650 m., et qu'au sud, le Ratzelgletscher s'étend jusqu'à 5300 m. environ. Mais c'est à l'ouest et au sud-ouest que la glace descend le plus bas; elle y parvient jusqu'à 3800 m. Il est évident qu'il n'est pas question ici de glaciers puissants semblables à ceux de nos hautes Alpes. Les névés supérieurs qui seraient nécessaires à leur formation manquent. Aussi ne s'agit-il que de glaciers secondaires comme ceux de quelques hauts sommets des Andes. Ils sont dépourvus de moraines latérales, par suite de l'absence de parois rocheuses au-dessus d'eux, et leur aspect même ne peut être mis en parallèle avec celui des magnifiques fleuves de glace de nos montagnes à la surface plane ou faiblement ondulée. Ils sont au contraire formés de séracs, de blocs, d'arêtes, entre lesquels s'allongent les crevasses, les fissures plus ou moins larges et profondes qui permettraient de les comparer à la formation calcaire très ancienne appelée *karrenfelder* ou *lapias*. M. le Dr Meyer s'étend longuement sur ces phénomènes glaciaires du Kilima-Ndjaru. Sur ce point, comme sur toutes les autres questions relatives à cette montagne remarquable, il fournit des explications aussi claires que détaillées; le résumé qui précède ne peut malheureusement en donner qu'un pâle reflet.

BULLETIN MENSUEL (5 septembre 1892¹.)

Au Congrès des sociétés françaises de géographie réuni à Lille, au commencement d'août, a été longuement discutée la question du **rôle des grandes Compagnies privilégiées** pour l'extension et le développement de la colonisation. Voici les résolutions qui ont été adoptées :

Art. 1^{er}. Pendant une période de temps dont la durée sera proportionnée aux charges imposées, ces Compagnies administreront en bon père de famille le territoire à elles concédé ; elles maintiendront l'ordre public au moyen d'une force de police entretenue par elles, et pourront recevoir les taxes représentatives des services qu'elles rendront aussi bien que des taxes sur les marchandises à l'entrée et à la sortie : le tout sous le contrôle du gouvernement français et à titre révocable en cas d'abus manifeste et persistant. Ces Compagnies ne jouiront pas d'un monopole commercial.

Art. 2. Il pourra être mis à la charge de ces Compagnies coloniales des travaux publics à exécuter, comme wharfs, routes, voies ferrées, et, en compensation, il pourra leur être concédé une partie des forêts, des mines et des terrains publics, sous la réserve des droits indigènes.

Art. 3. Les Compagnies devront justifier d'un capital à déterminer par l'administration suivant les cas et suivant l'importance du territoire qui leur sera concédé. Ce capital pourra être souscrit par actions de 100 fr. et au-dessous, par dérogation à la loi de 1867, et devra être, pour moitié, versé dans une caisse publique avant toute concession.

Art. 4. Les Compagnies coloniales devront rendre compte chaque année au gouvernement, et plus souvent si celui-ci le réclame, de la façon dont elles auront exercé leurs droits et exécuté leurs obligations.

Art. 5. En cas d'abus manifeste et persistant, la déchéance de la Compagnie pourra être prononcée sous réserve des droits acquis.

Le *Recueil consulaire* publié par le ministère des affaires étrangères de Belgique renferme, sur la **Tripolitaine**, des renseignements importants au point de vue du commerce, dont nous croyons devoir donner un résumé à nos lecteurs. Entre Tunis et l'Égypte, les deux centres les

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

plus importants de la côte septentrionale d'Afrique sont Tripoli et Bengazi. Quoique, par mer, la distance entre les deux villes ne soit que de 576 kilom., les communications sont rares parce qu'aucune ligne de vapeurs ne touche régulièrement à Bengazi et que le télégraphe y fait défaut. Les communications par terre sont fort peu de chose, parce que le voyage d'un endroit à l'autre prendrait 20 jours à dos de chameau, sans compter qu'au-delà de Misurata, la sécheresse du sol et le grand nombre de marais salés rendraient les voyages non seulement dangereux au point de vue de la santé, mais encore presque impraticables. Tripoli est en relation par la mer avec la Tunisie, l'Algérie, la Turquie, l'Autriche, la Belgique, l'Angleterre et même avec les États-Unis ; c'est aussi le centre de réunion des caravanes destinées au Fezzan, à Ghadamès, au Bornou, au Ouadai et à d'autres sultanats de l'Afrique centrale. D'autre part, Bengazi trafique avec Malte, la Canée et tous les ports du Levant ; c'est le point de départ des caravanes formées à Tripoli et se rendant au Ouadai et au Darfour. De Bengazi, une grande quantité de bestiaux sont envoyés par terre aux marchés de l'Égypte. Entre Tripoli et Bengazi, les localités de la côte qui ont une importance commerciale sont Homs, Tabia, Zliten, et Misurata. Homs, à 100 kilom. de Tripoli, exporte en Angleterre, ainsi que Tabia et Zliten, une assez grande quantité d'alfa. Misurata, à 170 kilom. de Tripoli, exporte des dattes, de la sparterie, des œufs, des pommes, etc. Derni, à 200 kil. à l'Est de Bengazi, exporte des céréales, des dattes, des peaux, de la laine et des animaux. Tobruk, à 400 kilom. de Bengazi, n'a aucune importance commerciale. C'est un port très grand et très profond, peut-être le plus vaste de la Méditerranée ; les plus grands vaisseaux de guerre peuvent manœuvrer sans danger ni difficulté à quelques mètres des quais. Mais c'est un port complètement abandonné.

Dans le même *Recueil consulaire*, se trouve une communication du consul belge de Tripoli sur le **lac salé de Bréga**, situé à la frontière occidentale de la Tripolitaine, séparé de la mer par une bande de terre d'un kilom. de large au plus et dont les eaux ont une superficie d'au moins 500 kilom. carrés, ou 50,000 hectares. Le marais salé de Bréga mesure 90 kilom. de tour ; à cheval on peut le traverser en longueur en 8 heures, et en largeur en quatre heures. Trente mille hectares au moins pourraient en être exploités, et fourniraient une quantité inépuisable d'un sel de qualité supérieure, très beau, bon pour la cuisine et la table, pour saler le poisson ; il pourrait rivaliser avec tous les sels de l'Europe. Les travaux d'extraction pourraient se faire du commencement de juin

jusqu'aux premières pluies de novembre. Durant ces cinq ou six mois, l'on pourrait transporter à la côte assez de sel pour en charger des navires en toute saison. La route qui conduit au lac Bréga est accessible toute l'année ; les navires trouvent un abri sûr, quoiqu'ils doivent jeter l'ancre à quelque distance du bord. Malgré les avantages qu'offrirait l'exploitation du sel pour la Turquie et les autres pays, personne n'en tire parti.

Un correspondant du *Temps*, parlant des avantages qu'offre la **route** relativement courte de **Djiboutil** à **Harrar** (250 kil.) et à **Ankoher** (650 kil.), pourvue d'eau sur tout son parcours, et d'herbe pour la nourriture des bêtes de somme, leur attribue l'importance acquise par Djiboutil depuis 1880. Vers la fin de cette année, dit le journal, une maison française y établit une factorerie. Ce fut la première maison de la ville, qui compte actuellement — autant qu'il est possible d'en juger dans un pays musulman, où les recensements sont impossibles — près de 2000 habitants et une population flottante parfois aussi considérable. On y trouve des Français et des Grecs, des Arabes et des Juifs. Le gros de la population est composé d'indigènes somalis et d'Abyssins, pour la plupart au service des Européens. Le jour où les communications avec le Harrar seront devenues sûres et faciles et où les paquebots français feront escale dans son port, Djiboutil verra sa prospérité s'accroître dans de grandes proportions. Aussi, cette ville, qui a à peine quatre années d'existence, tend à être préférée à Obock et à le remplacer. C'est la conclusion d'études techniques faites récemment par M. Suais, inspecteur général des travaux publics. Les chiffres suivants indiquent quelle a été la fortune rapide de ce nouveau port. En 1888, il était fréquenté par 57 boutres arabes et 4 bateaux français ; en 1891, il y est entré 502 boutres, 22 bateaux français et 8 anglais. A l'encontre des rivages de la mer Rouge, grandioses dans leur aridité et leur tristesse, le paysage de Djiboutil est plutôt gai. A l'aurore et au crépuscule, la vue du golfe est d'une rare magnificence et ne le cède en rien à certaines belles perspectives de l'Italie et de l'Archipel. La vallée d'Ambouli est toute verdoyante, et l'on est en train d'y créer des jardins qui réussissent bien et fournissent aux Européens quelques légumes et même des choux, chose incomparablement précieuse au bord du golfe d'Aden. Même différence pour le climat ; alors qu'en février, il fait déjà chaud à Obock, on jouit à Djiboutil d'une température très douce et l'on y a de plus le très appréciable avantage de n'y recevoir pendant l'été le vent du désert que rafraîchi et déchargé de sable en raison de son passage au-dessus du

golfe. On assure que le roi Ménélick s'intéresse beaucoup à la destinée de Djibouti et est disposé à faire les frais d'une ligne télégraphique qui partirait de ce point pour se diriger sur le Harrar et le Choa ; il a tout intérêt à savoir ce que deviennent ses caravanes et à connaître journellement le cours des denrées qu'il leur confie.

Dans une réunion de la British Association pour l'avancement des sciences, tenue à Cardiff, on a fait ressortir l'utilité qu'il y aurait à bien connaître le **climat de l'Afrique tropicale**, et un comité a été chargé de recueillir des renseignements à ce sujet et de les publier. L'œuvre se divisera en deux branches : 1° recevoir les renseignements et en faire le résumé ; 2° essayer d'établir un réseau d'observations sur cette vaste région, non seulement sur la partie qui relève de l'Angleterre, mais encore sur toute l'Afrique tropicale. Le Comité, dont fait partie M. E.-G. Ravenstein, l'habile cartographe de la Société de géographie de Londres, a lancé une circulaire dans laquelle il demande qu'on veuille bien lui faire part de toutes les observations météorologiques faites avec soin et régularité dans l'Afrique tropicale et qu'on lui prête les données de cette nature non encore publiées. De son côté, il se fera un plaisir de communiquer à toutes les personnes résidant dans cette partie de l'Afrique et qui seraient disposées à faire des observations régulières, des instructions sur la manière d'observer et des tableaux en blanc à renvoyer, une fois les observations consignées, au secrétaire, M. G.-J. Symons, 62, Camden-square, Londres N. W.

Au cours de son expédition du **Kilimandjaro au Victoria-Nyanza**, le Dr **Oscar Baumann** a fait d'intéressantes découvertes au sujet desquelles il a envoyé à la Société anti-esclavagiste allemande un rapport daté de Kadoto, 13 avril, reçu à la côte le 15 juin et à Coblenz le 13 juillet, ce qui montre combien sont efficaces les mesures prises par les Allemands en vue de l'envoi de courriers rapides de l'intérieur à la côte de l'Est africain. Le fait le plus remarquable consigné dans ce rapport, c'est la découverte d'un lac de plus de 150 kilom. de long, jusqu'ici encore complètement inconnu. Le Dr Baumann avait d'abord exploré le lac Manjara, de 120 kilom. de long sur une largeur moyenne de 30 kilom. L'eau en est salée et saumâtre, et sur les bords se trouvent de grands dépôts salins dont des échantillons ont été envoyés en Europe. Du petit Aroucha, l'explorateur traversa le district des Balanga pour se rendre à l'extrémité septentrionale du lac, dont il longea ensuite la rive orientale en passant par l'Oumbougoué, pays fertile, riche en bétail et en ânes et habité par une race belle et forte. Contournant le sud du lac, il en suivit

la côte occidentale, jusqu'à Gorongo, à l'ouest du lac Natron et découvrit un petit lac salé, le lac Gorongo. Le 21 mars, il prit une direction occidentale, et le 23, à sa grande surprise, il se trouva en présence d'une immense nappe d'eau, c'était le lac Eiassi, dont il longea la partie septentrionale sans jamais en apercevoir l'extrémité méridionale. « Je fus », écrit M. Baumann, « extrêmement surpris par cette découverte, d'autant plus qu'on n'avait jamais eu connaissance, même par ouï-dire, de l'existence de ce lac. Les Masaï qui, dans leurs expéditions guerrières, longent souvent le lac, m'ont déclaré que cette eau s'étend jusqu'à l'Iramba, ce qui lui donnerait une longueur de 150 kil. Sa largeur, dans la partie nord que j'ai explorée, atteint de 30 à 50 kil. Les Masaï en suivent la rive orientale, la route étant, dans la partie occidentale, rendue plus difficile pour eux à cause du passage d'un cours d'eau venant de l'Ou-Soukouma. » Il paraît certain que cette rivière est le Wamberé dont l'issue était inconnue jusqu'ici. Le 19 mars, l'expédition rencontra le Lgarria, petit lac salé et, le 12 avril, elle aperçut le lac Victoria des hauteurs du plateau de Kadoto. Tout le pays traversé par le Dr Baumann est habité, sauf une longue bande de territoire où, pendant vingt jours de marche, on ne vit aucun indigène. Cependant l'eau était abondante, et bien qu'une peste bovine eût décimé la plus grande partie du bétail, et causé la disette, l'expédition n'eut pas à souffrir de la faim ; elle avait emmené avec elle, de l'Oumbougoué, 150 têtes de bétail dont elle possédait encore une centaine à son arrivée au lac Victoria. Le climat, entre le plateau de la steppe du Wamebré et le lac Victoria, est tellement salubre que l'expédition n'eut pas un cas de fièvre dans ce territoire. La température était même plutôt trop basse que trop élevée.

Après avoir fondé la station de Marangou au **Kilimandjaro**, le Dr Peters avait provisoirement abandonné celle de **Moski**. Méli, fils et successeur du sultan Mandara, en prit possession et refusa de l'évacuer lorsque M. de Bülow, officier allemand qui remplaçait le Dr Peters, l'y invita. Croyant disposer de forces suffisantes pour l'y obliger, M. de Bülow fut attaqué à l'improviste par 3000 Oua-Chagga dont mille avaient des fusils perfectionnés. Ses soldats formèrent le carré, mais voyant que les munitions allaient manquer, il ordonna la retraite. Affaibli par deux blessures, il était porté en hamac lorsqu'il en reçut une troisième mortelle ; son lieutenant et 31 soldats avaient succombé. Les journaux allemands affirment que les Anglais ont travaillé l'esprit de Méli pour l'amener à se déclarer contre l'Allemagne ; ce chef avait fait une visite à Mombas au commencement de l'année. Il est certain que les indigènes

s'étaient procuré des armes perfectionnées et des munitions à la station anglaise de Taveta très rapprochée de la frontière allemande. Aux yeux des Allemands, cette vente d'armes par les Anglais aux indigènes constitue une violation flagrante des Actes de la Conférence de Bruxelles de 1891.

Dans un rapport sur **Zanzibar et Pemba**, M. Portal, consul général anglais, attribue le malaise économique dont souffrent ces îles à la culture trop exclusive du giroflier, dont les plantations exigent de grands soins et dont la vente n'est pas toujours assurée. Il y a encore à Zanzibar une quantité de terres en friche, ce qui ne peut surprendre dans un pays où les Arabes ont longtemps dominé. Aujourd'hui que l'ivoire et les esclaves, leurs deux grandes sources de profit, deviennent de plus en plus rares, et que le prix du girofle a baissé d'un quart par suite de l'abondance de cette denrée, on peut s'attendre à voir le sol passer des mains des Arabes dans celles des Hindous et des Européens. On pourra introduire la culture du palmier à coco, de l'aloès, du sagou, du manioc, du café et de la vanille. Au nord et à l'ouest de l'île de Zanzibar sont les régions fertiles couvertes de girofliers et de palmiers à coco; le sud et l'est sont surtout rocheux, c'est là que poussent la plupart des épices. Les importations dans l'île de Zanzibar sont de 1,300,000 liv. sterl. dont 200,000 liv. sterl. proviennent du littoral africain allemand et consistent en ivoire, gomme copal, caoutchouc, grains, peaux, bois de construction. Un tiers des produits importés viennent de Bombay. Les exportations montent à 1,350,000 liv. sterl. Zanzibar et Pemba exportent des girofles et autres épices, noix de coco, bétel, tabou, grains. Zanzibar voit passer de l'ivoire pour 950,000 liv. sterl. à destination de Bombay, Londres, Le Havre, Hambourg et New-York.

D'après les *Proceedings* de la Société de géographie de Londres, la situation sur les plateaux du **Chiré** s'est calmée. Le nouvel officier des Sikhs appelés de l'Inde par le commissaire H. H. Johnston, a pris le commandement du fort construit au sud du lac Nyassa. Le capitaine Selater travaillait à améliorer la route entre Katounga et Blantyre dont les fortes pentes étaient jusqu'ici impraticables aux voitures. Quand cette section sera terminée, on entreprendra celle de Blantyre à Zomba, puis celle de Zomba à Zoa et à Chiromo. Le capitaine Selater écrivait le 29 mai : Aujourd'hui nous avons atteint le faite de Zomba. Un des traits caractéristiques de ce pays, c'est que presque toutes les montagnes ne sont que de simples tables avec des précipices tout autour, il en est fort peu qui aient la forme de pics. Au faite de Zomba, nous avons trouvé un climat et une flore analogues à ceux du Cap. Le plateau, à une altitude

générale de 1300^m à 1700^m, est couvert d'une herbe courte et de bouquets d'arbres, mais il n'y a point de cèdres et encore moins de forêts ; le sol est bon. La large vallée dans laquelle coule la rivière qui passe devant la résidence était jadis très peuplée, mais tous les habitants en ont été vendus il y a une trentaine d'années, après avoir été réduits en esclavage par les Yaos, en sorte qu'elle est maintenant inhabitée.

Nous avons, à plusieurs reprises, mentionné le célèbre institut de **Lovedale**, dans la Cafrerie britannique. M. Grandjean, missionnaire à la baie de Delagoa, l'a visité récemment à son retour du Le-Souto, où sa santé l'avait obligé à faire un séjour de repos. L'extrait suivant est emprunté à une de ses lettres aux *Nouvelles de nos missionnaires* :

« L'année dernière, on avait annoncé comme un progrès qui s'imposait à Lovedale la fondation d'une école d'évangélistes dans le genre de celle de M. Mabile au Le-Souto. Il me tardait de voir cette école fonctionner. Mais quand j'en demandai des nouvelles, on me répondit que les cadres étaient là, le professeur aussi, mais pas d'élèves. Et pourquoi ? Parce que, au contact de la civilisation, les natifs sont devenus intéressés et qu'ils aiment mieux apprendre un métier ou devenir instituteurs que d'être de simples évangélistes à rétribution peu sûre. C'est là un grand danger dans toutes nos missions, et c'est au fond ce qui a été la cause du mécontentement que nous avons vu percer chez nos évangélistes. La vue de la vie des blancs, éveille en eux des convoitises, pour la satisfaction desquelles il faudrait plus d'argent que la mission ne peut raisonnablement leur en fournir. En revanche, une branche des écoles de Lovedale qui ne manque jamais d'élèves, c'est celle qui enseigne les métiers. On forme là des forgerons, des charrons, des charpentiers, des menuisiers ; c'est surtout par ce côté de son activité que Lovedale s'est attiré les faveurs du gouvernement, comme aussi par le fait qu'on travaille systématiquement à remplacer la langue indigène par l'anglais. Sur quinze professeurs et maîtres de métiers, un seul sait tolérablement la langue cafre, toutes les leçons sans exception doivent se donner en anglais. J'ai été stupéfait en voyant la pauvreté de la littérature cafre après plus de cinquante ans de travaux. Quelle différence avec le Le-Souto où l'on possède déjà une littérature fort respectable. Pour tous les points où il m'a été possible d'établir une comparaison entre le Le-Souto et Lovedale, certes le Le-Souto en est sorti à son avantage. Les Anglais, dans leurs missions, ne peuvent se débarrasser de la préoccupation d'anglicaniser les races qu'ils évangélisent ; ils ne se hâtent pas d'apprendre les langues des indigènes et attendent souvent que ces derniers comprennent leur anglais. »

Le conflit qu'ont fait naître entre l'**État indépendant du Congo** et la République française, les procédés des fonctionnaires belges dans le territoire de l'**Ouellé** au nord du 4° lat. N. assigné par les traités comme limite septentrionale de l'État du Congo, et l'assassinat de M. de Poumayrac dans la région du **Kotto**, ont fourni aux journaux l'occasion de nous initier aux échanges de vue qui ont eu lieu entre l'État indépendant et la Grande-Bretagne, pendant que le premier demandait à la France une rectification de sa frontière nord. Des négociations poursuivies entre le gouvernement du Congo et le président de l'Imperial British East African Company devait résulter un accord éventuel sur les bases suivantes : la frontière de l'État indépendant était reportée au Nil jusqu'à Lado, et à partir de ce point elle montait au 5° lat. N. En échange de ces importantes concessions territoriales, la Société anglaise recevait une bande permettant la jonction des possessions britanniques du Nyasaland avec les possessions anglaises de la région des lacs Albert et Albert-Édouard. La colonie allemande de l'Afrique orientale était ainsi séparée du Congo et l'Angleterre réalisait son vœu de joindre ses colonies de l'Afrique méridionale aux territoires qu'elle s'attribue au Soudan.

Pendant ce temps le gouvernement du Congo proposait à la France de couper en deux la vallée du Mbomou, de faire passer la frontière par le thalweg de cette rivière jusqu'à la ligne de partage des eaux des bassins du Congo et du Nil, et de là, de prendre comme limite dans le bassin du Nil, une ligne méridienne avoisinant le 25° long. E. de Paris. Mais, comme la grande Bretagne et l'État du Congo arrêtaient leur frontière commune au 5° lat. N., l'État indépendant abandonnait à l'Angleterre les pays situés à l'Est du 25° de longitude et, en fin de compte, la délimitation des intérêts anglais dans l'ancien Soudan égyptien aurait été effectuée, par ce moyen détourné, sans que la France eût été appelée à demander à l'Angleterre les concessions que peut comporter le règlement de cet important problème. Ce sont ces circonstances qui, jusqu'ici, ont empêché l'accord entre la France et l'État du Congo ; le conflit actuel n'est pas de nature à faciliter un arrangement. La demande de médiation faite par le gouvernement de l'État du Congo sera-t-elle agréée ? Nous voulons l'espérer. Quoi qu'il en soit, nous sommes heureux de voir à ce sujet, les Actes de la Conférence de Berlin relatifs à la médiation d'une puissance amie invoqués par ceux-là mêmes qui n'en ont point tenu compte lors du conflit, beaucoup plus sérieux, à notre avis, entre le Portugal et la Grande-Bretagne.

Il s'est fondé dans le pays de Galles, sous le patronage de Léopold II,

souverain de l'État indépendant du Congo, une **œuvre congolaise** à la tête de laquelle se trouve le Rév. W. Hughes, qui s'est donné pour tâche d'instruire de jeunes Africains, afin de faire d'eux, plus tard, des missionnaires ou des instituteurs qui apprendront aux noirs ce qu'ils auront appris eux-mêmes. L'institut est installé à Colwyn-Bay, la Naples du pays de Galles. Le Rév. Hughes était au Congo lorsque Stanley y préparait la fondation de l'État libre. Il revint en Europe ramenant avec lui deux jeunes nègres qui furent ses premiers élèves. Aujourd'hui, l'institut en compte dix, et son fondateur espère voir bientôt ce nombre porté à cinquante; il projette d'en créer un autre pour les jeunes négresses. Cette œuvre paraît rencontrer de grandes sympathies en Angleterre. Une société de navigation s'est offerte pour transporter gratuitement les jeunes noirs du continent africain à Liverpool, et pour les rapatrier une fois leur éducation terminée. Deux des élèves de M. Hughes sont déjà retournés en Afrique où ils sont attachés aux missions.

M. Marcel Monnier, qui accompagnait le capitaine Binger dans sa nouvelle mission, en a communiqué au *Temps* les résultats, dans une dépêche de **Grand-Bassam**, le 30 juillet. Au **pays de Kong**, ont été consolidées les relations nouées au cours du premier voyage. Partout la mission a été bien accueillie. Le mouvement commercial a augmenté sur plusieurs points. Les chefs ont ouvert de nouveaux sentiers, et amélioré ceux qui existaient. Quelques notables de Kong descendront prochainement à Grand-Bassam. Des traités ont été conclus qui ont placé le Diammara sous le protectorat de la France, fait important, la région du Baoulé étant la route la plus directe de Kong au littoral par la rivière Isi. Les marchands de Kong sont impatients de communiquer avec les établissements français de la côte d'Ivoire. Leurs caravanes arrivent déjà à Attrakou, point terminus de la partie navigable du Comoé, à huit jours de Grand-Bassam. Bientôt le courant d'un trafic régulier avec la métropole commerciale de la boucle du Niger sera un fait accompli.

M. de Beckmann est revenu de la mission dont il avait été chargé au **Fouta-Djallon**. Dans son rapport qui montre à quel point les pillards indigènes sont le fléau de toutes ces riches régions, il fait de la ville de Demokoulima, à la limite du Fouta-Djallon, la description suivante. Demokoulima fait un commerce considérable; c'est le point où les Sous-sous échangent leurs marchandises contre le caoutchouc et les bœufs de caravane de l'intérieur. Il s'y fait autant de commerce qu'à Dubréka. Les chemins sont absolument fermés aux étrangers, ou du moins on soulève tant de difficultés pour leur passage qu'ils ne peuvent descendre à la

côte et sont obligés d'accepter les prix des Soussous qui sont les maîtres du marché et veulent être les seuls à traiter avec les factoreries de la côte. Demokoulima est situé sur un plateau entouré de hautes montagnes; la ville en elle-même n'est pas très grande, mais elle est entourée de nombreux villages et de fermes qui regorgent de marchandises. On peut tout se procurer avec du caoutchouc et de l'argent. Le pays est très salubre et les Européens y vivraient parfaitement. Le vent règne continuellement dans ces parages et le froid y est extrêmement vif pendant quatre mois de l'année. La mission en a beaucoup souffert au début et a dû renoncer à camper; les voyageurs marchaient aussi bien à midi que le soir ou le matin sans être incommodés par la chaleur. A l'ombre, l'air est toujours frais, et presque froid.

Le **Bulletin** de la société de géographie de Marseille a publié des renseignements sur une exploration faite par le Dr Rançon, de Kayes à Nétéboulou, dans l'Ouli, où il a recueilli des documents importants sur l'ethnologie, la géologie, la botanique et la climatologie. Il avait vu à Nétéboulou des captifs portant le nom de Couiadiés et de Bassarès, et désira visiter leur pays; il réussit d'abord à entrer à **Damatou**, ville musulmane fermée jusqu'ici aux Européens et le chef accepta de se placer sous la protection de la France. Mais quand il lui annonça son intention d'aller dans le **Couiadié**, le chef poussa les hauts cris et l'assura qu'il serait tué. M. Rançon ne se laissa pas dissuader, et au bout de cinq jours de marche dans les broussailles, il arriva en vue du premier village Couiadié. Les habitants n'y avaient jamais vu de blancs. « Le pays de Couiadié, » dit-il, « est situé sur un vaste plateau d'environ 120 kilom. de long sur 80 de large, entouré de ravins profonds; la garde en est facile. Après une minutieuse inspection, on nous laissa partir pour Ifané où réside le chef. J'y restai trois jours assez tranquillement; mais il me fallut renoncer à me servir de mon appareil photographique, j'aurais été écharpé; cet instrument causait une terreur folle aux naturels. Lorsque nous dûmes partir, les chefs discutèrent pour savoir si on devait nous laisser partir ou nous tuer. Beaucoup opinèrent pour la mise à mort, mais le chef déclara qu'il ne fallait pas agir ainsi, parce que, étant venu sans armes et sans escorte, il était évident que je ne voulais pas lui faire de mal; en revanche il proposa de nous empêcher de partir, opinion qui prévalut. Comme première mise à exécution, il me demanda de rester un jour de plus pour lui faire plaisir. Finalement, le chef nous refusa des porteurs et nous dûmes charger nos bagages sur nos épaules. Quoi qu'il en soit, je suis heureux d'avoir pu étudier ce pays singulier

et ces hôtes peu hospitaliers, mais je suis encore plus heureux d'en être sorti.»

M. le lieutenant de vaisseau Hourst, qui a commandé pendant quatre ans la canonnière le *Niger*, au **Soudan français**, a fait à la société de géographie de Paris, une communication sur ses explorations hydrographiques sur le Haut-Niger et le Tinkisso pendant les années 1889 et 1890. Le Tinkisso, grand affluent de gauche, qui se jette dans le Niger à 5 kil. en amont du poste de Siguiri, fut remonté d'abord jusqu'à Toumanéa sur la limite du Fouta-Djallon, puis à 45 kilom. en amont jusqu'à Biskrima, où un chasseur put indiquer à M. Hourst la position de Cambaya, point où Caillé traversa le Tinkisso pour se diriger vers l'Est. La route suivie ensuite par M. Hourst, à travers l'Oulada, le Baleya et l'Amana, se confond, sur une partie de son cours, avec celle de Caillé, dont l'itinéraire a été déformé sur la plupart des cartes, sans doute pour le faire cadrer avec les observations de Read. Les résultats acquis par le lieutenant de vaisseau, dit le *Bulletin* de la société de Paris, permettent d'affirmer la navigabilité du Niger, de Bamakou à Kouroussa, et celle du Tinkisso jusqu'à Toumanéa, pendant cinq mois de l'année. Le reste du temps il ne faut compter que sur un batelage qui pourrait cependant n'être pas sans importance. Sur le Tinkisso en particulier, ce batelage primera probablement de beaucoup la navigation à vapeur, les innombrables sinuosités de la rivière empêchant — à moins d'un travail considérable — des bâtiments de quelque longueur, d'y pouvoir circuler. Les observations hydrographiques figureront dans des cartes au $\frac{1}{5,000,000}$ du Haut-Niger et du Tinkisso qui seront établies avec toute l'exactitude désirable.

D'après un récent travail de M. Paul Leroy-Beaulieu, publié par le *Génie civil*, l'**expansion coloniale de la France** en Afrique, a progressé comme l'indique le tableau suivant :

	Superficie en kil. carrés 1779	Superficie en kil. carrés 1848	Superficie en kil. carrés 191
Algérie	»	100.000	600.000
Tunisie	»	»	140.000
Sahara occidental (entre le 30° paral- lèle et le Niger)	»	»	4.000.000
Sénégal, Soudan français et rivières du Sud	1.000	1.000	50.000
<i>A reporter...</i>	1.000	101.000	4.790.000

	Superficie en kil. carrés 1779	Superficie en kil. carrés 1848	Superficie en kil. carrés 1891.
<i>Report...</i>	1.000	101.000	4.790.000
Établissements de la Côte d'Or et du golfe de Bénin, et régions entre le Niger au nord, le golfe de Guinée au sud, le Soudan français et la République de Libéria à l'ouest, les possessions anglaises à l'est (déduction faite des posses- sions allemandes).....	»	200	1.000.080
Congo français.....	»	»	700.000
Mayotte et les autres Comores.....	»	350	2.065
Nossi-Bé, Diégo-Suarez et Sainte- Marie de Madagascar.....	»	620	800
Madagascar.....	»	»	590.000
La Réunion.....	2.512	2.512	2.512
Ile de France et dépendances.....	2.655	»	»
Obock.....	»	»	6.000
En Afrique.....	6.167	104.682	7.091.457

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

D'après une communication de M. G. Rolland à l'Académie des Sciences de Paris, une station météorologique fondée dans l'Oued Rir' par la Société agricole et industrielle du sud algérien, recueille depuis plusieurs années des observations utiles pour la connaissance du climat saharien et pour la culture du palmier-dattier, en même temps que pour les essais d'acclimatation entrepris ou à entreprendre dans l'Oued Rir'.

La direction des contrôles civils en Tunisie, a publié le relevé des plantations de vigne, effectuées par les Européens pendant le premier semestre 1892. Ce relevé accuse un total de 316 hectares. Depuis 1888, le vignoble tunisien qui était de 3300 hectares s'est accru de 2175 hectares; il comporte actuellement 5475 hectares. La production en vins a suivi cette progression ascendante. Elle était en 1883, de 15000 hectolitres, en 1891, de 105000; elle atteindra probablement, en 1892, 150000 hectolitres.

Le mouvement de la navigation dans le canal de Suez, en 1891, a constaté le passage de 4207 navires, ayant un tonnage net de 8,698,777 tonnes, tandis qu'en 1890 le nombre des navires n'avait été que de 3389 navires pour un tonnage de 6,890,094 tonnes. Ces chiffres montrent que la progression a été considérable en 1891.

Le *Times* a annoncé qu'un traité de commerce a été conclu entre l'Empire allemand et l'Égypte.

La *Kölnische Zeitung* annonce, d'après un télégramme de Bagamoyo, que la Société pour les plantations dans l'Afrique orientale allemande, vient d'introduire dans cette colonie 500 coolies chinois qui sont arrivés à Tanga le 25 juillet, à bord du *Flinshire*, steamer spécialement nolisé à cet effet. De Tanga ils ont été dirigés sur les plantations de Lewa et Damera.

Les Allemands attachent une importance particulière à l'établissement de communications régulières entre Hambourg et Natal. Leur ligne de navigation qui dessert l'Afrique orientale a été prolongée jusqu'à Lorenzo-Marquez et Durban. Ils espèrent arriver à développer leurs relations avec les républiques boers, ainsi qu'avec les nombreuses colonies allemandes échelonnées de Durban au Cap.

Depuis le 1^{er} juillet, la République Sud africaine et la colonie du Natal, sont entrées dans l'Union postale universelle.

Par l'*Akassa*, de la British and African Steam Company, sont partis d'Anvers, au commencement d'août, MM. Martin et Wenté, mandataires de la société des cultures du Congo, chargés de procéder à des essais de culture sur une grande échelle. Cette société estime que pour assurer la prospérité du Congo, il faut le cultiver, pour augmenter ses exportations, et non se contenter d'y recueillir de l'ivoire, marchandise épuisable. Elle va commencer par étudier la culture du tabac sur un territoire de 30000 hectares qu'elle peut choisir à son gré. MM. Martin et Wenté ont passé plusieurs années aux Indes où ils se sont occupés de cultures analogues.

Une dépêche de San-Thomé, expédiée par le capitaine Thys, directeur de la Compagnie du chemin de fer du Congo, annonce que le pont de fer de 60^m, jeté sur la rivière Mposo, a été inauguré le 9 juillet. Ce pont représentait le plus important des travaux d'art à effectuer pour la construction de la voie ferrée qui actuellement est poussée très activement au delà de Palaballa.

Une nouvelle Société s'est constituée à Anvers, sous la dénomination de Société anversoise pour le commerce du Congo. Elle a surtout pour but l'exploitation de concessions minières et autres.

Le Comité de l'Afrique française a reçu des nouvelles de la mission Maistre, arrivée le 4 juin au poste de Bangui. M. Maistre allait prendre le commandement des forces laissées au camp de la Kémo, par M. Dybowski. Ces forces comprenaient 70 sénégalais, 139 porteurs et plus de 800 charges. M. Maistre comptait atteindre le camp de la haute Kémo les premiers jours de juin, et en repartir immédiatement vers le N. O., pour gagner le bassin du Chari. Une partie de son armement et de ses marchandises a servi à ravitailler M. de Brazza dans la Sangha.

Le capitaine Ramsay qui avait pris le commandement de l'expédition de feu le baron de Gravenreuth au Cameroun, a quitté le 5 mars Mangambé sur la Sannaga, et suivi la route parcourue par Morgen sur la rive droite de cette rivière, jusqu'à Balinga; avec 700 indigènes de ce district, il a livré plusieurs combats aux tribus des Gouatouré et des Vinchowa, puis s'est dirigé par une route nouvelle vers Yaundé

qu'il a atteint le 2 avril. Après avoir remis un canon Maxim au chef de la station et lui avoir laissé 34 hommes, il est revenu à Balinga terminer les travaux nécessaires à cette station; le 23 mai, il était de retour à Cameroun.

Un télégramme de Libreville annonce que M. de Brazza, commissaire général du Congo français, était à la fin de mai, par 4° 45' lat. N. et 15° 23' long. E. Il avait noué de bonnes relations avec les musulmans. L'expédition se trouvait dans un pays salubre, avec des vivres en abondance; l'accueil fait par les indigènes était cordial et la sécurité complète.

Le lieutenant Mizon s'est embarqué à Bordeaux le 10 août. Il arrivera vers le 1^{er} septembre aux bouches du Niger, remontera ce fleuve par le Bénoué jusqu'à Yola. De là, il explorera divers territoires qu'il n'a pas encore parcourus, cherchera à nouer des relations avec les indigènes et à établir des comptoirs. Sa mission a un but essentiellement commercial. De nombreux négociants et industriels lui ont remis pour plusieurs centaines de mille francs de marchandises, qu'il échangera ou donnera à son gré. Le sous-secrétaire des colonies a alloué 100000 fr. à la nouvelle expédition soutenue aussi par le Comité de l'Afrique française.

La mission du Dr Crozat a quitté Kong, le 11 juin, se dirigeant vers les États de Tiéba et le Sénégal; il fera en sens inverse le premier voyage du capitaine Binger. Il tâchera de recueillir des renseignements sur le désastre de l'expédition du capitaine Ménard et de retrouver les papiers du voyageur.

Au printemps de 1890, le comte de Tattenbach s'était rendu à Fez avec plusieurs officiers allemands, pour porter au Sultan des cadeaux de l'empereur d'Allemagne, et avait réussi à faire signer à Mouley-Hassan, un traité de commerce entre l'Allemagne et le Maroc, favorable à toute l'Europe. Les récoltes du Maroc ayant été ruinées par les sauterelles, le Sultan paraissait disposé à revenir sur la parole donnée; mais la récolte de cette année-ci ayant été excellente, le traité entrera en vigueur. A moins que la façon brusque dont se sont terminées les négociations anglo-marocaines, conduites par sir Charles Ewan Smith, ne complique la situation.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Les amis de l'Afrique ont été douloureusement émus des nouvelles annonçant un **soulèvement** plus ou moins général **des Arabes dans la région du haut Congo, jusqu'au lac Tanganyika**, et des accusations portées contre les fonctionnaires de l'État indépendant, contre les représentants des Sociétés commerciales, contre les agents de la Société anti-esclavagiste de Belgique, d'être tous plus ou moins la cause, si non volontaire, du moins occasionnelle, de ce soulèvement et de la mort des Européens qui en ont été les victimes. Avant de chercher à constater la part de responsabilité qui peut incombcr à tels ou tels, il nous paraît plus équitable d'attendre que les faits eux mêmes se rattachant au

soulèvement soient bien connus. Or, malheureusement, jusqu'ici, les données sont très incomplètes et encore obscures. Aujourd'hui, nous nous bornerons à indiquer ce qu'il y a de plus certain, d'après les lettres parvenues sur ces tristes événements, soit du Tanganyika soit du bassin du Congo.

Le 8 février, le P. Moinet, missionnaire à Kibanga, sur la côte occidentale du Tanganyika, écrit aux *Missions d'Afrique*. « Le capitaine Jacques a fait un coup de maître à la Loukouga. Tous les Wangwana en sont chassés, en particulier le fundi Bweté, celui avec lequel nous avons eu des démêlés à Kibanga, et qui avait été placé à la Loukouga par Roumaliza. Ce dernier est entré dans le Ruanda; il se trouve à sept jours du Tanganyika, sur un lac. A Oudjidji, où l'on dit les Allemands sur le point d'arriver, les Arabes sont terrifiés. La plupart se sont enfuis à la suite de Roumaliza. Bwana Nzige fait passer sur notre côte tous ses esclaves. Plus de 800 ont déjà quitté Oudjidji et ont débarqué à Kafunwé, à cinq heures au sud de Kibanga, pour prendre le chemin du Manyéma. Je tiens M. Jacques au courant de tout ce qui se passe par ici, et, certes tout va bien pour lui, car il peut prendre toute la côte ouest ainsi abandonnée. Mais qu'arrivera-t-il dans ce pays inconnu, où les esclavagistes réunissent toutes leurs forces? L'avenir nous le dira. Il ne reste plus que quelques esclaves laissés par Nassa, au pied de l'Ou-Goma. A la première apparition de M. Jacques, ils déguerpiront. En attendant, aidés des gens du fundi Bweté, ils font machine pneumatique sur l'Ou-Bemba. J'estime, au bas mot, à 10,000, le nombre des Wa-Bembé tués, morts de faim ou réduits en esclavage, depuis six mois. C'est épouvantable! »

Le rédacteur des *Missions d'Afrique* voit dans ce mouvement des traitants arabes vers l'ouest l'exécution d'un plan consistant à se retrancher dans le Congo-Belge. Sachant que l'État du Congo ne peut disposer que de forces relativement faibles, et que cette partie du territoire congolais est de très difficile accès, ils vont se rallier dans le Manyéma, et soutenir, dans ce pays qui, de fait, est à eux par une occupation de plus de vingt ans, de Kassongo jusqu'aux Stanley Falls, le choc de toutes les forces anti-esclavagistes belges. Ce serait donc au Congo-Belge que serait réservée la lutte définitive contre la traite armée des musulmans esclavagistes.

Si le soulèvement des Arabes du haut Congo et du Lomami a pu être provoqué par le mouvement parti du Tanganyika, ce n'est cependant qu'au milieu de mai qu'il y a éclaté. Nous savons par des lettres de M. Hodister, chef d'une expédition organisée par le syndicat commercial du Katanga, qu'en mars et avril, ses rapports avec les Arabes du

Lomami étaient encore très bons. Le 23 mars, il écrivait d'Isangi, au confluent du Lomami et du Congo :

« A mon arrivée à Isangi, le 13 courant, j'ai trouvé tout en bon état. Buana Abibon, chef arabe d'Isangi, m'annonce que l'on m'attend aux Falls. Il s'embarque à bord du *Roi des Belges*. Deux heures plus haut, nous accostons pour prendre Buana Rachid, qui m'attendait depuis plusieurs jours pour remonter aux Falls avec moi... Dès mon arrivée aux Falls, les visites faites et reçues, je m'occupe de traiter avec Buana Sefou, fils de Tipo-Tipo, les différentes questions de transport, installations, affaires futures, etc... J'ai été, on ne peut mieux reçu par les Arabes. Buana Sefou est le Sultan du Manyéma en l'absence de son père ; sa capitale est Kapongo ; nous avons réglé tous les points et arrêté la marche de nos affaires futures ; il me promet beaucoup. En attendant, je lui ai acheté huit tonnes d'ivoire. J'ai également arrêté avec Buana Sefou le transport par eau et le passage des chutes du petit vapeur démonté, de son mécanicien et des bagages, jusqu'à Kibongé. »

Une seconde lettre, datée du Lomami, le 6 avril, témoigne encore des mêmes bons rapports : « Arrivé le 27 à Yanga, j'y fus reçu avec un véritable enthousiasme. Le lendemain matin, trois maisons sont mises à ma disposition pour loger les blancs et les marchandises destinées à la factorerie. Je délimite le terrain que je choisis pour l'érection de la factorerie ; je prends la pointe ; admirable situation, beau plateau, d'où l'on verra la rivière en aval et en amont, où il y a de magnifiques plantations à faire. J'installe M. Dewever à terre avec tout ce qui est nécessaire pour la création d'une station et pour faire du négoce et je lui adjoints M. Mussche. Je trace le plan des bâtiments et des plantations, je fais défricher le terrain. Je lui laisse 27 personnes, hommes, femmes et boys. Dès le lendemain, M. Dewever prélude aux affaires plus importantes de l'avenir, par l'achat de quelques kilos d'ivoire. J'ai distribué partout des boules de caoutchouc et je suis plein d'espoir dans l'avenir de cette station.

« A chacune des occasions qui se présentent, je me mets en relation avec les villages indigènes ; généralement nous sommes reçus les arcs bandés, mais, suivant ma coutume, je me rends à terre seul et vais droit et franchement à eux, armé seulement... d'une brasse d'étoffe. Partout j'ai réussi ainsi à me faire des amis. Je montre des boules de caoutchouc, j'engage les natifs à en récolter. Quant à l'ivoire, il faudra quelques visites pour les engager à nous avouer qu'ils en ont, car la possession de cet article précieux ne leur ayant attiré précédemment que des ennuis et des massacres, ils se défendent d'en avoir. Or, ils en ont et beaucoup

même, mais il faut qu'ils aient confiance en nous pour qu'ils nous le montrent et nous le vendent. C'est l'affaire de deux ou trois mois. Tout en créant des relations en passant, j'apprends à mes jeunes gens comment il faut s'y prendre; ils sont bien neufs, ceux que j'ai ici. »

Trois jours plus tard, il arrive à Bena-Kamba, d'où il écrit: « M. le résident des Falls avait été chargé de lever le poste de Bena-Kamba, occupé par MM. Hinck et Ectors et leurs hommes; il m'a prié de me charger de ce soin. C'est fait depuis ce matin. Ces messieurs descendront demain, par le *Roi des Belges* avec leur personnel appartenant à la force publique. M. Hinck se rendant aux Falls, le *Roi des Belges* le débarquera à Isangi. M. Ectors rentre en Europe, d'où, après un congé de trois mois, il compte revenir en Afrique entrant à notre service. J'ai repris une partie du matériel que ces messieurs ne pouvaient emporter.

« J'écris à M. le gouverneur général, en continuant la campagne entreprise pour obtenir que ses agents n'achètent plus dans la province arabe.

J'écris également à Boma: « Le poste de Bena-Kamba restant vide, « j'y installe provisoirement deux blancs avec quelques marchandises; « je ferai entretenir des bâtiments, je les ferai même réparer, car ils en « ont besoin: ils tombent en ruine; je ferai hisser votre pavillon sur « votre terrain; nous pouvons ou prendre cette station en location « pour un certain temps, ou même vous l'acheter; j'écris à ce sujet à « M. l'administrateur délégué de notre Société, qui, de concert avec vous, « pourra arriver à un arrangement définitif. » Je vais aller fonder une factorerie sous les chutes pour le transport, puis j'irai fonder celle de Chari. Les Arabes demandent instamment que j'installe quelque chose aux Falls; il le faudra bien, afin d'assurer mon transit sur le Lualaba. Comme vous pouvez en juger par ce rapide exposé, nous marchons. Donnez-moi des marchandises et du monde, nous avons le pied dans l'étrier. »

Mais si, sur le Lomami, tout était encore tranquille au mois d'avril, il n'en était pas tout à fait de même sur le Haut-Congo; un mécontentement y existait à l'état latent. Nous n'en donnerons pour preuve que les lignes suivantes écrites par M. Hodister, le 23 mars, avant de quitter les Stanley-Falls.

Quant à la situation politique, les Arabes ne sont pas contents; M. X. leur a enlevé 1400 grandes pointes d'ivoire, et Rachid m'a dit que ses hommes ont laissé faire sans résistance parce qu'il leur avait donné des ordres très sévères, disant: « Si vous rencontrez le blanc, s'il vous tire des coups de fusil, ne répondez pas; s'il vous enlève votre ivoire, laissez-

le prendre. » Rachid est ruiné; il avait personnellement pour plus de 500,000 francs d'ivoire dans ce qui a été enlevé. Il est très abattu et triste. Il me disait : « Si l'État veut que nous partions, que nous quittions le territoire, que ne nous le fait-il dire, nous partirons, nous retournerons à Mascate. » D'autres Arabes, les petits généralement, parlent de coups de fusil; mais je crois pouvoir vous assurer qu'il n'y aura rien de tout cela, à moins qu'un imprudent, qu'un fou, ennemi des vrais intérêts de l'État et de l'avenir de l'Afrique, ne pousse ces gens à bout. Une fois acculés et désespérés, on ne sait ce qui pourrait arriver. En résumé, les chefs, les Arabes influents, ceux qui raisonnent — et c'est d'eux seuls qu'il faut s'occuper — ne veulent pas la guerre... et vous jugez bien que j'emploie toute mon influence sur eux à les calmer.

Quoi qu'il en soit, le 19 août arrivait à Anvers le steamer *Lulu à Bohan*, qui avait quitté Boma le 13 juillet, et apportait des dépêches d'après lesquelles, M. Tobback, résident de l'État aux Stanley-Falls, en rentrant à sa station, le 20 mai, d'un voyage en amont du fleuve, y avait apporté la nouvelle d'un soulèvement arabe. Au dire de M. Tobback, M. Michiels, officier de la force publique de l'État du Congo, MM. Joret, Noblesse, Doré et Page, agents du syndicat commercial, auraient été attaqués par les Arabes à Riba-Riba sur le Haut-Congo; MM. Michiels, Joret et Noblesse seraient morts; MM. Page et Doré auraient pu se sauver.

Il résulte des renseignements parvenus à l'État du Congo que le soulèvement arabe est dû à Mouini-Muhara, chef dissident de Nyangoué. Les Arabes des Falls sont restés fidèles. Sefu, fils de Tipo-Tipo, et Rachid, neveu de ce dernier, qui sont les chefs principaux de cette contrée, ainsi que les chefs du Kasongo et du bas Lomami, offrent de mettre à la raison Mouini-Muhara. De cette façon on ne croit pas que la révolte doive s'étendre; le mouvement sera probablement vite réprimé. Il n'y a aucune crainte pour les forces de l'État à Basoko, au confluent de l'Aruonimi et du Congo.

Voici, d'autre part, le résumé d'un rapport que l'État du Congo a reçu de M. Dhanis, lieutenant commandant les forces du camp de Luzambo, dans lequel on trouve la description d'une succession de combats qu'il a livrés aux Arabes esclavagistes :

« Le 23 avril, nous attaquions Mona Kialo, où se trouvait un poste de 60 hommes de Congoluté; résistance nulle, 40 prisonniers. Le 6 mai, attaque de Batubengué, où se trouvaient toutes les forces de Congoluté; 80 tués, 6 drapeaux pris, ainsi que quantité de fusils à pistons et 600

prisonniers. Le 9 mai de grand matin, l'élite des forces de Congo vint nous attaquer. Lupoka et Kotoko, deux chefs commandant plusieurs centaines de fusils, étaient en tête, l'un avec un snyder, l'autre avec un winchester. A la vue des bandes de Manyéma, les auxiliaires indigènes de Fania Bénamond et de Batubengué, environ 600 fusils, prennent la fuite. Toutefois tous les chefs importants à la suite de Congo sont tués à la tête de la colonne d'attaque qui bat en retraite précipitamment, laissant sur le terrain encore une dizaine d'hommes. On a pris le snyder marqué AIA 87, beaucoup de fusils à capsules, quelques-uns marqués RK 87, des cartouches albinis et des cartouches winchester. Un Égyptien a été tué, quatre blessés. Congo s'est enfui vers le Sud. Il a reçu le fusil Winchester et des cartouches d'un commerçant dont M. Dhanis fera connaître plus tard le nom. Le 19 mai, M. Dhanis a attaqué les By-Lunpi. Le chef Kibabalala, qui avait tué John Bey et les Haoussas de l'expédition Mithaux, a été tué. Il y a 100 prisonniers. »

Un rapport du lieutenant Jacques, du 21 avril annonce que les Arabes ont rouvert les hostilités au Tanganyika, qu'ils ont dispersé les forces anti-esclavagistes et tué M. Vrithof, sur la Loukougua. Comme le disent les *Missions d'Afrique*, le Manyéma est aujourd'hui le centre du soulèvement qui, aux dernières nouvelles, s'étendait du Tanganyika jusqu'à Riba-Riba sur le Loualaba, à Faki sur le Lomami et à Lusambo sur le Sankourou.

Nous ne citons que pour mémoire la mention faite par le *Patriote de Bruxelles*, d'un ordre venu de la Mecque et envoyé à tous les chefs arabes de déclarer la guerre sainte sur tous les points. Ce serait l'explication la plus simple de la conflagration qui s'est étendue à plusieurs des points occupés par les Arabes dans l'État indépendant du Congo. L'avenir nous apprendra si elle est fondée ou s'il faut chercher la cause de ce soulèvement dans certains procédés peut-être imprudents, des Européens établis soit dans la région du Tanganyika, soit dans le bassin du Congo.

Le Native Races and the Liquor Traffic United Committee, institué pour prévenir et empêcher la démoralisation des indigènes par le trafic des spiritueux a publié une circulaire et une carte géographique destinées à rappeler les résolutions de la **Conférence de Bruxelles** relatives à la question des **spiritueux** ; ratifiées par les puissances, et désormais entrées dans le droit international, elles en font partie intégrante et obligatoire. Le Comité susmentionné fait remarquer que l'article 90 de l'Acte de Bruxelles délimite une zone qui s'étend entre le 20° lat. N. et le 22° lat. S. entre l'océan Atlantique à l'ouest et l'océan Indien à l'est,

et qui comprend également les îles éparses le long des côtes jusqu'à une distance de 185 kilomètres. Le territoire compris dans cette zone mesure en longueur 22,500 kilomètres; sa plus grande largeur est de 34,500 kilomètres; sa plus petite, de 11,250 kilomètres. En d'autres termes, il est cinq fois plus long que l'Angleterre et l'Écosse, six fois plus large que l'Angleterre dans sa plus grande largeur, cinq fois plus large que ce pays dans sa plus petite largeur. Sur cet immense territoire, équivalant au cinquième de notre globe, qui couvre plus des deux tiers de l'Afrique, l'Acte général de Bruxelles interdit ou réglemente étroitement le commerce des liqueurs fortes. Il l'interdit d'une manière absolue, par son article 91 : 1^o dans toutes les parties de la zone conventionnelle où le trafic de l'alcool n'a pas encore pénétré; 2^o dans toutes celles où les croyances religieuses des habitants y sont opposées, même quand le trafic de l'alcool s'y serait déjà établi.

Dans les autres parties de la zone conventionnelle, sur la côte où le commerce des liqueurs s'est introduit en même temps que les Européens, là et ailleurs où les croyances religieuses des habitants n'y sont pas opposées, ce commerce n'est pas frappé d'une prohibition absolue, mais doit être grevé d'une taxe. Le premier point est d'une grande importance, comme le constate expressément le *Native Races Committee*, dans une lettre du 18 mars dernier, signée de son président, le duc de Westminster, de son *chairman*, l'évêque de Londres, de sir John Kennaway, membre du Parlement, etc. « Il en résulte que la prohibition est décrétée, même malgré les traités de commerce, dans toute cette énorme partie de l'Afrique située au nord de l'équateur, dans laquelle le mahométisme constitue la religion dominante et où les croyances des habitants considèrent l'usage de l'alcool comme un mal. »

La constatation devient plus important encore par ce fait, que la ligne bleue, qui sur la carte, détermine la zone où le trafic de l'alcool est prohibé ou réglementé en vertu de l'article 91 de l'Acte général de Bruxelles, détermine aussi la zone où, en vertu de l'article 8 de ce même Acte, est interdite l'**importation des armes et de la poudre de guerre**, toute la contrebande de guerre, en un mot. Il n'y a là-dessus ni contestations ni équivoque : ce sont des documents anglais qui non seulement le reconnaissent, mais le rappellent quasi diplomatiquement à tous les États contractants. Mais, Sierra-Leone, le Dahomey, les royaumes du Niger, le Congo, d'un côté; de l'autre côté, Zanzibar, la région des lacs, le pays des Somalis, sont situés dans la zone conventionnelle, et, à la connaissance de tous, le commerce des armes de guerre s'y fait, quoique interdit.

Puisque le point de droit et le point de fait sont constants, ne serait-ce pas le cas de prouver, demande le journal le *Temps*, que le droit international, ce droit que des conférences de plus en plus fréquentes travaillent à créer autour de leur tapis vert, est plus et mieux qu'une aimable fiction ?

A la nouvelle de l'attaque, par les Arabes esclavagistes, des stations fondées par les Européens pour garantir la sécurité des indigènes dans le bassin du Haut-Congo, la **Société anti-esclavagiste de Belgique** a publié un manifeste en faveur des victimes de la traite. Elle rappelle que le principal objectif de ses efforts est le lac Tanganyika, frontière orientale de l'État indépendant du Congo sur une longueur de 600 kilomètres; que son but, dans ces parages, a été d'établir des stations protectrices et civilisatrices destinées à grouper autour d'elles les populations indigènes, à protéger efficacement les missionnaires et tous les pionniers de la civilisation africaine et, par leur présence, à détourner de ces régions le fléau des razzias et de la traite. Le péril qui avait menacé tous les représentants de la civilisation sur le Tanganyika paraissait conjuré. Le capitaine Jacques était accueilli comme un libérateur. Joubert installait vers le nord du lac, près de la Loukougua, un poste fortifié, nouvelle barrière contre les incursions des chasseurs d'hommes. Le capitaine Jacques pouvait écrire : « A l'heure actuelle, il y a sur les bords du Tanganyika des milliers de malheureux qui doivent à la générosité de la Société anti-esclavagistes de Belgique, sécurité et liberté. » Dès lors a eu lieu le soulèvement des esclavagistes. Il devient urgent de fortifier les stations récemment fondées, et de ravitailler ceux qui soutiennent glorieusement le drapeau bleu étoilé d'or. Le prix que la Conférence de Bruxelles attache aux initiatives particulières pour seconder les pouvoirs publics doit engager tous ceux qui ont soutenu l'œuvre anti-esclavagiste belge à affirmer aujourd'hui leur généreuse sympathie à son égard. Le retour offensif des bandes esclavagistes qui s'étaient un moment retirées du centre du lac africain est devenu menaçant. Tous les amis de la civilisation africaine doivent travailler énergiquement à conjurer cette redoutable éventualité. Nous ne doutons pas que les Belges ne répondent généreusement à l'appel qui leur est adressé.

Le *North American* a publié, de M. Thomas Nelson Page, de Richmond, un article dans lequel l'auteur soutient que si le nègre n'a point fait de progrès ce n'est pas parce qu'il était esclave, mais parce qu'il ne possède pas les facultés qui lui permettraient de s'élever au-dessus de l'esclavage. A cette occasion, l'*American Missionary* annonce qu'un

Congrès se tiendra à **Chicago** au milieu de juillet de l'année prochaine, pour s'occuper de l'Afrique, de son ethnologie et des problèmes qui s'y rattachent. Des experts et des spécialistes d'Europe et d'Afrique y seront invités; des représentants des Africains et des Américano-Africains, prendront part aux délibérations. M. Cook, qui a séjourné longtemps dans les États du Sud, écrit à ce sujet : « Quand j'étais en Floride, j'ai trouvé parmi les nègres deux classes d'instituteurs d'écoles publiques. L'une, celle des nègres ordinaires, doués de l'instruction de l'école de district; leur opinion sur le problème de la race ne me paraissait pas avoir une grande valeur. L'autre comprenait les hommes qui avaient été élevés dans les établissements de quelque institution charitable du Nord, et qui me paraissaient avoir étudié cette question de race, avec plus d'intelligence qu'aucune autre classe d'hommes que j'ai rencontrés. Il me paraît que, sur ces questions qui méritent réellement d'être étudiées, il y a lieu d'entendre le nègre bien élevé exprimer son opinion. Les nègres qui ont été mêlés aux enfants de leur race en enseignant dans les écoles publiques sont tout particulièrement compétents pour nous en parler. Ils sont en tout semblables à leurs frères, et voient les choses du point de vue de ceux-ci.

L'OU-GANDA ET LE DROIT INTERNATIONAL

TROISIÈME ARTICLE

Nous espérons pouvoir donner, dans notre numéro d'aujourd'hui, notre appréciation sur les événements de janvier dans l'Ou-Ganda. Malheureusement, notre attente a été déçue; les documents anglais sur lesquels, d'après les journaux de la Grande-Bretagne, nous croyions pouvoir compter, ne sont point ce que nous attendions : dans les six pages du dernier *Blue Book* distribué aux membres du Parlement, au lieu de rapports détaillés des capitaines Lugard et Williams, les agents de l'Imperial British East African Company, nous n'avons trouvé que deux lettres d'une brièveté étrange vu la gravité des événements en question; il est vrai que le capitaine Lugard mentionne un rapport détaillé qui, pour des raisons dont nous ne nous rendons pas compte, n'est pas parvenu à la côte en même temps que les lettres, et n'a pu être expédié aux administrateurs de la Compagnie à Londres¹. D'autre part, les lettres des missionnaires anglais

¹ A la dernière heure, un télégramme de Bombay annonce que le capitaine Lugard, venant de l'Ou-Ganda, est arrivé dans le Kikouyou, à 250 kilomètres, à l'est du lac

de l'Ou-Ganda, dont l'arrivée à la côte avait été annoncée il y a plusieurs semaines, ne paraissent pas être parvenues à Londres assez tôt pour avoir pu être publiées à l'heure où nous écrivons, et le *Church Missionary Intelligencer* en est réduit à publier les lettres des capitaines Lugard et Williams. Le témoignage des missionnaires nous étant indispensable, nous nous voyons à regret obligé d'ajourner notre appréciation à un prochain numéro. Nous ne nous attendions pas à voir la lenteur de ces missionnaires à renseigner leur comité fournir à leurs partisans un motif de reprocher aux missionnaires romains, « de s'être empressés de publier, dès le mois d'avril, les détails des événements dont ils avaient été les victimes, pour créer en leur faveur un mouvement de sympathie dans l'opinion publique des pays civilisés. » Ceux que l'on accuse ainsi, pouvaient-ils supposer que les agents britanniques mêlés à ces événements feraient attendre plus de sept mois leurs rapports à ceux qui les ont envoyés ?

En attendant que ces derniers documents soient sous nos yeux, nous avons d'ailleurs à exposer les faits qui se sont passés dans l'Ou-Ganda depuis le départ du Dr Peters, le 23 mars 1890, jusqu'à l'arrivée du capitaine Lugard, le 24 décembre de la même année, soit les faits qui se rattachent à l'arrivée dans l'Ou-Ganda de l'expédition de MM. Jackson et Gedge, déjà mentionnés dans notre dernier numéro. Nous avons dit que les journaux politiques et missionnaires anglais avaient annoncé, dès le retour de Mouanga dans ses États, que ces agents de l'Imperial British East African Company « avaient conclu avec ce roi un traité par lequel son pays et toutes les dépendances de l'Ou-Ganda se trouvaient placés sous

Victoria, où il a rencontré le capitaine Mac Donald, l'agent de l'Imperial British East African Company, que lord Salisbury avait chargé de se rendre dans l'Ou-Ganda, pour y faire une enquête impartiale sur les faits qui ont provoqué le conflit entre les troupes à la solde des officiers anglais et les Ba-Ganda catholiques conduits par le roi Mouanga. Le télégramme porte que les deux officiers, MM. Lugard et Mac Donald, reviennent à la côte, et que l'ordre règne dans l'Ou-Ganda ! Quelque étrange que nous ait paru le choix d'un agent de la Compagnie intéressée pour une enquête impartiale — lord Salisbury en avait pris l'engagement envers M. Ribot, — le retour du commissaire britannique à la côte, après la rencontre avec le capitaine Lugard, nous paraît plus surprenant encore. Quoi qu'il en soit, nous ne doutons pas que, cette fois au moins, le rapport de l'officier qui a conduit et commandé les forces de la Compagnie dans l'Ou-Ganda, ne soit remis aux administrateurs de celle-ci, soumis au sous secrétaire d'État, et publié intégralement. Si nous devons renoncer au rapport d'enquête, nous nous ferons un devoir d'étudier d'autant plus consciencieusement celui du capitaine Lugard lorsqu'il nous parviendra.

l'influence exclusive de la Compagnie. » Or, non seulement les *Blue Books* relatifs aux affaires de l'Ou-Ganda ne mentionnent aucun traité conclu avec Mouanga par MM. Jackson et Gedge, mais une lettre du Rev. E. C. Gordon, missionnaire à Roubaga, publiée dans le *Church Missionary Intelligencer*, de janvier 1891, consacrée tout entière aux négociations de M. Jackson avec le roi, dément de la manière la plus précise les affirmations de la presse politique et missionnaire, anglaise et continentale, à ce sujet. C'est à cette lettre que nous emprunterons l'exposé de l'activité de M. Jackson dans l'Ou-Ganda.

Nos lecteurs se rappellent le rôle joué à Roubaga par les Rév. Gordon et Walker pendant le séjour du Dr Peters, ainsi que celui de MM. Jackson et Gedge pendant leur séjour au Kavirondo. Mouanga, dans la détresse en présence du parti musulman, appelait à son aide l'expédition anglaise bien pourvue d'hommes, d'armes et de munitions. M. Jackson refusait de se rendre à cet appel, et restait au Kavirondo, mais il envoyait à Mouanga, dans un paquet, un drapeau britannique, que le roi ne réexpédiait pas de la même manière, et les missionnaires en concluaient que le roi avait accepté le protectorat britannique! Bien plus, ils s'autorisaient de leur interprétation pour chercher à empêcher Mouanga de conclure aucun traité avec le Dr Peters. A ce propos, nous rappellerons que le docteur était alors parfaitement libre de proposer et de conclure avec le roi le traité dont il a été fait mention. A ce moment-là, le 2 mars 1890, aucun traité n'avait placé l'Ou-Ganda dans la sphère d'influence d'aucune des puissances européennes. Par la convention anglo-allemande du 1^{er} novembre 1886, l'Allemagne s'était engagée à ne pas chercher à établir son influence au nord de la ligne allant de la baie de Wanga à un point du Victoria Nyanza situé par 1° lat. S.; l'Ou-Ganda était complètement en dehors des territoires visés par la susdite convention. Ce ne fut qu'au mois de juin 1890 que, par une nouvelle convention avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne déclara renoncer à chercher à exercer son influence au nord de la ligne tirée de ce point du Victoria Nyanza, le long du 1° lat. S., jusqu'à la frontière de l'État du Congo. Jusqu'à ce moment, au point de vue international, Mouanga était donc absolument libre de conclure quelque traité que ce fût avec la quelle que ce fût des puissances européennes. Le Dr Peters avait été le premier à lui en proposer et à lui en faire accepter un, favorable à la liberté commerciale, établie dès lors dans ce territoire conformément à l'Acte de la Conférence de Berlin, avec le consentement du souverain indépendant. Il est regrettable que la convention anglo-allemande du mois de juin ait compliqué la situation

et abandonné Mouanga aux ambitions des agents de l'Imperial British East African Company.

A peine le Dr Peters et son compagnon, le lieutenant Tiedemann, avaient-ils quitté l'Ou-Ganda, que MM. Jackson et Gedge y entrèrent, captant la bienveillance des chefs des territoires par lesquels ils devaient passer, en leur donnant des armes de la Compagnie. N'ayant pas de rapports d'eux¹, nous ignorons les traités qu'ils pouvaient avoir conclu chemin faisant avec tels ou tels chefs; mais nous savons, par le rapport du capitaine Lugard dans le *Blue Book, Africa n° 4*, 1892, que M. Jackson avait fait, au nom de la Compagnie, un traité avec Wakoli, le chef de l'Ou-Soga, que M. Lugard trouva en possession d'une carabine de la Compagnie. Ce don d'armes perfectionnées à des indigènes créa au capitaine Lugard des difficultés, ses hommes étant exposés à la tentation de vendre leurs cartouches devenues l'objet d'un commerce lucratif. Il regretta en outre que M. Jackson n'eût pas, en même temps qu'il faisait ces présents de carabines, remis une lettre à ceux auxquels le don avait été fait, afin de pouvoir contrôler les affirmations des indigènes possesseurs de ces armes, disant tous que c'était de M. Jackson qu'ils les tenaient. A mesure que le capitaine Lugard approchera de la résidence de Mouanga, il rencontrera à chaque instant des gens en possession de fusils Sniders de la Compagnie, affirmant que ces armes appartenaient au roi auquel elles avaient été données par M. Jackson.

Quant au traité conclu avec Wakoli, nous en ignorons le texte. En revanche, nous en connaissons un mentionné par M. Lugard, comme ayant été conclu par lui, au Kikouyou, en octobre 1890, avec le chef Eiyeki et ses frères, « d'entre les plus intelligents et les mieux élevés des sauvages qu'il eût rencontrés en Afrique. » Avec une parfaite conscience de ce à quoi il pouvait s'engager envers les chefs indigènes, le capitaine Lugard leur expliqua en détail, la nature des intentions de la Compagnie « sans leur promettre, » dit-il, « une protection qu'à présent la Compagnie était incapable d'offrir, ni d'épouser leur cause dans toutes leurs querelles. »

Si, au mois d'octobre, la Compagnie était incapable d'offrir sa protection à un petit chef du Kikouyou, comment M. Jackson et les missionnaires

¹ Nous avons ne pas comprendre pourquoi les *Blue Books*, présentés aux membres du Parlement ne contiennent aucun rapport de MM. Jackson et Gedge, et pourquoi les lecteurs anglais qui tiennent avant tout à connaître la vérité en ont été réduits à la lecture du numéro du *Church Missionary Intelligencer*, de janvier 1891.

anglais pouvaient-ils, au mois de mai précédent, prétendre placer sous le protectorat de la Compagnie l'Ou-Ganda avec tous les États qui en dépendaient ?

Il est regrettable que le Comité de la Church Missionary Society n'eût pas fait à MM. Gordon et Walker les recommandations qu'il adressait à MM. Pilkington, Baskerville et Cotter, en février 1890, à leur départ pour l'Ou-Ganda, au sujet des relations qu'ils auraient à entretenir avec les agents de l'Imperial British East African Company. « Ces relations réclameront de vous beaucoup de tact, » leur fut-il dit ; « vous apprécierez amicalement l'aide que vous recevrez d'eux, mais il n'est pas désirable qu'il s'établisse entre vous et eux une intimité trop grande, ni que vous vous ingériez dans les affaires politiques du pays. » Malheureusement les Rév. Gordon et Walker ne s'inspiraient pas de l'esprit qui avait dicté ces recommandations.

Écoutez, en effet le Rév. E. C. Gordon rapporter à son Comité, dans sa lettre du 8 mai 1890. (*Voy. Ch. Missionary Intelligencer*, janvier 1891), les faits qui suivirent l'arrivée de MM. Jackson, Gedge et Martin à Roubaga.

« Enfin la Compagnie est arrivée dans l'Ou-Ganda, » dit la lettre, « M. Gedge est parent d'un des membres les plus actifs du Comité, Sydney Gedge Esq.; M. Martin a été au service de la Church Missionary Society à Frere-Town. Nous espérons que lorsque la Compagnie arriverait, elle serait cordialement reçue par tous les Ba-Ganda, que ses agents seraient les bienvenus comme sauveurs et protecteurs du pays ; car les Ba-Ganda savent qu'ils n'ont pu résister aux Musulmans ni les vaincre, et que, sans aide du dehors, ils ne pourraient reconquérir tout l'Ou-Ganda. Avec la Compagnie, arrive l'assistance dont ils avaient besoin. Cependant la Compagnie n'a pas été contente de la réception qui lui a été faite; de la part de Mouanga et des catholiques, l'accueil a été décidément froid, très cordial de la part des protestants. Il ne faut pas chercher bien loin la raison de la froideur des catholiques, qui n'étaient pas disposés à accepter les conditions de la Compagnie. Le roi n'a pas de pouvoir, actuellement il est entièrement dominé par ses chefs, tout le pays a été divisé par parties égales entre les deux partis dirigeants, les catholiques et les protestants. Le parti païen est certainement très nombreux, mais il est soumis à ceux qui sont au pouvoir.

« Lorsque M. Jackson arriva, » continue le Rév. Gordon, « il présenta son traité¹ dans une assemblée de la cour. » En disant *son* traité, le

¹ Il ne s'agissait point d'un traité dans le genre de ceux que la Royal Niger Com-

missionnaire veut dire sans doute le projet que lui avaient remis, avant son départ de Mombas, les administrateurs de la Compagnie qui, s'attribuant, dès 1888, le territoire de l'Ou-Ganda, et sachant que cette prise de possession pour leurs actionnaires dépendait de la conclusion d'un traité avec Mouanga, avaient préparé un texte exposant ce qu'offrait la Compagnie au roi de l'Ou-Ganda, et ce qu'elle lui demandait en échange. « Un Mou-Ganda qui se trouvait au service de la Compagnie expliqua le traité; à la lecture, les catholiques ne répondirent pas d'une manière satisfaisante; tandis que les protestants, étaient disposés à accepter les conditions du traité. Le texte fut laissé entre les mains des Ba-Ganda pour qu'ils pussent l'étudier. Quelques jours plus tard, eut lieu une autre assemblée dans laquelle le traité fut traduit en lou-ganda et aussi en ki-souahéli. Après l'avoir entendu, les catholiques refusèrent d'en accepter les conditions et emmenèrent le roi avec eux; les protestants y donnèrent leur assentiment. Le traité offrait protection au roi et au peuple, mais réclamait les impôts du pays; au moyen de ces impôts, la Compagnie établirait la valeur et les revenus du royaume et donnerait au roi et aux chefs des sommes convenables à leur dignité et à leur position. Nous quittâmes la cour et laissâmes les chefs en consultation; alors les protestants dirent au roi et aux catholiques qu'ils quitteraient le pays avec M. Jackson, car voyant que ni le roi ni les catholiques n'accepteraient le traité, M. Jackson devrait s'en aller. Les protestants disaient : il vaut mieux pour nous de partir que de rester dans un pays où nous ne pouvons espérer être assez forts pour vaincre nos ennemis et établir la paix. Aussi écrivirent-ils à leurs amis éloignés de se rassembler pour être prêts à aller dans l'Ou-Soga avec M. Jackson. Pour empêcher cette décision de s'accomplir, écrit le Rév. Gordon, j'allai voir le Katikiro¹ afin de chercher avec lui le moyen de donner aux catholiques ce qu'ils demandaient. Ils cherchaient à gagner du temps pour faire demander aux autorités à la côte (c'est-à-dire aux Consuls), si le traité de la Compagnie disait réellement la vérité; en même temps ils voulaient tous que

pany a conclu avec le puissant sultan du Sokoto et avec le sultan de Gandou, dont la domination s'étend sur de vastes territoires des deux côtés du Niger; ces traités laissent à ces souverains toute leur indépendance. Aujourd'hui, les partisans de l'extension de l'influence anglaise reprochent aux Ba-Ganda catholiques les efforts que ceux-ci ont faits pour maintenir leur indépendance en opposition au dessein arrêté de la Compagnie britannique de substituer sa souveraineté à celle de leur roi Mouanga.

¹ Le premier ministre, un protestant.

M. Gedge restât dans l'Ou-Ganda avec les fusils et les munitions, M. Jackson en fut informé; il accepta de laisser M. Gedge dans l'Ou-Ganda avec les fusils, mais en demandant aux catholiques de lui remettre par écrit une promesse portant que s'il revenait de la côte avec une force plus considérable pour mieux pourvoir à la protection du pays, ils lui donneraient les impôts. On leur laissa un jour pour examiner la question, mais ils refusèrent de s'engager à livrer les impôts, même si M. Gedge restait dans l'Ou-Ganda pour leur aider. Alors, le Katikiro se rendit le soir même auprès du roi pour prendre congé, et demander pour les protestants l'autorisation de quitter le pays en paix. Le roi demanda qu'ils restassent en disant qu'il donnerait les impôts à M. Jackson. Mais les chefs catholiques s'y opposèrent en lui promettant qu'ils combattraient pour lui contre les musulmans.

Le lendemain matin, M. Jackson comptait envoyer réclamer son drapeau, lorsque les missionnaires furent appelés à la cour. M. Jackson se faisant attendre, le roi l'envoya chercher par le P. Lourdel. MM. Gordon et Walker se rendirent au camp de Jackson, où le P. Lourdel exposa qu'aucune promesse ne pouvait être faite au sujet des impôts, et ajouta que le roi accusait M. Jackson de vouloir emmener de l'Ou-Ganda la moitié des Ba-Ganda. MM. Jackson et Martin allèrent avec le P. Lourdel à la cour; ils trouvèrent la place déserte, et le roi prêt à partir, les catholiques ayant décidé de quitter aussi le pays. M. Jackson céda prudemment; sachant combien la Compagnie avait été désappointée au sujet de la province d'Emin-pacha, il ne voulut pas l'exposer au même désappointement avec l'Ou-Ganda. Si les chrétiens quittaient l'Ou-Ganda, le pays tomberait aux mains des musulmans; ce serait un coup douloureux pour la Compagnie; l'Ou-Ganda musulman serait beaucoup plus difficile à conquérir que l'Ou-Ganda dont une moitié des chrétiens ba-ganda s'étaient déjà déclarés pour la Compagnie. Il valait mieux se réconcilier avec les autres, car la désertion de l'Ou-Ganda par les chrétiens serait pour la Compagnie la perte de tout l'Ou-Ganda. M. Jackson céda donc et consentit à faire ce que désiraient les catholiques. Il ne leur demanda point de promesses au sujet des taxes, et consentit à se charger des lettres qu'ils écriraient aux autorités à la côte pour dire ce qu'ils demandaient en vue du règlement de la question de protectorat. Les protestants consentirent à rester, et les catholiques obtinrent que M. Gedge demeurât avec les fusils et les munitions, et que M. Jackson emportât, pour les trois consuls de la côte, anglais, français et allemand, leurs lettres dans lesquelles étaient exposées leurs demandes. Ils désiraient garder les impôts

entre leurs mains; ils invitaient tous les Européens à bâtir dans l'Ou-Ganda et à y trafiquer, et demandaient aux autorités et aux puissances de l'Europe de décider si les impôts devraient être donnés à la Compagnie dans le cas où celle-ci leur viendrait en aide; ils disaient vouloir s'en remettre à leur décision. Les protestants, de leur côté, écrivirent aussi une lettre, M. Jackson désirant avoir avec lui à la côte des représentants des deux partis; ils exposaient que les protestants étaient favorables à la Compagnie et que les catholiques lui étaient défavorables. Ils voulaient la protection de la Compagnie et aucune autre; ils avaient accepté le traité de la Compagnie, et étaient prêts à quitter le pays avec M. Jackson pour se rendre dans l'Ou-Soga, parce que les catholiques refusaient d'accepter les conditions du traité et d'arborer le drapeau de la Compagnie. Ils pressaient le consul britannique de renvoyer en toute hâte M. Jackson avec des forces suffisantes pour leur permettre de soumettre leurs ennemis, et d'établir le gouvernement placé entre leurs mains sur une base chrétienne, la Compagnie britannique pouvant seule leur donner un appui efficace et permanent. Ils allaient jusqu'à dire qu'il ne leur fallait pas d'autre protection que celle de l'Angleterre, et que s'il était décidé que la Compagnie dût se retirer de l'Ou-Ganda, ils suivraient M. Jackson dans l'Ou-Soga. Les catholiques, dit le Rév. Gordon, paraissent vouloir garder dans leurs mains les impôts. Ils aimeraient que les Anglais fissent du commerce avec l'Ou-Ganda par la route de l'Ou-Soga et les Allemands par l'Ou-Soukouma et le lac. Le roi prélèverait des taxes sur les Anglais et les Allemands. Mais ni le P. Lourdel, ni les catholiques ne semblent vouloir la protection de la Compagnie, car ils paraissent craindre que les lois de la Compagnie ne profitent aux protestants au détriment des catholiques. J'ai souvent entendu de la bouche des chefs catholiques ces paroles : « Vous protestants, vous faites appel à la Compagnie, vous lui livrez les impôts parce que vous êtes ses amis et qu'elle vous accordera ses faveurs. Vous voulez être nos maîtres et faire de nous vos esclaves pour façonner vos briques. » Impossible de dissiper ces préventions. Je dis que la Compagnie témoignera la même bienveillance à tous, aussi bien aux païens qu'aux protestants et aux catholiques, qu'elle n'interviendra pas dans les questions religieuses, mais traitera avec une parfaite justice tous les partis aussi bien que les individus... Les musulmans ont probablement entendu parler des disputes entre protestants et catholiques; on disait qu'ils venaient attaquer Mengo, mais ils se sont bornés à enlever des bestiaux et des femmes sur les frontières. La Compagnie a prêté à l'armée 160 fusils Sniders, avec les munitions; on en a donné 70 à chacun

des partis et 20 au Katikiro. Nous avions espéré que l'arrivée de la Compagnie réglerait toutes les questions. — Nous devons maintenant attendre le retour de M. Jackson de la côte avec la réponse des autorités. »

Il ressort de cette lettre du Rév. E. C. Gordon, que, malgré les affirmations des Administrateurs de la Compagnie et de la Church Missionary Society, aucun traité ne put être conclu par M. Jackson, et que le retour de celui-ci à la côte dut être pour la Compagnie la source d'un amer désappointement. C'était, avant la publication de la lettre du Rév. Gordon, la preuve la plus évidente que la bonne foi des capitalistes, comme celle des lecteurs des journaux missionnaires de l'Angleterre et du Continent avait été surprise. L'échec qu'éprouva la Compagnie lui fit vraisemblablement comprendre que Mouanga et les Ba-Ganda catholiques ne consentiraient jamais à renoncer à leur indépendance en livrant la perception des impôts à une Compagnie étrangère, que dès lors celle-ci devrait recourir à la force pour atteindre son but. Les capitalistes qui lui avaient prêté leur argent réclamaient des dividendes de leurs actions; pour pouvoir les leur payer, les revenus de l'Ou-Ganda lui étaient nécessaires. L'expédition des capitaines Lugard et Williams recevra l'ordre de tout faire pour les lui assurer : par un traité préparé à cet effet, si les Ba-Ganda veulent l'accepter; avec l'aide des armes anglaises perfectionnées et du canon Maxim, si les raisonnements ne peuvent l'emporter sur le sentiment d'indépendance de Mouanga et de ses adhérents. Stanley avait bien compris ce sentiment-là, lorsque, le 14 avril 1875, il écrivait son appel aux Sociétés anglaises : « Ce qu'il faut ici ce n'est pas un prédicateur; tous les évêques de la Grande-Bretagne, doublés des jeunes étudiants d'Oxford et de Cambridge, n'obtiendraient rien de la population de l'Ou-Ganda avec de simples paroles. Ce qu'il faut à ce peuple intelligent, c'est l'instituteur pratique, sachant enseigner la manière de devenir chrétien, de guérir les maladies, de bâtir les maisons, connaissant l'agriculture, en faisant lui-même, et pouvant, ainsi qu'un marin, mettre la main à toute chose. Cet homme, si on le rencontrait, deviendrait le sauveur de l'Afrique. Il ne doit être lié à aucune Église, à aucune secte, il doit uniquement professer la foi en Dieu et en son divin Fils, ne prêcher que la loi morale, vivre en chrétien irréprochable, avoir des principes libéraux, une grande charité pour tous, une foi profonde dans le Seigneur. Il ne doit être non plus d'aucune nation, il doit appartenir à la race blanche tout entière. »

En appelant l'Imperial British East African Company à venir imposer aux Ba-Ganda une protection illusoire, — le capitaine Lugard disait aux

chefs du Kikouyou qu'elle n'était pas capable de les protéger, — les missionnaires Gordon et Walker ont oublié la recommandation de l'explorateur qui leur a ouvert la porte de l'Ou-Ganda; et la solidarité qu'ils ont établie entre les intérêts de la Compagnie et leur mission, en faisant partager à celle-ci sa part de responsabilité dans les événements auxquels donneront lieu les procédés des capitaines Lugard et Williams, nous paraît avoir compromis de la manière la plus fâcheuse, non seulement la cause de la mission protestante anglaise, mais encore celle de la civilisation chrétienne dans un pays que les négociateurs de l'Acte de Berlin avaient particulièrement en vue lorsqu'ils proclamaient la zone au sud du 4^e lat. Nord ouverte au commerce libre pour tous, et à l'enseignement libre pour toutes les dénominations religieuses. Les derniers documents des missionnaires anglais, sur lesquels nous comptons pour notre prochain numéro, nous permettront d'apprécier de combien, dans les événements de l'Ou-Ganda, ceux qui se disaient les représentants de la justice se sont écartés du droit adopté par toutes les puissances civilisées, dans la grande cause du relèvement de l'Afrique et de ses habitants.

BIBLIOGRAPHIE ¹

R.-P. Meillorat. CARTE ECCLÉSIASTIQUE DE L'AFRIQUE AU 1/12000000^e. Supplément des Missions catholiques. Lyon (Administration, rue d'Auvergne, 6), 1892, fr. 4. — C'est un tableau de l'Afrique catholique que nous offre cette carte avec sa division en archevêchés, évêchés, vicariats et préfectures apostoliques, dont le siège est indiqué par un signe, ses divisions ecclésiastiques marquées en couleurs, ses stations missionnaires désignées par une impression en rouge du nom de la localité; carte claire et facile à lire, dans laquelle les couleurs et la nomenclature relative aux choses ecclésiastiques sont appliquées sur un fond physique et politique parfaitement à jour. Les limites ecclésiastiques coïncident d'ordinaire avec les frontières politiques; toutefois, dans l'Afrique orientale et australe et sur la côte de la Guinée septentrionale, il n'en est pas toujours ainsi; l'on reconnaît là la tendance de l'Église catholique à s'occuper de ses propres intérêts plutôt qu'à tenir compte de l'ordre établi par le pouvoir temporel. A voir cette grande carte couverte de noms d'évêchés, de vicariats, de stations missionnaires, on pourrait croire que l'Afrique tout entière

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

est gagnée au catholicisme. Toutefois, en regardant de plus près, on constate qu'il s'agit souvent plutôt de mots que de réalités. Les vicariats, du Sahara central, du Soudan oriental avec l'État mahdiste, du Congo, du Zanguebar septentrional (Somalie) ne nous font pas l'effet de compter des foules de fidèles, et dans beaucoup d'autres l'influence catholique est sans doute bien faible. Un tableau annexé à la carte fournit un état du catholicisme en Afrique. Les chiffres qu'il renferme nous indiquent qu'il y a au total sur ce continent à l'heure actuelle : 2,197 prêtres, 251 frères, 2,802,483 fidèles catholiques, 2,207 églises ou chapelles.

Charles Mismey. SOUVENIRS DU MONDE MUSULMAN. Deuxième édition. Paris (Hachette et C^o), 1892, in-16, 328 p., 3 fr. 50. — Ils sont bien intéressants à lire ces souvenirs de plusieurs séjours faits dans les diverses parties du monde musulman méditerranéen : Constantinople, Crète, Égypte, Algérie. Des circonstances particulières ayant mis l'auteur en relations avec les sommités du personnel gouvernemental de la Porte ottomane et de l'Égypte, il en profite pour encadrer dans le récit de son existence mouvementée une foule d'anecdotes, d'observations, de traits de mœurs quelquefois un peu réalistes, qui font pénétrer le lecteur dans l'intimité de la vie turque et dans le mécanisme de la diplomatie orientale. Tour à tour journaliste, secrétaire de grands personnages, chargé de mission, confident des princes, voyageur, il a beaucoup vu et peut donner sur ce qui se passe dans les coulisses de la politique des détails inédits qui ouvrent un jour sur l'histoire des règnes du sultan Abd-ul-Azis et du khédive Ismaïl. En outre, de ses observations il sait dégager des enseignements dont les penseurs et les gouvernants peuvent faire leur profit. Le monde oriental est le plus souvent l'objet de jugements si faux et tellement empreints de parti-pris, qu'il fait bon entendre parler un témoin détaché du présent et sachant faire ressortir les causes secrètes qui font agir les hommes et préparent les événements. Notons qu'il s'élève avec la dernière vigueur contre le système d'expropriation forcée des terres que subissent les indigènes en Algérie; l'état de dépendance absolue dans lequel ils sont tenus est pour lui la principale cause de la misère matérielle et morale dans laquelle ils se débattent sans espoir.

BULLETIN MENSUEL (3 octobre 1892).

Une correspondance particulière de Tunisie, arrivée à Marseille, donne les renseignements suivants reçus de **Tripoli**. Des nouvelles apportées par les caravanes au marché de Tripoli, il résulterait que le **Ouadaï** est en ce moment parcouru par des bandes dissidentes de derviches venues du Darfour sous les ordres de l'émir Rabeb-Zébir. Poursuivies par un des parents du Khalifa, elles l'ont défait et sont descendues vers le Sud où elles ont l'intention de s'établir et d'aider leurs coreligionnaires qui font la chasse aux esclaves et qui sont pourchassés par les Européens. On dit que la révolte de Rabeb-Zébir est due à ce que le Khalifa n'a pas voulu recevoir les envoyés du sultan des Lacs, qui venaient demander des secours et des munitions. Cette nouvelle est de nature à inspirer des craintes pour les expéditions de la France au Soudan, qui se dirigent actuellement vers le Ouadaï et les pays environnants; ce sont celles de MM. Monteil, Maistre et Mizon. Ces nouvelles datent d'au moins deux mois. Les caravanes mettent ce temps pour venir de Kouka à Tripoli.

M. Maspéro a communiqué à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, les premiers résultats des travaux entrepris par le nouveau directeur des fouilles en Égypte, M. de Morgan, sur le site de **Memphis**, duquel sont déjà sorties les listes géographiques les plus anciennes, et récemment encore les statues des rois de l'Ancien Empire, Khéphrén, Mycerinus, Menkaouor, qui font l'ornement du musée de Gizèh. M. de Morgan y mit les ouvriers en juin dernier. Il choisit pour point d'attaque la langue de terre assez étroite qui s'étend à l'est de l'ancien lac sacré. Un petit village en occupe l'extrémité Nord, où les palmiers, moins serrés qu'ailleurs, laissent un champ plus vaste aux excavations. Un grand trou, à moitié encombré d'éclats de pierre, marque la place où s'élevait un temple de l'Ancien Empire. Un peu plus au Sud, Mariette avait dégagé un mur bâti ou décoré par Ramsès II; M. de Morgan reprit les fouilles au point où Mariette les avait laissées, et l'événement montra bientôt qu'il avait eu raison de le faire. Dès les premiers coups de pioche, une rangée de colonnes apparut dont les bases sont encore en place et, derrière ce

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

portique, une cour assez vaste où des débris de toute sorte étaient entassés. C'est l'inévitable Ramsès II qui avait bâti cette portion de l'édifice, et, comme toujours, il s'était servi de matériaux empruntés aux ruines d'édifices antérieurs : on retrouve dans l'épaisseur des murs des fragments d'inscriptions au nom d'Aménophis III, de Moutmosis III et d'autres souverains de la XVIII^e dynastie. L'Égypte est un immense palimpseste que les générations de rois bâtisseurs ont gratté, surchargé, rapiécé sans relâche pendant des milliers d'années. Les édifices des Ptolémées ont été construits avec ce qui restait des temples de la XIII^e dynastie : ceux-ci contenaient déjà des pierres sculptées sous la XII^e qui, elles-mêmes, avaient déjà été employées par les maçons de la IV^e et de la V^e. Une au moins des pyramides de Saqqarah renferme des bas-reliefs provenant d'un tombeau plus ancien : si jamais on découvre quelque chapelle de la I^{re} dynastie, on y signalera presque à coup sûr les morceaux de quelque construction plus vieille encore. Des statues entières ou brisées gisaient pêle-mêle au milieu de la cour. L'inventaire complet en serait assez long à dresser, mais il faut signaler les plus importantes. C'est d'abord une grande barque en granit, relevée légèrement à l'avant et à l'arrière, et sur laquelle était placé un groupe de statues aujourd'hui perdu. Les Égyptiens, qui passaient presque une moitié de l'année sous l'eau, étaient un peuple de canotiers et de matelots. Leurs dieux ne se mouvaient qu'en barque, le soleil circulait en barque autour du monde, et le tabernacle de chaque divinité était posé sur une barque en bois que les prêtres portaient processionnellement du sanctuaire au lac sacré pour l'y lancer les jours de fête. Les barques en granit, qu'on trouve partout dans les ruines, étaient l'image immobile de ces barques transportables : elles représentaient la barque du dieu adoré dans le temple, et le roi consécrateur, tantôt identifié à ce dieu et siégeant à sa place, revêtu de ses attributs, tantôt reçu à côté de lui, afin de partager l'hommage des fideles. Un peu plus loin, deux énormes statues du dieu de Memphis sont couchées l'une à côté de l'autre. Elles nous montrent Phtah, momifié, enveloppé d'un linceul collant au corps, mais les mains dégagées et la figure découverte. Les traits ont la régularité qui convient à un dieu appelé couramment Phtah Belle-Face. Le travail est très fin ; Ramsès II a gravé son nom sur le piédestal. Ce sont de véritables statues divines, les premières qu'on possède de cette taille ; elles seront dans quelques jours au musée de Gizéh.

Au Congrès des Orientalistes réuni à Londres au commencement de septembre a été lue une communication rédigée par le major Wingate,

sur l'origine et le déclin du **Mahdisme au Soudan**. Le *Morning Post* en a donné le résumé suivant : M. Wingate conteste à cette révolte un caractère vraiment religieux ; d'après lui, le Mahdisme a substitué à l'autorité du gouvernement reconnu un système de tyrannie et d'oppression les plus basses, dans lequel la nouvelle religion a toujours joué un rôle secondaire qui s'affaiblissait de jour en jour devant le gouvernement d'un pouvoir barbare opposé à toute loi reconnue. Avant la mort du Mahdi, un grand nombre de ses adhérents étaient fatigués du mouvement perpétuel que leur imposait sa propagande. Ils avaient dû abandonner leur vie sociale et domestique régulière, les cultures avaient été négligées, beaucoup d'entre eux commençaient à soupirer après le retour à leur ancien mode de vivre. Mais foncièrement ignérants de l'histoire et de la géographie du monde, la prise du Caire, de Constantinople, de La Mecque, de Paris et de Londres, ne présentait au Mahdi pas plus de difficultés que celles que lui avait offertes la conquête d'El-Obeid et de Khartoum. Le Père Ohrwalder, un des Européens prisonniers à Khartoum, estimait que plus des trois quarts de la population du Soudan avait été détruite par la guerre, les maladies et la famine. Au milieu de ces désastres, la tribu du Khalifa, les Baggara, ne souffrait nullement des céréales leur étaient remises, au prix de 30 fr. l'ardeb, même quand la disette était à son comble. Quelque temps auparavant, une quantité de ses membres avaient, sur l'ordre du Khalifa, émigré à Omdurman, où on leur avait donné les meilleures terres, enlevées par force aux propriétaires légitimes. Abdullah détruisit graduellement l'ancien système des tribus et le gouvernement qui s'y rapportait ; presque tous les scheiks qui survivaient reçurent l'ordre de venir vivre avec leurs familles dans la capitale, et des Baggaras furent envoyés prendre leur place. De la sorte, un noyau d'hommes de la tribu du Khalifa se trouva établi dans les différentes provinces ; leur nombre à Omdurman donna alors à Abdullah une importance si prépondérante, que ses rivaux n'eurent aucun espoir de réussir au cas où ils se fussent opposé à son autorité. Au contraire ils tombèrent sous le joug d'opresseurs des plus cruels et tyranniques, qui les taxaient et les pillaient d'une manière inouïe, en sorte qu'on les vit, chose étrange, tourner avec regret leurs regards vers l'ancien gouvernement égyptien, quelque vénal et corrompu qu'il fût. Ce serait une erreur absolue de croire que les Soudanais qui, sous la conduite du Mahdi, ont si énergiquement lutté pour s'affranchir, jouissent aujourd'hui sans entraves des douceurs de leurs victoires. Les appels lamentables des tribus du Soudan autrefois puissantes à se libérer

de leur présent esclavage, sont une preuve indubitable de leur misère et de leur dégradation actuelle.

Les *Mittheilungen* de la Nachtigal Gesellschaft ont publié de nouveaux détails sur l'expédition du Dr Baumann dont nous avons dit, dans notre dernier numéro, l'arrivée au **Victoria-Nyanza** après la découverte du lac Eiassi. Sur l'invitation du lieutenant Langheld, il se rendit à la station de Mouanza, au sud du lac, pour faire dans le golfe de Speke des sondages, afin d'en reconnaître la profondeur au point de vue de la navigabilité pour des vapeurs d'un certain tirant d'eau. Jusqu'à deux ou trois kilomètres du rivage, la sonde a donné de 1^m,75 à 2^m de profondeur, mais au delà, il a trouvé 4^m à 6^m, et dans le golfe de Boukoubi, de 7^m à 10^m. Ce qui ne facilitera pas la navigation pour les steamers, c'est la rareté du combustible. Le Dr Baumann annonce que l'autorité de l'empire allemand est reconnue dans la région de Boukoubi. Les chefs paient tribut et fournissent les travailleurs, les porteurs et les canots qu'on leur demande. L'explorateur comptait revenir vers l'Est, à Katoto, le 26 avril, et entreprendre ensuite une reconnaissance dans le pays voisin de la rive orientale du lac Victoria.

Le *Morning Post* a publié quelques pages d'une brochure que l'Administration de l'Imperial British East African Company a communiquée aux journaux anglais, renfermant un rapport du capitaine Lugard sur son activité dans l'Ou-Ganda et les pays compris entre les lacs Victoria et Albert. Nous aurons à revenir sur ce rapport à l'occasion des affaires de l'Ou-Ganda proprement dit. Nous ne donnerons ici que ce que le *Morning Post* nous apprend d'une découverte faite par le capitaine Lugard au lac **Albert Edouard**, d'un grand dépôt de sel, à l'Est du 30°, c'est-à-dire dans la zone réservée à l'influence britannique. Le sel ayant dans cette région plus de valeur qu'une mine d'or, le capitaine Lugard a fait construire pour protéger ce dépôt, un fort, qu'il a nommé Fort Georges, sur une presqu'île du lac, et a donné au commandant l'ordre de ne permettre à personne d'y prendre du sel sans un paiement un peu fort en ivoire, en vivres ou en produits du pays. Jusqu'alors les troupes de Kabréga, roi de l'Ou-Nyoro, avaient tenu les indigènes des pays voisins à distance du lac; Kabréga s'en était emparé pour son usage particulier, et les natifs devaient extraire du sol le sel dont ils avaient besoin.

Le capitaine Lugard a écrit, le 6 avril, de Kampala au Dr Stuhlmann, qu'**Emin pacha** s'est rendu chez les Manyéma stationnés près de la résidence de Mazamboni à l'Ouest du lac Albert. Il aurait conclu une convention

avec eux et se serait mis en route pour le Congo. Dans un rapport du 25 avril, daté de Boukoba, le D^r Stuhlmann déclare qu'il croit fondée l'assertion du capitaine Lugard. « Les Manyéma, » dit-il, « ont fondé une station sur le mont Pisgah; Emin lui-même m'a indiqué cette route comme le bon chemin. Je ne pense pas qu'il se dirige vers la partie du Congo où se trouve le territoire proprement dit de Manyéma, dont le chef est en très mauvais termes avec les Arabes de Nyangoué. Il est plus probable qu'il se dirigera vers les Stanley-Falls. Toutefois, Saïd-ben-Salim, le chef des Manyéma du mont Pisgah, a vivement insisté auprès d'Emin et de moi pour que nous lui aidions à ouvrir une route vers Zanzibar. Selon moi, il fera route avec Emin, soit vers l'ouest, au travers de la forêt, soit vers le sud, vers sa station située sur le versant occidental du mont Rounsoro. De là, il viendra soit à Kafourro, soit à Boukoba. S'il est parti le 9 mars, et qu'il ait choisi la seconde voie, il arrivera à Boukoba à la fin de mai ou vers la mi-juin; s'il a choisi la route de l'Ouest, par la forêt, il lui faudra deux mois de plus. » Nous verrons dans notre prochain numéro, d'après des lettres d'Emin à sa sœur, en cours de publication, ce qu'a été son activité du 22 mars au 16 avril 1891.

L'*Indépendance Belge* a reçu de son correspondant de Londres, l'annonce de la prochaine venue de **Tipo-Tipo** en Europe. Nos lecteurs se rappellent que Stanley l'avait nommé vali des Stanley-Falls, et que le célèbre marchand arabe s'était engagé à fournir 600 porteurs à l'expédition dite de secours pour Emin-pacha. A son retour à Zanzibar, Stanley avait dit vouloir le poursuivre devant les tribunaux pour faire obtenir au Comité de la susdite expédition une indemnité en compensation des pertes subies par l'arrière garde du camp de Yambouya envers laquelle Tipo-Tipo n'avait pas tenu ses engagements. Le chef arabe est depuis un certain temps à Zanzibar, où il ne paraît nullement inquiété par des poursuites judiciaires. D'après le correspondant de l'*Indépendance*, il songerait sérieusement à visiter l'Europe et ses merveilles qui excitent depuis longtemps sa curiosité. Il se rendrait d'abord en Angleterre, et de là en Belgique. Lors du passage de Stanley au Congo, il lui a déjà exprimé le désir d'être reçu par le roi des Belges, auprès duquel il voudrait s'expliquer sur certaines questions.

Une entente complète s'est établie entre le gouvernement portugais, la Compagnie du Mozambique et la South African Company au sujet du **chemin de fer de la Pougoué** dont la construction sera entreprise en octobre et poussée activement. La ligne part de Beira sur la côte sud-est de l'Afrique, traversera les possessions portugaises et s'ar-

rètera à la limite de la sphère d'influence anglaise. Elle assurera un débouché aux mines d'or du Ma-Shonaland et économisera aux transports environ 1600 kilomètres de route sur la ligne du Ma-Shonaland au Cap.

La **commission de délimitation anglo-portugaise** a presque terminé ses travaux. Ayant à définir ce qu'il faut entendre par les termes « bord oriental du plateau de Manica » où le traité du 11 juin 1891 étendait la limite de la sphère d'influence anglaise, elle a constaté que la configuration du terrain ne justifiait pas l'expression de plateau de Manica. Elle a adopté comme limite le 32°, 30' long. E. de Greenwich au sud de la vallée de la Mutare, et au nord de cette vallée le 33°. Par là, la Grande Bretagne restitue au Portugal une petite partie du territoire que les agents de la South African Company lui ont enlevé lors de l'invasion du Manicaland. D'après l'article 2 du traité du 11 juin 1891, le maximum des concessions que la commission pouvait imposer au Portugal, c'était la fixation de sa frontière occidentale en cette région au 33° et le minimum au 32°, 30'. Nos lecteurs se rappellent que par le susdit traité l'Angleterre s'est fait reconnaître liberté absolue du passage entre la sphère d'influence britannique et la baie de la Pougoué pour les marchandises de toute espèce, et a imposé au Portugal l'obligation de construire le chemin de fer susmentionné entre la côte de l'Océan Indien et la frontière de la zone d'influence anglaise.

A l'occasion de la mort de M. de Poumayrac dans la région du **Haut-Oubangi**, le *Temps* a reçu de Libreville une lettre qui nous fournit d'utiles informations sur les progrès des établissements européens dans cette partie de l'Afrique centrale. L'intérêt qu'elle présente pour nos abonnés nous engage à en reproduire la plus grande partie.

M. de Poumayrac était un explorateur hardi, courageux, connaissant très bien le pays. En 1890, il avait accompagné M. Gaillard, lorsque cet agent de la colonie, après son exploration de la Sangha, avait été chargé par le commissaire général de remonter l'Oubangi au delà du poste de Bangui et d'asseoir l'autorité française sur la rive droite du fleuve. A ce moment, la mission Crampel venait d'explorer le Kouango et, avant de partir pour la région du Tchad, elle avait installé un poste à Dioukoua-Mossoua. D'autre part, la Compagnie commerciale néerlandaise manifestait son intention de fonder des comptoirs sur la rive française et se montrait disposée à seconder les efforts de la colonie. C'est dans ces conditions que MM. Gaillard et de Poumayrac, accompagnés de M. Blom, remontèrent l'Oubangi. Ils installèrent des stations et des postes sur la rive droite, au delà du poste de Dioukoua-Mossoua, notamment à Masso-

baka, Bambassa, Dounda, Mobai, Kamboua, Dimasa, Ouanda et, finalement, aux Abiras, village situé au confluent du M'Bomou et de l'Oubangi-Ouelli. Quand M. Gaillard revint en France, il laissa M. de Poumayrac à la station des Abiras afin de compléter la prise de possession des territoires placés dans la sphère d'influence française. Les bâtiments de la station devaient être édifiés avec l'aide de Nikessé, chef des Abiras. Plus tard, le gouverneur de la colonie jugea nécessaire de poursuivre l'exploration de la région au nord de l'Oubangi. A cet effet, M. Liotard, pharmacien des colonies, fut chargé de se rendre à la station des Abiras avec une escorte d'une trentaine de tirailleurs sénégalais. M. Liotard quitta Brazzaville au mois de décembre 1891; il était dans l'Oubangi quelques semaines après. M. de Poumayrac fut placé sous ses ordres et M. Liotard, directeur de la mission du Haut-Oubangi, disposa ainsi d'un personnel composé de trois blancs, trente Sénégalais et une quarantaine de miliciens.

On savait que la situation générale de la région était assez difficile et que des conflits étaient à craindre avec les agents indigènes de l'État indépendant du Congo. Mais on n'ignorait pas non plus que M. Liotard était un agent d'un tempérament empreint à la fois d'une réelle fermeté et d'une grande modération et qu'il ferait tout le nécessaire pour éviter un conflit aigu. Aussi, malgré l'attaque dirigée le 28 février dernier par les indigènes de la rive gauche de l'Oubangi contre le poste de Ouanda, on n'était nullement inquiet sur les résultats de la mission Liotard. Toutefois on apprit bientôt que des difficultés avaient surgi entre les employés de la Société anonyme belge du haut Congo et les agents de l'État indépendant. Puis le bruit courut que M. Le Marinel, commandant de l'expédition congolaise du Haut-Oubangi, avait installé une station à Bangasso sur le M'Bomou et que de nombreuses armes avaient été livrées aux indigènes de la vallée du M'Bomou. Les uns affirmaient que c'étaient des armes perfectionnées, d'autres disaient qu'il ne s'agissait que de fusils de traite échangés avec les indigènes contre l'ivoire, le caoutchouc et autres produits du pays. Sur ces entrefaites, le courrier de l'intérieur, du commencement de juillet, annonça simultanément l'attaque du poste de l'embouchure du Kotto (affluent de droite de l'Oubangi en aval du M'Bomou), le 23 avril, la mort du garde-pavillon qui se trouvait à cet endroit et la mort de M. de Poumayrac, tué dans la région du Kotto avec dix Sénégalais de son escorte.

Tout d'abord, et avant que l'on eut pu connaître les circonstances dans lesquelles le second de M. Liotard avait trouvé la mort, l'opinion générale

était que M. de Poumayrac était la victime des agissements de l'État du Congo. La distance qui sépare le bassin du Kotto de Bangasso n'est pas supérieure à une soixantaine de kilomètres. Il semblait logique de penser que ce grave événement était connexe à l'attaque du 28 février et à celle du 23 avril. Il ne paraît pas établi, cependant, que cette manière de voir soit conforme à la réalité des faits. Les fonctionnaires de la colonie sont très réservés sur tous ces incidents. Ils évitent de dire ce qu'ils savent. Mais le correspondant du *Temps* a eu connaissance d'une lettre particulière adressée à un négociant de Libreville par un Européen qui se trouve en ce moment dans l'Oubangi. Il ressort de cette lettre que l'attaque du 23 avril contre le poste de l'embouchure du Kotto est imputable à des soldats de l'État indépendant, descendant l'Oubangi en pirogue le long de la rive française. Comme cela se passe journellement depuis que l'on connaît la rivalité des agents français et des agents congolais, les soldats se sont empressés, en passant devant le poste du Kotto, de tirer plusieurs coups de fusil. Le Sénégalais qui gardait le pavillon français est sorti de sa case et il a été blessé si grièvement qu'il en est mort.

Cette affaire est donc la réédition de celle qui s'est produite le 28 février. Par contre, les incidents qui ont coûté la vie à M. de Poumayrac doivent être attribués à l'imprudence de cet agent. M. Liotard lui avait donné pour mission d'explorer la rivière Kotto dont la partie inférieure avait été reconnue par Van Gèle en 1889 et que l'on disait être une importante voie de pénétration vers le Nord. On savait qu'à une petite distance de son confluent avec l'Oubangi, le Kotto traverse une peuplade assez batailleuse que l'on appelle les Boulous. Les relations des Français avec les chefs Boulous étaient, assez cordiales, puisque ceux-ci apportaient, de temps à autre, des cadeaux : poules, cabris, etc. Comment cette situation s'est-elle modifiée au point d'amener M. de Poumayrac à entrer en lutte avec eux ? On l'ignorait encore à la date où remontent ces nouvelles ; toutefois, on savait que M. Liotard, après avoir terminé son enquête sur l'attaque du poste de Kotto, avait quitté la station des Abiras pour avoir sur ce douloureux incident des informations complémentaires.

L'opinion générale est que cette situation ne peut que se prolonger, tant que la question de la frontière franco-congolaise ne sera pas définitivement réglée. A ce sujet, nous apprenons que M. Liotard a fait des expériences pour connaître l'importance relative de l'Ouellé et du M'Bomou. (A partir de leur confluent, ces deux rivières réunies prennent le nom d'Oubangi.) La première de ces rivières, à un mille du confluent, a, on le

sait, déjà 945 mètres de large, soit 350 de plus que le M'Bomou. Mais il restait à résoudre la question du débit ; elle est aujourd'hui tranchée : le M'Bomou a un débit moyen de 676 mètres par seconde, tandis que celui de l'Ouellé s'élève à 752 mètres. Voilà qui résout définitivement le problème hydrographique de l'Oubangi. Le M'Bomou est un affluent et non une branche principale de l'Oubangi-Ouellé.

Le rapport suivant de M. Finé, inspecteur de l'État du Congo, complète les renseignements fournis par le correspondant du *Temps* :

Voici dans quelles circonstances avait été décidée l'expédition qui s'est terminée si malheureusement. Pakourou, chef important d'une tribu sakaras, cousin et vassal de Bangasso, avait pendant longtemps, manifesté l'intention de s'affranchir du joug de son puissant parent ; cependant, tout dernièrement, il avait refait sa soumission complète en venant se prosterner devant Bangasso, qui avait réuni chez lui, à l'occasion de sa fête, tous ses vassaux. A la station française d'Abira, on ignorait sans doute cette dernière particularité. Il y fut décidé une expédition pacifique qui serait dirigée sous le commandement de M. de Poumayrac vers le chef Pakourou pour chercher à le rallier aux intérêts français. Accompagné de six soldats sénégalais armés de fusils Chassepot, de trente Sakaras, fournis en grande partie par le chef Ganda, de douze Yakomas et de deux Bongos, M. de Poumayrac s'était mis en route vers la fin d'avril. Il ne fut pas inquiété pendant sa marche vers Pakourou ; il pouvait aller sans crainte, il traversait le pays des tribus sakaras, depuis longtemps en relation avec nos agents et soumis à l'État indépendant du Congo. Pakourou reçut très bien le chef de l'expédition ; il fit avec lui des échanges d'ivoire pour des perles et des étoffes. Le retour de M. de Poumayrac jusque chez le chef Ganda ne fut marqué par aucun incident de nature à être signalé. Le 17 mai, il quittait Ganda en pirogues avec tout son personnel, avec l'intention de descendre le Kotto pour gagner l'Oubangi et le poste d'Abira. Par quelle suite de circonstances en est-il arrivé à livrer combat à la féroce tribu des Boulous ? Comment s'est-il imprudemment laissé entraîner loin de la rive ? On en est réduit aux conjectures, les deux Yakomas qui ont échappé fournissant peu de renseignements. Ce qui est certain, c'est que les Boulous sont depuis longtemps en guerre avec les Sakaras. Les Boulous occupaient jadis la rive gauche du Kotto ; Bali, le père de Bangasso, avait vainement essayé de les soumettre et de leur faire payer tribut. Il résolut de les chasser de la rive gauche du Kotto, et c'est dans la guerre qu'il leur livra dans ce but qu'il fut touché au pied par une flèche empoisonnée. Il mourut de

cette blessure. De là cette haine mortelle entre les deux peuples, haine qui se traduit par des attaques fréquentes dans lesquelles généralement les Sakaras, mieux armés, ont le dessus. En voyant descendre la rivière par un blanc accompagné de plusieurs de leurs ennemis jurés, les Boulous seront-ils venus sur la rive les défier ? M. de Poumayrac résolut de les punir et il aborda. Les Boulous, suivant en cela leur tactique habituelle, battirent d'abord en retraite pour attirer les attaquants à l'intérieur et les engager à brûler inutilement leurs munitions. Lorsqu'ils virent l'agent français et ses hommes engagés assez loin, ils les entourèrent pour leur empêcher toute retraite (c'est à cet instant que les deux Yakomas prirent la fuite), puis attaquèrent de toutes parts en poussant des cris sauvages. Les Sénégalais, qui avaient imprudemment brûlé toutes leurs cartouches, se défendent à la baïonnette ; M. de Poumayrac tombe blessé d'un coup de lance au flanc droit. Les flèches, les lances, les couteaux à lancer pleuvent en abondance. Les Sénégalais, après avoir essayé de l'emporter, entourent leur chef blessé ; leur courage est inutile, ils tombent écrasés par le nombre. Les Sakaras, les Bongos et les dix Yakomas qui n'ont pu s'échapper sont mis à mort. Les sauvages Boulous se saisissent de M. de Poumayrac blessé, ils le transportent à leur village et là le mettent à mort. Le soir, ils ont annoncé au loin, aux villages amis, leur victoire et les circonstances qui ont suivi. Ils ont été entendus des Sakaras et le fils de Ganda (Wango) est venu nous confier ce qu'ils avaient ouï. Toutes ces victimes ont été mangées. Plusieurs jours on a entendu les chants d'allégresse de ces anthropophages se livrant à des orgies de chair humaine.

De retour à Paris, le capitaine **Binger** a exposé en quelques mots aux personnes accourues pour lui souhaiter la bienvenue, les résultats de sa nouvelle mission. La délimitation entre les sphères d'influence anglaise et française au Soudan occidental, commencée sous d'heureux auspices, a été brusquement interrompue par suite des prétentions exagérées émises par les délégués anglais, que le capitaine attribue à des instructions nouvelles à eux envoyées par le gouvernement britannique sous l'influence des Chambres de commerce de Liverpool et de Manchester. Néanmoins, il a pu constater l'amitié qu'ont conservée pour la France les populations qu'il a visitées. Il a pu étendre le protectorat français sur deux régions nouvelles, celles du Ganné et du Diamara. Les indigènes ont tracé et rectifié les routes d'accès à la côte, et ne demandent qu'à commercer avec les Français. Il rapporte un grand nombre de levés topographiques, des collections d'histoire naturelle et 2000 photographies.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

M. Déporter, ancien chef de bureau arabe en Algérie, actuellement attaché au ministère de la guerre, a été chargé par M. de Freycinet d'une mission spéciale au Soudan français pour rechercher les affinités et les relations qui existent entre les congrégations religieuses musulmanes de l'Algérie et celles du Soudan.

D'après le *Times*, le gouvernement khédivial se propose de répandre parmi les Égyptiens la connaissance du fonctionnement des institutions municipales de l'Europe. Dans quatorze villes du Delta et de la Haute-Égypte seraient créés des Conseils municipaux qui percevraient les revenus de l'octroi et en useraient pour le bénéfice de ces villes. Chaque conseil serait présidé par le gouvernement de la province; l'inspecteur sanitaire et l'ingénieur du district en feraient partie de droit; six autres membres seraient élus par les habitants; trois d'entre eux au moins seraient Égyptiens. Les budgets annuels préparés par chaque conseil seraient soumis au ministre de l'intérieur.

A propos de la crue du Nil, et des dégâts causés par l'ouverture de deux brèches dans la province de Keneh, le gouvernement a affrété des vapeurs qui stationnent sur les deux branches du fleuve afin de faire face à tout danger éventuel; il a en outre ordonné aux fonctionnaires responsables de surveiller les bords du Nil et de tenir sur pied tous les hommes nécessaires en cas de danger. A ce propos, le *Daily News* fait remarquer que les conditions créées en Égypte du fait du Nil sont telles que la possession du Soudan est une nécessité pour ce pays, car lorsque Khartoum appartenait à l'Égypte, les nouvelles du Haut-Nil arrivaient à temps pour permettre de prendre les précautions nécessitées par la crue.

Le *Times* a publié la dépêche suivante de son correspondant du Caire: En vertu des décisions prises à la conférence internationale de Bruxelles, de 1890, le gouvernement égyptien publie un décret prohibant l'importation et la fabrication des produits distillés et de l'alcool dans la province dépendant du territoire égyptien, au-dessous du 20° de latitude. Exception est faite en faveur de trois villes, pour les alcools consommés par les étrangers. Le décret sera mis en vigueur dans six mois.

Aux termes du traité commercial conclu entre l'Allemagne et l'Égypte, il ne pourra être prélevé de droits dépassant 10 % *ad valorem* sur les produits allemands du sol ou de l'industrie, à l'exception des soies grèges et filées, des vins en fûts et en bouteilles, des spiritueux, du pétrole, des animaux, des céréales et de la farine, sur lesquels les droits peuvent être de 15 % *ad valorem*. Les droits d'exportation prélevés en Égypte ne doivent pas dépasser 10 % *ad valorem*. Le gouvernement égyptien s'engage en outre à ne pas frapper d'impôt de consommation sur les articles importés autres que les boissons, les vivres, les fourrages, les combustibles et les matériaux de construction, mais ceux-ci peuvent être frappés de taxes internes jusqu'au 2 % *ad valorem*.

Le Dr Schweinfurth qui, l'année dernière, avait parcouru la partie septentrionale de la colonie Erythrée, le Habab, a séjourné cette année ici dans le Okoulekousaï

(frontière du Tigré). Les cultures abyssiniennes y prospèrent : grains, pommes de terre, pois, lentilles, haricots. L'eau n'y fait pas défaut ; mais si la population s'accroissait, l'établissement de citernes serait indispensable et coûteux. Le sol et ses produits sont la propriété de la commune et sont répartis entre les habitants ; dans ces conditions, l'arrivée d'un colon italien ou autre serait vue d'un fort mauvais œil ; il faudrait faire violence aux coutumes invétérées pour que son établissement fût possible. Si la situation du Soudan s'améliore, l'Erythrée est destinée à en devenir un des débouchés naturels.

M. William Astor Chandler, riche Américain, a quitté Zanzibar pour explorer la partie nord des territoires de l'Imperial British East African Company et l'Abyssinie. Il est accompagné du lieutenant autrichien Von Hœhnel, qui, avec le comte Teleki a découvert les lacs Rodolphe et Stéphanie. La nouvelle expédition se rendra à ces lacs par la Tana et le mont Kénia.

Le gouvernement italien et la Société de géographie de Rome ont chargé les capitaines Ferrandi et Bottego d'explorer le cours de la rivière Juba. Le capitaine Bottego partira de Berbera et M. Ferrandi formera sa caravane à Baraka.

Au retour de son expédition actuelle, le Dr Baumann transportera au Victoria-Nyanza le vapeur le *Carl Peters*, de 80 chevaux, qui est à Saadani depuis le mois de juin. On attend le retour du Dr Baumann à la côte en novembre. Le convoi comptera 2000 porteurs.

Les missionnaires anglais de la station de Moschi au Kilimandjaro, auxquels était fait le reproche d'avoir fourni des armes aux indigènes qui ont attaqué l'expédition Bulow, ont évacué spontanément, dit le *Times*, leur station. Nos lecteurs se rappellent que les autorités coloniales allemandes leur avaient donné l'ordre de partir.

Une nouvelle ligne télégraphique va être établie de Bagamoyo à Tanga en passant par Saadani et Tangani.

Une chambre de commerce a été fondée à Zanzibar pour développer et protéger les intérêts commerciaux, réunir et classer les renseignements se rapportant au commerce en général, communiquer avec les autorités publiques et avec les associations similaires d'autres villes sur tous les sujets d'un intérêt commercial général.

Le major de Wissmann a quitté le Chindé, l'un des bras du Zambèze à son embouchure, le 14 juillet, avec une partie de son expédition chargée de transporter des vapeurs sur le Nyassa et le Tanganyika. Le Dr Bumiller et M. de Eltz doivent le rejoindre avec le reste du convoi ; le premier a dû partir dans le courant d'août. L'expédition compte en tout 26 Allemands et 230 indigènes. Elle a à sa disposition 9 navires (1 grand steamer, 4 bateaux en acier, 4 grandes embarcations). Il est probable que le grand vapeur restera sur le lac Nyassa, et que les autres seront transportés au Tanganyika.

La première mission envoyée par la compagnie de la Zambèze portugaise, est partie pour l'Afrique le 25 septembre, sous la direction du colonel Paiva. La mission est accompagnée d'un certain nombre d'entrepreneurs qui vont étudier les moyens d'exploiter le charbon et l'or de la province. Étant données les facilités accordées par

le gouvernement, on espère que beaucoup d'émigrants iront exploiter les richesses des territoires de la Compagnie, qui renferment, d'après Livingstone, les plus riches terrains vierges de l'Afrique orientale.

La South African Company a publié des renseignements sur ses gisements aurifères voisins du fort Victoria, par 20° lat. et 35 long. Est de Greenwich. Il y a là deux sortes de roches aurifères, un quartz blanc et un bleu, donnant une moyenne de 40 à 85 grammes d'or par tonne. Les mines d'or ont 110 kilom. de long sur 30 de large. Il y a 16 puits, où l'on a atteint une profondeur maxima de 16^m. Les roches ont de 1^m à 7^m d'épaisseur. On a déjà extrait près de 1000 toînes de riches minerais.

L'exposition internationale Sud Africaine s'est ouverte le 6 septembre à Kimberley en présence du gouverneur et du premier ministre de la Colonie du Cap. Elle renferme des spécimens de tous les produits de l'industrie de l'Afrique australe, et beaucoup d'autres de la Grande Bretagne, de divers États du continent européen et de l'Amérique. Une section spéciale est consacrée aux Beaux Arts.

Le commissaire des terres de la couronne, M. James Sivewright, a communiqué au Parlement du Cap que le chemin de fer du Transvaal atteindrait, vers le milieu de septembre, Elandsfontein, sur la ligne de Boksdoorp-Krugerdsdoorp. Cette voie ferrée est en concurrence avec la ligne de Natal, et a, paraît-il, des revenus supérieurs. Tout en repoussant l'idée d'une guerre de tarifs entre les deux colonies, M. Sivewright a déclaré que si, pour attirer le trafic sur sa ligne, Natal abaissait son tarif, il proposerait au Cap d'imiter cet exemple pour soutenir la lutte.

Le Parlement du Cap a invité le gouvernement à entrer en négociations avec le Transvaal en vue d'obtenir des réductions en faveur de la Colonie du Cap dans le tarif douanier adopté par le Volksraad de la République Sud-Africaine; ce tarif a un caractère protectionniste très marqué, et il accorde un traitement de faveur à l'État libre de l'Orange.

Dans la Colonie du Cap, tout individu justifiant d'un revenu de 25 dollars jouit du droit électoral; comme les gages y sont très élevés, non seulement tous les blancs sont électeurs, mais avec eux quantité de noirs. Les indigènes étant trois fois plus nombreux que les blancs, pour prévenir le danger qu'il y aurait pour ceux-ci à ce que tous les noirs devinssent électeurs, le Parlement du Cap a modifié la loi électorale et voté le *Franchise Bill*, par lequel, désormais, pour être inscrit sur les listes électorales du Cap, il faudra en faire la demande par écrit et justifier d'un revenu annuel de 75 dollars. Il va sans dire que la loi nouvelle ne s'applique qu'aux nouveaux électeurs, et que tous ceux qui sont inscrits actuellement conservent leurs droits.

Le *Reichsanzeiger* de Berlin annonce que le territoire situé entre le pays des Héréros et l'Ovamboland, a été placé, par décision impériale, sous le protectorat de l'empire allemand.

D'après le *Mouvement géographique* de Bruxelles du 18 septembre, un courrier arrivé à Boma y a apporté la nouvelle que l'ancien missionnaire Grenfell, chargé par l'État du Congo de régler, conjointement avec le délégué du Portugal, la question de la délimitation du territoire dans le Lounda, a été surpris par une révolte

des indigènes de cette région dans laquelle il serait bloqué. Le poste de Loulouabourg organiserait une expédition armée pour se porter à son secours.

Le même journal annonce que l'expédition Vankerckove, qui, depuis deux ans parcourait le bassin de l'Ouélé, est arrivée à Wadelaï, ancienne résidence d'Émin-pacha, sur le Nil. Des cargaisons d'ivoire évaluées à plusieurs millions de francs, provenant des territoires explorés par M. Vankerckove, sont arrivées, par la voie de l'Itimbiri, au poste de l'État à Boumba, d'où elles ont été embarquées sur des steamers pour être apportées à Léopoldville. A la dernière heure, nous arrive la nouvelle d'une polémique engagée entre le *Times* et les journaux de Bruxelles, au sujet de l'expédition Vankerckove; nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

Le *Mouvement géographique* a annoncé la constitution à Anvers d'une société anglo-belge, la Anglo-Belgian-India-Rubber and Exploring-Company, au capital d'un million, divisé en deux mille actions de 500 francs, dont 120 seulement sont souscrites par cinq fondateurs belges, et 1880 par les fondateurs anglais; le principal souscripteur anglais est M. North. Elle aurait obtenu de l'État du Congo les autorisations nécessaires pour commencer ses opérations dans la région de l'Oubangi, d'où les décrets Le Marinel ont forcé les commerçants belges à se retirer.

On mande de Lyon à l'*Indépendance belge*, qu'un employé d'une des plus grandes maisons de cette place va partir pour le Congo, où il devra fonder des comptoirs. Un syndicat de commerçants lyonnais soutiennent l'entreprise.

Les nouvelles de l'expédition du Dr Zintgraff, dans l'hinterland du Cameroun ne sont pas bonnes. Un tiers de ses hommes ont déserté, ou ont été tués, ou sont morts de maladie. Ceux qui lui restaient, au nombre de quarante environ, malades ou incapables de marcher et de travailler, ont quitté les stations.

Il vient de se fonder en Angleterre une association qui semble poursuivre un but à la fois politique, scientifique et religieux, dans le Soudan central, avec l'appui de la Royal Niger Company. Il s'agit de l'étude de la langue des Haoussa, cette race puissante qui gouverne les régions du Niger moyen et les rives occidentales du lac Tchad, et dont les caravanes voyagent dans toute l'Afrique septentrionale, de l'Atlantique à, la mer Rouge, de la Méditerranée au golfe de Guinée. Les archevêques de Canterbury et de Dublin, les évêques de Wakefield, de Douvre, de Sierra-Leone, lord Aberdare, Max Müller etc., sont les promoteurs de l'œuvre nouvelle.

L'expédition Mizon est arrivée à Kotonou au commencement de septembre. Elle se proposait de remonter sans délai le Niger et le Bénoué jusqu'à Yola. Pour écarter toute cause de conflit soit avec les indigènes, soit avec les agents de la Royal Niger Company, les deux navires de la mission sont approvisionnés de charbon de manière à pouvoir remonter le fleuve et son affluent sans toucher à terre.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Le Rapport de sir Evelyn Baring au marquis de Salisbury sur l'administration de l'**Égypte**, rend un juste hommage au Khédive défunt dont les efforts ont atténué les maux causés par la traite en Égypte; « à l'égard de l'esclavage domestique », dit-il, « il n'y a plus autre chose à faire maintenant que de veiller à l'application des lois et règlements qui existent. Si l'on fait preuve d'une vigilance suffisante, la décadence graduelle de l'esclavage est assurée. En disant que le commerce des esclaves était mort en Égypte, je ne parlais bien entendu que de la vallée du Nil et non du trafic qui se fait entre les rives occidentale et orientale de la mer Rouge. Aussi longtemps que le contrôle du gouvernement égyptien, sur une longueur de littoral aussi considérable, ne sera guère que nominal, il serait impossible de prendre des mesures efficaces pour arrêter la traite, et le gouvernement égyptien ne pouvait vraiment pas être justement tenu pour responsable de la continuation du trafic. Une des raisons qui m'engagèrent à appuyer la proposition d'une expédition égyptienne à Tokar, au printemps dernier, fut que j'étais convaincu que si Tokar était réoccupé, un coup sérieux serait infligé au commerce des esclaves. Les espérances entretenues par moi et par d'autres à ce sujet se sont réalisées. Avec la reprise de Tokar, la situation a été modifiée. Les derviches ont été forcés de se retirer de la région côtière. Le contrôle du gouvernement égyptien sur le littoral n'est plus nominal, mais réel. Les marchands ne peuvent maintenant embarquer des esclaves nulle part, en territoire égyptien au sud de Souakim. Néanmoins, l'expérience a démontré que, quoique la réoccupation de Tokar ait infligé un grand coup à la traite, elle n'a pas été suffisante, en elle-même, pour l'arrêter complètement. Les caravanes d'esclaves, interceptées dans une direction, prirent une route plus détournée et touchèrent la côte un peu au nord de Souakim, d'où les esclaves étaient expédiés à Yambo et se rendaient par terre à la Mecque. Le fait que la région entre la mer Rouge et le Nil n'était placée sous aucun contrôle efficace facilitait grandement ces opérations. Mais maintenant que les derviches ont été chassés, il ne faudra pas un grand effort pour restaurer un contrôle réel, en ce qui concerne en tout cas la région qui se trouve au nord de la route de Souakim à Berber. Le colonel Schaefer, chef du service de la répression de la traite, a, dans le courant de l'été dernier, appelé l'attention sur ce sujet. Il a proposé que le petit corps à dromadaires, actuellement sous ses ordres, soit augmenté de cent hommes et d'un officier anglais. Ces hommes seront stationnés aux différents

points de la côte et feront de fréquentes patrouilles dans la région située entre la mer Rouge et le Nil. Les propositions du colonel Schaefer ont été adoptées; les dépenses s'élevant à 5,000 L. environ par an, nécessaires pour les mettre à exécution, ont été portées au budget.

Le capitaine Jacques a adressé au gouvernement du Congo, qui lui a conféré le titre de commissaire de la force publique, un rapport sur le district qu'il occupe sur la rive occidentale du **Tanganyika**. Les Arabes ont procédé à une occupation méthodique du pays depuis le nord jusqu'à l'entrée du Maroungou, où ils ont été tenus en échec par le capitaine Joubert. Ils ont pris position partout où il y a quelques populations, comme ils l'ont fait sur le Congo, entre l'Arouimi et les Stanley Falls, seulement au lieu de placer deux ou trois hommes dans chaque village, ils ont élevé des bomas et y ont mis des garnisons de 20 à 30 fusils et plus. Tous ces postes appartiennent à Roumaliza, l'Arabe le plus influent d'Oudjidji. Il cherche à s'emparer de l'Ouvira, au N.-O. du Tanganyika, où il guerroye depuis deux ans. Mais l'occupation est laborieuse, les populations ne se soumettent pas facilement et plusieurs fois elles ont fait subir des pertes sérieuses à l'envahisseur. Actuellement, il existe, au nord de l'Ouvira, un pays nouveau qui dépasse en richesses tous ceux dont on a parlé jusqu'à présent. L'ivoire y serait si commun que le boma de la capitale serait construit avec des défenses d'éléphants. Le pays est gouverné par une reine dont les sujets n'ont pour armes que de longs sabres en forme de faucille. Avec cette arme, ils ne craignent pas d'entrer en lutte avec les gens des Arabes, quoique ceux-ci soient armés de fusils.

Le commerce des esclaves continue au **Maroc**, malgré les représentations des ministres accrédités auprès du sultan. Une caravane venue de Timbouctou a amené récemment à Tanger 400 esclaves, pour la plupart des femmes et des enfants. Le nombre des esclaves est en ce moment si considérable dans la ville, qu'au lieu d'en tenir un marché, comme à l'ordinaire, deux fois par semaine, on en tient un tous les jours. Les prix sont, en conséquence, relativement bas, ils varient de 250 à 350 francs. Pendant les fêtes du Ramadan, les cadis (juges) qui viennent pour offrir des cadeaux au fils du sultan, ont été informés que le cadeau qui serait le plus agréable au jeune prince, serait celui de jeunes esclaves venant de Timbouctou. Les cadis, au nombre de 43, se sont cotisés pour offrir au prince, qui n'a que 18 ans, 200 jeunes esclaves des deux sexes, 120 du sexe féminin et 80 du sexe masculin. Et comme le prince a déjà la réputation d'être aussi cruel que vicieux, il est facile de prévoir à quel misérable sort sont destinés ces malheureux esclaves.

Nous avons annoncé, dans un précédent numéro, que conformément à l'**Acte général de la conférence anti-esclavagiste**, il devait être établi au département des affaires étrangères à Bruxelles, un bureau spécial chargé de centraliser l'échange international des documents contenant le texte des lois et règlements édictés par application de l'Acte général, ainsi que des renseignements statistiques concernant la traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et des alcools. L'Acte général de Bruxelles prévoit aussi la création d'un autre bureau dont le siège a été fixé à Zanzibar, et qui sera composé des délégués des puissances signataires qui désirent s'y faire représenter. Le bureau maritime international de Zanzibar aura pour mission de centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la répression de la traite dans la zone maritime et dans la limite des arrangements internationaux. La conférence avait exprimé le désir de voir le gouvernement belge prendre l'initiative des démarches nécessaires pour amener la constitution du nouveau bureau. Ces démarches viennent d'aboutir. L'Allemagne, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, le Portugal et la Russie ont notifié leur intention de se faire représenter au bureau maritime et ont désigné à cette fin leurs agents consulaires accrédités à Zanzibar. Aux termes de l'article 75 de l'Acte général, le bureau est constitué dès que trois puissances ont nommé leurs représentants. Il pourra donc entrer prochainement en fonctions.

La petite République de **Libéria** vient de faire connaître son adhésion à l'Acte général anti-esclavagiste de Bruxelles, sous réserve de l'approbation de son Sénat. C'est un fait qui sera remarqué par tous ceux qui se préoccupent de l'exécution de l'Acte général. La conférence avait inséré dans ses protocoles une déclaration témoignant de l'intérêt qu'elle attacherait à voir la République de Libéria s'associer à l'œuvre entreprise par les puissances réunies à Bruxelles. Cette éventualité est en voie de se réaliser.

LE SOULÈVEMENT DES ARABES DANS LE HAUT-CONGO

D'APRÈS M. DORÉ, SURVIVANT DE LA MISSION HODISTER

L'*Indépendance belge* a publié le récit fourni par M. Doré, survivant de l'expédition Hodister, sur le soulèvement des Arabes dans le Haut-Congo.

Suivant la version même des Arabes, dit M. Doré, c'est à Riba-Riba, au sud des Stanley-Falls, au nord de Nyangoué, que s'est allumée la pre-

mière étincelle de l'incendie. Le sous-lieutenant Michiels, agent de l'État indépendant du Congo, s'était présenté à Riba-Riba avec M. Noblesse, employé du syndicat commercial, pour y fonder une station. Le puissant chef arabe de la région, Mounié-Moarra, était en ce moment à Nyangoué. Son second, N'Zerera, déclara à M. Michiels qu'il ne voulait point de station de l'État chez lui. Les Arabes avaient été mis en méfiance contre les blancs par l'expédition anti-esclavagiste commandée par M. Hinck, qui leur avait tué, quelques mois auparavant, tant de monde et leur avait pris tant d'ivoire¹. Ils étaient résolus à n'avoir plus de rapports avec les Européens. Tout au plus, N'Zerera consentait-il à accorder à MM. Michiels et Noblesse un court permis de séjour à Riba-Riba, moyennant promesse de rebrousser ensuite chemin vers le Stanley-Falls, sans esprit de retour.

M. Michiels, au lieu de parlementer, aurait pris la chose de haut et se serait éloigné en menaçant de revenir à la tête de mille hommes de troupes, bien armés, pour installer le drapeau de l'État à Riba-Riba. Il revint en effet dans cette localité, mais accompagné uniquement de M. Tobbak, résident de l'État aux Stanley Falls, de « quatre sergents et un clairon. » Peu après M. Tobbak retourna aux Stanley Falls. Les Arabes intimèrent alors de nouveau à MM. Michiels et Noblesse l'ordre de déguerpir. M. Michiels refusa d'obtempérer et menaça les Arabes de son revolver. Les Arabes firent feu sur les deux blancs qui furent obligés de s'enfuir. Noblesse fut tué, à distance, d'un coup de fusil. Michiels rejoint et fait prisonnier, fut ramené à Riba-Riba; on lui administra la chicotte, puis on le fusilla. Du moins, dit M. Doré, voilà comment les Arabes ont par la suite, expliqué le meurtre de MM. Michiels et Noblesse. Leur version, vous le voyez, impute toute la responsabilité des événements à l'État,

¹ *L'Indépendance belge*, du 21 septembre, a inséré la rectification suivante :

M. Hinck revendique le droit de protester ici contre cette affirmation. Il déclare avoir été dans les meilleurs termes avec les Arabes. « Ceux, dit-il, » qui sont familiers avec les us et coutumes des Arabes savent que leur moyen de manifester leur hostilité aux Européens est de faire le vide autour d'eux, de les affamer. Exemple, le cas mémorable et déplorable du major Barttelot, le chef de l'arrière garde de l'expédition Stanley. Loin de me boycotter de la sorte, moi qui me trouvais à leur merci, puisque je ne disposais que de 60 fusils, les Arabes ont si bien pourvu à mon ravitaillement que je me suis trouvé en état de céder 2,700 kilos de riz à l'expédition Hodister elle-même. Au moment où M. Hodister est venu chez moi, il y put voir deux caravanes de ravitaillement que m'envoyait le chef de Riba-Riba N'Zerera, celui-là même qui a fait ensuite massacrer l'expédition commerciale. Cela prouve suffisamment que les Arabes n'étaient pas en état de méfiance et d'inimitié contre moi, que ce n'est pas moi qui ai déclenché le soulèvement. »

c'est-à-dire à l'attitude de son agent, M. Michiels, et à l'action des sociétés anti-esclavagistes. Je ne puis garantir cette version dans tous ses détails. C'est celle, toutefois, des Arabes eux-mêmes.

Ces événements, poursuit M. Doré, venaient de s'accomplir lorsque j'arrivai (mai 1892), avec MM. Jouret et Page à Nyangoué, pour établir des relations commerciales avec le puissant chef arabe Mounié-Moarra. J'ignorais encore ce qui s'était passé à Riba-Riba. Aussi fus-je fort étonné lorsque Mounié-Moarra me déclara qu'il ne voulait plus entretenir aucun rapport avec les blancs. Cependant, dans son précédent voyage (deux ans auparavant), M. Hodister, qui était dans les termes de la meilleure intelligence avec Mounié-Moarra, avait conclu avec lui un accord comportant l'établissement d'une station commerciale à Nyangoué. D'où venait, aujourd'hui, le changement d'attitude du chef arabe? — Des méfiances et de l'irritation causées par l'expédition Van Kerckhoven qui, disait Mounié-Moarra, m'a tué tant de monde et enlevé tant d'ivoire qu'elle m'a fait perdre un million et demi. MM. Doré, Jouret et Page eurent beau essayer de fléchir Mounié-Moarra. Il ne voulut rien entendre, proférant des menaces contre M. Tobbak et l'État du Congo, qu'il déclarait haïr. Il finit cependant par donner à M. Doré et ses compagnons, comme envoyés de M. Hodister, les marques d'une faveur spéciale, sous forme d'un sauf-conduit à travers le pays révolté de Riba-Riba. Force fut donc à MM. Doré, Jouret et Page de reprendre la route du Nord, à bord d'une baleinière et de pirogues mises à leur disposition par Mounié-Moarra. Arrivant en bateau à Riba-Riba, ils furent toutefois, malgré leur sauf-conduit, empêchés de débarquer par des nuées d'Arabes armés qui leur criaient de la rive que Noblesse, Michiels et d'autres blancs avaient été tués et qu'eux (MM. Doré, Jouret et Page) allaient subir le même sort.

MM. Doré, Jouret et Page durent gagner le large, poursuivis par des pirogues arabes. Deux de leurs hommes d'escorte furent tués. Plus loin, quelques-unes de leurs propres embarcations chavirèrent. Les Arabes s'élancèrent pour se disputer les marchandises tombées à l'eau; et la baleinière des Européens put, grâce à cette diversion, se mettre hors d'atteinte de l'ennemi. Pendant ce drame, M. Jouret était mort, à bord du bâtiment, de la dysenterie, dans les circonstances que l'on sait.

MM. Doré et Page arrivèrent aux Stanley Falls le 30 mai. Déjà le chef arabe Sefou, fils de Tipo-Tipo, et Rachid, son fils, tous deux restés fidèles à l'État, avaient eu vent du massacre de MM. Hodister, Desmedt, etc., accompli, d'après M. Doré, trois ou quatre jours avant son passage devant Riba-Riba, c'est-à-dire vers le 15 ou le 16 mai. Mais la confirma-

tion et les détails manquaient encore, lorsque, vers le 15 juin, un jeune nègre attaché comme *boy* (domestique) à la personne de M. Michiels, rentra aux Stanley Falls avec des renseignements précis sur les événements dont il avait été témoin oculaire à Riba-Riba. Ce *boy*, âgé de 14 ans à peine, avait assisté au meurtre de son maître et de M. Noblesse, et n'avait trouvé lui-même grâce devant les Arabes qu'en leur affirmant qu'il était un des domestiques de la maison de leur coreligionnaire et ami, Rachid. Cet enfant, très intelligent, s'exprimait fort bien en *neswaluli* et avait réussi à gagner la confiance de N'Zerera et à obtenir de lui la permission de retourner aux Stanley-Falls. Avant son départ, il avait été témoin de la fin tragique de MM. Hodister, Desmedt, Mageri et Goodseels arrivant à Riba-Riba de Bena-Kemba où ils avaient appris le désastre de MM. Michiels et Noblesse. A l'en croire, M. Hodister s'approchait de Riba-Riba avec ses compagnons, lorsque les avant-postes arabes firent feu sur sa caravane. Un des compagnons d'Hodister arma sa carabine pour riposter. — N'en faites rien, s'écria Hodister. Je suis au mieux avec les Arabes. Il y a là une méprise que je vais réparer. Et il s'avancait en parlementaire, lorsqu'il tomba foudroyé par une nouvelle grêle de balles sous laquelle ses trois compagnons ne tardèrent pas à tomber à leur tour. Les Arabes décapitèrent alors leurs quatre victimes et allèrent porter leurs têtes ensanglantées à N'Zerera. En apercevant ces cruels trophées, N'Zerera manifesta, paraît-il, une véritable consternation. Il était au mieux avec Hodister et déplorait son assassinat. Ses troupes d'avant-poste n'avaient attaqué les Européens que parce qu'elles les prenaient pour des agents de l'État indépendant. Hodister et ses compagnons étaient tombés victimes d'une cruelle méprise.

C'est devant M. Tobbak, M. Doré, M. Chaltin et d'autres témoins encore, que le *boy* de M. Michiels a fait ce récit entrecoupé, à tout instant, de sanglots. Ses auditeurs, qui avaient commencé par douter de sa véracité, cessèrent de se faire aucune illusion quand l'enfant leur eut fait la description des vêtements et bijoux de M. Hodister et de ses compagnons. Jusqu'à la scène du massacre, le jeune nègre n'avait jamais vu ces quatre Européens. Interrogé par MM. Tobbak et Doré, il a pu donner de M. Hodister et de ses trois compagnons une description scrupuleusement exacte dont tous les détails pouvaient être contrôlés. Il a constaté que M. Hodister était à cheval et ses trois compagnons à dos de mulets; et c'est précisément en cet équipage qu'ils avaient quitté Bena-Kemba pour Riba-Riba. Il a déclaré que M. Hodister portait un veston de velours, que ses amis, lui connaissaient, et il a fourni des renseigne-

ments tout aussi véridiques de l'accoutrement de MM. Magery, Desmedt et Goodseels. Il a enfin décrit telles qu'elles étaient la montre et les bagues des quatre victimes qu'il a revues entre les mains des Arabes assassins.

M. Doré ne croit pas que le soulèvement arabe de Nyangoué et de Riba-Riba se propage vers le Nord, jusqu'aux Stanley-Falls. Il est, toutefois, persuadé que la région du Loualaba et du Lomami est fermée et bien fermée au commerce européen et à la civilisation pour de longues années. Dans l'intérêt de son prestige, l'État du Congo devrait aller venger la mort des blancs. Mais il n'a pas de forces suffisantes pour écraser le chef Mounié-Moarra, protégé, d'ailleurs, par les difficultés qu'offrirait à toute expédition la difficile navigation du Loualaba. S'il tentait l'aventure, les Arabes écrasés se montreraient plus que jamais rebelles à toutes relations avec les Européens. De toutes façons, la route est maintenant barrée pour une période indéfinie à la marche en avant des blancs chez les Arabes du Lomami et du Loualaba.

LA COMPAGNIE ANGLAISE DE L'EST AFRICAIN DANS L'OU-GANDA

D'APRÈS LES DOCUMENTS ANGLAIS ¹

Nous espérons avoir en mains, pour la rédaction de cet article où nous devons exposer les faits qui se rattachent à la mission des capitaines Lugard et Williams dans l'Ou-Ganda, tous les documents plus ou moins officiels publiés soit par le Foreign Office de Londres, soit par les administrateurs de l'Imperial British East African Company. Les *Blue-Books* distribués aux membres du Parlement sont en notre possession; en revanche, nous n'avons pas encore reçu la brochure de 19 pages, adressée par la Compagnie susmentionnée aux journaux anglais et que nous avons demandée à Londres il y a 15 jours. Nous le regrettons vivement, car peut-être ces pages renferment elles, sur certains faits, des explications que nous n'avons pas trouvées dans les coupures qu'en ont données les grands organes de l'opinion publique anglaise. S'il nous arrive de faire des erreurs dans notre exposé, nos lecteurs nous tiendront compte de notre désir d'être informés le plus complètement possible pour ne leur donner que des renseignements parfaitement exacts. Nous ne manquerions pas, d'ailleurs, de rectifier nos erreurs, si, lorsque ce document nous

¹ V. les articles sur l'*Ou-Ganda* et le *Droit international*, p. 214, 243, 278.

sera parvenu, nous découvriions que nos appréciations ont été erronnées.

Quant aux *Blue-Books*, nous ferons remarquer que, d'après une dépêche de M. Ernest L. Bentley, secrétaire de la Compagnie, au Foreign Office, du 9 mars 1892, à l'occasion de la demande faite par quelques membres de la Chambre des Communes que les rapports du capitaine Lugard fussent déposés sur la table de la Chambre avant le vote de 500,000 francs demandés pour le tracé du chemin de fer de Mombas au Victoria-Nyanza, les dits rapports n'ont pas été publiés in-extenso. On en a retranché des passages traitant de questions personnelles et de négociations que l'on ne jugeait pas désirable de rendre publiques; ils n'avaient trait, dit M. Bentley, ni à la nature du pays, ni au chemin de fer.

Après ces observations préliminaires, voyons quelle a été la mission conférée par la Compagnie aux capitaines Lugard et Williams, d'après les rapports de ces agents eux-mêmes. Nos lecteurs se rappellent que d'après le témoignage du missionnaire Gordon, la Compagnie avait été amèrement déçue dans ses espérances par l'échec de l'expédition dite de secours à Emin-pacha, ramenée à la côte par Stanley sans que celui-ci eût pu placer la province de l'Égypte équatoriale sous l'autorité de ses Administrateurs, organisateurs de l'expédition. Le refus de Mouanga de céder à la Compagnie les impôts de l'Ou-Ganda, en échange du protectorat offert par M. Jackson, et le retour de celui-ci, sans traité, à la côte, pour y soumettre la question aux consuls anglais, allemand et français, dut lui causer une déception non moins amère. Il avait quitté la résidence de Mouanga le 14 mai 1890, en laissant M. Gedge dans l'Ou-Ganda, jusqu'à ce qu'il pût rapporter au roi la réponse qui devait décider du maintien de l'indépendance des Ba-Ganda, ou du passage de leur royaume sous la souveraineté de la Compagnie. Telle était bien la question pendante. Si nous avions pu avoir quelques doutes sur ce point, la lettre que l'Évêque Alfred R. Tucker a adressée de Mombas, le 17 août dernier, au *Standard*, les aurait entièrement dissipés. Pour justifier les membres de l'Église anglicane d'avoir apporté, dans le conflit qui éclata le 24 janvier dans l'Ou-Ganda, un esprit sectaire, l'Évêque nie que les combats et les disputes qui s'y sont livrés fussent dus à des différences religieuses. « Dans l'Ou-Ganda », dit-il, « l'on n'entend presque jamais parler des différences fondamentales, entre le catholicisme romain et le protestantisme. Le fait est que la guerre dans l'Ou-Ganda a été uniquement une lutte entre deux partis politiques pour la possession du pouvoir souverain ¹. Depuis l'arrivée des agents de l'Imperial British

¹ L'affirmation récente des délégués de la Church Missionary Society à lord Rose-

East African Company, les noms de protestants et de catholiques qui, auparavant, distinguaient les deux partis, ont fait place aux expressions de Français et d'Anglais. En janvier, la question en suspens était simplement celle-ci : sera-ce l'Angleterre qui dominera dans l'Ou-Ganda par le moyen de la Compagnie, ou seront-ce les prêtres français par l'intermédiaire de Mouanga ? Ce sont ces intérêts et ces forces opposées qui se sont livrés bataille le 24 janvier, et le résultat en a été la défaite complète du parti de Mouanga. »

Le témoignage de l'évêque Tucker est d'autant plus important à recueillir que, par une singulière coïncidence, il s'est trouvé arriver dans l'Ou-Ganda à la fin de décembre 1890, en même temps que le capitaine Lugard. D'après lui, donc, — et il est sans doute bien informé sur ce point — le conflit n'est point religieux, mais politique — et il porte sur la question de la souveraineté; passera-t-elle à la Compagnie, ou restera-t-elle à Mouanga ? A notre avis, il est grand dommage qu'à l'arrivée des représentants de la Compagnie anglaise, les missionnaires anglicans et leurs adhérents ba-ganda se soient groupés en un parti, dit anglais, sous le drapeau anglais, avant même qu'aucun traité eût été conclu avec le roi. Mais, du fait que ce parti était anglais, il n'en résulte pas que les Ba-Ganda qui voulaient, avec leur roi, maintenir leur indépendance et conserver à Mouanga son autorité souveraine, constituassent un parti français. Sans doute, les prêtres catholiques au culte desquels Mouanga s'était rattaché, étaient en majorité français, mais ils ne poursuivaient point un intérêt français; ils ne songeaient nullement à faire passer l'Ou-Ganda sous la souveraineté de la République Française¹, et l'emploi des mots, parti français, ne peut qu'induire en erreur ceux qui veulent avant tout connaître la vérité; il ne peut non plus qu'envenimer un débat dans lequel les préjugés nationaux ne doivent avoir aucune place.

Nous savons fort peu de chose sur l'activité de M. Gedje dans l'Ou-

bery, que « les indigènes protestants formés par ses missionnaires sont venus au secours de l'Imperial British East African Company » confirme le témoignage de l'évêque Tucker. Les délégués ont reconnu que les missionnaires anglais ont joué un rôle politique.

¹ Avant la conclusion du traité anglo-allemand du mois de juillet 1890, le protectorat de l'Ou-Ganda avait été offert à la France; mais le gouvernement de la République déclina l'offre du roi Mouanga. Ce n'est donc que par un abus de langage que les journaux anglais et plusieurs de leurs imitateurs du continent emploient les mots parti français.

Ganda après le départ de M. Jackson. Nous pouvons cependant, d'après un mot du capitaine Lugard, dans son premier rapport à la Compagnie, nous faire une idée des relations qu'il eut avec les missionnaires romains, pour lesquels, dit le capitaine Lugard, M. Gedje était une *bête noire*. Quoi qu'il en soit, du mois de mai au mois de décembre 1890, Mouanga et les Ba-Ganda sont dans l'attente de la réponse à la question soumise aux consuls européens de Zanzibar. Au lieu de cela que voient-ils arriver? L'expédition du capitaine Lugard, bientôt suivi du capitaine Williams. Qu'était le personnel de l'expédition? Quel mandat avait-elle? Il est bon d'entrer dans quelques détails à cet égard.

Au cours de la séance de la Chambre des Communes du 9 juin, M. Lowther a fait connaître la réponse de l'Imperial British East African Company sur la position des capitaines Lugard et Williams. « Ces officiers, » a-t-il dit, « n'avaient pas de brevets au moment du départ. Au mois de décembre 1889, M. Lugard étant allé passer ses vacances dans l'Afrique orientale, l'administrateur de la Compagnie apprit qu'il était disposé, si le ministre de la guerre le lui permettait, à la servir temporairement. Des négociations furent alors ouvertes à Londres en vue de faire autoriser le capitaine Lugard à entrer au service de la Compagnie, pour un an, à partir de la fin de janvier 1890. Cette période de temps fut ensuite indéfiniment étendue. Les services du capitaine Lugard, ainsi que ceux du capitaine Williams étaient donc prêtés par le ministre de la guerre à la Compagnie, qui devenait responsable des actes commis par eux. » Aussi, M. Brodrick, sous-secrétaire d'État au ministère de la guerre, déclara-t-il à la Chambre, que ni le ministre de la guerre, ni le duc de Cambridge n'avaient de contrôle sur Lugard, ni sur Williams aussi longtemps qu'ils étaient au service de l'Imperial British East African Company, et qu'en conséquence « ils ne pouvaient accepter aucune responsabilité pour les actes commis par ces officiers. » Une fois entré au service de la Compagnie, a ajouté M. Lowther, « le capitaine Lugard fut détaché de Mombas pour trouver la meilleure route du Victoria-Nyanza. Mais bientôt, l'accord anglo-allemand du mois de juillet 1890 engagea les administrateurs à le charger d'une autre mission. » M. Stokes, ancien missionnaire de la Church missionary Society, fournisseur actuel de Mouanga, était parti en juillet de la côte avec une caravane portant au roi des marchandises, des armes et des munitions. De son côté, M. Jackson, rapportait à Mombas l'échec qu'il avait subi auprès de Mouanga et la lettre de celui-ci pour les consuls européens. La position des administrateurs en face de leurs actionnaires, auxquels

ils avaient annoncé que M. Jackson avait conclu des traités plaçant sous le protectorat de la Compagnie l'Ou-Ganda et toutes ses dépendances, n'était certes pas enviable. On se garda bien d'en rien publier, mais l'ordre fut donné, par M. Mackenzie, le 17 septembre, au capitaine Lugard qui se trouvait alors à Dagoreti, à 200 kilomètres du Victoria-Nyanza, de se rendre sans délai dans l'Ou-Ganda pour *traiter* avec Mouanga. D'après M. Lowther, ou plutôt d'après les informations que les administrateurs lui fournirent pour les transmettre à la Chambre des Communes, le capitaine Lugard fut informé que « l'Ou-Ganda passait sous le contrôle de la Compagnie et qu'il devait agir pour mettre un terme aux dissensions religieuses, qui existaient, en employant tous ses efforts pour assurer la liberté complète de tous les cultes et pour concilier avec impartialité tous les intérêts en jeu ». Ainsi s'est exprimé M. Lowther à la Chambre des Communes. Voici, d'après le rapport du capitaine Lugard, quelques détails complémentaires que les représentants des électeurs anglais auraient dû entendre également.

Le 19 octobre, le capitaine Lugard vit arriver à Dagoreti M. Wilson lui apportant des lettres de Mombas, du 17 septembre, renfermant l'ordre de se rendre dans l'Ou-Ganda avec 215 porteurs, 75 Soudanais, 12,000 à 15,000 cartouches. Il avait déjà avec lui, canon maxim, fusils Sniders et munitions, et on lui annonçait que le capitaine Williams lui amènerait encore d'autres hommes et d'autres munitions. Il lui semblait bien impossible de pouvoir arriver dans l'Ou-Ganda avant M. Stokes, qui était parti de la côte en juillet; néanmoins, il résolut d'y arriver le plus tôt possible après lui, maintenant qu'il avait des ordres définitifs. En effet, d'après son rapport, il s'y rendit à marches forcées afin d'y arriver avant tout autre.

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit précédemment, de ses impressions en constatant sur son passage, à mesure qu'il approche de l'Ou-Ganda, que M. Jackson a donné aux indigènes des armes de la Compagnie. De son côté, M. Gedge, demeuré après le départ de son collègue, avait cherché à acheter, sous main et par force, au détriment de Mouanga et de ses partisans, les munitions et les marchandises apportées par les Arabes à la demande du roi. Une lettre de M. Gedge adressée aux Arabes, mais interceptée et portée à Mouanga, mit celui-ci au courant de l'intrigue et ne contribua pas peu à le rendre défiant à l'égard de cet agent de la Compagnie et de ceux qui lui succédèrent.

Le 13 décembre, le capitaine Lugard atteignait l'Ou-Ganda. Quel accueil allait-il y recevoir? Nous avons été plus que surpris de lire dans

le numéro d'avril 1892 de la *Fortnightly Review* (p. 572), dans un article de M. G. S. Mackenzie, administrateur de l'Imperial British East African Company, duquel le capitaine Lugard avait reçu ses instructions, que « le capitaine Lugard et sa troupe étaient entrés dans l'Ou-Ganda, à la requête instante du roi et des missionnaires anglais, pour rétablir l'ordre et empêcher le renversement du roi et la fuite de tous les missionnaires catholiques romains et protestants, comme cela était arrivé précédemment, pour sauver l'indépendance de cet État nominale-ment chrétien, menacé de redevenir mahométan et païen »;... et plus loin (p. 576) : « Il importe de se rappeler que la Compagnie n'est pas entrée dans l'Ou-Ganda, dans un but de conquête, mais à la requête instante du roi et des chefs de leur prêter à eux et au parti chrétien aide et protection contre leurs ennemis, le parti mahométan et les gens de l'Ou-Nyoro.... Le 13 décembre 1890, quand le capitaine Lugard arriva aux frontières de l'Ou-Ganda, au moment où le roi apprit sa venue, il lui expédia une lettre de bienvenue. »

Nous comprenons le bon effet que ces affirmations ont pu avoir sur le public anglais au moment où était présentée aux Chambres la demande des 500,000 francs en faveur du tracé du chemin de fer de Mombas au Victoria-Nyanza. Malheureusement pour M. Mackenzie, qui ayant été administrateur à Mombas en 1890, devait connaître mieux que personne les détails de l'arrivée du capitaine Lugard dans l'Ou-Ganda, et qui avait certainement lu les rapports reçus à Londres par l'Administration de l'Imperial British East African Company, les faits tels qu'ils ressortent de ces rapports contredisent absolument ces affirmations.

Nous ne parlons pas d'une lettre du missionnaire E. C. Gordon, adressée au *Standard*, d'Atwick Hull, le 17 juin dernier, attestant, lui qui était dans l'Ou-Ganda en 1890, qu'au mois de janvier de cette année-là, « Mouanga reçut de M. Jackson, alors encore au Kavirondo, une lettre portant que puisque le roi et les missionnaires ne couraient pas un danger immédiat et ne demandaient pas de secours, il ne s'écarterait pas de sa route pour se rendre dans l'Ou-Ganda, et qu'il allait se diriger vers le pays de Tourkouel pour y chercher de l'ivoire. Lorsqu'il revint au Kavirondo, il trouva que le Dr Carl Peters l'avait devancé et était allé dans l'Ou-Ganda. « Ce fut, » ajoute le missionnaire Gordon, « le fait qui força la Compagnie à se hâter d'entrer dans l'Ou-Ganda. Ce ne fut pas la demande des missionnaires, mais le désir de faire échec au succès de C. Peters et de faire échouer ses projets, qui amena dans l'Ou-Ganda l'Imperial British East African Company, en avril 1890. » Ce témoignage

mérite toute croyance¹. Mais le rapport du capitaine Lugard sur ses procédés à son entrée dans l'Ou-Ganda est encore plus probant. Écoutons-le nous dire : (*Blue Book, Africa*, N° 4 (1892), Papers relating to the Mombasa railway survey and Uganda, p. 99.) « En arrivant au bord du Nil, je n'y trouvai ni canots, ni nouvelles d'aucune sorte, quoique, de Wakoli (dans l'Ou-Soga), j'eusse envoyé à Mouanga des coureurs pour annoncer ma prompte venue, et demander des canots. Des bruits contradictoires m'étaient parvenus sur M. Stokes, et je comprenais ou qu'il n'était pas encore arrivé ou qu'il n'avait atteint l'Ou-Ganda que deux jours auparavant. J'appris que M. Gedge était au Sud du lac. Décidé, cependant, à ne me laisser arrêter par aucun obstacle quelconque, afin de me trouver, si possible, sur les lieux pour faire échec à M. Stokes, je m'emparai d'un très petit canot, qui était tout ce que je trouvai, et je traversai la rivière moi-même. Plus tard, nous en trouvâmes quatre autres; le chef de l'endroit, voyant qu'il ne pouvait m'empêcher de passer le fleuve, m'en envoya deux en sus. C'est avec ces canots que nous réussîmes à passer, non sans d'extrêmes difficultés, car les canots étaient très petits. Nous avons fait une marche de quinze kilomètres et traversé le Nil en un jour, la rapidité de nos mouvements ayant complètement surpris les indigènes et ne leur ayant pas laissé le temps de cacher le canot. J'ai entendu dire depuis que le roi avait fait exécuter deux des hommes de la localité pour m'avoir permis de passer. »

Comment ces détails s'accordent-ils avec les affirmations de M. Mackenzie, directeur de la Compagnie, aux lecteurs de la *Fortnightly Review*? Nous ne nous chargeons pas de le dire. Mais nous ne pouvons pas comprendre comment les administrateurs de l'Imperial British East African Company et le sous-secrétaire d'État, sous la surveillance duquel sont placés les agissements des agents de cette Compagnie, peuvent concilier un procédé semblable avec les principes les plus élémentaires du droit international?

Et comment accorder ces principes avec la prétention de l'agent de la Compagnie d'empêcher M. Stokes de fournir le roi de marchandises et de munitions? — Le capitaine Lugard oublie-t-il que c'est à l'ancien missionnaire de la Church Missionary Society que Mouanga doit d'avoir été ramené dans ses États, alors que Stanley et Jackson refusaient de mettre

¹ Ce témoignage d'ailleurs ne nous paraît pas infirmer celui des délégués de la Church Missionary Society auprès de lord Rosebery déclarant que leurs missionnaires ont joué, dans l'Ou-Ganda, un rôle politique en faveur de la Compagnie.

à son service un seul de leurs hommes ni une seule cartouche? Le roi n'a-t-il donc plus le droit de s'approvisionner auprès de qui il veut? Son territoire n'est-il pas compris dans la zone du bassin conventionnel du Congo où doit régner la liberté commerciale? — Le premier acte de l'agent de l'Imperial British East African Company doit-il être la violation des engagements pris par le gouvernement britannique à la Conférence de Berlin? — Mais, dira le capitaine Lugard, M. Stokes apporte à Mouanga des munitions, prohibées par la Conférence de Bruxelles! S'il en était ainsi, le souverain d'un État indépendant — car l'Ou-Ganda était un royaume indépendant — ne pourrait fournir à l'armée qui doit le défendre contre les entreprises du dehors les moyens de le protéger! Et la troupe étrangère qui envahit ses États pourrait amener avec elle armes perfectionnées, carabines Sniders, canon Maxim, munitions et le reste — 100,000 cartouches, par exemple! — car c'est là ce qu'amène l'expédition du capitaine Lugard, — sans violer les engagements pris par l'Angleterre à Bruxelles! Nous savons que M. Gedje a cherché à priver Mouanga de tout moyen de défense; nous verrons bientôt le système proposé par le capitaine Lugard pour désarmer le roi et ses partisans et les réduire à merci! Nous ne pouvons croire que les plénipotentiaires réunis à Berlin en 1884-1885, et à Bruxelles en 1890, aient eu la pensée que les Actes de leurs Conférences pussent jamais être interprétés dans ce sens qu'il sera permis à une expédition conduite par un capitaine européen, au service de quelque Compagnie que ce soit, d'introduire autant d'armes perfectionnées qu'il lui plaira dans tel État souverain de l'Afrique centrale, mais en même temps interdit à tout souverain africain de se mettre en état de défense pour maintenir son droit : en un mot, qu'ils aient entendu sanctionner par un acte international la maxime brutale : « la force prime le droit. »

Mais suivons le capitaine Lugard dans sa marche de la rive gauche du Nil à travers l'Ou-Ganda jusqu'à Mengo, résidence de Mouanga. « J'expédiai, » continue-t-il, dans son Rapport, « une lettre à Mouanga, pour l'informer que j'avais passé le Nil et que je m'avançais vers Mengo; et je poussai en avant tout droit, sans délai... Je trouvai Moondo, petit chef, en possession d'un Snider de la Compagnie, donné à Mouanga par M. Jackson, disait-il, et à mesure que j'approchais de Mengo, je rencontrais continuellement des hommes avec des carabines de la Compagnie, appartenant au Roi, disaient-ils. Aussi ai-je dû adopter des mesures très strictes pour arrêter la vente des cartouches, et les compter chaque jour.... Nous contrâmes un guide du Roi pour nous escorter, et je reçus plusieurs

indications de MM. Gordon et Walker (les missionnaires anglais), et une de l'évêque français. La lettre de ce dernier était fort courtoise, j'y répondis de même. Le 16 je reçus du Roi une lettre polie de bienvenue, et le 18 j'arrivai à Mengo. On m'assigna, pour mon campement, un endroit misérable, dans un creux; mais je refusai, et montai sur le sommet d'un monticule, à environ 800 m. de la colline royale sur laquelle habitent le roi et la plupart des principaux dignitaires de l'État.... Le Roi était épouvanté de mon procédé superbe de traverser le Nil, de poursuivre ma marche si rapidement sans attendre sa permission et de braver l'étiquette ordinaire.... J'appris qu'un jour ou deux avant mon arrivée, les deux partis en étaient presque venus aux mains, le bruit ayant couru que nous étions venus pour évincer les catholiques du pays. Le 19, je trouvai le roi en grande cérémonie, entouré d'une foule de chefs, la plupart catholiques. Il m'invita à attendre l'arrivée des blancs, mais je refusai, disant que j'avais des lettres d'introduction que je lirais; je commençai à lire, on traduisait phrase après phrase. C'étaient deux lettres de M. Mackenzie et de Sir F. de Winton. Bientôt arrivèrent les missionnaires anglais, qui traduisirent les lettres encore une fois. » Avec les missionnaires romains, les premiers rapports furent courtois, quoique M. Gedge leur eût laissé un mauvais souvenir; l'évêque disait même que l'agent de l'Imperial British East African Company l'avait insulté.

Avant d'aborder la question du traité, demandons-nous si les procédés de l'agent de l'Imperial British East African Company sont bien ceux du représentant d'une Société qui désire *traiter* avec un souverain indépendant, auquel le droit international a garanti que ceux qui voudront placer son territoire sous leur protectorat devront commencer par demander son consentement et respecter les lois et les droits de son royaume. Ne sont-ce pas plutôt les allures d'un personnage qui se croit maître chez lui dans la maison d'autrui, qui, parce qu'il est militaire et qu'il a l'habitude de commander, estime pouvoir imposer sa volonté et dicter ses ordres à celui qui le reçoit. La Compagnie s'étant attribué ce territoire, Lugard se croyait sans doute chez lui; mais que dirait l'Impératrice des Indes à l'envoyé d'une des grandes puissances européennes ou asiatiques, qui arriverait à Londres dans l'équipage d'un capitaine Lugard? Nous ne doutons pas qu'il ne fût poliment éconduit. Mouanga fut plus tolérant que ne l'eût été le marquis de Salisbury.

Abordons maintenant la question du traité, en rappelant préalablement que peu de semaines auparavant, le capitaine Lugard avait avoué loyale-

ment aux chefs du Kikouyou que la Compagnie n'était pas capable de les prendre sous son protectorat, et que la principale raison de l'échec de M. Jackson, au mois de mai 1890, avait été son insistance à vouloir obtenir pour la Compagnie le produit des impôts de l'Ou-Ganda et de ses dépendances, en échange de l'offre du protectorat de la Compagnie.

Le personnel de l'expédition est-il de nature à persuader au roi et à ses partisans que le protectorat qu'elle va offrir soit sérieux ? et la demande de la Compagnie sera-t-elle propre à se faire agréer par les Ba-Ganda qui veulent demeurer indépendants ? Avec une intelligence très nette des affaires, ils ont compris que s'ils aliènent leurs impôts, ils alièneront en même temps leur indépendance.

(A suivre).

BIBLIOGRAPHIE ¹

J. J. KETTLER'S GENERALKARTE DES MITTLEREN OSTAFRIKA $\frac{1}{3000000}$. Weimar (Geographisches Institut), 1892, Dritte Auflage. L'Afrique orientale moyenne représente, pour l'éditeur de cette carte, la région s'étendant, dans le sens nord-sud, de l'Abyssinie centrale et du pays des Afar à l'extrémité méridionale du lac Nyassa, et dans le sens est-ouest, de la côte orientale aux lacs Albert-Édouard, Tanganyika et Bangouéolo. Une pareille portion de l'Afrique, à l'échelle de $\frac{1}{3000000}$ représente une carte de grandes dimensions sur laquelle l'auteur a pu marquer tous les détails désirables pour l'état actuel de nos connaissances et de la civilisation africaine. Comme clarté, il serait difficile de mieux faire. Les noms sont lisiblement écrits; des couleurs franches et tranchées permettent de se rendre compte au premier coup d'œil de la division politique; enfin des tons bistre de couleurs différentes marquent l'altitude et les montagnes. Un grand carton donne la région côtière de l'Afrique orientale allemande au $\frac{1}{1000000}$. Le meilleur témoignage qu'on puisse invoquer en faveur de cette excellente carte est son rapide écoulement qui permet à l'auteur de multiplier les éditions et de la tenir constamment à jour.

G. JAIME. DE KOULIKORO A TOMBOUCTOU SUR LA CANONNIÈRE le Mage. Paris (E. Dentu), 1892, gr. in-8°, 436 p., illustr. et cartes, fr. 8. — On sait que, dès 1887, le gouvernement français confia au lieutenant Caron la mission de descendre le Niger de Bamako à Timbouctou, et que cet officier s'acquitta de son mandat, qui consistait entre autres à lever

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

la carte hydrographique du Niger moyen, de la façon la plus réussie et la plus complète. La mission dont fut chargé le lieutenant de vaisseau Jaime, en 1890, était plutôt politique que scientifique. Le Niger moyen étant reconnu, il s'agissait d'entrer en relations amicales avec les peuplades, et d'affirmer ainsi la réalité du protectorat français dans ces régions.

C'est au récit de cette expédition qu'est consacré l'ouvrage que nous avons sous les yeux. En officier de marine habitué aux observations, M. Jaime ne pouvait pas se désintéresser de la question géographique. Sa relation est remplie de renseignements intéressants et la carte qui l'accompagne fournit des indications complètes, non seulement sur les points habités du fleuve, mais sur les altitudes, les profondeurs, la disposition des berges et la nature des rives. C'est une narration écrite dans un style simple, à la lecture de laquelle ceux qui aiment la réalité des choses et des faits trouveront un grand charme. On sent que l'auteur n'a jamais pris la peine d'agréments la vérité, pas même pour la rendre plus poignante et plus dramatique. Il dit d'une manière calme et sincère ce qu'il a vu dans un voyage de près de dix-huit mois, durant lesquels il a observé avec un soin minutieux les choses qui l'entouraient, ne voulant rien laisser échapper de ce qu'il croyait devoir être utile et intéressant, tant au point de vue ethnologique qu'au point de vue militaire. Il est évident qu'il a fourni dans ses rapports aux autorités coloniales, sur l'attitude des peuplades indigènes à l'égard de la France, des renseignements particuliers qui ne pouvaient trouver place dans un livre destiné au grand public. Toutefois, d'un bout à l'autre de son récit, on voit que la question ethnographique l'attire et aussi celle du commerce et de l'avenir de ces pays situés dans la sphère d'influence française. Ses conseils, qui sont ceux d'un homme qui a vu les choses de ses yeux, sont intéressants à méditer. Pour lui, comme pour plusieurs des officiers français qui se sont succédé dans ces régions, il ne faut pas songer à occuper ces pays pour leurs richesses, mais seulement pour réaliser un plan politique, compléter et assurer les possessions françaises de l'Algérie, de la Tunisie et du Sénégal. Dans ce cas, il s'agit de simples occupations militaires et non de colonisation. Une ligne importante doit être sous la dépendance absolue de l'autorité française, celle du Niger. C'est pourquoi le lieutenant Jaime peut énoncer en terminant cette idée que la marine sera appelée à jouer un rôle important pour la possession du Haut Niger et que, sans son concours, on ne pourra obtenir que des résultats incomplets.

Edward Coode Hore. TANGANYIKA. ELEVEN YEARS IN CENTRAL AFRICA.

London (Edward Stanford), 1892, in-8°, 306 p. illust. et carte, 6 sh., 3 d.

— Nous avons eu assez souvent l'occasion de parler de M. Hore et de la mission dont il faisait partie à Oudjidji, sur les bords du lac Tanganyika, pour que nous puissions nous dispenser de le présenter à nos lecteurs. Après un séjour si long dans l'Afrique centrale, il aurait eu évidemment de quoi écrire un ouvrage en plusieurs forts volumes. Mais il a préféré composer une simple histoire, qui, par son étendue modérée, peut être répandue dans toutes les classes de la population. Sous une forme claire et précise, il nous donne le récit de son voyage de la côte orientale au Tanganyika, de son séjour à Oudjidji et de ses excursions sur le lac. En lisant ces pages qui respirent la sincérité et l'absolu dévouement à une grande cause, on s'intéresse profondément à ces pionniers infatigables qui, souvent ignorés du grand public, font plus pour la consolidation de notre civilisation et l'avenir de notre race que bien des personnages aux noms retentissants.

Au point de vue purement géographique, nous avons surtout lu avec intérêt les pages qui traitent du lac Tanganyika et de la contrée qui l'entoure. M. Hore auquel ses instructions prescrivaient une étude des conditions géographiques du pays, n'a jamais perdu ce but de vue et il y consacre tout un chapitre intitulé : « le cœur de l'Afrique. »

Bien que l'attention publique se soit un peu détournée de la région du Tanganyika pour se porter sur des contrées où des découvertes à sensation peuvent encore se faire, ce lac n'occupe pas moins une des parties principales de l'Afrique, vu sa position centrale non loin de la ligne de partage des eaux entre Nil et Congo, et sur la limite des familles ethniques, des langues et des deux divisions politiques qui se partagent, sous cette latitude, la largeur du continent, l'État du Congo et l'Afrique orientale allemande. Son bassin occupe d'ailleurs une vallée si curieuse au point de vue géologique, son régime hydrographique présente, pour ce qui touche aux oscillations du niveau de l'eau et à son écoulement, des particularités si exceptionnelles, qu'il est du plus haut intérêt pour la science de posséder, sur ce sujet, le plus de renseignements possible. A ce titre l'ouvrage de M. Hore, qui nous donne les observations non pas d'un simple voyageur qui passe, mais d'un résident, se recommande au pur géographe aussi bien qu'à l'ami des missions. D'ailleurs ses données précises ne concernent pas seulement la géographie physique du Tanganyika, climat, altitude, étendue, régime, etc, mais aussi la flore, la faune et les populations des contrées qu'il baigne. Cette excellente monographie est illustrée de bonnes autotypies et de cartes très claires.

BULLETIN MENSUEL (7 novembre 1892 ¹).

Pour compléter l'organisation des **musées commerciaux** récemment créés, et favoriser l'**exportation des produits français dans les colonies appartenant à la France**, M. Jamais, sous-secrétaire d'État aux Colonies, a adressé aux gouverneurs de celles-ci des instructions leur demandant d'envoyer en France, en même temps que les produits de vente courante dans la colonie, tous les renseignements pouvant intéresser l'industrie et le commerce français : prix, mode et conditions de vente, chiffre moyen des affaires qui se traitent sur chaque article, époques les plus favorables pour les expéditions et les ventes, droits et règlements de port, de douane, d'octroi, etc. Les mêmes renseignements seront fournis sur les articles de production étrangère. Pour les articles où le commerce français se trouve en concurrence avec l'exportation étrangère, M. Jamais demande aux gouverneurs de lui faire connaître à quelle cause tient la supériorité du commerce étranger. Les envois des gouverneurs et les renseignements accompagnant chaque produit seront exposés dans une salle publique de l'Exposition permanente des Colonies au Palais de l'Industrie. Il est question d'installer une section de cette dernière dans quelques grandes villes industrielles et commerciales de France, dans les plus grands ports de commerce en particulier. A Paris, a été installé, à la Bourse du Commerce, le Musée commercial de l'Algérie, destiné à faire connaître à la France les produits authentiques de cette colonie et à contribuer au développement des relations commerciales entre la colonie et la mère patrie.

Dans une des séances du Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences tenu à Pau au commencement d'octobre, M. Émile Cartailhac a exposé les étonnantes découvertes de M. Flinders Petrie archéologue anglais de grande valeur, qui, depuis dix ans, fait des fouilles en **Egypte**. Tandis qu'on a surtout exploré jusqu'ici les ruines somptueuses, M. Petrie interroge les ruines des habitations du peuple. Il a trouvé presque intacte la ville qu'habitèrent pendant cent ans les ouvriers constructeurs d'une célèbre pyramide de la douzième dynastie (environ 3,500 ans avant notre ère). Cette ville de Kahun, bâtie pour eux, abandon-

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

née ensuite, révèle mille précieux détails de la vie, de l'industrie, du commerce local. On apprend ainsi que le silex était communément employé, le cuivre étant encore rare et le bronze ne devant paraître que plus tard. M. F. Petrie, ayant fait bien d'autres explorations, peut prouver que le silex resta ensuite plus de mille ans une des matières premières de l'industrie. Il conclut en disant que cela explique tous les faits allégués en faveur d'un âge de la pierre préhistorique en Égypte. Cette opinion a été acceptée avec empressement en Allemagne. M. Émile Cartailhac, qui a étudié en Angleterre les produits des fouilles de M. F. Petrie, et a longuement causé avec ce savant, ne peut admettre ces conclusions et il a donné au Congrès de Pau les preuves de sa manière de voir. Pour lui cette permanence de l'usage du silex pour une foule de cas est un fait parallèle à celui qu'on a constaté au Pérou, au Mexique, au moment de la conquête. C'est une survivance d'un âge de la pierre plus ancien dont l'origine se perd même en Égypte dans la nuit des temps quaternaires, comme l'avaient dit, les premiers, deux savants français, il y a vingt-cinq ans, MM. Arcelin et Hamy. A part cela, M. Cartailhac n'hésite pas à reconnaître la grande portée des découvertes de M. F. Petrie qui viennent jeter une lueur historique sur l'âge de la pierre des pays méditerranéens, depuis l'Asie Mineure et la Grèce jusqu'en Espagne. Il a assuré enfin que les silex taillés égyptiens de la dix-huitième dynastie, sont aussi beaux que les plus beaux du Danemark, où l'art de tailler la pierre paraissait avoir atteint son point culminant.

Le *Westermann's Monatschrift* a publié une première partie des lettres écrites, du 22 mars au 16 avril 1891, par **Emin pacha** à sa sœur en Silésie. La première, du 22 mars, est datée du camp de Kadjouga Woussissi, et contient une description détaillée du pays, des habitants et des difficultés avec lesquelles l'explorateur a eu à lutter. Il n'a reçu que le 5 avril les lettres parties d'Europe en novembre 1890; il était alors à Kavingo. Le 11 avril, il écrit du camp de Kiveré, dans le Mpororo, qu'il vient de recevoir les premiers renseignements certains sur ses anciens compagnons de l'Égypte équatoriale. « Dans leur marche vers la côte, » dit-il, « ils sont arrivés à Boutakka, au nord du Nkolé, à quatre ou cinq jours de marche de Kiveré. J'ai décidé de me rendre auprès d'eux, au risque de passer devant une cour martiale. Stuhlmann est arrivé le 6 au soir; de bonne heure, le 10, je me suis mis en marche, de Kavingo, avec 119 charges, et j'ai expédié à mes gens, sur le lac Albert-Edouard, des messagers dont j'attends le retour dans trois ou quatre jours. Si je trouve mes gens, tout ira bien. Si non, j'en supporterai naturellement les

conséquences; j'aurai, quoi qu'il arrive, la conscience d'avoir fait de mon mieux. Le Mpororo a été dernièrement dépeuplé par les incursions des pillards de l'Ou-Ganda, du Nkolé et du Rouhanda; il en résulte que nous sommes sans provisions, comme c'est le cas partout dans le Nomansland. La dernière lettre, du 16 avril, est datée du camp de Rouhanga. Elle contient ce qui suit : « Je suis de nouveau forcé de m'arrêter. Ce matin, j'ai envoyé 110 porteurs chercher le Dr Stuhlmann avec le reste des charges, car il n'y a à Kiveré, rien à manger, tandis qu'ici on peut acheter des bananes, de la farine et des fèves. Si Stuhlmann arrive, je reprendrai ma marche, et je l'attendrai aux sources thermales de Njakessenjé, à deux ou trois jours de marche à l'ouest d'ici. Je suis occupé à soigner les malades qui ont été laissés en arrière, à négocier avec les natifs pour des routes et à recueillir des observations et des objets pour des collections. J'attends patiemment d'être remis. La nuit dernière a été tellement agitée qu'à peine ai-je pu dormir une heure; mon sommeil est si léger, que le moindre bruit me réveille; les nuits où je dors quatre heures sont mes meilleures nuits. Pendant le jour, il m'est impossible de dormir. Le dernier courrier m'a apporté la nouvelle qu'une caisse pleine de livres est arrivée à la côte à mon adresse et qu'elle m'a été réexpédiée. Combien contient-elle de vieilles lettres et de paquets dont les expéditeurs ne comprennent pas pourquoi je ne leur ai jamais répondu! Les arrangements pris pour nous expédier nos courriers sont tout à fait misérables; il est absolument inutile de donner des ordres; mais sur ce point il vaut mieux garder le silence. »

D'autre part, le docteur **Stuhlmann** a publié dans les *Petermann's Mittheilungen* une carte provisoire de la route suivie par Emin pacha pendant ses excursions à l'ouest des lacs Victoria et Albert-Nyanza, d'avril 1891 à mars 1892. Aucun texte n'accompagne cette carte; d'après les itinéraires qui y sont inscrits, Emin pacha paraît avoir franchi la limite des possessions allemandes dans le district de Vitchoumbi, au sud du lac Albert-Édouard, et être allé dans le territoire de l'État du Congo, en suivant le bord occidental du lac. Le point le plus septentrional qui ait été atteint est Adso, à 30° 45' de longitude est, et 2° 30' de latitude nord, et le point le plus à l'ouest, Wakangou, exactement sur le 30° degré de longitude est. Cette carte jette quelque lumière sur les cours d'eau qui se versent dans le lac Albert-Édouard et rectifie la forme du lac lui-même. Selon les investigations personnelles du docteur Stuhlmann, le grand lac Njavarongo se trouve dans le Rouhanda, et d'importantes découvertes géographiques pourront être faites dans cette région.

L'Agence Reuter annonce que le roi de Gaza, **Goungounhane**, avait l'intention de déclarer la guerre aux Portugais, mais qu'il en a été détourné par les observations du vice-consul britannique à la baie de Delagoa, sur les ordres de Sir H. Loch. Il semblerait que la Grande-Bretagne tient à rentrer dans la voie de la justice envers le Portugal. Dès 1861, Oumzila avait conclu un traité de protectorat avec le gouvernement de Lisbonne. Goungounhane lui-même en avait signé un le 12 octobre 1885. Mais le 4 octobre 1890, un agent de la South African Company intrigua auprès du roi pour obtenir la concession d'exploitations minières à entreprendre dans son territoire. Deux fois de suite en 1891, le navire *Countess of Carnarvon* apporta des armes à Goungounhane, et M. Doyle, agent de la Compagnie susmentionnée, amena à Londres deux prétendus ambassadeurs qui furent l'objet d'attentions variées de la part de plusieurs municipalités d'Angleterre, quoique au mois de mai deux ambassadeurs du roi de Gaza se fussent rendus à Lorenzo-Marquez pour renouveler les protestations de fidélité au Portugal, et que le traité du 11 juin 1891 eût placé le pays de Gaza dans la sphère d'influence portugaise. Goungounhane dispose de 20,000 guerriers constitués en troupes régulières, par bataillons et par régiments, dont un grand nombre est armé de fusils Martini Henri. La suzeraineté portugaise lui laisse toute indépendance; indépendamment de fait, il accepte des cadeaux de toutes mains. Les Anglais lui en font beaucoup pour qu'il ne gêne pas leurs allées et venues entre la côte et le Manicaland. Il est possible qu'ils se réservent d'acheter son alliance le jour où ils créeraient de nouvelles difficultés au Portugal. Mais pour le moment, ils affectent le rôle de protecteur à l'égard du Portugal en rappelant au vassal ses devoirs envers son suzerain.

M. A. Grandjean, missionnaire à la baie de Delagoa, a remonté le Nkomati pour se rendre à la station d'Antioka; il a transmis au *Journal religieux* de Neuchâtel les renseignements suivants sur le **pays de Gaza** dont Goungounhane¹ est le roi, sous la suzeraineté du Portugal. Nous en extrayons ce qui suit : « Le samedi soir, nous avons abordé au lever de la lune et dressé notre tente, non plus comme les soirs précédents, au milieu des roseaux et des grandes herbes de marais, mais sur un frais tapis d'herbe fine et serrée, vrai paradis pour les trou-

¹ M. Liengme, médecin-missionnaire à Antioka, a fait, dans les mois de mai à juillet, un voyage vers le nord jusqu'à la résidence de Goungounhane. Il a adressé au Comité de la mission romande un rapport détaillé sur son voyage et sur le bon accueil que le roi lui a fait. Nous y reviendrons dès que le Comité l'aura publié.

peaux... s'il y en avait encore, mais depuis que Goungounhane s'est rapproché, les troupeaux ont à peu près disparu. Nous voici au dimanche matin; le soleil se lève glorieux dans un ciel sans nuage; pas un bruit dans toute la contrée; il semble vraiment que la nature et les hommes se reposent; mais dans un pays habité et païen, c'est si peu naturel! Je vais visiter les deux villages les plus rapprochés. Le premier est absolument désert; seuls quelques bœufs misérables, dans une enceinte beaucoup trop grande pour eux, attendent impatiemment qu'on leur donne la liberté. Au village suivant, plus grand, d'apparence plus prospère, tout est tranquille aussi, mais pour qui connaît l'excitation qui règne d'habitude dans les villages indigènes, ce silence a quelque chose de lugubre. Seul un jeune homme est là, tressant une natte d'herbe. Une vieille, tout effarée, est en chemin pour se cacher dans sa hutte, mais je l'arrête, et dès qu'elle entend que je suis un *mofundhisi* (missionnaire), sa figure se détend et sa confiance est gagnée. Du sommet d'une des nombreuses termitières qui s'élèvent comme des tumuli dans les environs, j'avais pourtant vu là plusieurs personnes. Elles s'étaient cachées à mon approche, mais je les vis peu à peu sortir des champs voisins aux appels de la vieille, qui leur criait : « Venez, c'est un *mofundhisi*; il ne prend pas les gens, il ne tue personne; il vient pour nous instruire. Venez; il nous nourrira des choses de Dieu. » Hélas! l'effroi de ces pauvres gens n'était pas sans fondement. J'appris que, quelque temps auparavant, « quand la lune précédente n'était pas encore morte », Goungounhane avait envoyé une troupe de ses guerriers pour détruire toutes les pirogues de la contrée parce que, par leur moyen, ses gens, mécontents de son gouvernement, passaient chez les blancs, et qu'il avait fait chasser le chef dans le village duquel je me trouvais. Je pressai ces pauvres femmes abandonnées de venir assister à notre culte, et je rentrai au campement qui, vu du village, produisait l'effet le plus pittoresque, avec ses deux tentes et, au-delà, sur l'eau, les deux barques, au mât de l'une desquelles brillait la croix blanche sur fond rouge qui, dans nos voyages lointains, nous parle tout bas de la patrie.

Après le culte et le dîner, nous nous mettons en campagne pour aller évangéliser les villages disséminés dans la plaine. Nous en traversons plusieurs, tous sont abandonnés. Et pourtant quelquefois avant d'arriver nous avons entendu des bruits de voix. Une pauvre vieille, incapable de se remuer, nous explique que ce matin, les hommes, ayant appris que des barques étaient arrivées de nuit, s'étaient enfuis dans les villages situés sur la colline, à une grande distance du fleuve, parce

qu'ils craignaient la répétition de ce qui s'était passé trois jours auparavant. Une grande barque, incapable d'aller plus loin à cause de la baisse des eaux, avait déchargé là, et, comme tous les bateaux avaient été détruits, on avait pris par la force tous les hommes qu'on avait trouvés, et on les avait obligés à transporter sans salaire dans l'intérieur du pays les marchandises déchargées. Quant aux femmes restées dans les villages, elles se cachaient dans les champs à notre approche.

Voici enfin un joli village de huit huttes où, de loin, nous apercevons un homme. Mais, quand nous arrivons, l'indigène a disparu. Il est dans cette hutte, me dit un de mes compagnons. En effet, en m'approchant et en m'accroupissant devant la porte basse, je l'aperçois vaguement au fond de sa demeure. Quand nous l'avons, à grand'peine, décidé à sortir de là, il vient à nous, tremblant de tous ses membres; dans sa poitrine nue, on aperçoit à l'œil les violents battements de son cœur. Il nous explique que son village et plusieurs autres dans la contrée sont déserts parce que Goungounhane a fait tuer les hommes et emmener les femmes. Lui-même a échappé à grand'peine à la mort, et toutes ses femmes ont été emmenées. Voyant que notre arrivée produit partout la panique, nous l'envoyons dans un groupe de villages voisins pour qu'il explique qui nous sommes. Cette petite manœuvre réussit, et nous pouvons enfin annoncer la bonne nouvelle du salut et de la paix à un auditoire d'une quinzaine de personnes. La surprise, la joie, l'incrédulité se peignent tour à tour sur leurs visages, quand je leur dis que leur pays aussi sera évangélisé et qu'alors la paix y règnera. La condition d'un pays est bien triste quand la simple mention que ses habitants pourront un jour labourer en étant sûrs de manger eux-mêmes la récolte leur paraît extraordinaire. Leur surprise fut à son comble quand je leur parlai de la prophétie selon laquelle on transformera un jour les lances en bèches. Pour le moment, c'est le contraire qui a lieu, et les forgerons du pays emploient les vieilles bèches pour les transformer en assagaies. On apercevait à une grande distance notre pavillon au sommet du mât. « Vous voyez ce pavillon là-bas, leur dis-je. Chaque fois que vous l'apercevrez sur le fleuve, ne fuyez pas comme vous le faites aujourd'hui, mais dites-vous les uns aux autres : « Les missionnaires sont arrivés, allons les entendre, et n'attendez pas que nous venions vous chercher ! Puis, je vois là-bas, vers le Nord, la colline de Magoulé; quand je pourrai trouver un évangéliste, je le placerai là, et il pourra venir de temps en temps vous évangéliser. » Pendant mon discours, je voyais la confiance renaître peu à peu et, à notre départ, il nous dirent que certainement ils ne seraient plus effrayés quand ils verraient

notre pavillon. Le patron de la barque qui nous accompagnait était Samuel Matlombé, l'un des plus dévoués de nos chrétiens, qui voyage très souvent sur le Nkomati, et qui s'est fait, lui aussi, un pavillon semblable au nôtre. J'ai appris dès lors que, quand il a repassé par là, un grand nombre de personnes sont venues au bord du fleuve, en apercevant ce signe convenu.

On écrit de Berlin au *Standard* que le gouvernement de l'empire allemand a autorisé la formation d'une Compagnie, Anglo-German South African Company, pour l'exploitation de mines dans la Colonie de l'Afrique sud-ouest. Déjà précédemment, il avait accordé à MM. Scharlach et Wichmann de Hambourg des terres et des mines dans le **Damaraland**, au nord du tropique du Capricorne, ainsi qu'un territoire comprenant les mines d'Otavi avec l'autorisation de construire un chemin de fer de la côte, au nord de Walfish-Bay, jusqu'à ces mines, et au-delà jusqu'à la limite de la sphère d'influence allemande. Le capital prescrit par le ministère des colonies de l'empire allemand a été complètement souscrit. Deux expéditions vont se rendre sur les lieux pour reconnaître le pays et élaborer les projets pour la construction du chemin de fer et l'exploitation des mines. Le territoire visé par la concession s'étend sur deux degrés en latitude et trois degrés en longitude.

Au congrès des chemins de fer de St-Petersbourg, M. Olie, délégué de la **voie ferrée du Congo**, a fourni, sur la ligne en construction des renseignements précis dont voici un résumé. Il s'agit de rattacher Matadi, le dernier port de la rivière où les bâtiments venus de la haute mer puissent aborder, avec Léopoldville, limite en amont où le fleuve redevient navigable, désormais, sans interruption. Actuellement, ce chemin est parcouru par des caravanes qui transportent de Léopoldville à Matadi, à travers les montagnes de la rive, par un sentier escarpé, les richesses de l'Afrique intérieure, l'ivoire et le caoutchouc. En ce moment, il y a chaque jour plus de 30,000 porteurs qui sont continuellement en route dans les deux sens, chacun ayant une charge de 30 kilog. Le trajet entre ces deux points extrêmes est d'environ deux mois ; le coût du portage s'élève aujourd'hui à 3 millions de francs par an. C'est là une recette assurée pour le chemin de fer, qui lui garantit aussi d'une façon absolue un rendement équitable pour son capital, de 25 millions de francs. Ce capital a été fourni en partie par le gouvernement belge qui a souscrit pour 10 millions de francs d'actions : le reste est dû exclusivement à des souscriptions privées. On compte naturellement que le chemin de fer créera une augmentation considérable de trafic, puisque ce ne sont que

des produits précieux qui peuvent supporter aujourd'hui un transport qui revient à près de fr. 1,000 la tonne. Le pays traversé par le Congo est d'ailleurs d'une fertilité merveilleuse. Plus de 3,000 ouvriers sont occupés aux travaux du chemin de fer. Tous sont des engagés volontaires recrutés un peu partout, qui ne sont liés que pour un terme de trois années, sont rapatriés aux frais de la Compagnie à l'expiration de leur contrat, et reçoivent un salaire très rémunérateur. On vient de jeter sur la rivière Mposu un pont métallique de 60 mètres. Ce travail important étant aujourd'hui achevé, l'œuvre du chemin de fer se poursuivra sans encombre, sur un plateau facile. On compte cependant qu'il faudra environ trois ans pour inaugurer la ligne complète. Lorsque celle-ci sera achevée, ce sera, au point de vue de ses conséquences, un des travaux les plus considérables du siècle. On pourra dire alors que l'Afrique est ouverte au monde civilisé. La France elle-même y trouvera un avantage sérieux, puisque cette voie lui procurera immédiatement une communication directe avec Brazzaville et les établissements de la rive française du Congo. Il est de son intérêt de favoriser cette entreprise et d'en souhaiter la prompte et heureuse terminaison.

Nous avons mentionné précédemment les mesures de restriction prises par les agents de l'État indépendant du Congo, contre le **commerce de l'ivoire** et du **caoutchouc** dans le bassin du Haut-Congo et de l'Oubangi. Toute embarcation des sociétés commerciales belges, possédant plus d'un kilogramme de caoutchouc était exposée à se voir dresser procès-verbal. La société hollandaise de Rotterdam qui, pour échapper aux nouveaux droits d'entrée, avait abandonné ses établissements du Bas-Congo et les avait installés sur territoire français et portugais, et qui dans le Haut-Congo possède cinq ou six établissements desservis par trois steamers, a reçu l'ordre d'avoir à se conformer aux règlements édictés par le gouvernement congolais. Aussitôt elle s'est adressée à son gouvernement pour protester contre l'application du règlement qu'elle juge contraire aux décisions de la Conférence de Berlin :

1° Que le commerce devait rester ouvert, sans restriction, à la libre concurrence;

2° Que la faculté de vendre et d'acheter pour chacun était illimitée;

3° Qu'aucune situation privilégiée ne pouvait être créée.

La Société hollandaise a transmis au Ministre des Pays-Bas, à Bruxelles, un mémoire destiné à servir de base à une réclamation que ce diplomate adressera à l'État du Congo.

A la dernière heure, les journaux belges nous apportent la nouvelle

que l'État indépendant du Congo a levé provisoirement toutes les interdictions, relatives au commerce, édictées dans le Haut-Congo, afin de permettre aux autorités de régler la question d'une manière générale.

Un correspondant de la *Politique Coloniale* écrit à ce journal, de Libreville, une lettre intéressante sur le **Congo français**. Après en avoir énuméré les produits, il donne les détails suivants sur la main-d'œuvre. La côte de Krou a fourni et fournit encore des travailleurs à la colonie au prix de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par journée de travail, tous frais de rapatriement compris. On peut en avoir tant qu'on veut, mais ils ne s'engagent que pour un an, quitte à revenir après deux mois passés dans leur pays. Les habitants de la côte de Loango font surtout le métier de porteurs, mais on peut les employer à d'autres travaux. Enfin, M. de Brazza, grâce à son intelligence pleine de finesse, a réussi à utiliser la main-d'œuvre des farouches Pahouins, race de plusieurs millions d'hommes, intelligents et travailleurs. Cent cinquante Pahouins furent engagés en 1890 et travaillèrent au marais pestilentiel de Pira (près Libreville), qu'ils transformèrent en une plaine fertile admirablement cultivée aujourd'hui ; quelques-uns furent employés à des travaux demandant plus d'intelligence, notamment à la forge, et ils y devinrent fort adroits. Au bout d'un an, ces Pahouins rentrèrent chez eux avec leur paiement en marchandises, quelques-uns ayant appris le français, tous gagnés à la civilisation européenne et à une amitié respectueuse et en quelque sorte filiale pour le blanc. Ils emportaient une si bonne impression que quand ils en eurent fait part à leurs camarades, ceux-ci vinrent par centaines demander à s'engager à leur tour. On en trouvera tant qu'on voudra pour faire de la culture ; or chaque pahouin coûte 0 fr. 60 par jour.

Le correspondant passe ensuite en revue les moyens d'action de l'administration. Elle perçoit des droits de douane à l'entrée et à la sortie ; elle a, en outre, une subvention annuelle de la Métropole ; le total de ses recettes est d'environ deux millions. Avec cela, la colonie doit entretenir, sur une grande étendue des côtes, de nombreux postes de douane pour empêcher la contrebande, entretenir un nombreux personnel dans les postes de la côte et de l'intérieur jusqu'à deux mille kilomètres sur l'Oubangi et la Sangha ; elle doit entretenir sur le Congo une flottille assurant les communications, et mettre en réserve les sommes nécessaires pour pourvoir au remplacement des bateaux après usure ; elle doit avoir une milice, pour assurer la police des pays annexés et accompagner les explorateurs qui vont dans la zone d'influence française, annexer de nouveaux territoires. Si l'on songe au prix élevé des transports de vivres et de

matériel pour l'intérieur, aux dépenses d'entretien des bateaux du Congo, si l'on remarque que la colonie, loin de rester stationnaire, a toujours marché en avant vers les pays inconnus, il est facile de comprendre que ses ressources sont complètement insuffisantes. Or, loin de les voir s'augmenter, la colonie les a vues diminuer dans ces dernières années : une compagnie de tirailleurs gabonais a été supprimée et la somme égale à celle qu'elle coûtait a été enlevée à la colonie qui a dû augmenter d'autant sa milice; il y a trois ans, un service mensuel de paquebots a été organisé et la subvention exigée par les compagnies maritimes a encore été prise sur celle que la métropole accorde à la colonie; pourtant, était-ce bien à elle seule à payer cette ligne? est-ce que Konakry, Grand-Bassan et Kotonou n'en profitent pas tout autant? Dans ces conditions, il était impossible à la colonie de faire les dépenses nécessaires pour la construction de routes, ponts, etc., dans les endroits où il n'existe pas de route fluviale. Elle n'a pu donner à l'agriculture que des encouragements insuffisants.

Quant aux entreprises agricoles, les commerçants français n'ont fait jusqu'ici aucun essai de culture; un employé de la maison Daumas, M. Rousselot, quitta sa situation en 1887 pour commencer une plantation avec les quelques économies qu'il possédait; il a aujourd'hui 2,000 pieds de café en plein rapport et 50,000 jeunes pieds; il a, en outre, 5,000 cacaoyers; il est donc en très bonne voie. M. Dumas, agent du Congo, a donné sa démission il y a deux ans pour faire de l'élevage et des plantations; il réussit parfaitement. Enfin, M. Janselme vient d'obtenir la concession de l'île aux Perroquets pour y cultiver le café et le caoutchouc. On ne saurait trop honorer ces hommes courageux qui, avec de petits capitaux, entreprennent la culture. Si nous passons aux commerçants étrangers, nous trouvons la maison Wærmann, de Hambourg, qui a une plantation de 100,000 pieds de café en plein rapport et une scierie mécanique pour débiter les magnifiques bois des forêts. La maison hollandaise possède, sur la frontière sud, une plantation de 700,000 pieds qui ne date que de 1887 et est en plein rapport. Cette maison a demandé de nouvelles concessions pour augmenter ses cultures, preuve qu'elle y trouve un profit suffisamment rémunérateur.

Le *Bulletin* de la Société de géographie de Paris rapporte que M. Tholon, qui s'est spécialement voué aux études de géologie et d'histoire naturelle, a remonté, sur presque tout son parcours, la rivière **Djoué**, qui rejoint le Congo en aval de Brazzaville. Il y a quelques années, la partie inférieure du cours de cette rivière avait été reconnue et levée par

M. de Chavanne. C'est en amont de la section parcourue par ce dernier que M. Thollon a fait ses levés à la boussole. Pour la première fois, nous avons un levé de la Djoué; il est complété par de précieuses informations sur la nature des terrains que traverse la rivière. M. Thollon a également fait le levé de son itinéraire. D'un autre côté, M. Danjanvilliers, agent du Congo français, a dressé la carte de cette route à l'échelle de $\frac{1}{185200}$, de manière à fournir un appoint précis à l'hydrographie de cette région. En remontant la vallée jusqu'au $3^{\circ} 30'$ lat. S., M. Thollon a prouvé que la Djoué prend sa source par 3° lat. S., c'est-à-dire plus au nord qu'on ne le croyait généralement.

Le sous-secrétariat d'État aux colonies, a reçu une lettre de M. **Maistre**, qui commande la mission que le comité de l'Afrique française a envoyée dans l'**Oubangi** pour reprendre l'œuvre ébauchée par Crampel et momentanément continuée par M. Dybowski. Cette lettre est datée du 15 juin. Elle a été écrite au poste de la haute Kémo, affluent septentrional de l'Oubangi, fondé au commencement de cette année par la mission Dybowski. Depuis quelques jours, tout le personnel et le matériel de la mission s'était trouvé concentré au poste de la Kémo, de telle sorte que M. Maistre comptait commencer son voyage d'exploration dans les premiers jours du mois de juillet. La station de la Kémo est située sur la rive gauche de la rivière, environ par 6° de latitude Nord. Au delà, la Kémo s'infléchit vers l'Ouest et court dans la direction de la ligne de partage des eaux entre le bassin du Congo et celui du lac Tchad. La ligne de faite est, d'après M. Dybowski, à une trentaine de kilomètres au nord de la station et n'a pas, à cet endroit, une altitude très élevée : 600^m à 700^m au-dessus du niveau de la mer. On voit que la mission que dirige M. Maistre n'aura pas à vaincre de grandes difficultés pour passer dans le bassin du Tchad. Mais il est possible qu'elle rencontre des obstacles assez sérieux qui l'empêchent d'avancer rapidement vers les rives du Chari.

A l'occasion de l'expédition française du **Dahomey**, les *Archives de médecine navale* donnent sur le climat de cette partie de l'Afrique les informations suivantes : « La côte du Bénin se trouve sous un régime tout particulier, placée qu'elle est sur le parcours de l'anneau équatorial de calmes qu'on traverse pour passer d'un hémisphère dans l'autre, et auquel les marins ont donné le nom de « pot-au-noir. » Et ce qui caractérise le pot-au-noir, c'est une alternance de calmes et d'orages accompagnés de grandes chutes d'eau. Sur la côte des Esclaves, le soleil passant deux fois au zénith, entraîne avec lui le pot-au-noir et détermine

quatre saisons distinctes : 1° La grande saison des pluies; 2° La petite saison sèche; 3° La petite saison des pluies; 4° La grande saison sèche. La grande saison des pluies dure du 15 mars au 15 juillet; la petite saison sèche, du 15 juillet au 15 septembre; la petite saison des pluies, du 15 septembre au commencement de décembre; la grande saison sèche, jusqu'au 15 mars. »

D'autre part, d'après l'abbé Pierre Bouche qui a fait un long séjour sur la côte des Esclaves et au Dahomey, les noirs distinguent deux saisons des pluies : la première s'appelle, en nago, *ako*, *adjo*, saison de la pluie; la seconde, *arakouro*, pluie insignifiante, pluie quelconque. C'est dans cette saison des pluies insignifiantes que se trouve actuellement le Dahomey; elle prendra fin au commencement de décembre pour faire place à la grande saison sèche qui se caractérise par des vents de Nord-Est très désagréables. L'expédition française a donc devant elle de longs mois avant d'être exposée aux pluies diluviennes qui ne commencent qu'au 15 mars.

En 1891, M. de Lamothe, gouverneur du Sénégal, confia à M. Léon Fabert, qui avait déjà exploré une partie des pays maures, la mission de reconnaître la région qui sépare la vallée du Sénégal du massif montagneux de l'**Adrar**. Cette contrée, riche en pâturages, est le principal centre de ravitaillement des populations nomades dont les parcours s'étendent du Sénégal au Maroc, et de l'Atlantique au désert de Djouf, la portion du Sahara situé au nord de Timbouctou. La distance de St-Louis à l'Adrar est de 600 à 700 kilom. M. Fabert reçut, en outre, le mandat d'entrer en relation avec le chef de l'Adrar, et dans le cas où celui-ci serait disposé à traiter avec la France, de profiter de ses bonnes intentions sous la forme la plus opportune. Parti vers le milieu de l'année 1891, M. Fabert vécut quelque temps chez les Trarzas, alors en guerre civile; puis il passa dans le pays d'Inchiri, au sud de l'Adrar, où il reçut un très bon accueil d'un marabout très influent, nommé le cheik Sadi-Bou. De là il engagea des pourparlers avec le roi de l'Adrar, d'autant plus disposé à accepter les ouvertures des Français que ceux-ci, d'accord avec lui, avaient combattu des tribus pillardes avec lesquelles il était en guerre. M. Fabert lui fit soumettre un projet de traité par lequel la France et l'Adrar s'engagent réciproquement à vivre sur le pied de la plus sincère amitié, et à favoriser le plus possible le développement du commerce entre les deux pays. La France déclare qu'elle n'interviendra jamais dans les affaires intérieures de l'Adrar. Elle fera de son mieux pour le protéger contre ses ennemis du dehors. De son côté, le roi de

l'Adrar s'engage à ne faire aucun traité semblable avec aucune autre puissance étrangère et à se contenter de l'amicale protection que lui offre le gouvernement français. Pour encourager le roi de l'Adrar à envoyer des caravanes et à faire du commerce avec St-Louis, le gouverneur du Sénégal lui paiera chaque année une coutume de 400 pièces de guinée. Le projet de traité a été fait pour une durée de trente ans à dater de son adoption par le gouvernement français.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

En vue de favoriser la venue de pêcheurs français sur le littoral de l'Algérie, le gouverneur général a décidé de faciliter sur plusieurs points la création de hameaux où pourront être appelées les familles immigrantes : Transport gratuit des bateaux et de leur matériel ; installation des familles dans des baraquements provisoires, en attendant la construction de petites maisons qui seront édifiées au compte du budget de la colonisation et mises à la disposition des immigrants. Au moment de l'installation sur place, chaque pêcheur marié recevrait 200 fr. et chaque pêcheur célibataire 100 fr.

M. Lewa Holled Smith, gouverneur du littoral de la mer Rouge, a fait une reconnaissance dans le pays des Beni-Amer ; il n'y a trouvé que deux points habités : Akik-el-Soghier et Adobena ; les Beni-Amer sont essentiellement bergers.

La *Kölnische Zeitung* a publié une lettre du Dr Peters, commissaire impérial pour l'Afrique orientale allemande, annonçant que la délimitation des frontières des sphères d'influence allemande et anglaise durera plus longtemps qu'on ne le pensait, tous les membres de la commission britannique étant malades de la fièvre.

Le capitaine F.-G. Dundas a exploré le cours supérieur de la rivière Tana et les environs du Mont Kénia.

Le journal la *Post* de Berlin a annoncé que les administrateurs de la Compagnie des chemins de fer de l'Ou-Sambara ont décidé d'affecter une somme de 1.500.000 marcs à la construction d'une ligne de chemin de fer partant de Tanga et se dirigeant vers l'intérieur. Les travaux seront commencés sous peu.

Il est question en Allemagne de faire établir un observatoire au Kilimandjaro, où serait aussi créée une école normale pour l'éducation des futurs fonctionnaires et explorateurs allemands en Afrique.

On mande de Zanzibar au *Temps* que les Ou-Héhés ont attaqué les Allemands à Kilossa dans l'Ou-Sagara. Ils ont tué le lieutenant Brunning et quatre soldats allemands ainsi que beaucoup d'Arabes et de noirs porteurs. Ils ont pillé 2,000 charges d'étoffe et brûlé le reste. La mission des Pères du Saint-Esprit, dans l'Ou-Sagara, n'a pas été attaquée.

D'après les nouvelles du Tanganyika, les missionnaires anglais ont fait adresser des menaces aux Pères blancs s'ils s'avaient de fonder une mission à Tounda, qui se

trouve sur territoire allemand au S.-E. du Tanganyika, à quatre jours de marche au S. des missions anglaises.

La *Kreuzzeitung* annonce que le successeur probable du baron de Soden, comme gouverneur de l'Afrique allemande, sera le major de Wissmann. Celui-ci aurait déjà fait savoir au comité anti-esclavagiste que sa présence à la tête de l'expédition du Nyassa n'est plus indispensable et aurait, en conséquence, prié le comité anti-esclavagiste d'accepter sa démission.

Le steamer *Barowdale*, transportant, pour le compte du gouvernement anglais, trois bateaux à vapeur nouvellement construits et destinés à faire le service sur le lac Nyassa et le haut Chiré, s'est échoué près de Lindi.

La mission des Universités a créé un nouvel évêché pour le lac Nyassa. Le titulaire, Mgr Hornby, est placé dans la dépendance de l'archevêque de Canterbury.

Lord Rudolph Churchill, qui, comme nos lecteurs se le rappellent, a fait l'année dernière, un voyage au Transvaal et au Ma-Shonaland, a fondé, avec le colonel North et M. Goldman, un syndicat pour l'exploitation des mines dans ces deux pays. Lui-même possède 11.000 actions de cette Compagnie.

Jusqu'ici, le gouvernement de la République Sud-africaine s'était montré extrêmement soucieux d'éviter tout ce qui pouvait amener l'absorption de l'élément boer par l'élément anglais et compromettre la situation indépendante du Transvaal. Tout récemment, le président de la République, M. Kruger a annoncé qu'il était décidé à proposer au Volksraad de supprimer les dispositions législatives qui empêchent actuellement les étrangers d'acquérir la nationalité transvaalienne. Il est d'avis de réduire de cinq à deux ans la période de résidence nécessaire pour devenir électeur; de quinze à quatre ans celle nécessaire pour être éligible à la seconde Chambre; de vingt à dix ans celle imposée à tout homme désirant obtenir un siège dans la première Chambre. Il croit que le résultat de ses efforts serait la formation d'une Afrique du Sud unie, ayant pour devise le mot de « Liberté ».

Dans un rapport récent sur son administration, Sir Sydney Shippard, gouverneur du Be-Chuanaland, constate l'absence totale de tout crime chez les indigènes placés sous sa juridiction, et attribue ce beau résultat au fait que, depuis sept ans, la vente des boissons alcooliques y est strictement interdite.

Jusqu'ici le châtiment du fouet ou chat à neuf queues était, au Transvaal, réservé aux noirs pour des actes de rébellion, des vols, ou des cas d'ivrognerie. Il est encore en vigueur dans l'Afrique australe britannique, les Anglais le considérant comme la plus efficace des punitions pour les nègres. Le Volksraad du Transvaal a récemment promulgué une loi permettant la flagellation des blancs reconnus coupables de certains vols et d'agression à main armée.

Il s'est formé en Belgique une Compagnie pour construire un chemin de fer entre N'Komati-Poort et le pays de Silati au N.-E. du Transvaal, riche en mines d'or; cette région sera ainsi reliée directement avec la baie de Delagoa.

La ligne de chemin de fer reliant Capetown avec Johannesburg, dans le Transvaal, est terminée. Ce trajet de 1700 kilom. qui exigeait autrefois des mois de voyage en

wagon à bœufs, s'accomplit maintenant en 72 heures. Dans quelques mois, la ligne atteindra Prétoria, à 60 kilom. plus au Nord. Le flot d'émigrants, attirés par les mines d'or de Witwatersrand, continue à y verser un grand nombre d'individus sans emploi qui ne tardent pas à tomber dans une misère profonde.

Sir Henri Loch, gouverneur de la Colonie du Cap, actuellement à Londres, a remis à la reine un mémoire des hommes de couleur de la colonie protestant contre le Franchise and Ballot Bill voté dernièrement par l'autorité coloniale.

Il est question de frapper une monnaie pour la République Sud-africaine. A ce propos, une conférence se tiendra en novembre à Prétoria, pour discuter la question de la circulation de cette monnaie éventuelle dans toute l'Afrique australe. Des négociations préliminaires, ont déjà eu lieu entre le Président Kruger et Sir Henri Loch.

Le *Journal officiel* de Lisbonne annonce qu'une Société privée a obtenu la concession de 100.000 hectares de terrains incultes au Congo, entre les rivières Sindou et Mteia, et dans l'île Paulicoco, en face de l'embouchure du Macadella et du Louango, pour des exploitations agricoles et commerciales.

Le *Mouvement géographique* de Bruxelles a confirmé que les indigènes du Lounda se sont soulevés; le lieutenant Dussart, au service de l'État du Congo, a combattu contre eux, mais sans succès; il a dû se réfugier à Popocabaca, poste fondé par M. Dhanis sur le Quango. La situation de M. Grenfell, chargé, avec un délégué portugais, de délimiter les frontières congolo-portugaises dans cette partie de l'Afrique, serait compromise par ce soulèvement.

Sur la demande de l'État du Congo, Tipo-Tipo a quitté Zanzibar, pour retourner à Kassongo et aux Stanley-Falls en vue d'user de son influence sur les principaux chefs arabes afin de les apaiser.

D'après un télégramme adressé de Libreville au Sous-Secrétariat des colonies, Savorgnan de Brazza était à la fin de juillet à Bania. Un de ses agents, M. Goujon avait découvert, en remontant le cours de l'Ikela, une nouvelle voie d'accès vers Koundé.

Une autre reconnaissance faite par M. Ponel, revenue à Bania le 1^{er} juillet, avait fait connaître au N.-E. de Bania, vers le 6^o lat. N., la présence d'un établissement avancé de musulmans du Baghirmi. M. de Brazza avait reçu à Bania la visite d'un chef foulbé, de Yola, envoyé par le sultan Zoubir.

M. Liotard a fait des expériences pour connaître l'importance relative de l'Ouellé et du M'Bomou. (A partir de leur confluent, ces deux rivières réunies prennent le nom d'Oubangi). La première, à 1 1/2 kilom. du confluent, a 945 m. de large, tandis que le M'Bomou n'en a que 595. Quant au débit, cette dernière rivière a un débit moyen de 676 m. par seconde, tandis que celui de l'Ouellé s'élève à 752 m., ce qui résout définitivement le problème hydrographique de l'Oubangi; le M'Bomou est un affluent et non la branche principale de l'Oubangi-Ouellé.

Il paraît que, pour le moment, toute tentative de pénétration dans l'arrière pays du Cameroun soit interrompue. Le Dr Zintgraff, qui espérait pouvoir pénétrer directement par le N. E. de la colonie allemande dans l'Adamaoua, a dû quitter le

Cameroun après avoir passé inutilement dix-huit mois dans les environs du fort de Balibourg. Il a touché aux Canaries, en route pour Berlin, où il espère décider l'Office Colonial à de nouveaux sacrifices.

Le Steamer *Gaboon* de la British and African Steam Navigation Company, parti de Vieux Calabar, le 22 septembre, a apporté la nouvelle que le capitaine Moor a dû entreprendre une expédition contre les indigènes du cours moyen du fleuve. Les natifs du haut-Calabar voulant trafiquer directement avec les Européens avaient, à cet effet, envoyé des produits qui furent interceptés; il en résulta une cessation du commerce. Le Capitaine Moor, à la tête d'une troupe de Haoussa, compte pouvoir rétablir les relations commerciales entre la côte et l'intérieur.

M. G. T. Carter, gouverneur de Lagos, ayant promis aux Egbas de visiter leur capitale Abeokouta, à la condition qu'une escorte convenable lui fût fournie, les chefs Egbas lui envoyèrent des hommes pour l'accompagner. Malgré cela, il ne voulut pas partir pour Abeokouta avant que les routes de commerce fussent ouvertes comme gage de la sincérité de ces chefs. En outre, il chargea ces messagers de faire savoir aux Egbas que si les routes de commerce n'étaient pas ouvertes, il prendrait contre eux des mesures coercitives.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

L'Indépendance belge du 24 septembre a publié la lettre suivante démentant catégoriquement la nouvelle d'après laquelle, malgré l'Acte de la conférence de Bruxelles, la Turquie continuerait à permettre le trafic des esclaves.

A Monsieur le Directeur de *l'Indépendance belge*, à Bruxelles.

Monsieur le Directeur,

Un télégramme de Londres du 13 septembre publié par les journaux, et qui a été inséré également dans *l'Indépendance* du 14 de ce mois, annonçait que le secrétaire de la Société britannique anti-esclavagiste a affirmé dans une lettre adressée au *Times* que, malgré l'Acte général de la conférence de Bruxelles, la traite des esclaves continuait à se pratiquer dans l'empire ottoman, et que, comme preuve à l'appui, M. Allen assurait, d'après les documents reçus d'un correspondant de la dite Société, le débarquement imminent à Smyrne de vingt esclaves embarqués à bord d'un steamer ottoman.

Des renseignements officiels parvenus à la légation impériale, après enquête faite, l'autorisent à démentir de la manière la plus catégorique, ces nouvelles fantaisistes, et absolument fausses.

Je compte sur votre obligeance pour faire connaître ce démenti à vos

lecteurs, et j'aime à espérer que les journaux qui ont publié le télégramme dont il s'agit, lui ouvriront également leurs colonnes.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, avec tous mes remerciements, les assurances de ma considération très distinguée.

ET. CARATHÉODORY.

Nous voulons croire que la surveillance des autorités ottomanes sur le littoral de l'Archipel s'exerce d'une manière effective. Il serait à désirer que leur vigilance fût aussi stricte dans les parages de la **mer Rouge** et du golfe d'Aden. Tout récemment, un voyageur qui traversait la mer Rouge nous écrivait une lettre dont nous reproduisons ce qui suit, sans nous porter garant de l'exactitude de ses observations. Après avoir longé la côte occidentale qui borde le désert de Nubie, il écrit : « C'est par le désert, à travers ces ouragans de sable, qu'arrivent à la côte les caravanes d'esclaves capturés dans le centre de l'Afrique. Des officiers du bateau m'ont affirmé que, malgré l'Acte de Bruxelles, la traite maritime n'a pas diminué de ce côté, grâce à la complicité tacite des autorités turques de la côte d'Arabie. Les pachas chargés de la police de la côte consentent, moyennant bakschisch, à dégarnir précisément les points où abordent les dhows arabes, avec leur cargaison humaine. La pensée que l'on est, peut-être en ce moment même, occupé à charger quelques-uns de ces bateaux, au fond de quelque crique obscure, d'une trop faible profondeur pour que les croiseurs y pénètrent, ne contribue pas à égayer le paysage. Nous n'avons vu aucun croiseur. »

D'autre part, l'*Agence Havas* de Marseille a reçu d'Aden la communication suivante : L'esclavage est en recrudescence. Les caravanes arrivent tous les jours plus nombreuses, amenant des cargaisons humaines. Les esclaves viennent principalement du Mombouttou, de l'Ou-Nyoro, de l'Ou-Roungi, de l'Ou-Gogo, etc. Les Arabes du Soudan ont combiné, pour ces razzias, un effort commun, et ont décidé de s'attaquer aux Anglais, aux Belges et aux Allemands et de leur passer sur le corps. Cette décision a été prise à la suite du taux auquel a monté le prix des esclaves et qui a atteint, au Soudan égyptien et surtout en Arabie et en Perse, le taux de 1,200 francs par tête d'homme de 25 à 30 ans, et de 3,000 francs par tête de jeune fille de 14 à 20 ans. Les caravanes font passer sans difficulté leur marchandise à Vitou, où les Anglais n'ont pu obtenir la paix qu'en maintenant une tolérance excessive pour le commerce des esclaves qui était la seule cause de la durée de la révolte. Les boutres arabes ont également chargé à Patta, Merka, Obia, Gardafui, Zella, Massauah et Souakim. A Tokar, il est passé trois

caravanes à la fin du mois dernier et, d'après les indigènes, les marches forcées et les embarquements clandestins ont causé aux traitants une perte sèche de 70 %. Aussi sont-ils furieux, et en échange ils n'ont accepté que des fusils perfectionnés et des munitions de guerre dont ils ont l'intention de se servir contre les Européens. Il faut s'attendre pour l'hiver à la descente de véritables armées d'Arabes vers le Sud, et à une campagne sans merci contre tout ce qui est anglais, belge ou allemand.

Au mois de juin dernier, en pleine ville de **Zanzibar**, des indigènes avaient été saisis par des marchands d'esclaves et emmenés de force sur un boutre arabe qui allait partir pour Mascate, lorsque des officiers du service naval anglais furent assez heureux pour le capturer avant qu'il eût gagné la pleine mer. Le *Morning Post* a été informé de la découverte de faits plus graves encore et qui attestent une recrudescence très forte de l'esclavagisme. C'est un steamer du gouvernement, dit le journal anglais, le *Kilwa*, qui a été choisi par les trafiquants d'esclaves comme le meilleur moyen de transporter leur cargaison humaine de Zanzibar aux plantations de clous de girofles de Pemba. Ce steamer fut accosté, le 5 septembre, en rade de Pemba, par un canot du navire de guerre anglais *Blanche*; les officiers qui avaient pris place dans ce canot se rendirent à bord du *Kilwa* et y trouvèrent 12 esclaves, sous la garde de six marchands. A l'enquête ouverte par le tribunal consulaire de Zanzibar, le capitaine Lindley, un des officiers du navire de guerre *Blanche*, a déclaré sous serment qu'il avait, depuis trois ou quatre mois, des raisons de croire que « le *Kilwa* transportait souvent des esclaves. » Ne voulant agir qu'à coup sûr, il avait dû attendre qu'une occasion se présentât dans laquelle il ne subsistât pas de doute pour lui. Les esclaves — sept femmes, une petite fille, trois babies et un jeune homme — ont été examinés séparément par le tribunal; ils ont tous déclaré qu'ils avaient été emmenés à Pemba contre leur volonté; plusieurs avaient été enlevés dans les rues de Zanzibar et portés de force à bord du *Kilwa*, où on les avait embarqués sur la présentation de billets pris au bureau du gouvernement. Il est probable que les marchands d'esclaves étaient allés prendre ces billets comme pour eux ou pour des indigènes de leur connaissance et qu'ils avaient substitué ensuite les esclaves aux passagers titulaires. La plupart de ces malheureux avaient subi les plus mauvais traitements avant leur embarquement; on les avait mis aux fers et ils n'avaient pas mangé pendant plusieurs jours. Le *Morning Post* reconnaît qu'il est difficile de ne pas s'apercevoir que les trafiquants d'esclaves de Zanzibar ont été assistés dans leur atroce commerce par l'inertie

incroyable des fonctionnaires du gouvernement et la négligence criminelle, au moins en apparence, du capitaine et des officiers du *Kilwa*.

La correspondance arrivée par le *Malange*, paquebot portugais faisant le service du Mozambique, a apporté les informations suivantes :

« Il est absolument démontré aujourd'hui que les missionnaires anglais ont armé les noirs du **Kilimandjaro** qui ont détruit l'expédition Bulow. Les prisonniers et les traîtres qui sont venus se rendre dans les postes allemands ont déclaré que c'étaient des missionnaires du pays de Moshi qui avaient fomenté la révolte et distribué des munitions en apprenant aux indigènes le maniement des armes. Les missionnaires anglais priés de se retirer plus au Nord ont dû évacuer le district du Kilimandjaro. On s'est étonné, à juste titre, que le gouverneur de l'Est africain n'ait pas agi plus rigoureusement envers les missionnaires anglais. De vives récriminations se sont même fait entendre au sein de la petite colonie allemande. Mais aujourd'hui on a l'explication du mystère.

« C'est à l'intervention de sir Gerald Portal, consul britannique à Zanzibar et commissaire dans l'Est africain anglais, que les coupables doivent de ne pas avoir été punis. Le consul avait en sa possession des documents qui prouvent que les Allemands ont eu une conduite analogue à celle des Anglais sur d'autres points de la côte orientale.

« Les deux colonies ont convenu d'un commun accord de faire le silence sur ces faits qui constituent non seulement une violation des traités les plus formels, mais encore celle du plus simple droit des gens. »

Nous espérons trouver dans les journaux anglais et allemands une réponse à ces graves imputations; jusqu'ici notre espoir a été déçu.

Le Rev. Horace Waller, qui faisait partie de la députation de la British and foreign Antislavery Society auprès de lord Rosebery à propos des affaires de l'Ouganda, a dit avoir appris du capitaine Lugard qu'actuellement les Ba-Ganda considèrent avec horreur toute participation à la traite. — Nos lecteurs se rappellent que le Dr Carl Peters avait obtenu de Mouanga qu'il adhérât aux dispositions de l'Acte international de Bruxelles concernant la traite. — En revanche, a ajouté le Rev. Horace Waller, « toute la côte orientale d'Afrique est infestée par la traite. Quand on voyait des esclaves en grand nombre, souvent c'en était qui prenaient à Mombas des provisions pour les agents de l'**Imperial British East African Company** dont le quartier général est dans l'Ou-Ganda. Tel est actuellement l'état des choses et il vaut mieux le considérer en face... » Il ne croit pas que le chemin de fer produise une différence appréciable quant à l'exportation des esclaves. Aujourd'hui, ils pullulent sous le pro-

tectorat britannique à Zanzibar. On ne sait pas combien en abrite le pavillon anglais à **Zanzibar** et à **Pemba**; mais si l'Angleterre, a dit le Rev. Waller, apprenait qu'il y a des dizaines de mille esclaves travaillant dans ces îles, elle déclarerait qu'elle n'eût jamais cru qu'en les échangeant contre Helgoland, elle acquerrait des milliers d'esclaves. Il faudrait faire disparaître le scandale actuel de caravanes d'esclaves employées par l'Imperial British East African Company. »

Le *Central Africa*, journal de la mission des Universités, publie l'extrait suivant d'une lettre du Dr Kerr Cross, de la mission écossaise du **Nyassa** : « La saison sèche est la saison favorable pour l'activité, la guerre et la chasse aux esclaves en Afrique. Ici (en mai), elle a déjà commencé. A Deep-Bay, au sud de Karonga, passent chaque semaine de grandes cargaisons de poudre et de fusils. Les unes sont pour Kabounda et Rama-Sizi (Roumaliza?), sur le Tanganyika, d'autres vont à Mpala. Des gens de l'African Lakes Company ont vu récemment une petite caravane en marche vers l'intérieur portant 10 charges de poudre, soit une centaine de barils et une centaine de fusils. Les Arabes parcourent déjà tout le pays, achetant des bestiaux, de l'ivoire et des esclaves. Le pays des Awawemba est rempli, dit-on, d'Arabes qui achètent de l'ivoire et des esclaves et j'ai appris que les Awawembas ont leurs Rouga-Rouga ravageant tous les pays d'alentour pour fournir les Arabes. »

Après la bataille de Dogba, perdue par les Dahoméens, les Français ramassèrent quantité de fusils et des munitions provenant d'arsenaux allemands, probablement par suite de déclassement. Déjà avant la guerre, la contrebande s'effectuant par le **Togoland** aurait été signalée. Aux démarches faites auprès du cabinet de Berlin, il avait été répondu que des ordres avaient été expédiés au gouverneur du Togoland pour faire cesser ce commerce. Malgré la surveillance dont ils ont été l'objet, les négociants allemands du Togoland n'en ont pas moins expédié une grande quantité d'armes et de munitions au roi de Dahomey. Les journaux allemands rappellent à ce sujet que dès 1890 le gouvernement impérial prescrivit l'interdiction dans ses possessions du golfe de Guinée; qu'il renouvela spontanément lesdites prescriptions au moment où l'attitude de Behanzin à l'égard de la France prit un caractère prononcé d'hostilité, et qu'enfin, lorsque, en avril dernier, l'Acte général de Bruxelles dut entrer en vigueur, les agents coloniaux de l'Allemagne furent invités à faire en sorte que ces stipulations fussent observées avec une extrême rigueur : cela pour Togo. Mais, à Whydah, l'Allemagne ne peut exercer aucune action et ils reconnaissent qu'effectivement, tout au

moins avant la déclaration de blocus, des Allemands y ont trafiqué d'armes et de munitions avec les Dahoméens. Ils ajoutent que des Anglais en ont fait autant et que des maisons françaises elles-mêmes pratiquaient le même genre de commerce sur la côte.

La *Kölnische Zeitung* mentionnait même les deux maisons Mante frères et Fabre comme ayant pris à ce commerce une part plus considérable que la maison allemande Gædelt. Les maisons françaises incriminées n'ont pas tardé à répondre à cette accusation. « Nous affirmons, » a écrit au *Temps* M. Cyprien Fabre, « que nous n'avons jamais, à aucune époque, vendu un seul fusil perfectionné, ni un canon, ni une seule cartouche au Dahomey, ni sur aucun autre point de la côte d'Afrique. Les vendeurs de fusils, canons et munitions perfectionnés sont les Allemands de Whydah, principalement la maison Wolbert et Brohm. C'est un Allemand du nom de Richter qui a appris aux Dahoméens à en user et qui a enseigné aux troupes de Behanzin la tactique militaire. »

Il importe que toutes les puissances européennes exécutent avec soin les dispositions de l'Acte de Bruxelles relatives aux armes et aux munitions. C'est l'introduction des armes, dit la *Politique coloniale*, qui facilite la traite et qui entrave les succès de la colonisation européenne. Les intérêts de quelques marchands doivent peser bien peu dans la balance en comparaison de ceux de l'humanité et de la civilisation! Toutes les puissances sont solidaires à cet égard; les ennemis de l'une pourraient bien devenir le lendemain les ennemis d'une autre, et les échecs qu'éprouve l'une d'elles peuvent avoir au loin un retentissement fâcheux pour ceux-là même qui auraient l'imprudent égoïsme de s'en réjouir. Il n'est pas de mesure dont la stricte observation s'impose davantage que celle des articles 8 et 9 de l'Acte général de Bruxelles; il n'en est pas qui ait été plus souvent violée depuis quelques mois.

EXPEDITION VAN KERCKHOVEN

D'APRÈS LE *Times* ET LES JOURNAUX BELGES

Nous disions dans notre dernier numéro (p. 302) que nous reviendrions sur cette expédition, à l'occasion de laquelle le *Times* et les journaux belges mentionnaient des négociations entre l'État du Congo et le gouvernement du marquis de Salisbury, qui, jusqu'ici, n'avaient pas été communiquées au public. Dès le 11 septembre le *Times* prêtant, tout-à-fait gratuitement, à Savorgnan de Brazza et à la France, l'intention d'occuper

Wadelaï et la région du Haut-Nil avant l'Angleterre, donnait à entendre que, pour déjouer ce projet, la Grande-Bretagne pourrait bien charger, moyennant compensation, l'État du Congo de faire occuper provisoirement pour elle les territoires en question par l'expédition Van Kerckhoven qui marchait dans cette direction.

Sur ces entrefaites, le *Mouvement géographique* annonça l'arrivée de M. Van Kerckhoven à Wadelaï, ajoutant qu'il avait récolté pour l'État du Congo d'immenses quantités d'ivoire, ce qui faisait supposer qu'un des buts de cette incursion hors des frontières de l'État libre était de recueillir l'ivoire abandonné par Émin pacha à Wadelaï, il y a trois ans. Rapprochée de l'article du *Times*, cette nouvelle pouvait signifier aussi que l'expédition Van Kerckhoven allait occuper le Haut-Nil pour l'Angleterre en vertu d'une entente destinée à déjouer des visées françaises.

La nouvelle de l'arrivée de l'expédition congolaise à Wadelaï avait à peine paru, que l'administration du Congo déclara n'en « avoir reçu aucune confirmation, » ajoutant qu'aux dernières nouvelles l'expédition était seulement arrivée chez les Mombouttous.

Ainsi s'engagea une polémique encore pendante à laquelle se rattachent les documents suivants. Il s'agit d'abord d'un télégramme de Bruxelles adressé au *Times* et d'un nouvel article très ambigu que publia le même journal, sans tenir le moindre compte de la rectification de l'État du Congo. Le télégramme de Bruxelles était ainsi conçu :

Bruxelles, 18 septembre.

« Je vous ai déjà informé que M. Van Kerckhoven est arrivé à Wadelaï avec des forces suffisantes pour lui permettre d'occuper une forte position sur la rive gauche du Nil. Quant à savoir s'il est en droit de le faire et à qui appartient réellement cet ancien domaine de l'Égypte, ce sont là deux questions à examiner. Une convention conclue entre l'Allemagne et l'Angleterre a assigné ce territoire à l'Angleterre; mais si celle-ci abandonne l'Ou-Ganda, le territoire de Wadelaï et toute la région qui relie le Haut-Nil, la région des lacs tombera forcément aux mains du premier occupant. Depuis longtemps, le roi des Belges a nourri le dessein d'étendre son domaine du Congo jusqu'au 29° de longitude Est de Greenwich et au 5° de latitude Nord, afin d'obtenir comme frontière le thalweg de l'Albert-Nyanza et du Nil jusqu'à Lado. Ses possessions auraient ainsi deux débouchés commerciaux — l'un par le Congo, l'autre par le Nil. Des propositions tendant à un arrangement de ce genre ont été faites depuis longtemps au Foreign Office, mais jusqu'à présent sans résultat. Les événements qui

viennent de s'accomplir dans l'Ou-Ganda, et par dessus tout les visées de la France et son désir de s'emparer du Soudan par la route de l'Oubangi et de ses affluents, obligeront l'Angleterre à se prononcer. C'est particulièrement à ce point de vue que l'occupation de Waledai par un agent du Congo belge constitue un événement de haute importance. »

L'article dont le *Times* accompagnait cette dépêche était non moins curieux. L'organe de la Cité commençait par émettre l'avis que la grande entreprise de l'État du Congo ne paraissait pas tenir les promesses de ses commencements, « si l'on en juge, » disait le journal, « par des renseignements authentiques qui ne sont pas encore mûrs pour la publicité. » Puis, comme si la nouvelle de l'arrivée de M. Van Kerckhoven à Waledai ne faisait pas plus de doute pour lui que pour son correspondant bruxellois, le *Times* déclarait que ladite nouvelle appelait l'attention immédiate du cabinet britannique. Ici nous citons textuellement :

« On dit que les forces de M. Van Kerckhoven s'élèvent à 1,000 hommes. Nous apprenons de bonne source que le chiffre de 5,000 serait beaucoup plus près de la vérité ; que l'expédition est bien armée et qu'elle traîne à sa suite vingt bateaux appropriés à la navigation fluviale. Cette expédition est en route depuis dix-huit mois environ. Elle a pris la voie du Haut-Ouellé et a sans doute fait œuvre importante au point de vue de l'exploration. Elle a établi des stations au delà des limites territoriales communément assignées à l'État libre, dans le Nord. Elle a recueilli de vastes provisions d'ivoire — on ne nous dit pas par quels moyens.

« Nous avons plus d'une fois appelé l'attention sur la présence de ces formidables forces dans la région située entre l'Ouellé et le lac Albert. C'est la région qui, en tant qu'elle se prolonge au Nord du 4^e de latitude, est en litige entre l'État du Congo et la France. On nous dit que M. de Brazza marche vers l'Est vers ce même territoire, afin d'y établir ce qu'il envisage comme les droits de la France. D'autre part, l'État libre soutient que la France n'a pas le droit d'empiéter au-delà du 17^e Est de Greenwich, ou tout au moins au delà du cours septentrional et méridional de l'Oubangi. Mais nous pouvons laisser la France et l'État libre régler entre eux ce litige.

« Ce qui nous intéresse, nous, dans la nouvelle de la marche de M. Van Kerckhoven, c'est qu'il est maintenant installé sur un territoire appartenant clairement à la sphère d'influence britannique. Aux termes de l'accord anglo-allemand de 1890, cette sphère comprend tout le Haut Nil et, comme on le sait, le capitaine Lugard a récemment fait tout son possible pour l'occuper effectivement.

« Pour des raisons bien connues, l'officier anglais a été contraint, toutefois, de suspendre ses opérations, bien que ses lieutenants occupent les postes qu'il a établis. Il est presque impossible de croire qu'une puissance amie, telle que la France ou la Belgique, abuserait de cette situation pour s'introduire dans une sphère d'action qui a été virtuellement reconnue à l'Angleterre. Il est vrai que ni la France, ni la Belgique, n'a été partie contractante dans l'accord anglo-allemand; mais ignorer pareil accord serait une politique dangereuse, et si toutes les puissances ayant des intérêts en Afrique suivaient pareille politique, l'anarchie en serait le résultat, l'Acte de Berlin deviendrait lettre morte. Nous sommes donc obligés de croire soit que M. Van Kerckhoven s'est installé dans la sphère d'influence anglaise sans l'autorisation du souverain de l'État libre, soit qu'il l'a fait avec le consentement de son souverain, comme acte d'amitié envers le gouvernement britannique.

« Malheureusement, la situation se complique d'un accord conclu, il y a deux ans, entre le souverain du Congo et la Compagnie anglaise de l'Est africain (représentée par son président), accord en vertu duquel celle-ci se déclarait prête à céder ses droits sur le Haut-Nil à l'État du Congo. Pareil accord est nul et non avenue, sans le consentement du gouvernement anglais.

« En fait, une active correspondance se poursuit depuis plusieurs mois entre notre Foreign Office et le souverain de l'État libre, relativement aux desseins de M. Van Kerckhoven. Lord Salisbury a intimé catégoriquement et clairement qu'il ne consentirait à la cession d'aucun territoire reconnu par le traité anglo-allemand, comme appartenant à la sphère d'action anglaise. Nous avons lieu de croire que le souverain de l'État libre a déclaré que l'annexion n'était pas le but de l'expédition; qu'il agissait en ami de l'Angleterre, dont il prisait l'amitié au-dessus de tout; que son seul objectif était de prendre possession du territoire situé à l'Ouest de l'Albert-Nyanza et du Haut-Nil, afin de pouvoir faire office de bouclier ou de tampon contre les desseins de la France. Que la France ait des desseins contre la sphère d'action reconnue à l'Angleterre — la chose est à peine croyable. Si l'expédition Van Kerckhoven a pris position dans cette sphère avec l'assentiment du Foreign Office, et dans l'intérêt de l'Angleterre, le Foreign Office saura ce qu'il a à faire. Si le mouvement a été spontané et non concerté avec nous et si on voulait, comme la chose est possible, en faire un prétexte pour demander une forte compensation pécuniaire, nous pouvons être assurés que Lord Rosebery adordera la question dans le même esprit qu'y eût apporté Lord Salisbury.

« Il convient d'insister sur un point : le Haut-Nil et l'Albert-Nyanza ne peuvent être incorporés dans l'État du Congo, et toute tentative de la part de cet État dans ce sens serait accueillie dans notre pays comme un acte d'hostilité. Alors qu'il y a un si grand parti à tirer légitimement de l'énorme territoire de l'État libre, et alors qu'une vaste rébellion contre l'autorité européenne paraît imminente, il semble fâcheux que les ressources disponibles soient employées à troubler la sphère d'autres puissances ; mais peut-être ce mouvement peut-il s'expliquer et s'excuser par l'attitude agressive de la France. Il se peut, il est même probable que l'État du Congo désire simplement empêcher la France d'intercaler un morceau de territoire français entre le Congo et la sphère d'influence anglaise sur le Nil. »

Après la lecture de cet article du *Times*, la Direction de l'*Indépendance belge* alla interroger un des principaux fonctionnaires de l'État du Congo et lui demanda si les instructions données à l'expédition Van Kerckhoven l'autorisaient à aller occuper Wadelai. Le fonctionnaire susmentionné déclara catégoriquement que non. Il ajouta que, dans ses dernières lettres, M. Van Kerckhoven ne manifestait nullement l'intention de tenter pareille expédition. Ainsi que l'État l'avait annoncé dans son communiqué, la dernière dépêche de M. Van Kerckhoven, reçue quelques jours auparavant, avait apporté la nouvelle de la création d'un poste dans le pays des Mombouttous. En résumé, le fonctionnaire de l'État libre pensait que la nouvelle de l'arrivée de M. Van Kerckhoven à Wadelai était une conjecture qui n'avait aucun fondement positif. En outre, ajoutait-il, les forces dont dispose l'expédition Van Kerckhoven ne sont pas aussi importantes que le prétend le *Times*. Elle ne se composeraient que de 600 hommes. On oublie trop facilement à Londres que la force armée de l'État ne comprend pas plus de 3000 hommes.

Sur les négociations entre l'État et l'Angleterre auxquelles le *Times* avait fait allusion, le fonctionnaire interrogé préféra ne pas se prononcer.

Interrogé à son tour par la Rédaction de l'*Indépendance belge*, M. Wauters, directeur du *Mouvement géographique*, éditeur responsable de la nouvelle de l'arrivée de M. Van Kerckhoven à Wadelai, répondit à la question : Êtes vous certain du bien fondé de votre nouvelle ?

— Je la maintiens, elle provient d'une source compétente et sûre, — d'une personne connue qui est à même d'être bien renseignée. La nouvelle me vient du territoire du Congo.

Le communiqué par lequel l'État libre avait répondu à sa nouvelle fut alors rappelé à M. Wauters.

— Ce communiqué, dit-il, n'infirme pas mon information. Étant donné que M. Van Kerckhoven venait de l'Itimbiri, il a dû passer par le pays des Mombouttous pour se rendre à Wadelai. Les limites orientales de ce pays se trouvent à 150 ou 200 kilomètres à peine de la capitale de l'ancienne province d'Emin pacha. Il se peut, comme le communiqué de l'État le déclare, que M. Van Kerckhoven ait établi un poste chez les Mombouttous. Cela fait, il aura continué sa route vers l'Est.

Celui de mes correspondants qui m'a annoncé l'arrivée de l'expédition à Wadelai, m'a appris aussi que Van Kerckhoven disposait de 1000 fusils. Je souligne *1000 fusils*, ce qui peut ne pas représenter l'effectif total de l'expédition, en hommes. Au surplus, Van Kerckhoven a pu, dans ses différentes étapes, détacher une partie de ses forces pour assurer ses communications.

— Et d'après vous, quel serait le mobile de la marche de l'expédition sur Wadelai?

— Pour moi, c'est un mobile avant tout commercial. Cet intérêt est suffisamment grand pour tout expliquer. De l'avis de tous les voyageurs, le pays parcouru par Van Kerckhoven est extraordinairement riche en ivoire. Junker, l'explorateur russe, le dernier Européen qui ait visité ces contrées, m'a déclaré à moi-même qu'il n'avait vu nulle part en Afrique des stocks d'ivoire aussi considérables que sur les bords de l'Ouellé. Les Arabes connaissent également la richesse de ce pays et le parcourent, opérant pour le compte de Rachid, de Sefou et de Mounié Moarra. C'est cette concurrence de Van Kerckhoven aux trafiquants arabes du Loualaba qui a été la cause principale du récent soulèvement.

Au point de vue politique, M. Wauters ne se prononça pas plus que le premier interlocuteur. Il préférerait ne se livrer à cet égard à aucune conjecture ou appréciation.

Toute cette affaire restait enveloppée d'une incertitude et d'un mystère dont la Rédaction de l'*Indépendance belge* devait chercher à fournir l'explication.

En France on ne considérait pas l'occupation de Wadelai par l'expédition Van Kerckhoven comme invraisemblable; l'on pensait généralement que s'il était vrai que M. Van Kerckhoven eût poussé jusqu'à l'ancienne province d'Emin pacha, il ne l'avait point fait *proprio motu*, sans autorisation de son gouvernement.

Toutefois l'idée d'une conquête de Wadelai par M. Van Kerckhoven, pour le compte de l'État du Congo, ne rencontrait guère créance. D'autant qu'un agrandissement territorial de l'État indépendant du Congo au

delà des limites que lui a assignées l'Acte général de la conférence de Berlin pourrait entraîner des conséquences diplomatiques par le fait même qu'il serait en contradiction avec les décisions du concert européen. S'il s'agissait uniquement d'un service rendu par l'État libre à l'Angleterre, sans arrière-pensée de compensation territoriale, ce serait, sans doute, uniquement affaire entre l'État et ses obligés anglais; une extension des frontières de l'État libre pourrait au contraire ne pas laisser les tierces puissances indifférentes.

Ce qui est certain, d'après les renseignements recueillis par l'*Indépendance belge*, c'est que le *Times* avait dit vrai en parlant d'un échange actif de correspondance plus ou moins officieuse entre l'État du Congo et le Foreign Office. Il n'y avait pas de doute à cet égard, un échange de vues plus ou moins officieux avait eu lieu.

Il ne pouvait porter, dans tous les cas, sur l'éventualité d'une entreprise de M. de Brazza du côté de Wadelai, entreprise invoquée par le *Times*, comme argument en faveur d'une occupation aussi prompte que possible de l'Afrique équatoriale, soit par personne interposée (expédition Van Kerckhoven), soit par l'Angleterre directement. En France, on qualifiait d'absurdes les visées prêtées sur cette partie du Soudan à M. de Brazza, actuellement sur la Sangha, affluent du Congo, à 900 ou 1000 kilomètres de la région en question; étant donnés ses instructions et son programme, le commissaire du Congo français est à cent lieues de penser seulement à semblable aventure.

Le *Times* lui-même déclarait « à peine croyables » les visées de la France sur Wadelai, visées qu'il agitait, cependant, aux yeux des Anglais comme un argument en faveur de l'occupation immédiate de Wadelai. Apparemment, le *Times* n'avait pas la naïveté de croire à l'éventualité dont il faisait un épouvantail.

On peut supposer qu'il prêtait des projets à la France sur Wadelai par une simple habileté de tactique. Personne n'a oublié la pression exercée, il y a quelque temps, par ce grand journal et ses amis de l'Imperial British East African Company pour arracher au Parlement des subsides en faveur de l'étude du tracé du chemin de fer destiné à relier les possessions côtières de l'Angleterre dans l'Afrique orientale au lac Victoria. Société anti-esclavagiste et missions évangéliques anglaises seraient profondément navrées d'avoir à abandonner l'Ou-Ganda et de ne pouvoir étendre leur activité jusqu'à la limite de la sphère d'action reconnue à l'Angleterre, soit la frontière orientale de l'État du Congo. On sait l'activité qu'elles déploient pour réagir contre le projet de la susdite Compa-

gnie d'abandonner ce pays et de se rabattre sur la côte. Peut-être, de concert avec la Compagnie elle-même, agitent-elles le spectre d'une concurrence française, voire belge, à Wadelai, pour forcer la main au cabinet Gladstone et au nouveau Parlement britannique, en d'autres termes pour en obtenir un appui financier ou militaire que lord Rosebery et la Chambre issue des élections de juillet semblent peu disposés à leur prêter sans de puissantes raisons. Mais, nous l'avons dit, la Direction de l'*Indépendance belge* se devait à elle-même de chercher l'explication du mystère dont restaient entourés les rapports entre le gouvernement de l'État du Congo et celui de la Grande Bretagne. Elle ne tarda pas à recevoir de son correspondant de Londres, la dépêche suivante dont personne ne méconnaîtra l'importance :

« Des renseignements puisés aux sources les plus sûres me permettent de vous faire connaître l'exacte vérité sur ce qui s'est passé entre l'État du Congo et l'Angleterre au sujet d'une occupation éventuelle de Wadelai.

« Il y a deux ans, comme le *Times* l'a annoncé, la Compagnie anglaise de l'Est africain passait avec l'État du Congo un contrat cédant à celui-ci toute la partie de sa sphère d'action s'étendant sur la rive gauche du Nil, — au besoin jusqu'à Lado.

« L'État du Congo étant, toutefois, désireux de ne contrarier en rien les projets du gouvernement britannique, subordonna la mise à exécution de ce contrat à l'approbation du gouvernement de Londres.

« Il soumit donc le traité à lord Salisbury. Celui-ci, après l'avoir examiné de très près, adressa à l'État du Congo une lettre déclarant que cet arrangement ne lui paraissait présenter aucun inconvénient.

« C'est sur ces entrefaites que l'expédition Van Kerckhoven prit la route de l'Ouellé, avec mission de chasser les razzieurs d'esclaves et d'ivoire et les madhistes soudanais opérant dans le nord-est de l'État du Congo et jusqu'à la région des lacs équatoriaux.

« Les instructions du commandant Van Kerckhoven ne lui prescrivaient pas de pousser jusqu'à Wadelai et Lado. Mais elles ne le lui interdisaient pas davantage : 1^o parce que le traité conclu avec la Compagnie anglaise de l'Est africain, avec l'approbation de lord Salisbury, autorisait pareille marche en avant ; 2^o parce que l'État du Congo ne pouvait tracer une limite arbitraire à l'action d'une expédition qui, pour débarrasser la région de l'Ouellé des razzieurs d'esclaves et d'ivoire, pouvait avoir à les poursuivre et à les refouler bien au delà des limites géographiques de l'État du Congo ; 3^o parce que, en attendant l'occupation effective de l'Equatoria par l'Angleterre, une occupation provisoire de ce territoire,

par les forces d'une tierce puissance, agissant dans l'intérêt général de la civilisation, ne semblait pouvoir soulever aucune objection.

« Donc, l'expédition Van Kerckhoven poursuit sa marche sur l'Ouellé, libre, d'après ses instructions, de pousser ou de ne pas pousser jusqu'à la région des lacs. Et elle devait être loin, très loin déjà, lorsque, il y a quelques mois, peu avant les élections anglaises où lord Salisbury succomba, un brusque revirement se produisit dans l'attitude du chef du Foreign Office.

« Lord Salisbury fit savoir à l'État du Congo que la lettre par laquelle il avait approuvé le contrat conclu par l'État indépendant avec la Compagnie anglaise de l'Est africain n'avait été que l'expression de son sentiment personnel!!

« Elle n'avait pas, disait-il, l'approbation de ses collègues du cabinet et dès lors l'État du Congo devait la considérer comme nulle et non avenue. Il y eut alors entre l'État indépendant et le Foreign Office un échange de correspondance assez vif, presque aigre, — ce qui se comprend sans peine, vu l'étrangeté du procédé du chef du ministère anglais — la conclusion en fut que le cabinet Salisbury s'opposait à l'occupation de Wadelaï ou d'une partie quelconque de la sphère d'action anglaise.

« Cet historique, dont je vous garantis l'absolue authenticité, permettra d'apprécier exactement l'état actuel de la question.

« L'expédition Van Kerckhoven avance probablement dans la direction de Wadelaï, sans que l'État du Congo, qui ne pouvait prévoir le revirement tardif de lord Salisbury, ait pu lui faire parvenir, à l'immense distance où il opère, des instructions le rappelant en deçà des limites *géographiques* de l'État libre. Il se peut donc que nous recevions d'un jour à l'autre confirmation officielle de l'arrivée de l'expédition à Wadelaï, malgré la défense venue après coup, faite par l'Angleterre à l'État indépendant, d'empiéter sur ce territoire. Il convient, toutefois, de rappeler que cette défense fut formulée par le cabinet Salisbury qui a fait place au cabinet Gladstone. Toute la question est de savoir si celui-ci envisagera la situation au même point de vue que son prédécesseur. »

Après la publication de la rectification fournie par l'État du Congo, le *Times* publia un nouvel article dont voici la substance :

Le gouvernement du Congo a raison de nier qu'il ait donné l'ordre à l'expédition Van Kerckhoven d'aller à Wadelaï. Il lui a donné ordre de pousser bien plus loin que Wadelaï, d'aller jusqu'à Lado, c'est-à-dire dans une localité située à 300 milles au delà de Wadelaï et qui fait encore bien plus manifestement partie que Wadelaï de la sphère d'influence anglaise. Peu importe d'ailleurs que l'expédition Van Kerckhoven ait

déjà franchi les limites de la sphère britannique. Le souverain de l'État libre avoue franchement qu'il est extrêmement désireux d'établir des stations sur le Haut-Nil, bien qu'il ait été instamment invité par le gouvernement anglais à n'en rien faire. Sa Majesté assure qu'elle désire occuper cette région dans l'intérêt de l'Angleterre pour empêcher toute autre puissance d'y devancer les Anglais. Personne ne doute des bonnes intentions de Sa Majesté, bien que les agissements de ses agents au Congo aient créé, au point de vue commercial, de grands et légitimes mécontentements en Belgique, mais nous ne pouvons oublier que dans certaines éventualités la France devient l'héritière de l'État libre, et que si celui-ci s'établissait sur le Haut-Nil, il pourrait s'en suivre, pour cette raison, des complications que l'Angleterre doit éviter à tout prix.

Et le *Times* concluait que l'État britannique devait se substituer à la Compagnie anglaise de l'Est africain et occuper tout le territoire reconnu comme sphère d'action britannique jusqu'au Nil supérieur.

A la dernière heure, nous apprenons que le *Times*, dans un nouvel article sur la politique coloniale, attribue maintenant à la France le désir de contracter alliance avec l'État du Congo, afin de s'assurer le concours de l'expédition Van Kerckhoven pour établir l'influence française sur le Bahr-el-Ghazal, le bras occidental du Haut-Nil, que l'organe de la Cité déclare appartenir à la sphère d'influence britannique. Il exprime toutefois la conviction que l'État du Congo, très soucieux de ses bonnes relations avec l'Angleterre n'accèdera pas à ce désir. Il va sans dire que nous laissons au *Times* toute la responsabilité de cette hypothèse qui nous paraît absolument fantaisiste.

BIBLIOGRAPHIE ¹

R. N. Cust. L. L. D. THE ETHICS OF AFRICAN GEOGRAPHICAL EXPLORY. London, 1892, in-8°, 17 p. Ceux de nos lecteurs qui estiment, avec nous, que la première condition à remplir par ceux qui prétendent travailler à la civilisation de l'Afrique, c'est de ne pas faire aux indigènes ce qu'eux-mêmes, voyageurs, commerçants, philanthropes, missionnaires, ne voudraient pas qu'il leur fût fait, seront reconnaissants envers l'auteur de l'hommage qu'il veut bien leur faire de sa brochure par notre entremise.

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

Dans ces quelques pages, M. Cust, ému de pitié pour les noirs que l'on pille et que l'on fusille sans merci, a relevé la série d'actes commis contre la morale la plus élémentaire par les directeurs des deux expéditions, l'une anglaise, l'autre allemande, organisées en 1887-1888, pour porter secours à Émin pacha. Nous savons que, pour certains géographes, ces actes, dits de vigueur, ont été rendus absolument nécessaires par la nature barbare des populations auxquelles Stanley et le Dr Peters ont eu à faire. Au risque de passer pour des philanthropes en chambre, nous tenons à dire que nous nous associons de tout notre cœur aux protestations indignées de M. Cust contre les vols à main armée, les meurtres, les procédés incendiaires signalés par lui dans les volumes dus à la plume des directeurs eux-mêmes de ces expéditions. Bien loin qu'une soi-disant nécessité les justifie, l'expérience d'explorateurs comme Burton, Livingston, Cameron, Junker, dont les mains n'ont jamais été souillées de sang ni de rapine, condamne les procédés de ceux qui, sans mission d'aucun souverain européen ou africain, ont pénétré jusqu'au cœur du continent noir en pillant, tuant et commettant toutes sortes d'outrages. « Il n'est nullement nécessaire pour un explorateur africain, » disait le Dr Junker, qui avait passé une dizaine d'années au milieu des cannibales Niams-Niams et Momboutou, « de tuer les gens, à droite ou à gauche, comme un conquérant dans un pays ennemi. Je n'ai jamais tué personne; généralement, je voyageais sans armes, et cependant j'ai accompli ce que je me proposais de faire. » Et tout récemment, dans la Chambre des Communes, Sir William Harcourt, n'a pas craint de flétrir comme illégal, tout acte de violence commis par les Anglais contre les indigènes. « Quand nous leur prenions un acre de terre, nous commettions un vol à main armée; quand nous tuions un indigène, nous commettions un meurtre; car nous n'avions ni droit ni autorité sur ces hommes ni sur leur pays. » Si les organisateurs d'expéditions africaines ne veulent pas imposer à leurs agents le devoir de s'abstenir d'actes de violence envers les noirs, il importe que l'opinion publique se prononce hautement, pour leur faire comprendre que quelles que soient les ovations qui puissent les attendre à leur retour en Europe, il y a des taches que la gloire ne peut effacer; comme l'a dit le poète : la gloire efface tout;tout, excepté le crime.

Otto Freitag. ZEHN JAHRE IM DUNKLEN AFRICA. Reiseabenteuer eines deutschen Arztes und einer jungen Dame unter den Negerstämmen des schwarzen Erdtheils. Dresden. (H.-G. Münchmeyer), 1892, in-18, 8 Bändchen, illust. und Karten, m. 8.

Voilà une œuvre de vulgarisation destinée à faire connaître le bassin

du Nil, sa configuration et ses peuples. Rien n'y manque: description des ruines de l'antique Égypte, des cataractes du Nil moyen, des affluents et des lacs du Haut-Nil, récit de chasses extraordinaires, de luttes contre les nègres, de razzias d'esclaves; tout ce qui fait la caractéristique de cette région de l'Afrique est passé en revue; le style est simple et facile. Trois petites cartes guident le lecteur. Des illustrations répandues à profusion, mais malheureusement un peu noires, reproduisent les scènes racontées dans les narrations et permettent de les suivre sans peine.

C. Keller. NEUE AFRIKAFAHRTEN. Zürich (Zürcher und Furrer), 1892, in-18°, 67 p. Le voyageur suisse C. Keller, dont les explorations dans la région de la mer Rouge sont connues, a publié cette brochure en réunissant les articles qu'il a fait paraître dans la « Nouvelle Gazette de Zurich ». Elle est consacrée à un voyage accompli en 1891 sur la côte méridionale du golfe d'Aden, à Berbéra et dans l'intérieur du pays des Sômal jusqu'à la partie septentrionale du pays d'Ogaden. On connaît la manière d'écrire du voyageur. C'est un style clair que l'on suit sans fatigue. Sa narration fort bien conduite se lit avec un grand intérêt. Le voyage sur mer, le séjour à Aden et à Berbéra, l'expédition dans l'intérieur se déroulent successivement avec leurs incidents; les renseignements scientifiques fort bien exposés abondent.

A NOS LECTEURS

L'abondance des matières nous impose l'obligation d'ajourner à notre numéro de décembre la suite de notre étude sur la *Compagnie de l'Est africain dans l'Ou-Ganda*, d'après les documents anglais. Pendant le mois d'octobre, il n'y a presque pas eu de jour qui ne nous en ait apporté un nouveau. Ancien ministre, évêques protestants, sociétés missionnaires, philanthropiques, commerciales, tous semblent rivaliser d'ardeur pour imposer au gouvernement actuel le maintien de l'occupation de l'Ou-Ganda. Voudraient-ils rendre le peuple anglais tout entier et S. M. la reine de la Grande-Bretagne solidaires des procédés des capitaines Lugard et Williams à l'égard des Ba-Ganda? Les traités conclus par ces officiers avec le roi Mouanga, sont, dans beaucoup de leurs articles, en contradiction avec les principes du droit international; en outre — nous le montrerons prochainement — ils ont été appliqués contrairement aux dispositions de la Charte octroyée par le gouvernement de la reine Victoria, dispositions auxquelles la susdite Compagnie était tenue de se conformer, sous peine d'être déclarée déchue de tous ses privilèges. La nation anglaise voudra-t-elle assumer la responsabilité des actes d'agents d'une Compagnie privée, et de la violation d'engagements solennels pris à Berlin par les plénipotentiaires de la Grande Bretagne envers toutes les puissances civilisées? Un prochain avenir nous l'apprendra.

BULLETIN MENSUEL (5 décembre 1892¹).

Depuis 1862, époque à laquelle une mission de Touareg vint à **Alger** et en France, aucun représentant de ce peuple n'avait été amené dans la colonie française autrement qu'en captivité. Nos lecteurs se rappellent les Touareg prisonniers à Alger en 1889, amenés à Paris lors de l'Exposition universelle, et dont l'un, Ischekhad, fut attaché à l'expédition Crampel, qu'il trahit peut-être. Depuis le massacre de la mission Flatters, pour la première fois, des relations officielles viennent d'être nouées entre les populations touareg et les autorités françaises. Les derniers voyages de M. Foureau et de M. Méry dans l'extrême Sud constantinois avaient pour but de sonder le terrain et de voir s'il était possible de ramener la paix dans la partie du désert qui s'étend au Sud de l'Algérie. Il semble que les Touareg aient voulu montrer qu'ils étaient disposés à s'entendre avec les Français. Une députation de neuf guerriers, avec lances, poignards et boucliers, accompagnés de Si-el-Aroussi, membre influent des Tedjanias, est arrivée à Biskra; ils étaient montés sur des meharis, mais de là, le chemin de fer les a amenés rapidement à Alger, où M. Cambon, gouverneur général, les a reçus dans le palais d'été de Mustapha. Complètement voilés de noir, avec leurs costumes bleus et rouges rayés de bandes blanches, la lance dans la main droite, la gauche sur la poignée de l'épée, ils se sont avancés à la file avec une démarche cadencée et solennelle jusque dans la cour. Le gouverneur leur a exprimé son intention de faciliter les relations entre leur pays et l'Algérie, et son espoir de les voir faire bon accueil aux Français qui iront chez eux faire du commerce. On fonde en effet de grandes espérances sur la démarche de cette mission. C'est une erreur, dit le *Temps*, de penser que pour franchir le Sahara et joindre commercialement l'Algérie au Soudan central, il faut conquérir les tribus sahariennes. Le seul moyen pratique serait de solidariser les intérêts des nomades avec ceux des Algériens. Ces populations vivaient autrefois du trafic des caravanes. Mais depuis la suppression de l'esclavage en Algérie, le commerce soudanais a perdu beaucoup de son importance. Les caravanes de la Tripolitaine et du

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

Maroc ont également diminué ; de là une crise dans la vie économique des populations sahariennes. Les projets de chemins de fer transsahariens devaient encore accentuer cette crise, et il est vraisemblable que le complot des Touareg contre la mission Flatters a eu pour cause la crainte que leur inspirait le chemin de fer. Sans renoncer aux projets de voies ferrées entre l'Algérie et le Niger, il faut essayer de faire revenir les Touareg de leurs appréhensions et leur montrer que l'on peut, en nouant des relations commerciales régulières entre l'Algérie et les royaumes de Sokoto, de Bornou et de Kanem, donner des éléments à leur activité.

Le consul de France à **Tripoli** a transmis au ministre des affaires étrangères, un télégramme du commandant **Monteil**, arrivé le 17 octobre dans le Fezzan ; on n'avait plus de nouvelles de lui depuis le 6 janvier.

« Je suis entré aujourd'hui », portait la dépêche, « sur le territoire de Fezzan par Tedjerri, venant de Kouka. Parti de Kano le 14 février, je suis arrivé le 10 avril à Kouka, où l'accueil a été excellent. Je suis parti de Kouka avec un guide du cheikh, chargé de m'accompagner jusqu'à Mourzouk. Je suis arrivé le 12 septembre à Kaour, d'où je suis parti le 29 septembre pour Tedjerri. Aucun autre incident que de nombreuses pertes de chameaux. Je compte être à Mourzouk vers le 25 et n'y rester que le temps strictement nécessaire pour organiser mon départ pour Tripoli. Badaire a admirablement supporté toutes les fatigues ; mon personnel est toujours le même, moins deux hommes partis à Kouka. »

Nos lecteurs se rappellent que le commandant Monteil avait été chargé par M. Etienne, sous-secrétaire des colonies, de faire un voyage de reconnaissance du Soudan central, rendu nécessaire par la convention franco-anglaise du 5 août 1890. Après les explorations de Barth, de Rohlf's et de Nachtigal, le voyage du commandant Monteil est le plus important qui ait été fait dans cette région. Parti de France le 20 septembre 1890, il arrivait en novembre à San, ville considérable sur le Mayel Balevel, où il conclut un traité de protectorat. De là, il se dirigea sur Sikasso, capitale de Tiéba, allié de la France. Il passa ensuite à Saï, où il conclut également un traité de protectorat. C'est là qu'il franchit le Niger pour s'engager dans les états musulmans du Soudan central. L'accueil qu'il reçut à Kano, une des capitales du Sokoto, pouvait déjà faire espérer que sa mission réussirait. Grâce à la bienveillance du sultan de Sokoto, qui le retint six semaines dans sa résidence, il put se rendre à Kouka, capitale du Bornou, qu'il atteignit en deux mois et où il résida quatre mois. Après l'échec de la mission Mac Kintosh, agent de la Royal

Niger Company, l'accueil fait par le cheikh de Kouka au voyageur français peut faire espérer que de bonnes relations commerciales s'établiront de ce point du lac Tchad avec les populations placées dans la sphère d'influence française. Le retour du Bornou s'est fait par la route des caravanes de la Tripolitaine. Le cheikh de Kouka a fait accompagner le commandant Monteil jusqu'à Mourzouk, capitale du Fezzan. Là il était sous la protection des autorités turques, qui avaient ordre de lui faire le meilleur accueil.

On ne peut pas penser qu'il soit en France avant la première quinzaine de décembre. Les dépêches qu'il a envoyées sont datées de l'oasis de Tedjerri, 17 octobre. De Tedjerri à Mourzouk, il y a 250 kilomètres environ, que le commandant comptait franchir en huit jours. De Mourzouk à Tripoli on compte 900 kilomètres par la route de Sokna que Barth, Nachtigal et Vogel ont suivie. Or, Barth, qui a passé à Tedjerri le 6 juillet 1855, a mis effectivement huit jours pour se rendre de cette oasis à Mourzouk. Il resta une semaine dans la capitale du Fezzan, le temps d'organiser sa caravane, et ce fut le 20 juillet qu'il se mit en route pour Sokna, oasis située à moitié chemin de Tripoli où il passa douze jours. Le 28 août il arriva à Tripoli, ayant mis ainsi cinq semaines pour venir de Mourzouk.

On peut donc espérer que, si le commandant Monteil est contraint de s'arrêter quelques jours à Sokna, arrêt presque obligé des caravanes, il sera à Tripoli dans les premiers jours du mois de décembre.

La *Dépêche tunisienne* a reçu une correspondance de Tripoli disant que le bruit court avec persistance, en Tripolitaine, parmi les indigènes, que les deux Français signalés comme faisant partie d'une caravane venant du centre de l'Afrique et se dirigeant sur Tripoli, seraient accompagnés par le fils du sultan du Bornou.

Les journaux français ont publié une dépêche d'Aden, d'après laquelle le roi d'**Abyssinie** a fait verser entre les mains du consul d'Italie à Aden un acompte de 34,480 thalaris pour le remboursement de l'emprunt contracté en Italie. Jusqu'ici les versements faits à titre d'extinction de la dette s'élèvent à 318, 223 thalaris. D'après les renseignements qui parviennent du Choa, la situation des colons italiens y deviendrait de plus en plus difficile. Ménélick aurait montré une grande habileté commerciale en accaparant le trafic de l'ivoire et des essences précieuses qu'achetaient les Italiens; à cet effet, il a envoyé des agents dévoués au devant des caravanes venant de l'intérieur et leur a acheté tous leurs chargements, ensorte qu'à leur arrivée au Choa, ces caravanes n'avaient

plus rien à vendre. Les Italiens ont compris qu'ils n'avaient plus rien à faire au Choa et la plupart d'entre eux ont quitté le pays.

Le *Bulletin* du Comité de l'Afrique française a reçu du capitaine Camperio une lettre renfermant, sur les hauts plateaux de l'**Erythrée**, des informations intéressantes dont nous extrayons ce qui suit. Le gouverneur actuel, le colonel Barattieri, vice-président de la Société de géographie de Rome, a donné à la colonisation italienne une nouvelle impulsion au point de vue agricole en y attirant des jeunes gens désireux de travailler, sans avoir toutefois de grandes ressources à leur disposition. A Kéren, par exemple, pays des Bogos, on peut admirer les cultures intensives des nouveaux venus. La récolte de doura sera si abondante cette année que le prix en diminuera de moitié. Les soldats indigènes ont aussi cultivé des terres pour leurs familles et pour le compte de la colonie. Le système de colonisation militaire-agricole se développe à l'avantage des soldats européens qui envient le sort des soldats indigènes, et les engagera à s'établir dans la colonie après avoir reçu leur congé. On a fait énormément dans l'Erythrée cette année pour éviter la famine des années précédentes. A l'Ouest de Kéren, toutes les vallées du Barca offrent des terrains propres à l'agriculture et très riches; il est vrai que l'on risque d'y prendre des fièvres dans la saison pluvieuse, mais les paysans de la Lombardie septentrionale ne sont pas exempts des fièvres. La conséquence du développement de l'agriculture sur les hauts plateaux de la colonie italienne se fait déjà sentir à Hassanah, où le doura importé de l'Inde a subi un rabais de 15 francs par sac; les Banyans, spéculateurs sordides, ne pourront pas, cette année-ci, réaliser de larges bénéfices sur les populations affamées.

Sur la proposition du Ministre de la marine et des colonies, une concession valable pour une période de cinquante années a été accordée à M. Chefneux, à l'effet d'exploiter les salines du **lac Assal**, situées sur le terrain du Gubbet-Kharab (Obock). Parmi les conditions indiquées dans le cahier des charges, nous remarquons que le concessionnaire s'est engagé à respecter le commerce des indigènes, et qu'il ne pourra en aucun cas s'opposer à l'exploitation du sel par les indigènes pour les besoins des pays limitrophes et de l'Abyssinie. Une décision du gouverneur d'Obock fixera les limites de la partie du lac où les indigènes pourront continuer à prendre du sel sans aucune taxe ni redevance. En revanche, le concessionnaire devra verser chaque année, au profit du budget local de la colonie, une redevance fixe de 50,000 francs; et dès que

l'exportation du sel aura dépassé 50,000 tonnes par an, il devra payer pour l'excédant un droit d'un franc par tonne.

Une **expédition anglo-italienne** se prépare à aller explorer les lacs Rodolphe et Stéphanie dans l'Afrique orientale, en remontant le fleuve **Djouba**. Le lieutenant de vaisseau Giacomo Locatelli prendra part à l'expédition comme représentant du gouvernement Italien. L'expédition traversera à son retour les territoires de l'Afrique orientale placés sous le protectorat de l'Italie. Le Djouba forme la limite entre les sphères d'influence italienne et anglaise dans l'Afrique orientale. Ce fleuve ne fut exploré qu'en 1865 par le navire *Welf*, qui y fit naufrage. Tous les chefs de l'expédition ayant péri, on n'eut, sur cette région, que des renseignements fort incomplets fournis par quelques matelots échappés au désastre. Actuellement, la British East African Company va envoyer dans le Djouba un petit bateau à vapeur, le *Kenia*, qui a déjà exploré la partie inférieure du fleuve. C'est sur ce bateau que prendront place les membres de l'expédition.

La *Kölnische Zeitung* a publié une lettre du lieutenant comte de Schweinitz, qui dirige l'expédition allemande chargée de construire un chantier pour navires au **Victoria-Nyanza** ; elle est datée d'Ourgourou, et contient, sur les indigènes de cette région, un passage intéressant dont voici la traduction : « Le sultan Maharouri vient me demander de visiter son domaine. Je m'étais attendu à une réception hostile de la part de toutes les tribus, mais je m'étais fait de ces sauvages une idée erronée. Les sultans sont des hommes très intelligents et charmants. J'ai visité le village du sultan Wamba, et je puis vous assurer que beaucoup de paysans en Allemagne n'habitent pas des demeures aussi agréables. Les chambres d'habitations ont de 3^m à 4^m de haut et de 4^m à 6^m de large. Les produits de l'industrie témoignent de soins exemplaires. Des vases de 2^m à 3^m de haut, de 1^m à 2^m de diamètre contiennent les fruits de la terre ; puis ces fruits sont soigneusement choisis et placés dans de petites coupes sur le toit plat des maisons pour sécher. Il y a des chèvres et de la volaille en abondance, mais malheureusement point de bœufs ; tout le gros bétail a péri dans une peste bovine il y a deux ans. A présent, je suis en bons termes avec les sultans. Ce sont des souverains puissants qui règnent sur de vastes territoires ; leurs relations avec les différentes tribus sont très intéressantes. »

A la suite des échecs éprouvés par les forces de police au Kilimandjaro et à Kilossa, le **Conseil colonial de l'empire allemand** a instamment demandé que ces troupes fussent renforcées, non pas en vue de

nouvelles opérations militaires, mais pour protéger les caravanes qui font le commerce vers l'intérieur, et dont l'état troublé du pays a considérablement diminué le trafic. Il se préoccupe davantage encore du progrès économique de la colonie allemande, et a émis le vœu que l'on favorisât par divers moyens les cultures entreprises et qu'on s'efforçât de les développer. Il faut reconnaître d'ailleurs que, sous ce rapport, beaucoup a déjà été fait, tant par le gouvernement que par l'initiative privée : tandis que des plantations se créaient dans les territoires les plus fertiles, une société s'organisait pour relier à la côte, par un chemin de fer, ces centres agricoles, et une ligne directe de navigation s'établissait entre Bagamoyo et l'Inde, afin de faciliter l'immigration des coolies pour la colonisation. Tous ces efforts sont en bonne voie et marquent de sérieux progrès. En particulier, les travaux préparatoires pour le chemin de fer de Tanga vers la région montagneuse de l'Ou-Sambara sont presque entièrement terminés. M. Wunder, attaché au service de la Société allemande, doit se rendre sur les lieux avant la fin de l'année, et la construction de la voie ferrée commencera sous sa direction. On compte que la ligne sera achevée dans deux ans environ.

Un correspondant du *Journal des Débats* fournit les renseignements suivants sur le développement donné par M. Léon Suberbie aux établissements français sur la côte ouest de **Madagascar**. A la suite de la campagne de 1883-1885, M. Suberbie obtint du gouvernement français la concession des placers, alluvions et filons aurifères les plus riches de Madagascar, qu'il exploite avec avantage depuis cette époque. Cette concession, qui n'a pas moins de 300 kilomètres de côté, est située entre les deux fleuves Majambo et Mahavavy et traversée par les fleuves Ikopo et Hetsiboka. Outre les alluvions et filons aurifères, la région paraît contenir des mines de plomb, d'étain, de cuivre et des gisements auro-argentifères. Des indices favorables laissent même espérer qu'on y pourra exploiter dans un avenir prochain la lignite et le charbon. Depuis cinq ans, M. Suberbie a établi la direction et le centre industriel de ses exploitations à Suberbieville, sur les bords de l'Ikopo, à quatre kilomètres de Maevatanana. Suberbieville possède aujourd'hui près de 5000 habitants indigènes et 170 Français, Européens et créoles. Les douze chantiers principaux, créés sur d'anciens déserts, que ne parcouraient jadis que les bandits, et espacés de 30 à 40 kilomètres les uns des autres, comptent aujourd'hui près de 20,000 habitants. Sauf quelques techniciens, le personnel de l'exploitation est exclusivement français. Un chemin de fer, à voie étroite de 0^m,60, relie les divers services sur un parcours de 10 kilomètres. Un

câble aérien de 1000 mètres, établi pour le transport des bois, traverse l'Ikopo. On a monté une drague pour creuser un canal latéral au fleuve et faciliter les transports pendant les basses eaux. Le service médical comprenant une pharmacie, un hôpital pour le personnel français et un dispensaire pour les Malgaches, est dirigé, à Suberbieville, par M. le docteur Lacaze. Les soins médicaux y sont gratuits pour les employés, les ouvriers de l'exploitation, et tous les indigènes qui se présentent. Le climat y est chaud pendant huit mois de l'année, mais les fièvres n'y sont pas à redouter comme sur les côtes. Des Français habitent la région depuis cinq ans en s'y assujettissant à un service assez pénible sans que leur santé en soit ébranlée. Les grands adversaires de l'Européen sont le soleil et les excès; mais l'homme qui sait régler sa conduite et se conformer aux règles de l'hygiène peut facilement se soustraire à tout danger. Par suite de l'importance toujours croissante de l'industrie minière, le commerce et la culture trouveront rapidement à Suberbieville des débouchés assurés. La point capital, la pierre d'achoppement de tout établissement colonial à Madagascar, sont la question des communications et des transports. Suberbieville est sur la route de Tananarive à Majunga. Des caravanes de 700 à 1000 individus y apportent les produits de la capitale en échange de ceux de la côte et de l'extérieur. Mais les transports à dos d'hommes sont lents, et combien coûteux! M. Subergie a le mérite d'avoir le premier fait flotter un bateau à vapeur sur les rivières de Madagascar, à plus de 200 kilomètres de la côte. — Suberbieville et Majunga sont reliés par le service de la *Lorraine*, steamer à fond plat de 60 chevaux de force. — Deux goélettes et une escadrille de pirogues parcourent aussi l'Ikopo. La *Lorraine* ne peut remonter jusqu'à Suberbieville que pendant six mois de l'année; mais on se propose d'y adjoindre bientôt deux vapeurs d'un plus faible tirant d'eau pour la saison sèche. Majunga, le port principal de la côte ouest, semble donc appelé à un grand avenir.

Sir Henri Loch, gouverneur de la **Colonie du Cap**, vient de faire à Londres un séjour, pour s'entendre avec le nouveau gouvernement sur les intérêts britanniques dans l'Afrique australe. Avant son départ, un banquet lui a été offert dans lequel il a insisté sur l'utilité des chemins de fer qui relient les ports de la colonie aux centres miniers et commerciaux. Il a rappelé que les voies ferrées avaient atteint Vryburg, capitale du Be-Chuanaland britannique, et, à travers l'état d'Orange, les gisements aurifères de Johannesburg. Il a exprimé l'espoir que d'ici à trois ou quatre ans la production de ces places doublerait. Il a rappelé aussi

les progrès du commerce des diamants. D'autre part, il a fait l'apologie de l'œuvre accomplie dans le Ma-Shonaland par la South African Company; il a montré un pays encore presque inconnu, il y a deux ans et demi, aujourd'hui sillonné de routes, traversé par une ligne télégraphique, peuplé de colons et exploité: des villes, des hôtels, des magasins de toute espèce s'y sont élevés; de riches filons y ont été reconnus. Sir H. Loch a convié les émigrants à se diriger vers les territoires du protectorat du Be-Chuanaland, dont il a vanté le climat et les richesses agricoles. Il a assuré que Khama et les autres chefs, Sebellé, Lenchive, etc., reconnaissent l'autorité britannique jusqu'au Zambèze. « La justice, » a dit le gouverneur, « est rendue par des magistrats anglais et la sécurité y est aussi grande pour les personnes et les propriétés que dans n'importe quel comté d'Angleterre. L'extension du chemin de fer de Vryburg développera la civilisation. »

Dans l'Assemblée générale de la Compagnie du **Katanga** tenue récemment à Bruxelles, le rapport du conseil d'administration a exposé que les dépenses faites pour les expéditions Delcommune, Bia, Stairs et Hodister s'étaient élevées à 1,127,000 fr. L'assemblée a exprimé toute sa sympathie pour la perte de plusieurs des pionniers qui ont donné tant de preuves de leur dévouement aux intérêts de la Compagnie; et en même temps la conviction que les possessions de terres dépassant 20 millions d'hectares, dans un pays considéré comme un des plus riches et des plus productifs de l'Afrique, compenseront un jour tous les déboires de l'heure présente. « Nous saisissons cette occasion, » a dit, au nom des actionnaires anglais, M. Ballock, un des principaux négociants de la Cité de Londres, « pour exprimer le désir de voir une prompte conciliation s'opérer entre les intérêts de l'État indépendant du Congo et ceux des Compagnies belges, composées des éléments les meilleurs du commerce belge, et appuyées par la finance internationale. Nous ne voyons pas bien pourquoi il ne pourrait pas être pris des mesures par lesquelles les lourds sacrifices faits par Sa Majesté le roi des Belges en faveur de l'État indépendant du Congo, seraient mis d'accord avec une liberté commerciale sagement réglementée, — ce qui serait le moyen le meilleur et le plus rapide pour mettre en valeur avec succès et profit l'État indépendant du Congo. Notre opinion sur ce point est d'autant plus ferme, que nous avons toujours compris que la liberté du commerce de toutes les nations mises sur le même pied était la base même de l'État du Congo; c'est pour cette raison que nous avons si chaleureusement adhéré à notre grande entreprise. » L'assemblée a unanimement applaudi à cette déclaration.

Le **Major Thys**, administrateur général des Sociétés du Haut-Congo et du chemin de fer, rentré en Belgique à la fin d'octobre, a fourni à l'*Indépendance belge* les renseignements les plus précis sur l'état d'avancement des travaux de la **voie ferrée de Matadi à Léopoldville**. Lorsqu'il est arrivé au Congo en juin dernier, les travaux n'avaient été poussés que jusqu'à 8 kilomètres sur les 400 kilomètres que doit parcourir la voie ferrée. Mais ces 8 kilomètres étaient les plus difficiles, embrassant des régions où les rochers atteignent 100 mètres d'altitude, et exigent les travaux d'art les plus considérables, des murs de soutènement presque continus. Au moment où il a quitté le sol d'Afrique, on avait poussé jusqu'au kilomètre 14, après avoir franchi le pont du Lomposo et le ravin de la chute, et l'on n'était plus qu'à 7 ou 8 kilomètres du point où les travaux se poursuivront sur une surface presque plane, en longeant la rive du grand fleuve dans les conditions normales qui président à la construction des railways dans les moins accidentés de nos pays. Dès lors on marchera à pas de géant, si bien que la locomotive qui passe encore sur des ponts de service provisoires à l'extrême limite de la région actuellement atteinte, ira jusqu'à Léopoldville sur une voie ferrée aussi complètement et définitivement établie que celle de Paris-Bruxelles. Les indigènes du Bas-Congo assistent avec un étonnement admiratif aux progrès du railway. Ils ne traversent jamais le pont de 20 mètres jeté sur le Lomposo sans s'y arrêter dans une sorte d'extase stupéfaite, et la vue de la locomotive excite chez eux un étonnement naïf qu'on lit dans leurs yeux, qu'on lirait dans leurs paroles si elles étaient plus intelligibles. Dans quelques mois le chemin de fer aura atteint le kilomètre 40 et supprimé ainsi la route des caravanes dont les défilés tortueux et les marécages pestilentiels ont donné à tant d'Européens les germes de la fièvre et de la mort. Dès ce moment-là, le chemin de fer sera mis en exploitation sur la partie déjà construite. Ce qu'on a pu appeler le « Couloir de la Mort » aura disparu.

Le major Thys a donné en outre quelques renseignements au sujet de la mutinerie qui a éclaté il y a plusieurs semaines à **Roma** sur le navire allemand qui amenait 300 indigènes des Barbades engagés pour les travaux du chemin de fer. Bien qu'il n'eût pas assisté personnellement à cet incident, il s'est inscrit en faux contre les allégations de certains journaux bruxellois d'après lesquels les forces de l'État du Congo auraient fait inutilement couler le sang pour réprimer cette mutinerie. Il a appris de source certaine que les forces de l'État n'ont fait feu sur les mutins que lorsqu'il le fallait et en s'efforçant le plus

possible de causer aux rebelles plus de frayeur que de mal. M. Delcommune arrivé en même temps que M. Thys et, témoin oculaire de la mutinerie, a confirmé absolument ces déclarations. D'après lui, plusieurs jours avant l'arrivée du navire au Congo, les Barbades donnaient des signes de rébellion d'ailleurs inexpliqués. Au moment où le vapeur se plaçait parallèlement à la *Reine des Belges*, accostée au pier, ils coupèrent les amarres, quelques-uns même se jetèrent à l'eau, tandis que l'un d'eux, monté sur le grand mât, exhortait ses compagnons en langue anglaise (la langue des conquérants des Barbades) à ne pas atterrir, du reste sans articuler un grief ou une raison plausibles. C'est sur ces entrefaites que les forces de l'État, rangées sur le pier, ont fini par faire feu, et que quelques-uns des mutins furent blessés. Mais le soir même ces recrues du personnel du chemin de fer étaient à Matadi, complètement apaisées. Ce sont d'ailleurs des ouvriers difficiles parfois à mener, mais qui, rassurés aujourd'hui sur le sort qui les attend au Congo, rempliront, on l'espère, exactement leur contrat sans nouvelle incartade.

L'inspection des travaux du chemin de fer et l'impulsion à y donner n'étaient pas le seul objet du voyage du major Thys. Il allait voir où en était l'essai d'élevage du bétail, inauguré il y a 5 ans par M. De Roubaix, et si, au point de vue de l'alimentation du personnel blanc, et des noirs au Congo, l'essai visait à résoudre un des plus grands problèmes soulevé par la mise en valeur de l'État africain. Il y a deux ans le parc de bétail en question installé dans l'**île de Matéba** ne comprenait guère que trois cents têtes de bétail. Avant de quitter le Congo il y a un mois, le major Thys, en a compté quinze cent soixante. On saisira plus nettement l'énormité de ce progrès quand on saura qu'il est dû en grande partie à l'acclimatation du bétail exotique qui désormais se reproduit sur place dans des proportions inespérées. Les commencements de l'entreprise avaient été des plus difficiles. Le bétail importé au Congo, des régions tempérées de l'Afrique, était souvent suspect de maladies. On devait le soumettre à plusieurs mois d'observation. Un seul cas d'épizootie, et c'en était fait peut-être de tout le troupeau. Désormais ce danger est écarté. De nouvelles générations de bœufs, de vaches, de génisses nées sur le sol même de l'île de Matéba, grandissent et prospèrent dans des conditions de salubrité qui leur assureraient le *visa* de santé sur les meilleurs et les plus surveillés des marchés européens. Le problème de l'alimentation au Congo est résolu. Avant son départ, le major Thys a reçu au Congo la visite d'un témoin non suspect de partialité : celle du docteur Allard, ancien membre du personnel de l'État libre et aujourd'hui consul de

Belgique à Ténériffe. Le docteur Allard est émerveillé des résultats déjà obtenus en ce qui concerne les travaux du chemin de fer, l'élève du bétail et toutes les entreprises de l'initiative privée. Il ne reste pour faire fructifier définitivement toute cette œuvre, qu'à maintenir l'harmonie entre l'initiative privée et l'État.

Le *Bulletin officiel de l'État indépendant du Congo* a publié un décret du Souverain de l'État libre, qui ouvre largement aux particuliers la récolte du **caoutchouc** sur les rives du Congo et de ses tributaires, y compris le Kassaï; nous en publions les dispositions les plus importantes :

Article premier. — L'État abandonne exclusivement aux particuliers l'exploitation du caoutchouc, dans les terres vacantes lui appartenant, pour un terme qui prendra fin à l'époque où la Belgique pourrait exercer son droit de reprise conformément à la convention du 3 juillet 1890, sous réserve des exceptions et conditions suivantes :

Article II. — L'exploitation du caoutchouc par les particuliers n'est pas autorisée dans les terres domaniales situées dans les territoires suivants :

a) Dans certaines parties du bassin des rivières M'Bomou et Ouellé, à déterminer par l'administration autour de Zongo, entre Zongo et Banzyville et en amont de Banzyville ;

b) Dans les bassins des rivières Mangalla, Stimbiri et Arououimi ;

c) Dans les bassins des rivières Lopori et Maringa, en amont du point où par leur jonction elles forment la Lulonga ;

d) Dans la zone située dans un rayon de 20 kilomètres autour d'un point qui sera déterminé par l'administration près du confluent du Bussera et du Schurepa.

Article III. — Lorsque les circonstances le permettront, l'exploitation du caoutchouc sera réglée dans les domaines appartenant à l'État dans les territoires situés dans le bassin du Congo-Lualaba en amont des Stanley-Falls et du Lomami en amont de 2°30 latitude Sud.

Article IV. — L'autorisation prévue par l'article I est accordée sous la réserve des droits que les tiers possèdent en conformité des engagements déjà pris par l'État ou qu'ils acquerront dans la suite soit par achat de biens domaniaux, soit en vertu de la disposition de l'article II du présent décret.

Article V. — Le gouverneur général pourra, aux conditions arrêtées, affermer aux non indigènes qui fonderont des comptoirs et des établissements de récolte sur les terres domaniales, l'exploitation du caoutchouc, dans un rayon maximum de 30 kilomètres autour desdits établissements.

Article VI. — Le caoutchouc ne pourra être récolté qu'au moyen d'incisions pratiquées dans les arbres ou lianes.

Article VII. — Les indigènes ou travailleurs récoltant le caoutchouc dans les territoires situés en amont du Stanley Pool, où la récolte est autorisée, devront remettre à l'État, à titre de redevance domaniale et d'impôt et contre quittance, une quantité en nature qui sera déterminée par le gouverneur général, mais qui n'excèdera en aucun cas le cinquième de la quantité récoltée.

Article VIII. — Tout non indigène qui fonde un établissement de récolte pourra, en faisant la déclaration au gouverneur général, racheter la redevance en nature prévue à l'article précédent par le paiement d'une taxe de 25 centimes par kilogramme de caoutchouc récolté. Cette taxe ne pourra être modifiée avant la date de mise en exploitation du chemin de fer en construction de Matadi au Stanley Pool.

Article IX. — Les redevances et taxes prévues aux articles 7 et 8 ne sont pas applicables aux récoltes de caoutchouc effectuées sur la rive gauche de l'Oubangi-N'Dua, depuis le confluent de cette rivière avec le Congo jusqu'au confluent du M'Bomou et de l'Ouellé.

Article X. — Celui qui exploitera ou fera exploiter le caoutchouc dans les terres visées aux articles 2 et 3 sans se conformer aux dispositions du présent décret, ou qui achèterait du caoutchouc n'ayant pas acquitté la redevance prévue à l'article 7, sera passible d'une amende de 100 à 1.000 francs, et d'une servitude pénale d'un jour à un mois, ou d'une de ces peines seulement, le tout sans préjudice de dommages et intérêts au profit des ayants droits.

A l'occasion de l'exploration du commandant Monteil, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* a émis l'opinion que les explorations des Français dans le bassin du lac Tchad ne pouvaient avoir qu'une portée purement scientifique, la France étant empêchée par les traités de conclure des voyages de ses nationaux à un droit quelconque de possession sur les territoires avoisinant ce lac. Elle en appelait au protocole du 24 décembre 1885 concernant les possessions de l'Allemagne et de la France sur la côte occidentale de l'Afrique; mais ce protocole fixe la limite méridionale du Cameroun, et non ses frontières orientale et septentrionale. La **Convention** conclue en 1885 **entre la France et l'Allemagne** pour la délimitation de leurs possessions respectives stipule que la frontière suivra le Rio Campo jusqu'à 7°40' long. E. de Paris et ensuite le parallèle prolongé jusqu'à sa rencontre avec le 12°40' long. E. de Paris. Ce texte, assez clair semble bien marquer que la frontière

orientale du Cameroun a été fixée par le 12°40' E. de Paris, mais les partisans de l'expansion coloniale allemande ont prétendu en tirer que la frontière du Cameroun était le parallèle du Rio Campo indéfiniment prolongé ce qui eût ôté au Congo français tout accès vers le Nord. Le Conseil colonial de l'empire allemand ayant paru disposé à adopter l'interprétation restrictive des droits de la France, les journaux français ont rappelé que le territoire à l'Est du 12°40' long. E. de Paris, aux termes de la convention franco-allemande du 24 décembre 1885, n'appartenait à aucune des Puissances européennes; que les explorateurs français l'ayant exploré les premiers, et y ayant conclu des traités avec les chefs indigènes, leur prise de possession était légitime. Au reste, nombre de journaux allemands, la *Kreuz-Zeitung* en tête, n'hésitent pas à reconnaître le droit de la France.

A l'occasion de la destruction de la ville de **Kana** que le général Dodds avait prise avant d'entrer dans Abomey, voici les renseignements qu'en donnait l'*Indépendance belge* : La ville de Kana, la ville sainte, était située sur le même plateau qu'Abomey, à trois lieues à peine de la capitale du Dahomey. Quoique sa population fût inférieure à celle de Wydah, elle passait pour la seconde ville du royaume. Béhanzin y possédait deux vastes habitations, dans lesquelles étaient logés deux ou trois cents soldats. Chaque année, à une époque déterminée, il y venait assister aux sacrifices humains. Le théâtre de ces horribles exécutions était une petite case carrée, en terre sèche, située devant une des maisons du roi. Les murs, blanchis extérieurement, étaient ornés de fresques grossières de couleur rouge, représentant des animaux fantastiques par leurs formes ou leurs dimensions. Il y avait à Kana un temple où plus de cent serpents descendaient et montaient enlacés à des troncs d'arbres disposés à cet effet le long des murailles. Quelques-uns, suspendus par la queue, se balançaient nonchalamment au-dessus des prêtres qui les invoquaient à toute heure; d'autres, roulés et endormis dans les herbes du toit, digéraient sans doute les dernières offrandes des fidèles. Le roi Béhanzin résidait à Kana à l'époque des fêtes sanglantes. Chaque habitation, entourée d'un mur d'enceinte, était un labyrinthe de cases à double issue séparées par des cours. On n'arrivait au réduit du maître qu'après avoir fait vingt détours, et ce réduit était à peine à dix pas de la porte d'entrée. Ce style était en honneur chez tous les grands du pays. Les environs de Kana étaient délicieux; la grande route qui conduit à Abomey était bordée de superbes palmiers.

M. Ramseyer, missionnaire à Abétifi, dans l'Achanti, nous a commu-

niqué les numéros du journal *Gold Coast* dans lesquels se trouve rapportée l'abolition d'odieuses coutumes du pays de **Krobo**, à l'Est du Volta. Une de ces coutumes, le *Kokonadu*, excitait au meurtre et au vol. Sur la montagne de Krobo existe un endroit qui était réservé au fétiche: petite mesure au milieu de laquelle se trouvait un grand vase fort sale. Le fond en était rempli d'ossements et les prêtres y versaient le sang de leurs victimes. Une fois par an, toute la population se rassemblait dans ce lieu sacré pour vaquer à ses pratiques religieuses. Les prêtres préparaient du vin de palmier dans lequel ils jetaient certaines herbes mystérieuses, et tous les hommes devaient en goûter. Seulement, comme il leur était interdit de boire ce vin sacré autrement que dans un crâne humain, il ne leur restait d'autre alternative que de tuer quelqu'un ou de se voir ignominieusement chassés du pays. Tout étranger qui avait le malheur d'assister à ces cérémonies et d'être découvert était immédiatement massacré. Un jeune homme qui n'était pas encore en possession d'un crâne ou d'autres ossements humains, n'était pas considéré comme un homme et ne pouvait prétendre à se marier. Sa plus haute ambition était de trouver une occasion favorable de se procurer crâne ou os pour satisfaire aux exigences du fétiche de Krobo; quantité de meurtres n'avaient pas d'autre but. Le gouverneur de la Côte d'Or a annoncé en présence d'une immense assemblée réunie au pied même de la montagne de Krobo, qu'il avait l'ordre de la reine d'Angleterre d'abolir une fois pour toutes ces coutumes barbares. Il est interdit de les rétablir sous peine d'une amende variant de £ 50 à £ 500 ou d'un emprisonnement allant de 6 mois à 5 ans. Cette loi est immédiatement entrée en vigueur. — En outre, le roi de Krobo étant mort, le gouverneur a invité les chefs à se réunir pour en choisir un nouveau; il leur laissait toute liberté, mais les engageait à porter leur choix sur un chef décidé à se conformer à la loi qui venait d'être proclamée. Comprenant qu'ils avaient tout intérêt à se concilier les bonnes grâces du gouvernement anglais, les chefs choisirent le prince Emmanuel Monte Koli, ancien élève des écoles de la mission bâloise à la Côte d'Or.

La Liberian government concession and exportation Company a tenu à Londres, à la fin d'août, son assemblée générale, sur laquelle la *Revue française* nous apporte les renseignements suivants. Cette Compagnie a été fondée en 1889 par M. Ellis Parr, au capital de 110,000 £. Elle a promis d'aider la **République de Libéria** à sortir de ses embarras financiers; les intérêts de l'emprunt de 500,000 dollars, contracté en 1871, à 85 francs et au 7 %₀, n'ont été payés que deux ans, en sorte que

la dette publique a plus que doublé. Par la loi du 21 janvier 1890, les Chambres libériennes ont concédé pour 21 ans à la susdite Compagnie le monopole de la recette du caoutchouc dans les domaines de l'État et dans les forêts, et le monopole de l'exportation de ce produit hors du territoire de la République, même de celui que produisent les propriétés privées, ainsi qu'une étendue de 200 acres de terres; les concessionnaires devaient payer à l'État fr. 0,30 par livre de caoutchouc; leur bénéfice est évalué au double. La Compagnie avait demandé le monopole de l'exploitation des terrains aurifères, de l'exportation des bois de teinture et de l'ivoire, le privilège de créer une banque nationale d'émission, le monopole des chemins de fer, lignes télégraphiques et canaux et au moins un droit de préférence pour la concession de ces entreprises. Ça aurait été l'abandon de toutes les richesses de l'État à des capitalistes et la Compagnie n'a pas vu ses espérances se réaliser. A l'assemblée générale, un des actionnaires a protesté contre l'administration des directeurs qui touchent 15,000 fr. de traitement, tandis que les actionnaires ne reçoivent aucun dividende. On a critiqué les frais du voyage de lord Raglan et de M. Mac Lean en vue d'obtenir à Monrovia des concessions nouvelles qui leur ont été refusées. Les directeurs ont promis de ne pas toucher de traitement, tant que les actionnaires n'auraient pas un dividende de 3 %/. Même réduits aux termes de la loi du 21 janvier 1890, les privilèges accordés à la Compagnie sont contraires aux dispositions des traités de commerce conclus par la République avec les autres puissances, et par lesquels tout monopole ou privilège de vente ou d'achat quelconque est interdit, en même temps qu'ils conservent et développent le principe de la liberté commerciale.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

D'après une lettre du président de la North African Mission à M. Hocart, missionnaire wesleyen en Kabylie, le gouvernement français est disposé à tolérer la présence des missionnaires anglais en Algérie pourvu qu'ils respectent les lois du pays.

L'émir El-Hachem, fils d'Abd-el-Kader, a été autorisé à habiter l'Algérie. Jusqu'ici, il vivait à Damas : il vient d'arriver à Alger avec une suite de 26 personnes dont 20 femmes.

Un télégramme nous annonce, à la dernière heure, la mort du cardinal Lavigerie. La cause des noirs et de leur relèvement, celle des esclaves en particulier, perdent en lui un de leurs plus zélés et de leurs plus éloquents défenseurs.

Le prince Eugène Ruspoli s'est embarqué pour Massaouah, où il doit organiser

une grande caravane d'exploration. Accompagné d'une escorte de 200 hommes armés, il se rendra, dit le *Mouvement géographique*, au Soudan, auprès du Mahdi; le prince est chargé d'une mission spéciale. Il s'agirait, paraît-il, d'assurer à l'Italie le concours du Mahdi pour le cas où certaines complications se produiraient en Abyssinie.

Le duc d'Orléans est parti pour Berbera, où il organisera une expédition pour explorer le pays des Somali entre la côte et le Victoria-Nyanza. Il espère pouvoir, avec l'aide d'ingénieurs et de cartographes, faire le lever de cette région afin d'en dresser une carte plus exacte que celles qu'on possède jusqu'ici. Le prince Boris Czetwertynski, qui a déjà voyagé dans le pays des Somali, l'accompagne dans cette exploration.

Le *Deutsches Kolonial Blatt* annonce que M. de Soden, gouverneur de l'Est africain allemand, a promulgué une ordonnance en vertu de laquelle toutes les caravanes se proposant de traverser les territoires du protectorat allemand devront, avant de recevoir l'autorisation de transit, déposer une caution en argent comptant ou en valeurs allemandes destinée à réparer les dommages éventuels que leur passage pourra causer à des propriétés allemandes.

Le capitaine Mac Donald que le gouvernement de lord Salisbury avait chargé d'aller faire, dans l'On-Ganda, une enquête sur les événements de la fin de janvier, et que nous avons vu revenir en Angleterre après sa rencontre avec le capitaine Lugard à moitié chemin du Victoria-Nyanza, vient de retourner dans l'Afrique orientale pour y faire de nouvelles études cartographiques pour le compte du gouvernement britannique.

A partir du 1^{er} février 1893, les vins, l'opium et les tabacs seront soumis à des droits d'exportation à Zanzibar.

M. Galant est parti de Majunga pour explorer la côte ouest de Madagascar.

Après les deux voyages de M. H. Berthoud et de M. le Dr Liengme à Mandlakazi, résidence de Goungounhane, le Conseil de la mission romande a décidé d'envoyer, si les ressources mises à sa disposition le lui permettent, un de ses missionnaires du Littoral passer, pendant la prochaine saison favorable, deux ou trois mois dans la capitale du chef zoulou. Cette visite prolongée aurait pour but d'entretenir les bonnes dispositions du chef, d'appuyer les chrétiens indigènes déjà à l'œuvre chez lui, et d'étudier la situation d'une manière plus approfondie à tous les points de vue.

La souscription nationale organisée à Lisbonne après l'ultimatum du 11 janvier 1890, de lord Salisbury au gouvernement portugais, pour appuyer celui-ci dans ses projets de défense au cas d'une rupture entre l'Angleterre et le Portugal, a décidé d'employer l'argent souvent à la construction de canonnières et de steamers pour la navigation sur les rivières africaines.

Le memorandum du gouvernement britannique sur l'affaire du chemin de fer de la baie de Delagoa a été envoyé au tribunal arbitral à Berne.

La République Sud-Africaine a adhéré à l'Union postale universelle. Cette adhésion sortira ses effets le 1^{er} janvier 1893.

La South African Company a terminé la ligne télégraphique de 640 kilom. qui traverse tout le territoire du Be-Chuanaland britannique.

Le capitaine Georges Lemarinel, de retour en Belgique, a expliqué comme suit les circulaires qui ont un moment troublé les bonnes relations entre les sociétés commerciales et l'État indépendant du Congo :

« Dans les pays neufs, » a-t-il dit, « les relations avec les indigènes sont, au début, assez faciles, mais bientôt les chefs se montrent moins empressés, ils manifestent des exigences auxquelles il est impossible de faire face. Il en résulte un certain refroidissement dans les rapports. Viennent alors d'autres Européens qui sacrifient leurs devoirs à leurs intérêts au lieu de donner exemple du respect de l'autorité établie pour consolider le prestige de l'État. C'est dans un intérêt supérieur que j'ai agi. »

La chambre de commerce de Paris a décidé de porter à la connaissance des commerçants et industriels une communication de M. le sous-secrétaire d'État des colonies, les invitant instamment à adresser des types de leurs produits au musée commercial de Libreville, en donnant tous les renseignements qui seraient utiles à l'importation et à l'écoulement de ces produits. Ceux-ci peuvent être, d'ailleurs, des plus variés ; les transactions portent, toutefois, principalement sur les tissus de tous genres, les vêtements confectionnés, les articles de mercerie, bimbeloterie, les fers, les ouvrages en métaux, les armes communes, la poudre, les faïences, verreries, etc. Il est rappelé, à ce propos, que des musées commerciaux coloniaux existent non seulement au Congo, mais encore dans toutes les autres colonies françaises, et que les envois d'échantillons doivent être adressés au conservateur de l'exposition des colonies au palais de l'Industrie.

A l'occasion de la campagne du Dahomey, le journal la *Politique coloniale* a publié une carte de la région où se poursuivaient les opérations militaires. Au point de vue géographique, elle indique l'existence d'un affluent de l'Ouémé, le Zou, qui vient du N.-O. et rencontre l'Ouémé à la hauteur de Towé par 7° 10 lat. N. environ. Il a été longtemps confondu avec l'Ouémé, tout récemment encore par les Européens captifs à Abomey en 1890.

Les Anglais de Lagos, qui, au printemps dernier, avaient dû faire une expédition pour empêcher les Egbas et les Yorubas de mettre obstacle au commerce de la colonie avec l'intérieur ont enfin obtenu satisfaction. Dans une assemblée tenue à Abéokouta, leur capitale, les chefs des Egbas ont annoncé que la liberté du commerce serait complète et que les routes commerciales seraient ouvertes aux Anglais. Un service de marchandises entre Lagos et Abéokouta a dû commencer par la voie du fleuve.

La république de Libéria contestant la validité des traités conclus par la France avec les chefs des territoires situés à l'Est de l'embouchure du Kavalli jusqu'à la rivière San Pedro, des délégués ont été nommés de part et d'autre pour trancher le différend. Ce sont, pour la France : M. Monetaux et Haussmann, et pour Libéria, le baron Steen et M. Legrand, Consuls généraux de Libéria à Anvers et à Mons.

Le vapeur *Mandigo* de l'*African steamship Co*, est arrivé à Liverpool de la côte

occidentale d'Afrique, ayant quitté Bathurst le 27 octobre. A cette date, l'administrateur, M. Harley Moseley, venait de terminer une importante expédition dans la Gambie. Accompagné d'un détachement que commandait le major Marchall, du *West India regiment*, il s'était rendu à Toniataba, autrefois capitale du chef Fodécaba ; les chefs voisins lui ont fait, paraît-il, des protestations de fidélité et ont promis de maintenir l'ordre. On assure qu'ils se louent beaucoup du châtiment infligé par les Anglais à Fodécaba.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Le Bureau international de l'esclavage créé à **Zanzibar** conformément aux décisions de l'Acte de Bruxelles, s'est constitué. Il comprend les représentants de la France, du Portugal, de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Angleterre. Le consul général britannique, Sir Gerald Portal, en a été nommé président, et le vice-consul de France, vice-président.

Le correspondant du *Standard* à Berlin rapporte qu'un télégramme de Zanzibar a annoncé l'arrivée au **Victoria-Nyanza** de l'expédition dirigée par le comte de Schweinitz, et les lieutenants Meyer et Spring au service de la Société anti-esclavagiste allemande.

Le commandant du *Redbreast*, navire de la marine britannique, ayant visité un boutre français dans les eaux de **Madagascar**, contrairement aux stipulations de l'Acte de la Conférence de Bruxelles, le gouvernement anglais n'a fait aucune difficulté à reconnaître que l'officier anglais avait outrepassé ses droits. Une indemnité a été accordée au propriétaire du boutre, à titre de réparation. En outre, lord Roseberry a informé M. Ribot que les officiers de la marine britannique et les agents consulaires ont reçu l'ordre de ne s'ingérer en rien dans la police des boutres de toutes nationalités dans les eaux territoriales de Madagascar.

Conformément à l'art. 21 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, le gouvernement portugais a interdit l'importation et la fabrication de spiritueux dans les territoires suivants de ses possessions africaines :

1° En **Guinée**, dans le territoire compris entre les rivières Caliba, Cogon et Paté-Paté, fermé au sud par un arc de cercle passant par Candiafoura, Candembel et l'embouchure du Gonobagest, et au nord-est par un autre arc de cercle de 11 kilomètres de diamètre dont le centre est Baudoin.

2° District du cap Delgado, province de **Mozambique**, dans un territoire limité au nord par la frontière allemande, à l'ouest par la côte orientale du lac Nyassa et la frontière anglaise jusqu'au lac Chiouta, et de là le cours de la Lougenda jusqu'à son embouchure dans la Rovouma.

D'après l'*African Times*, le capitaine Jacques décrit ainsi, dans l'*Anti Slavery Reporter* dont le dernier numéro ne nous est pas encore parvenu, les effets de la traite dans le bassin du **Tanganyika**, pendant les premiers mois de cette année-ci : « Dix mille Wa-Bembé, dans le voisinage de Kibanga-Lavigerie ville, ont été capturés et emmenés à Oudjidji pour être vendus. J'ignore combien il en a été tué dans ces razzias, mais je puis déclarer positivement que le pays qu'ils habitaient naguère a été transformé en un désert, où des milliers de corps laissés sans sépulture empoisonnent l'air. En un mot, la tribu des Wa-Bembé peut être considérée comme rayée de nos cartes. L'Ou-Gona s'attend à subir un sort pareil ; ses habitants sont dans l'angoisse du désespoir. Sur les bords du lac et dans l'intérieur, les ennemis créent des postes armés ; partout où je vais, les gens se jettent à mes pieds ; mais que puis-je faire avec mes 50 fusils ? Quoi qu'il en soit, je ne laisserai pas la station missionnaire des Pères Blancs à la merci de ces brigands impitoyables. »

D'après un télégramme de Zanzibar, du 26 octobre, un missionnaire de la mission des Universités a rapporté qu'en revenant du lac Nyassa à la côte, il a rencontré une caravane arabe de 2,000 personnes environ, se rendant de Lindi (point de la côte allemande) au lac **Nyassa**. Cette caravane portait soixante grand tonneaux de poudre, de nombreux fusils dans des caisses et un canon. On craignait que ce matériel de guerre ne fût destiné au chef de Makotchira, dont les partisans massacrèrent l'année dernière le capitaine Maguire et deux autres Anglais.

La campagne entreprise par les Français contre Behanzin, roi de **Dahomey**, a fourni plus d'une fois la preuve que les dispositions de l'Acte de Bruxelles, relatives à l'interdiction de la vente d'armes perfectionnées et de munitions aux indigènes ne sont pas encore respectées par tous les trafiquants européens. Nous espérons que la prise d'Abomey, et la déposition de Behanzin hâteront l'abolition de la traite dans le Dahomey, ainsi que celle des sacrifices humains, encore si fréquents sous le règne du souverain déchu. Espérons aussi que les expériences faites des maux causés par les infractions aux dispositions de la Conférence de Bruxelles, feront comprendre à tous combien sont criminelles les opérations commerciales qui, pour un gain sans doute très fort, ne craignent pas de violer les principes les plus sages établis par toutes les puissances civilisées.

LA COMPAGNIE ANGLAISE DE L'EST AFRICAIN DANS L'OU-GANDA

D'APRÈS LES DOCUMENTS ANGLAIS ¹

DEUXIÈME ARTICLE

Quelques lecteurs de l'*Afrique* ont pu douter de notre stricte impartialité dans l'exposé des faits se rapportant aux procédés des agents de l'Imperial British East African Company dans l'Ou-Ganda. Nous comprendrions ce doute, si nous nous étions appuyé sur les témoignages des victimes des rigueurs des officiers anglais, témoignages déclarés d'emblée, par beaucoup de personnes, suspects d'exagération, parcequ'ils provenaient de la partie lésée. Pour échapper à l'objection que nous prévoyions, nous n'avons, à dessein, dans toutes les pages que nous avons écrites jusqu'ici sur ces douloureux événements, fait appel qu'aux documents anglais provenant de source qui ne peuvent être suspectes ; il s'agit en effet des Rapports des officiers anglais, MM. les capitaines Lugard et Williams, publiés par les administrateurs eux-mêmes de la Compagnie et distribués au Parlement britannique, ou communiqués aux grand journaux anglais ; des lettres des Missionnaires protestants, MM. Gordon, Collins, Walker, témoins oculaires des faits, revenus de l'Ou-Ganda et actuellement en Angleterre ; des articles publiés dans le *Church Missionary Intelligencer* ou fournis aux Revues anglaises par tel Administrateur de la Compagnie etc. Nous avons laissé parler les agents de celle-ci et ce sont eux qui, avec une naïveté parfois étrange, ont exposé les faits, dont sans doute ils pensaient pouvoir tirer gloire, tandis que pour les personnes désintéressées, ils tournaient à leur confusion !

Quelle que soit la puissance des préjugés nationaux ou confessionnels sur les personnes qui nous critiquent, nous ne saurions, pour leur être agréable, nous départir de la règle que nous avons adoptée ; aujourd'hui encore, ce seront les témoignages anglais que nos lecteurs entendront. Est-ce notre faute si ces témoignages se retournent contre les officiers britanniques ? Que penser, par exemple, de l'officier qui, pour persuader aux Anglais qu'il était absolument nécessaire de maintenir l'occupation de l'Ou-Ganda, écrivait le 5 janvier de cette année-ci : « Tant par traité, que par promesses verbales répétées, que quoi qu'il arrive nous resterions dans le pays, l'honneur de la Compagnie et le mien, ainsi que celui de la nation britannique, sont engagés. Ce peuple croit que je suis un officier tenant sa commission de la reine ; il est incapable de distinguer entre le gouvernement impérial et des Compagnies à charte ; aussi me considère-t-il comme envoyé par la Reine et mes promesses ont-elles la même valeur que si elles émanaient de sa Gracieuse Majesté Elle-même ! »²

Sommes-nous responsable de l'abus de confiance commis par l'agent de l'Imperial British East African Company qui, profitant de l'ignorance des Ba-Ganda, leur a laissé croire qu'il avait sa commission de la Reine, lui qui, comme l'a dit M. Lowther à la

¹ V. les articles sur l'Ou-Ganda et le Droit international, p. 214, 243, 278, et la Compagnie anglaise de l'Est africain dans l'Ou-Ganda, p. 309 à 318.

² V. *Church Missionary Intelligencer*, November 1892, p. 829.

Chambre des Communes dans la séance du 9 juin dernier, « n'avait pas de brevet au moment de son départ, la Compagnie étant seule responsable des actes commis par lui. » Et M. Brodrick, sous-secrétaire d'État au ministère de la guerre, ajoutait : « Ni le ministre de la guerre, ni le duc de Cambridge n'avaient de contrôle sur Lugard ni sur Williams aussi longtemps qu'ils étaient au service de l'Imperial British East African Company ; en conséquence, ils ne peuvent accepter aucune responsabilité pour les actes commis par ces officiers.¹ » S'il a plu au capitaine Lugard de surprendre la bonne foi des Ba-Ganda, sommes nous tenus de le laisser surprendre la nôtre ? — Nous lisons dans un article de lui de la *Fortnightly Review* de novembre : « les officiers anglais qui auraient pu commettre les atrocités qui leur sont attribuées ne mériteraient ni d'être crus ni même entendus, dans leur propre cause ; » et à la même date, le missionnaire protestant anglais Collins, de retour à Londres, affirme que, témoin oculaire des événements de l'Ou-Ganda, — il a quitté l'Ou-Ganda le même jour que le capitaine Lugard — « il a vu le capitaine Williams mettre en position son canon Maxim dans la direction de l'île Bouloungoué, (le roi et ses partisans cherchant à s'échapper de l'île dans leurs canots), et couler les unes après les autres des embarcations chargées de femmes et d'enfants en sorte qu'un nombre immense d'indigènes furent noyés. »

Lequel croire du missionnaire de la Church Missionary Society ou de l'officier anglais ? Pour se disculper, celui-ci fait écrire à la *Politische Correspondenz*, de Vienne, que M. Collins n'a pas confirmé les assertions des missionnaires romains ; il en appelle même au témoignage du Rev. Vaughan, frère de l'archevêque de Westminster ; or, dans un mémoire de celui-ci, nous retrouvons toutes les affirmations de M. Collins. L'audace de l'officier anglais ne peut en imposer qu'à ceux qui n'ont pas sous les yeux les témoignages de MM. Collins et Vaughan.

Nous pourrions prendre au mot M. le Capitaine Lugard et ne pas l'entendre dans sa propre cause ; mais nous n'userons pas de notre droit à la rigueur, et laissant de côté tous les autres témoignages, nous ne nous attacherons qu'au sien dans ses Rapports officiels aux Administrateurs de sa Compagnie, publiés par celle-ci, et distribués au Parlement par l'ordre du marquis de Salisbury. Nous l'avons déjà dit, nous ne regrettons qu'une chose, c'est que ces Rapports ne soient pas publiés in extenso en français ; une simple lecture suffirait aux lecteurs les plus candides pour leur faire comprendre combien les principes du droit international en faveur des indigènes Ba-Ganda ont été méconnus par ceux-là mêmes auxquels la Charte octroyée faisait un devoir strict de les respecter.

¹ A la dernière heure, l'*Agence Hacas* annonce que le gouvernement anglais accepte la responsabilité des événements accomplis dans l'Ou-Ganda ; à l'évacuation du pays par la Compagnie, il enverra un Commissaire spécial qui représentera la Grande-Bretagne auprès du Roi Mouanga ; la valeur des dommages causés aux missions catholiques sera appréciée et une indemnité leur sera accordée. Lord Roseberry a, sans doute, reconnu que les partisans de Mouanga n'ont point été les provocateurs de la guerre civile, comme le prétendait le capitaine Lugard.

Nous en étions resté, dans notre article du mois d'Octobre, au moment où le capitaine Lugard, arrivé à Mengo, résidence du roi de l'Ou-Ganda, avec une caravane de quelques centaines d'hommes, des armes perfectionnées et des munitions, après avoir refusé l'emplacement que Mouanga lui donnait pour le campement de ses gens, et choisi un terrain sur une colline à 800 mètres du lieu où s'élevaient la demeure royale et les habitations de ses principaux ministres, devait aborder le sujet de sa mission : *Traiter* avec le Souverain indépendant. Pendant les semaines qui viennent de s'écouler, le capitaine Lugard est arrivé à Londres, porteur d'un nouveau traité, conclu le 5 avril avec Mouanga, qui, de Souverain de droit et de fait qu'il était encore en décembre 1890, deviendrait, si ce traité était reconnu par le gouvernement britannique, l'humble valet du représentant de l'Imperial British East African Company. C'est surtout aux traités conclus par lui que le capitaine Lugard en appelle aujourd'hui, pour provoquer une pression de l'opinion publique anglaise sur le gouvernement, afin que celui-ci assume la responsabilité du maintien de l'occupation de l'Ou-Ganda. Nous ne pensons pas toutefois que lord Roseberry veuille sanctionner les dispositions de ce traité qui sont en contradiction formelle avec le droit international, établi par les Actes des Conférences de Berlin (1884-1885) et de Bruxelles (1890-1891). Jusqu'à preuve du contraire, nous voulons croire qu'il tiendra à honneur de respecter les engagements au bas desquels ont été apposées les signatures des plénipotentiaires de la Grande-Bretagne. Nous n'ignorons aucune des démarches faites auprès de lui pour lui arracher une parole qui puisse être interprétée dans le sens du maintien d'une occupation britannique au-delà du 31 mars 1893, date à laquelle la Compagnie devra avoir pris toutes les mesures propres à garantir la sécurité des Européens dans l'Ou-Ganda et à prévenir le retour des hostilités qui ont ensanglanté ce pays : délégations de la Church Missionary Society et de la British and Foreign Antislavery Society, augmentées de délégués des Chambres de commerce de Londres, de Hull, de Liverpool, de Birmingham : sans parler des lettres adressées aux grands organes de l'opinion publique anglaise *Times*, *Standard*, *Morning Post*, *Daily News*, etc., par les directeurs de la Compagnie, MM. Arnold Kemball et G. Mackenzie, par sir John Kirk, ancien consul général britannique à Zanzibar, et sir Gerard Portal, consul actuel, lord Aberdare, marquis de Lorne, Stanley et son alter ego au lac Albert, M. Mounteney Jephson, etc. Nous passons sous silence la pétition au lord-maire de Londres, pour lui demander de faire convoquer un meeting monstre, afin d'amener la population de Londres

et par elle celle de toute la Grande-Bretagne, à imposer au gouvernement l'obligation d'assumer, dans l'Ou-Ganda, la responsabilité de la situation qu'y ont créée les procédés des agents de la Compagnie, et sans doute aussi celle de l'exécution des articles du traité du 5 avril dernier. Nous aurons à examiner les dispositions de ce dernier traité, étrange, pour ne rien dire de plus, de la part d'agents d'une Compagnie à laquelle la Charte royale qui lui a été octroyée par le ministère de lord Salisbury, imposait l'obligation stricte d'observer, dans tous ses rapports avec les indigènes de l'Afrique orientale, les stipulations des actes de Berlin et de Bruxelles.

Mais aujourd'hui, nous devons revenir au premier traité du mois de décembre 1890. Rappelons d'abord quelques-uns des articles de la Charte accordée à la Compagnie le 3 septembre 1888. Il était dit, dans le préambule, que les pétitionnaires avaient déjà souscrit des sommes considérables et se préparaient à en souscrire de nouvelles, selon que l'exigerait le développement de l'entreprise. Après quoi, par l'article premier, l'Imperial British East African Company était investie des pouvoirs nécessaires pour protéger les territoires dans lesquels des concessions lui seraient accordées en vertu de traités avec les chefs indigènes. L'art. 2 portait qu'elle était autorisée à acquérir des droits de toute nature dans les territoires visés par ces traités, moyennant l'approbation du secrétaire d'État, et l'art. 3 ajoutait formellement : « pourvu qu'aucun des droits accordés par cette Charte ne fût exercé avant qu'un exemplaire de ces traités accompagné d'une Carte eût été transmis au Secrétaire d'État, et que celui-ci eût donné son approbation, soit d'une manière absolue, soit sous certaines conditions et réserves ». L'art. 7 prévoyait le cas où quelque divergence de vue pourrait s'élever entre des chefs, des tribus, compris dans la sphère d'influence britannique, et stipulait que la Compagnie devait soumettre le cas à la décision du Secrétaire d'État. Par l'art. 11, il était interdit à la Compagnie et à ses officiers de s'ingérer dans les affaires religieuses des classes, ou tribus de ces territoires, sauf dans les cas où les intérêts de l'humanité le réclameraient, et toutes les formes de culte et ordonnances religieuses devaient y être libres sans qu'aucun empêchement pût leur être opposé. Quant à l'administration de la justice, la Compagnie était tenue, en vertu de l'article 12, d'avoir toujours soigneusement égard aux coutumes et aux lois de la classe, de la tribu ou de la nation auxquelles appartiendraient les parties respectives, spécialement en ce qui concernait la possession, la transmission, et la disposition de terres et de biens, la succession et autres droits de propriété.

Enfin, l'art. 22 imposait à la Compagnie le devoir d'observer tous les engagements pris ou à prendre par la Grande-Bretagne, par traités ou conventions avec d'autres puissances, et l'obligation de se conformer à toutes les directions qui, de temps à autres, pourraient lui être données par le Secrétaire d'État.

Dans un message du 22 mars de cette année-ci, le marquis de Salisbury rappelait à M. Portal, consul général à Zanzibar, qu'en vertu de l'art. 3 de la Charte susmentionnée, « aucun pouvoir ne devait être exercé dans des territoires visés par des traités, avant que des exemplaires n'en eussent été fournis au Secrétaire d'État, et que celui-ci y eût donné son approbation, absolue ou conditionnelle, et que si la Compagnie était autorisée à étendre de temps à autres son territoire, cette extension dépendait de l'approbation du Secrétaire d'État. Il est bon, » ajoutait la dépêche « que tout traité additionnel vous soit soumis, et que vous le transmettiez au Secrétaire d'État avec vos observations afin qu'il puisse décider s'il y a lieu de l'approuver... Vous veillerez à ce que les coutumes et les lois des indigènes soient respectées. Vous veillerez également sur l'observation des engagements pris à Berlin et à Bruxelles, par le gouvernement de S. M. en ce qui concerne les limites territoriales, la liberté commerciale, la liberté des missionnaires, la suppression de la traite et d'autres matières. En dehors des États du sultan de Zanzibar, vous ne devez pas administrer la justice en ce qui concerne les indigènes. Pour le moment, l'administration en demeure aux mains des chefs; mais vous devez vous opposer aux abus et faire comprendre aux chefs que sous l'influence britannique, l'injustice ne sera pas tolérée. »

Il ressort de ces documents que le gouvernement du marquis de Salisbury, tout en octroyant à l'Imperial British East African Company des pouvoirs très étendus, ne lui avait par accordé une liberté absolue de *traiter* avec les souveraines indigènes, comme elle pourrait le juger bon, au risque de compromettre l'honneur britannique et d'entraîner la Grande-Bretagne dans des complications du genre de celles que l'ancien gouvernement vient de léguer à l'administration de M. Gladstone. En particulier, la Compagnie ne devait mettre à exécution aucun traité avant que le secrétaire d'état ne l'eût examiné et n'y eût donné son approbation absolue ou conditionnelle.

En donnant, en juillet 1890, au capitaine Lugard, alors à Dagoréti, la mission d'aller traiter avec le souverain de l'Ou-Ganda, M. Mackenzie, Directeur de la Compagnie, à Mombas, lui a-t-il rappelé cette stipulation de sa charte constitutionnelle? Le capitaine Lugard a-t-il informé Mou-

anga que le traité qu'il allait lui proposer n'aurait de valeur qu'après que l'approbation du secrétaire d'état aurait été donnée et lui serait parvenue? Rien, dans les *Blue Books* relatifs à l'Ou-Ganda, ne nous fournit d'informations à cet égard; l'absence de tout document, et même de toute allusion à une approbation quelconque du secrétaire d'état nous autorise à dire que cette condition fondamentale de la charte octroyée à la Compagnie n'a pas été remplie en ce qui concerne le premier traité avec Mouanga. En revanche, le rapport du capitaine Lugard prouve jusqu'à l'évidence que celui-ci n'a pas attendu l'autorisation du secrétaire d'état pour appliquer le dit traité.¹

D'autre part, la convention anglo-allemande dont la conclusion, le 1^{er} juillet 1890, fut l'occasion de la dépêche de M. Mackenzie au capitaine Lugard, d'avoir à se rendre de Dagoréti, à 200 kilomètres du Victoria-Nyanza, à marches forcées, dans l'Ou-Ganda, pour *traiter* avec Mouanga avait elle été communiquée à l'officier anglais? Pour traiter, il était nécessaire qu'il connût les engagements internationaux pris auparavant; si non, il se pouvait fort bien que telle stipulation du traité préparé par M. Lugard fût en opposition avec les engagements réciproques contractés par la Grande-Bretagne envers l'Allemagne. Il ne lui suffisait pas de savoir en gros que, par la susdite convention, l'Allemagne s'était engagée à s'abstenir de toute immixtion dans les territoires au nord du 1^{er} lat. sud, à n'y point faire d'acquisitions, à n'y point conclure de traités, à ne s'y attribuer aucun droit de souveraineté, ni aucun protectorat et à n'y mettre aucun obstacle à l'extension de l'influence britannique. Il lui eût importé beaucoup de savoir, par exemple, que la dite convention stipulait, en outre, dans son article VIII que la Grande-Bretagne — représentée dans l'Ou-Ganda et Dépendances par la Compagnie — s'était engagée à appliquer dans toutes les parties de sa sphère d'influence comprise dans les limites de la zone libre déterminée par les Actes de la Conférence de Berlin, les dispositions de ces Actes relatives à la liberté commerciale, et que cet article VIII, entre autres, porte: « La navigation des lacs, des rivières, des canaux, des ports de ces eaux est libre pour les deux pavillons; aucun traitement différentiel n'est autorisé quant au commerce de transport ou de cabotage; les marchandises, quelle qu'en soit l'origine, ne sont soumises à aucun droit, sauf ceux qui peuvent être prélevés pour

¹ Le *Church Missionary Intelligencer* nous a dit comment M. le capitaine Lugard avait laissé croire à Mouanga et à ses partisans que les promesses faites par lui avaient la même valeur que si elles émanaient de sa Gracieuse Majesté Elle-même! (V. p. 372.)

subvenir aux frais nécessaires dans l'intérêt du commerce; il ne peut être imposé aucun droit de transit, et il ne peut être accordé aucun monopole ni aucun privilège en matière de commerce.

« Les sujets des deux États devront avoir la liberté de s'établir comme ils l'entendront dans leurs territoires respectifs situés dans la zone de liberté commerciale.

« Il est spécialement entendu qu'en vertu de ces dispositions, le passage des marchandises des deux États sera libre de tout obstacle et de tout droit de transit entre le lac Nyassa et l'État du Congo, entre le lac Nyassa et le Tanganyika, entre ce dernier lac et la frontière septentrionale des deux sphères d'influence. »

En outre, l'article IX stipule que les concessions de commerce et de mines et les droits de propriété acquis par des compagnies ou des individus de l'un des États seront reconnus dans la sphère de l'autre. Les concessions devront être exploitées conformément aux lois et aux règles de la localité.

Enfin, « dans tous les territoires africains appartenant à l'un ou à l'autre des États, ou placés sous son influence, les missionnaires des deux pays jouiront d'une protection pleine et entière. La tolérance religieuse, la liberté de tous les cultes et d'enseignement religieux est garantie. »

Toutes les stipulations par lesquelles la Compagnie était liée envers le gouvernement anglais, et celui-ci envers l'Allemagne, signataire de la Convention anglo-allemande du 1^{er} juillet 1890, et envers les puissances représentées à Berlin et à Bruxelles, auraient dû être présentes à l'esprit de celui auquel M. Mackenzie donnait l'ordre de traiter avec Mouanga. Il semble qu'il les ignorait; ou s'il les connaissait, il n'en a point tenu compte, comme nous allons le voir.

Après les préliminaires dont nous avons parlé (p. 317), le capitaine Lugard promet au roi et aux personnes qui l'entouraient de leur expliquer les différents articles qu'il comptait insérer dans le traité; il le fit, dit-il, le 20 décembre 1890. ¹

Dans le *Blue-Book*, le traité porte pour titre : Traité entre le Roi de l'Ou-Ganda et l'Imperial British East African Company.

« Moi, Mouanga, roi de l'Ou-Ganda, après avis du Conseil et du plein

¹ Malheureusement, le Rapport du capitaine Lugard est muet sur les explications qu'il dit avoir données des différents articles du traité. Comme il ignore la langue de l'Ou-Ganda, il a dû employer, comme interprètes, les missionnaires protestants anglais, mais ceux-ci ne nous fournissent aucun renseignement sur ce point.

consentement des chefs de toutes les parties de mes États, je donne mon royal assentiment et ma sanction au présent traité ratifié d'une part par moi-même et les chefs de mes États, signé par moi de ma propre main et de mon sceau ; et de l'autre, par le capitaine F.-D. Lugard, D. S. O., officier de l'armée de S. M. Victoria, Reine de la Grande-Bretagne, Impératrice des Indes, etc., agissant seulement au nom de l'Imperial British East African Company, incorporée par Charte Royale, avec pleins pouvoirs de conclure et de ratifier le dit traité au nom de la susdite Compagnie ¹.

« La susdite Imperial British East African Company s'engage de son côté à offrir protection au Royaume d'Ou-Ganda par tous les moyens en son pouvoir ², pour lui assurer les bienfaits de la paix et de la prospérité, pour développer la civilisation et le commerce et pour y introduire un système d'administration et une organisation capables d'obtenir ces résultats. »

Art. 2. — Moi, Mouanga, au nom de mes Chefs, de mon peuple et de mon royaume, je consens à reconnaître la suzeraineté de l'Imperial British East African Company, je reconnais que mon royaume et mes États tributaires sont dans sa sphère d'influence et sous sa protection comme les Puissances européennes en sont convenues ³. En conséquence je m'engage à n'arborer les couleurs d'aucune autre nation, à ne faire aucun traité avec ces mêmes nations, à n'accorder aucune concession, à ne permettre à aucun Européen de quelque nationalité que ce soit de

¹ D'après ce qu'ont dit MM. Lowther et Brodrick, dans la Chambre des Communes (Voy. p. 373), le capitaine Lugard pouvait-il se présenter comme officier de l'armée de S. M. ? La Compagnie lui avait-elle conféré pleins pouvoirs de conclure et *ratifier* ledit traité ? Les termes mêmes de sa Charte ne lui interdisaient-ils pas de donner ces pleins pouvoirs de ratification ?

² Elle savait que ses ressources étaient insuffisantes pour lui permettre de faire le chemin de fer de Mombas au Victoria-Nyanza, et le capitaine Lugard s'engageait en son nom à protéger le Royaume d'Ou-Ganda plus grand que la Grande-Bretagne et l'Irlande réunies !

³ Nous ne sachions pas qu'il existe aucune convention par laquelle les Puissances européennes aient reconnu que l'Ou-Ganda était sous le protectorat de la Compagnie. En vertu de l'Acte général de la Conférence de Berlin, il se trouvait compris dans la zone du commerce libre ; le consentement de Mouanga en faveur de la liberté commerciale dans ses États devait lui être demandé ; mais nous ne pensons pas que M. le capitaine Lugard ait expliqué au Roi les stipulations qui s'y rapportent ; elles contredisaient trop formellement les obligations qu'il voulait imposer à Mouanga.

s'établir dans mon royaume, d'y acquérir des terres, d'y obtenir des emplois publics à l'insu et sans le consentement du Résident de la Compagnie dans l'Ou-Ganda.

Art. 3. — En vue de remplir les obligations qu'elle contracte présentement la Compagnie s'engage à envoyer à la Cour de l'Ou-Ganda un agent pleinement accrédité¹. Ses pouvoirs seront les suivants :

a) Tous les Européens résidant dans l'Ou-Ganda soumettront à son arbitrage toute dispute et tout différend ou question concernant leurs affaires. Sa décision sera définitive ; est réservé toutefois l'appel aux autorités supérieures de la Compagnie ;

b) Tous les officiers européens de la Compagnie seront uniquement sous ses ordres ;

c) Comme il est dit ci-dessus, le Roi demandera son consentement avant de signer aucun traité ou d'accorder aucune concession, etc., aux Européens, soit Anglais, soit de quelque autre nationalité ;

d) Comme il sera dit ci-dessous, il sera *ex-officio* Président du Comité des finances et Revenus ;

e) Les armes et munitions, fusils Maxim ou autres, de la Compagnie, seront sous son contrôle ou sous celui d'un officier ou d'officiers désignés par lui ;

f) Avant d'entreprendre aucune guerre, et dans toutes les affaires graves et sérieuses, ou dans les matières concernant l'État, il faudra obtenir son consentement et lui demander conseil².

Art. 4. — Les missionnaires, tenus uniquement³, à prêcher l'Évangile, à enseigner les arts de la civilisation et l'industrie, seront libres de s'établir dans le pays ; quelle que soit leur confession, leurs rites religieux et leurs libertés seront respectés ; une stricte impartialité leur sera assurée.

Art. 5. — Les revenus du pays seront recueillis et le produit des douanes et des taxes sera administré par un Comité ou Bureau des Finances, composé de quatre membres, le Résident de la Compagnie en

¹ Depuis le 26 décembre 1890, jusqu'à aujourd'hui, cet engagement n'a point été rempli par la Compagnie. M. le capitaine Lugard s'est attribué tous les pouvoirs réservés au Résident.

² Le capitaine Lugard conseilla à Mouanga de déclarer la guerre à Kabréga, roi de l'Ou-Nyoro, lorsque celui-ci envoya, le 16 mars 1891, des messagers pour conclure un traité de paix avec l'Ou-Ganda.

³ Comment accorder cet article avec le rôle joué par l'Évêque Tucker de la Church Missionary Society, arrivé à Mengo le lendemain de la signature du traité ? (P. 384).

étant, ex-officio, le Président ; leurs décisions seront soumises au Roi. Ce Comité sera nommé par le Conseil d'État composé des officiers occupant les principales charges de l'État. Ils répartiront les revenus comme suit :

a) Une partie sera affectée à l'entretien du Roi, de sa Cour, des troupes de sa garde, au salaire de tous les officiers, Européens ou indigènes, aux dépenses nécessaires pour construction et réparation des bâtiments royaux ;

b) à l'entretien de l'armée, aux munitions, provisions, officiers, etc. ;

c) à des travaux publics pour le bien du pays, à la construction de forts pour garnisons, à la confection de tracés de routes, ponts, travaux d'irrigation, aux frais qui incombent à la Compagnie uniquement pour le bien du pays, et non en vue d'un commerce lucratif pour son propre compte. Le roi prêterait son aide pour ces travaux publics, pour un chemin de fer, en fournissant le travail, etc., selon son pouvoir.

Art. 6. — Le Roi, assisté par la Compagnie, formera une armée permanente que les officiers de la Compagnie tâcheront d'organiser et de dresser sur le modèle de l'armée indigène des Indes. Tous les brevets, promotions, enrôlements, seront faits sans égard à la confession ; le choix ne dépendra que des capacités et du mérite militaire ; seront enrôlés dans cette armée, les possesseurs de bonnes carabines, le roi fournira les armes en sa possession (les carabines de chasse sont exclues) et la Compagnie fournira au moins un nombre égal d'armes, et en outre un ou plusieurs canons Maxims (sous le contrôle direct du Résident). Ces armes demeureront la propriété respective du Roi ou de la Compagnie. Toutes les autres armes seront marquées et enregistrées, afin que le Roi et son administration sachent exactement quelles armes il y a dans le pays et qui en sont les possesseurs. Les propriétaires recevront un permis signé par le roi et le résident. Celles qui ne seront pas autorisées seront illégales¹.

Art. 7. — Les trafiquants de toutes les nations seront libres de venir dans l'Ou-Ganda, pourvu qu'ils n'importent, ni ne vendent de marchandises prohibées par une loi internationale ou une convention entre les Puissances ; toutes les marchandises importées ou exportées à travers la sphère d'influence de la Compagnie seront exemptes de tout impôt dans l'Ou-Ganda. Outre les armes, la Compagnie s'engage à envoyer un

¹ Nous verrons dans un prochain numéro comment cet article fut appliqué de manière à affaiblir les partisans de Mouanga et à fortifier le parti du capitaine Lugard.

corps d'officiers compétents pour agir sous le Résident¹ et pour contribuer à la civilisation, à l'organisation et à l'administration du pays, à envoyer des troupes, à construire des forts pour garnisons, etc. sur la recommandation du Résident, selon les besoins de la défense du Royaume, les frais en étant couverts par les revenus. Elle s'engage aussi à placer un steamer sur le lac, et à ouvrir une route directe à la côte pour développer le commerce et la prospérité du pays.

Art. 9. — Le choix pour toutes les fonctions de l'État ne sera influencé que par le mérite et les qualités; il sera absolument indépendant de la confession.

Art. 10. — La traite et la chasse aux esclaves seront déclarées illégales et punissables par la loi. L'importation et l'exportation des esclaves sont interdites.

Art. 11. — La Compagnie maintiendra le pouvoir et l'autorité du Roi dans son pays²; la pompe et la grandeur de sa Cour seront conservées.

Art. 12. — Les deux parties seront liées par ce traité pour une période de deux ans, après quoi il sera renouvelable, ou sujet à revision, selon que les circonstances pourront l'exiger.

Ainsi fait à Mengo, Roubaga, Ou-Ganda, ce 26 décembre 1890.

Pour l'Imperial British East African Company :

E.-D. LUGARD, Capit. 9^{me} fantassin.

MOUNGA X. KABAKA.

Signé par le dit Mouanga, roi de l'Ou-Ganda et les principaux chefs, le contenu leur ayant été lu et expliqué en présence de

F.-W. DE WINTON, DUALLA.

Signatures des chefs de l'Ou-Ganda, après que le traité eut été lu, expliqué, et traduit en entier phrase après phrase.

APOLLO. X. KATIKIRO, 1^{er} Ministre de l'Ou-Ganda.

KIMBOUGORÉ, Amiral de la flotte, 2^{me} Ministre d'État.

MJUSI, Chef de l'armée.

KAUTA, Chef de cuisine.

¹ Comme le Résident, le corps d'officiers compétents que la Compagnie s'était engagée à envoyer dans l'Ou-Ganda, n'a jamais existé que sur le papier.

² Les rapports du Capitaine Lugard montreront le cas qu'il fit, dès son arrivée à Mengo, du pouvoir et de l'autorité du Roi! Est-ce, par exemple, pour maintenir cette autorité que les officiers anglais abattirent le drapeau de Mouanga afin que celui de l'Angleterre flottât seul dans l'Ou-Ganda?

Pour la légalisation des signatures :

F.-D. LUGARD, *Capitaine.*

F.-W. DE WINTON.

KAGO, X.

Témoins :

F.-W. DE WINTON.

MUGEMA MUKALAYA.

A cela, les Chefs ont ajouté, après s'être consultés et l'avoir lu devant le Roi, ce qui suit, traduit par le Rev. E.-C. Gordon.

« Nous faisons maintenant une convention entre l'homme blanc et nous, et moi aussi en mon propre nom, Roi Mouanga, Sultan, et tous ses territoires, nous faisons une autre convention, savoir, que si un autre homme blanc, plus grand que celui-ci, vient plus tard, ces paroles doivent être effacées, et que nous en ferons une autre.

Nous, Catholiques, nous avons besoin de lire et d'enseigner tout le peuple dans votre pays comme il nous plaira, et notre convention précédente demeure comme nous l'avons acceptée, cette convention entre nous est la même que votre convention, en sorte que notre œuvre soit faite comme auparavant et respectée parmi mon peuple comme précédemment. »

Signé : E.-C. GORDON, missionnaire
de la Church Missionary Society.

Ce traité du 26 décembre 1890 fut, d'après le rapport du Capitaine Lugard, du 18 janvier 1891 (*Blue-Book* Africa 4, 1892, p. 104) expédié à la côte le 14 janvier par l'entremise de M. Gedge, « avec l'espoir qu'il arriverait en bon état et qu'il recevrait l'approbation de l'Administrateur général de la Compagnie à Mombas ainsi que celle de la Cour des Directeurs de Londres. » Il ne fait pas mention de l'approbation du Sous-secrétaire d'État, nécessaire, aux termes de la Charte de la Compagnie, pour qu'un traité quelconque d'un de ses agents pût être appliqué. Cette approbation a-t-elle été demandée et accordée? La Cour des Directeurs de Londres, et l'Administrateur général à Mombas, M. G. Mackenzie, ont-ils donné la leur? Le *Blue-Book* ne nous permet pas de répondre.

Quoi qu'il en soit, le capitaine Lugard n'attendit pas l'approbation nécessaire; car, dès le 27 décembre 1890, l'Évêque Tucker, de la Church Missionary Society, arrivé avec sa suite à Mengo, reçut communication du traité qu'il trouva très bon. Il proposa au capitaine Lugard de discuter avec les missionnaires les questions relatives aux différends

entre les deux partis religieux, ce à quoi le capitaine donna son assentiment, se réservant de résoudre, aussi bien qu'il le pourrait, les injustices de la part du Roi. Il avait depuis longtemps, dit-il (*Blue Book* p. 100), « désiré un arrangement semblable, les missionnaires, avec leurs connaissances des disputes locales, des usages et du langage du pays, — lui-même ignorait la langue de l'Ou-Ganda, — avec le contrôle et l'influence qu'ils exerçaient sur leurs adhérents, pouvaient beaucoup mieux que moi résoudre les difficultés qui s'y rapportaient. Toutefois, » ajoute-t-il, « je crains que les missionnaires n'y apportent pas le même esprit conciliant; le parti protestant a déjà renvoyé la liste des griefs des catholiques romains en disant qu'il n'en pouvait rien faire, et en exigeant qu'elle fût rédigée clairement en anglais. Il m'est naturellement impossible de la fournir. Je crois qu'ils sont prévenus en faveur de leur parti, et j'ai peu d'espoir que la proposition de l'Évêque aboutisse à un résultat définitif. »

Néanmoins, dès le 27 décembre, bien avant que le traité fût expédié à Mombas, le capitaine Lugard et l'Évêque Tucker, sans tenir aucun compte des obligations imposées par la Charte octroyée à la Compagnie, se mettaient en devoir d'appliquer les dispositions d'un traité, à nos yeux, sans valeur aucune aussi longtemps que le sous-secrétaire d'État du gouvernement du marquis de Salisbury n'y avait pas donné son approbation.

Et c'est à ce traité qu'en appellent le capitaine Lugard, l'Évêque Tucker et tous leurs partisans pour imposer au ministère actuel le maintien de l'occupation de l'Ou-Ganda!

BIBLIOGRAPHIE ¹

SOCIÉTÉ ANTI-ESCLAVAGISTE DE BELGIQUE. Les conférences anti-esclavagistes libres données au Palais des Académies de Bruxelles, avril 1891. Bruxelles (Imprimerie populaire, société coopérative), 1892, gr. in-8°, 110 p. et 3 cartes. Grâce à l'initiative du Comité anti-esclavagiste de Bruxelles, des conférences ont été données dans la capitale de la Belgique, en avril 1891, par les orateurs les plus autorisés. Trois jours durant, de hauts dignitaires catholiques, des ministres protestants, des laïques ont exposé devant un auditoire composé de l'élite de la population belge, les questions si complexes et si palpitantes d'intérêt qui se rattachent à la grande cause de l'anti-esclavagisme. Les discours les plus persuasifs ont été prononcés. Nous ne voulons pas citer les meilleurs car il faudrait

¹ On peut se procurer à la librairie H. Georg, à Genève et à Bâle tous les ouvrages dont il est rendu compte dans l'*Afrique explorée et civilisée*.

les analyser tous. On nous permettra toutefois de faire une exception en faveur d'un Genevois, M. le Professeur Louis Ruffet qui, pendant quelques instants a tenu l'assistance sous le charme de sa parole vibrante et sympathique. Il a parlé de la première Société anti-esclavagiste suisse et expliqué la cause de sa dissolution; puis il a annoncé la fondation de la seconde société suisse et un réveil prochain de la lutte contre la plaie de l'esclavage. Les faits lui ont donné raison. Actuellement, la Société est constituée. Elle vivra et se développera, nous l'espérons, à mesure qu'on connaîtra mieux la profondeur du mal et qu'on se rendra plus exactement compte de la possibilité de l'atténuer par une action énergique des nations européennes.

Le volume publié par le Comité de Bruxelles mérite d'être lu et médité. Il se présente d'ailleurs sous la forme la plus élégante, soit comme papier, soit comme impression et renferme le portrait de tous les hommes marquants qui ont pris part aux conférences ou qui se sont dévoués à la cause de l'anti-esclavagisme.

DEUTSCHE KOLONIAL GESELLSCHAFT. DEUTSCH OST-AFRIKA. Wand-Karte, ¹ 1 000 000, zweite Ausgabe, M. 6,50. — Depuis que les Allemands ont planté leur drapeau sur des territoires africains, ils ont mis leur amour-propre à nous les faire connaître, aussi complètement que la chose est possible dans l'état actuel de la science géographique. Après tant de beaux travaux publiés ces dernières années, ouvrages généraux, monographies, cartes manuelles, voici maintenant une remarquable carte murale qui permettra à tout enfant des écoles de se représenter la lointaine terre de l'Afrique allemande comme s'il avait pu la parcourir lui-même. L'échelle du ¹ 1 000 000 a permis d'y marquer une foule de détails qu'on ne trouve pas sur les cartes ordinaires, et surtout de donner au dessin une clarté telle que non seulement les noms peuvent être lus sans fatigue, mais que les formes principales, celles de la côte, des frontières territoriales, des grands lacs se gravent dans l'esprit d'une façon définitive. Excellente pour l'enseignement, cette belle carte aux couleurs vives sera, à cause de son format, d'une consultation peut-être un peu difficile pour l'homme de cabinet, mais elle pourra aussi lui être utile. Le seul regret que l'on éprouve à sa vue, c'est qu'elle renferme encore tant d'espaces blancs, tant de cours d'eau marqués en pointillé qui témoignent de l'énorme tâche qui reste à accomplir avant que la topographie africaine nous soit connue dans ses détails.

TROYE'S MAP OF THE TRANSVAAL, ENGRAVED AND PRINTED BY THE GEOGRAPHICAL AND TOPOGRAPHICAL ESTABLISHMENT. Wurster, Randegger

& C^o (J. Schlumpf), of Winterthur, Switzerland. Published for MM. Fehr & Du Bois, Pretoria. $\frac{1}{500\,000}$ fr. 50. — Toutes nos félicitations à M. Troye et à l'Institut cartographique de Winterthur pour la superbe carte du Transvaal qu'ils viennent de publier. Par sa bien-facture, l'exactitude et la profusion de ses données, par sa clarté, elle leur fait réellement honneur. Elle est imprimée directement sur toile, mais grâce à la finesse de l'étoffe et à son éclat presque aussi beau que celui du papier, l'effet n'en est, en aucune manière amoindri. Quant aux avantages de la substitution de la toile au papier, ils sont incontestables lorsqu'il s'agit d'une carte qui est destinée à servir au colon, au chercheur d'or, au voyageur, autant qu'à l'homme d'étude et qui, par conséquent, doit pouvoir être consultée au milieu de la brousse ou du marécage aussi bien que dans un cabinet de travail.

Inutile de dire que l'auteur a eu à sa disposition, pour pouvoir accomplir ce travail magistral, les sources les plus sûres et les plus récentes. Dans le sous-titre, il indique les noms des personnes remplissant un rôle officiel auxquelles il a eu recours. C'est surtout pour la partie nord et nord-est de la République que sa carte se différencie le plus de celles précédemment parues, parce que M. Troye a pu utiliser les travaux des commissions scientifiques envoyées récemment par le Gouvernement de la République sud-africaine dans ces contrées. Pour plusieurs des autres parties du territoire, il s'est servi des levés opérés par les agents des compagnies de chemins de fer qui ont pour objectif de relier Prétoria et les régions minières avec les colonies du Cap, de Natal et de Lorenzo Marquez. Ainsi la carte dont nous annonçons la publication donne un tableau aussi complet et aussi exact qu'on peut le désirer à l'heure actuelle de la topographie du Transvaal.

Un carton de belles dimensions, c'est-à-dire à l'échelle du 1 : 5,000,000 place le Transvaal dans son milieu, c'est-à-dire dans l'Afrique australe et donne la division politique actuelle, avec les principales localités, les chemins de fer, les routes de toute la contrée située au sud du Zambèze.

C'est toujours un moment important dans l'histoire d'un pays lorsqu'il parvient à avoir sa carte détaillée parce que c'est un signe qu'il a franchi les premiers stades sur la route de la civilisation supérieure. Ce moment est arrivé pour le Transvaal. Félicitons-nous que la maison Fehr et DuBois de Prétoria ait chargé de l'important travail qui doit marquer cette date un établissement suisse de cartographie, renommé depuis longtemps pour sa conscience scientifique et industrielle et pour la haute valeur de ses œuvres.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA TREIZIÈME ANNÉE

BULLETIN MENSUEL et NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Pages 3, 33, 63, 97, 129, 161, 192, 193, 224, 225, 257, 289, 321, 333.

A NOS LECTEURS

Page 352.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

Pages 15, 43, 77, 108, 142, 160, 178, 210, 239, 270, 303, 336, 370.

CORRESPONDANCE

Pages	Pages
Lettre de Lorenzo Marquez, de M. P. Berthoud..... 23, 188	Lettre de Maison Carrée (Algérie), de M. P. Mesnage..... 154
Lettre de Tati, de M. A. Demaffey..... 57	

ARTICLES DIVERS

Les spiritueux dans l'Afrique occidentale, d'après M. F. Buxton..... 19	L'Ou-Ganda et le Droit international, 214, 243, 278
Progrès de l'influence anglaise au Ma-Tabeland..... 52	Le soulèvement des Arabes dans le Haut-Congo, d'après M. Doré, survivant de l'expédition Hodister..... 305
L'expédition Paul le Marinol au Katanga..... 88	La Compagnie anglaise de l'Est-Africain dans l'Ou-Ganda, d'après les documents anglais..... 309, 372
Mission Crampel..... 118	Expédition Van Kerkoven, d'après le Times et les journaux belges..... 341
L'Afrique occidentale anglaise, d'après M. F. Buxton..... 150	
L'emploi de la Vaccine à la baie de Delagoa, d'après le Dr G. Liengme..... 185	

BIBLIOGRAPHIE

Alexis (M. G.) : Les Congolais, leurs mœurs et leurs usages..... 159	Broussais (Emile) : De Paris au Soudan..... 126
Arcay (Pierre de) : Choses d'Afrique..... 223	Brunel (J. M.) : Le général Faidherbe..... 28
Aymé (Victor) : L'Afrique française et le Trans-Saharien..... 30	Casati (Gaetano) : Dix années en Equatoria..... 127
Baumann (Oscar Dr) : U-Sambara und seine Nachbargebiete..... 123	Charmes (Gabriel) : L'Égypte..... 27
Binger (Capitaine) : Du Niger au golfe de Guinée par le pays de Kong..... 124	Chaudoin (E.) : Trois mois de captivité au Dahomey..... 62
Bley (Fritz) : Deutsche Pionierarbeit in Ost-Afrika..... 30	Conférences anti-esclavagistes de Belgique..... 384
	Cust (R. N.) : The ethics of African geographical explor..... 350
	DePorter (V. Commandant) : Extrême sud de l'Algérie..... 28

	Pages		Pages
<i>DePorter (V. Commandant)</i> : La question du Tonat; Sahara algérien.....	160	<i>Meillorat (R. P.)</i> : Carte ecclésiastique de l'Afrique.....	287
<i>Desplaces (Serin)</i> : Afrique et Africains.....	192	<i>Meinecke (Gustav)</i> : Kolonial Jahrbuch.....	222
<i>Deutsch Ost-Afrika, Wand-Karte</i>	385	<i>Mello (Carlos de)</i> : Os Ingtezes na Africa-Aus- tral. — A questao Inglesa. O Tratado....	26
<i>Falkenhorst (B.)</i> : Schwarze Fürsten.....	63	<i>Meyer (Hans Dr)</i> : L'Ascension du Kilimand- jaro.....	253
<i>Freitag (Otto)</i> : Zehn Jahre im dunklen Afrika.	352	<i>Mesmer (Charles)</i> : Souvenirs du monde mu- sulman.....	588
<i>Gallieni (lieutenant-colonel)</i> : Deux campagnes au Soudan français.....	156	<i>Poiré (Eugène)</i> : La Tunisie française.....	191
<i>Gessi-Pascia (Romolo)</i> : Sette anni nel Sudan Egiziano.....	190	<i>Possedimenti Protettorati Europei in Africa</i>	26
<i>Harry (Alis)</i> : A la conquête du Tchad.....	61	Publications cartographiques du Sous-secré- tariat des Colonies françaises.....	157
<i>Hesse-Wartegg (Ernst von)</i> : Tunis, Land und Leute.....	96	Publications de la Commission portugaise de cartographie.....	158
<i>Hore (Ed. Coode.)</i> : Tanganyika.....	319	<i>Reichard (Paul)</i> : Deutsch Ost-Afrika.....	221
<i>Jaime (E.)</i> : De Koulikoro à Tombouctou sur la canonnière <i>Le Mage</i>	318	<i>Robert Georges)</i> : Voyage à travers l'Algérie..	95
<i>Joyeux (A.)</i> : L'Afrique française.....	31	<i>Sapeto (Giuseppe)</i> : Etiopia.....	27
<i>Keller (C.)</i> : Neue Afrikafahrten.....	352	<i>Schrader (F.)</i> : L'année cartographique.....	29
<i>Kettler (J. J.)</i> : Schulwandkarte von Deutsch- Ost-Afrika.....	96	<i>Sievers (Wilhelm Dr)</i> : Afrika.....	64
<i>Kettler (J. J.)</i> : Generalkarte des Mittleren Ost-Afrika.....	318	<i>Stähelin (A.)</i> : In Algerien, Marokko, Palesti- na und am Rothen Meere.....	29
<i>Kiepert (Richard)</i> : Neue Spezialkarte von Equatorial Ost-Afrika.....	95	<i>Stecklin (Jules)</i> : Les Colonies et l'émigra- tion allemandes.....	224
<i>Lallemand (Charles)</i> : La Tunisie.....	126	<i>Troye's Map of the Transvaal</i> 1/500 000.....	385
<i>Lavenex (C.)</i> : Zwei Wanderungen durch das Nördliches-Afrika.....	159	<i>Verneau (R.)</i> : Cinq années de séjour aux Canaries.....	60
<i>Mandat-Grancey (E. de)</i> : Souvenirs de la Côte d'Afrique.....	221	<i>Ward (Herbert)</i> : Fünf Jahre unter den Stämmen des Kongo Staates.....	155
<i>Mahy (F. de)</i> : Autour de l'île Bourbon et de Madagascar.....	62	<i>Wissmann (H. von)</i> : Meine zweite Durchque- rung Equatorial-Afrikas.....	31

